

adenclassifieds



ANNONCES CLASSÉES SUR INTERNET

Document de base

www.adenclassifieds.com



The logo for Adenclassifieds, featuring the word "adenclassifieds" in a bold, white, sans-serif font, centered within a black rectangular box. This box is itself centered within a larger orange rectangular background.

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 4.897.974 euros
1-3 rue La Fayette, 75009 Paris
RCS Paris B 431 373 471

DOCUMENT DE BASE



En application de son règlement général, notamment de l'article 212-23, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de base le 26 janvier 2007 sous le numéro I. 07-006. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été effectué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié « *si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique pas l'authentification par l'Autorité des marchés financiers des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais auprès de la société Adenclassifieds au 1-3 rue La Fayette, 75009 Paris, et sur son site Internet (<http://www.adenclassifieds.com>) ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

Note

La société Adenclassifieds est dénommée la « Société » ou « Adenclassifieds ».

TABLE DES MATIERES

1.	PERSONNES RESPONSABLES	1
1.1.	RESPONSABLES DU DOCUMENT DE BASE.....	1
1.2.	ATTESTATION DES RESPONSABLES DU DOCUMENT DE BASE.....	1
1.3.	RESPONSABLE DE L'INFORMATION.....	1
2.	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	2
2.1.	COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES.....	2
2.2.	COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS	2
3.	INFORMATIONS SELECTIONNEES	3
3.1.	INFORMATIONS OPERATIONNELLES SELECTIONNEES	3
3.2.	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	3
3.2.1.	Informations financières pro forma sélectionnées	3
3.2.2.	Informations financières historiques sélectionnées.....	5
4.	FACTEURS DE RISQUE	8
4.1.	RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT DE LA SOCIETE.....	8
4.1.1.	Risques liés à l'environnement concurrentiel de la Société.....	8
4.1.2.	Risques liés à l'évolution des secteurs des annonces classées sur Internet dans les domaines de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier	9
4.2.	RISQUES LIES AUX ACTIVITES DE LA SOCIETE.....	9
4.2.1.	Risques liés à la nature des contrats de partenariat	9
4.2.2.	Risques liés à la nature des contrats clients.....	9
4.2.3.	Dépendance vis-à-vis de certains fournisseurs informatiques	10
4.2.4.	Risques liés aux critères de référencement de la Société	11
4.2.5.	Risques liés à la capacité d'adaptation de la Société à une forte croissance	11
4.3.	RISQUES LIES A LA STRATEGIE DE LA SOCIETE	11
4.3.1.	Risques liés à la capacité de la Société à développer et à fidéliser sa clientèle ainsi qu'à enrichir son offre de services	11
4.3.2.	Risques liés à la stratégie multi-marques de la Société.....	12
4.3.3.	Risques liés au développement de nouveaux réseaux de communication et de nouvelles technologies	12
4.3.4.	Risques liés à la stratégie de croissance externe	12
4.4.	RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	13
4.4.1.	Risques liés à une défaillance d'Internet ou de la plate-forme technique de la Société.....	13

4.4.2.	Risques liés à la sécurité du système informatique	13
4.4.3.	Risques liés à l'adaptation permanente des infrastructures informatiques.....	14
4.5.	RISQUES LIES A LA FUSION ENTRE KELJOB, CADREMPLOI ET EXPLORIMMO	14
4.6.	RISQUES LIES AU MAINTIEN DU MANAGEMENT EN PLACE, AU RECRUTEMENT ET AU DEPART DE SALARIES QUALIFIES.....	15
4.7.	RISQUES LIES A L'ACTIONNAIRE DE CONTROLE	16
4.8.	RISQUES JURIDIQUES	16
4.8.1.	Risques liés à la protection des données personnelles	16
4.8.2.	Risques liés aux droits de propriété intellectuelle et industrielle	17
4.8.3.	Risques liés à la responsabilité des acteurs de l'Internet et vente à distance	18
4.8.4.	Risques liés à la nature déclarative des données fournies par les internautes et les clients	18
4.8.5.	Risques liés à la propriété des bases de données.....	19
4.8.6.	Risques liés à la nature transnationale d'Internet.....	19
4.9.	RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX	19
4.10.	RISQUES FINANCIERS	19
4.10.1.	Risques de liquidité	19
4.10.2.	Risques de marché (taux, change, actions)	20
4.10.2.1.	Risques de taux	20
4.10.2.2.	Risques de change.....	20
4.10.2.3.	Risques sur actions.....	20
4.10.3.	Risques liés aux engagements hors bilan	20
4.11.	ASSURANCES	20
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR.....	22
5.1.	HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE	22
5.1.1.	Dénomination sociale.....	22
5.1.2.	Lieu et numéro d'immatriculation.....	22
5.1.3.	Date de constitution et durée.....	22
5.1.4.	Siège social, forme juridique et législation applicable.....	22
5.1.5.	Historique d'Adenclassifieds	22
5.1.5.1.	Historique de la constitution d'Adenclassifieds.....	22
5.1.5.2.	Histoire et évolution de l'activité d'Adenclassifieds	26
5.2.	INVESTISSEMENTS	30
5.2.1.	Principaux investissements réalisés	30
5.2.2.	Principaux investissements en cours	30
5.2.3.	Investissements à venir	31

6.	APERÇU DES ACTIVITES	32
6.1.	PRESENTATION D'ADENCLASSIFIEDS	32
6.1.1.	Description générale d'Adenclassifieds et de ses activités	32
6.1.2.	Rappel historique	33
6.1.3.	Chiffres clés	34
6.2.	ATOUTS CONCURRENTIELS	35
6.2.1.	Un leader du marché des <i>Classifieds</i> sur Internet en France	35
6.2.2.	Un savoir-faire unique et mutualisable sur le marché des annonces classées sur Internet	38
6.2.3.	Une société pionnière et innovante sur ses marchés	38
6.2.4.	Un modèle économique fortement générateur de cash flow associant forte croissance et visibilité	38
6.2.5.	Une offre de produits et de services étendue sur chacun de ses marchés	39
6.2.6.	Une des premières forces commerciales BtoB des « <i>Classifieds</i> » sur Internet répartie sur toute la France	40
6.2.7.	Un fort savoir-faire technologique	40
6.2.8.	Des partenariats stratégiques de premier plan	40
6.3.	STRATEGIE DE LA SOCIETE	41
6.3.1.	Renforcer le leadership sur le secteur de l'emploi sur Internet	41
6.3.2.	Renforcer sa position de leader et de premier entrant sur le marché émergent des annonces de formation sur Internet	41
6.3.3.	S'imposer comme un leader sur le secteur porteur de l'immobilier sur Internet	42
6.3.4.	Optimiser les leviers de rentabilité	42
6.3.5.	Saisir les opportunités d'accords stratégiques et d'acquisitions en France et en Europe	42
6.4.	PRESENTATION DES MARCHES ET ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL	43
6.4.1.	Développement d'Internet en France et en Europe	43
6.4.2.	Développement du marché des annonces classées sur Internet	45
6.4.3.	Marché de l'emploi et du recrutement en France	46
6.4.3.1.	Le marché de l'emploi en France	46
6.4.3.2.	Les facteurs d'évolution du marché de l'emploi	48
6.4.3.3.	Evolution des pratiques en matière de recrutement et de recherche d'emploi en France	49
6.4.4.	Marché de la formation en France	53
6.4.4.1.	Evolution du marché de la formation	53
6.4.4.2.	Principaux facteurs influençant le marché de la formation	55
6.4.4.3.	Evolution des pratiques de communication des organismes de formation	57
6.4.5.	Marché de l'immobilier résidentiel	58
6.4.5.1.	Le marché de l'immobilier résidentiel en France	58

6.4.5.2.	Evolution des pratiques en matière de support de diffusion d'annonces : avantage de l'utilisation d'Internet comme mode de diffusion.....	60
6.4.6.	Environnement concurrentiel	62
6.4.6.1.	Le marché des annonces d'emploi sur Internet.....	62
6.4.6.2.	Le marché des annonces de formation sur Internet.....	63
6.4.6.3.	Le marché des annonces immobilières sur Internet	64
6.4.6.4.	Autres concurrents	65
6.5.	DESCRIPTION DES ACTIVITES D'ADENCLASSIFIEDS	66
6.5.1.	Activité « Emploi »	69
6.5.1.1.	Un leader de l'emploi sur Internet	70
6.5.1.2.	L'offre Emploi d'Adenclassifieds.....	73
6.5.1.3.	Les clients des sites Emploi d'Adenclassifieds.....	88
6.5.1.4.	Présentation des sites de l'activité Emploi d'Adenclassifieds	91
6.5.2.	Activité « Formation »	96
6.5.2.1.	Le leader et premier entrant sur le marché de la publication de session de formation.....	96
6.5.2.2.	L'offre Formation d'Adenclassifieds.....	97
6.5.2.3.	Les clients des sites Formation d'Adenclassifieds.....	99
6.5.2.4.	Présentation des sites Formation d'Adenclassifieds	100
6.5.3.	Activité « Immobilier ».....	101
6.5.3.1.	Un acteur de référence sur le marché de l'immobilier sur Internet.....	101
6.5.3.2.	L'offre immobilière d'Adenclassifieds	103
6.5.3.3.	Les clients des sites immobiliers d'Adenclassifieds	108
6.5.3.4.	Présentation des sites immobiliers d'Adenclassifieds.....	113
6.5.4.	Partenariats et accords.....	116
6.5.4.1.	Partenariats presse.....	116
6.5.4.2.	Partenaires Internet	117
6.5.4.3.	Partenariats mobiles	118
6.5.4.4.	Partenariats avec les actionnaires de SICCER	118
6.5.4.5.	Accords internationaux	118
6.5.5.	Politique commerciale et marketing.....	119
6.5.5.1.	Organisation commerciale	119
6.5.5.2.	Politique marketing.....	120
6.5.6.	Systèmes d'information	121
6.6.	REGLEMENTATION.....	122
6.6.1.	Traitement des données à caractère personnel et protection des personnes physiques.....	122
6.6.2.	La responsabilité des acteurs de l'Internet	123

6.6.3.	Les obligations résultant de la qualité d'éditeur de contenu	124
6.6.4.	Protection juridique des bases de données	124
6.6.5.	Noms de domaine.....	125
6.6.6.	Ventes de biens et fournitures des prestations de services à distance	126
7.	ORGANIGRAMME.....	128
7.1.	PRESENTATION GENERALE DE LA SOCIETE	128
7.2.	PRESENTATION DES FILIALES DE LA SOCIETE	128
7.2.1.	Direct Recruit Limited	129
7.2.2.	Cooptin SAS	129
8.	PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	131
8.1.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES EXISTANTES OU PLANIFIEES ET CHARGES MAJEURES PESANT DESSUS	131
8.2.	QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION, FAITE PAR LA SOCIETE, DE SES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	131
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	132
9.1.	PRESENTATION GENERALE	132
9.1.1.	Périmètre et hypothèses.....	132
9.1.1.1.	Hypothèses retenues pour l'élaboration des informations financières pro forma .	133
9.1.1.2.	Harmonisation des méthodes comptables retenues dans le cadre de l'établissement des informations financières pro forma	133
9.1.2.	Présentation générale des activités d'Adenclassifieds	134
9.1.3.	Constitution des produits d'exploitation	134
9.1.3.1.	Chiffre d'affaires.....	134
9.1.3.2.	Production immobilisée	136
9.1.4.	Principaux postes de charges d'exploitation	136
9.1.4.1.	Charges de personnel	136
9.1.4.2.	Achats et charges externes	136
9.1.5.	Flux de trésorerie.....	136
9.2.	COMPARAISON DES RESULTATS PRO FORMA	138
9.2.1.	Comparaison des résultats douze mois au 31 décembre 2005	138
9.2.1.1.	Chiffre d'affaires.....	139
9.2.1.2.	Charges de personnel	140
9.2.1.3.	Achats et charges externes	140
9.2.1.4.	Dotation aux amortissements et provisions.....	141
9.2.1.5.	Résultat d'exploitation	141
9.2.1.6.	EBITDA	141
9.2.1.7.	Résultat financier	141

9.2.1.8.	Résultat exceptionnel	141
9.2.1.9.	Résultat net.....	142
9.2.2.	Comparaison des résultats neuf mois au 30 septembre 2006.....	142
9.2.2.1.	Chiffre d'affaires.....	142
9.2.2.2.	Charges de personnel	144
9.2.2.3.	Achats et charges externes	145
9.2.2.4.	Dotation aux amortissements et provisions.....	145
9.2.2.5.	Résultat d'exploitation	145
9.2.2.6.	EBITDA	145
9.2.2.7.	Résultat financier	146
9.2.2.8.	Résultat exceptionnel	146
9.2.2.9.	Résultat net.....	146
9.2.3.	Effet du passage aux normes IFRS	146
9.2.3.1.	Liminaire.....	146
9.2.3.2.	Modalités de première application des normes IFRS.....	147
9.2.3.3.	Effets du passage aux normes IFRS sur les capitaux propres pro forma au 1 ^{er} janvier 2004, aux 31 décembre 2004 et 2005 et au 30 septembre 2006	149
10.	TRESORERIE ET CAPITAUX.....	151
10.1.	PRESENTATION GENERALE	151
10.2.	COMPARAISON DES TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE SUR DOUZE MOIS AU 31 DECEMBRE 2005 ET AU 31 DECEMBRE 2004	151
10.3.	COMPARAISON DES TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE SUR NEUF MOIS AU 30 SEPTEMBRE 2006 ET AU 30 SEPTEMBRE 2005	152
10.4.	MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS FUTURS	153
11.	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES.....	154
11.1.	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.....	154
11.1.1.	Développement de métamoteurs (keljob.com / kelformation.com)	154
11.1.2.	Développement de fonctions de recherche spécifiques.....	154
11.1.3.	Gestion des flux.....	155
11.1.4.	Gestion du contenu des sites Internet de la Société	155
11.2.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	155
11.2.1.	Brevets	155
11.2.2.	Marques.....	155
11.2.3.	Noms de domaine.....	155
11.2.4.	Logiciels, bases de données et droits d'auteurs.....	156
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES.....	157
13.	ESTIMATIONS	158

13.1.	ESTIMATION DU CHIFFRE D’AFFAIRES PRO FORMA, DU RESULTAT D’EXPLOITATION PRO FORMA ET DE L’EBITDA PRO FORMA DE LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2006.....	158
13.2.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ESTIMATIONS DE RESULTAT PRO FORMA POUR L’ANNEE CIVILE 2006.....	159
14.	ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE.....	161
14.1.	COMPOSITION DES ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	161
14.1.1.	Composition du directoire.....	161
14.1.2.	Composition du conseil de surveillance.....	163
14.1.3.	Autre dirigeant de la Société	170
14.2.	DIRECTION DE LA SOCIETE	170
14.3.	DECLARATIONS CONCERNANT LES ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET LA DIRECTION GENERALE.....	171
14.4.	CONFLITS D’INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DE LA DIRECTION GENERALE.....	171
15.	REMUNERATION ET AVANTAGES.....	172
15.1.	REMUNERATION ET AVANTAGES EN NATURE DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	172
15.2.	SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DU VERSEMENT DE PENSIONS, DE RETRAITES OU D’AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE.....	173
15.3.	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA SOCIETE DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE.....	173
15.3.1.	Actions détenues par les membres du directoire et du conseil de surveillance.....	173
15.3.2.	Bons de souscription de parts de créateur d’entreprise attribués aux membres du directoire de la Société.....	173
15.3.3.	Bons de souscription d’actions attribués aux membres du conseil de surveillance de la Société	175
15.3.4.	Attributions gratuites d’actions au bénéfice de certains membres du directoire de la Société.....	176
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.....	177
16.1.	DIRECTION DE LA SOCIETE	177
16.1.1.	Fonctionnement du directoire	177
16.1.1.1.	Attributions du directoire.....	177
16.1.1.2.	Présidence du directoire - Direction Générale	177
16.1.1.3.	Délibérations du directoire.....	177
16.1.1.4.	Rémunération des membres du directoire.....	178
16.1.2.	Fonctionnement du conseil de surveillance	178
16.1.2.1.	Attributions du conseil de surveillance	178

16.1.2.2.	Délibérations du conseil de surveillance.....	178
16.1.2.3.	Bureau du conseil de surveillance.....	179
16.1.2.4.	Rémunération des membres du conseil de surveillance.....	179
16.2.	CONTRATS ENTRE LES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE	179
16.3.	COMITE DES REMUNERATIONS ET COMITE D'AUDIT.....	179
16.3.1.	Comité des rémunérations.....	180
16.3.1.1.	Attributions du comité des rémunérations	180
16.3.1.2.	Composition du comité des rémunérations	180
16.3.1.3.	Fonctionnement du comité des rémunérations.....	180
16.3.2.	Comité d'audit.....	181
16.3.2.1.	Attributions du comité d'audit	181
16.3.2.2.	Composition du comité d'audit.....	182
16.3.2.3.	Fonctionnement du comité d'audit.....	182
16.3.3.	Règles communes aux comités	182
16.3.3.1.	Composition des comités	182
16.3.3.2.	Fonctionnement des comités	182
16.4.	CONTROLE INTERNE	183
16.5.	GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	185
16.5.1.	Droit d'information et de communication du conseil de surveillance	185
16.5.2.	Relations entre le conseil de surveillance et le directoire	186
16.5.3.	Rapport relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société.....	187
16.5.4.	Membres indépendants du conseil de surveillance	187
16.5.5.	Censeurs	188
16.5.6.	Charte des membres du conseil de surveillance.....	189
17.	SALARIES	191
17.1.	RESSOURCES HUMAINES.....	191
17.1.1.	Effectifs.....	191
17.1.1.1.	Répartition des effectifs par activité	191
17.1.1.2.	Répartition géographique des effectifs.....	191
17.1.2.	Politique de ressources humaines de la Société	191
17.1.2.1.	La politique d'emploi.....	191
17.1.2.2.	L'égalité professionnelle.....	191
17.1.2.3.	L'organisation du temps de travail.....	192
17.1.2.4.	La politique de rémunération	192
17.1.2.5.	Les relations collectives	192

17.2.	ACCORD DE PARTICIPATION, BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEUR D'ENTREPRISE ET ACTIONS ATTRIBUEES GRATUITEMENT AUX SALARIES	193
17.2.1.	Accord de participation	193
17.2.2.	Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise	193
17.2.3.	Attributions gratuites d'actions	195
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	197
18.1.	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE DE LA SOCIETE	197
18.2.	DROIT DE VOTE DES ACTIONNAIRES	200
18.3.	CONTROLE DE LA SOCIETE	200
18.4.	ACCORDS SUSCEPTIBLES D'ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE	200
18.5.	ENGAGEMENT DE CONSERVATION.....	200
19.	OPERATIONS AVEC DES APPARENTES.....	201
19.1.	CONTRATS D'ECHANGE DE MARCHANDISES.....	201
19.1.1.	Contrat d'échange de marchandises avec la Société du Figaro.....	201
19.1.2.	Contrat d'échange de marchandises avec Publiprint.....	202
19.2.	CONTRATS DE REGIE PUBLICITAIRE.....	202
19.2.1.	Contrats de régie publicitaire avec Zefir Web	202
19.2.2.	Contrat de régie publicitaire avec Publiprint.....	202
19.3.	CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DE RECOUVREMENT AVEC PUBLIPRINT.....	203
19.4.	CONVENTION DE GESTION CENTRALISEE DE TRESORERIE AVEC NOTAMMENT FIGARO HOLDING	203
19.5.	CONVENTION AVEC ORC	204
19.6.	RAPPORTS SPECIAUX DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES	204
19.6.1.	Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 décembre 2003	204
19.6.2.	Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 décembre 2004	205
19.6.3.	Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 30 septembre 2005	206
20.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE.....	207
20.1.	INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES	207
20.1.1.	Comptes intermédiaires de la Société au 30 septembre 2006	207
20.1.1.1.	Compte de résultat	207
20.1.1.2.	Bilan	208
20.1.1.3.	Tableau des flux de trésorerie	209
20.1.1.4.	Tableau de variation des capitaux propres	209
20.1.1.5.	Annexe aux comptes intermédiaires	210

20.1.2.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires au 30 septembre 2006	237
20.1.3.	Comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2005	239
20.1.4.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2005	251
20.1.5.	Comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004.....	253
20.1.6.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004	266
20.1.7.	Comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003.....	268
20.1.8.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003	277
20.2.	INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA.....	278
20.2.1.	Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2006	278
20.2.1.1.	Compte de résultat pro forma.....	278
20.2.1.2.	Bilan pro forma	279
20.2.1.3.	Tableau des flux de trésorerie pro forma	280
20.2.1.4.	Tableau de variation des capitaux propres	281
20.2.1.5.	Annexe aux informations financières pro forma.....	282
20.2.2.	Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2006	310
20.2.3.	Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2005	311
20.2.3.1.	Compte de résultat Pro forma	311
20.2.3.2.	Bilan Pro forma.....	312
20.2.3.3.	Tableau des flux de trésorerie pro forma	313
20.2.3.4.	Tableau de variation des capitaux propres pro forma	314
20.2.3.5.	Annexe aux informations financières pro forma.....	315
20.2.4.	Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2005	343
20.3.	TABLEAU DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	345
20.4.	POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	345
20.5.	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	345
20.5.1.	Litige commercial opposant la Société à la société Régionjob	345
20.5.2.	Litiges prud'homaux opposant la Société à d'anciens salariés	346
20.6.	CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE.....	346
21.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	347
21.1.	CAPITAL SOCIAL	347
21.1.1.	Capital social.....	347
21.1.2.	Titre non représentatif de capital.....	347

21.1.3.	Acquisition par la Société de ses propres actions	347
21.1.4.	Capital potentiel	347
21.1.5.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	347
21.1.6.	Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option ..	347
21.1.7.	Modifications du capital social	348
21.2.	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS	349
21.2.1.	Objet social	349
21.2.2.	Droits et obligations attachés aux actions	349
21.2.3.	Modification des droits des actionnaires	350
21.2.4.	Forme des actions et identification des actionnaires	350
21.2.5.	Assemblées générales.....	351
21.2.5.1.	Convocation	351
21.2.5.2.	Ordre du jour	351
21.2.5.3.	Accès aux assemblées - Pouvoirs	351
21.2.6.	Clauses susceptibles d'avoir une incidence sur le contrôle de la Société	352
21.2.7.	Stipulations particulières régissant les modifications du capital social.....	352
22.	CONTRATS IMPORTANTS.....	353
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	354
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	355
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	356

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLES DU DOCUMENT DE BASE

Monsieur Cyril Janin
Président du directoire de la Société

Monsieur Thibaut Gemignani
Directeur général de la Société

1.2. ATTESTATION DES RESPONSABLES DU DOCUMENT DE BASE

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de base sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de base ainsi qu'à la lecture de l'ensemble du document de base.

Les informations financières historiques et pro forma présentées dans le document de base ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 237, 251, 266, 277, 310 et 343 dudit document.

Les comptes intermédiaires au 30 septembre 2006 ont fait l'objet d'un rapport, qui figure au paragraphe 20.1.2 du document de base, avec une observation de la part des commissaires aux comptes. Cette observation attire l'attention sur la note 1.3 de l'annexe qui expose les changements de méthode comptable liés à l'activation des frais de développement, l'activation des frais d'acquisition de titres et la comptabilisation des engagements de retraite. »

Monsieur Cyril Janin
Président du directoire de la Société

Monsieur Thibaut Gemignani
Directeur général de la Société

1.3. RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Eric Magne
Directeur financier
Adenclassifieds
Téléphone : 01 76 63 03 00
Télécopie : 01 76 63 03 01
Courriel : contact-investisseurs@adenclassifieds.com

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Deloitte et Associés, représenté par Monsieur Jean-Luc Berrebi
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly Sur Seine Cedex

Deloitte & Associés est inscrit à la Compagnie Régionale de Versailles.

Date de première nomination : Deloitte et Associés a été nommé commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale des actionnaires en date du 28 juin 2006.

Durée du mandat en cours : six exercices.

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

François Guyot et Associés, représenté par Monsieur François Guyot
21, rue de Madrid
75008 Paris

François Guyot & Associés est inscrit à la Compagnie Régionale de Paris.

Date de première nomination : François Guyot et Associés est commissaire aux comptes titulaire de la Société depuis sa constitution.

Durée du mandat en cours : six exercices.

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

2.2. COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Monsieur Yves-Alain Ach
74, boulevard Arago
75013 Paris

Date de première nomination : Monsieur Yves-Alain Ach est commissaire aux comptes suppléant de la Société depuis sa constitution.

Durée du mandat en cours : six exercices.

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

BEAS
7-9 Villa Houssay
92524 Neuilly sur Seine

Date de première nomination : BEAS a été nommé commissaire aux comptes suppléant par l'assemblée générale des actionnaires en date du 28 juin 2006.

Durée du mandat en cours : six exercices.

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

3. INFORMATIONS SELECTIONNEES

3.1. INFORMATIONS OPERATIONNELLES SELECTIONNEES

Audience de la Société

	30 septembre 2006		30 septembre 2005		30 septembre 2004	
	<i>Nombre de visites</i>	<i>Nombre de pages vues</i>	<i>Nombre de visites</i>	<i>Nombre de pages vues</i>	<i>Nombre de visites</i>	<i>Nombre de pages vues</i>
Emploi	6.889.414	57.313.086	5.734.703	48.752.853	4.925.040	42.069.394
Formation	845.673	3.264.988	615.179	2.281.128	0	0
Immobilier.....	2.313.952	20.696.750	1.069.424	11.325.559	571.433	7.315.656

Source : Xiti – Septembre 2006.

3.2. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

3.2.1. Informations financières pro forma sélectionnées

Le périmètre actuel de la Société résulte de la réorganisation juridique et des opérations d'apports et de fusion décrites au paragraphe « 5.1.5 - Historique d'Adenclassifieds ».

Le 30 septembre 2006, les sociétés Cadremploi et Explorimmo ont fusionné avec la Société avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006.

Il a été décidé, afin de mieux rendre compte de la performance économique de la Société, de présenter ci-dessous les informations financières pro forma qui ont pour objectif de présenter l'activité d'Adenclassifieds aux 31 décembre 2004 et 31 décembre 2005, ainsi qu'aux 30 septembre 2005 et 30 septembre 2006 (périodes de neuf mois d'activité) en tenant compte de ce nouveau périmètre d'activité comme si les opérations de fusion avaient eu lieu de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2004.

Les informations financières sélectionnées par la Société et figurant ci-dessous sont extraites :

- des informations financières pro forma (douze mois) établies au 31 décembre 2005 avec un comparatif au 31 décembre 2004 supposant réalisée la fusion avec Cadremploi et Explorimmo au 1^{er} janvier 2004 ; et
- des informations financières pro forma (neuf mois) établies au 30 septembre 2006 avec un comparatif au 30 septembre 2005 supposant réalisée la fusion avec Cadremploi et Explorimmo au 1^{er} janvier 2004.

Ces informations financières doivent être lues en parallèle avec (i) les comptes figurant au chapitre « 20 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et le résultat de la Société », (ii) les informations figurant au chapitre « 9 - Examen de la situation financière et du résultat » et (iii) les informations figurant au chapitre « 10 - Trésorerie et capitaux ».

Principaux chiffres clés du compte de résultat

en milliers d'euros	30/09/2006 pro forma 9 mois	30/09/2005 pro forma 9 mois	31/12/2005 pro forma 12 mois	31/12/2004 pro forma 12 mois
Chiffre d'affaires	23.861	15.518	21.084	13.696
EBITDA ¹	4.844	3.537	2.251	77
Résultat d'exploitation	3.931	2.550	1.176	-682
Résultat net	2.227	1.717	563	-803

Principaux chiffres clés du bilan

en milliers d'euros	30/09/2006 pro forma 9 mois	30/09/2005 pro forma 9 mois	31/12/2005 pro forma 12 mois	31/12/2004 pro forma 12 mois
Capitaux propres	28.404	25.130	24.112	19.659
Dettes financières ⁽¹⁾	429	353	400	3.155
Passif circulant ⁽²⁾	21.511	14.008	19.134	14.458
Actif immobilisé	23.352	21.765	21.809	21.378
Actif circulant	27.128	17.522	21.715	15.763
<i>Dont Trésorerie</i> ⁽³⁾	<i>15.332</i>	<i>9.121</i>	<i>8.769</i>	<i>5.569</i>
Total bilan	51.012	39.545	43.736	37.300

⁽¹⁾ Les dettes financières correspondent aux emprunts, comptes courants passifs et concours bancaires.

⁽²⁾ Le passif circulant inclut les dettes fournisseurs et comptes rattachés, dettes fiscales et sociales, dettes sur immobilisations, autres dettes et produits constatés d'avance.

⁽³⁾ La trésorerie correspond aux disponibilités, valeurs mobilières de placement et comptes courants actifs.

¹ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

Réconciliation de l'EBITDA avec le résultat d'exploitation :

En milliers d'euros	30/09/06 Proforma (9 mois)	30/09/05 Proforma (9 mois)	31/12/05 Proforma (12 mois)	31/12/04 Proforma (12 mois)
Résultat d'exploitation	3.931	2.550	1.176	-682
Dotations aux Amortissements et Provisions	1.071	1.011	1.185	803
Reprises de Provisions	-158	-24	-110	-44
« EBITDA »	4.844	3.537	2.251	77

La Société considère que l'EBITDA est plus une mesure opérationnelle qu'une mesure de liquidité de sa performance financière. En conséquence, la Société réconcilie le résultat d'exploitation avec l'EBITDA tel qu'utilisé.

Compte tenu de la saisonnalité des prises de commandes, une grande partie des rémunérations variables concerne le quatrième trimestre. Du fait de la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires, ces rémunérations ont un impact significatif sur l'évolution du résultat d'exploitation lors du dernier trimestre.

Principaux chiffres clés du tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros	30/09/2006 pro forma 9 mois	30/09/2005 pro forma 9 mois	31/12/2005 pro forma 12 mois	31/12/2004 pro forma 12 mois
Marge brute d'autofinancement	3.029	2.089	1.159	-408
Variation de BFR liée à l'activité	3.155	2.275	2.891	1.185
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	6.184	4.364	4.050	777
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,9 %</i>	<i>28,1 %</i>	<i>19,2 %</i>	<i>5,7 %</i>
Acquisitions d'immobilisations	-926	-736	-954	-525
Acquisitions d'immobilisations financières	-793	-1.175	-1.183	-469
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-1.714	-1.902	-2.126	-982
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	2.475	651	718	2.526
Variation de trésorerie nette	6.945	3.113	2.642	2.321

3.2.2. Informations financières historiques sélectionnées

Les informations financières historiques présentées ci-dessous sont extraites des comptes historiques audités des sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo, dont il est rappelé qu'elles ont fusionné le 30 septembre 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006. Pour les modalités juridiques de mise en œuvre du rapprochement entre Keljob, Cadremploi et Explorimmo, il est renvoyé au paragraphe « 5.1.5 - Historique d'Adenclassifieds ».

Principaux chiffres clés du compte de résultat de la société Keljob

en milliers d'euros	30/09/2005 9 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois
Chiffre d'affaires	6.460	5.434	2.707
EBITDA ²	129	-1.146	-1.039
Résultat d'exploitation	-43	-1.230	-923
Résultat net	88	-1.241	-955

² L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

Principaux chiffres clés du bilan de la société Keljob

en milliers d'euros	30/09/2005 9 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois
Capitaux propres	2.080	1.122	363
Dettes financières ⁽¹⁾	3	0	0
Passif circulant ⁽²⁾	6.428	6.458	3.607
Actif immobilisé	2.747	801	166
Actif circulant	5.764	6.779	3.804
<i>Dont Trésorerie</i> ⁽³⁾	1.404	1.488	1.066
Total bilan	8.511	7.580	3.970

⁽¹⁾ Les dettes financières correspondent aux emprunts, comptes courants passifs et concours bancaires.

⁽²⁾ Le passif circulant inclut les dettes fournisseurs et comptes rattachés, dettes fiscales et sociales, dettes sur immobilisations, autres dettes et produits constatés d'avance.

⁽³⁾ La trésorerie correspond aux disponibilités, valeurs mobilières de placement et comptes courants actifs.

Principaux chiffre clés du compte de résultat de la société Cadremploi

en milliers d'euros	31/12/2005 12 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois
Chiffre d'affaires	12.502	9.300	7.188
EBITDA ³	2.758	1.735	1.028
Résultat d'exploitation	2.435	1.511	821
Résultat net	1.860	1.503	1.020

Principaux chiffres clés du bilan de la société Cadremploi

en milliers d'euros	31/12/2005 12 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois
Capitaux propres	4.562	2.702	1.199
Dettes financières ⁽¹⁾	368	1	1
Passif circulant ⁽²⁾	8.121	6.173	4.754
Actif immobilisé	352	206	281
Actif circulant	12.699	8.671	5.681
<i>Dont Trésorerie</i> ⁽³⁾	7.571	3.767	2.038
Total bilan	13.051	8.877	5.962

⁽¹⁾ Les dettes financières correspondent aux emprunts, comptes courants passifs et concours bancaires.

⁽²⁾ Le passif circulant inclut les dettes fournisseurs et comptes rattachés, dettes fiscales et sociales, dettes sur immobilisations, autres dettes et produits constatés d'avance.

⁽³⁾ La trésorerie correspond aux disponibilités, valeurs mobilières de placement et comptes courants actifs.

³ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

Principaux chiffres clés du compte de résultat de la société Explorimmo

en milliers d'euros	31/12/2005 12 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois
Chiffre d'affaires	2.765	2.213	1.575
EBITDA ⁴	231	-397	-532
Résultat d'exploitation	27	-602	-928
Résultat net	-64	-713	-981

Principaux chiffres clés du bilan de la société Explorimmo

en milliers d'euros	31/12/2005 12 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois
Capitaux propres	170	-2.917	-2.204
Dettes financières ⁽¹⁾	27	3.151	2.720
Passif circulant ⁽²⁾	699	537	345
Actif immobilisé	267	293	370
Actif circulant	640	478	491
<i>Dont Trésorerie</i> ⁽³⁾	155	6	3
Total bilan	896	777	864

⁽¹⁾ Les dettes financières correspondent aux emprunts, comptes courants passifs et concours bancaires.

⁽²⁾ Le passif circulant inclut les dettes fournisseurs et comptes rattachés, dettes fiscales et sociales, dettes sur immobilisations, autres dettes et produits constatés d'avance.

⁽³⁾ La trésorerie correspond aux disponibilités, valeurs mobilières de placement et comptes courants actifs.

Tableau de synthèse de certains agrégats financiers des sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo

Le tableau ci-après présente une synthèse de certains agrégats financiers des sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo, extraits des comptes historiques audités desdites sociétés :

en milliers d'euros	31/12/2003 (12 mois)			31/12/2004 (12 mois)			30/09/2005 (9 mois)	31/12/2005 (12 mois)	
	Keljob	Cadremploi	Explorimmo	Keljob	Cadremploi	Explorimmo	Keljob ⁵	Cadremploi	Explorimmo
Chiffre d'affaires	2.707	7.188	1.575	5.434	9.300	2.213	6.460	12.502	2.765
Résultat d'exploitation	-923	821	-928	-1.230	1.511	-602	-43	2.435	27
Résultat net	-955	1.020	-981	-1.241	1.503	-713	88	1.860	-64
Total bilan	3.970	5.962	864	7.580	8.877	777	8.511	13.051	896

⁴ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

⁵ Le changement de date de clôture de l'exercice comptable de Keljob intervenu en 2005 avait pour objet de décorréliser la date de clôture des comptes de la période de plus forte activité. En effet, Keljob enregistrerait une saisonnalité de son activité qui était particulièrement élevée sur le dernier trimestre de l'année civile. Pour ce qui concerne Adenclassifieds dans son périmètre élargi, cette contrainte de saisonnalité de l'activité s'avère moins importante.

4. FACTEURS DE RISQUE

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent document de base, y compris les facteurs de risque décrits dans le présent chapitre. Ces risques sont, à la date d'enregistrement du présent document de base, ceux dont la Société estime que la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement. La Société n'identifie pas à la date d'enregistrement du présent document de base d'autres risques ou facteurs ayant influencé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement de manière directe ou indirecte sur ses opérations.

4.1. RISQUES LIÉS A L'ENVIRONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

4.1.1. Risques liés à l'environnement concurrentiel de la Société

Le développement du secteur de l'Internet, et plus particulièrement des annonces classées sur Internet dans les domaines de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier neuf et ancien, reste encore relativement récent et en constante évolution. Afin d'analyser les tendances de cet environnement concurrentiel, la Société a mis en place une cellule de veille et de développement stratégique (*Business Development*).

Divers acteurs déjà présents sur ces secteurs d'activité, ou de nouveaux entrants, pourraient adopter certains aspects du modèle économique de la Société, ce qui pourrait réduire la capacité de la Société à différencier ses services des leurs et ainsi avoir un effet défavorable significatif sur ses perspectives de croissance.

Compte tenu de leur potentiel de croissance, les secteurs de la diffusion d'annonces classées sur Internet dans les domaines de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier pourraient attirer des concurrents disposant d'une expérience plus importante, d'une notoriété supérieure, de ressources financières et techniques plus développées ou d'une audience plus forte dans des domaines d'activité connexes à ceux de la Société, tels que des portails généralistes, des fournisseurs d'accès, des moteurs de recherches, des spécialistes de la vente aux enchères sur Internet ou des groupes médias. La Société ne peut exclure qu'un nouveau concurrent ne s'impose un jour en France comme un acteur majeur de la diffusion d'annonces classées sur Internet dans les domaines de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier, ou dans l'un de ces domaines.

Par ailleurs, certains concurrents de la Société, financés notamment par la publicité, proposent des services d'annonces sur Internet gratuits. Si la Société considère que son modèle, fondé sur la rémunération de ses prestations, est plus à même de satisfaire les exigences de ses clients en termes de qualité, elle ne peut garantir qu'aucun acteur de référence de Internet ne parvienne à l'avenir à imposer un projet industriel fondé sur la gratuité de la publication des annonces.

Le cas échéant, afin de faire face à cette concurrence, la Société pourrait être obligée de développer de nouveaux produits et services ou d'accroître ses dépenses marketing, augmentant ainsi les risques stratégiques et financiers encourus.

Un mouvement de consolidation de l'industrie sur tout ou partie des marchés de la Société ou d'autres opérations stratégiques menées par ses concurrents pourraient également affaiblir la position de la Société vis-à-vis de la concurrence.

Un accroissement de la concurrence, l'arrivée de nouveaux concurrents ou un mouvement de consolidation de l'industrie, sur tout ou partie des marchés de la Société pourraient également avoir différents effets tels qu'une pression sur les sources de revenus de la Société, une augmentation des budgets publicitaires ou une augmentation des coûts de recrutement de ses salariés.

La survenance de l'un ou l'autre de ces événements pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière ou les perspectives de la Société.

4.1.2. Risques liés à l'évolution des secteurs des annonces classées sur Internet dans les domaines de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier

Les secteurs de la diffusion d'annonces classées sur Internet dans les domaines de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier neuf et ancien sur lesquels opère la Société sont des secteurs d'activité relativement récents. En particulier, la croissance significative qu'a récemment connu le secteur de l'offre de sessions de formation sur Internet ne permet pas d'élaborer de tendance précise à long terme. L'évolution de ces secteurs en France est difficilement prévisible et pourrait être influencée par de nombreux facteurs, notamment économiques, réglementaires, culturels, sociologiques ou démographiques, qui peuvent varier dans le temps, tels que (i) concernant l'Emploi, le nombre de postes à pourvoir et le nombre de personnes à la recherche d'un emploi ou désirant en changer, (ii) concernant l'Immobilier, le nombre de transactions immobilières conclues en France, la fréquence du recours aux clients de la Société pour les transactions immobilières (risques de désintermédiation) ou l'évolution des taux d'intérêts. Par ailleurs, si le secteur de la publication de sessions de formation sur Internet connaît actuellement une croissance forte, la Société ne dispose toutefois pas des éléments adéquats lui permettant d'anticiper certains facteurs susceptibles d'influer ce marché émergent, dont notamment le niveau de participation des entreprises à la formation et le contexte législatif relatif à la formation professionnelle. Une évolution défavorable de ces facteurs pourrait avoir des conséquences défavorables significatives sur les activités, la stratégie, les résultats et les perspectives de croissance de la Société.

4.2. RISQUES LIES AUX ACTIVITES DE LA SOCIETE

4.2.1. Risques liés à la nature des contrats de partenariat

La Société a conclu de nombreux partenariats et accords avec des groupes de presse nationale (Le Figaro, Libération, Le Monde notamment), régionale (La Voix du Nord, Le Progrès, Le Dauphiné Libéré notamment) ou spécialisée (CB News, L'Etudiant, Indicateur Bertrand notamment), des fournisseurs d'accès à Internet (Wanadoo/Orange, Alice ADSL, Free), des sites Internet de supports presse (Le Nouvel Observateur, Le Figaro, L'Express notamment) ou des opérateurs de téléphonie mobile de premier plan (service i-mode de Bouygues Telecom). Ces partenariats et accords conclus au cas par cas, en fonction des sites de la Société, permettent à la Société, selon les cas, de disposer d'un plus grand nombre d'annonces référencées, de proposer son offre sur plusieurs supports ou d'accroître l'audience de ses sites et la notoriété de ses marques. Il est renvoyé au paragraphe « 6.5.4. - Partenariats et accords » pour une présentation détaillée de la politique de partenariats de la Société.

La plupart des contrats de partenariat sont conclus pour une durée de un à deux ans, avec faculté de renouvellement. La durée de ces contrats correspond aux pratiques de marché.

La Société a mis en place une cellule *Partenariats* chargée d'anticiper les renouvellements des partenariats majeurs et d'identifier d'autres partenariats répondant à sa stratégie.

La Société ne peut exclure le non-renouvellement de plusieurs contrats majeurs ou leur renégociation à des conditions moins avantageuses, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités de la Société, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société.

4.2.2. Risques liés à la nature des contrats clients

La plupart des contrats clients ont été conclus par la Société pour une durée de un mois à un an avec faculté de renouvellement, étant précisé que les clients disposent en outre de la faculté de résilier ces contrats à tout moment. La durée de ces contrats correspond aux pratiques de marché. Il est renvoyé au

paragraphe « 9.1.3.1 - Chiffre d'affaires » pour une présentation de la reconnaissance du chiffre d'affaires.

La Société n'anticipe pas, à la date d'enregistrement du présent document de base, de difficultés significatives liées à la durée de ces contrats et ne s'estime pas soumise à un risque majeur de résiliation des contrats en cours. Néanmoins, la Société ne peut exclure qu'à l'avenir, tout ou partie de ses clients décident de diffuser leurs annonces classées sur Internet uniquement sur des sites concurrents de ceux de la Société, notamment sur des sites gratuits (voir paragraphe « 4.1.1 - Risques liés à l'environnement concurrentiel de la Société »), en leur accordant éventuellement une exclusivité de diffusion de leurs annonces classées.

Bien que la Société ne s'estime dépendante d'aucun client (le premier représentant moins de 2 % de son chiffre d'affaires au 30 septembre 2006), une telle situation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités de la Société, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

4.2.3. Dépendance vis-à-vis de certains fournisseurs informatiques

La Société travaille régulièrement avec un certain nombre de prestataires de services en matière de sauvegarde technique (*back-up*) des fichiers et informations. La Société a également réparti les systèmes d'hébergement de ses différents sites auprès de trois prestataires : Completel (s'agissant notamment des sites explorimmo.com et explorimmoneuf.com), Colt Télécom (s'agissant notamment du site keljob.com) et Prosodie (s'agissant notamment des sites cadremploi.fr et cmonjob.fr). Ces contrats prévoient le recours à la redondance matérielle et logicielle des informations contenues sur les sites de la Société. Il est renvoyé au paragraphe « 6.5.6 - Systèmes d'information ». Au 31 décembre 2005, les dépenses liées à l'hébergement des sites de la Société représentaient environ 2 % de son chiffre d'affaires.

La dégradation du service rendu par ces prestataires de services (notamment en cas d'interruption ou de retard dans le processus de sauvegarde ou en matière d'accès aux serveurs de la Société) ou la rupture brutale des relations contractuelles avec ces prestataires de services pourraient conduire la Société à procéder à des investissements complémentaires pour assurer une sauvegarde efficace de ses fichiers et informations et pour remédier aux dommages éventuellement causés. Bien que la Société estime pouvoir, le cas échéant, faire appel à d'autres prestataires d'une réputation équivalente, une telle situation pourrait avoir temporairement un effet défavorable significatif sur la réputation, l'activité et les résultats de la Société.

En outre, la Société utilise des logiciels sous licence de leurs propriétaires respectifs. Certaines de ces licences sont essentielles aux activités de la Société, notamment le développement et l'exploitation de la base de données des clients et internautes membres. En cas de rupture des relations contractuelles avec ces fournisseurs, la Société se verrait contrainte de cesser l'utilisation des logiciels qu'elle exploite à ce titre, ce qui pourrait engendrer des conséquences significatives défavorables sur les activités de la Société et contraindrait cette dernière à mettre en place des solutions alternatives, à un coût et dans des délais difficiles à déterminer à l'avance. Une solution techniquement équivalente peut dans certains cas ne pas exister, ce qui contraindrait la Société à avoir recours à des technologies moins performantes au détriment de la qualité de la prestation offerte aux clients. La Société est par ailleurs tributaire des changements éventuels de politique commerciale ou tarifaire que pourraient décider ses fournisseurs et qui pourraient affecter la rentabilité de ses opérations, ainsi que de tout événement qui affecterait la structure ou la solvabilité des fournisseurs, tels que notamment les fusions, acquisitions, l'insolvabilité ou la faillite.

Bien que la Société ne s'estime dépendante d'aucun de ses fournisseurs informatiques, la survenance de l'un ou l'autre de ces événements pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, l'image et les résultats de la Société.

4.2.4. Risques liés aux critères de référencement de la Société

La qualité du référencement des sites et des marques de la Société sur les différents moteurs de recherche constitue un élément important de la notoriété de la Société et de sa capacité à attirer les candidats aux annonces qu'elle publie.

Afin d'assurer un référencement de ses sites et annonces aussi large et optimal que possible, la Société a mis en place une politique offensive d'achat et/ou de référencement naturel de mots-clés. Une perte, provisoire ou définitive, de certains référencement (*blacklistage*) sur un ou plusieurs de ces moteurs de recherche (par exemple en raison d'une modification des chartes d'utilisation ou d'actions judiciaires de la part de détenteurs de noms de domaine utilisés comme des mots-clés dans les critères de référencement des sites de la Société) pourrait avoir un impact négatif sur la notoriété, l'activité et les résultats de la Société.

Par ailleurs, un développement de pratiques abusives d'achat et/ou de référencement des mots-clés naturels utilisés par la Société (« pillage de mots-clés ») pourrait avoir un impact négatif sur la politique de référencement mise en place par la Société et en conséquence sur la notoriété, les activités et les résultats de la Société.

4.2.5. Risques liés à la capacité d'adaptation de la Société à une forte croissance

La Société enregistre une forte croissance de son activité. Le maintien et l'accentuation de cette croissance dépendent en partie de la capacité de la Société à procéder aux investissements humains, techniques et technologiques (capacité à gérer l'augmentation des données pouvant être consultées ou à proposer des critères de recherche adaptés et innovants) nécessaires, ainsi que dans d'autres secteurs opérationnels, notamment en matière de conception de sites Internet, de maintenance, d'hébergement, de référencement ou de développement de services spécifiques directs aux internautes.

Si la direction de la Société venait à rencontrer des difficultés sérieuses pour gérer efficacement cette croissance, la qualité des services fournis par la Société pourrait en être affectée de façon négative, ainsi que ses perspectives, ses résultats et sa situation financière.

4.3. RISQUES LIES A LA STRATEGIE DE LA SOCIETE

4.3.1. Risques liés à la capacité de la Société à développer et à fidéliser sa clientèle ainsi qu'à enrichir son offre de services

Le succès des activités de la Société dépend d'une part de sa capacité à développer sa clientèle (notamment les entreprises, les organismes de formation, les cabinets de recrutement et les agences immobilières) et d'autre part à la fidéliser.

Pour ce faire, la Société doit assurer en permanence la qualité de ses prestations, enrichir et adapter ses services, envisager de nouveaux supports de communication (de type services mobiles par exemple) et disposer des moyens adéquats en matière de force commerciale. La Société pourrait ne pas anticiper correctement les attentes du marché, la vitesse d'adoption et/ou d'adaptation des clients et des internautes aux nouvelles technologies, le montant des investissements nécessaires (humains et technologiques) ou le taux de croissance de ses activités et leur calendrier.

Si la Société éprouvait des difficultés à développer, fidéliser ou élargir sa clientèle, à maintenir son niveau de prestations et à lancer de nouveaux produits ou services (y compris sur de nouveaux supports), ces circonstances pourraient avoir des conséquences négatives sur l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

4.3.2. Risques liés à la stratégie multi-marques de la Société

A l'issue de la fusion entre Keljob, Cadremploi et Explorimmo décrite au paragraphe « 5.1.5 - Historique d'Adenclassifieds », la Société est devenue titulaire de toutes les marques exploitées auparavant par ces sociétés. Afin de proposer des services adaptés aux besoins spécifiques de ses clients, la Société envisage de structurer son offre autour de compétences variées en utilisant comme support des marques différentes.

Si la Société considère que cette stratégie permet d'utiliser la complémentarité de ses activités pour offrir des services élargis et adaptés à ses clients, l'utilisation de ces marques pourrait entraîner des effets négatifs telle qu'une diminution de la visibilité ou de la notoriété d'une marque. Plus généralement, l'effet positif de la communication sur ces marques pourrait être plus faible que celui des concurrents de la Société qui communiqueraient sur une marque unique ou pourrait nécessiter des dépenses marketing importantes pour maintenir son image de marque et accroître sa notoriété.

Par ailleurs, certains clients de Keljob, Cadremploi et Explorimmo pourraient décider, en application notamment de leur politique d'achat, de diminuer le nombre total des services souscrits auprès de la Société (par rapport au nombre total de services initialement souscrits auprès de chacune des sociétés avant la fusion).

De tels événements pourraient avoir un effet défavorable sur la notoriété des sites de la Société et donc sur son activité, ses résultats et sa situation financière.

4.3.3. Risques liés au développement de nouveaux réseaux de communication et de nouvelles technologies

La Société envisage de développer son activité sur de nouveaux supports de communication tels que le téléphone mobile. Dans ce cadre, la Société pourrait ne pas évaluer correctement le marché potentiel ou les investissements technologiques ou marketing nécessaires.

Par ailleurs, le développement de nouveaux réseaux de communication et/ou de nouvelles technologies pourrait favoriser l'entrée sur les marchés où la Société est présente de nouveaux acteurs disposant d'une surface financière, d'une notoriété, de services et d'outils marketing plus importants leur permettant notamment d'adopter des stratégies commerciales agressives, de systèmes de tarification ou de services compétitifs et pourrait conduire à une remise en cause du modèle économique de la Société.

La survenance de tels événements pourrait avoir une incidence défavorable sur la stratégie, le développement, les activités et les résultats de la Société.

4.3.4. Risques liés à la stratégie de croissance externe

Dans le cadre de sa politique de croissance externe, la Société a acquis certaines sociétés. Elle est notamment en cours d'acquisition de la société Open Media (voir le paragraphe « 5.2.2 - Principaux investissements en cours » pour une description de cette opération). La Société pourrait ne pas anticiper correctement les délais et/ou les coûts associés aux opérations d'intégration des équipes, d'uniformisation des techniques, procédures ou autres systèmes informatiques. En conséquence, les dépenses liées à l'intégration des sociétés acquises pourraient avoir un effet significatif défavorable sur la qualité des services de la Société, son activité, sa situation financière et ses résultats.

La Société envisage par ailleurs, dans le cadre de son développement futur, de procéder à des acquisitions ciblées ou à toute forme de partenariats. Ces acquisitions pourront avoir comme objectif soit d'acquérir de nouvelles technologies, de se positionner sur des activités connexes où la Société n'intervient pas encore et d'établir ou renforcer sa présence dans certains pays. La Société ne peut cependant pas garantir que de telles opportunités se présenteront ou qu'elle parviendra à intégrer avec

succès les sociétés qu'elle acquerra et, le cas échéant, à dégager les synergies escomptées. En outre, la Société devra faire face aux problématiques potentielles inhérentes à ce type d'opérations, à savoir notamment la concurrence d'autres sociétés en vue de l'acquisition de sociétés cibles, une moindre implication de l'équipe dirigeante dans la gestion quotidienne de l'entreprise, la perte potentielle de clients à la suite de ces acquisitions et les difficultés d'intégration des activités, des systèmes d'information, des employés ou des clients de la cible. Enfin, la Société pourrait ne pas être en mesure d'identifier des cibles ou ne les identifier que tardivement.

Des acquisitions de sociétés situées hors de France pourraient également avoir des conséquences importantes en termes d'intégration des équipes ou des technologies dès lors que la Société opère actuellement sur un modèle centré sur la France.

Par ailleurs, afin de réaliser de telles acquisitions, la Société pourrait être amenée à procéder à l'émission de titres de capital à effet dilutif et avoir recours à l'endettement. L'affectation du prix payé pour effectuer ce type d'opération demande habituellement une réévaluation des actifs existants, ainsi que l'identification et la reconnaissance des nouveaux actifs intangibles. Les transactions de cette nature pourraient se traduire à leur achèvement ou dans les années qui suivent en charges liées à la dépréciation d'actifs inutiles ou surévalués. De plus, ces opérations pourraient engendrer des restructurations coûteuses et gênantes. De telles opérations pourraient affecter les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

4.4. RISQUES TECHNOLOGIQUES

4.4.1. Risques liés à une défaillance d'Internet ou de la plate-forme technique de la Société

La performance et la fiabilité d'Internet constituent des facteurs primordiaux pour attirer et fidéliser les clients de la Société. La Société pourrait être affectée par des événements échappant à son contrôle et susceptibles d'entraîner une interruption prolongée d'une part importante (voire de l'intégralité) du réseau Internet ou des serveurs sur lesquels sont hébergés ses sites. Plus particulièrement, les interruptions de service et retards affectant Internet pourraient réduire leur niveau d'utilisation et donc celui des services de la Société.

L'activité de la Société et sa réputation reposent en outre sur son aptitude à assurer un niveau satisfaisant de performance, de fiabilité et de disponibilité de ses plates-formes techniques. Les systèmes d'information de la Société, qui sont à la fois l'élément permettant à la Société de réaliser son chiffre d'affaires ainsi qu'un outil de gestion et de contrôle de gestion, doivent être disponibles, sécurisés et en mesure d'accompagner la croissance de l'activité.

Des problèmes affectant la plate-forme technique de la Société seraient susceptibles de porter atteinte à sa réputation auprès de sa clientèle professionnelle et du grand public. Une défaillance totale ou partielle du réseau Internet ou de la plate-forme technique de la Société pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son image, ses activités, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

4.4.2. Risques liés à la sécurité du système informatique

Compte tenu de la facilité d'accès des réseaux Internet et de la constante évolution des problématiques liées à la sécurité des systèmes informatiques, les sites Internet de la Société sont exposés, comme tout autre site Internet, aux virus et diverses formes de vandalisme et piratage informatique. Bien que la Société mette en œuvre des moyens adaptés pour assurer la sécurité et l'intégrité de ses systèmes informatiques (voir le paragraphe « 6.5.6 - Systèmes d'information » pour une présentation plus détaillée des mesures mises en place), elle n'est pas en mesure de garantir une protection absolue contre des attaques malveillantes telles que les attaques virales (« chevaux de Troie », « vers », etc.), l'exploitation de vulnérabilités et les techniques d'intrusion des systèmes ainsi que les attaques dirigées contre les sites Internet de la Société telles que les dénis de service. Une intrusion des

systèmes par une personne malveillante pourrait compromettre la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel des abonnés et clients de la Société et exposer la Société à des pertes de revenus, à un risque d'atteinte importante à son image de marque et à la confiance de ses abonnés et ses clients, ainsi qu'à un risque de mise en jeu de sa responsabilité. Une telle situation pourrait conduire la Société à procéder à des investissements complémentaires pour protéger ses systèmes informatiques et pour remédier aux dommages éventuellement causés, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

Par ailleurs, une attaque malveillante dirigée contre les serveurs de la Société pourrait perturber le bon fonctionnement des systèmes et affecter la qualité du service rendu aux abonnés et clients de la Société, en entraînant des retards ou des interruptions temporaires de services sur les serveurs de la Société ou en rendant la bande passante indisponible aux personnes désirant se connecter aux sites de la Société.

La Société n'est, en outre, pas en mesure de garantir une protection absolue contre les tentatives visant à accéder sans autorisation aux informations (y compris, le cas échéant, les coordonnées bancaires) et systèmes informatiques ou visant à provoquer des dysfonctionnements intentionnels techniques ou des interruptions de services informatiques de la Société, ni contre la perte ou la corruption de bases de données, de logiciels, de matériels ou de tous autres équipements informatiques, qui constituent des éléments d'actif essentiels au développement des activités de la Société.

La Société ne peut également exclure la possibilité que ses serveurs puissent involontairement servir de vecteur de propagation de virus, en particulier à l'occasion de l'apparition d'un nouveau virus qui ne serait pas encore référencé auprès des fournisseurs de solutions anti-virus, ou encore qu'ils puissent être exploités par des tiers malveillants afin de diffuser du pourriel (*spam*).

De tels événements pourraient avoir des conséquences financières négatives, notamment compte tenu de la dégradation de l'image de la Société et des actions en responsabilité pouvant être engagées à cet égard.

4.4.3. Risques liés à l'adaptation permanente des infrastructures informatiques

La croissance et la rentabilité de la Société dépendent notamment des améliorations qui sont apportées à ses systèmes informatiques pour qu'ils puissent répondre ou anticiper les demandes du marché. Ces évolutions impliquent des investissements constants dans les systèmes informatiques de la Société et peuvent donner lieu à des dysfonctionnements lors de la mise en place d'améliorations. Par ailleurs, la Société a recours à des prestataires variés dans le cadre de la recherche d'améliorations de ses systèmes informatiques. L'incapacité à effectuer les améliorations ou les extensions nécessaires, à anticiper correctement le montant des investissements nécessaires ou le taux de croissance de l'activité et son calendrier ou la défaillance de l'un des prestataires pourrait entraîner des interruptions ou des dysfonctionnements et avoir ainsi un effet négatif sur l'image, l'activité et les résultats de la Société.

4.5. RISQUES LIES A LA FUSION ENTRE KELJOB, CADREMPLOI ET EXPLORIMMO

La fusion entre Keljob, Cadremploi et Explorimmo, aux termes des opérations décrites au paragraphe « 5.1.5. - Historique d'Adenclassifieds », devrait permettre de générer certaines synergies grâce à la mise en commun des ressources humaines et techniques de chaque société, à la complémentarité des expertises et au développement de projets communs.

La réalisation des synergies escomptées par la Société dépendra en partie de la possibilité d'intégrer les activités de Keljob, Cadremploi et Explorimmo d'une manière efficace et performante. La fusion présente en effet certains risques et incertitudes inhérents à ce type d'opération parmi lesquels :

- l'adhésion des salariés des trois sociétés à une culture d'entreprise commune ;

- la perte de salariés clés ;
- la nécessité pour les dirigeants de se concentrer sur le processus de fusion et les problèmes liés à l'intégration, ce qui pourrait détourner leur attention de leurs autres responsabilités pendant cette période temporaire ;
- la renégociation des relations commerciales ;
- la réallocation par les annonceurs de leurs achats au profit de concurrents (voir paragraphe « 4.3.2 - Risques liés à la stratégie multi-marques de la Société ») ;
- la différence des normes, contrôles et procédures appliqués, des politiques en vigueur, des cultures d'entreprise, des structures de rémunération, ainsi que de la nécessité de mettre en place, d'intégrer et d'harmoniser plusieurs procédures opérationnelles et systèmes spécifiques notamment financiers et comptables ; et
- l'hétérogénéité des systèmes informatiques mis en place par Keljob, Cadremploi et Explorimmo dans le cadre de l'exploitation de leurs activités respectives.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, il ne peut être exclu que la fusion donne lieu à des difficultés et engendre des coûts plus importants que prévus. Dans l'hypothèse où l'intégration opérationnelle de Keljob, Cadremploi et Explorimmo serait retardée ou rencontrerait des obstacles humains ou techniques, la Société pourrait ne pas bénéficier des synergies attendues ou ne pas être en mesure de mettre en œuvre la stratégie envisagée, voire supporter des frais supplémentaires. Tous retards importants, frais inattendus et autres problèmes rencontrés dans le cadre de l'intégration opérationnelle de Keljob, Cadremploi et Explorimmo pourraient avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière et les résultats de la Société.

4.6. RISQUES LIES AU MAINTIEN DU MANAGEMENT EN PLACE, AU RECRUTEMENT ET AU DEPART DE SALARIES QUALIFIES

Le succès des activités de la Société dépend notamment de l'expérience et de l'implication des membres de son équipe de direction et de ses collaborateurs clés. La Société s'est en particulier largement appuyée sur ses dirigeants pour le développement et la direction de ses activités, ainsi que pour la définition et la mise en œuvre de sa stratégie. L'équipe dirigeante bénéficie en effet d'une très grande expérience des marchés dans lesquels la Société évolue et d'une maîtrise de l'ensemble de ses métiers.

Les succès futurs de la Société dépendent ainsi en partie de sa capacité à retenir et à motiver ses dirigeants et collaborateurs clés. Dans l'hypothèse où elle viendrait à perdre les services d'un ou plusieurs dirigeants et/ou collaborateurs clés, la Société estime qu'une grande partie des tâches effectuées par ces dirigeants ou collaborateurs pourrait être assumée par d'autres collaborateurs, le cas échéant après une période d'adaptation et/ou de formation aux fonctions laissées vacantes.

Toutefois, étant donné que la conduite de la stratégie de la Société est notamment liée aux membres de son équipe de direction et aux collaborateurs clés, elle ne peut pas garantir que leur départ ou indisponibilité n'entraînerait pour elle aucun impact négatif significatif. En particulier, le départ ou l'indisponibilité prolongée d'un ou plusieurs collaborateurs clés pourrait avoir un effet négatif non négligeable sur la stratégie et l'activité de la Société ainsi que sur la mise en œuvre de nouveaux projets nécessaires à son développement et à sa pérennité.

Le succès de la Société dépend également de la qualité de ses collaborateurs. Il n'est pas exclu que la Société rencontre à l'avenir des difficultés à embaucher du personnel qualifié, notamment en termes de force commerciale (commerciaux, télévendeurs, etc.), ou que les coûts liés au recrutement de ce

personnel qualifié augmentent du fait de la concurrence d'autres acteurs ou de l'insuffisance de candidats.

La survenance de tels événements pourrait avoir une incidence défavorable sur le développement de l'activité et sur les résultats de la Société.

4.7. RISQUES LIES A L'ACTIONNAIRE DE CONTROLE

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société est contrôlée par Publiprint au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, étant précisé que Publiprint est détenue à 100 % par la Société du Figaro, elle-même affiliée au Groupe Industriel Marcel Dassault. Publiprint a l'intention de demeurer l'actionnaire de référence de la Société. Publiprint ou certaines entités de son groupe ont par ailleurs conclu avec la Société plusieurs contrats commerciaux et financiers qui sont importants dans le cadre de la conduite de ses activités. Ces contrats sont décrits au chapitre « 19 - Opérations avec des apparentés ».

Il est précisé que Figaro Holding assurait la gestion de la trésorerie de Cadremploi et d'Explorimmo avant leur fusion avec Keljob le 30 septembre 2006 et de la Société depuis cette date. Au 30 septembre 2006, Adenclassifieds avait ainsi mis à la disposition de Figaro Holding et de Publiprint, sous forme d'avances, la somme de 13.358 milliers d'euros. La Société a conclu le 23 octobre 2006 une nouvelle convention de gestion centralisée de trésorerie avec Figaro Holding dont les principaux termes sont décrits à la section « 19.4. - Convention de gestion centralisée de trésorerie avec notamment Figaro Holding ». La Société considère que cette convention de gestion centralisée de trésorerie n'entrave pas sa capacité d'investissement et de développement. Elle considère également que le risque de défaillance au titre de cette convention demeure limité compte tenu de la surface financière de Figaro Holding et que le taux d'intérêt appliqué, soit le taux moyen mensuel de l'EURIBOR 12 mois (tel que publié par la Fédération Bancaire Européenne) augmenté d'une marge de 0,20 %, est conforme aux pratiques de marché.

4.8. RISQUES JURIDIQUES

4.8.1. Risques liés à la protection des données personnelles

La Société traite par l'intermédiaire de ses sites Internet des données à caractère personnel concernant les individus qui mettent leurs annonces en ligne sur ses différents sites. Certaines de ces données sont considérées par la loi française en vigueur (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, dite loi informatique et libertés, récemment mise à jour par la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006) comme « sensibles ». Les traitements de ces données ont en conséquence fait l'objet de déclarations auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Bien que la Société ait pris les mesures qu'elle considère nécessaires pour se conformer aux dispositions de la loi protégeant les données à caractère personnel, elle ne peut exclure une défaillance de son système de sécurité (telle que l'intrusion d'un virus informatique ou un piratage) qui pourrait conduire à une utilisation frauduleuse d'informations confidentielles. De telles pertes, fuites, intrusions, fraudes ou usages abusifs porteraient un préjudice à l'image de la Société, à sa réputation et pourrait avoir pour conséquence une augmentation des dépenses nécessaires à la protection du réseau ou à la résolution des problèmes survenus, ainsi que des litiges ou réclamations notamment de candidats ayant déposé sur les sites de la Société des informations personnelles. La survenance d'un tel événement aurait un impact négatif sur la réputation, la situation financière et les résultats de la Société.

La Société ne peut également exclure qu'un membre ou un autre tiers remette en question les conditions dans lesquelles la Société traite ses données à caractère personnel sur le fondement des dispositions de son droit national en la matière qu'il estimerait applicable. La non-conformité avec le droit national d'un de ces pays étrangers serait susceptible d'entraîner un préjudice d'image et de

réputation important à la Société et d'affecter son activité et ses résultats pour ce pays de façon défavorable.

4.8.2. Risques liés aux droits de propriété intellectuelle et industrielle

La Société est propriétaire ou dispose valablement de droits d'utilisation de droits de propriété intellectuelle et industrielle, notamment de nombreuses marques, logos et noms de domaine dont l'ensemble de ceux utilisés dans le cadre de ses activités commerciales. Lesdits droits d'utilisation ne visent pas les marques nécessaires au fonctionnement de la Société, dont il est précisé qu'elles sont toutes détenues par la Société elle-même.

Bien que la Société ait pris toutes les mesures raisonnables à sa disposition pour protéger sa propriété intellectuelle et industrielle, elle ne peut garantir la totale efficacité de la protection offerte par les dépôts effectués par elle tant en France qu'à l'étranger.

Des tiers pourraient contrefaire ou imiter les marques, logos et noms de domaine de la Société ou exercer une concurrence déloyale en utilisant la renommée de la Société. La Société ne peut être certaine qu'elle sera en mesure d'obtenir la même protection qu'en France de ses droits de propriété intellectuelle et industrielle dans les pays qui pourraient constituer des marchés cibles pour certaines de ses activités.

Par ailleurs, il peut exister des marques ou d'autres droits de propriété intellectuelle et industrielle antérieurs détenus par des tiers, phonétiquement, visuellement ou intellectuellement identiques ou similaires aux signes déposés par la Société. Leur titulaire pourrait en conséquence agir sur le fondement de ses droits antérieurs en nullité desdites marques déposées par la Société.

La Société ne peut exclure que des tiers procèdent à l'exploitation de noms de domaine se rapprochant de ceux détenus par la Société en vue de créer une confusion dans l'esprit des internautes et de nuire à la Société.

La Société ne peut ainsi exclure que le recours à des actions judiciaires s'avère nécessaire dans le futur afin de faire respecter ses droits de propriété intellectuelle et industrielle.

La Société s'attache à assurer la protection de ses développements, notamment en matière de logiciels et bases de données, par le droit d'auteur, conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle français et de la convention collective applicable. Cependant, la Société ne peut garantir que les droits de propriété intellectuelle et industrielle qu'elle possède ne portent pas atteinte aux droits des tiers. Ainsi, une action de tiers à l'encontre de la Société pourrait résulter en l'interdiction d'utiliser tout ou partie d'un logiciel ou d'une base de données utilisé par la Société et exposer la Société à des sanctions, qui pourraient avoir des conséquences défavorables significatives sur son activité, ses résultats et la continuité de son exploitation.

La Société utilise également des systèmes et logiciels dits « libres » pour son exploitation et certains de ses développements. Ces systèmes et logiciels sont mis à la libre disposition du public par leurs auteurs sous une licence qui permet à l'utilisateur d'avoir accès au code source, de l'utiliser, le copier, le modifier, l'incorporer à des programmes de sa création et de le redistribuer. Les logiciels dits « libres » sont mis à la disposition du public sans aucune garantie et aux risques et périls de l'utilisateur. La Société ne peut en conséquence garantir l'origine des logiciels dits « libres » qu'elle utilise, ni que ceux-ci ne portent pas atteinte à des droits de propriété intellectuelle de tiers. Un tiers pourrait agir en justice pour faire reconnaître ses droits sur un logiciel dit « libre ». Ceci serait de nature à affecter l'exploitation de la Société soit en créant un surcoût, soit en obligeant la Société à cesser d'utiliser le logiciel litigieux et à recréer de nouveaux développements. Les coûts induits seraient susceptibles d'affecter les activités et les résultats de la Société de façon défavorable.

4.8.3. Risques liés à la responsabilité des acteurs de l'Internet et vente à distance

La Société est responsable, conformément à la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, d'une part en qualité d'éditeur du contenu mis à disposition du public sur les sites de la Société, d'autre part en qualité d'hébergeur de ces mêmes sites. La Société endosse la responsabilité éditoriale des sites et répond des éventuelles infractions de presse (notamment diffamation et discrimination) qui pourraient être commises sur les sites. Afin de gérer ce risque, la Société met en œuvre des procédures strictes de surveillance et de modération des échanges qui lui permettent de faire face aux responsabilités qui lui incombent au titre de la loi. Toutefois, en cas de manquement à ses obligations législatives et réglementaires, la Société pourrait se voir condamner notamment à des dommages et intérêts qui pourraient affecter de manière défavorable ses résultats.

La loi pour la confiance dans l'économie numérique précitée a également modifié le régime juridique de la prospection commerciale par courrier électronique en adoptant le principe selon lequel la prospection commerciale par courriel doit avoir été autorisée au préalable par le destinataire (principe dit de l'« opt-in »). La Société se conforme à cette exigence et les abonnés des sites ne peuvent être sollicités par Internet par les partenaires de la Société que s'ils y ont préalablement expressément consenti. La Société ne peut néanmoins exclure l'éventualité d'un litige concernant la transmission à ses partenaires de données à caractère personnel et l'utilisation qu'en feront ces partenaires, notamment en vue de sollicitations commerciales. La Société pourrait donc se voir condamner notamment à des dommages et intérêts qui pourraient affecter de manière défavorable ses résultats.

La loi pour la confiance dans l'économie numérique instaure un régime de responsabilité de plein droit des professionnels concluant avec des consommateurs des contrats de vente ou de services à distance et par voie électronique. La Société pourrait ainsi être l'objet de poursuites de la part d'abonnés ou clients, par exemple dans l'hypothèse où les services qui leurs sont fournis seraient indisponibles en tout ou partie, ce qui pourrait lui faire supporter des frais importants pour assurer sa défense dans le cadre de ces actions et pourrait donc affecter de manière défavorable son image, ses activités et ses résultats.

4.8.4. Risques liés à la nature déclarative des données fournies par les internautes et les clients

La Société estime avoir mis en place vis-à-vis des internautes et de ses clients des mesures innovantes d'information, d'alerte, de contrôle et de validation des informations communiquées.

La Société a en effet défini et mis en place certaines procédures de surveillance et de contrôle : contrôle humain (notamment au regard du respect de la législation en vigueur ou dans le cadre d'une démarche qualité) et/ou contrôle semi automatisé (par mots-clés par exemple). Par ailleurs, (i) chaque client est amené à adhérer à des Conditions Générales d'Utilisation (« CGU ») et à des Conditions Générales de Vente (« CGV ») au titre desquelles il déclare notamment que les annonces placées (Emploi, Formation, Immobilier) sont exactes et (ii) chaque internaute est amené à adhérer à des CGU au titre desquelles il déclare notamment que les informations personnelles communiquées (CV notamment) sont exactes. En cas de fraude ou de mensonge avéré dont la Société est informée, elle peut sanctionner le client ou l'internaute n'ayant pas respecté son engagement, notamment en suspendant l'annonce, le CV ou l'information qui sont concernés, mais elle ne dispose pas d'autres dispositifs de sanctions.

Si la Société a mis en place des procédures de contrôle des informations qu'elle estime adaptées et innovantes, elle ne dispose cependant pas légalement de moyens indépendants et efficaces de vérifier l'identité des internautes ou des clients ou l'exactitude des informations qu'ils fournissent. La Société ne peut dès lors garantir, par exemple, qu'un internaute ou un client ne subisse de préjudice du fait de fausses déclarations d'un autre internaute ou un autre client (par exemple sur son expérience ou sa formation ou encore sur la description exacte d'un poste proposé ou d'un bien immobilier mis en

location ou en vente) ou qu'une personne utilise à des fins frauduleuses ou illégales les services des sites.

La survenance de tels événements pourrait avoir une incidence défavorable sur l'image de la Société, son activité et ses résultats.

4.8.5. Risques liés à la propriété des bases de données

La Société estime être propriétaire des bases de données de ses différents sites Internet au titre de l'article L. 341-1 du Code de la propriété intellectuelle français, pour avoir pris l'initiative de leur constitution en ayant consacré à leur constitution, à leur vérification et à leur présentation un investissement financier, matériel et humain substantiel. La Société ne peut toutefois exclure que ses partenaires aient des revendications sur des données d'internautes ayant été amenés à utiliser les services de la Société en passant par les sites de ces partenaires. La Société ne peut non plus exclure, malgré les précautions prises, que des tiers tentent d'accéder de manière illégale à ces bases de données, pour les utiliser, les copier, les exploiter ou les modifier de manière illégale. La Société pourrait être amenée à engager des frais importants pour procéder aux vérifications nécessaires et mener d'éventuelles actions judiciaires, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les activités et les résultats de la Société.

4.8.6. Risques liés à la nature transnationale d'Internet

En raison de ses activités dans d'autres pays européens et de la nature transnationale d'Internet, le risque lié à la réglementation nationale des pays étrangers affecte toutes les entreprises de commerce par Internet.

En raison de la nature ouverte du réseau Internet, et notamment du fait que l'on puisse accéder à un site Internet quelle que soit la localisation géographique de l'internaute, il ne peut être exclu que le contenu et l'offre des sites de la Société enfreignent une loi en vigueur dans un pays étranger où la Société n'exerce pas d'activité mais à partir duquel les sites de la Société peuvent être consultés. La Société ne peut par conséquent pas garantir que le contenu des sites par lesquels elle exerce son activité est ou sera à tout moment conforme à ces lois étrangères, présentes ou futures. Les lois étrangères peuvent évoluer dans le temps et de nouvelles lois et réglementations visant notamment la protection des consommateurs ou ayant un effet restrictif sur l'usage de l'Internet dans leur juridiction peuvent être adoptées dans les différents pays concernés.

De telles évolutions législatives et réglementaires pourraient induire des investissements supplémentaires liés à l'adaptation des services et à des changements de politiques commerciales en fonction de contextes locaux. Par ailleurs, la Société pourrait être amenée à assumer les dépenses liées à la nécessité d'assurer en justice la protection de ses intérêts contre toute action intentée sur le fondement d'évolutions législatives ou réglementaires, action pouvant également exposer ses dirigeants à des sanctions civiles, administratives, disciplinaires ou pénales en cas de non-respect de ces réglementations.

4.9. RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX

La Société estime qu'à la date d'enregistrement du présent document de base ses activités ne présentent pas de risques significatifs pour l'environnement.

4.10. RISQUES FINANCIERS

4.10.1. Risques de liquidité

Au 30 septembre 2006, la trésorerie nette de la Société s'élève à 15,153 millions d'euros. En l'absence d'endettement de la Société, il n'existe pas à cette date de risque de liquidité.

Par ailleurs, à la date d'enregistrement du présent document de base, la Société n'identifie aucun élément de nature à remettre en cause cette analyse.

4.10.2. Risques de marché (taux, change, actions)

4.10.2.1. Risques de taux

En l'absence d'endettement ou de détention d'actifs financiers par la Société, il n'existe pas de risque de taux à la date d'enregistrement du présent document de base.

4.10.2.2. Risques de change

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, la majeure partie des transactions effectuées avec ses clients étant facturée ou payée en euros. Par ailleurs, la totalité du chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les investissements, les actifs et les passifs de la Société sont libellés en euros.

Néanmoins, si la Société était amenée à développer de manière significative son activité vers des clients dont la monnaie de paiement n'est pas l'euro, la Société pourrait se retrouver confrontée à un risque de change dans l'hypothèse où la parité entre les différentes monnaies de paiement et l'euro évoluerait de manière significativement défavorable à la Société.

4.10.2.3. Risques sur actions

A l'exception de la détention de 100 % du capital de la société de droit anglais Direct Recruit Limited et de la société Coptin SAS (voir la section « 7.2 - Présentation des filiales de la Société »), la Société ne détient aucune participation. En conséquence, il n'existe pas de risque significatif sur actions à la date d'enregistrement du présent document de base.

4.10.3. Risques liés aux engagements hors bilan

Les engagements hors bilan de la Société au 30 septembre 2006 liés à des obligations contractuelles souscrites par la Société correspondent à des engagements en matière de location-financement pour un montant total de 83 milliers d'euros, dont 41 milliers d'euros à moins d'un an et 42 milliers d'euros entre un et cinq ans.

En outre, le protocole d'acquisition de la société Direct Recruit Limited prévoit qu'Adenclassifieds pourra être amenée à verser, dans le cadre de l'atteinte de certains objectifs, un complément de prix sous forme d'une part de trésorerie pour un montant maximum de 265 m£ et d'autre part d'un nombre maximum de 25.200 de bons de souscription d'actions. Voir le paragraphe « 5.1.5.1.3 - Acquisition par Adenclassifieds des sociétés Direct Recruit Limited et Coptin SAS »

La Société n'a souscrit, à la date d'enregistrement du présent document de base, aucun autre engagement hors bilan.

4.11. ASSURANCES

Une politique d'assurance « groupe » est menée au niveau du groupe Socpresse.

A cet effet, Socpresse est le souscripteur de la plupart des contrats d'assurance, tant pour son compte que pour le compte de ses filiales directes et indirectes, dont Adenclassifieds.

Le groupe Socpresse a mis en œuvre une politique de couverture des principaux risques susceptibles d'être assurés liés à son activité et à celle de ses filiales, directes et indirectes, et continuera à appliquer la même politique dans le cadre du développement futur de son activité et de celle de ses filiales,

directes et indirectes. Les polices d'assurance souscrites par le groupe Socpresse contiennent les plafonds de garantie, exclusions et franchises usuels en pareille matière.

Ces polices couvrent principalement les domaines mentionnés ci-après.

Dommages aux biens

La police « dommages aux biens » a pour objet de garantir en particulier les locaux dans lesquels la Société exerce son activité (voir la section « 8.1 - Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées et charges majeures pesant dessus ») ainsi que le mobilier et le matériel informatique de la Société contre tous les dommages matériels, disparitions, destructions, altérations accidentels quelle qu'en soit leur origine et de quelle que nature que ce soit, ainsi que les frais, pertes et recours consécutifs, sous réserve de certaines exclusions expressément prévues.

Les principaux risques couverts sont l'incendie, l'explosion, la foudre, l'électricité, la fumée, les dommages aux appareils électriques, les émeutes et mouvements populaires, les actes de vandalisme et de malveillance, les attentats commis en France y compris le terrorisme et le sabotage, les tempêtes, la grêle ou la neige sur les toitures, les dégâts des eaux, le choc d'un véhicule terrestre, la chute d'appareils de navigation aérienne, ainsi que les frais, pertes et recours consécutifs.

Le montant annuel de la prime de la Société est d'environ 1.820 euros et la limite de garantie est de 32.200.000 euros par sinistre (à l'exception de certaines garanties spécifiques).

Responsabilité civile

La police « responsabilité civile » couvre la Société contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée du fait de dommages ou préjudices corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers.

La Société est couverte pour les préjudices causés dans le cadre de l'exercice de ses activités actuelles ou passées, y compris celles de sociétés reprises par Adenclassifieds.

Le montant de la prime provisionnelle de la Société pour 2006 est d'environ 366 euros, et les montants garantis au titre de la responsabilité civile exploitation, la responsabilité civile après-livraison et les défenses-recours sont respectivement de 15.000.000 euros par sinistre, 2.000.000 euros par sinistre et par an, et 40.000 euros.

Responsabilité civile des mandataires sociaux

La police relative à la responsabilité civile des mandataires sociaux garantit les conséquences pécuniaires de toutes les responsabilités civiles que les mandataires sociaux de la Société pourraient encourir pour les fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions de membres du directoire ou de conseil de surveillance. Le contrat a également pour objet de prendre en charge les frais de défense qui doivent être exposés par les assurés lorsque leur responsabilité est recherchée au titre des activités exercées dans le cadre de leur mandat.

La responsabilité civile des mandataires sociaux est couverte par un contrat groupe souscrit par Socpresse, le montant garanti étant de 15.000.000 euros par sinistre ou par année d'assurance.

La société Direct Recruit Limited a souscrit ses propres polices d'assurance.

La Société estime qu'il n'existe pas de risques significatifs non assurés, mais étudie l'opportunité de souscrire une couverture en responsabilité civile professionnelle spécifique aux domaines d'activités d'Adenclassifieds.

5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

5.1. HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE

5.1.1. Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est Adenclassifieds.

5.1.2. Lieu et numéro d'immatriculation

La Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 431 373 471.

5.1.3. Date de constitution et durée

La Société a été constituée le 10 mai 2000 pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans expirant le 10 mai 2099.

5.1.4. Siège social, forme juridique et législation applicable

Le siège social de la Société est situé 1-3 rue La Fayette, 75009 Paris.

La Société est une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, régie notamment par les dispositions du Code de commerce et du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

5.1.5. Historique d'Adenclassifieds

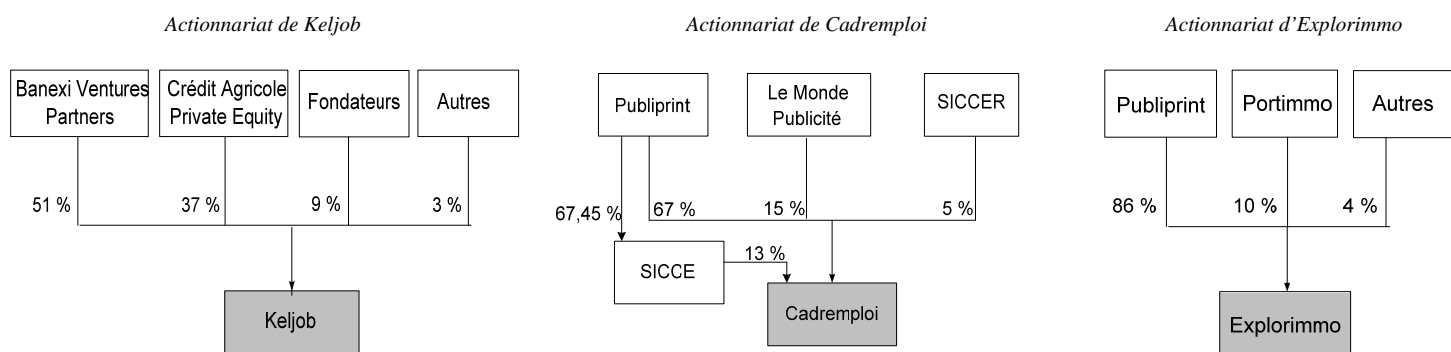
5.1.5.1. Historique de la constitution d'Adenclassifieds

Adenclassifieds est issue de la fusion par voie d'absorption de Cadremploi et d'Explorimmo par Keljob (dont la dénomination sociale est aujourd'hui Adenclassifieds). Cette fusion a permis la constitution d'un des leaders du marché des « *Classifieds* » (annonces classées) sur Internet en France en volume d'annonces et en audience présent sur trois secteurs d'activité : publication payante sur Internet d'offres d'emploi (notamment au travers des sites keljob.com et cadremploi.fr), d'offres de sessions de formation (notamment kelformation.com) et d'annonces immobilières (explorimmo.com, explorimmoneuf.com). Il est renvoyé à la section « 6.5 - Description des activités d'Adenclassifieds » pour une présentation des activités d'Adenclassifieds.

Préalablement à leur fusion avec Keljob :

- Cadremploi était une société anonyme au capital de 3.660.000 euros, ayant son siège social 32 rue Notre Dame des Victoires, 75002 Paris, enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 379 874 092, et exploitait notamment le site cadremploi.fr ;
- Explorimmo était une société anonyme au capital de 234.390 euros ayant son siège social 32 rue Notre Dame des Victoires, 75002 Paris, enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 432 557 460, et exploitait notamment les sites explorimmo.com et explorimmoneuf.com.

Les schémas ci-après présentent les actionnariats de Keljob, de Cadremploi et d'Explorimmo préalablement à la mise en œuvre de ladite fusion¹ :



¹ Avant prise en compte des instruments financiers donnant accès au capital.

5.1.5.1.1. Apport à Keljob d'actions de Cadremploi et d'Explorimmo

Conformément aux stipulations d'un protocole cadre conclu le 2 juillet 2006 entre Keljob, Cadremploi et Explorimmo et leurs principaux actionnaires, il a dans un premier temps été procédé à :

- l'apport en nature à Keljob par les actionnaires de Cadremploi de 240.000 actions Cadremploi, représentant l'intégralité du capital et des droits de vote de cette dernière.

En rémunération de cet apport, Keljob a procédé à l'émission d'un total de 2.174.660 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale, faisant ressortir une prime d'apport de 14.755.291,42 euros. Le rapport d'échange s'est ainsi établi à 9,06 actions nouvelles de Keljob pour chaque action Cadremploi apportée.

- l'apport en nature à Keljob par les actionnaires d'Explorimmo de 23.182 actions Explorimmo, représentant 98,90 % du capital et des droits de vote de cette dernière.

En rémunération de cet apport, Keljob a procédé à l'émission d'un total de 598.459 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale, faisant ressortir une prime d'apport de 5.312.214,99 euros. Le rapport d'échange s'est ainsi établi à 25,82 actions nouvelles de Keljob pour chaque action Explorimmo apportée.

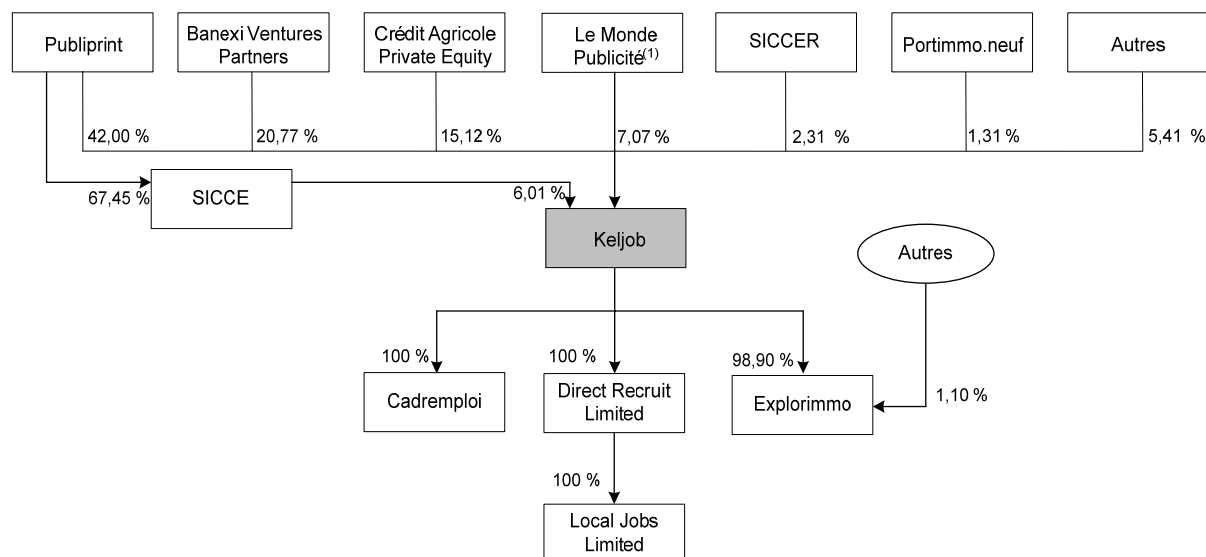
Ces deux opérations d'apport ont fait l'objet de contrats d'apport conclus par chacun des actionnaires concernés de Cadremploi et d'Explorimmo en date du 2 juillet 2006 et modifiés par voie d'avenants en date du 21 juillet 2006 et de rapports établis le 19 août 2006 par les commissaires aux apports nommés par Madame le Président du Tribunal de commerce de Paris.

Concernant l'apport en nature à Keljob par les actionnaires de Cadremploi de 240.000 actions Cadremploi, les commissaires aux apports ont conclu leur rapport comme suit : « *En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports, s'élevant à 16.929.951,42 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport, augmentée de la prime d'apport* », étant précisé que ladite valeur des apports de 16.929.951,42 euros correspond à la valeur nette comptable des 240.000 actions Cadremploi apportées conformément au Règlement n° 2004-01 du Comité de la Réglementation Comptable. Le rapport des commissaires aux apports contient à cet égard l'observation suivante : « *La valeur d'apport globale (...) est significativement inférieure à la valeur économique retenue dans le cadre de la rémunération des apports suivant l'application d'une approche multicritères telle que décrite en annexe au contrat d'apport* ».

Concernant l'apport en nature à Keljob par les actionnaires d'Explorimmo de 23.182 actions Explorimmo, les commissaires aux apports ont conclu leur rapport comme suit : « *En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports, s'élevant à 5.910.673,99 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport, augmentée de la prime d'émission* », étant précisé que ladite valeur des apports de 5.910.673,99 euros correspond à la valeur nette comptable des 23.182 actions Explorimmo apportées conformément au Règlement n° 2004-01 du Comité de la Réglementation Comptable. Le rapport des commissaires aux apports contient à cet égard l'observation suivante : « *Cette valeur d'apport est significativement inférieure à la valeur économique retenue dans le cadre de la rémunération des apports suivant l'application d'une approche multicritères telle que décrite en annexe au contrat d'apport* ».

Ces deux opérations d'apport ont été approuvées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Keljob en date du 29 août 2006.

A l'issue desdites opérations d'apport, Keljob détenait l'intégralité du capital et des droits de vote de Cadremploi et 98,90 % du capital et des droits de vote d'Explorimmo. Le schéma ci-après présente l'actionnariat de Keljob à l'issue desdites opérations d'apport ainsi que les filiales de Keljob, étant précisé que Keljob avait acquis, le 10 juillet 2006, l'intégralité du capital social de la société de droit anglais Direct Recruit :



⁽¹⁾ Le Monde Publicité a cédé à Publiprint le 30 novembre 2006 l'intégralité de sa participation dans la Société.

L'actionnariat d'Adenclassifieds à la date d'enregistrement du présent document de base figure à la section « 18.1 - Répartition du capital et des droits de vote de la Société ».

5.1.5.1.2. Fusion de Keljob par voie d'absorption de Cadremploi et d'Explorimmo et changement de dénomination sociale de Keljob

Dans le prolongement desdites opérations d'apport et afin de traduire au plan juridique le rapprochement opérationnel de Keljob, de Cadremploi et d'Explorimmo, il a été décidé de procéder à la fusion par voie d'absorption de Cadremploi et d'Explorimmo par Keljob. Dans ce cadre, Keljob a conclu respectivement avec Cadremploi et Explorimmo deux projets de traité de fusion le 29 août 2006.

Aux termes dudit projet de traité de fusion conclu entre Keljob et Cadremploi, il n'a été procédé à l'émission d'aucune action Keljob au titre de l'absorption de Cadremploi par Keljob. Il est en effet rappelé que Keljob détenait déjà l'intégralité des actions Cadremploi préalablement à l'opération de fusion par voie d'absorption de Cadremploi par Keljob et que cette dernière ne pouvait dès lors pas,

conformément à la réglementation applicable, être rémunérée au titre de ladite opération par l'émission de ses propres actions.

De même, il n'a pas été procédé à l'émission d'actions Keljob en rémunération des actions Explorimmo déjà détenues par Keljob préalablement à l'opération de fusion par voie d'absorption d'Explorimmo par Keljob (lesquelles actions représentaient 98,90 % du capital et des droits de vote d'Explorimmo). Les autres actionnaires d'Explorimmo ont toutefois été rémunérés à raison de 25,82 actions Keljob pour une action Explorimmo détenue, Keljob émettant ainsi un total de 6.636 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Keljob en date du 30 septembre 2006 a approuvé les termes de la fusion de Keljob par voie d'absorption de Cadremploi et d'Explorimmo et a décidé une augmentation de capital de 6.636 euros par la création de 6.636 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale.

La fusion par voie d'absorption de Cadremploi et Explorimmo a fait l'objet de rapports établis le 30 août 2006 et le 8 septembre 2006 par les commissaires à la fusion, respectivement sur la rémunération des apports et sur la valeur des apports. Concernant la rémunération des apports, les commissaires à la fusion ont conclu leur rapport comme suit : *« En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que le rapport d'échange de 25,82 actions de la société Keljob pour 1 action de la société Explorimmo est équitable »*. Le rapport des commissaires à la fusion contient à cet égard l'observation suivante : *« Au niveau de [la] mise en œuvre [du critère d'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels retenu pour la détermination du rapport d'échange], nous pouvons faire les remarques suivantes :*

- *Le taux d'actualisation des flux retenu par l'expert apparaît avoir été calculé sur des bases raisonnables ; ce taux est plus élevé concernant la société Explorimmo compte tenu de l'absence de rentabilité actuelle et la présence sur un marché un peu moins porteur.*
- *Au vu des croissances organiques prévisionnelles affichées par les sociétés comparables, les hypothèses de croissance retenues par l'évaluateur sur la période 2005-2007 apparaissent très significatives.*

L'évaluateur a cependant considéré que le rythme de croissance de l'activité constaté sur la période 2006 - 2008 ralentit progressivement entre 2009 et 2015 pour atteindre les 3 % : cette hypothèse nous paraît satisfaisante car suite à une phase de montée en puissance de l'activité on constate généralement que le rythme de croissance s'atténue en phase de maturité.

Néanmoins, les activités des sociétés concernées peuvent subir l'incidence de nombreux facteurs externes ; dans ce contexte, les prévisions à plus d'un an et, a fortiori, à 10 ans, revêtent un caractère éminemment aléatoire.

Aussi, il convient de préciser que les valorisations obtenues sur la base de données prévisionnelles reposent, d'une part, sur la combinaison de nombreux paramètres qui peuvent varier fortement dans le temps et, d'autre part, sur la capacité des équipes de management à atteindre les prévisions.

Nonobstant l'observation inhérente au caractère aléatoire de prévisions d'activité et de résultat à 10 ans, il peut être considéré que le principe de la rémunération retenu sur la base de la méthode retenue est pertinent ».

Concernant la valeur des apports, les commissaires à la fusion ont conclu leur rapport comme suit : *« En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports s'élevant à 170.064 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant constitué, d'une part, par l'augmentation de capital de la société absorbante et, d'autre part, par la valeur comptable des titres de la société absorbée détenus par la société absorbante minoré du mali*

de fusion ». Le rapport des commissaires à la fusion contient à cet égard l'observation suivante : « *Il s'avère que la valeur réelle de la société Explorimmo est très supérieure à la valeur de l'actif net comptable apporté* ».

Ces deux fusions ont entraîné la comptabilisation de malis de fusion, affectés au poste « fonds de commerce », pour un montant de 12.368 milliers d'euros au titre de Cadremploi et de 5.747 milliers d'euros au titre d'Explorimmo.

Il est rappelé que, préalablement à cette fusion, les apports de l'intégralité des actions Cadremploi avaient entraîné une augmentation du capital social de la Société de 2.175 milliers d'euros (représentant 44,4 % du capital social de la Société à la date d'enregistrement du présent document de base) assortie d'une prime d'émission à hauteur de 14.755 milliers d'euros. Par ailleurs, les apports de 98,90 % des actions Explorimmo avaient entraîné une augmentation du capital social de la Société de 598 milliers d'euros (représentant 12,2 % du capital social de la Société à la date d'enregistrement du présent document de base) assortie d'une prime d'émission à hauteur de 5.312 milliers d'euros.

La dénomination sociale de Keljob a été modifiée pour Adenclassifieds par une décision de l'assemblée générale des actionnaires en date du 26 octobre 2006.

5.1.5.1.3. Acquisition par Adenclassifieds des sociétés Direct Recruit Limited et Cooptin SAS

Le 10 juillet 2006, la Société a acquis l'intégralité du capital social de la société de droit anglais Direct Recruit Limited, laquelle exploite le site ljob.co.uk, métamoteur britannique de sites d'offres d'emploi présenté sous le titre « www.ljob.co.uk » du paragraphe « 6.5.1.4 - Présentation des sites de l'activité Emploi d'Adenclassifieds ».

La Société a par ailleurs acquis le 20 octobre 2006, l'intégralité du capital social de Cooptin SAS, laquelle exploite le site Internet cooptin.com qui propose la mise en place d'un système organisé de gestion informatisée des systèmes de recrutement par cooptation (voir le paragraphe « 6.5.1.2.2.3 - Services de cooptation sur Internet »).

Ces acquisitions ont été financées par la trésorerie disponible de la Société.

Il est renvoyé aux paragraphes « 7.2.1 - Direct Recruit Limited » et « 7.2.2 - Cooptin SAS » pour une présentation de Direct Recruit Limited et de Cooptin SAS.

5.1.5.2. Histoire et évolution de l'activité d'Adenclassifieds

Il est précisé à toutes fins utiles qu'Adenclassifieds a repris, du fait de la réalisation de la fusion par voie d'absorption de Cadremploi et d'Explorimmo, l'ensemble des droits et obligations desdites sociétés. Adenclassifieds continue ainsi d'exploiter l'ensemble des activités jusqu'alors exploitées par Cadremploi et Explorimmo.

5.1.5.2.1. Keljob

- **2000 : Création de Keljob et lancement du site keljob.com**

Keljob a été créée au mois de mai 2000 à l'initiative de trois entrepreneurs (Jacques Birol, Stéphane Kolodziejczyk et Cyril Janin, ce dernier occupant le poste de président du directoire d'Adenclassifieds à la date d'enregistrement du présent document de base). A cette date, une quinzaine de *business angels* et Banexi Ventures sont devenus actionnaires de Keljob. A travers son site keljob.com, lancé au mois de juillet 2000, cette société a développé un métamoteur de recherche sur Internet appliqué aux offres d'emploi.

- **2001 : Acquisition d'une audience significative**

Keljob lance au mois de janvier 2001 l'Observatoire Internet et Emploi afin d'étudier le comportement des internautes en recherche d'emploi et d'adapter sa stratégie commerciale. L'année 2001 marque par ailleurs le fort développement de Keljob en termes d'audience, keljob.com faisant son entrée au mois de mars 2001 dans le classement Cybermétrie avec plus de 425.000 visites au cours du mois précédent.

- **2002/2003 : Développement de l'audience et lancement de nouveaux services**

En mai 2002, Keljob procède à une seconde levée de fonds, destinée à permettre le développement des activités de la société, le Crédit Lyonnais (par l'intermédiaire de ses fonds d'investissement Innovation 2 et Equitis Venture) devenant à cette occasion actionnaire de Keljob. Cette étape permet à Keljob de financer une nouvelle phase de son développement se traduisant par une augmentation de son audience (le site keljob.com franchissant au mois d'octobre 2002 le million de visites mensuelles) et par la mise en place de partenariats avec certains acteurs de référence d'Internet (Iliad en novembre 2002, MSN et Yahoo ! en janvier 2003, Voilà et Wanadoo en juin 2003). Pour une présentation de l'ensemble desdits partenariats, il est renvoyé au paragraphe « 6.5.4 - Partenariats et accords ». Dans cette période de croissance de son activité, Keljob lance en décembre 2003 CVmail, un outil de gestion de candidatures à destination des recruteurs.

- **2004/2006 : Mise en œuvre d'une politique de croissance externe**

Au cours des deux dernières années, Keljob a mené une politique de croissance externe en procédant à l'acquisition de plusieurs sociétés ou fonds de commerce destinés à la fois à élargir son offre et à renforcer ses activités de publication d'offres d'emploi. Ainsi, dès le mois de mai 2004, Keljob acquiert Maildrh afin de renforcer CVmail et son offre à l'attention des recruteurs. Par ailleurs, Keljob cherche à développer son expertise dans le secteur du référencement sur Internet de sessions de formation en acquérant A3Formation en septembre 2004 avant de compléter son offre au mois de juillet 2005 par l'acquisition de Formatel. Keljob procède par la suite à des acquisitions ciblées de sites spécialisés par secteur d'activités, avec, en septembre 2005, Webcible, site bénéficiant notamment d'une implantation reconnue sur le secteur informatique, et avec, en mars 2006, Public-rh, site spécialisé dans la fonction publique.

Pour une présentation des deux dernières acquisitions réalisées par Keljob, il est renvoyé au paragraphe « 5.1.5.1.3 - Acquisition par Adenclassifieds des sociétés Direct Recruit Limited et Cooptin SAS ».

5.1.5.2.2. Cadremploi

- **Mars 1991 : Lancement du service Minitel 36 17 Cadremploi**

Constituée en octobre 1990 à l'initiative d'une cinquantaine de cabinets de recrutement (aujourd'hui regroupés au sein de la Société d'Investissements des Cabinets de Conseil en Recrutement (« **SICCER** »)), Cadremploi lance, au mois de mars 1991, le service Minitel 36 17 Cadremploi. Ce service visait à regrouper dans un portail unique les offres d'emploi proposées par lesdits cabinets de recrutement à l'attention initialement des dirigeants et des cadres supérieurs.

- **Septembre 1996 : Lancement du site cadremploi.fr**

Cadremploi a, en septembre 1996, lancé son site cadremploi.fr, qui lui permettait de proposer sur Internet un service complémentaire à celui développé sur Minitel et reposant sur un modèle économique analogue. Elle a ainsi été un des premiers acteurs du secteur des petites annonces « emploi » à mettre à profit les fonctionnalités offertes par Internet et à anticiper le développement de ce nouveau média.

- ***Octobre 1997 et novembre 1998 : Elargissement de l'actionnariat de Cadremploi***

Publiprint, régie publicitaire du groupe Figaro, devient au mois d'octobre 1997 l'actionnaire majoritaire de Cadremploi. Cette prise de participation permet ainsi à Publiprint, acteur historique du marché des petites annonces « papier » au travers des annonces diffusées dans le Figaro, d'élargir son offre en permettant à ses clients de bénéficier de la diffusion de leurs annonces sur le site cadremploi.fr. Dans cette même perspective, seize agences de communication en ressources humaines (regroupées au sein de SICCE) sont par ailleurs devenues actionnaires de Cadremploi au mois de novembre 1998.

Pour une présentation de l'actionnariat de Cadremploi préalablement à la fusion avec Keljob, il est renvoyé au paragraphe « 5.1.5.1 - Historique de la constitution d'Adenclassifieds ».

- ***Juin 1999 : Changement du modèle économique du site cadremploi.fr***

Sous l'impulsion de Thibaut Gemignani, actuel directeur général d'Adenclassifieds, Cadremploi a transformé le modèle économique du site cadremploi.fr : alors que le service Minitel 36 17 Cadremploi et la première version du site Internet reposaient sur un principe d'abonnement payant des utilisateurs désirant accéder aux offres d'emploi diffusées, Cadremploi décide ainsi d'assurer la gratuité de l'accès aux offres d'emploi pour les internautes. Cette mutation permet d'élargir le public du site cadremploi.fr qui n'est dès lors plus limité aux seuls dirigeants et cadres supérieurs.

Ce passage à un modèle économique assurant la gratuité de l'accès aux offres d'emploi sur Internet et le développement croissant de ce nouveau média ont entraîné en 2000 l'arrêt du service Minitel 36 17 Cadremploi.

- ***Depuis 1998 : Développement des contrats de partenariat conclus par Cadremploi***

Dès le mois de mai 1998, Cadremploi a mis en place un partenariat avec le Figaro en vue de la reprise sur le site cadremploi.fr des offres d'emploi diffusées dans le quotidien. Cette politique de partenariat s'est poursuivie avec le Monde avant d'être mise en œuvre avec un large éventail de supports médias (L'Express, Libération, La Voix du Nord, etc.).

- ***Janvier 2005 : Mise en place de la « European Recruitment Alliance »***

Cadremploi est membre fondateur depuis le mois de janvier 2005 de la « European Recruitment Alliance », réseau européen indépendant de sites Emploi sur Internet. Ce réseau s'inscrit dans le prolongement du partenariat noué par Cadremploi dès le mois de mai 2004 avec le site britannique jobsite.co.uk en vue de faciliter les échanges d'offres entre les deux sites.

Cadremploi a ainsi noué des partenariats dans les pays suivants : Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, Espagne, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, République Tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie et Suisse (voir le titre « Réseaux internationaux de diffusion d'annonces » du paragraphe « 6.5.1.2.1.1 - Diffusion d'annonces »).

- ***Juin 2006 : Lancement du site cmonjob.fr***

Cadremploi a lancé au mois de juin 2006 le site cmonjob.fr à l'attention des candidats « non cadres », (jusqu'à Bac+2). Ce lancement a constitué pour Cadremploi un nouvel axe de développement, répondant aux besoins d'une population distincte du cœur de cible « cadres et assimilés » (supérieur ou égal à Bac+2) du site cadremploi.fr.

Pour une présentation de ce service, il est renvoyé au titre « www.cmonjob.fr : « site média » dédié aux employés et ouvriers (jusqu'à Bac+2) » du paragraphe « 6.5.1.4 - Présentation des sites de l'activité Emploi d'Adenclassifieds ».

5.1.5.2.3. Explorimmo

- ***Octobre 2000 : lancement du portail explorimmo.com***

Le portail explorimmo.com a été lancé à l'initiative de professionnels de l'immobilier (dix professionnels de l'immobilier ancien, neuf et de tourisme) et des médias (Publiprint et Le Monde notamment) et a bénéficié dès son lancement de partenariats avec des supports presse (notamment, Le Figaro, L'Indicateur Bertrand ou Libération). Pour une présentation de cette activité, il est renvoyé au paragraphe « 6.5.3.2 - L'offre immobilière d'Adenclassifieds ».

- ***Février 2003 : Lancement du site explorimmoneuf.com***

A la suite de plusieurs études et en réponse à une demande exprimée par le marché, Explorimmo lance, avec le concours de dix promoteurs immobiliers qui sont par ailleurs actionnaires d'Adenclassifieds à la date d'enregistrement du présent document de base, explorimmoneuf.com à l'attention des promoteurs et des internautes à la recherche d'un logement neuf exclusivement. Déclinaison du portail explorimmo.com sur lequel les annonces d'immobilier neuf sont également disponibles, explorimmoneuf.com touche une population plus ciblée (35 – 59 ans, CSP +), composée d'internautes à la recherche d'un logement neuf dans une optique d'habitation ou d'investissement.

Pour une présentation de cette activité, il est renvoyé au paragraphe « 6.5.3.4 - Présentation des sites immobiliers d'Adenclassifieds ».

- ***Premier trimestre 2005 : explorimmo.com internalise son référencement***

Après près de deux ans de collaboration avec un prestataire externe, Explorimmo internalise le référencement de explorimmo.com, permettant ainsi d'améliorer significativement l'exposition du site. En un an, explorimmo.com gagne ainsi plus de 400 % de présence sur les moteurs de recherche, apparaissant à partir de plus de 400.000 mots-clés et triplant son audience.

- ***Juin 2006 : création de la web agency et internalisation du webdesign***

Courant juin 2006, Explorimmo a créé sa propre web agency baptisée « Adenweb ». Parallèlement, explorimmo.com se dote d'une cellule interne de webdesign afin de compléter le savoir-faire d'Adenweb et de satisfaire des besoins internes en termes de communication (newsletters, e-mailings, etc.).

Adenweb propose, à destination tant d'Adenclassifieds que de clients extérieurs, des prestations de création graphique et technique de sites mais aussi de conception d'éléments publicitaires et de référencement afin de les accompagner dans la gestion de leur relation client et dans leur problématique de communication produit et institutionnelle.

5.2. INVESTISSEMENTS

5.2.1. Principaux investissements réalisés

Au cours des deux années civiles 2004 et 2005 et au cours des neuf premiers mois de l'année 2006, les investissements pro forma réalisés par Keljob, Cadremploi et Explorimmo se décomposent tel que suit :

(En milliers d'euros)	2004	2005	Au cours des neuf premiers mois de l'année 2006
Immobilisations incorporelles	592	646	894
Installations et agencements	75	100	250
Matériel de transport	-	2	26
Matériel de bureau et informatique, mobilier	132	337	200
Total	799	1.085	1.370

Tous ces investissements ont été financés sur les ressources propres de la Société.

5.2.2. Principaux investissements en cours

A l'exception de l'acquisition de la société Open Media dont les principales modalités sont détaillées ci-après, la Société ne procède actuellement à aucun investissement significatif. Il n'existe ainsi aucun investissement en cours dont les dépenses ont été engagées en 2005, mise à part des quote-parts de programmes de Recherche et Développement interne activés en 2005.

Le 30 novembre 2006, Adenclassifieds a signé une lettre d'intention en vue de l'acquisition de la société Open Media. Cette société est spécialisée dans la fourniture de solutions Internet destinées aux agents immobiliers. Son activité est composée de trois métiers :

- prestations de services interactifs (web agency : création de site web, hébergement, référencement) ;
- édition de logiciels de transaction ;
- édition de portails régionaux de petites annonces en ligne : openmedia.fr et immovision.com qui publient plus de 115.000 annonces au 30 septembre 2006.

Cette acquisition permet à Adenclassifieds de renforcer son positionnement et son offre sur l'activité Immobilier en ligne et de :

- accélérer le développement de son activité web agency à travers l'apport d'environ 1.300 sites référencés clients de la société Open Media ;
- renforcer sa présence commerciale et sa notoriété en région PACA à travers l'apport d'un portefeuille de 1.500 clients agents immobiliers ;
- proposer une offre packagée, publication d'annonces et publicité immobilière, à l'ensemble du portefeuille client agents immobiliers de la société Open Media ;
- proposer une offre de services complète et « clé en main » à l'agent immobilier satisfaisant ses besoins en communication produit et institutionnelle ;

- renforcer son avance technologique en mutualisant le savoir faire technique et métier d'Adenclassifieds et de la société Open Media.

Le prix de base de l'acquisition par Adenclassifieds de la société Open Media (en ce compris les marques et logiciels liés à son exploitation) sera de l'ordre de 7,5 millions d'euros, hors honoraires et frais de conseil estimés par la Société à environ 50 milliers d'euros. Cette acquisition sera financée au moyen de la trésorerie existante de la Société qui envisage de mettre en place un refinancement bancaire. Cette acquisition pourra, le cas échéant, donner lieu au versement par Adenclassifieds d'un complément de prix, dont le montant sera arrêté en fonction de l'atteinte d'objectifs opérationnels définis par les parties et à l'absence de départ volontaire du vendeur de la Société au 31 décembre 2007. Ledit complément de prix ne pourra excéder 15 % du prix de base.

Au cours de l'exercice 2005, la société Open Media a réalisé un chiffre d'affaires de 1,4 millions d'euros en hausse de 28,1 % par rapport à 2004, et un résultat d'exploitation de 0,3 million d'euros en hausse de 91,8 % par rapport à 2004. Ces données n'ont pas été auditées et n'ont fait l'objet ni d'une revue ni d'un audit par les commissaires aux comptes de la Société.

Au 30 septembre 2006, la société Open Media, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,4 millions d'euros, dont plus de deux tiers est réalisé sur l'activité web agency. A cette même date, la société Open Media a réalisé un résultat d'exploitation de 0,6 million d'euros et disposait d'une trésorerie nette de 1 million d'euros. Ces données n'ont pas été auditées et n'ont fait l'objet ni d'une revue ni d'un audit par les commissaires aux comptes de la Société.

Au 30 septembre 2006, la société Open Media enregistrait une audience mensuelle de 215.000 visiteurs uniques (source : Google Analytics, septembre 2006).

5.2.3. Investissements à venir

A la date d'enregistrement du présent document de base, aucun engagement ferme n'a été pris par les organes sociaux de la Société en vue de la réalisation d'investissements futurs.

6. APERÇU DES ACTIVITES

S'agissant de commentaires sur des informations financières pro forma, toutes les références qui sont faites dans le présent chapitre sont par nature des informations pro forma. Le terme « pro forma » qualifiant ces informations n'a pas été repris dans le texte afin d'en faciliter la lecture.

Le présent chapitre contient des informations relatives aux marchés et aux parts de marché de la Société, ainsi qu'à son positionnement concurrentiel. La Société définit son marché comme celui des « Classifieds » ou des annonces classées sur Internet. Sauf indication contraire, les informations contenues dans le présent chapitre relatives au marché ou aux segments de ce marché sont issues d'estimations du management de la Société et sont fournies à titre indicatif seulement. Ces informations proviennent d'études ou statistiques de sources extérieures et d'estimations d'Adenclassifieds réalisées à partir de ces études et statistiques et des données publiées par ses concurrents. Compte tenu des changements rapides qui marquent les secteurs d'activité de la Société, ces informations pourraient s'avérer erronées ou ne plus être à jour.

Le présent chapitre comprend par ailleurs des indications chiffrées relatives aux tarifs des offres commerciales d'Adenclassifieds. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces informations portent sur les tarifs en vigueur à la date d'enregistrement du présent document de base, qu'elles ne constituent pas un engagement de la Société et qu'elles pourraient faire l'objet de modifications dans le futur.

Sauf mention contraire, les informations financières mentionnées dans le présent chapitre sont tirées des informations financières pro forma présentées au chapitre « 20 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société » établies à l'occasion du rapprochement de Keljob, Cadremploi et Explorimmo.

6.1. PRESENTATION D'ADENCLASSIFIEDS

6.1.1. Description générale d'Adenclassifieds et de ses activités

Issue du rapprochement entre Keljob, Cadremploi et Explorimmo, Adenclassifieds estime être un des leaders du marché des « Classifieds » (annonces classées) sur Internet en volume d'annonces et en audience présent sur trois secteurs d'activité : la publication payante sur Internet d'offres d'emploi (notamment au travers des sites keljob.com et cadremploi.fr), d'offres de sessions de formation (notamment kelformation.com) et d'annonces immobilières (explorimmo.com, explorimmoneuf.com).

Adenclassifieds se positionne comme un carrefour de référence où se rencontrent l'offre et la demande sur les marchés sur lesquels la Société évolue.

A ce titre, au 30 septembre 2006, Adenclassifieds publiait près de 700.000 annonces sur ses différents sites. Le trafic mensuel cumulé des sites d'Adenclassifieds s'élevait à 5,6 millions de visiteurs uniques, 10 millions de visites et plus de 81 millions de pages vues, en augmentation respectivement de 49 %, 35 % et 30 % par rapport à septembre 2005 (source : Xiti).

Adenclassifieds a construit un modèle économique basé sur deux sources de revenus :

- la publication d'annonces et leur mise en avant (communication, publicité) qui représentait 90,2 % de son chiffre d'affaires au 30 septembre 2006 ; et
- la fourniture de produits et services à valeur ajoutée (logiciels de solutions en ressources humaines, web agency, etc.) qui représentait 9,8 % de son chiffre d'affaires sur la même période.

L'offre d'Adenclassifieds est commercialisée principalement auprès de professionnels du recrutement, de la formation et de l'immobilier : entreprises, cabinets de recrutement, organismes de formation,

écoles, universités, agences immobilières, promoteurs immobiliers, etc. L'activité d'Adenclassifieds est donc essentiellement BtoB.

Adenclassifieds estime être le seul « *pure player* » Internet à proposer sur ses trois secteurs d'activité une offre multi-produits en utilisant des marques complémentaires à forte notoriété qui se sont imposées comme des références sur leurs marchés. Cette stratégie de segmentation permet à la Société de mieux adapter son offre aux exigences spécifiques de chaque client.

adenclassifieds		
Annonces et produits de mise en avant	Services	Clients
Emploi 		<ul style="list-style-type: none"> Entreprises Cabinets et chasseurs de tête Agences de travail temporaire SSI
Formation 	n/a	<ul style="list-style-type: none"> Organismes de formation Universités, écoles.
Immobilier 	Web Agency	<ul style="list-style-type: none"> Agents immobiliers Promoteurs Particuliers

Le chiffre d'affaires d'Adenclassifieds a atteint respectivement 23,9 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2006 et 21,1 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2005. L'EBITDA⁶ a atteint 4,8 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2006 et 2,3 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2005. Le flux de trésorerie généré par l'activité d'Adenclassifieds s'est élevé quant à lui à 6,2 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2006 et à 4,1 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2005.

Au 30 septembre 2006, Adenclassifieds comptait 256 salariés dont 144 commerciaux.

6.1.2. Rappel historique

Cadremploi et Explorimmo, respectivement créées en 1990 et 2000, ont su développer des « sites média » (sites de contenus, porteurs d'annonces) de référence, en s'appuyant notamment sur l'expertise de leurs actionnaires, professionnels de la publication d'annonces classées dans la presse (Publprint, filiale du groupe Figaro et actionnaire majoritaire des deux sociétés) et professionnels du marché de l'Emploi (SICCE et SICCER) et de l'Immobilier (Portimmo).

Créée en 2000, Keljob s'est imposée rapidement comme un acteur de référence sur le marché de la recherche d'emploi puis de la formation sur Internet. Ce développement s'est principalement appuyé sur une technologie innovante de « métamoteur » (moteur de recherche spécialisé) permettant de rediriger l'internaute vers des annonces publiées sur les milliers de sites clients référencés. Keljob propose une offre complète aux professionnels des ressources humaines (référencement d'offres d'emploi, outils de gestion de candidatures, outils de cooptation, etc.). Les fonds d'investissements Banexi Ventures Partners et Crédit Agricole Private Equity, principaux actionnaires de Keljob, l'ont accompagné tout au long de son développement.

⁶ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

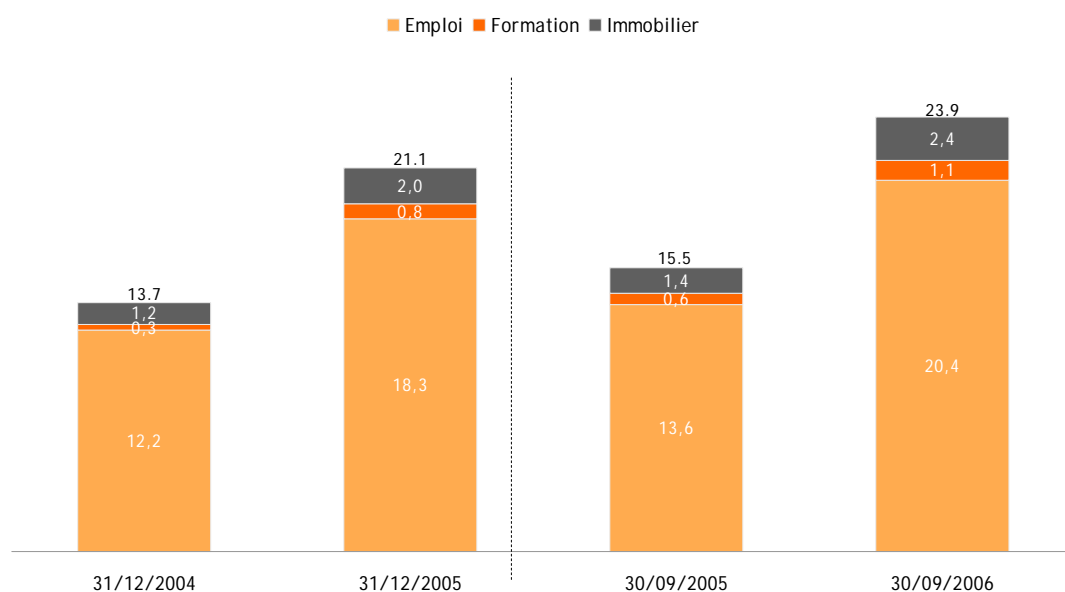
Les performances opérationnelles ainsi que la mise en œuvre des stratégies de développement de Keljob, Cadremploi et Explorimmo ont été pilotées par des dirigeants présents depuis la création de ces sociétés disposant chacun d'une expertise reconnue dans les différents métiers de ces sociétés.

Pour une description détaillée de l'historique de la Société et des modalités juridiques de mise en œuvre du rapprochement entre Keljob, Cadremploi et Explorimmo, il est renvoyé au paragraphe « 5.1.5 - Historique d'Adenclassifieds ».

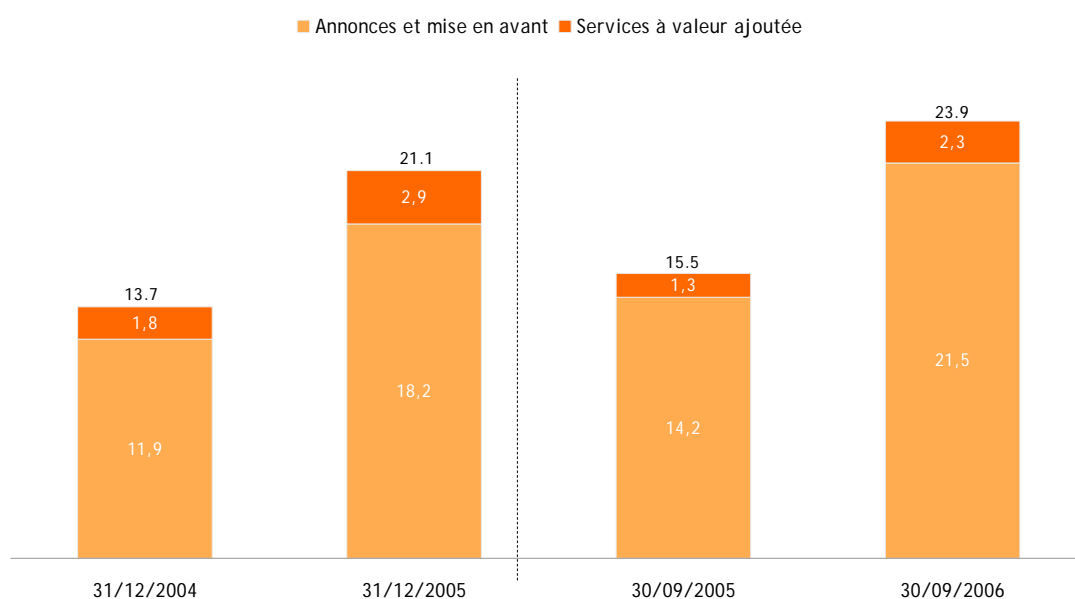
6.1.3. Chiffres clés

Le chiffre d'affaires de la Société, par activités et par produits, se répartit de la manière suivante :

Répartition du chiffre d'affaires d'Adenclassifieds par activités (en millions d'euros)



Répartition du chiffre d'affaires d'Adenclassifieds par produits (en millions d'euros)



6.2. ATOUTS CONCURRENTIELS

6.2.1. Un leader du marché des *Classifieds* sur Internet en France

Adenclassifieds estime être un leader du marché des annonces classées en audience cumulée et en volume d'annonces.

Ainsi, au 30 septembre 2006, les différents sites d'Adenclassifieds attiraient une audience mensuelle cumulée de :

- 5,6 millions de visiteurs uniques ;
- 10 millions de visites ; et
- 81 millions de pages vues.

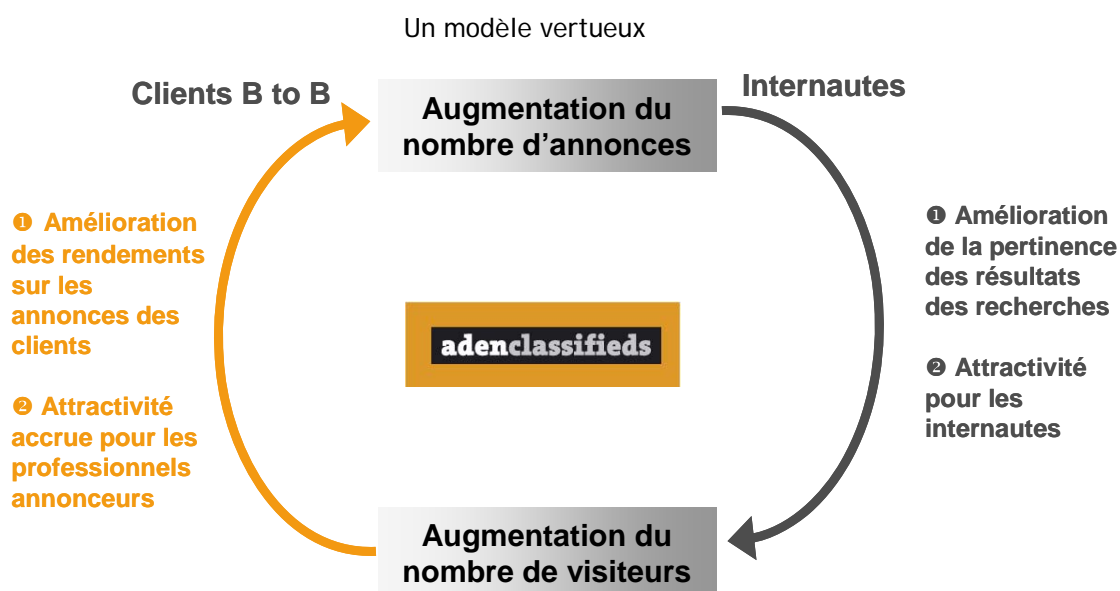
Source : Xiti, septembre 2006.

Par ailleurs, les différents sites d'Adenclassifieds proposaient près de 700.000 annonces en ligne au 30 septembre 2006 dont :

- 400.000 sessions de formation ;
- 180.000 annonces immobilières ; et
- 95.000 offres d'emploi.

Source : Adenclassifieds.

Adenclassifieds bénéficie d'un cercle vertueux qui renforce l'attractivité de ses sites. Une forte audience permet en effet à Adenclassifieds de valoriser son offre auprès de ses clients, d'augmenter le nombre d'annonces publiées et, à nouveau, de faire progresser son audience.



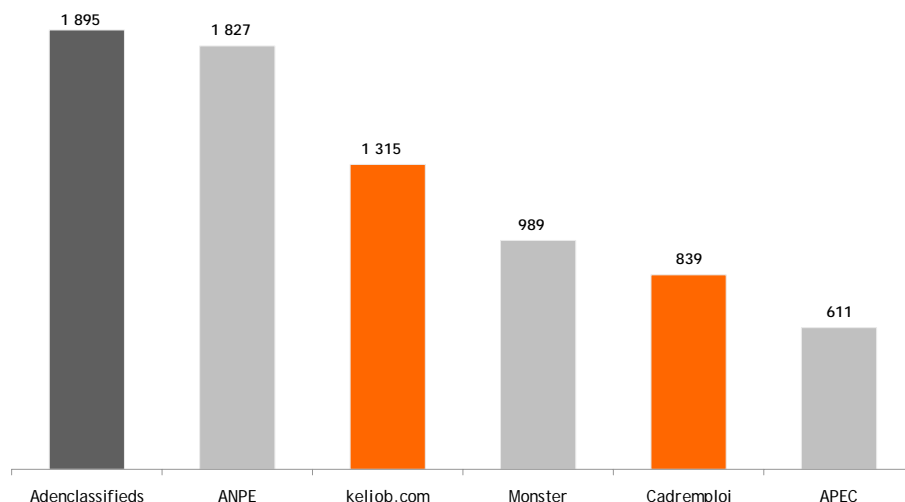
Note : La notion de rendement se définit ici comme le nombre et la qualité des contacts générés par la publication d'annonces.

Les volumes d'annonces publiées, ainsi que l'audience et la forte notoriété de ses sites, permettent à Adenclassifieds de constituer un carrefour de référence où se rencontrent ses clients et les internautes sur chacun de ses secteurs d'activité.

Un leader du marché de l'emploi sur Internet

La fusion entre Cadremploi et Keljob, respectivement deuxième et troisième acteurs privés de l'emploi sur Internet en chiffre d'affaires en 2005 (source : Adenclassifieds), a donné naissance au premier acteur privé sur ce secteur en volume d'annonces et en audience avec une part d'audience d'environ 32,5 % (source : Médiamétrie / Netratings, septembre 2006).

Audience des principaux sites Emploi sur Internet en nombre de visiteurs uniques (milliers)



Source : Médiamétrie Netratings, septembre 2006.

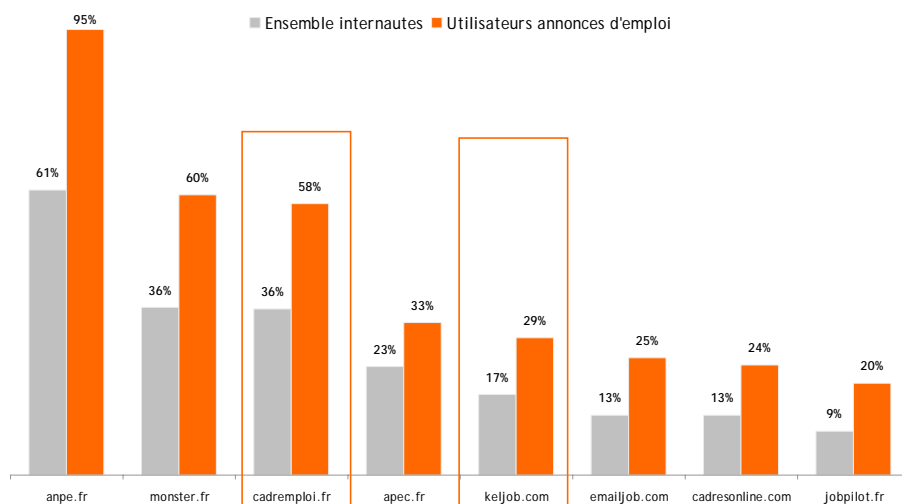
Note : Audience Adenclassifieds regroupant les audiences des sites keljob.com et cadremploi.fr corrigée de l'audience dupliquée.

Les sites Emploi d'Adenclassifieds enregistrent 6,9 millions de visites et plus de 57 millions de pages vues (source : Xiti, septembre 2006).

Par ailleurs, Adenclassifieds publiait au 30 septembre 2006 sur ses sites environ 95.000 offres d'emploi et a constitué une base de données de 1,1 million de curriculum vitae (CV), et estime ainsi proposer une des offres les plus complètes sur le marché.

Sa position de leader est illustrée par la notoriété de ses marques auprès des internautes. Ainsi, selon une étude Médiamétrie NEToriété de 2006, les sites d'Adenclassifieds sont cités parmi les premiers sites d'emploi connus des internautes.

Notoriété assistée des principaux sites Emploi sur Internet



Source : Médiamétrie, NEToriété, deuxième trimestre 2006.

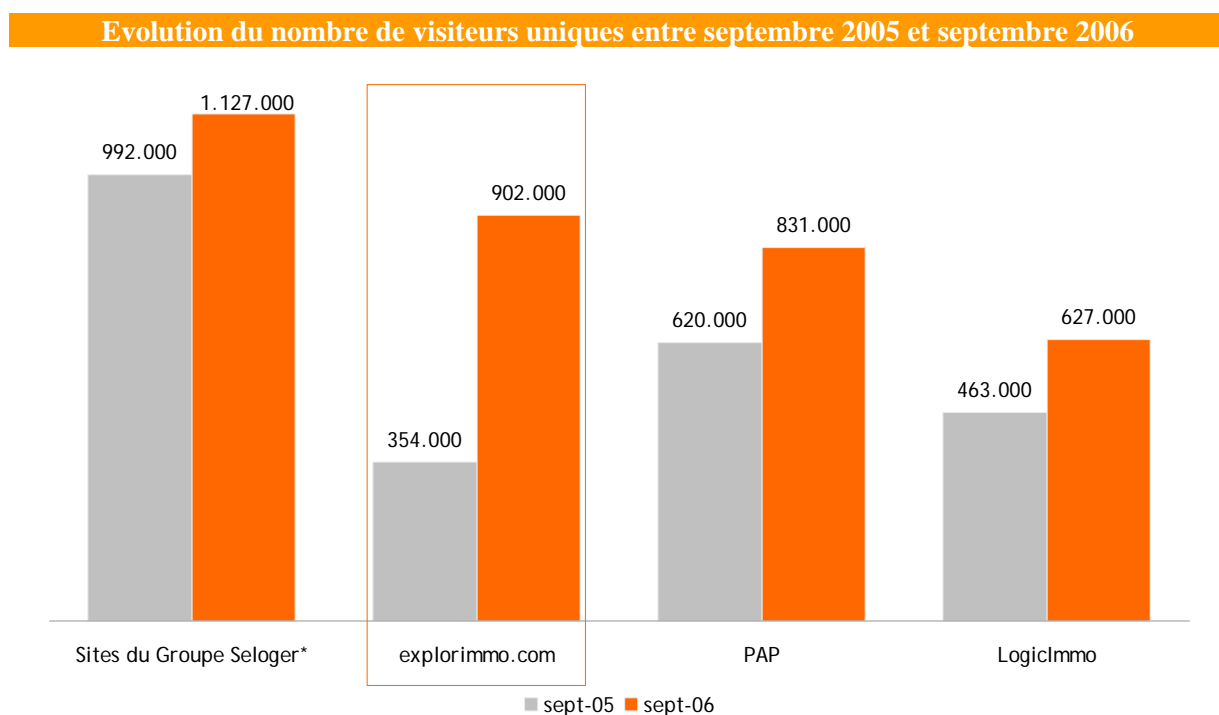
Premier acteur des annonces de sessions de formation sur Internet

Adenclassifieds estime occuper une position de leader et de premier entrant sur ce marché en fort développement à travers ses sites kelformation.com et formatel.com.

Adenclassifieds enregistre en effet un trafic mensuel cumulé sur le marché des annonces de formation sur Internet de 717.000 visiteurs uniques, de 845.000 visites et de plus de 3,3 millions de pages vues (source : Xiti, septembre 2006). Adenclassifieds publiait au 30 septembre 2006 environ 400.000 sessions de formation.

Acteur de référence sur l'Immobilier

Adenclassifieds se positionne comme le deuxième acteur généraliste des annonces immobilières (particuliers et professionnels, neuf et ancien) sur Internet en France en audience (source : Nielsen Netratings, septembre 2006) et en volume d'annonces à travers ses deux sites explorimmo.com et explorimmoneuf.com. Par ailleurs, la Société estime être le leader de l'Immobilier neuf en audience et en volume d'annonces.



Source : Nielsen Netratings.

* Seloger.com + immostreet non dédoublés

Les sites immobiliers d'Adenclassifieds ont enregistré en septembre 2006 une audience cumulée mensuelle de :

- 2,3 millions de visites ; et
- 20,7 millions de pages vues.

Source : Xiti, septembre 2006.

Les sites immobiliers d'Adenclassifieds publient environ 180.000 annonces et enregistrent plus de 280.000 internautes inscrits (source : Adenclassifieds, septembre 2006).

6.2.2. Un savoir-faire unique et mutualisable sur le marché des annonces classées sur Internet

Adenclassifieds possède une expertise reconnue sur le marché des annonces classées sur Internet à destination des professionnels. La Société a développé un savoir-faire unique et mutualisable compte tenu de la similitude des problématiques rencontrées sur ses trois marchés :

- savoir-faire technologique (site média et métamoteur) ;
- déploiement d'une force commerciale à destination des professionnels (BtoB) au niveau national ;
- déploiement d'une gamme de produits et de services à valeur ajoutée au travers d'une politique de segmentation du marché ;
- acquisition et gestion de trafic (référencement, affiliation, etc.) ; et
- veille stratégique, recherche et développement et innovation.

Cette expertise permet à la Société d'accélérer le déploiement de son offre de produits et de services sur chacun de ses marchés.

6.2.3. Une société pionnière et innovante sur ses marchés

Adenclassifieds bénéficie de l'expérience de trois sociétés qui ont fait partie des premiers intervenants sur chacun de leurs secteurs respectifs : Keljob et Cadremploi sur les marchés des offres d'emploi et des offres de sessions de formation, Explorimmo sur le marché des annonces immobilières.

Lancé sur Minitel en 1990 et sur Internet dès 1996, Cadremploi a été l'un des premiers acteurs à avoir proposé des services en ligne sur le marché de l'emploi. Créées en 2000 dans un contexte de généralisation de l'usage d'Internet en France, Keljob et Explorimmo ont réussi à s'imposer respectivement sur les marchés concurrentiels de l'Emploi et de l'Immobilier grâce notamment à leur technologie innovante et à leur expertise.

Adenclassifieds est le seul acteur en France à avoir développé et combiné deux technologies complémentaires de métamoteur (labellisé ANVAR) et de site média sur les marchés de l'Emploi et de la Formation. Adenclassifieds se positionne ainsi comme un acteur innovant en ayant lancé le premier métamoteur sur l'Emploi en France, la première plateforme de cooptation en ligne, un service unique de recrutement par mobile ainsi qu'une plateforme ASP de logiciels en ressources humaines.

Adenclassifieds estime que la connaissance de ses métiers fondateurs ainsi que son expertise technologique reconnue lui permettent d'anticiper et d'influer sur les évolutions du secteur en développant des services innovants.

6.2.4. Un modèle économique fortement générateur de cash flow associant forte croissance et visibilité

Adenclassifieds bénéficie d'un modèle économique alliant forte croissance du chiffre d'affaires (supérieure à 50 % entre les 31 décembre 2004 et 2005 et entre les 30 septembre 2005 et 2006) et une importante génération de flux de trésorerie d'exploitation représentant en 2005 près de 20 % du chiffre d'affaires.

La Société bénéficie d'un levier opérationnel significatif compte tenu de sa structure de coûts fixes et semi-fixes. La marge d'EBITDA⁷ est ainsi passée de 0,6 % en 2004 à 10,7 % en 2005.

Par ailleurs, Adenclassifieds bénéficie d'une forte visibilité sur l'évolution de son chiffre d'affaires. En effet, le principe d'étalement du chiffre d'affaires sur la durée des prestations implique qu'une partie du chiffre d'affaires généré par l'activité commerciale de l'exercice en cours sera reconnue sur l'exercice suivant. Au 1^{er} janvier 2006, la Société disposait d'un chiffre d'affaires acquis à hauteur de 8,9 millions d'euros au titre des contrats signés l'année précédente.

6.2.5. Une offre de produits et de services étendue sur chacun de ses marchés

L'offre Emploi d'Adenclassifieds

Adenclassifieds se positionne comme un fournisseur de solutions en ressources humaines proposant à ses clients une offre étendue de produits et de services liés au processus de recrutement (publication d'annonces, référencement du site ressources humaines des recruteurs, base de données de CV, logiciel de gestion de candidature, outils de cooptation, etc.).

La stratégie multi-marques d'Adenclassifieds permet de segmenter l'offre et de mieux répondre aux attentes spécifiques des recruteurs et des candidats ainsi que de bénéficier d'un trafic qualifié.

Afin de s'adapter aux attentes spécifiques de chaque recruteur et aux besoins des candidats, Adenclassifieds propose à travers ses différents sites une offre couvrant l'intégralité des catégories socioprofessionnelles (CSP) et des secteurs d'activité tant à un niveau national que régional. Cette offre permet aux recruteurs et aux candidats de sélectionner le site le plus adapté à leurs recherches ou de combiner plusieurs sites dans le cadre de couplages.

L'offre Formation d'Adenclassifieds

En se fondant sur son expertise acquise sur l'Emploi et sa connaissance du secteur de la Formation, Adenclassifieds a su développer une offre de publication de sessions de formation performante pour accompagner le développement commercial via Internet des acteurs de la formation.

Présente sur les deux segments Emploi et Formation, Adenclassifieds associe en effet deux services complémentaires et estime être le seul acteur en mesure d'accompagner le salarié tout au long de sa vie professionnelle (formation initiale, recherche d'emploi, formation continue, reconversions professionnelles).

L'offre Immobilier d'Adenclassifieds

Adenclassifieds propose une offre complète sur l'immobilier d'habitation (ancien, neuf, ventes, locations, locations de vacances) à destination des professionnels et des particuliers (publication d'annonces, création et gestion de sites Internet, référencement, publicité commerciale ciblée, marketing direct). Adenclassifieds accompagne également l'utilisateur tout au long de sa démarche immobilière (évaluation du bien à vendre, opérations de financement, de déménagement, de décoration, etc.).

⁷ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

6.2.6. Une des premières forces commerciales BtoB des « Classifieds » sur Internet répartie sur toute la France

Avec 144 commerciaux au 30 septembre 2006, Adenclassifieds estime posséder une des premières forces commerciales du secteur, qui lui permet de couvrir l'ensemble de ses marchés.

Adenclassifieds dispose d'une organisation efficace lui permettant de mettre en œuvre sa stratégie commerciale : rythme élevé d'acquisition de nouveaux clients, fidélisation des clients existants, augmentation de la facturation moyenne par client. Adenclassifieds gère ainsi au 30 septembre 2006 un portefeuille de près de 8.500 clients professionnels de l'emploi, de la formation et de l'immobilier.

Cette force commerciale lui permet également de disposer d'une couverture nationale avec 27 commerciaux implantés sur sept sites en régions renforcée par une plate-forme de télévente, composée de 31 télévendeurs au 30 septembre 2006.

Plus généralement, Adenclassifieds a su organiser sa force commerciale pour répondre aux attentes de ses clients et aux évolutions du marché.

Pour une présentation de la force commerciale d'Adenclassifieds, il est renvoyé au paragraphe « 6.5.5 - Politique commerciale et marketing ».

6.2.7. Un fort savoir-faire technologique

Adenclassifieds dispose de produits de différentes natures : sites média, métamoteur, plateformes de services (gestion de CV, cooptation, hébergement de mini sites, etc.) ou bases de données (offres, CV, abonnés).

Adenclassifieds exploite des sites à forte audience nécessitant une haute disponibilité des services tout en traitant d'importants volumes de données. A cet effet, la Société s'est appuyée sur des logiciels de référence et a développé en interne des technologies innovantes et performantes. L'activité de métamoteur utilise ainsi une technologie propriétaire ayant obtenu le label ANVAR. Par ailleurs, pour simplifier l'utilisation de ses sites, l'ensemble des plateformes de service fonctionne en mode ASP (c'est-à-dire ne nécessitant pas le téléchargement d'un logiciel).

Ce savoir-faire technologique permet à Adenclassifieds de gérer au mieux l'exploitation de ses sites et notamment la collecte des offres sur les sites clients, l'envoi quotidien de centaines de milliers d'emails personnalisés à destination des abonnés, l'intégration de services auprès de partenaires Internet ou la collecte de données statistiques complexes relatives au comportement des utilisateurs. Adenclassifieds dispose également d'un savoir-faire dans le référencement de ses sites lui offrant un positionnement optimisé auprès des moteurs de recherche généralistes.

Enfin, la Société a développé une activité de « *web agency* » sur le marché de l'immobilier qui lui permet de se voir confier tout ou partie de la mise en place et de la gestion des sites Internet de ses clients (conception graphique, hébergement d'offres, référencement naturel).

6.2.8. Des partenariats stratégiques de premier plan

Adenclassifieds a conclu de nombreux partenariats de premier plan avec des groupes de presse (par exemple Le Figaro, Libération, Le Monde, Le Progrès), les principaux portails et fournisseurs d'accès Internet (par exemple Orange, Yahoo!) et mobiles (par exemple service i-mode). Ces partenariats permettent à Adenclassifieds d'enrichir sa base de données d'annonces, de bénéficier du trafic des sites partenaires et d'accroître sa visibilité sur les médias Internet et traditionnels à travers une mise à disposition d'espaces publicitaires.

Grâce à ses partenariats Internet avec les principaux portails et fournisseurs d'accès, les annonces publiées par la Société sont accessibles par environ 75 % de l'audience de l'Internet en France (source : Adenclassifieds).

Adenclassifieds estime que la variété de ces partenariats constitue un atout lui permettant de bénéficier d'une couverture médiatique importante renforçant sa notoriété. Ces partenariats lui permettent également d'adapter le plan média de ses différents sites en fonction de l'audience de chacun de ses partenaires.

Pour une présentation des partenariats noués par la Société, il est renvoyé au paragraphe « 6.5.4 - Partenariats et accords ».

6.3. STRATEGIE DE LA SOCIETE

La Société estime que sa croissance future et l'amélioration de sa rentabilité reposent sur cinq piliers principaux :

- renforcer le leadership sur le secteur de l'emploi sur Internet ;
- renforcer sa position de leader et de premier entrant sur le marché émergent des annonces de formation sur Internet ;
- s'imposer comme un leader sur le secteur porteur de l'immobilier sur Internet ;
- optimiser les leviers de rentabilité ;
- saisir les opportunités d'accords stratégiques et d'acquisitions en France et en Europe.

6.3.1. Renforcer le leadership sur le secteur de l'emploi sur Internet

La Société souhaite renforcer sa position sur le marché de l'emploi sur Internet grâce à une stratégie de croissance rentable impliquant :

- l'optimisation de la force commerciale BtoB en concentrant son organisation commerciale Emploi autour d'équipes dédiées à la fidélisation. La complémentarité des différents sites Emploi d'Adenclassifieds et le déploiement des nouveaux services devraient favoriser les ventes croisées de produits et services aux différents clients de la Société tout en limitant le coût marginal de commercialisation de ces prestations ;
- l'accélération de son développement commercial en régions et le dimensionnement de sa plateforme de télévente ; et
- l'accélération du déploiement de nouveaux produits et de services à destination des clients : nouveaux outils de traitement de candidatures, services de recrutement via mobile, etc.

6.3.2. Renforcer sa position de leader et de premier entrant sur le marché émergent des annonces de formation sur Internet

Sur ce marché émergent et en forte croissance, Adenclassifieds compte capitaliser sur sa position de leader et de premier entrant en développant :

- son portefeuille de clients à Paris et en régions ; et
- des services à valeur ajoutée à destination des centres de formation à travers le développement d'une « offre logiciel » dédiée (outils de publication et de gestion de flux, etc.) à l'instar des outils développés sur les activités Emploi et Immobilier.

6.3.3. S'imposer comme un leader sur le secteur porteur de l'immobilier sur Internet

Sur ce marché en forte croissance, Adenclassifieds estime bénéficier de fondamentaux solides (trafic élevé, positionnement CSP+, etc.) et de l'expertise de son actionnaire de référence (Publiprint), acteur leader sur les annonces immobilières dans la presse. La Société souhaite donc renforcer sa position concurrentielle en s'imposant comme un leader du secteur. Pour ce faire, la Société entend :

- renforcer sa force commerciale pour accélérer l'acquisition de nouveaux clients ;
- développer ses activités de services à valeur ajoutée à destination des professionnels de l'immobilier (web agency, logiciels de gestion, etc.) ; et
- développer son chiffre d'affaires sur l'immobilier neuf.

6.3.4. Optimiser les leviers de rentabilité

Adenclassifieds entend augmenter sa rentabilité en poursuivant sa stratégie de croissance organique et en maîtrisant l'évolution de ses charges opérationnelles.

Maîtriser les dépenses marketing

L'optimisation du trafic entrant au sein du réseau de sites d'Adenclassifieds devrait permettre de mieux contrôler le coût d'acquisition de l'audience globale de la Société, chaque site bénéficiant indirectement de la notoriété des autres, en particulier dans le cadre du lancement de nouveaux sites.

Mutualiser les charges de structure

Adenclassifieds entend bénéficier des effets du rapprochement de Keljob, Cadremploi et Explorimmo pour mutualiser les coûts liés à ses fonctions supports (systèmes d'information, finance, ressources humaines). Cette mutualisation de moyens est de nature à favoriser une meilleure efficacité opérationnelle, un gain de temps dans le déploiement de nouvelles solutions et une plus grande réactivité à l'égard de l'ensemble des autres fonctions de la Société (commercial, marketing, etc.).

6.3.5. Saisir les opportunités d'accords stratégiques et d'acquisitions en France et en Europe

Adenclassifieds maîtrise une large gamme de technologies, de services et de solutions propres et dispose d'une expérience lui permettant de développer ses activités dans un contexte national et international.

Le développement des activités de la Société sur ses trois marchés pourrait être accéléré par des acquisitions ciblées en France et en Europe et par des accords stratégiques avec des groupes médias français et européens.

Adenclassifieds entend saisir des opportunités de croissance externe lui permettant de compléter son portefeuille technologique, son offre de produits et services ainsi que son portefeuille clients.

A cet égard, la Société a signé une lettre d'intention en vue de l'acquisition de la société Open Media, spécialiste de la fourniture de solutions Internet destinées aux agents immobiliers (web agency, logiciels de transaction et de publication, etc.). Cette acquisition, dont les principales modalités sont décrites au paragraphe « 5.2.2 - Principaux investissements en cours », permettra à Adenclassifieds de proposer une offre de services globale à ses clients professionnels de l'immobilier.

6.4. PRESENTATION DES MARCHES ET ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Le développement d'Adenclassifieds repose notamment sur le transfert des budgets commerciaux et marketing des annonceurs sur les marchés de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier des médias traditionnels vers le média Internet.

6.4.1. Développement d'Internet en France et en Europe

L'activité d'Adenclassifieds est étroitement liée au développement de l'usage d'Internet en France et en Europe. Cette évolution dépend principalement du taux de pénétration de l'Internet en général et du haut débit en particulier. Par ailleurs, le développement des services multimédia sur mobile donne naissance à un nouveau média pour la diffusion des contenus et services d'Adenclassifieds.

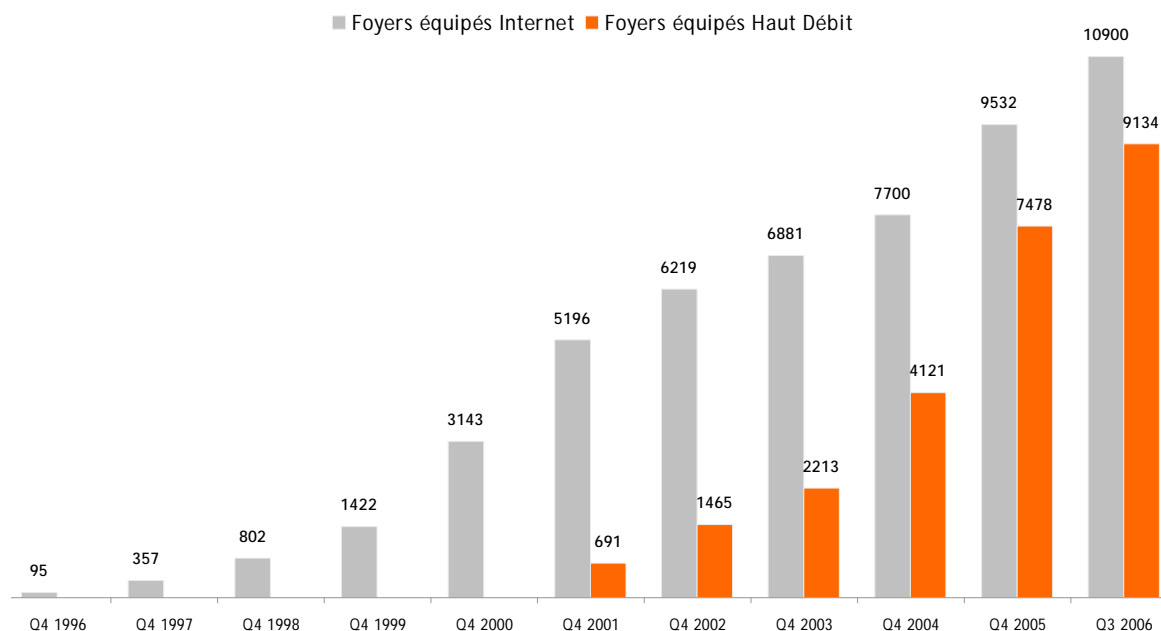
Une forte pénétration de l'accès à Internet en France

De 1997 à 2006, le nombre de foyers français connectés à Internet a été multiplié par plus de 100. Au troisième trimestre 2006, 10,9 millions de foyers (source : Médiamétrie) étaient équipés d'une connexion Internet contre 95.000 foyers au dernier trimestre 1996. La France compte donc au troisième trimestre 2006 plus de quatre foyers sur dix (42,8 %) équipés d'une connexion Internet.

La croissance du nombre d'abonnement Internet est portée par la dynamique commerciale entretenue par les fournisseurs d'accès en particulier sur les offres d'accès à haut débit. Depuis 2004, l'arrivée d'offres de plus en plus compétitives permettant de se connecter à haut débit (offre *triple play*, fort accroissement des débits proposés) a significativement amélioré l'expérience utilisateur avec une meilleure vitesse de navigation et une véritable fluidité d'utilisation.

La France comptait au troisième trimestre 2006 près de 9,1 millions de foyers bénéficiant d'un abonnement haut débit soit plus de 83,8 % des foyers connectés à Internet.

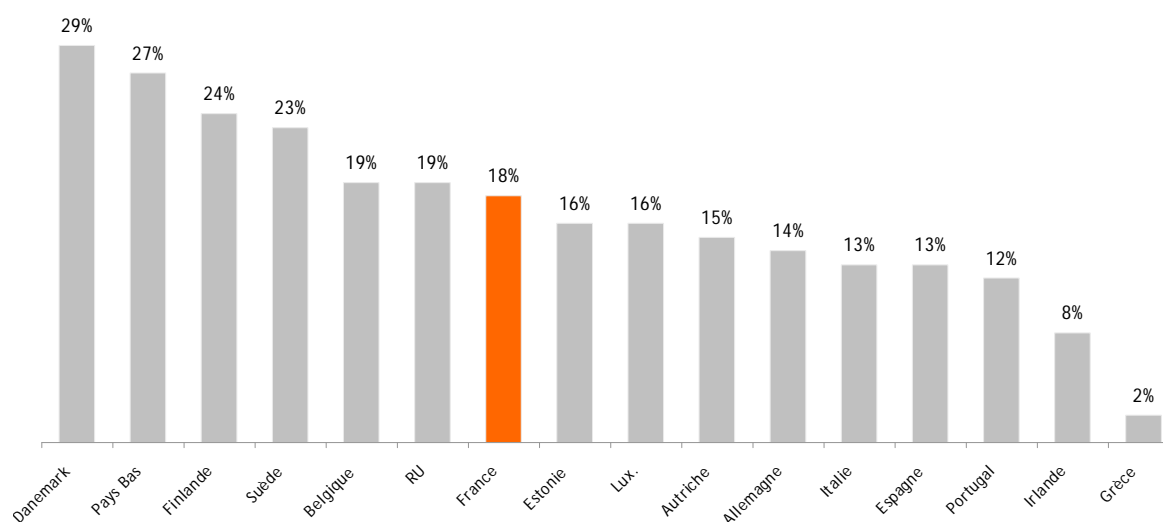
Evolution du nombre de foyers équipés à Internet et au haut débit entre 1996 et 2006 (milliers)



Source : Médiamétrie, NEToriété, deuxième trimestre 2006.

La France affiche un potentiel de croissance au regard du retard sur les principaux pays européens en terme de taux de pénétration du haut débit.

Taux de pénétration du haut débit dans l'Union européenne sur la base de la population totale (octobre 2005)



Source : Services de la Commission des Communautés européennes, sur la base de données COCOM, 2006.

La forte croissance de la pénétration de l'Internet en France a été largement portée par l'accroissement du taux d'équipement en micro-ordinateur des foyers français qui a atteint 52,9 % au troisième trimestre 2006, soit 13,5 millions de foyers équipés d'un ordinateur, contre 45,1 % au troisième trimestre 2004.

Plus d'un Français sur deux est un internaute régulier

Dans ce contexte, la population des internautes n'a cessé de croître. L'Europe compte environ 240 millions d'internautes. En France, au troisième trimestre 2006 plus de la moitié des Français (52,3 %, soit 27,3 millions de personnes) se sont connectés régulièrement à Internet contre 46,9 % au troisième trimestre 2005 et 43,1 % au troisième trimestre 2004 (source : Médiamétrie). Internet est donc devenu un média à part entière, son utilisation étant presque quotidienne pour les trois quarts des internautes français qui se connectent entre cinq et sept jours par semaine (source : www.internet.gouv.fr). Ils n'étaient que la moitié dans ce cas là en 2003.

Porté par le haut débit, le comportement de cette audience a lui-même évolué avec une augmentation significative du temps passé en ligne. D'après une étude réalisée en 2005 par l'institut Mediascope Europe, les Français utilisent Internet plus de 12 heures et 30 minutes par semaine contre une moyenne de 3 heures et 30 minutes en 2003. La France détient d'ailleurs le record en Europe, la moyenne européenne s'établissant à 10 heures par semaine.

La pratique la plus répandue sur Internet est la recherche d'information (78 % des internautes selon l'enquête « Technologies de l'information et de la communication » d'octobre 2005, INSEE).

Une démocratisation progressive de l'Internet

Si les taux d'équipement informatique et de connexion Internet des foyers français restent encore inégaux selon les revenus, il progresse particulièrement pour les foyers à revenus modestes. Le taux de

connexion pour le quart des foyers les plus modestes s'élevait ainsi à 15 % en 2004 contre 2 % en 1999. Ces ménages restent cependant en 2004 trois fois moins connectés à Internet que le quart des foyers les plus aisés (source : INSEE).

Des initiatives récentes ont été engagées par le gouvernement pour accélérer la réduction de cette « fracture numérique » : lancement de l'opération « Internet accompagné » afin de préserver l'égalité des chances et de mettre à disposition du plus grand nombre les technologies de l'information ou encore adoption de la loi sur la confiance dans l'économie numérique étendant la compétence des collectivités territoriales afin de favoriser le déploiement de réseaux dans les communes situées en « zones blanches ».

A ce titre, la Société estime que l'audience des populations non cadres devrait progresser fortement dans les prochaines années et faciliter l'accès de ces populations à Internet comme outil de recherche et de consultation.

	Dispose d'Internet à la maison	Dispose d'Internet haut débit à la maison	A utilisé Internet au moins une fois	A utilisé Internet au cours du dernier mois	<i>Dont internautes utilisant Internet tous les jours ou presque</i>
Ensemble	42,7 %	32,0 %	54,3 %	46,9 %	55,6 %
Actif cadre	77,3 %	55,8 %	93,3 %	90,8 %	71,3 %
Actif employé	44,4 %	33,9 %	62,8 %	50,8 %	54,1 %
Actif ouvrier	33,9 %	24,7 %	44,6 %	34,6 %	37,6 %
Enseignement supérieur	73,3 %	54,8 %	89,4 %	83,6 %	66,3 %
Sans diplôme	19,9 %	15,0 %	23,5 %	18,4 %	43,5 %

Champ : Individus de 15 ans ou plus résidents en France métropolitaine.

Source : Enquête « Technologies de l'information et de la communication » d'octobre 2005, INSEE.

L'Internet mobile comme nouveau support média

L'accès aux contenus et aux services Internet est progressivement devenu possible grâce aux téléphones portables. La France compte 49,82 millions d'abonnés à la téléphonie mobile au 30 septembre 2006, soit un taux de pénétration total de 82,6 % (source : Arcep - Suivi des Indicateurs Mobiles). Sur ce marché, près de 28 % des abonnés avaient utilisé au moins une fois sur le mois d'août 2006 un service multimédia de type Internet mobile (Wap, I-Mode, Vodafone live, Orange World, etc.) ou de type MMS ou e-mail mobile (source : Arcep - Suivi des Indicateurs Mobiles). Le développement de ces services multimédias mobiles est également porté par l'émergence de la téléphonie de troisième génération (2.5 G et 3.0 G), nouvelles technologies de transmission de la voix et des données pour les téléphones portables. Cette évolution technologique assure une forte progression des débits de transferts d'information (voix ou données) et permet le déploiement d'un véritable Internet mobile. A la fin du premier trimestre 2006, les opérateurs mobiles français annonçaient près de 3 millions d'abonnés 3 G.

6.4.2. Développement du marché des annonces classées sur Internet

Le marché des annonces classées a longtemps été considéré comme un secteur mûre réservé aux éditeurs de presse dont les publications étaient le seul véritable support de diffusion disponible. L'émergence du média Internet à la fin des années 1990 comme nouveau mode de diffusion a sensiblement modifié la dynamique sectorielle.

Internet a révolutionné la manière dont les annonces classées sont commercialisées et diffusées, en offrant de nombreux avantages par rapport au support papier. En effet, l'instantanéité (mise à jour en temps réel et disponibilité à tout moment), l'interactivité (descriptif illimité, photo, vidéo) et la hiérarchisation (tri, critères) améliorent de façon significative la recherche de l'utilisateur. Par ailleurs, la possibilité d'atteindre une audience locale, régionale, nationale et internationale augmente sensiblement la visibilité des offres des annonceurs. Les annonceurs ont progressivement intégré ces nouvelles possibilités dans leur stratégie de communication et ont investi de manière croissante dans la publication d'annonces sur Internet, réduisant d'autant leur part d'investissement dans les médias traditionnels.

De plus, le différentiel de prix entre la publication d'annonces « papier » et sur le web, qui peut varier de 1 à 10, rend la différence de rendement entre les médias traditionnels et le média Internet favorable à ce dernier.

Par ailleurs, les technologies utilisées par les médias Internet ont permis aux opérateurs de sites d'annonces classées de se développer au-delà du modèle traditionnel de publication d'annonces grâce à la création de fonctionnalités et de services complémentaires. Cette extension du modèle classique de diffusion d'annonces constitue un vecteur de croissance important pour le secteur (vente de bases de données, conception de sites web, etc.).

Le marché des annonces classées sur Internet bénéficie donc à la fois (i) d'une croissance relative plus importante des budgets des annonceurs affectés à leur communication par Internet par rapport aux médias traditionnels et (ii) du développement de produits et services répondant à de nouveaux besoins des annonceurs. La Société estime donc qu'elle intervient sur un marché en croissance porté par les évolutions favorables de l'usage Internet.

Le marché total des petites annonces en France était estimé par la Société à environ 950 millions d'euros en 2005 dont 852 millions d'euros pour les petites annonces papier (source : IREP). La Société estime que le marché des annonces classées sur Internet représentait près de 10 % du marché total des annonces classées en 2005.

En 2006, la Société estime que le marché des petites annonces classées sur Internet en France sera d'environ 150 millions d'euros en croissance de près de 50 %. La Société estime par ailleurs qu'en 2006 les annonces classées sur Internet représenteront près de 15 % du marché total des annonces classées.

6.4.3. Marché de l'emploi et du recrutement en France

Le développement des activités Emploi d'Adenclassifieds repose sur l'utilisation croissante d'Internet comme pratique en matière de recrutement, sur le basculement progressif de la publication des offres d'emploi des médias traditionnels vers les sites Internet spécialisés et sur la création de nouveaux services.

6.4.3.1. Le marché de l'emploi en France

Le marché de l'emploi correspond à la rencontre entre les candidats, en recherche active ou non, et les recruteurs. L'activité Emploi d'Adenclassifieds consiste notamment à les mettre en relation par l'intermédiaire de ses différents sites Internet Emploi et correspond à une des étapes du processus de recrutement, dite de « *sourcing* », par opposition aux phases d'évaluation et de sélection.

6.4.3.1.1. Les candidats

Selon l'INSEE, la France comptait en 2005 environ 27,6 millions d'actifs (dont 24,9 millions de personnes ayant un emploi et 2,7 millions de chômeurs). On distingue traditionnellement deux segments :

Le marché des cadres et assimilés

La population des « cadres actifs » au sens large, regroupant les dirigeants, les cadres et les professions intermédiaires, est estimée à 7 millions de personnes en France (source : Ipsos Media, Etude « La France des Cadres Actifs » 2006).

La population des cadres au sens strict, en poste dans le secteur privé en France, s'élevait à 2,6 millions fin 2005 (source : APEC).

En termes d'évolution, la part des cadres dans l'emploi salarié a presque triplé en 23 ans (de 1978 à 2001) en passant de 6 à 16 % (source : INSEE).

Le nombre de recrutements de cadres en France a progressé de 16 % en 2005 par rapport à 2004, passant de 147.900 à 171.300 (source : APEC, « Perspectives de l'emploi cadres 2006 », octobre 2006). Cette reprise des recrutements se confirme en 2006 avec une prévision de 178.000 recrutements de cadres, soit une progression de 4 % par rapport à 2005 (estimations de l'APEC, octobre 2006).

Le marché des « non cadres »

Le marché des « non cadres » regroupe l'ensemble de la population active composée des employés, des ouvriers et des non salariés (artisans, commerçants, agriculteurs exploitants, etc.). Cette population s'élève à plus de 20 millions de personnes (source : INSEE). Elle constitue le gisement le plus important pour le marché du recrutement en France. Ainsi, selon l'étude BMO 2006, 1.185.600 intentions d'embauche ont été déclarées en 2005 par les entreprises, dont 61 % dans les secteurs des services.

Les secteurs les plus porteurs en termes d'emploi en 2006 concernent les services aux particuliers et collectivités, la distribution et la vente ainsi que les services administratifs et commerciaux. En dehors de ces secteurs, la construction et les services aux entreprises sont ceux où les établissements sont proportionnellement les plus nombreux à prévoir une hausse d'effectif en 2006 selon le rapport de l'ANPE d'avril 2006 sur les perspectives des entreprises pour 2006. Certains secteurs rencontrent de réelles difficultés de recrutement. Ainsi, dans le secteur des biens d'équipement, 51 % des recrutements sont qualifiés de difficiles, alors que dans le secteur de la construction le taux s'élève à 72 %.

Le marché des non cadres est également caractérisé par l'inadéquation de l'offre et de la demande provoquant des difficultés de recrutement.

6.4.3.1.2. Les recruteurs

Si le marché de l'emploi repose sur l'activité des entreprises privées et des entreprises du secteur public, il fait également intervenir un certain nombre d'intermédiaires, composés essentiellement de cabinets de recrutement, de chasseurs de têtes et de sociétés de travail temporaire :

- *les entreprises privées* : des entreprises du CAC 40 aux TPE (très petites entreprises), le potentiel de recrutement d'environ 2,6 millions entreprises privées françaises (source : INSEE) constitue un large socle de croissance pour les activités Emploi d'Adenclassifieds ;
- *le secteur public* : au-delà des 1.447 entreprises du secteur public déjà utilisatrices d'Internet dans le cadre de leur recherche de collaborateurs (source : INSEE), les autres acteurs publics (Etat, collectivités locales) ont encore une utilisation limitée d'Internet en matière de recrutement. La Société considère néanmoins que ce secteur constitue un futur relais de croissance compte tenu de l'importance du poids du secteur public sur le marché de l'emploi en France ;

- *les cabinets de recrutement et chasseurs de tête* : ces intermédiaires du marché de l'emploi, estimés en 2006 à 1.250 en France (source : www.cercomm.net), sont essentiellement utilisés par les entreprises pour des postes cadres et assimilés. Le chiffre d'affaires de ce secteur est estimé à 450 millions d'euros en 2005 selon l'IRES. Ce secteur est hétérogène et reste peu développé en particulier par rapport au Royaume-Uni ;
- *les sociétés de travail temporaire* : l'intérim est un secteur très concentré en France, dont les trois premières enseignes mondiales (Adecco, Manpower et Vedior) représentent 70 % du marché français (source : PRISME). Avec un chiffre d'affaires ayant atteint 18,4 milliards d'euros en 2004 (soit le deuxième marché mondial après les Etats-Unis), ce secteur compte environ 900 entreprises de travail temporaire (source : IRES). En 2004, l'intérim concernait 2 millions d'actifs en France et 570.000 emplois en équivalent temps plein (source : IRES). La main d'œuvre concernée par l'intérim reste à 92 % composée d'employés et d'ouvriers, contre 6,3 % de professions intermédiaires et 1,5 % de cadres (source : IRES). Par ailleurs, la loi Borloo dite de « programmation pour la cohésion sociale » du 18 janvier 2005, permet à présent aux sociétés de travail temporaire de proposer à leurs clients des prestations de recrutement pour des postes en CDD ou en CDI.

6.4.3.2. Les facteurs d'évolution du marché de l'emploi

6.4.3.2.1. Les facteurs structurels d'évolution du marché de l'emploi

La Société estime que des facteurs structurels d'évolution du marché de l'emploi sont favorables au développement de son activité de publication d'annonces sur Internet :

Evolution de la démographie

La pyramide des âges de la population française et l'évolution de la population active ont des conséquences structurelles directes sur l'état du marché de l'emploi en France. Ainsi, l'arrivée progressive à l'âge de la retraite de la génération du *baby boom* et la stabilité de la population active autour des 28 millions de personnes (source : INSEE, juillet 2006) dans les prochaines années devraient accroître naturellement les besoins en matière de recrutement et le recours aux services d'annonces « emploi ». Si certaines évolutions en cours (réforme des retraites et allongement de l'activité des seniors, politique migratoire, remontée de la fécondité, etc.) apparaissent comme autant de variables d'ajustement pour l'avenir de la population active française, il s'agit d'un phénomène de fond. Ainsi, les besoins en main d'œuvre pour l'Europe à l'horizon 2025 seraient selon l'INSEE de l'ordre de 20 millions d'actifs.

Mobilité croissante des actifs

La mobilité professionnelle constitue une caractéristique croissante de l'évolution structurelle du marché de l'emploi en France. En effet, il est de plus en plus courant qu'un salarié change plusieurs fois d'employeur tout au long de son parcours professionnel.

La « population mobile » se définit comme la population qui a changé d'emploi au cours des six derniers mois, qui est en recherche d'emploi, ou qui a l'intention de changer d'emploi au cours des six prochains mois. Selon l'étude APPEI - TNS Sofres, 26 % de la population active se déclarait mobile en 2005 (soit 17 % de la population française), contre 20 % en 2004.

L'augmentation de la mobilité professionnelle fluidifie le marché de l'emploi en augmentant le nombre de candidats potentiels pour pourvoir les postes recherchés. Les recruteurs doivent ainsi renforcer et diversifier leurs efforts de communication pour faire connaître leurs besoins en matière de recrutement et attirer les meilleurs candidats possibles.

L'activité des sites Emploi sur Internet bénéficie et même contribue à cette augmentation de la mobilité des actifs, en apportant plus de transparence et de fluidité sur le marché de l'emploi. Cet effet est particulièrement visible sur les jeunes générations arrivant sur le marché de l'emploi.

Ce phénomène est encore plus fort dans la population des dirigeants, des cadres et des professions intermédiaires, la mobilité augmentant avec le niveau de responsabilité. Ainsi, selon l'étude « La France des Cadres Actifs 2006 » menée par Ipsos Media, même si l'ancienneté moyenne des « cadres actifs » en France dans leur poste actuel reste égale à un peu plus de 6 ans, près d'un cadre actif sur deux se déclare attentif aux opportunités ou en recherche active. Selon cette même étude, 48 % des cadres actifs ont trouvé leur emploi actuel en ayant saisi une opportunité alors qu'ils n'étaient pas en recherche active.

6.4.3.2.2. Les facteurs conjoncturels d'évolution du marché de l'emploi

Un certain nombre de facteurs conjoncturels viennent traditionnellement impacter le marché de l'emploi et du recrutement. Les principaux facteurs conjoncturels influençant le marché de l'emploi et du recrutement sont la croissance économique et l'évolution du chômage.

Croissance économique

Le marché de l'emploi a ainsi bénéficié de l'accélération du produit intérieur brut en France et a entamé un redressement depuis le deuxième semestre 2005. Les créations d'emplois au deuxième trimestre 2006 n'ont jamais été aussi soutenues depuis le troisième trimestre 2001. Avec un taux de croissance du produit intérieur brut pour 2006 estimé à environ 2 %, l'INSEE prévoit près de 200.000 créations d'emploi en France, contre 99.000 en 2005.

Evolution du chômage

La France a connu une diminution progressive du chômage, qui est passé de 10,1 % de la population active en 2005 à 8,8 % de la population active en 2006 (source : INSEE, octobre 2006). Une diminution du chômage est de nature à augmenter les tensions en matière de recrutement pour les employeurs. Il apparaît ainsi de plus en plus difficile de trouver un candidat correspondant au profil recherché dans certains secteurs d'activité. Dans ce contexte, les recruteurs ont besoin de faire connaître leurs besoins et d'accroître leur notoriété auprès des candidats pour pourvoir le plus rapidement possible les postes vacants et attirer les meilleurs profils.

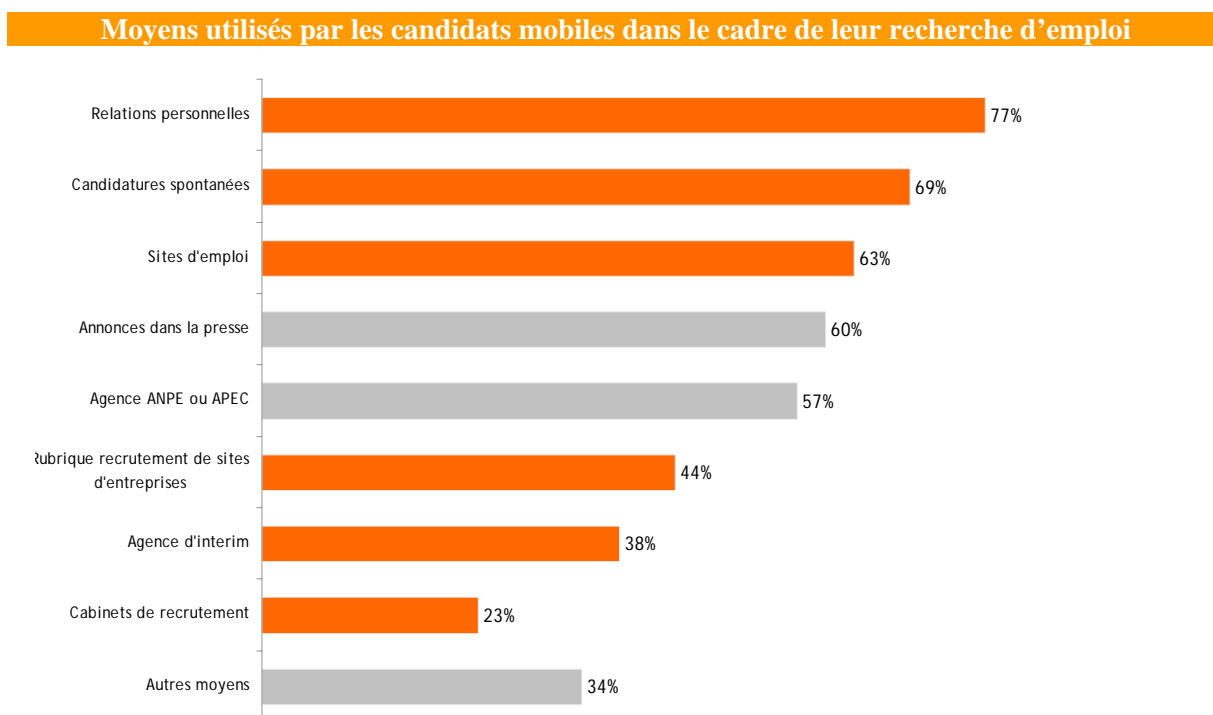
La Société estime, sur la base de l'expérience passée, que dans un contexte conjoncturel moins favorable, le basculement des budgets investis en annonces d'emploi des médias traditionnels vers le média Internet s'accélérerait compte tenu du rapport efficacité/coût nettement en faveur du média Internet.

6.4.3.3. Evolution des pratiques en matière de recrutement et de recherche d'emploi en France

L'activité des sites Emploi sur Internet bénéficie des évolutions des pratiques en matière de recrutement et notamment du recours aux produits de publication d'offres d'emploi et de mise en avant sur Internet, ainsi qu'aux services de base de données de CV et de cooptation en ligne.

6.4.3.3.1. Les pratiques de recrutement et de recherche d'emploi en France

Dans le cadre de leur recherche d'emploi, les candidats « mobiles » déclarent cumuler différents moyens de recherche complémentaires.



Source : APPEI – TNS SOFRES, janvier 2006.

Note : Les segments sur lesquels Adenclassifieds offre des solutions de recherche d'emploi sont en orange.

La recherche de candidats effectuée par les recruteurs revient donc à mixer ces différents outils pour être le plus efficace possible. Ainsi, aux méthodes traditionnelles utilisées par les entreprises pour recruter (presse, ANPE, APEC, etc.), Internet (avec les sites Emploi et les rubriques « recrutement » des sites d'entreprises) s'est progressivement imposé depuis la fin des années 1990, en accélérant et en facilitant la rencontre entre l'offre et la demande.

Les entreprises ont ainsi désormais largement recours aux sites Emploi pour publier leurs offres d'emploi, consulter des bases de données de CV ou développer leur propre rubrique « emploi / ressources humaines » sur leur site pour recueillir les candidatures spontanées.

De telles pratiques se sont d'abord rapidement imposées sur le marché des cadres et assimilés, compte tenu de l'audience initiale d'Internet orientée vers les catégories dites « CSP+ ». Par la suite, de plus en plus de foyers français se sont connectés à Internet, facilitant ainsi le recours aux sites Emploi pour trouver tout type de poste.

Par ailleurs, la Société estime que le développement des réseaux sociaux sur Internet et des sites de cooptation en ligne devrait contribuer au développement de l'activité des sites Emploi sur Internet.

Enfin, la téléphonie mobile constitue un nouvel outil de recrutement à la disposition des employeurs pour diffuser rapidement leurs offres d'emploi à un nombre important de candidats répondant à des critères ciblés.

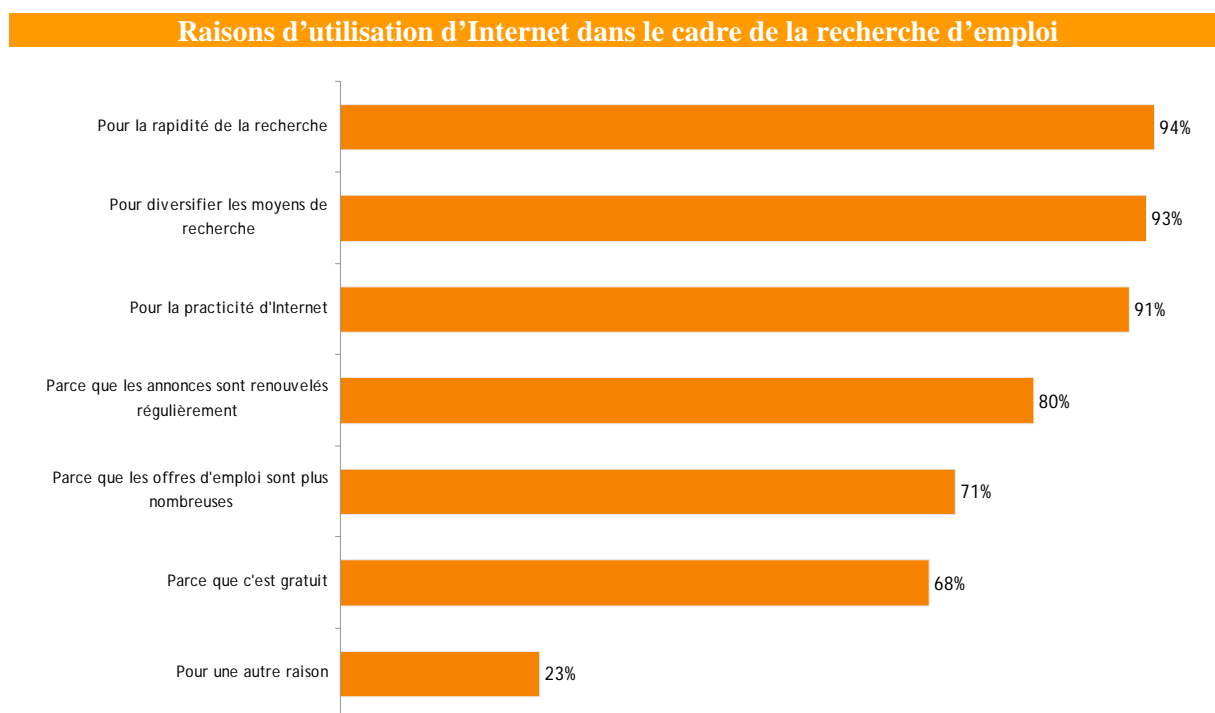
6.4.3.3.2. Utilisation croissante d'Internet comme moyen de recrutement

Internet : un média qui facilite le processus de recrutement

Les nouvelles technologies d'information constituent des supports de plus en plus appréciés par les recruteurs dans le cadre du processus de recrutement. En effet, les nombreux avantages offerts par Internet par rapport aux méthodes traditionnelles de recrutement séduisent un nombre croissant d'employeurs.

Le média Internet permet en effet de diffuser de l'information de manière décentralisée à une audience très large (niveau local, régional, national, voire international) et en temps réel. Ce média permet de réduire les délais et l'intermédiation des contacts entre recruteurs et candidats. L'instantanéité (mise à jour en temps réel et disponibilité à tout moment), la hiérarchisation (moteur, tri, critères) et l'interactivité (alertes e-mail, liens hyperactifs, logos, images) qu'offre Internet améliorent de façon significative la recherche des utilisateurs.

Les candidats utilisant ou souhaitant utiliser Internet dans leur recherche d'emploi plébiscitent ainsi la rapidité de recherche (94 %), la diversification des moyens (93 %) et la praticité d'Internet (91 %).



Source : APPEI – TNS SOFRES, janvier 2006.

La gratuité de l'accès aux sites Emploi pour les candidats et le coût attractif des services en ligne proposés aux recruteurs constituent un autre avantage d'Internet dans un processus de recrutement. Avec un rapport moyen de 1 à 10 entre le prix d'une offre d'emploi sur Internet et le coût de publication d'une annonce dans la presse, de nombreux employeurs ont été convertis au « e-recrutement ». Grâce aux sites de recrutement, certains acteurs ont pu avoir recours pour la première fois à un média « de masse » pour recruter, d'autres ont augmenté le nombre d'offres d'emploi diffusées.

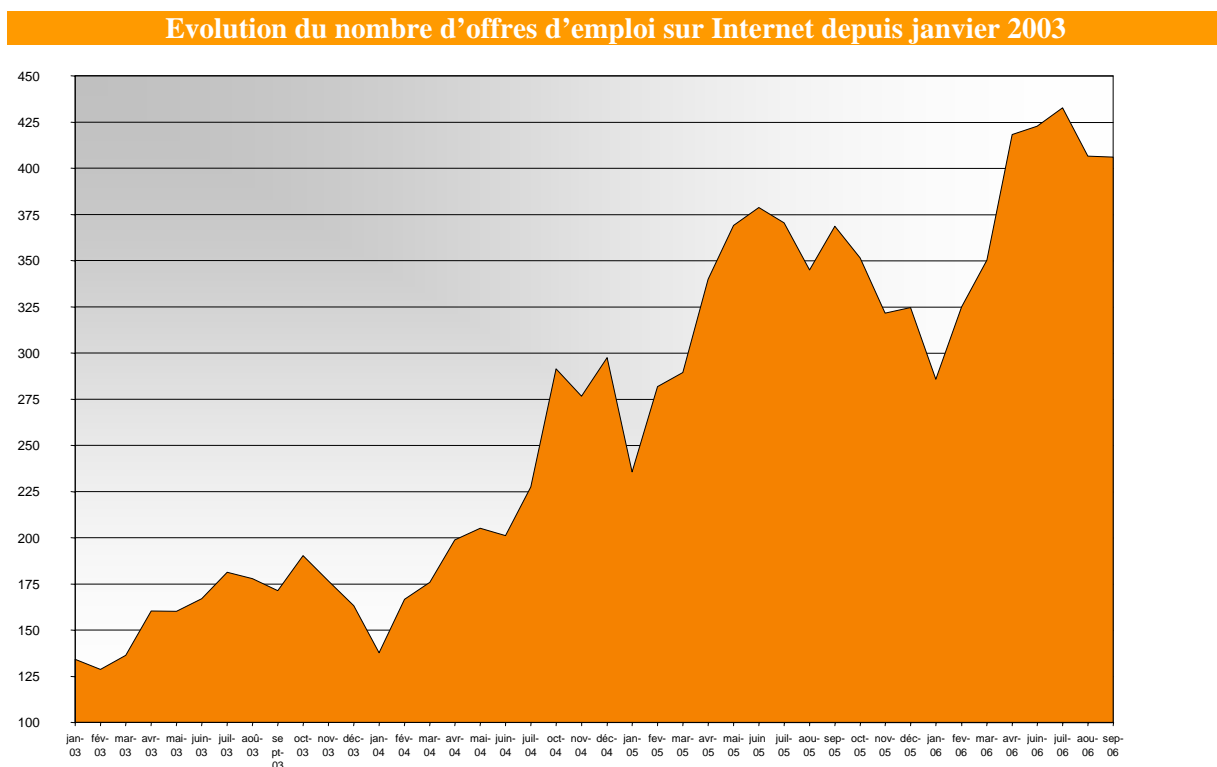
Développement croissant des rubriques « emploi/ressources humaines » sur les sites des entreprises

Sur les 1.000 premières entreprises françaises en terme de chiffre d'affaires, 93 % disposent en 2006 d'un site Internet (contre 69 % en 2001), 68 % d'une rubrique « emploi/ressources humaines » sur leur site (contre 32 % en 2001) et 38 % d'entre elles collectent les CV sur leur site (contre 11 % en 2001).

Cette étude, menée en interne par la Société depuis 6 ans, illustre l'évolution rapide des pratiques des entreprises en matière de recrutement sur Internet, la nécessité pour ces recruteurs de référencer leurs rubriques « emploi/ressources humaines » et de communiquer sur les sites Emploi afin d'attirer les meilleurs candidats.

Forte progression du nombre d'offres d'emploi diffusées sur Internet

Le nombre d'offres d'emploi diffusées sur Internet n'a cessé de progresser depuis l'apparition de ce nouveau média. « L'indice Internet Keljob », fondé sur l'analyse mensuelle de près de 200 sites, est ainsi passé de 134.122 offres d'emploi publiées en janvier 2003 (date de la création de cet indice) à 405.966 en septembre 2006.



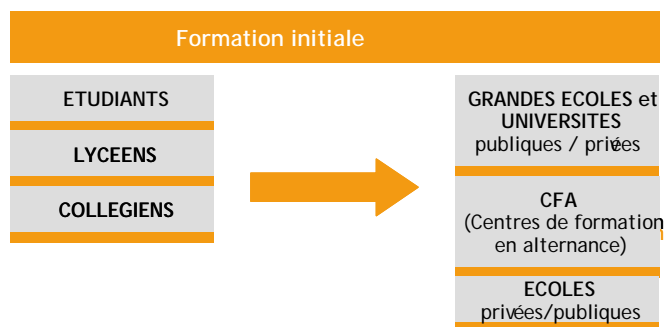
Source : Adenclassifieds.

6.4.4. Marché de la formation en France

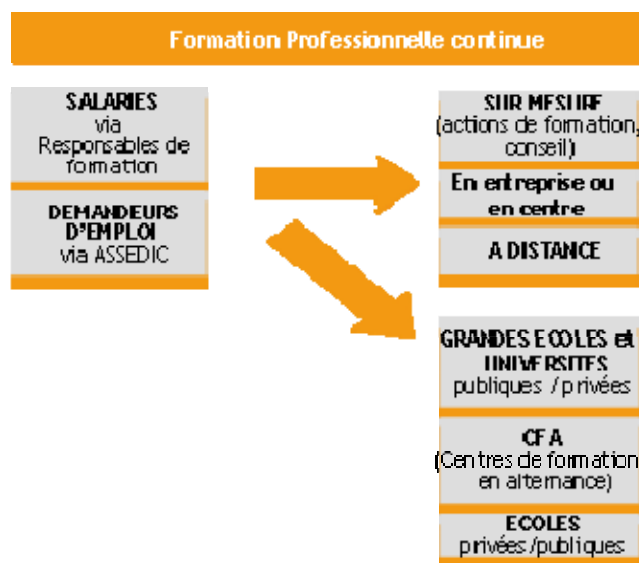
6.4.4.1. Evolution du marché de la formation

Le marché de la formation comporte deux principaux segments :

- *la formation initiale* : elle regroupe le système éducatif à destination des élèves et étudiants préparant l'accès au marché de l'emploi (formations courtes ou longues, professionnalisantes ou en alternance) ;



- *la formation professionnelle continue* : elle est destinée aux salariés des entreprises privées et publiques et aux demandeurs d'emploi. Elle regroupe des actions variées : adaptation au poste de travail, amélioration des compétences professionnelles, formations certifiantes ou diplômantes, etc.



La formation initiale

Les dépenses d'éducation en France

Le marché de la formation initiale en France s'inscrit dans les dépenses d'éducation publique et privée pour l'ensemble des niveaux d'éducation qui représente 6,1 % du PIB (contre 5,8 % pour la moyenne des pays de l'OCDE). Les dépenses de sources publiques en représentent plus de 92 %.

Les dépenses effectuées au titre des établissements de l'enseignement supérieur représentent quant à elles 1,1 % du PIB (contre 1,4 % pour la moyenne des pays de l'OCDE).

L'essentiel du marché de la formation initiale sur lequel se concentre Adenclassifieds regroupe les établissements d'enseignement supérieurs, les centres de formation en alternance et les opérateurs de cours par correspondance (source : www.oecd/edu/eag2005).

Les acteurs du marché de la formation initiale

Le tableau ci-après présente la répartition des étudiants par type de structure :

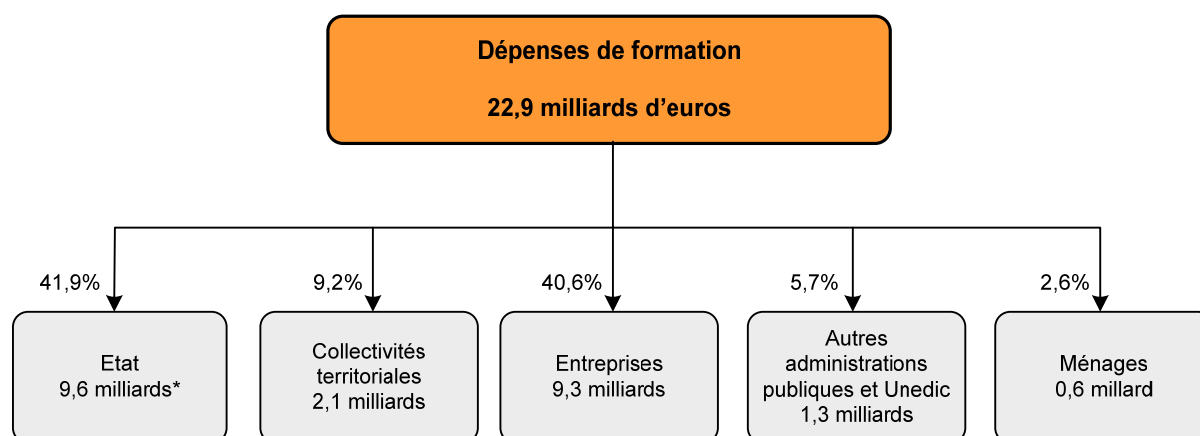
Structure d'enseignement supérieur	Nombre d'étudiants inscrits
Universités	1.286.000
Instituts Universitaires de Technologie (IUT)	118.000
Institut Universitaire de Formation des Maîtres	84.000
Classes supérieures	318.000
Ecoles d'ingénieurs	63.500
Autres	290.500

L'enseignement supérieur en France s'organise autour des 82 universités, trois instituts nationaux polytechniques, 112 IUT, des écoles d'ingénieurs, des unités de recherche et de formation, 30 IUFM, quatre écoles normales supérieures, les lycées publics accueillant les classes préparatoires aux grandes écoles et les sections STS ainsi que les différentes écoles publiques ou privées d'ingénieurs, de commerce, d'administration, d'art ou du secteur médical ou paramédical.

Les blocs d'enseignement du premier et second cycle sont équivalents d'une université à l'autre et sont assez peu concurrentiels. Par contre, les diplômes courts, les formations en alternance, les écoles privées, les troisièmes cycles et les diplômes spécialisés font l'objet de différenciation et donc d'une forte concurrence dans le recrutement d'étudiants, obligeant les établissements à communiquer fortement.

La formation professionnelle continue

Le marché de la formation professionnelle continue a été estimé à 22,9 milliards d'euros (source : XERFI 2005). Cette estimation intègre le coût des prestations de formation mais aussi la rémunération, l'hébergement et le transport des stagiaires pendant la durée de la formation. Ce marché se répartit de la manière suivante :



* 5 milliards sont dédiés à la formation des agents de la fonction publique.

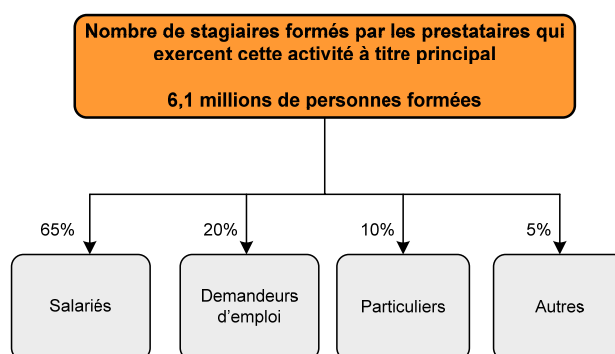
Source : Etude XERFI 2005 sur la formation professionnelle.

Selon l'étude XERFI 2005 sur la formation professionnelle, on dénombre plus de 45.000 prestataires dans la formation professionnelle qui réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 8 milliards d'euros. Le marché de la formation professionnelle est très atomisé et se caractérise par une multitude de prestataires (organismes publics, parapublics, structures privées, Etat, régions, etc.). Plus de

9.000 organismes exercent une activité de formation à titre principal et réalisent un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros constituant le principal marché sur lequel intervient Adenclassifieds.

Le marché des acteurs privés de la formation professionnelle est fortement concurrentiel et composé essentiellement de petits organismes. La différenciation et l'approche commerciale constituent des facteurs clés de succès sur ce marché.

Les organismes qui exercent la formation à titre principal forment aujourd'hui plus de 6,1 millions de stagiaires de profils différents :



Source : Etude XERFI 2005 sur la formation professionnelle.

Note : Ces chiffres ne font pas la distinction entre la formation interne effectuée au sein des administrations publiques, des entreprises et externe.

Le marché de la formation professionnelle continue bénéficie d'une certaine stabilité grâce à un contexte réglementaire favorable. Depuis la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant sur l'organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, complétée par la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 sur la formation professionnelle (le DIF), chaque entreprise est soumise à une obligation de formation de ses salariés qui se traduit par un pourcentage minimum de la masse salariale à consacrer à ses actions de formation sur une base annuelle. A défaut, l'entreprise doit payer ce montant à des organismes collecteurs. Les barèmes fixés par la loi sont les suivants : 0,55 % de la masse salariale annuelle brute pour les entreprises de moins de dix salariés et 1,6 % pour les entreprises de plus de dix salariés.

6.4.4.2. Principaux facteurs influençant le marché de la formation

Au niveau de la formation initiale, la baisse structurelle du financement public oblige les écoles supérieures de commerce et d'ingénieur à diversifier leurs sources de financement. Celles-ci se développent dans la formation professionnelle continue en créant des programmes spécifiques à destination des salariés. Les écoles supérieures de commerce et d'ingénieurs se positionnent alors en concurrence aux centres de formation privés profitant de la dynamique de ce marché.

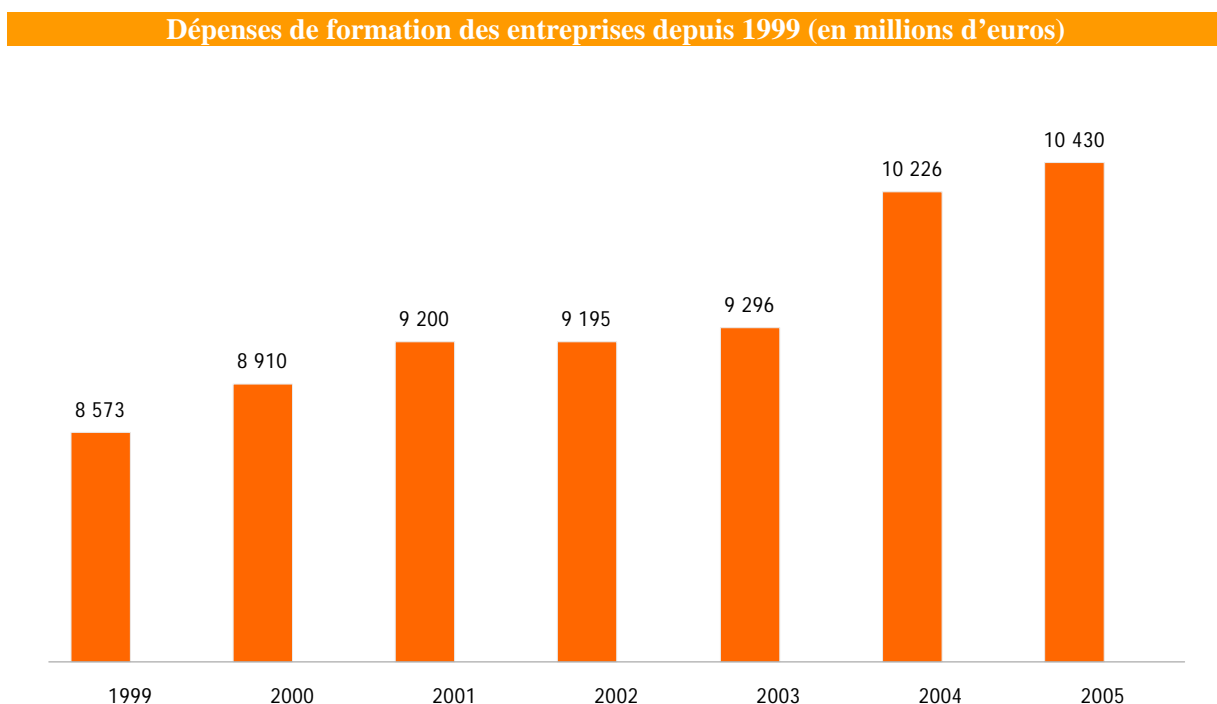
Les salariés ont un rôle croissant en tant que prescripteurs auprès des responsables de formation des entreprises dans le choix des prestataires et des programmes de formation souscrits. Cette évolution est portée par l'apparition du concept de formation tout au long de la vie organisé par des réformes législatives récentes (validation des acquis de l'expérience (VAE), droit individuel à la formation (DIF), périodes de professionnalisation) et également par le souci d'employabilité des salariés.

La Société considère que l'environnement du marché de la formation devrait être très favorable en raison des éléments suivants :

Une augmentation de la participation des entreprises dans la formation

L'accroissement de la compétitivité de l'entreprise inscrit de plus en plus le développement des compétences des salariés comme un facteur clé de succès.

Selon des données provisoires du CEREQ, la participation des entreprises de plus de dix salariés dans la formation est passée de 2,88 % à 2,99 % de la masse salariale entre 2003 et 2004. Cette évolution est illustrée par la croissance des dépenses de formation des entreprises qui ont augmenté de 22 % depuis 1999 :



Source : DARES, Etude XERFI 2005.

Un contexte législatif porteur : la loi sur la formation professionnelle du 4 mai 2004

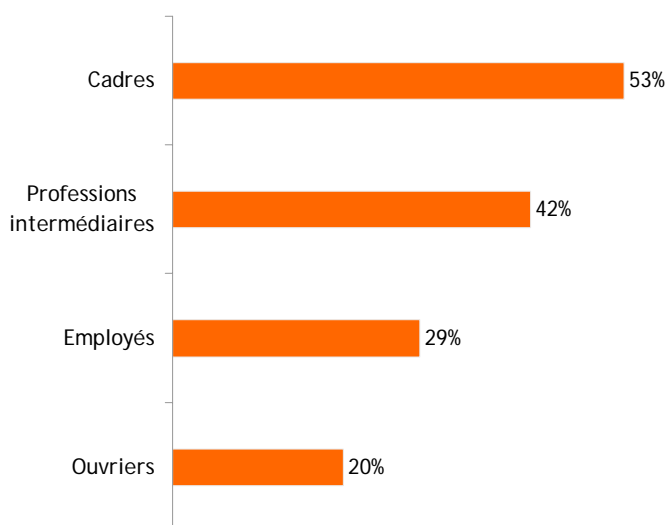
La réforme de la formation professionnelle par la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 implique une contribution plus forte des entreprises. Cette évolution est particulièrement notable dans les petites structures puisque leur obligation légale en matière de financement est passée de 0,4 % à 0,55 % de la masse salariale.

Par ailleurs, la Société estime que la mise en place par cette même loi du DIF (Droit Individuel à la Formation) devrait constituer un facteur important de croissance du marché de la formation. Aux termes de cette loi notamment, chaque salarié dispose en effet à son initiative d'un droit individuel à la formation de 20 heures par an. Dans ce contexte, les salariés devraient être amenés à gérer activement leur formation professionnelle, généralement en collaboration avec les services des ressources humaines de leur entreprise.

Cette mesure élargit le marché des personnes à former puisqu'elle s'adresse à tous les salariés du secteur privé. Plus de 22 millions de salariés sont concernés par ce dispositif (source : INSEE, Enquête Emploi 2006).

En effet, selon un sondage du CSA effectué en mars 2005 auprès d'un échantillon représentatif de 629 salariés, seul un salarié du privé sur cinq déclarait avoir suivi une formation en 2004. Ces inégalités sont d'autant plus importantes en fonction des catégories socioprofessionnelles.

Taux d'accès à la formation en fonction du statut



Source bilans pédagogique et financier : étude DARES, 2003.

Afin d'attirer un maximum de candidats, les organismes de formation devraient accroître leur politique de marketing et varier les supports (salons professionnels, presse spécialisée ou généraliste, Internet) afin de communiquer efficacement tant auprès des entreprises que des salariés.

6.4.4.3. *Evolution des pratiques de communication des organismes de formation*

Sur un marché très concurrentiel, la communication constitue l'un des facteurs clés de réussite. Les organismes de formation ont longtemps privilégié l'accès à l'acheteur final (le responsable de formation) par l'envoi de catalogues papier, par la présence à des salons et par de la communication dans la presse spécialisée.

Le mode de diffusion des sessions de formation sur Internet offre de nombreux avantages par rapport aux supports traditionnels de diffusion. Un des avantages essentiels du média Internet pour les organismes de formation est qu'il permet de se substituer aux canaux de communication traditionnels en s'adressant directement aux salariés prescripteurs dans le choix de leur formation.

La Société estime qu'il n'existe pas d'étude fiable permettant d'avoir une vision précise du marché de la communication des organismes de formation.

Avantages d'Internet pour l'organisme de formation :

- ciblage de l'audience ;
- actualisation et adaptation des sessions en fonction des demandes ;
- coûts marketing inférieurs ;
- élargissement de l'audience par un accès direct au salarié ;
- optimisation de la gestion des inscrits.

Avantages d'Internet pour le stagiaire :

- hiérarchisation des critères de recherche ;
- critères de sélection plus fins pour améliorer la pertinence de la recherche ;

- accès à une quantité d'offres supérieure ;
- démocratisation de l'accès à l'information sur la formation.

Internet : Un rôle croissant dans la stratégie de commercialisation des organismes

Selon l'étude réalisée en mai 2004 par la Fédération de la Formation Professionnelle, le centre Inffo et A3 Formation auprès de 200 centres de formation, 55 % des centres de formation estiment qu'Internet joue un rôle « moyen » ou « fort » dans leur stratégie de commercialisation, 67 % des sondés estiment que ce rôle devrait s'accroître.

Les services les plus appréciés par les organismes de formation sont :

- une recherche multicritères pour accéder au stage souhaité ;
- une mise à jour des dates de programmation de moins de trois mois ;
- une possibilité de se pré-inscrire à un stage sur le site ;
- la fourniture de contenu sur les métiers, les pratiques pédagogiques, le marché.

Internet : un média qui facilite l'accès à l'information pour tous

La complexité des dispositifs de formation en France ainsi que le manque d'information sur les droits font d'Internet un outil efficace d'accès à l'information.

Selon un sondage Ifop réalisé en mars 2006, plus de deux salariés sur trois (68 %) souhaiteraient bénéficier d'une formation. Principales motivations : développer leurs compétences personnelles (maîtrise d'une langue étrangère, 25 % des réponses), changer d'entreprise ou de secteur d'activité (16 %), progresser en interne (15 %) et avoir un meilleur salaire (13 %). Cependant, plus de la moitié d'entre eux (55 %) affirment que la principale difficulté rencontrée est le manque d'information sur leurs droits en matière de formation. Selon la même étude, 47 % des personnes interrogées estiment que l'information sur la formation ne circule pas assez au sein de l'entreprise. L'usage croissant d'Internet et les sites dédiés à la formation peuvent apporter une vraie solution à ce besoin d'information.

Au niveau de la formation initiale, les besoins en information sur l'orientation de la population étudiante augmentent également compte tenu de la complexité de l'offre (perte de référentiels suite à la réforme Licence-Master-Doctorat, arrêtés d'avril 2002) et de l'allongement de la durée des études.

6.4.5. Marché de l'immobilier résidentiel

Le développement des activités immobilières d'Adenclassifieds repose sur l'utilisation croissante d'Internet comme moyen de diffusion des annonces immobilières et plus généralement comme média d'information sur l'immobilier et l'habitat ainsi que sur la part croissante des budgets communication des professionnels de l'immobilier neuf et ancien consacrés au média Internet et aux services connexes.

6.4.5.1. Le marché de l'immobilier résidentiel en France

6.4.5.1.1. Organisation et évolution du marché de l'immobilier résidentiel en France

Le marché de l'immobilier résidentiel regroupe les ventes et les locations dans le neuf et l'ancien. Selon la FNAIM, le nombre total de transactions de ventes dans l'ancien et dans le neuf s'est établi à près de 750.000 en 2005 (625.000 ventes de logements anciens et 121.500 ventes de logements neufs).

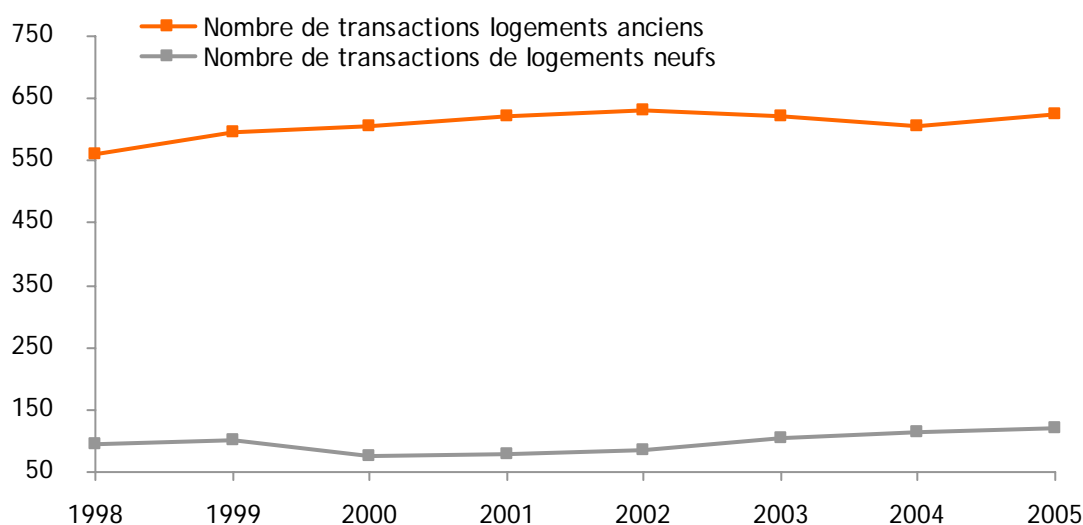
Entre 1995 et 2005, le nombre global de transactions a augmenté de 47 %. Selon la FNAIM, ce nombre est resté relativement stable sur la période 2000-2005, soit entre 600.000 et 630.000 transactions par an dans l'ancien et entre 75.000 et 120.000 dans le neuf.

Sur le marché de l'immobilier ancien, l'année 2006 marque un certain ralentissement de la hausse des prix puisqu'ils ne devraient progresser que de 6 % au niveau national contre environ 10 % en 2005 et plus de 12 % entre 2002 et 2004 selon l'étude BIPE/Empruntis.com de septembre 2006.

Les transactions dans l'immobilier neuf ont atteint en 2005 121.500 transactions (source : Le Nouvel Observateur, août 2006). Pour 2006, les ventes devraient se situer dans une fourchette comprise entre 115.000 et 120.000 ventes (source : Fédération des Promoteurs Constructeurs (FPC), septembre 2006). Le marché de l'immobilier neuf devrait continuer à progresser au cours des prochaines années compte tenu de la pénurie de logements neufs et de la prise en compte par le gouvernement de la nécessité d'accroître le parc d'habitations disponibles, incité en ce sens par les différents dispositifs d'investissement locatif, type Robien recentré ou encore Borloo populaire.

Selon l'Observatoire du marché locatif de la FNAIM (septembre 2006), le marché locatif en 2006 est mitigé. En effet, 44 % des professionnels de l'immobilier considèrent qu'il est moins dynamique qu'en 2005. L'offre locative étant supérieure à la demande en raison notamment du coût trop élevé des loyers, la majorité des professionnels s'accorde sur une tendance à la stabilité des loyers et anticipent une augmentation du taux de vacance.

Nombre de transactions dans l'immobilier ancien et neuf



Source : XERFI, DAEI, FNAIM.

Le marché de l'immobilier s'organise autour des professionnels de l'immobilier neuf et ancien d'une part et du marché de particuliers à particuliers d'autre part. En 2005, 45 % des transactions immobilières ont été réalisées par des professionnels de l'immobilier et 55 % directement entre particuliers (source : Observatoire CLAMEUR, octobre 2006).

Le marché des agences immobilières est très atomisé avec un nombre d'agences estimé à plus de 25.000 (source : Wanadoo Data, septembre 2006). Ce marché se divise ainsi entre les grands réseaux de franchisés qui représentent environ 18 % du nombre d'agences en France et une multitude d'agences indépendantes ou locales représentant environ 82 % de ces agences. Par ailleurs, les 3.423 administrateurs de biens et les 6.185 notaires exercent également une activité d'intermédiaires sur le marché de l'immobilier. Le nombre total de points de vente immobiliers s'élève ainsi à environ 35.000 en septembre 2006 (source : Wanadoo Data, septembre 2006).

Le marché de l'immobilier neuf est constitué de promoteurs immobiliers, de constructeurs et d'organismes en charge de la commercialisation des programmes. Ce secteur est particulièrement fragmenté avec plus de 800 promoteurs en France, dont les quinze plus importants réalisent plus de 60 % du chiffre d'affaires total (source : FPC 2005).

La clientèle des promoteurs est composée en partie d'accédants à la propriété et d'investisseurs. En 2005, ces derniers ont réalisé plus de 50 % des transactions dans l'immobilier neuf (source : FPC 2005).

6.4.5.1.2. Un environnement favorable

Le marché de l'immobilier est marqué par un déséquilibre structurel entre la demande et l'offre. Malgré des prix élevés, la demande reste soutenue. Le besoin croissant de logements neufs ou anciens persiste. Cette tendance est portée par des raisons d'ordre sociologique et démographique telles que le nombre croissant de ménages célibataires et de familles monoparentales, l'augmentation de la population des personnes âgées ou encore l'accélération des migrations intérieures. Ces différents facteurs confortent la demande élevée tant pour la résidence principale que pour l'investissement locatif.

Par ailleurs, le marché de l'immobilier est actuellement soutenu par le niveau des taux d'intérêt et l'allongement de la durée d'emprunt. Le mouvement actuel de hausse des taux d'intérêt pourrait conduire à un ralentissement du marché immobilier dans la mesure où le recours à l'endettement serait plus limité.

Dans ce contexte, on constate depuis le début de l'année 2006 un allongement du délai de transactions et du taux de vacance sur le marché de la location. Dès lors, les besoins en communication des professionnels et des particuliers se sont accrus les amenant à utiliser de façon plus régulière les différents médias, et plus particulièrement Internet, à leur disposition pour faire la promotion de leurs biens ou de leur marque.

6.4.5.2. Evolution des pratiques en matière de support de diffusion d'annonces : avantage de l'utilisation d'Internet comme mode de diffusion

Historiquement, la presse a toujours été le support de communication de prédilection des professionnels et des particuliers pour vendre ou louer leurs biens immobiliers. Journaux quotidiens nationaux et régionaux, presse spécialisée et gratuite ont longtemps été utilisés pour offrir une plus grande visibilité aux annonceurs et proposer une centralisation de l'offre sur un support unique pour les acheteurs ou futurs locataires.

Le développement rapide d'Internet et le mode de diffusion des annonces sur les sites immobiliers offrent de nombreux avantages à l'internaute. En effet l'instantanéité (mise à jour en temps réel et disponibilité à tout moment), la centralisation des offres disponibles, la hiérarchisation (tri, critères) et l'interactivité (photo, vidéo) qu'offre Internet améliorent de façon significative la recherche de l'internaute.

Le développement rapide d'Internet et l'émergence de sites immobiliers dédiés depuis la fin des années 1990 offrent également aux annonceurs un nouveau support interactif de rencontre entre l'offre et la demande immobilière. Particuliers et professionnels du secteur (agences immobilières indépendantes, réseaux immobiliers, administrateurs de biens, promoteurs, notaires) peuvent publier leurs annonces sur des sites spécialisés et diffuser leurs biens en les valorisant grâce aux fonctionnalités d'Internet (photos, plan de localisation, logo, visites virtuelles). Le média Internet offre ainsi une large visibilité aux annonces en touchant un public étendu, en supprimant les frontières géographiques et temporelles (média gratuit accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 partout dans le monde) fluidifiant ainsi la rencontre entre l'offre et la demande. Internet permet aussi aux annonceurs de bénéficier d'une qualification plus forte de leurs contacts, due à la valeur ajoutée intrinsèque de ce

média. Les professionnels de l'immobilier profitent ainsi de la puissance du média Internet pour exposer leur marque, leur savoir-faire, leur notoriété et développer ainsi leur activité à travers la conquête de nouveaux mandats.

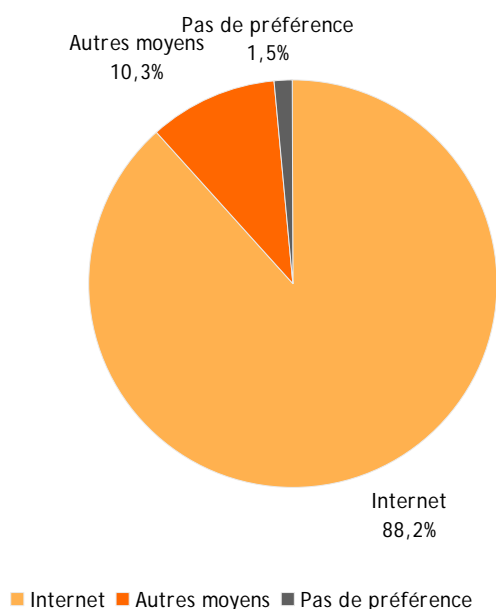
De plus, avec un rapport d'environ 1 à 10, le différentiel de tarifs de publication par rapport aux médias traditionnels a constitué un élément déterminant dans le développement rapide de ce nouveau mode de diffusion des annonces immobilières.

La part croissante des internautes utilisant Internet pour rechercher un logement soutient le dynamisme des annonces immobilières sur Internet par rapport aux supports papier.

Selon l'Enquête Médiamétrie parue en octobre 2006, au deuxième trimestre 2006, parmi les 26,7 millions d'internautes français, 4,3 millions ont consulté des annonces immobilières sur Internet.

Internet se positionne ainsi comme un média leader sur la consultation d'annonces immobilières. Le graphique ci-après illustre la répartition des modes de consultations des annonces immobilières.

Moyens préférés par les internautes pour la consultation des annonces immobilières



Source : Enquête Médiamétrie, les 30 chiffres de l'immobilier, septembre 2006.

La croissance des sites immobiliers est portée par plusieurs facteurs :

- la Société estime que plus de 35 % des contacts des professionnels de l'immobilier ont été générés à travers la diffusion d'annonces sur Internet en 2005 tandis que, parallèlement, la part du budget communication d'une agence immobilière réservée à Internet représentait moins de 10 % en moyenne du montant total de ses investissements publicitaires ;
- en ce qui concerne plus particulièrement l'immobilier neuf, les promoteurs pré-commercialisent tout ou partie de leurs programmes en ligne. Ils recherchent donc de plus en plus de clients potentiels à travers Internet (sites propres, portails spécialisés, référencement sur les moteurs de recherche). Cette tendance est renforcée depuis quelques années par la part croissante des investisseurs français et étrangers sur l'ensemble des produits commercialisés par la promotion immobilière. Pour certains promoteurs, l'utilisation d'Internet représente aujourd'hui un outil incontournable dans la mesure où la Société estime entre 30 et 50 % la part des prospects qui en sont issus (source : Adenclassifieds).

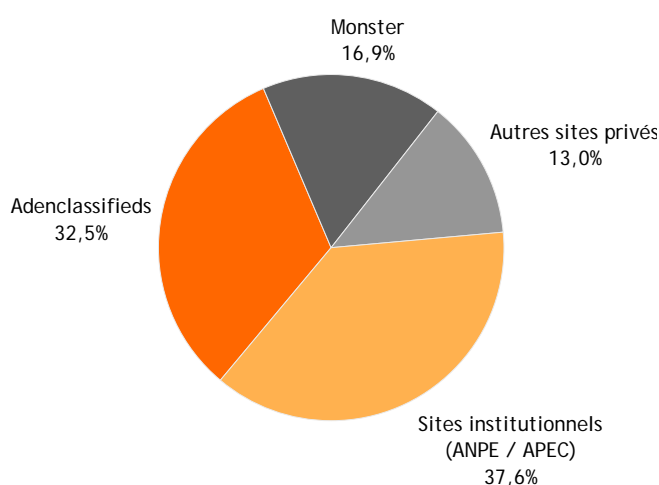
6.4.6. Environnement concurrentiel

Adenclassifieds est présent sur les marchés de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier sur Internet et estime n'avoir aucun concurrent présent simultanément sur ces trois marchés.

6.4.6.1. Le marché des annonces d'emploi sur Internet

Les sites d'emploi privés se sont développés très rapidement à la fin des années 1990. En 2000, il existait une vingtaine de grands sites généralistes. Après un phénomène de consolidation lié à des acquisitions, des rapprochements, voire des disparitions, le marché s'est fortement concentré permettant à Adenclassifieds de capter au 30 septembre 2006 32,5 % de l'audience du secteur en France contre 16,9 % pour son concurrent direct Monster. Les deux acteurs institutionnels gratuits (ANPE et APEC) captent 37,6 % de l'audience, le solde de 13 % se répartissant entre les autres acteurs du secteur (source : Médiamétrie).

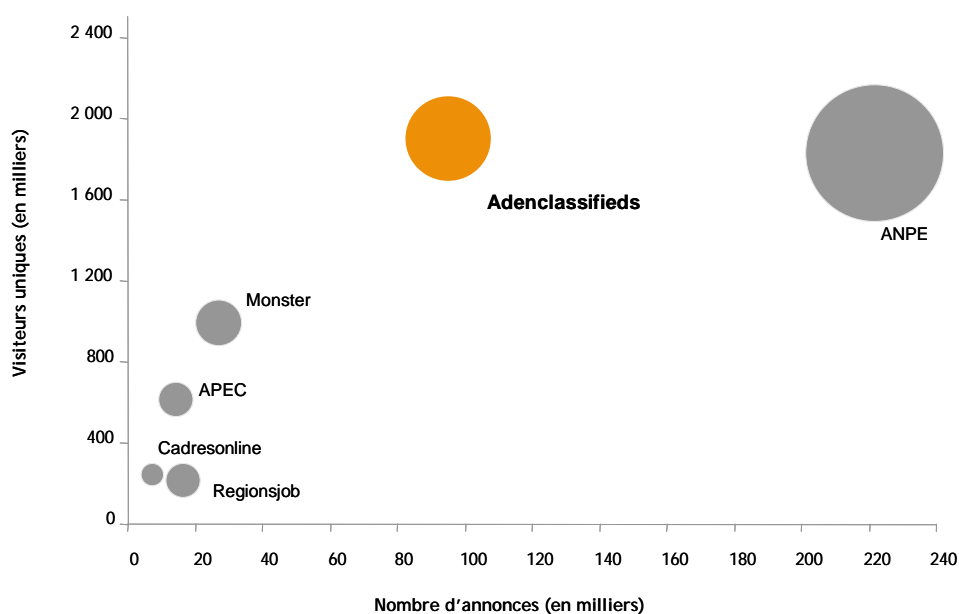
Parts d'audience sur le marché des annonces d'emploi sur Internet



Source : Médiamétrie Nielsen Netratings septembre 2006.

Note : Audience Adenclassifieds regroupant les audiences des sites keljob.com et cadreemploi.fr corrigée de l'audience dupliquée. L'audience ANPE et APEC a également été corrigée de l'audience dupliquée.

Les concurrents d'Adenclassifieds sur le marché des annonces d'emploi sur Internet



Taille des bulles : nombre d'annonces au 30 septembre 2006.

Sources : Adenclassifieds concernant le nombre d'annonces et Médiamétrie concernant le nombre de visiteurs uniques

www.anpe.fr

Le site de l'ANPE a été créé en 1997 et est gratuit pour les candidats et les recruteurs. Il diffuse plus de 220.000 offres et près de 485.000 CV consultables en ligne. Le site bénéficie d'une audience de 1,8 millions de visiteurs uniques (source : Médiamétrie/Nielsen-NetRatings, septembre 2006).

La publication d'annonces sur le site de l'ANPE est gratuite pour les recruteurs, l'ANPE étant financée par l'Etat.

www.monster.fr

Lancé aux Etats-Unis en 1994 puis en France en 1999, Monster est le leader mondial du recrutement en ligne. En France, monster.fr enregistre un peu moins de 1 million de visiteurs uniques (source : Nielsen Netratings, septembre 2006) et propose environ 27.000 annonces. Monster dispose d'une base de données de 2,4 millions de CV. Monster est présent dans 25 pays avec un site dédié pour chacun de ces pays et générant un chiffre d'affaires total de près d'un milliard de dollars en 2005.

www.apec.fr

Lancé par l'APEC (Agence pour l'Emploi Cadre) en 1998, apec.fr est gratuit pour les candidats et les recruteurs. Le site propose près de 15.000 offres d'emploi et attire environ 611.000 visiteurs uniques (source : Médiamétrie/Nielsen-NetRatings, septembre 2006). Le site dispose également d'une base de données de 75.000 CV (source : www.apec.fr).

La publication d'annonces sur le site de l'APEC est gratuite pour les recruteurs, l'APEC étant financée paritairement par les entreprises et par les cotisations des cadres.

www.regionsjob.com

Créé en 2000, regionsjob.com déploie six sites régionaux (Ouest, Est, PACA, Nord, Rhône et Sud-Ouest) sur l'ensemble du territoire. Près de 17.000 offres d'emploi sont publiées sur l'ensemble des sites. Le site enregistre une audience de 208.000 visiteurs uniques en septembre 2006 (source : Médiamétrie Nielsen-NetRatings, septembre 2006).

www.cadresonline.com

Créé en 1996, cadresonline.com est un site spécialisé dans le recrutement des cadres et publie environ 7.500 offres d'emploi dans les secteurs de l'informatique, banque/finance, industrie, vente, assurance, BTP, marketing, etc. cadresonline.com a enregistré 241.000 visiteurs uniques en septembre 2006 (source : Nielsen Netratings, septembre 2006).

Par ailleurs, certains autres acteurs interviennent sur ce secteur au niveau international, notamment Stepstone. La présence de ce dernier en France n'est pas significative.

Il existe également des leaders nationaux dans de nombreux pays, mais n'exerçant pas d'activité au niveau international.

6.4.6.2. Le marché des annonces de formation sur Internet

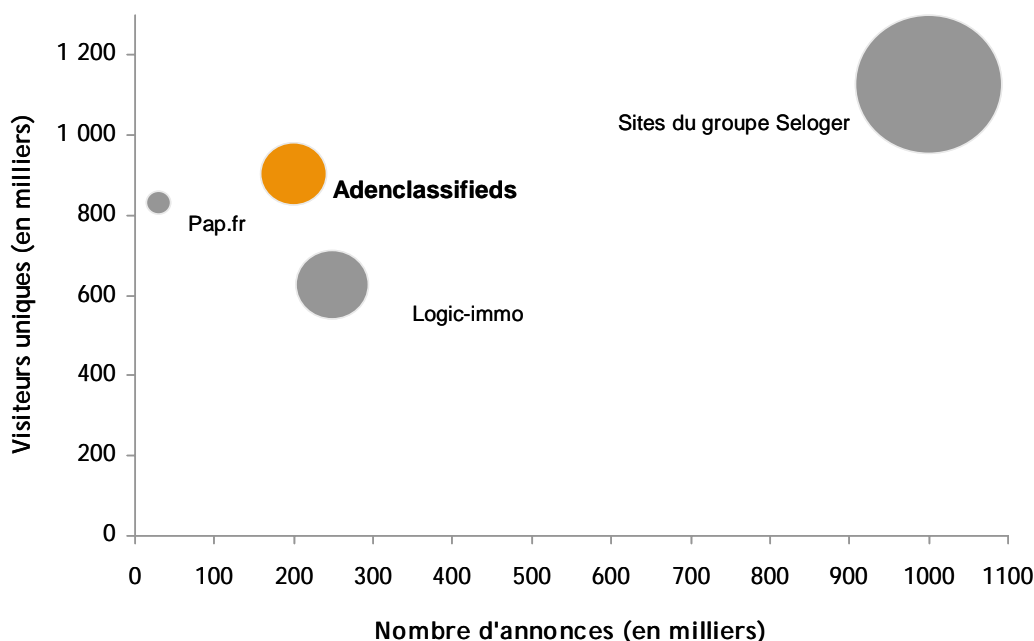
Le marché de la diffusion d'annonces de formation sur Internet est un marché naissant. Adenclassifieds estime être le seul acteur significatif sur ce marché à ce jour en France. Certains sites Emploi proposent une rubrique formation disposant d'un volume d'annonces non significatif.

Quelques publications presse ou organisateurs de salons professionnels (L'Etudiant, Studyrma) spécialisés sur le secteur de la formation ont amorcé une diversification sur Internet aux travers de sites dédiés tout en préservant leur activité traditionnelle *offline*.

6.4.6.3. Le marché des annonces immobilières sur Internet

De nombreux acteurs évoluent sur le marché des annonces immobilières. Outre les annonces papier, support historique et très répandu dans les annonces immobilières, de nombreux sites Internet se sont développés aussi bien à destination des professionnels de l'immobilier que des particuliers.

Concurrents d'Adenclassifieds dans le secteur des annonces immobilières en ligne



Taille des bulles : nombre d'annonces déclaratif des sites en juin 2006.

Source : Adenclassifieds et Médiamétrie.

www.seloger.com

Lancé en 1996, seloger.com est le premier acteur de l'immobilier en ligne. Avec une audience de près de 900.000 visiteurs uniques en septembre 2006 (source : Médiamétrie Nielsen Netratings), le site publie environ un million d'annonces provenant exclusivement de professionnels de l'immobilier se répartissant de la manière suivante :

- Seloger.com : 590.000 annonces ;
- Immostreet.com : 375.000 annonces ;
- Selogerneuf.com : 1.095 programmes.

Seloger est également présent sur ce marché avec immostreet.com en France et en Europe, ce dernier enregistrant une audience de 240.000 visiteurs uniques en septembre 2006 (source : Médiamétrie Nielsen Netratings).

www.spir.com

Spir Communications dispose notamment de trois sites Internet dont logic-immo.com, concurrent direct d'Adenclassifieds :

- logicimmo.com : ce site, équivalent sur Internet du support presse (magazine) du même nom, publie près de 250.000 annonces immobilières provenant exclusivement des professionnels de l'immobilier ;
- topannonces.fr : ce site, équivalent sur Internet du support presse du même nom, publie près de 370.000 annonces dans de nombreux secteurs (immobilier, automobile, emploi, services, vacances, animaux, etc.) ;
- leboncoin.fr : ce site multi-thématique a été lancé en partenariat avec le Groupe Schibsted. Totalement gratuit et développé à une échelle nationale, leboncoin.fr publie plus de 70.000 annonces de particuliers et professionnels dans plusieurs secteurs d'activité.

Au 30 juin 2006, l'audience cumulée des sites du groupe Spir Communications était de 2,3 millions de visiteurs uniques, 69,7 millions de pages vues et le nombre total d'annonces était de près de 647.000 annonces (source : Nielsen Netratings).

www.pap.fr

pap.fr est le premier site d'annonces immobilières exclusivement destiné aux particuliers avec une audience de 4,8 millions de visites, 50 millions de pages vues et 800.000 visiteurs uniques en septembre 2006 (source : Médiamétrie Nielsen Netratings). Le site publie près de 30.000 annonces.

6.4.6.4. Autres concurrents

6.4.6.4.1. Les médias traditionnels

La Société estime que les médias traditionnels (groupes de presse : presse quotidienne nationale, presse quotidienne régionale, journaux gratuits) sont de moins en moins concurrents de son activité du fait de la migration progressive des budgets des annonceurs vers le média Internet. Ces médias traditionnels deviennent partenaires des acteurs Internet comme Adenclassifieds afin de proposer des offres de couplage *offline/online*.

6.4.6.4.2. Les groupes Internet internationaux

Il existe au niveau international des acteurs puissants qui ne sont pas présents en France sur les secteurs d'activité d'Adenclassifieds :

Careerbuilder (Etats-Unis)

Fondé en 1995, Careerbuilder est le site Emploi leader en audience aux Etats-Unis avec 23 millions de visiteurs par mois. Le site propose près de 900.000 offres d'emploi et a signé plus de 350 partenariats dont 90 avec des grands titres de presse (source : Careerbuilder).

Yahoo!HotJobs (Etats-Unis)

Yahoo!HotJobs est un site d'annonces classées d'emploi payantes (pour les recruteurs). Yahoo a racheté le site Hotjobs en 2001 afin de se positionner sur le marché de l'emploi en ligne face à Monster et Careerbuilder aux Etats-Unis.

www.craigslist.org (Etats-Unis)

Lancé à San Francisco en 1995, ce site Internet enregistre environ 4 milliards de pages vues par mois et 14 millions de visiteurs uniques en juillet 2006 (source : Economie et entreprises Dossier Web 2.0. Craigslist, un vide-greniers sur la Toile, 25 septembre 2006). Lancé sur un modèle totalement gratuit, certaines annonces d'emploi sont aujourd'hui payantes (à San Francisco, New York et Boston) ainsi que certaines annonces immobilières (à New York), Craigslist est présent dans plus de 300 villes

réparties dans 50 pays et publie des annonces dans tous les secteurs (emploi, immobilier, vente de véhicules, achats d'ordinateurs, meubles, etc.). Le chiffre d'affaires de Craigslist s'est élevé à 25 millions de dollars en 2005 (source : Etude Bear Stearns Consumer Internet 2005).

eBay (Etats-Unis)

eBay est le premier site d'enchères en ligne et publie des annonces classées dans de nombreux secteurs incluant l'immobilier. eBay est présent mondialement, avec des sites propres à chaque pays.

www.base.google.com (Etats-Unis)

Lancé par Google en novembre 2005, Google Base est un site d'annonces classées gratuites positionné sur plus de 20 catégories (emploi, immobilier, automobile, produits, etc.).

Scout24 (Europe)

Filiale du fournisseur d'accès Internet allemand T-Online (Groupe Deutsche Telekom), Scout24 est un acteur « pure player » des annonces sur Internet (immobilier, automobile, rencontres, emploi, etc.). Présent essentiellement en Allemagne, en Autriche et en Suisse, Scout24 a développé avec succès une stratégie multi-secteurs en BtoB et en BtoC.

6.5. DESCRIPTION DES ACTIVITES D'ADENCLASSIFIEDS

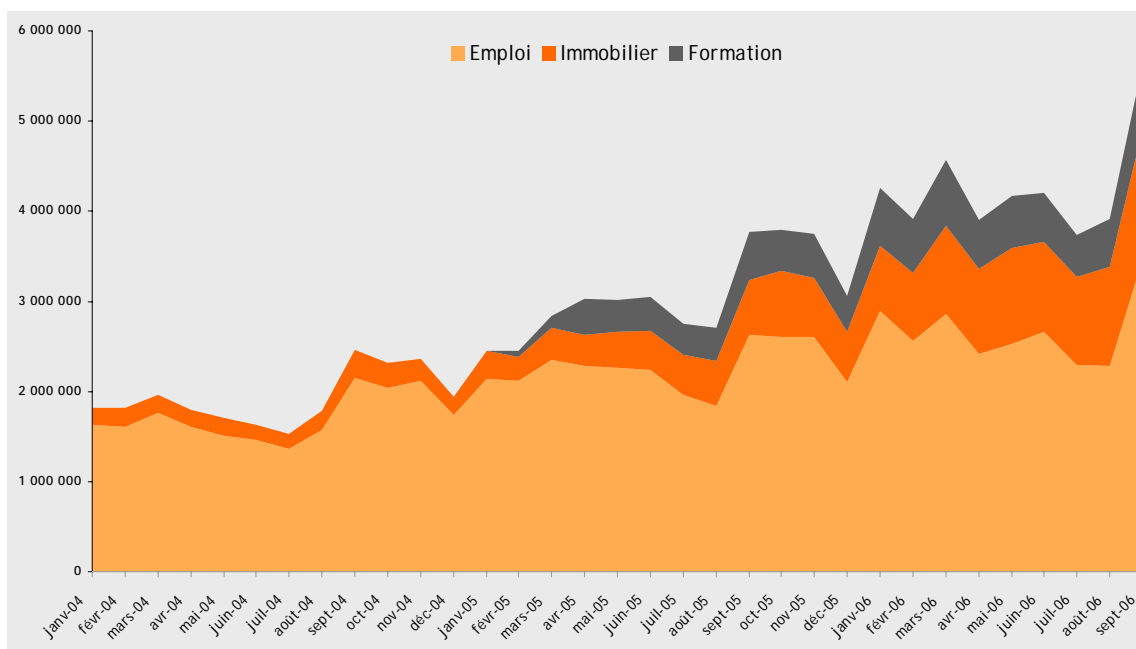
Adenclassifieds, un des leaders du marché des « *Classifieds* » (annonces classées) sur Internet en France en volume d'annonces et en audience, intervient sur les secteurs des offres d'emploi, des offres de sessions de formation et des annonces immobilières sur Internet. En plus de la diffusion d'annonces, Adenclassifieds fournit également une offre de services à valeur ajoutée complémentaire sur chacun de ses marchés.

Adenclassifieds se positionne comme un carrefour de référence où se rencontrent l'offre et la demande sur les marchés sur lesquels la Société évolue.

Adenclassifieds est le seul acteur « *pure player* » intégré sur le marché des annonces classées sur Internet bénéficiant de la mutualisation des ressources en terme de technologie et d'expertise en matière de développement de trafic. Ce savoir-faire lui permet également d'élargir et déployer la gamme de produits et de services sur les trois marchés sur lesquels la Société intervient. La similitude des problématiques rencontrées sur ses trois marchés permet à Adenclassifieds de mettre en oeuvre une organisation commerciale BtoB flexible parmi les plus importantes du secteur au niveau national.

Au 30 septembre 2006, les différents sites d'Adenclassifieds proposent ainsi près de 700.000 annonces publiées et enregistrent un trafic mensuel cumulé de 5,6 millions de visiteurs uniques, 10 millions de visites et 81 millions de pages vues en croissance respectivement de 49 %, 35 % et 30 % par rapport à septembre 2005 (source : Xiti).

Audience en nombre de visiteurs uniques d'Adenclassifieds



Source : Xiti, septembre 2006.

Les différents sites d'Adenclassifieds bénéficient d'une notoriété forte sur leurs marchés respectifs avec notamment les sites cadreemploi.fr, keljob.com, kelformation.com et explorimmo.com.

Au 30 septembre 2006, Adenclassifieds dispose d'un portefeuille diversifié de près de 8.500 clients sur l'ensemble de ses métiers et estime n'être dépendante d'aucun d'entre eux.

Adenclassifieds est le seul acteur en France à maîtriser deux technologies de publication d'annonces sur Internet. Cette publication s'organise suivant deux modèles complémentaires fournissant le même service d'intermédiation : site média et métamoteur (labellisé ANVAR).

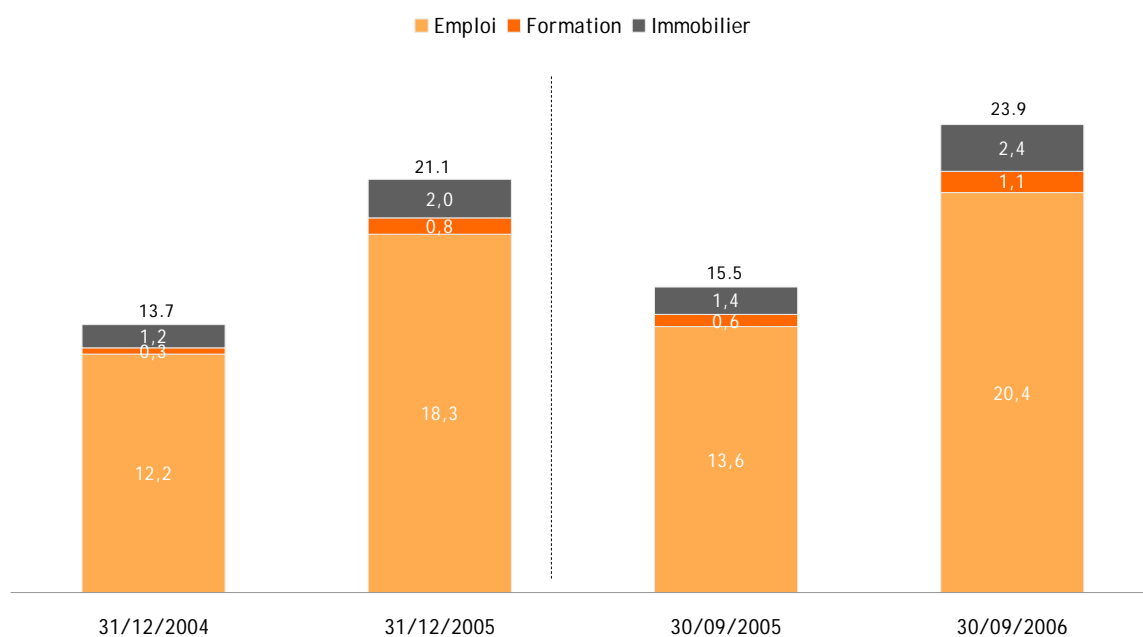
Un site média centralise sur un site unique les offres publiées par les annonceurs alors qu'un métamoteur permet une recherche centralisée en fonction des critères de recherche retenus. Il fournit ainsi des liens qui redirigent l'internaute soit sur des sites média soit sur des offres hébergées directement sur les sites des annonceurs.

Ces deux technologies sont complémentaires dans la mesure où elles permettent aux utilisateurs d'avoir accès à deux approches différentes, le métamoteur permettant une mise en relation directe entre offre et demande, le site média permettant de proposer un lieu unique de rencontre entre offre et demande ainsi que des services associés.

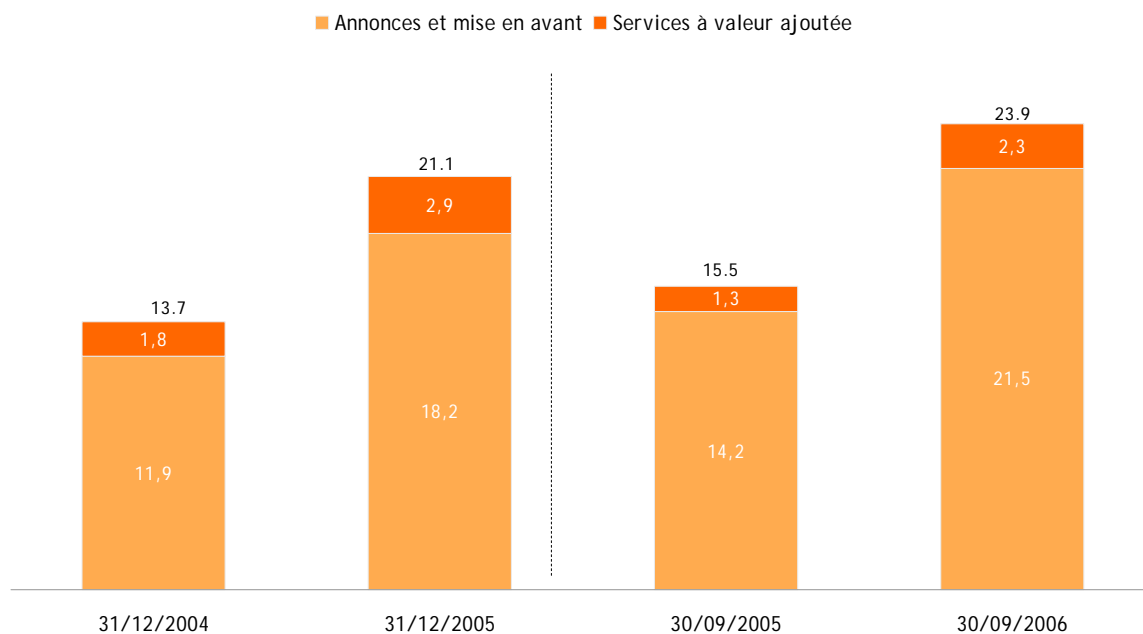
Le chiffre d'affaires d'Adenclassifieds s'est élevé à 21,1 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 13,7 millions d'euros au 31 décembre 2004, soit une hausse de 53,9 % sur la période. Le chiffre d'affaires d'Adenclassifieds s'est élevé à 23,9 millions d'euros au 30 septembre 2006 contre 15,5 millions d'euros au 30 septembre 2005, soit une hausse de 53,8 % sur la période. Les activités d'Adenclassifieds se décomposent par activité (Emploi, Formation, Immobilier) et par typologie de produits (annonces et produits de mise en avant et services à valeur ajoutée).

Le chiffre d'affaires d'Adenclassifieds se répartit de la manière suivante :

Répartition du chiffre d'affaires d'Adenclassifieds par activité (en millions d'euros)



Répartition du chiffre d'affaires d'Adenclassifieds par produits (en millions d'euros)



6.5.1. Activité « Emploi »

Adenclassifieds estime être un leader du marché des annonces d'emploi sur Internet en France.

La Société a développé une offre Emploi unique sur le marché, fondée sur une approche multi-marques et multi-produits, lui permettant d'être à tous les carrefours de rencontres entre candidats et recruteurs.

Adenclassifieds publie et référence sur ses sites Internet les offres Emploi d'entreprises, de cabinets de recrutement, de chasseurs de tête et de sociétés de travail temporaire et met à leur disposition des outils leur permettant de faciliter leur recherche de candidats.

Adenclassifieds se positionne comme un fournisseur de solutions de recrutement pour les employeurs, en proposant à ses clients, en plus de la publication et du référencement d'offres d'emploi, des services à valeur ajoutée afin d'accompagner le recruteur et de faciliter le processus de recrutement.

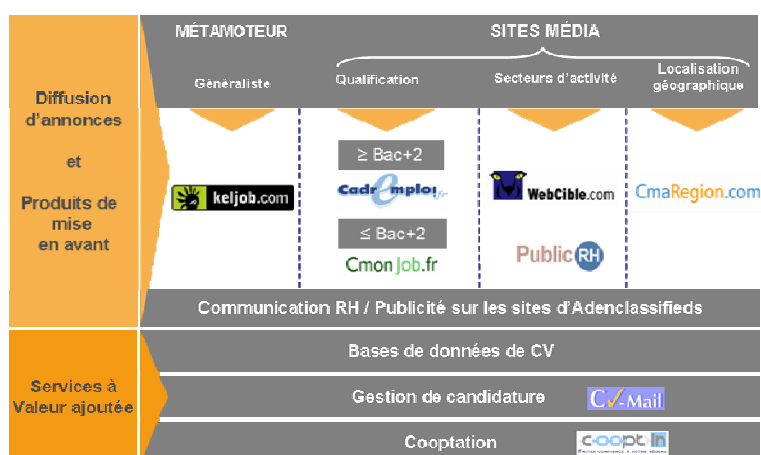
L'offre Emploi d'Adenclassifieds permet :

- aux recruteurs de diffuser, suivant plusieurs modalités, leurs annonces sur des sites figurant parmi les leaders du secteur en audience et en volume ainsi que de bénéficier de services à valeur ajoutée facilitant la gestion du processus de recrutement ; et
- aux candidats d'avoir accès à des annonces ciblées correspondant à leurs critères de recherche et d'utiliser des services spécifiques pour faciliter leurs démarches.

A travers sa maîtrise de technologies complémentaires (métamoteur et site média), son réseau de sites offrant un maillage étendu et une segmentation fine du secteur de l'Emploi sur Internet, Adenclassifieds dispose de solutions permettant à ses clients de pourvoir rapidement leurs besoins en recrutement.

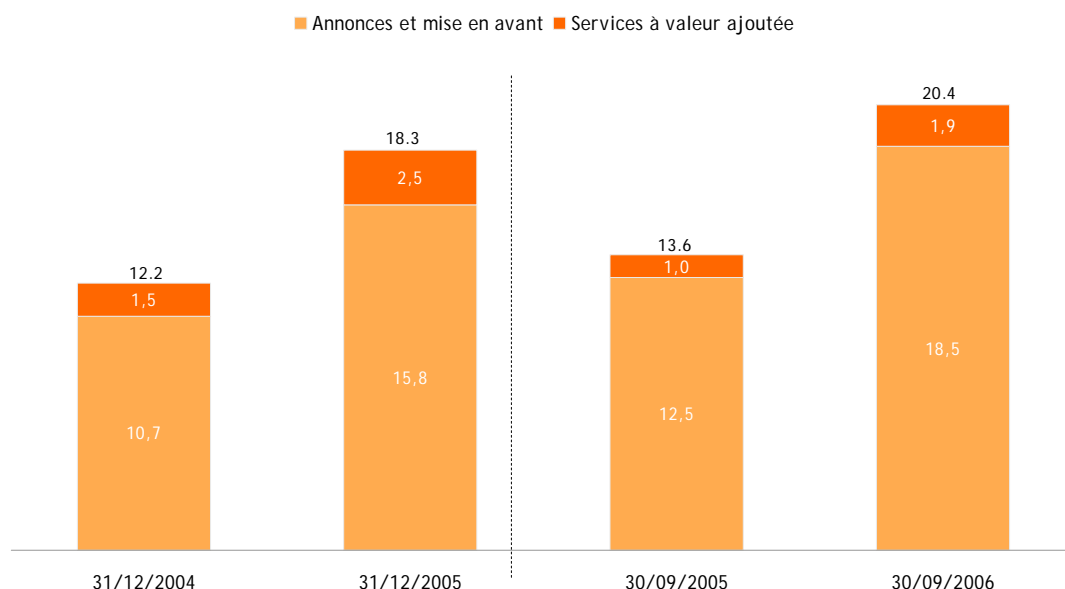
Adenclassifieds a structuré son offre Emploi selon la répartition suivante :

- Métamoteur généraliste : Keljob
- Sites média spécialisés en fonction des caractéristiques suivantes :
 - Statuts des candidats : Cadremploi (supérieur ou égal à Bac+2), Cmonjob (jusqu'à Bac+2)
 - Métiers, secteurs d'activité : Webcible, PublicRH
 - Localisation géographique : Cmaregion



Le chiffre d'affaires de l'activité Emploi d'Adenclassifieds a atteint 18,3 millions d'euros en 2005 soit une progression de 50,2 % par rapport à 2004 et 20,4 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2006 soit une progression de 50,6 % par rapport à la même période sur 2005.

Répartition du chiffre d'affaires Emploi d'Adenclassifieds par produits (en millions d'euros)

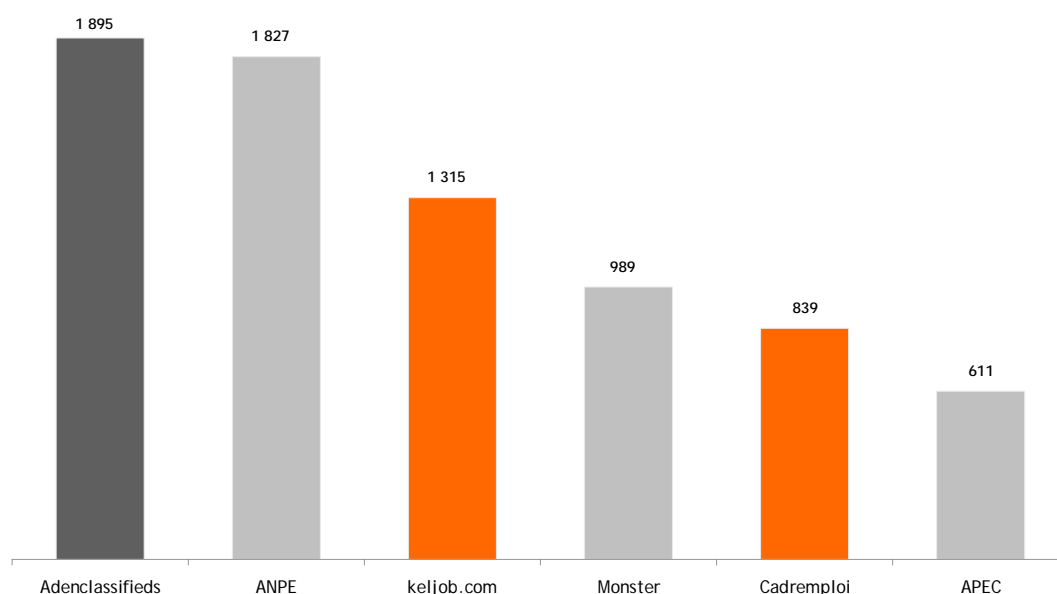


6.5.1.1. Un leader de l'emploi sur Internet

6.5.1.1.1. Audience

Adenclassifieds est le leader de l'emploi sur Internet en terme d'audience en France, avec une part d'audience de 32,5 % (source : Médiamétrie Netratings, septembre 2006).

Audience des principaux sites Emploi en nombre de visiteurs uniques (en milliers)



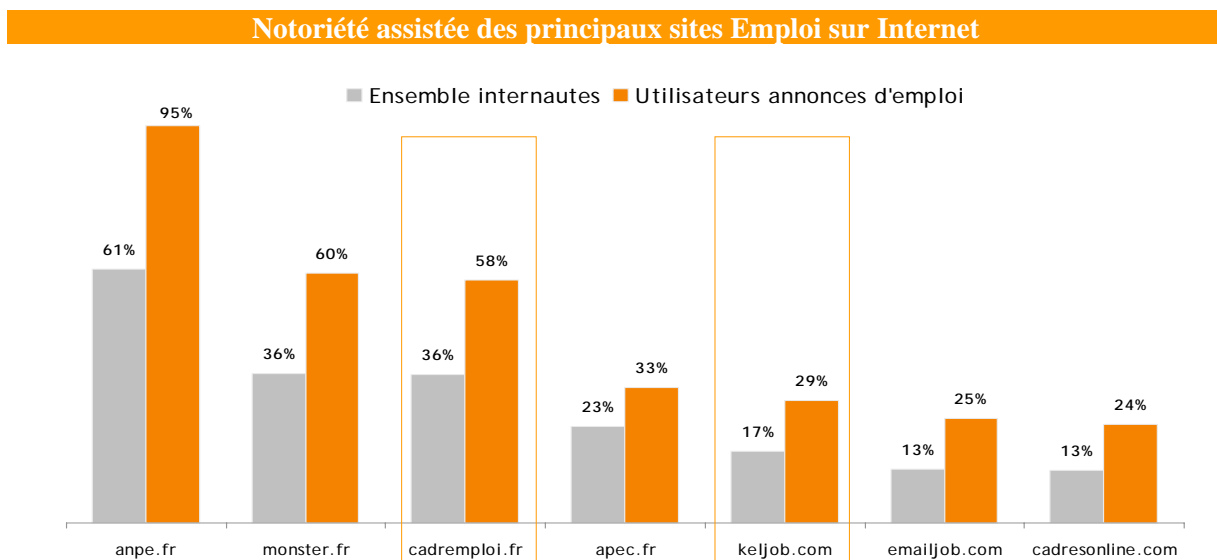
Source : Médiamétrie Netratings, septembre 2006.

Note : Audience Adenclassifieds regroupant les audiences des sites keljob.com et cadremploi.fr corrigée de l'audience dupliquée.

En septembre 2006, les sites Emploi d'Adenclassifieds ont enregistré une audience mensuelle d'environ 6,9 millions de visites (en croissance de 20 % par rapport à septembre 2005) et 57 millions de pages vues (en croissance de 18 % par rapport à septembre 2005) (source : Xiti, septembre 2006).

6.5.1.1.2. Notoriété

Adenclassifieds estime être un leader en terme de notoriété avec notamment les sites cadremploi.fr et keljob.com (hors sites publics ANPE et APEC).



Source : Médiamétrie, NEToriété, second trimestre 2006.

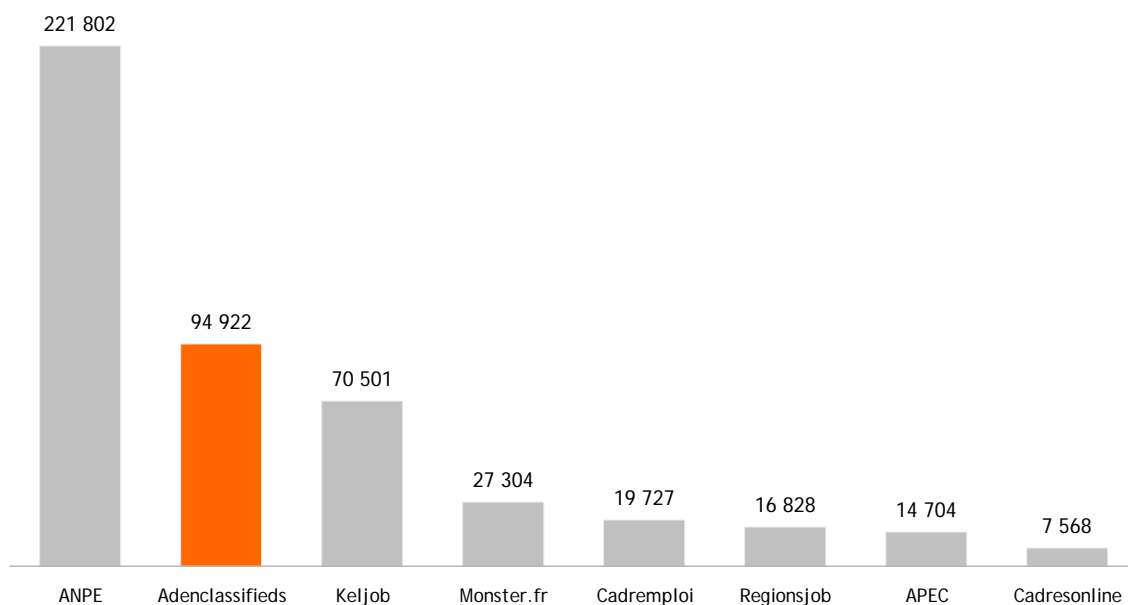
cadremploi.fr bénéficie d'une notoriété assistée de 35,5 % sur l'ensemble des internautes et de 58 % sur les utilisateurs des annonces d'emploi.

keljob.com bénéficie d'une notoriété assistée de 17,2 % sur l'ensemble des internautes et de 29,3 % sur les utilisateurs des annonces d'emploi (source : Médiamétrie, NEToriété, deuxième trimestre 2006).

6.5.1.1.3. Le premier site privé en nombre d'annonces publiées

Au 30 septembre 2006, les différents sites Emploi d'Adenclassifieds publiaient près de 95.000 offres d'emploi, soit un nombre d'annonces plus de trois fois supérieur à celui du second site privé d'emploi sur Internet en France.

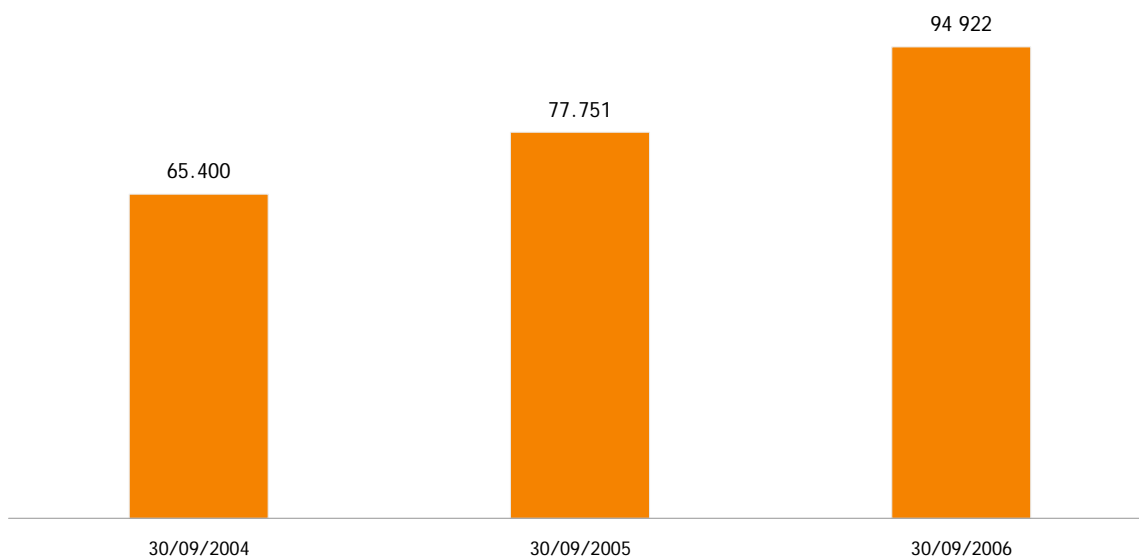
Nombre d'annonces des principaux sites Emploi sur Internet au 30 septembre 2006



Note : Adenclassifieds inclut les annonces des sites Emploi de la Société.

Source : Informations sociétés, nombre d'annonces Adenclassifieds au 30 septembre 2006.

Nombre d'annonces sur les sites Emploi d'Adenclassifieds



Source : Adenclassifieds.

6.5.1.2. L'offre Emploi d'Adenclassifieds

6.5.1.2.1. Diffusion d'annonces et produits de mise en avant

6.5.1.2.1.1. Diffusion d'annonces

Adenclassifieds maîtrise deux technologies de publication d'annonces sur Internet. La publication d'annonces d'emploi s'organise suivant deux modèles complémentaires fournissant le même service d'intermédiation : site média et métamoteur.

Le site média permet :

- au client
 - de publier ses annonces sur un média spécialisé (recrutement ou formation par exemple) ;
 - de bénéficier d'une audience étendue et ciblée ;
 - de bénéficier de nombreux espaces de communication liés à la richesse éditoriale du site.
- à l'internaute
 - de consulter immédiatement des annonces publiées sur un site unique et sur un même format ;
 - de postuler facilement aux offres en ayant enregistré une seule fois son profil sur le site ;
 - de disposer d'un contenu éditorial ciblé.

Le métamoteur permet :

- au client
 - de générer de l'audience sur son site (entraînant par exemple le dépôt de candidatures sur la rubrique ressources humaines de son site) ;
 - de communiquer à travers son site Internet sur sa marque (par exemple notion de « marque recruteur » dans l'emploi), ses produits et métiers ;
 - de collecter des informations (CV, demande de formation) directement sur son site.
- à l'internaute
 - de disposer d'une information plus complète sur l'annonceur ;
 - d'avoir accès à l'ensemble des offres des annonceurs (et non simplement aux annonces publiées sur un site média par exemple) ;
 - d'enregistrer sa demande directement dans la base de données de l'annonceur.

Publication d'annonces à travers les sites média

A travers différents sites, Adenclassifieds permet à ses clients de publier directement leurs offres d'emploi sur ses sites.

Page d'accueil

Critères de recherche

Page de résultats

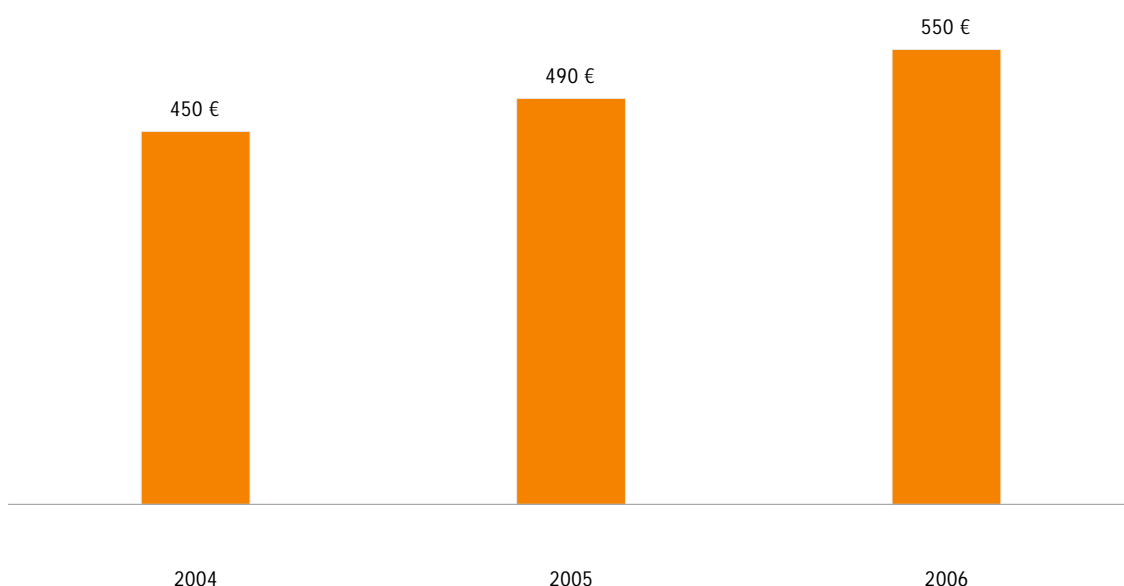
Offre d'emploi

A la date d'enregistrement du présent document de base, l'offre se décompose ainsi :

- Annonces à l'unité pour une durée de publication de quatre semaines. Les tarifs en vigueur varient en fonction du site (550 euros hors taxes sur Cadremploi et Public-RH, 360 euros hors taxes sur Webcible et un prix de lancement de 150 euros hors taxes sur Cmonjob).
- Packs de 5, 10, 50, 100 annonces. Les tarifs en vigueur varient en fonction du site. A titre d'exemple, un pack de 10 annonces d'une durée de publication d'un mois à diffuser dans les six mois varie de 4.700 euros hors taxes sur Cadremploi, 2.520 euros hors taxes sur Webcible, 3.600 euros hors taxes sur Public-RH et un prix de lancement de 1.000 euros hors taxes sur Cmonjob.

Par ailleurs, il existe de nombreux packs adaptés aux différentes catégories de clients (packs offres illimitées, packs de couplage avec utilisation d'une CVThèque, « packs cabinets de recrutement », etc.).

Evolution du prix d'une annonce à l'unité sur cadremploi.fr



Source : Adenclassifieds.

Note : tarifs aux 1^{er} janvier 2004, 2005 et 2006.

Afin d'assurer la qualité et l'adéquation des annonces mises en ligne, les offres d'emploi publiées sur les sites média sont vérifiées avant d'être communiquées aux candidats d'Adenclassifieds. Adenclassifieds a mis en œuvre des procédures de contrôle manuel du contenu et du référencement des annonces sur ses sites. Des procédures de contrôle semi-automatisées quotidiennes par mots-clés existent également.

Publication d'annonces à travers le métamoteur

A travers son métamoteur (keljob.com), Adenclassifieds offre une approche différente et complémentaire du site média. Le site métamoteur Emploi d'Adenclassifieds propose en effet l'accès à des liens qui dirigent l'utilisateur vers les offres publiées par le client directement sur son site (activités de référencement).

Ce processus permet au candidat de visiter la rubrique « Ressources Humaines » du client d'Adenclassifieds, de se renseigner sur les métiers proposés et sur la culture d'entreprise ainsi que de déposer directement sa candidature sur le site de l'entreprise visée.

Page d'accueil

3 modes de recherche :

- Recherche multibien, permet d'affiner sa recherche
- Recherche express, aboutit directement aux offres
- Chaines thématiques, aboutit à une recherche express sélective

Page de résultats

Intitulé	Société	Site	Date
INGÉNIEUR OED	SOGETI-TRANSICIEL	sogeti-transiciel.com	22/01/2006
TECHNICIEN INSTALLATION, NF LILLE	PARICOM	paricom.com	22/01/2006
ADMINISTRATEUR SYSTÈME HP-UX	ALLIANCE INGENIERIE	allianceingenierie.com	22/01/2006
INGÉNIEUR CONFIRME JAVA/J2EE	DALIA, ÉDITEUR DE LOGICIEL	dalia.com	22/01/2006
INGÉNIEUR DE PRODUCTION UNIX	ALLIANCE INGENIERIE	allianceingenierie.com	22/01/2006
INGÉNIEUR D'ETUDES .NET / MARCHÉS FINANCIERS	ASSET TECHNOLOGY	assettechnology.com	22/01/2006
INGÉNIEUR DE PRODUCTION NT/UNIX/VERS	ARTEC	artec.com	22/01/2006
CONS. SENIOR SAP R/3, DOM. CONTRÔLE DE GESTION (CO)	ARCELOR	arcelor.com	22/01/2006
2 DEVELOPPEURS .NET	URGENCE INFORMATIQUE EUROPE	urgenceinformatique.com	22/01/2006
ADMINISTRATEUR DE RESEAU D'ENTREPRISE	THALES	thales.com	22/01/2006
CONSULTANT ERP FINANCE ET/OU NEGOCIE	INTE	inte.com	22/01/2006

Page de redirection sur le site du recruteur

Vous allez être connecté au site TOTAL
directement sur l'offre qui vous intéresse.

Keljob.com, c'est aussi :
 ➔ Le dépôt de CV
 ➔ Le dépôt de CV

Le délai d'attente pour accéder à certains sites est variable.
Ceci n'est pas de notre fait, nous vous remercions de patienter.

Pour revenir à la liste des offres, il vous suffit de fermer cette fenêtre.

Redirection vers l'offre sur le site du recruteur

Recrutement / Nos offres

INGÉNIEUR DE RECHERCHE, ANALYSES CHIMIQUES, PHYSIQUES ET MINÉRALES (H/F)

Caractéristiques du poste :

- Société : Total France
- Type de contrat : contrat à durée indéterminée
- Branches : Raffinage Marketing
- Lieu de travail : France - La Havre
- Lieu du processus de recrutement : Paris La Défense
- Entrée en service : Dès que possible
- Rémunération : Selon profil et expérience

Description du poste :

Au sein de la direction Recherche et Développement de la branche raffinage et marketing du Groupe TOTAL, vous êtes chargé d'assurer une recherche de haut niveau dans le domaine du développement de méthodes d'analyses pétrolières afin de disposer d'un savoir-faire de pointe.

Vos principales missions sont :

- Contribuer aux actions de recherche et d'assistance technique sur les procédés de raffinage et les produits pétroliers par des prestations d'analyses à forte valeur ajoutée adaptées aux problèmes posés en reliant à la qualité des résultats, aux respect des coûts et des délais.
- Proposer et réaliser des actions de recherche exploratoires
- Suivre les recherches universitaires ou coopératives dans votre domaine
- Veiller au maintien des outils, à leur évolution. Proposer les budgets d'investissement et de fonctionnement pour votre laboratoire.
- Contribuer à la progression de la maîtrise des méthodes analytiques et l'échange des bonnes pratiques dans les laboratoires des sites de production de la direction du raffinage
- Travailler à l'aspect « propriété industrielle » dans les études (accords de secret, brevets, brevets...)
- Communiquer sur des thèmes de recherche liés aux travaux réalisés (colloques, congrès, publications...)
- Agrir en tant qu'expert dans divers organismes de normalisation français ou internationaux concernant les normes au point de méthodes de caractérisation des produits pétroliers, Défendre les positions stratégiques de la branche raffinage marketing dans les organismes de normalisation.
- Préparer la démarche de management OSE, notamment au travers des systèmes de management ISO 17025, ISO 9001 et...

Ce service de référencement est commercialisé sous forme d'abonnements sur des durées variables. A titre d'exemple, l'offre de keljob.com se décompose de la manière suivante à la date d'enregistrement du présent document de base :

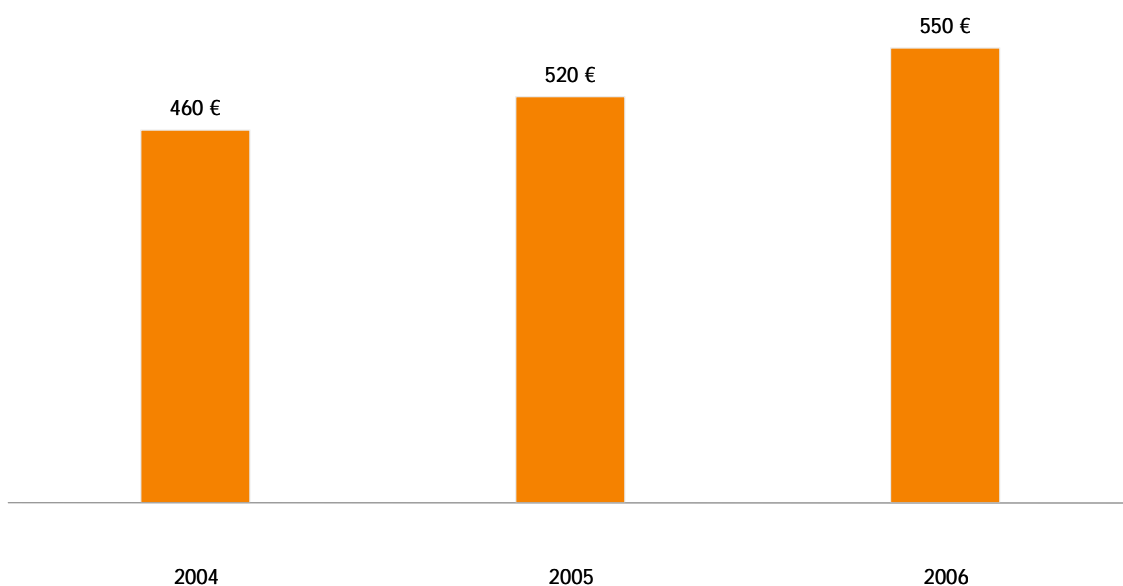
- référencement d'une annonce (4 semaines) : 550 euros hors taxes ;
- référencement de 1 à 5 emplacements (jusqu'à 5 annonces simultanées) pour 12 mois : 9.700 euros hors taxes ;
- référencement de 6 à 10 emplacements (jusqu'à 10 annonces simultanées) pour 12 mois : 16.100 euros hors taxes ;

- référencement de 101 à 200 emplacements (jusqu'à 200 annonces simultanées) pour 12 mois : 65.300 euros hors taxes.

En complément de ce service de référencement, Adenclassifieds propose un outil d'hébergement d'annonces permettant de les référencer ensuite sur le site keljob.com en bénéficiant ainsi de l'audience de ce métamoteur :

- diffusion d'une annonce (4 semaines) : 550 euros hors taxes.

Evolution du prix d'une annonce à l'unité sur keljob.com



Source : Adenclassifieds.

Note : Tarifs au 1^{er} janvier 2004, 2005, 2006.

Réseaux internationaux de diffusion d'annonces

Afin de répondre aux problématiques internationales de recrutement, les sites cadremploi.fr et keljob.com sont chacun membre d'un réseau de sites indépendants, assurant respectivement une présence dans 12 et 27 pays différents. Ce réseau permet au client de bénéficier d'un interlocuteur commercial unique tout en diffusant localement l'offre sur le site le plus adapté à sa recherche. Les revenus sont ensuite partagés entre le site ayant effectué la vente et le site ayant diffusé l'offre. Cette activité, essentielle à la complémentarité de l'offre nationale et internationale d'Adenclassifieds, ne représente pas, à la date d'enregistrement du présent document de base, une part significative de son chiffre d'affaires.

**Réseau européen de cadremploi.fr : European Recruitment Alliance
au 30 septembre 2006**



Réseau international de keljob.com : The Network au 30 septembre 2006



Au 30 septembre 2006, les sites membres de The Network sont les suivants : InfoJobs (Espagne), Irishjobs (Irlande), Jobs. Ch (Suisse), Kariera (Grèce), Totaljobs (Royaume Uni), Stepstone (Belgique, Pays Bas, Luxembourg, Allemagne, Autriche, Italie, Danemark, Norvège, Suède, Portugal, Finlande), Jobs.bg (Bulgarie), Profession (Hongrie), CVMarket (Estonie, Lettonie), Pracuj (Pologne), Jobs.cz (Rép. Tchèque), Bestjobs (Roumanie), JobsUrbae (Serbie Monténégro), Profesia (Slovaquie), Hotjobs (USA, Canada), Caribbeanjobs (Caraïbes), Infojobs (Mexique), SEC (Australie, Nouvelle Zélande), Naukri (Inde), Jobstreet (Philippines, Malaisie), Jhjob (Shanghai), Carreer Function (Afrique du Sud), Bayt (Arabie Saoudite, Egypte, Emirats Arabes Unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Pakistan, Qatar, Royaume du Bahreïn, Sultanat d'Oman), Kariyer (Turquie).

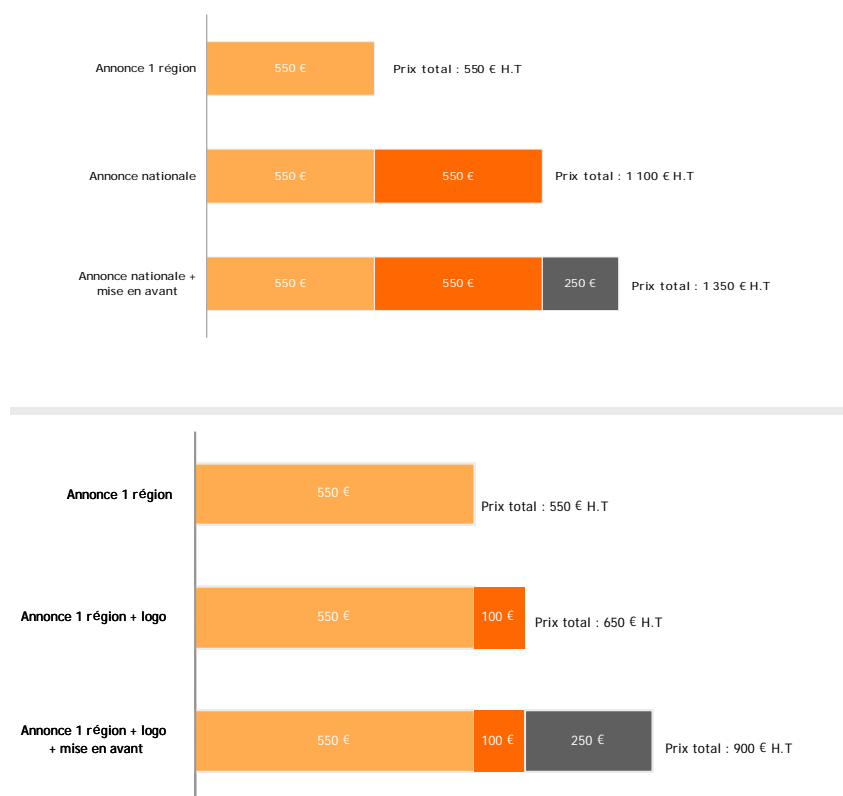
6.5.1.2.1.2. Produits de mise en avant

Produits de mise en avant des offres

Adenclassifieds a structuré une offre complémentaire à la simple diffusion d'offres d'emploi permettant aux annonceurs de mettre en avant leurs annonces (logo, offre podium, etc.) et leurs marques, à des tarifs supérieurs à ceux de la simple diffusion d'annonces.

A titre d'exemple, le prix d'une annonce sur Cadreemploi évolue de la façon suivante en fonction des options retenues par l'annonceur :

Exemple du prix d'une annonce sur cadreemploi.fr incluant des options de mise en avant



Source : Adenclassifieds.

Exemple de produits de mise en avant sur cadremploi.fr

The screenshot shows the Cadremploi.fr website interface. Annotations with arrows point to specific features:

- Possibilité d'afficher encore plus de détails de l'offre**: Points to the 'Présentation détaillée' link above the job list.
- Reprise des critères non utilisés pour affiner la recherche**: Points to the 'Affinez votre recherche' section on the left.
- Logos de mise en avant - également sur l'offre pour personnaliser l'annonce.**: Points to the 'ATLANTIC' logo on the right side of the page.
- Offre Podium : une visibilité assurée sur la 1^{ère} page de résultats lorsque les critères de recherche sont ceux de l'annonce**: Points to the 'Les Offres Podium' section on the right.

The job list table is as follows:

Date	Fonction	Secteur	Lieu
13/03/06	Directeur technique h/f	Assurance	Ouest France
17/03/06	Chef de projet h/f	Assurances	Paris
03/03/06	Resp technique produit (h/f)	Assurances	Paris
15/02/06	Directeur projet organisation	Assurances / prévoyance / retraite	Paris
15/02/06	Responsable assurances emprunt	Assurances	Paris, la Défense
05/02/06	Responsable risque santé h/f	Groupe d'assurances de personnes	Angers

Source : Adenclassifieds.

Communication Ressources Humaines

Ces nombreux produits permettent au client de compléter la diffusion d'offres d'emploi (objectif de trafic), de promouvoir sa « marque » en tant que recruteur (objectif de notoriété) ou d'atteindre spécifiquement une population ciblée (objectif de sélection).

En fonction de la segmentation des différents sites d'Adenclassifieds (cadres, non cadres, métiers) et des critères de profils indiqués par le candidat lors de son inscription, les clients d'Adenclassifieds peuvent diffuser des messages publicitaires sous différentes formes :

- communication générale sur les sites d'Adenclassifieds (boutons, bannières, corners, etc.) ;
- communication contextuelle sur les sites d'Adenclassifieds (affichage de la publicité en fonction des critères de recherche) ; et
- communication ciblée par email (sur les alertes emails, les newsletters, via un emailing dédié, etc.).

L'annonceur a le choix entre différents outils de communication en ressources humaines en fonction de l'emplacement souhaité, du type de support choisi et du ciblage de l'audience désirée.

Exemple de support de communication RH sur la page d'accueil du site keljob.com

Bannière

H&M recrute

Skyscraper

recherche express

Espace candidats

Offre de la semaine

Elles recrutent

A découvrir sur Keljob

Mercredi 25 mai de 10h à 20h

H&M, 88, rue de Rivoli Paris 1^{er}

Totem

Accès aux Pages Profils

Offre ou entreprise de la semaine

Exemple de support de communication RH sur la page d'accueil du site cadremploi.fr

Cadremploi.fr

Rejoignez une équipe gagnante !

Atos Origin

Jeu 6 juillet, 18591 offres d'emploi

Recherchez les offres

Déposez votre CV

Créez vos alertes

Top Entreprises

Top Cabinets

Travail temporaire

L'emploi en Régions

Jeunes Diplômés

Espace Dirigeants

Zoom sur l'Informatique/SSII

Cliquez ici !

Dernière minute

MANITOWOC CRANE GROUP RECRUTE POUR LYON

BICDH recrute Ingénieurs-Attachés Commerciaux

Acheteur international/Metso Minerals(71)

MOORE STEPHENS membre du réseau international

Reed Exhibitions recrute!

Pensionné(e) de cuisine!

Multi-compta

Smart people. Smart business.

Mr Dricologie

MACH

Cetelem

Top 10 Entreprises

Communication hors Ressources Humaines

L'audience des sites Emploi d'Adenclassifieds lui permet en outre de commercialiser, à travers une régie publicitaire externe, des espaces publicitaires auprès d'annonceurs intervenant sur les secteurs autres que l'emploi.

6.5.1.2.2. Services à valeur ajoutée à l'attention du client

6.5.1.2.2.1. Consultation de bases de données de CV

Les bases de données de CV sont un outil indispensable pour les professionnels (notamment les cabinets de recrutement, SSII, et cabinets d'interim) leur permettant une meilleure réactivité dans leurs problématiques de recrutement.

Le contexte d'externalisation du recrutement dynamise l'utilisation des bases de données de CV.

Adenclassifieds dispose de bases de données de CV, regroupant plus de 1,1 million de CV actualisés régulièrement et constituant une des offres les plus étendues du marché :

- la Candidathèque de cadreemploi.fr ;
- la CVthèque de keljob.com ; et
- les bases de données de CV des sites spécialisés : cmonjob.fr, public-rh.com, webcible.com, etc.

Adenclassifieds propose à ses clients de choisir des profils parmi 1,1 million de CV, proposant un niveau d'information à jour et des candidats rapidement disponibles sur le marché du travail. La Société met à disposition des recruteurs des outils de gestion de ses bases de données et permet une recherche en fonction de nombreux critères. Chacune des bases permet d'accéder à des profils différents. A titre d'exemple, le taux de duplication des candidats ayant déposé ou actualisé leur CV sur Keljob et Cadreemploi sur les douze derniers mois était seulement de 14,9 % au 30 septembre 2006. La Société a apporté une attention toute particulière à l'ergonomie de ses outils de consultation de CV et a mis en place un service d'alerte CV informant quotidiennement les recruteurs de l'arrivée de nouveaux profils correspondant aux critères de recherche retenus.

Cette consultation peut être ponctuelle ou faire l'objet d'un abonnement annuel, semestriel ou mensuel. A la date d'enregistrement du présent document de base, l'abonnement annuel à la CVthèque de keljob.com est de 12.100 euros et de 12.000 euros à la Candidathèque de cadreemploi.fr.

accueil

recherche multicritère

espace candidats

espace formation

espace recruteurs

CVthèque

Vos recherches

Vos préférences

Déconnexion

Consulter les CV

Aide à la recherche ?

Lieu de résidence :
Lieu de résidence du candidat

(Indifférent)

Alsace

Aquitaine

Auvergne

Sélectionnez ou désélectionnez avec les flèches ci-dessous

(Indifférent)

Mobilité :
zone de mobilité géographique souhaitée par le candidat

(Indifférent)

MOBILE MONDE

MOBILE EUROPE

MOBILE FRANCE

Alsace

Aquitaine

(Indifférent)

Mot clés :
Recherche par mots clés sur l'intitulé du poste ou/et dans le corps du CV

avec

tous les mots (ET)

Affiner votre recherche :

Titre du CV :
affiche uniquement les CV contenant ces mots clé dans l'intitulé du poste

ET

Type de contrat :

(Indifférent)

Niveau d'étude :

(Indifférent)

à

(Indifférent)

Expérience :

(Indifférent)

à

(Indifférent)

Disponibilité :

(Indifférent)

Poste :

(Indifférent)

☒ Effectuez maintenant la recherche
 ☐ Recevez quotidiennement tous les nouveaux CV par mail
 ☐ Enregistrez votre recherche sur le site

Recherche simple

Rechercher maintenant !

Critères de recherche de CV sur cadremploi.fr

Recherche Dans La Candidature

Première utilisation ? Pour effectuer le plus efficacement possible une recherche dans le **Candidat**, que :

- N'hésitez pas à consulter notre **Aide** ?
- Ou à vous reporter aux aides à droite de la page.

Recherche Générale

Vous devez saisir au moins un critère en plus du nom de la recherche.

Nom

Nom de la recherche :

Fonctions recherchées

☐ Recherche portant sur : ☒ le dernier poste du candidat ☐ son poste souhaité

- ☐ Administration - Services généraux
- ☐ Gestion - Comptabilité - Finance
- ☐ Audit
- ☐ Conseil
- ☐ Juridique Fiscal
- ☐ Ressources Humaines - Personnel - Formation
- ☐ Etudes - Recherche
- ☐ Santé (Médical) - Social
- ☐ Santé (Industrie)
- ☐ Commercial
- ☐ Logistique - Achat - Stock - Transport
- ☐ Production - Maintenance - Qualité - Sécurité - Environnement
- ☐ Informatique
- ☐ Télécom - Réseaux
- ☐ Multimedia - Internet
- ☐ Export
- ☐ Marketing
- ☐ Communication
- ☐ Direction générale - Direction centre de profits
- ☐ Santé (Ancienne rubrique)

Localisation du poste souhaité par le candidat

☐ Rechercher un candidat : ☒ mobile ☒ habitant

Vous pouvez cocher une ou plusieurs régions de la liste :

- ☐ Alsace
- ☐ Aquitaine
- ☐ Basse-Normandie
- ☐ Bourgogne
- ☐ Bretagne
- ☐ Centre
- ☐ Champagne-Ardenne
- ☐ Corse
- ☐ Franche-Comté
- ☐ Haute-Normandie
- ☐ Ile-de-France
- ☐ Languedoc-Roussillon
- ☐ Limousin
- ☐ Lorraine
- ☐ Midi-Pyrénées
- ☐ Nord-Pas-de-Calais
- ☐ Pays-de-la-Loire
- ☐ Picardie
- ☐ Poitou-Charentes
- ☐ Provence-Alpes-Côtes d'Azur
- ☐ Rhône-Alpes
- ☐ Dom-Tom, Etranger
- ☐ Etranger

Salaires et type de contrat

Type de contrat ☒ CDI ☐ CDD

Salaires annuel brut entre et Euros

ex: 50000

Aide

Poste actuel/souhaité
La recherche porte sur la fonction du ou des postes précisés.

Aide

Fonctions recherchées
Vous avez la possibilité d'élargir les fonctions recherchées en cochant les cases correspondantes et / ou en cliquant sur la + pour afficher les sous-fonctions.

Aide

LIEU
Vous avez la possibilité de préciser le lieu du poste. Vous obtiendrez les CV des candidats acceptant de travailler dans la ou les régions cochées.

Aide

Salaires
La recherche porte sur le salaire actuel ou souhaité.



















6.5.1.2.2.2. Logiciel de traitement de candidatures

La Société estime que CVmail, sa solution de traitement de candidatures par email en mode ASP, est l'outil leader sur ce segment de marché avec plus de 180 clients fidélisés.

Afin de mettre son expérience au service des recruteurs et le cas échéant de leur service en ressources humaines, Adenclassifieds commercialise une solution par laquelle ses clients peuvent centraliser et organiser la totalité de leurs candidatures et CV. Des outils de « traçabilité » offrent ainsi une meilleure visibilité sur le recrutement et les actions engagées, permettant de gérer les flux de candidatures. Depuis janvier 2006, CVmail a permis aux entreprises de traiter plus de 5.600 postes pour un volume supérieur à 350.000 candidatures (source : Adenclassifieds).

L'abonnement annuel au service de traitement de candidatures est commercialisé sur une base de 7.600 euros pour un utilisateur et 12.600 euros jusqu'à dix utilisateurs à la date d'enregistrement du présent document de base.

Présentation de l'interface CVmail

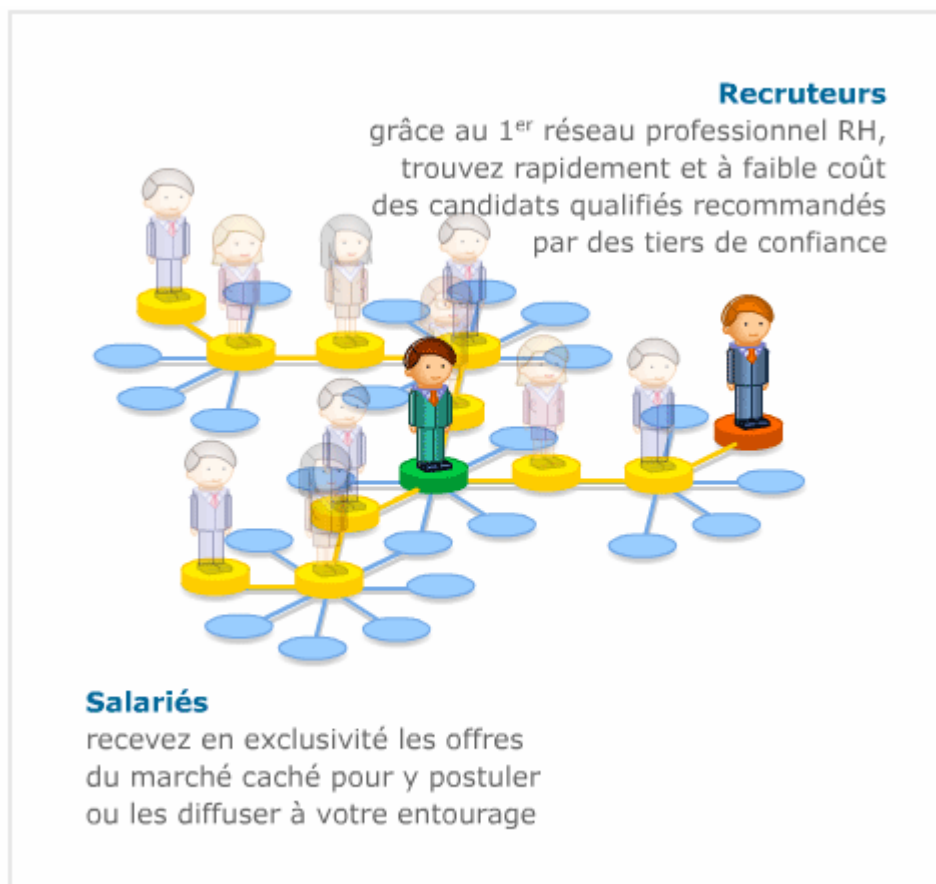
Cv-Mail					
Journal de < Claire DUDOUYT >					
 Transférées 6	 Lues 6	 Non lues 0	 Positifs 2	 Négatifs 1	 Non traitées 3
Etat	Avis	Nom/Prénom du candidat ↓	Poste	Support	Date de candidature
		Claire Dudouyt	dessinateur	site corporate RH	21/02/2006
		Wilfried Ancarno	dessinateur	site corporate RH	21/02/2006
		Dorothée Vassou	commercial	Keljob	14/02/2006
		Steven Orgebin	Ingénieur d'affaire Paris	cadremploi	02/01/2006
		Wesley Nelet	technicien impression - graphiste	Agence Adecco	02/01/2006
		Aïcha Lemercier	Ingénieur d'affaire Paris	KELJOB	02/01/2006

6.5.1.2.2.3. Services de cooptation sur Internet

La cooptation permet aux employeurs de contacter des candidats qualifiés (au sein d'une même entreprise ou d'entreprises d'un même secteur d'activité) recommandés par des tiers de confiance.

Adenclassifieds propose, à travers sa solution propriétaire Cooptin, lancée en novembre 2005, la mise en place d'un système organisé de gestion informatisée du recrutement par cooptation. Cooptin se fonde ainsi sur les réseaux relationnels de chaque individu pour permettre une diffusion des offres auprès de personnes à la recherche d'un emploi ou de personnes en poste auxquelles la proposition ne serait pas parvenue par un autre canal.

Le schéma ci-dessous synthétise le processus de cooptation.



Le système innovant de Cooptin, dans la lignée des nouveaux outils Web 2.0 et des réseaux sociaux, assure une traçabilité complète tout au long du processus de cooptation et assure la confidentialité des informations transmises par les différents « cooptants ». Enfin, Cooptin facilite l'identification et la rémunération éventuelle des intermédiaires ayant participé à l'identification du candidat recruté.

A la date d'enregistrement du présent document de base, la grille tarifaire se décompose ainsi :

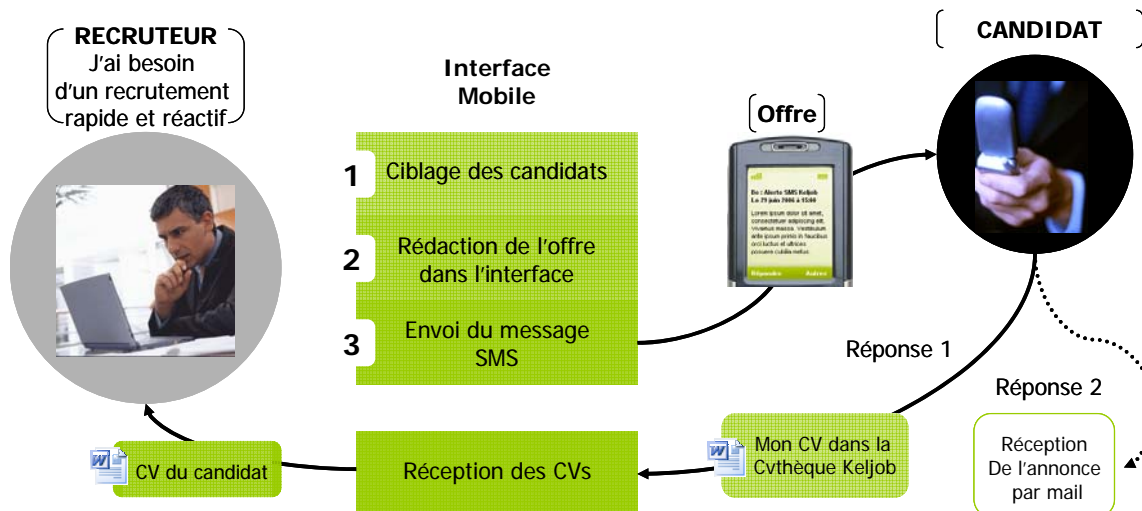
- offre à l'unité pour une durée de quatre semaines : 800 euros ;
- jusqu'à cinq emplacements à utiliser pendant douze mois : 9.900 euros ;
- jusqu'à vingt emplacements à utiliser pendant douze mois : 22.000 euros.

6.5.1.2.2.4. *Service Mobile*

Avec un taux de diffusion dans la population de plus de 80 % (82,6 % selon l'ARCEP – Observatoire des mobiles, 30 septembre 2006), le téléphone mobile représente un support de communication de masse permettant une diffusion extrêmement rapide des offres d'emploi. Les accès Internet par l'intermédiaire du téléphone mobile étant encore assez faibles, Adenclassifieds a souhaité s'appuyer sur la simplicité d'usage du SMS pour proposer un service dépassant la simple transmission d'annonces. Le service proposé par Adenclassifieds permet ainsi au candidat, non seulement de recevoir des offres d'emploi au format SMS (et, le cas échéant, dans sa boîte email, un descriptif plus détaillé du poste à pourvoir) mais surtout d'y postuler directement et simplement par SMS s'il a déposé préalablement son CV sur keljob.com. Dans le dernier cas, Adenclassifieds envoie alors directement au recruteur le CV complet lui permettant de faire sa sélection avec toutes les informations nécessaires. Lors du lancement de ce service en novembre 2006, les clients

d'Adenclassifieds pouvaient déjà contacter 85.000 candidats ayant déposé leur CV et numéro de téléphone portable. Ce service est gratuit pour le candidat. Le recruteur n'est facturé qu'en fonction du nombre de SMS envoyés, les prix allant de 1 euro à 2 euros l'unité en fonction du nombre total d'envoi.

Schéma explicatif du service mobile d'Adenclassifieds sur keljob.com



Ce service mobile, initialement lancé sur keljob.com, a vocation à être étendu à l'ensemble des sites Emploi d'Adenclassifieds. Parallèlement, Adenclassifieds propose aux abonnés du service i-mode de Bouygues Télécom de consulter sur leurs mobiles les offres de cadreemploi.fr. Ce service intègre également des systèmes d'alertes i-mode.

6.5.1.2.2.5. Services complémentaires à destination des candidats

Afin d'attirer et fidéliser un plus grand nombre d'internautes, Adenclassifieds propose des services complémentaires à la consultation d'offres d'emploi sur ses sites. Ces services à destination des candidats sont gratuits.

Alertes email

Les sites Emploi d'Adenclassifieds proposent un système d'alertes, entièrement gratuit pour les candidats qui leur permet d'être informés extrêmement rapidement des nouvelles offres. Au 30 septembre 2006, la Société avait plus de 1,9 millions internautes inscrits à ses alertes email Emploi. Au mois de septembre 2006, Adenclassifieds a envoyé plus de 13 millions d'alertes email.

Ce service est particulièrement utile dans un contexte où les offres sont de plus en plus rapidement pourvues. L'alerte email permet également à l'internaute d'optimiser son « expérience utilisateur » en se concentrant sur les annonces répondant aux critères qu'il a spécifiés.

Dépôt de CV

Les sites Emploi d'Adenclassifieds proposent aux internautes recherchant un emploi de déposer gratuitement leur CV dans les bases de données de la Société. Les candidats peuvent ainsi se faire contacter directement par les recruteurs ayant souscrit au service de consultation des bases de données de CV.

Contenu éditorial de la Société

Adenclassifieds offre un contenu éditorial à ses clients et utilisateurs (information sur l'emploi, les entreprises qui recrutent, évolutions réglementaires, focus métier, etc.) à travers des rubriques spécialisées sur le site et des newsletters hebdomadaires.

Bonjour,
voici la newsletter n°256 de CADREMPLOI.fr.
Découvrez le **Guide du CV** pour lequel nous avons interrogé les meilleurs recruteurs, chasseurs de têtes, coachs mais également des candidats qui ont décroché un emploi grâce à un CV qui a su convaincre.

Bonne lecture.
L'équipe de CADREMPLOI.fr.

Mardi 28 Novembre 2006

le 15 novembre prochain dès 13H

Identifiant : mot de passe :

A la une cette semaine

SAFRAN RECRUTE

Offre de la semaine

AREVA NP, 1er concepteur et constructeur mondial de centrales nucléaires, recrute des ingénieurs expérimentés pour participer aux projets d'implantation de réacteurs nucléaires en France et à l'international (Finlande, Etats-Unis...).

Recherche Rapide

Fonction
Secteur
Localisation

Entreprise de la semaine

ALDES Améliorer la qualité de l'air pour améliorer la qualité de vie.
Telle est la philosophie du groupe ALDES ! ALDES recrute 1 Responsable Trésorerie basé à Lyon et 1 Chargé(e) de Prescription Bacc+2 thermique basé(e) à Bordeaux.

Espace Perso

Pour déposer votre CV, créer des alertes e-mail, gérer vos candidatures...

Identifiez-vous :
Votre e-mail :
Mot de passe :

Nominations

NRJ Mobile : directeur exécutif
Jérôme Birba, diplômé de l'Institut national des télécoms et titulaire d'une maîtrise de gestion de l'université Paris-Dauphine...

Et aussi Crédit Agricole, JCDecaux, Singer France...

Comique de chiffres

A priori, on se dit que les statisticiens sont des gens sérieux et aussi pondérés que les chiffres qui émergent de leurs graves études. On se persuade que les centaines de pages de tableaux et les analyses qu'ils en déduisent ne sauraient en aucun cas servir de potion lors d'un séminaire de thérapie par le rire...

Actualités

RECRUTEMENT

Les plus grandes discriminations : âge et origine ethnique
Une étude publiée conjointement cette semaine par Adia et l'Observatoire des discriminations, révèle qu'un candidat de 48-50 ans « reçoit trois fois moins de réponses positives, avec 32% de chances d'être convoqué... »

Les recrutements de cadres en hausse
Selon l'étude de l'Apec sur les perspectives de l'emploi cadre dans huit pays européens, les recrutements de cadres en 2006 et 2007 devraient atteindre des sommets. L'Association pour l'emploi des cadres souligne...

REMUNERATIONS

Les difficiles relations entre les cadres et l'entreprise
Selon l'enquête annuelle de la Cegos, plusieurs difficultés se font jour dans les relations entre les cadres et leurs entreprises. C'est ainsi que plus de 70% des cadres ne sont pas satisfaits de leur système de rémunération...

Les informaticiens ont le vent en poupe
La conjoncture semble à nouveau favorable aux informaticiens, notamment sur le front des salaires : selon le dernier bulletin semestriel établi par Oberthur Consultants, la progression de leur rémunération globale...

TENDANCE

Bruxelles et le droit du travail
La Commission européenne vient d'adopter un livre vert comme base d'une vaste consultation destinée à « moderniser le droit du travail » et à faire un bilan de la situation en Europe...

TENDANCES

Difficultés d'emploi dans le secteur automobile
Dans le cadre d'un plan de soutien aux secteurs en difficulté, le Premier ministre, Dominique de Villepin, a entamé jeudi 23 novembre une série de consultations avec les acteurs de la filière automobile...

Collection CADREMPLOI.fr

Le guide du CV

Halte aux CV bâclés ! Les logiciels de tri les zapent s'ils n'y trouvent pas les bons mots clés. Et les recruteurs en chair et en os les jettent s'il manque les informations qu'ils attendent. Que savez-vous faire ? Que pouvez-vous faire ? Lesquelles de vos compétences sont transposables ?
CADREMPLOI.fr vous propose aujourd'hui de découvrir son nouveau Guide du CV, pour lequel nous avons interrogé les meilleurs recruteurs, chasseurs de têtes, coachs, mais également des candidats qui ont décroché un emploi grâce à un CV qui a su convaincre.

Commandez le Guide du CV, et bénéficiez des frais d'expéditions offerts jusqu'au 7 décembre 2006.
Téléchargez gratuitement un chapitre du guide du CV.

Interview

Hervé Philippe, Brother France
Brother France, filiale française du groupe international Brother, est connu essentiellement du grand public pour ses solutions et produits d'impression. De fait, l'entreprise occupe l'une des toutes premières places sur les marchés français de l'imprimante laser, du fax, des imprimantes multifonctions et des produits d'étiquetage électronique.

Travailler Autrement

Bertrand Le Bris, consultant en management de projet
Evolution de la concurrence, du marché et des technologies... L'instabilité de l'environnement économique constitue aujourd'hui le principal problème auquel sont confrontés les décideurs. Le rôle d'un consultant en management de projet ? Aider les entreprises à s'adapter, en les accompagnant dans leurs évolutions. Un métier que nous présente Bertrand Le Bris, consultant de la société Intervention.

Vous êtes inscrit(e) à cette Newsletter suite à votre abonnement sur le site CADREMPLOI.fr.

Services premium

Afin d'accompagner les candidats dans leur démarche de recherche d'emploi, le site keljob.com a mis en place une offre packagée regroupant une large sélection de services depuis la formation « *online* » jusqu'à la préparation des entretiens ou la mise en ligne de modèles de CV et de lettres de motivation. Ce bouquet de services permet au candidat de couvrir tous les besoins d'une recherche d'emploi par l'intermédiaire d'une seule plateforme.

Autres services apportés par des partenaires

Les sites Emploi d'Adenclassifieds proposent parallèlement un large panel de services aux candidats pour les accompagner dans leur parcours professionnel, dont certains proposés dans le cadre de partenariats :

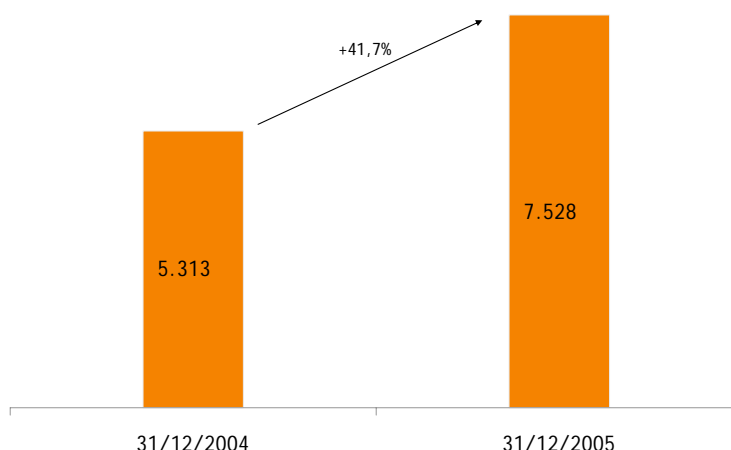
- conseil sur le travail indépendant avec isalariat.fr sur cadremploi.fr ;
- bilan de personnalité avec mareussite.com sur cadremploi.fr ;
- fiches métiers avec notamment Letudiant.fr, le CIDJ et Syntec informatique sur keljob.com ou cadremploi.fr, etc.

6.5.1.3. Les clients des sites Emploi d'Adenclassifieds

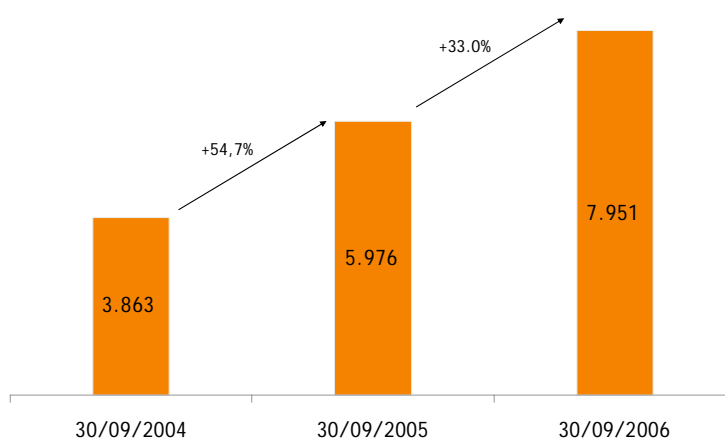
Les clients des sites Emploi d'Adenclassifieds regroupent essentiellement des professionnels (BtoB) du marché de l'emploi en France : des entreprises (principalement du secteur privé et dans une moindre mesure du secteur public), des cabinets de recrutement et chasseurs de tête, des sociétés de travail temporaire et des SSII.

Adenclassifieds s'adresse à ses clients soit directement au travers de sa force commerciale, soit indirectement à travers des agences de communication spécialisées en ressources humaines.

Evolution du nombre de clients non dédoublés des sites Emploi d'Adenclassifieds sur douze mois



Evolution du nombre de clients non dédoublés des sites Emploi d'Adenclassifieds sur neuf mois



Source des deux graphiques : Adenclassifieds.

Au 30 septembre 2006 (date effective de la fusion entre Cadremploi, Keljob et Explorimmo), les sites Emploi d'Adenclassifieds recensaient 7.951 clients non dédoublés (entre Cadremploi et Keljob), contre 5.976 au 30 septembre 2005, soit une progression de 33,0 % en un an. La progression du nombre de clients Emploi d'Adenclassifieds était de 41,7 % en 2005 par rapport à 2004.

La Société estime à 15 % le taux de duplication entre les clients de Cadremploi et de Keljob, ce qui correspond à 6.758 clients uniques pour les sites Emploi d'Adenclassifieds au 30 septembre 2006.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2006, environ 80 % du chiffre d'affaires de la Société a été réalisé par les clients situés en Ile-de-France. Les 20 % restant proviennent de clients situés dans les autres régions.

6.5.1.3.1. La typologie des clients Emploi

Les clients d'Adenclassifieds correspondent à deux typologies de professionnels du marché de l'emploi en France :

- les entreprises : très grandes (type CAC 40), grandes, PME et TPE ;
- les intermédiaires : cabinets de recrutement et chasseurs de têtes, les sociétés de travail temporaire et les SSII.

Les entreprises

Adenclassifieds compte parmi ses clients Emploi deux tiers des sociétés du CAC 40 (au 30 septembre 2006), contre 40 % en 2005 et 25 % en 2004. Le potentiel commercial d'une entreprise dépend cependant plus de son dynamisme en matière de recrutement que de la taille réelle de son effectif.

Avec 2,6 millions d'entreprises en France (source : INSEE), le marché de la publication d'offres d'emploi sur Internet présente ainsi un potentiel de croissance important, notamment auprès des PME (adressées par la télévente) et des TPE (sensibles au paiement en ligne). A titre illustratif, la télévente représente 15 % des prises de commandes de l'activité Emploi à la date d'enregistrement du présent document de base. Ce type de commandes correspond essentiellement à des offres à l'unité.

Parallèlement, le secteur public, encore peu ouvert aux offres d'emploi sur Internet, constitue un potentiel de croissance dans les prochaines années pour les activités Emploi d'Adenclassifieds.

Les intermédiaires

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société estime disposer, avec près de 800 clients cabinets de recrutement et chasseurs de tête, d'un taux de pénétration de 2/3 de la profession sur une population de 1.250 cabinets de conseil en recrutement en France (source : www.cercomm.net).

Adenclassifieds estime détenir une part de marché de 11 % à la date d'enregistrement du présent document de base sur les clients sociétés de travail temporaire, dont les trois leaders du secteur (Adecco, Manpower et Vedior) qui se partagent 70 % du marché de l'intérim (source : PRISME).

La Société estime disposer d'un taux de pénétration de 16 % du marché des SSII, sociétés très actives en matière de placement d'informaticiens auprès des entreprises. Le marché est estimé à environ 3.000 SSII en France (source : Hitechpros).

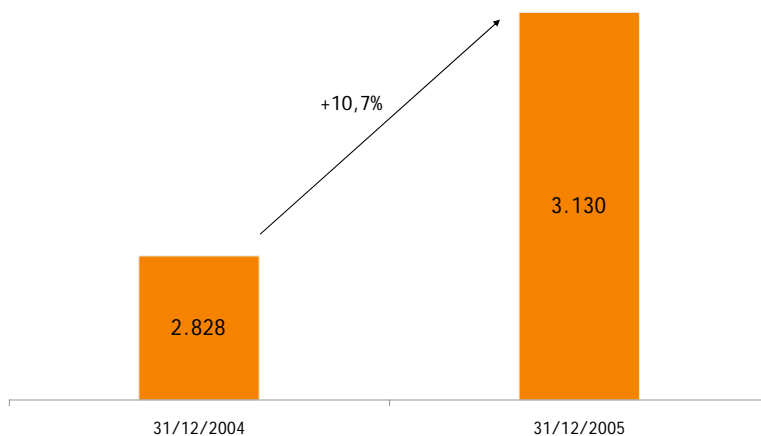
Dans le cadre de ses activités Emploi, Adenclassifieds estime n'être dépendant d'aucun de ses clients, son premier représentant moins de 1 % de son chiffre d'affaires.

6.5.1.3.2. Evolution de la facturation moyenne par client

La Société présente ci-dessous l'évolution de la facturation moyenne par client sur les périodes étudiées. Ce chiffre s'entend avant application des règles de reconnaissance du revenu conduisant à l'étalement du chiffre d'affaires. Un tel indicateur permet d'illustrer la valeur acceptée par les clients pour les produits commercialisés par Adenclassifieds. Cet indicateur est à mettre en perspective avec le prix d'entrée d'une annonce à l'unité (550 euros pour cadremploi.fr ou keljob.com).

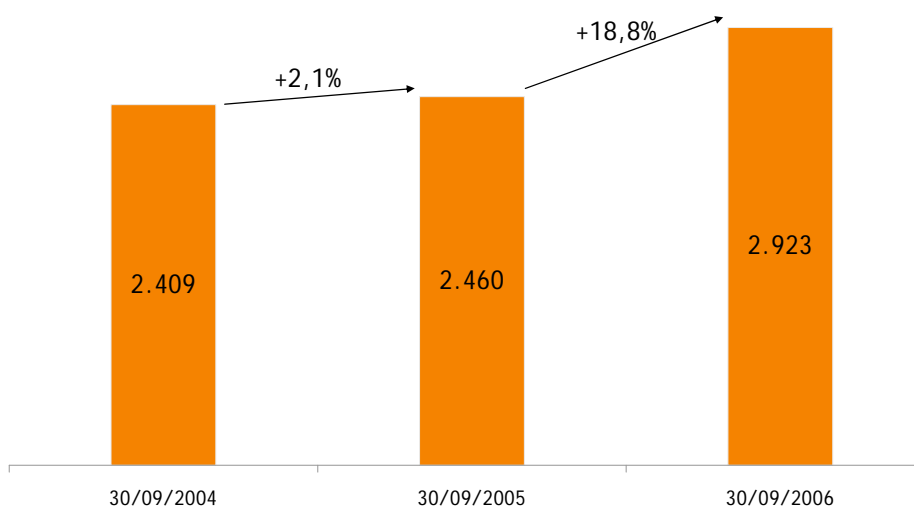
Compte tenu de la grande diversité des tarifs des produits commercialisés, de la forte disparité des types de clients (taille, maturité en matière de e-recrutement, etc.), de la saisonnalité des prises de commandes, de la durée des abonnements vendus et du « mix produit », cet indicateur n'explique pas à lui seul la performance commerciale de la Société.

Facturation moyenne par client non dédoublé sur 12 mois



Note : Facturation sur la période divisée par le nombre de clients non dédoublés en fin de période.

Facturation moyenne par client non dédoublé sur neuf mois



Note : Facturation sur la période divisée par le nombre de clients non dédoublés en fin de période

6.5.1.4. Présentation des sites de l'activité Emploi d'Adenclassifieds

A travers ses différents sites, Adenclassifieds couvre toutes les catégories socioprofessionnelles, tous les secteurs, tous les niveaux d'expérience et toutes les régions.

www.keljob.com : « métamoteur » généraliste

Premier site Emploi métamoteur généraliste privé sur Internet (source : Médiamétrie Nielsen NetRatings), keljob.com propose, par une recherche simple, d'accéder à des offres ciblées en provenance de plus de 1.500 sites référencés (entreprises, cabinets de recrutement, agences d'intérim et sites emploi). En un clic keljob.com permet à l'internaute d'être mis en relation directe avec le recruteur en étant redirigé vers l'offre située sur le site Internet de celui-ci. Avec plus de 70.000 annonces couvrant de larges types de fonctions, de secteurs d'activité ou de régions, keljob.com se positionne ainsi comme un site efficace pour une recherche d'emploi exhaustive. En septembre 2006, le trafic du site est de 1,4 millions de visiteurs uniques, 2,8 millions de visites et 21 millions de pages vues (source : Xiti). Keljob.com compte également plus de 400.000 candidats inscrits à une alerte e-mail et une base de près de 180.000 CV de moins d'un an.

The screenshot shows the keljob.com homepage. On the left, there are three vertical banners: the keljob.com logo, a banner for 'Conseillers clientèle à distance' featuring a group of people, and a 'KIABI RECRUTE' banner for managers. The main content area has a top navigation bar with links: accueil, recherche multicritère, espace candidats, espace formation, and espace recruteurs. Below this is a 'Bienvenue!' message and a search bar with 'recherche express' and a 'Go!' button. To the right of the search bar are two dropdown menus for 'Voir les dernières offres' filtered by 'par secteur' and 'par région'. Below the search bar is a section for 'Espace candidats' with a login form (e-mail, mot de passe, Go!) and a 'Connexion permanente' link. To the right of the login form are four boxes: 'Entreprise de la semaine' (Feirevia), 'Elles recrutent' (FIDUCIAL, steria, BRICOMAN), and 'A découvrir sur Keljob' (Keljob Premium). At the bottom, there is a footer with various links and a search bar.

3 modes de recherche :

- Recherche multicritère, permet d'affiner sa recherche
- Recherche express, aboutit directement aux offres
- Chaînes thématiques, aboutit à une recherche express sélective

www.cadrenploi.fr : « sites média » dédié aux dirigeants, cadres et assimilés

Premier site Emploi privé pour les dirigeants, cadres et professions intermédiaires (source : Ipsos Media-FCA, 2006), cadrenploi.fr s'est positionné comme un véritable média de recrutement pour les Bac+2 et plus. Ce site propose aux candidats ciblés des services adaptés à leur situation et permettant de faciliter toute recherche d'emploi : consultation d'offres d'emploi, dépôt de CV rapide et richesse de son contenu éditorial. Cadrenploi.fr bénéficie également de partenariats avec les professionnels du marché de l'emploi en France.

Avec environ 20.000 offres d'emploi en septembre 2006 et plus de 910.000 CV, le trafic mensuel du site atteint 1,5 millions de visiteurs uniques, 3,4 millions de visites et 32 millions de pages vues (source : Xiti, septembre 2006).

Contenu éditorial du site :

- **édito** hebdomadaire;
- **Espace diversité** : informations et conseils pour candidats et recruteurs;
- **L'info de l'emploi** : renouvelée chaque semaine et relayée dans la newsletter chaque mardi.



→ Espace d'identification

Accès direct aux principaux services du sites : dépôt de CV, alertes e-mail, présentations des entreprises, cabinets et sociétés d'intérim qui recrutent le plus

Espace de recherche d'offres d'emploi : moteur de recherche rapide, accès vers le moteur détaillé, recherche thématique...

E-commerce : dépôt d'offre d'emploi en ligne.

Pavé de Une : mise en avant d'un service spécifique; renouvellement hebdomadaire.

www.cmonjob.fr : « site média » dédié aux employés et ouvriers (jusqu'à Bac+2)

Site de mise en relation en 1 clic entre les employés et les recruteurs lancé en 2006, cmonJob.fr est un outil de recherche d'emploi simple et rapide pour les candidats ayant un niveau de formation jusqu'à Bac+2. CmonJob.fr s'adresse aux employés et aux ouvriers des secteurs peu exposés sur Internet (BTP, santé, artisanat, restauration, etc.). Afin de répondre aux besoins des candidats, les offres d'emploi sont réparties sur des listes de près de 300 métiers. Enfin, pour permettre au candidat de postuler rapidement, cmonJob.fr propose deux services complémentaires : possibilité de postuler aux offres d'emploi en un seul clic (CmonCV) ou de recevoir les nouvelles offres d'emploi par e-mail (CmesAlertes).

Lancé en juin 2006, cmonjob.fr enregistre plus de 400.000 visites et 3 millions de pages vues au mois de septembre 2006 (source : Xiti).

The screenshot shows the homepage of cmonJob.fr. At the top, there is a search bar labeled 'Identifiez-vous e-mail/identifiant' with a 'Publié ?' button. Below this is a navigation bar with links: 'Trouvez un', 'CmonCV', 'CmesAlertes', and 'Déposez une OFFRE'. A large banner features the text 'BAC/BAC+2 MECANIQUE AUTOMOBILE' and 'Si vous partagez le même point de vue...'. Below the banner are filters for 'Mots-clés', 'Région, département...', and 'Métier'. The main content area is divided into two columns of job categories, such as 'BTP/SECOND OEUVRE', 'HÔTELLERIE/RESTAURATION', 'SANTÉ/SOCIAL', 'MÉTIER INDUSTRIE/AUTO', 'PERSONNEL DE MAISON', 'COMMERCE DISTRIBUTION', 'GESTION/COMPTABILITÉ', 'INFORMATIQUE/TELECOM', 'CARRIÈRES PUBLIQUES', 'AGRICULTURE/ENVIRONNEMENT', 'ASSISTANT/ACCUEIL', 'MANUTENTION/TRANSPORT', 'TELEMARKETING', 'ARTISANAT', 'SECURITE/HYGIENE', 'IMMOBILIER', 'ENSEIGNEMENT/DROIT', 'MULTIMEDIA/INTERNET', and 'COMMUNICATION/LOISIRS'. On the right side, there is a section 'A La Une' featuring a 'picard' logo, followed by 'Ils recrutent' with logos for 'la crêperie', 'VIAUXCONTACT', 'instead', 'CDI', and 'des Vendeurs H/F'. Below that is a 'Top recruteurs' section listing companies like 'PAGE PERSONNEL MICHAEL', 'TASK INTERNATIONAL', 'TIGUICAL ALEXANDRE TIC', 'AGORA SEARCH MERCURI', 'USVAL KONICA MINOLTA', 'DECATHLON', 'EGOR - Bernard KRIEF', and 'Ressources Humaines'. At the bottom, there is a 'LES DERNIÈRES OFFRES' section with job listings like 'VENDEUR H/F | PICARD SURSELES | CDI', 'BORNEUR H/F | LYONNESE | CDI', 'RESPONSABLE DU SERVICE NETTOYAGE H/F | TALENTUR', 'TECHNICIEN FRIGORISTE ITINÉRANT (H/F) | TALENTUR | CDI', and 'TECHNICIEN DE MAINTENANCE ELECTRONIQUE (H/F) | TALENTUR | CDI'. Annotations with arrows point to various parts of the site: 'Espace d'identification' points to the top search bar; 'Liens vers les services candidats et recruteurs : - dépôt de CV; - création d'alerte e-mail; - dépôt d'offre de job.' points to the navigation bar; 'Listing des métiers représentés sur CmonJob.fr (non exhaustif) : accès direct aux listes de résultats' points to the job category lists; 'Liste des recruteurs proposant le plus d'offres de jobs sur le site.' points to the 'Top recruteurs' section; and 'Liste des dernières offres de job diffusées sur le site.' points to the 'LES DERNIÈRES OFFRES' section.

www.webcible.com : sites spécialisés sur certains secteurs d'activité

Portail de sites Emploi spécialisés par métier en France, webcible.com offre un large panel de marques dédiées chacune à un secteur d'activité spécifique : WebCible IT, WebCible Commerciaux, WebCible Finance, WebCible Freelance.

webcible.com permet une approche fine des besoins de chaque secteur, favorisant ainsi une réponse la plus appropriée possible à chaque situation. webcible.com compte près de 5.000 offres d'emploi récentes et une CVthèque riche de près de 142.000 CV au 30 septembre 2006.



www.cmaregion.com : « site média »

Fondé sur l'importance pour le candidat de trouver des offres d'emploi dans sa région, ce site propose des portails spécialisés dans toutes les régions de France. CmaRegion.com permet aux candidats de gagner du temps en leur permettant d'accéder exclusivement aux offres de leur région. En diffusant leurs annonces dans un environnement dédié à leur région, les recruteurs reçoivent des candidatures ciblées et sont assurés de la motivation des candidats à travailler dans leur secteur géographique. CmaRegion.com est adapté aux PME comme aux antennes régionales des grandes entreprises et leur permet d'optimiser la diffusion de leurs annonces.

www.public-rh.com : site spécialisé « carrières publiques »

Site Emploi spécialisé sur les carrières publiques, public-rh.com propose un panel d'offres d'emploi couvrant tant la fonction territoriale, que la fonction d'Etat et la fonction hospitalière. Ce site s'adresse tant à des personnes déjà fonctionnaires qu'à des personnes souhaitant intégrer la fonction publique et dispose d'une base de données de plus de 12.500 CV entièrement dédiés à la fonction publique (au 30 septembre 2006).

Public RH LES EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION EN LIGNE

Accueil Espace Candidats Toutes les Offres Public Infos Espace Recruteurs

Nous sommes le 14/06/106, il est 12h56

7 offres correspondent à vos critères

[Nouvelle recherche](#)

Page 1 / 1

Structure	Région	Secteur	Poste
Mairie de Boulogne-Billancourt	Ile de France	Action sociale	Assistant socio-éducatif
direction ressources humaines conseil general	Provence Alpes Côte d'Azur	Action sociale	assistant socio-éducatif
direction ressources humaines conseil general	Provence Alpes Côte d'Azur	Action sociale	tarificateur personnes âgées-personnes handicapées
CONSEIL GENERAL DES ARDENNES	Champagne - Ardenne	Action sociale	ASSISTANTS DE SERVICE SOCIAL
Conseil Général des Hautes-Alpes	Provence Alpes Côte d'Azur	Action sociale	Assistant Socio Educatif
Conseil Général des Hautes-Alpes	Provence Alpes Côte d'Azur	Action sociale	Conseiller en Economie Sociale et Familiale
Ville de Fougères	Bretagne	Action sociale	Animateur Local d'Insertion

Informations légales | Contactez-nous

Les sites du groupe Keljob | Kelformation | Formatel | Cooptin | Kelcoach | Webcible | EmploiRegion

Les sites spécialisés JobNtic | JobCommerciaux | JobFreelance | JobMarkcom | EmploiFinance | Emploi

www.cooptin.com : site de cooptation (mise en relation professionnelle)

cooptin.com est le site Internet support de l'offre cooptation d'Adenclassifieds (voir le paragraphe « 6.5.1.2.2.3 - Services de cooptation sur Internet »).

c-cooptin FAITES CONFIANCE A VOTRE RESEAU

Accueil Visite guidée FAQ Contact

Faites confiance à votre réseau

» Visite guidée

Plus de la moitié des postes sont pourvus par le réseau personnel et professionnel; la plupart de ces postes ne sont jamais publiés. Le réseau est au coeur de la démarche de recrutement. Recruteurs, découvrez le 1er réseau professionnel RH qui permet de **trouver rapidement et à faible coût des candidats qualifiés**, recommandés par des tiers de confiance. Salariés, rejoignez Cooptin et **recevez en exclusivité les offres du marché caché**, pour y postuler ou bien les diffuser à votre entourage.

[Visualisez quelques unes de nos offres](#)

CONNECTEZ-VOUS

Identifiant

Mot de passe

Mot de passe perdu ?

VOUS ÊTES RECRUTEUR ?

Abonnez-vous et utilisez votre réseau pour recruter rapidement, simplement et efficacement.

» S'inscrire

VOUS ÊTES SALARIÉ ?

Rejoignez Cooptin gratuitement et recevez en exclusivité les offres primées du marché caché.

» S'inscrire

Revue de presse | Témoignages | Nous contacter | Informations légales

www.cvmail.com

cvmail.com est l'offre d'Adenclassifieds en gestion de processus de recrutement (voir le paragraphe « 6.5.1.2.2.2 - Logiciel de traitement de candidatures »).

www.ljob.co.uk

ljob.co.uk, fondé en 2003, est un métamoteur de recherche d'offres d'emploi au Royaume-Uni et publie plus de 100.000 offres.

ljob.co.uk est un site métamoteur qui référence les offres d'emplois de nombreux sites couvrant tous les secteurs d'activité sur l'ensemble du Royaume-Uni. ljob.co.uk a été classé par Hitwise en août 2006 parmi les 10 sites média anglais les plus visités et constitue ainsi un acteur de référence dans le secteur du référencement d'offres d'emploi sur Internet au Royaume-Uni.

6.5.2. Activité « Formation »

Fort de sa position et de son expertise sur le marché des annonces d'emploi, Adenclassifieds a été l'un des pionniers sur le marché des annonces de formation sur Internet en développant cette activité depuis 2004. Adenclassifieds peut ainsi accompagner les utilisateurs tout au long de leur carrière (formation initiale, recherche d'emploi, formation professionnelle continue, changement d'orientation professionnelle). Le développement rapide de cette activité a été rendu possible par la complémentarité de l'audience et l'expertise commerciale d'Adenclassifieds sur l'activité Emploi.

Adenclassifieds propose à ses clients (centres de formation, Grandes Ecoles, universités) des outils de diffusion sur Internet des annonces de sessions de formation destinées à des services de ressources humaines, des salariés (formation professionnelle continue), des étudiants (formation initiale) ou des demandeurs d'emploi. Adenclassifieds aide donc ses clients à commercialiser leurs offres de formation et ainsi augmenter leur chiffre d'affaires. Chaque inscrit supplémentaire à une session de formation génère un chiffre d'affaires à forte rentabilité marginale justifiant les dépenses de communication. Adenclassifieds se positionne donc comme un apporteur d'affaires permettant aux centres de formation d'optimiser l'organisation de leurs sessions de formation.

Adenclassifieds offre aux internautes la possibilité de sélectionner des sessions de formation en fonction de différents critères (formation initiale/continue, thème, durée ou coût de la formation, situation géographique, etc.).

Adenclassifieds propose en outre un contenu éditorial riche (actualités, fiches métiers, textes de références, accords professionnels, financement, etc.), un annuaire des écoles et une alerte email.

6.5.2.1. Le leader et premier entrant sur le marché de la publication de session de formation

6.5.2.1.1. Audience

Adenclassifieds est le premier acteur de la formation sur Internet en France en terme d'audience. Au 30 septembre 2006, les sites Formation d'Adenclassifieds ont en effet enregistré une audience mensuelle d'environ 717.000 visiteurs uniques (en croissance de 35 % par rapport à septembre 2005), 845.000 visites (en croissance de 37 % par rapport à 2005) et 3,3 millions de pages vues (en croissance de 43 % par rapport à 2005) (source : Xiti, septembre 2006).

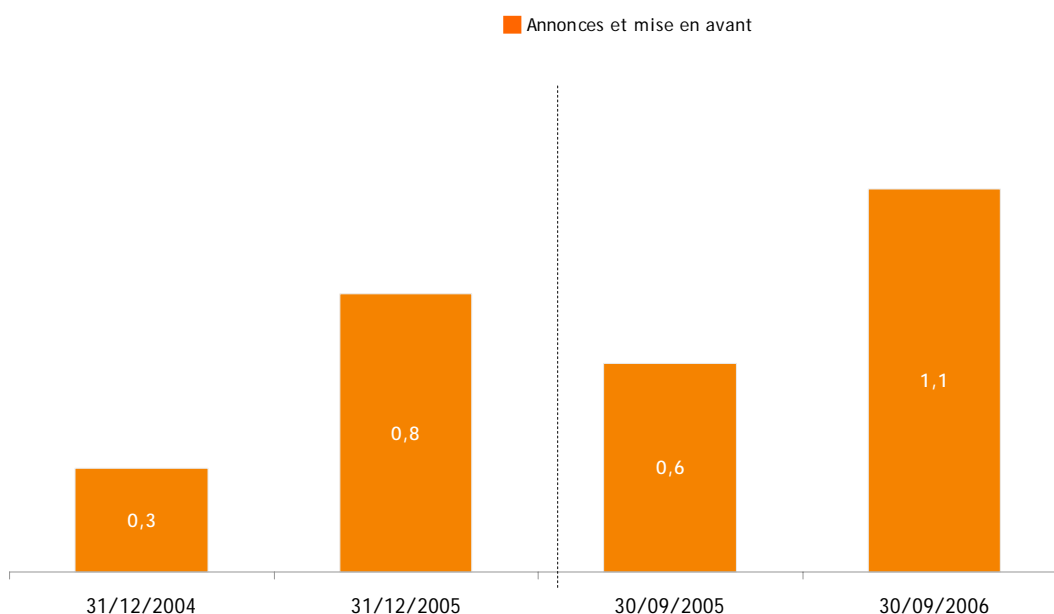
kelformation.com et formatel.com référencent plus de 400.000 sessions de formation au 30 septembre 2006 dans tous les domaines (management, santé, industrie, etc.) et pour tous les types de publics (étudiants, salariés, demandeurs d'emploi).

6.5.2.1.2. Une activité en forte croissance

Depuis son lancement, l'activité Formation d'Adenclassifieds connaît une très forte croissance de son chiffre d'affaires. Cette croissance est portée par la position de leader de la Société sur ce marché émergent qui, selon cette dernière, est aujourd'hui à un stade de développement équivalent à celui du recrutement sur Internet il y a cinq ans.

Le chiffre d'affaires de l'activité Formation d'Adenclassifieds a atteint 0,8 millions d'euros en 2005 soit une progression de 174,7 % par rapport à 2004 et 1,1 million d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2006 soit une progression de 86,1 % par rapport à la même période sur 2005.

Répartition du chiffre d'affaires Formation d'Adenclassifieds par produits (en millions d'euros)



6.5.2.2. L'offre Formation d'Adenclassifieds

6.5.2.2.1. Diffusion d'annonces et produits de mise en avant

La publication d'annonces de sessions de formation s'organise principalement à travers le métamoteur kelformation.com.

6.5.2.2.1.1. Diffusion d'annonces

Adenclassifieds référence ou publie une grande variété d'annonces de formation :

- sessions de formation professionnelle continue (en centre ou sur mesure) ;
- formations éligibles au Droit Individuel à la Formation (DIF) ;
- formations initiales (à temps plein ou en alternance) ;
- formations à distance (par correspondance ou par « e-learning ») ;
- cours particuliers.

Adenclassifieds permet à ses clients de diffuser leurs annonces de formation sur les sites kelformation.com et formatel.com selon plusieurs modalités adaptées à leurs besoins. La grille tarifaire est en effet adaptée en fonction :

- du type de formation : formation initiale ou formation professionnelle continue ;
- du mode d'organisation : inter-entreprises (formation commune à plusieurs stagiaires d'entreprises différentes) ou intra-entreprise (formation réalisée à la demande d'une seule entreprise pour plusieurs de ses salariés).

A la date d'enregistrement du présent document de base, l'offre sur kelformation.com se décompose ainsi :

- Offre formation professionnelle continue :
 - Pack de 1 à 10 annonces de formation diffusées jusqu'à la date de début de la session (dans la limite d'un an). Les tarifs varient en fonction du mode d'organisation (2.300 euros hors taxes pour des formations inter-entreprises pour douze mois et 3.000 euros hors taxes pour des formations intra-entreprises pour douze mois).
 - Pack de 151 à 250 annonces de formation diffusées jusqu'à la date de début de la session (dans la limite d'un an). Les tarifs varient en fonction du mode d'organisation (9.000 euros hors taxes pour des formations inter-entreprises pour douze mois et 12.000 euros hors taxes pour des formations intra-entreprises pour douze mois).
 - Toutes les tailles intermédiaires de packs sont également disponibles. Adenclassifieds propose notamment un pack de 501 à 1.000 annonces maximum de formation inter-entreprises pour un montant de 18.000 euros hors taxes pour douze mois. Tout contrat supérieur à 1.000 annonces fait l'objet d'un devis.
- Offre formation initiale :
 - Pack de 1 à 10 annonces de formation diffusées jusqu'à la date de début de la session (dans la limite d'un an) : 2.000 euros hors taxes.
 - Pack de 11 à 20 annonces de formation diffusées jusqu'à la date de début de la session (dans la limite d'un an) : 3.200 euros hors taxes.
 - Pack de 21 à 50 annonces de formation diffusées jusqu'à la date de début de la session (dans la limite d'un an) : 5.400 euros hors taxes.

6.5.2.2.1.2. Produits de mise en avant

Par ailleurs, Adenclassifieds offre à ses clients un ensemble de services afin de les aider à commercialiser leurs offres de formation :

- mise en avant de sessions de formation : liens sponsorisés en page de résultats (bannière, boutons, corner, etc.), « Formations à La Une » publiées sur les sites partenaires qui permettent une mise en valeur des marques des organismes de formation sur le site ;
- campagnes de communication auprès de publics ciblés ;
- diffusion d'appels d'offres de formation en provenance d'entreprises donneuses d'ordres ; et
- diffusion des sessions auprès d'internautes européens grâce à un réseau de partenaires.

6.5.2.3. Les clients des sites Formation d'Adenclassifieds

Les sites Formation d'Adenclassifieds permettent aux écoles et aux organismes agréés de commercialiser leurs sessions de formation sur Internet.

Sur un marché très concurrentiel, la communication et la commercialisation constituent l'un des facteurs clés de réussite pour ces organismes.

Un des avantages essentiels du média Internet pour les organismes de formation est qu'il permet de se substituer aux canaux de communication traditionnels en s'adressant directement aux salariés prescripteurs dans le choix de leur formation.

Après avoir longtemps privilégié l'accès à l'acheteur final (le responsable de formation) par l'envoi de catalogues papier, par des salons et par de la communication dans la presse spécialisée, les organismes de formation augmentent la part relative de leurs budgets de communication sur Internet par rapport aux autres supports (salons, presse).

Grâce à ses sites, Adenclassifieds permet aux salariés de devenir acteurs de leur formation, en disposant directement grâce à Internet d'une offre étendue de sessions de formation. Par ailleurs, les responsables de formation peuvent également utiliser les sites d'Adenclassifieds pour élargir leur recherche de prestataires.

Au 30 septembre 2006, environ 300 clients font ainsi appel à Adenclassifieds pour le référencement de leurs offres de formation. Parmi eux figure l'ensemble des acteurs majeurs de la formation en entreprise (notamment Cegos et Demos, les leaders sur le marché de l'offre de formation) mais aussi les organismes de formation à distance (CNED, Educatel, Culture et Formation, etc.), les Grandes Ecoles et universités (ESSEC, EM Lyon, ENSAM, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Dauphine, Sciences Po, etc.) ou les centres de formation en alternance.

A titre indicatif la facturation moyenne par client sur les neuf premiers mois de l'année 2006 s'établissait à 3.858 euros. Cet indicateur est à relativiser compte tenu du caractère émergent de ce marché.

6.5.2.4. Présentation des sites Formation d'Adenclassifieds

www.kelformation.com

Adenclassifieds estime disposer du seul métamoteur dédié à la formation initiale et continue en France. kelformation.com recense aujourd'hui plus de 400.000 sessions de formations longues ou courtes. Au 30 septembre 2006, 470.000 visiteurs utilisent kelformation.com par mois (source : Xiti). Le moteur permet aux lycéens, étudiants, demandeurs d'emploi, salariés et responsables formation au sein des entreprises, de trouver toutes les formations utiles pour développer leurs compétences ou celles de leurs collaborateurs. Pour faciliter sa recherche et trouver la formation correspondant à ses besoins, l'internaute dispose de nombreux critères : recherche par domaine, secteur géographique, type de diplôme, formations à distance ou en alternance.

www.formatel.com

Créé en 1989, formatel.com a été le premier portail de formation professionnelle sur le minitel et se positionne désormais comme un acteur de référence sur Internet et publie des annonces de sessions de formation dans de nombreux secteurs (management, ressources humaines, finances, langues étrangères, informatique, etc.).

Au 30 septembre 2006, 289.000 visiteurs utilisent formatel.com par mois (source : Xiti).

www.keldif.com

Créé en mai 2006, keldif.com est un portail dédié au Droit Individuel à la Formation (DIF), nouveau dispositif instauré par la loi du 4 mai 2004 sur la formation professionnelle. Les salariés retrouvent sur ce portail des réponses à leurs questions sur le DIF, dispositif encore méconnu et complexe à appréhender. L'internaute dispose ainsi des outils pour définir son projet de formation : explications

synthétiques des différents accords de branche, conditions d'application et d'utilisation, glossaire, formations éligibles au titre du DIF, formulaire de demande de DIF.

6.5.3. Activité « Immobilier »

A travers ses deux sites média (explorimmo.com et explorimmoneuf.com), Adenclassifieds dispose d'une offre complète sur l'immobilier d'habitation neuf et ancien (vente, location, location de vacances).

La Société estime être le seul acteur de référence sur Internet à proposer simultanément des annonces de professionnels (agences immobilières indépendantes, réseaux immobiliers, administrateurs de biens, notaires, promoteurs) et de particuliers dans toute la France, offrant ainsi aux internautes la possibilité d'avoir accès à une grande diversité d'annonces immobilières.

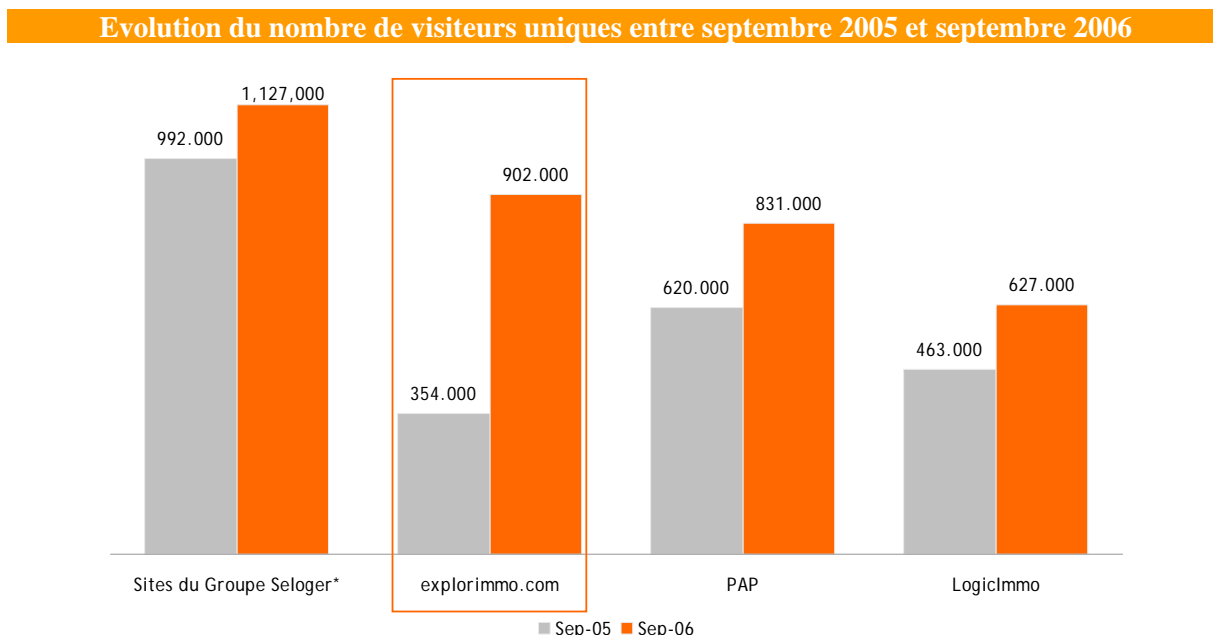
6.5.3.1. Un acteur de référence sur le marché de l'immobilier sur Internet

explorimmo.com a été lancé en octobre 2000 notamment par Publiprint, régie publicitaire du Figaro, afin d'assurer un relais Internet des annonces immobilières publiées dans les titres du groupe Figaro. explorimmo.com est devenu aujourd'hui un média de référence sur le secteur de l'immobilier tant en volume d'audience qu'en volume d'offres.

Par ailleurs, la Société estime, à travers son site spécialisé explorimmoneuf.com, être le leader sur l'immobilier neuf en audience et en volume d'annonces.

6.5.3.1.1. *Un des leaders en audience et en volume d'offres*

A travers explorimmo.com et explorimmoneuf.com, Adenclassifieds est un des leaders du marché de la publication d'annonces immobilières en audience au 30 septembre 2006 (source : Panel Nielsen). Entre septembre 2005 et septembre 2006, les sites immobiliers d'Adenclassifieds ont connu une croissance significative de leur audience, passant de la quatrième à la deuxième place.



Source : Nielsen Netratings.

* Seloger.com + immostreet non dédoublés.

Au 30 septembre 2006, les sites immobiliers d'Adenclassifieds ont enregistré une audience mensuelle d'environ 2,3 millions de visites et 20,7 millions de pages vues (source : Xiti), ce qui représente, en moyenne, une hausse de plus de 100 % sur les deux indicateurs par rapport à septembre 2005.

La Société estime que la forte proportion des CSP+ dans l'audience globale d'explorimmo.com (51,7 % depuis le début de l'année 2006 - source : Panel Nielsen au 30 septembre 2006) permet de répondre aux attentes des annonceurs professionnels et particuliers.

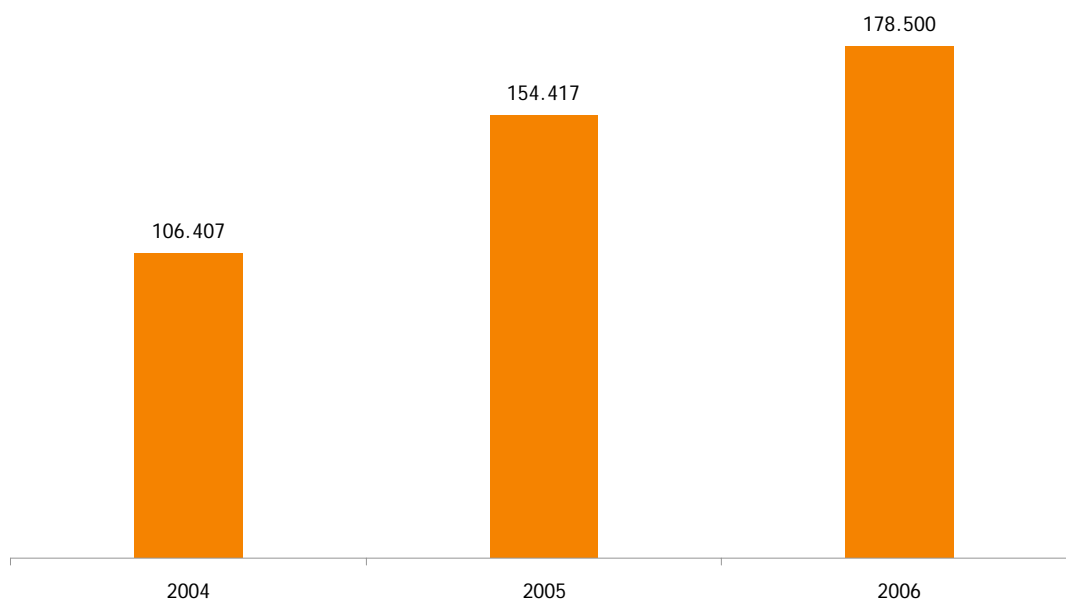
Adenclassifieds estime par ailleurs être le deuxième acteur du marché des annonces immobilières sur Internet en France en volume d'offres avec près de 180.000 annonces au 30 septembre 2006.

Au 30 septembre 2006, les sites immobiliers d'Adenclassifieds publiaient près de 180.000 annonces de particuliers et de professionnels :

- 145.000 annonces (de moins de 28 jours) à la vente incluant 30.000 ventes dans l'immobilier neuf ;
- 18.500 annonces (de moins de 14 jours) de location ;
- 15.000 annonces (de moins de 6 mois) de location de vacances.

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société publie plus de 200.000 annonces.

Nombre d'annonces en ligne aux 30 septembre 2004, 2005 et 2006



Source : Adenclassifieds.

La base de données d'annonces est constituée à la fois des offres commercialisées en direct par les sites immobiliers d'Adenclassifieds et des annonces issues des partenariats avec la presse nationale et régionale ainsi qu'avec les principaux réseaux d'agences immobilières.

Les annonces publiées sur les sites d'Adenclassifieds sont réparties de la façon suivante : 69 % des annonces en régions et 31 % à Paris et en Ile-de-France (au 30 septembre 2006).

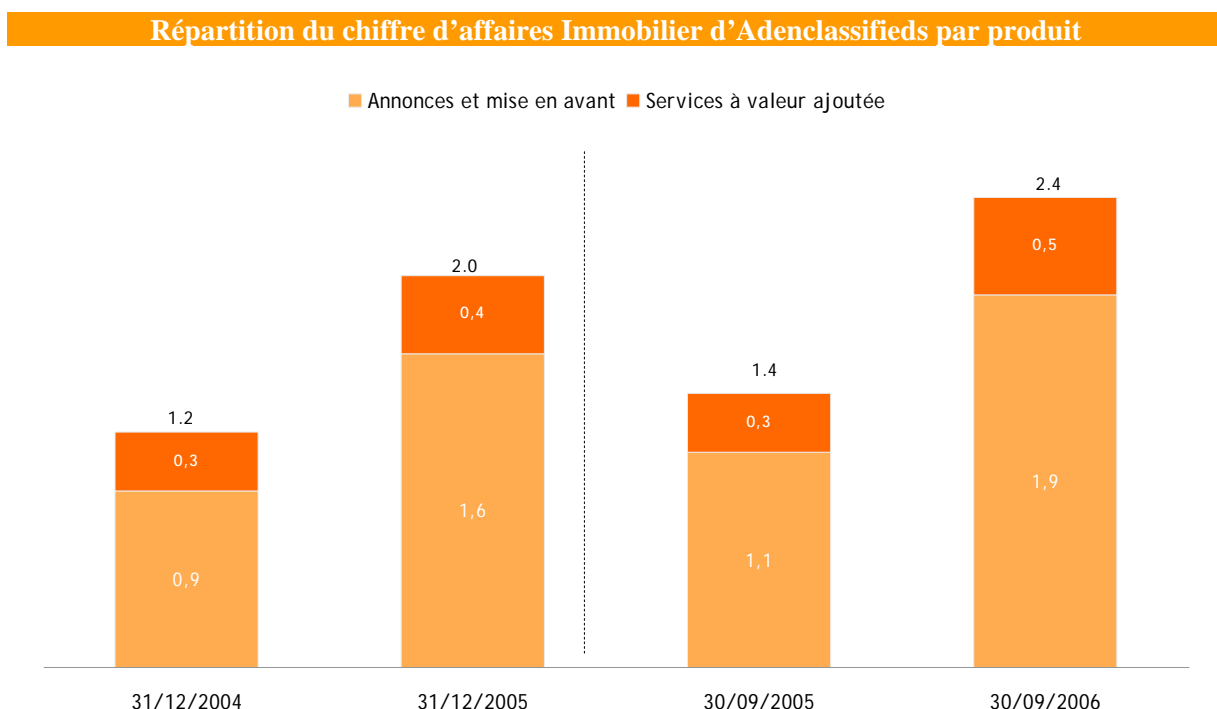
Ce volume important d'annonces permet à explorimmo.com de fidéliser de nombreux internautes. Les sites immobiliers d'Adenclassifieds enregistrent ainsi plus de 280.000 internautes inscrits au

30 septembre 2006 (source : Adenclassifieds), soit une hausse moyenne d'environ 50 % par rapport à septembre 2005.

Les sites immobiliers d'Adenclassifieds traitent chaque jour environ 35.000 alertes emails (au 30 septembre 2006) informant gratuitement les internautes inscrits des nouvelles annonces correspondant à leurs critères de recherche, assurant ainsi une communication régulière et une visibilité forte sur les nouvelles annonces.

6.5.3.1.2. Une activité en forte croissance

Avec explorimmo.com et explorimmoneuf.com, Adenclassifieds a su établir une position d'acteur de référence sur le marché de l'immobilier, tant en volume d'offres qu'en audience. La Société s'est développée à un rythme de croissance élevé avec des ressources commerciales jusqu'ici limitées. Le chiffre d'affaires au 30 septembre 2006 s'établit à 2,4 millions d'euros, avec une croissance de 71,7 % sur les neuf premiers mois de l'année 2006 par rapport à la même période en 2005, et se décompose de la façon suivante :



6.5.3.2. L'offre immobilière d'Adenclassifieds

6.5.3.2.1. Diffusion d'annonces et produits de mise en avant

6.5.3.2.1.1. Diffusion d'annonces

Particuliers et professionnels peuvent, en fonction de leurs besoins, publier leurs annonces sur explorimmo.com et explorimmoneuf.com et bénéficier de la mise en valeur de ces annonces (descriptif et photos illimitées, plan de localisation, logo de l'annonceur, formulaire de mise en contact). Ces annonces sont également reprises sur les sites partenaires.

Exemple d'une annonce sur explorimmo.com

explorimmo.com L'IMMOBILIER SUR INTERNET

Votre annonce en ligne jusqu'à la vente de votre bien !

Accueil | Annonces | Alerte Email | Conseils | Actu | Services | Déposer vos annonces

Mon espace | e-mail | [] | [] | C'incrire Accés public ?

PARIS 10ème (75) 12/10/04

600 000 C

LOFT

3 pièces

5.167 m²

Proximité : rue de l'aqueduc

DANS UN IMMEUBLE RECENT DE BON STANDING, UN APPARTEMENT (LOFT) DE 107M2 ENTIEREMENT RENOVE, TRES BELLES PRESTATIONS: GRAND SEJOUR AVEC CUISINE EQUIPEE AMERICAINE PLEIN EST SUR JARDIN, DEUX CHAMBRES, UNE SALLE DE BAINS, UNE SALLE D'EAU, DRESSING, COUP DE COEUR.

Caractéristiques :

- renové
- 2 chambres
- exposition : EST
- 1er étage
- 2 salles de bains

NATIMO 01 56 91 03 04

101 rue de la tour

75014-PARIS

Réf. EXPLORIMMO/CPRO/6253075

Toutes nos annonces

Localiser | Imprimer | Sélectionner | Envoyer à un ami

Services connexes :

- Financer ce bien
- Assurance emprunteur
- Chasseur immobilier
- Rachat de crédit
- Déménagement
- Pros pour vos travaux
- Assurance habitation

liens utiles :

- Partez en vacances
- Besoin D'Argent
- Investissement
- Séjour pas Cher
- Automobile
- Transport

Descriptif du bien

Fonctionnalités & Services interactifs

Adenclassifieds met également à la disposition de ses clients des outils complémentaires leur permettant de gérer en temps réel la mise en ligne de leurs annonces (création, modification et suppression), d'en connaître les statistiques de consultation et ainsi de gérer de manière autonome la publication de leurs annonces en fonction de leur portefeuille de biens disponibles.

Page d'accueil et description de l'espace Pro d'explorimmo.com

Sommaire Espace Pro →

Sites Partenaires →

Catalogue Produit →

The screenshot shows the explorimmoPro.com homepage. At the top, there's a navigation bar with links like 'Produits & Tarifs', 'Dépôt VENTE', 'Dépôt LOCATION', 'Dépôt LOC. DE VACANCES', and 'Portefeuille'. Below this, a section titled 'NOS PRODUITS & TARIFS' lists various services and their prices. To the right, there's a sidebar with a 'NAIMO Immobilier' logo and contact information. At the bottom, there's a 'TABLEAU DE BORD' (Dashboard) section with various statistics and links.

Description de l'Espace Pro d'explorimmo.com

Logo et coordonnées de l'annonceur →

Tableau de bord de l'annonceur →

Portefeuille d'Annonces →

The screenshot shows the 'Gérer vos annonces' (Manage your ads) page on explorimmoPro.com. The page is divided into several sections. On the left, there's a 'Sélection' section with filters for 'Aucune / Toutes', 'Mettre en ligne / Rensuvel', and 'Supprimer / Fugier'. Below this, there's a table of ads with columns for 'STATUT', 'Montant', 'Code postal', 'Nb. renews', 'Ref. Expt.', 'Nb. pièce', 'Nb. Consult', 'Date début', 'Ref. instanc', 'Type de bien', 'Surface', 'Nb. images', and 'Date fin'. The table lists several ads, including 'A METTRE EN LIGNE' and 'EXPIRER'. On the right, there's a 'VOTRE COMPTE' (Your account) section with a profile picture and contact information. Below this, there's a 'TABLEAU DE BORD' (Dashboard) section with various statistics and links. At the bottom, there's a 'Portefeuille d'Annonces' (Ad Portfolio) section with a table of ads.

Adenclassifieds a structuré son offre commerciale en fonction de la typologie de ses clients, particuliers ou professionnels (immobilier ancien et neuf). Les durées de publication varient en fonction du type de transaction : 14 jours pour une location, 28 jours pour une vente neuf ou ancien et jusqu'à 6 mois pour une location de vacances.

L'offre d'Adenclassifieds se décompose de la manière suivante à la date d'enregistrement du présent document de base :

- Professionnels de l'immobilier ancien :
 - Annonces à l'unité : 55 euros hors taxes.
 - Packs d'annonces : de 10 annonces (250 euros hors taxes) à 20 annonces (350 euros hors taxes) à publier dans un délai de trois mois.
 - Abonnements mensuels : de 10 espaces (149 euros hors taxes) à 100 espaces (530 euros hors taxes) puis 30 euros par mois pour les dix espaces supplémentaires pour la région Paris – Ile-de-France.
 - Abonnements mensuels : de 20 espaces (120 euros hors taxes) à 100 espaces (200 euros hors taxes) puis 30 euros par mois pour les 10 espaces supplémentaires pour les régions hors de Paris – Ile-de-France.

Un espace permet à l'annonceur de disposer d'un emplacement permanent sur le site pour publier plusieurs annonces successives sur la durée de publication des annonces et de l'abonnement.

- Professionnels de l'immobilier neuf :
 - Programmes à l'unité : un programme en Ile-de-France (320 euros hors taxes) et un programme en province (160 euros hors taxes).
- Particuliers :
 - Offre standard : diffusion d'une annonce pendant une durée variant selon la transaction envisagée (45 euros toutes taxes comprises).
 - Offre Premium : diffusion d'une annonce jusqu'à la vente ou la location du bien, sous certaines conditions (70 euros toutes taxes comprises).

Au 30 septembre 2006, plus de 98 % du chiffre d'affaires « professionnels de l'immobilier ancien » de publication d'annonces est généré par des abonnements mensuels récurrents. Le taux de résiliation des clients professionnels abonnés est passé de 20 % en 2005 à 18 % au 30 septembre 2006. Ce taux de résiliation est à mettre en perspective avec un taux de rotation (création et disparition d'agences) de l'ordre de 20 % par an des points de vente immobiliers.

Adenclassifieds a mis en œuvre des procédures humaines et techniques afin de garantir la qualité des annonces publiées et la disponibilité des biens immobiliers proposés :

- un service clients vérifie la cohérence des annonces de particuliers et de professionnels avant publication ;
- afin de garantir la mise à jour des annonces, le site alerte automatiquement les annonceurs de l'arrivée à échéance de la durée de publication de leurs annonces. En l'absence de

renouvellement de la publication des annonces par l'annonceur, celles-ci sont automatiquement supprimées.

6.5.3.2.1.2. Produits de mise en avant

Options annonces

Outre les fonctionnalités disponibles sur l'annonce standard (descriptif et photos illimitées, plan de localisation, logo de l'annonceur, formulaire de mise en contact), Adenclassifieds propose un certain nombre d'options payantes qui permettent à l'annonceur d'accroître sa visibilité :

- logo de l'annonceur avec lien vers son site Internet : 30 euros hors taxes par mois ;
- référencement de la marque en fonction de sa localisation (« géolocalisation ») : 80 euros hors taxes par mois pour un code postal ;
- référencement optimisé dans l'annuaire agences : 25 euros hors taxes par mois.

Communication immobilière

L'audience des sites immobiliers d'Adenclassifieds permet aux annonceurs professionnels de l'immobilier ancien et neuf de bénéficier d'une forte visibilité et de répondre ainsi à leurs besoins de communication produits et institutionnelle à travers une large gamme de supports publicitaires adaptés et innovants (bannières, boutons, skyscrapers, corners, etc.) et de marketing direct (newsletter, emailing personnalisé et ciblé). A titre d'exemple, les professionnels de l'immobilier peuvent cibler leur communication sur certaines typologies de recherche (vente, location, etc.) ou certaines zones géographiques (régions, départements, villes, arrondissements).

Exemple de communication immobilière sur les sites immobiliers

The image shows a screenshot of the **explorimmo.com** website. The main content area displays a list of real estate listings for Paris 6ème. Each listing includes details like '100 m²', 'Appartement', and '1 pièce'. To the right of the listings is a sidebar titled '4 AGENCES EN PLEIN CŒUR DE PARIS' which features logos for 'FONCIA', 'BQB FRANCE', and 'COLDWELL BANKER'. Below these logos is a section 'Annuaire des Agences' with a search bar. Annotations with arrows point to specific elements: 'Bannière' points to the top header area; 'Skyscraper déroulant ciblé' points to the vertical list of agency logos; 'Boutons Agence ciblé' points to the 'Sélection' and 'Fiche Complète' buttons for each listing.

Communication hors immobilier

L'audience des sites immobiliers d'Adenclassifieds leur permet en outre de commercialiser, à travers une régie publicitaire externe, des espaces publicitaires auprès d'annonceurs intervenant sur des secteurs autres que l'immobilier.

6.5.3.2.2. Services à valeur ajoutée à l'attention du client

Web Agency

La web agency immobilier (adenweb.com) a été créée en juin 2006. Ces prestations permettent à Adenclassifieds de faire bénéficier ses clients de son expérience des secteurs de l'Internet et de l'immobilier mais aussi de les fidéliser en leur offrant un soutien sur l'ensemble de leurs activités Internet.

Ces prestations permettent à Adenclassifieds d'accompagner l'annonceur tout au long de son développement sur Internet, en particulier autour de sa communication interne et externe. Adenclassifieds offre une large gamme de prestations : conception de sites Internet pour les professionnels de l'immobilier, conseil pour renforcer la visibilité de leurs marques sur les principaux moteurs de recherche (référencement), créations publicitaires, etc. Adenclassifieds peut ainsi intervenir de manière ponctuelle mais aussi offrir un ensemble de prestations régulières sous forme d'abonnements (référencement par exemple).

Dans cette perspective et afin d'accélérer le développement de cette activité en forte croissance, Adenclassifieds a signé une lettre d'intention en vue d'acquérir la société Open Media spécialisée dans la fourniture de solutions Internet destinées aux agents immobiliers. L'activité de la société Open Media est orientée autour de trois principaux métiers : la réalisation de sites Internet et de prestations d'hébergement et de référencement, l'édition de logiciels de transactions et de publication d'annonces ainsi que la gestion d'un portail régional de petites annonces immobilières. A la date d'enregistrement du présent document de base, la société Open Media dispose d'un portefeuille de 1.500 clients agents immobiliers sur la région PACA, dont 1.300 sont équipés à la fois du logiciel de transaction et de publication d'annonces et d'un site Internet. Voir le paragraphe « 5.2.2 - Principaux investissements en cours ».

Partenariats marchands

De nombreux services sont proposés aux internautes en partenariat avec différents sites spécialisés sur des secteurs connexes à l'immobilier, par exemple :

- service de comparaison de conditions de financement de projets immobiliers (empruntis.com) ;
- courtier en assurance d'habitation (assurland.com) ;
- service de comparaison de devis de déménagement (devisdemenagement.com) ; et
- produits de défiscalisation (liins.com).

Adenclassifieds se rémunère en tant qu'apporteur d'affaires grâce à un pas de porte fixe payé par ces partenaires, souvent accompagné d'une commission sur les formulaires de demande d'information envoyés.

6.5.3.3. Les clients des sites immobiliers d'Adenclassifieds

explorimmo.com estime être le seul site Internet de référence à publier à la fois des annonces de professionnels et de particuliers. Les annonces de professionnels représentent 85 % du volume

d'annonces total et 93 % du chiffre d'affaires au 30 septembre 2006, le solde étant représenté par les annonces de particuliers.

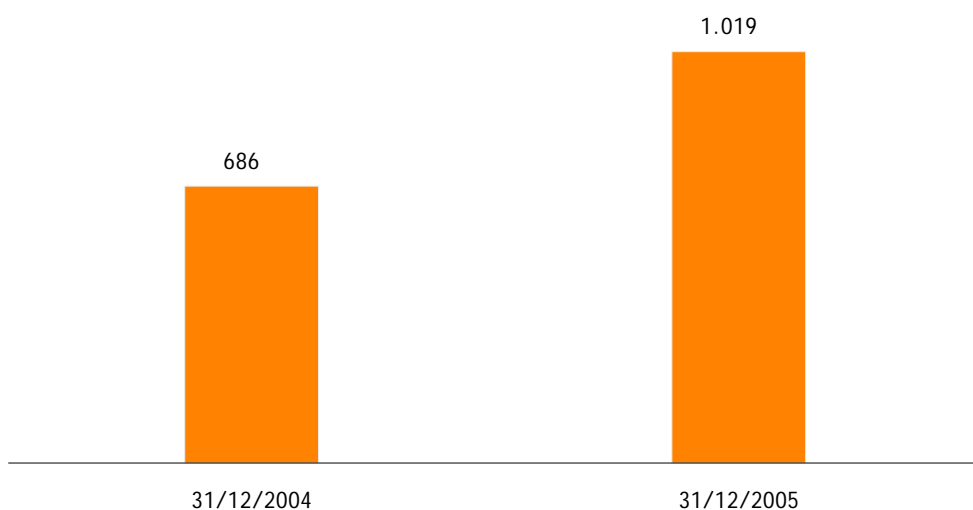
6.5.3.3.1. Clients professionnels

Les clients professionnels regroupent des agences immobilières indépendantes, des réseaux immobiliers, des administrateurs de biens, des promoteurs immobiliers ou des agences de publicité travaillant pour le compte de ces clients.

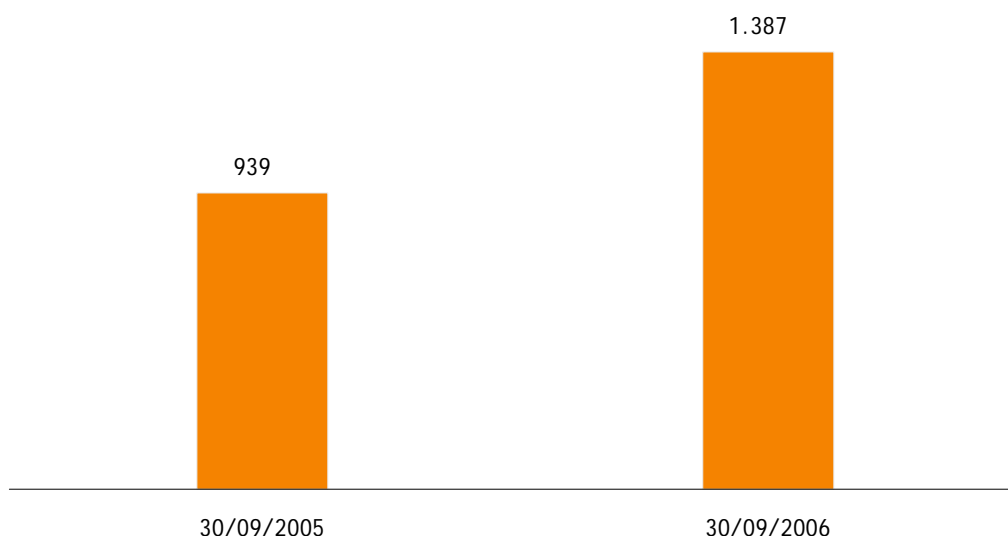
Clients professionnels immobilier ancien

Adenclassifieds compte près de 1.400 clients abonnés (98 % du chiffre d'affaires des clients professionnels de l'immobilier ancien) correspondant à 3.500 points de vente au 30 septembre 2006. Le nombre de clients abonnés a doublé depuis 2004. Au regard de son nombre important de clients, Adenclassifieds estime n'être dépendant d'aucun d'entre eux.

Evolution du nombre de clients abonnés au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005



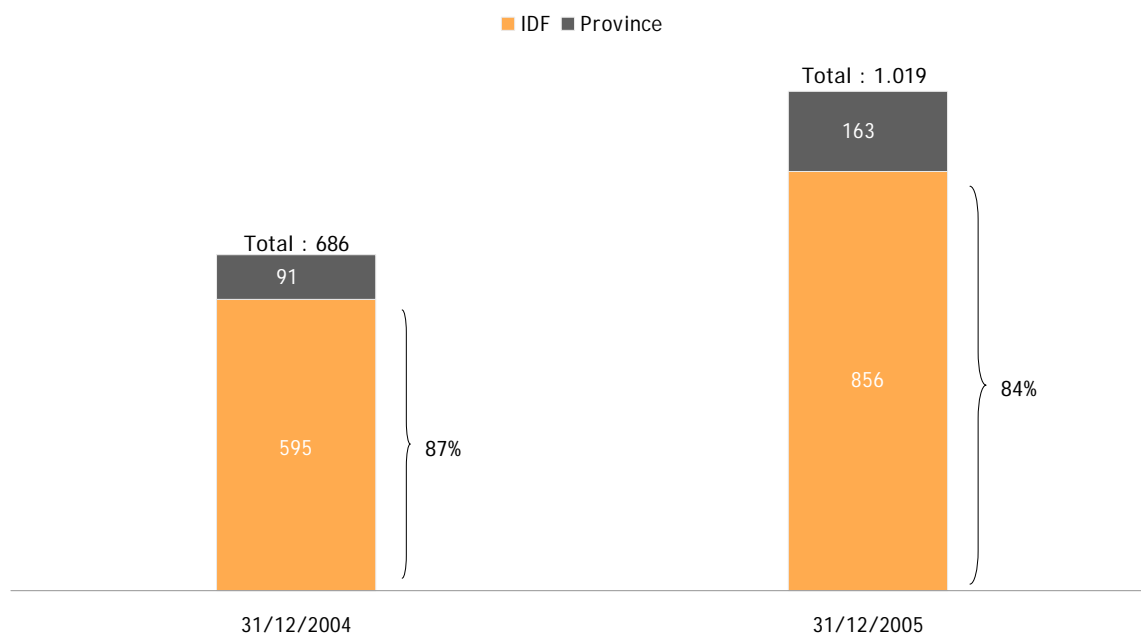
Evolution du nombre de clients abonnés au 30 septembre 2005 et au 30 septembre 2006



Source des deux graphiques : Adenclassifieds.

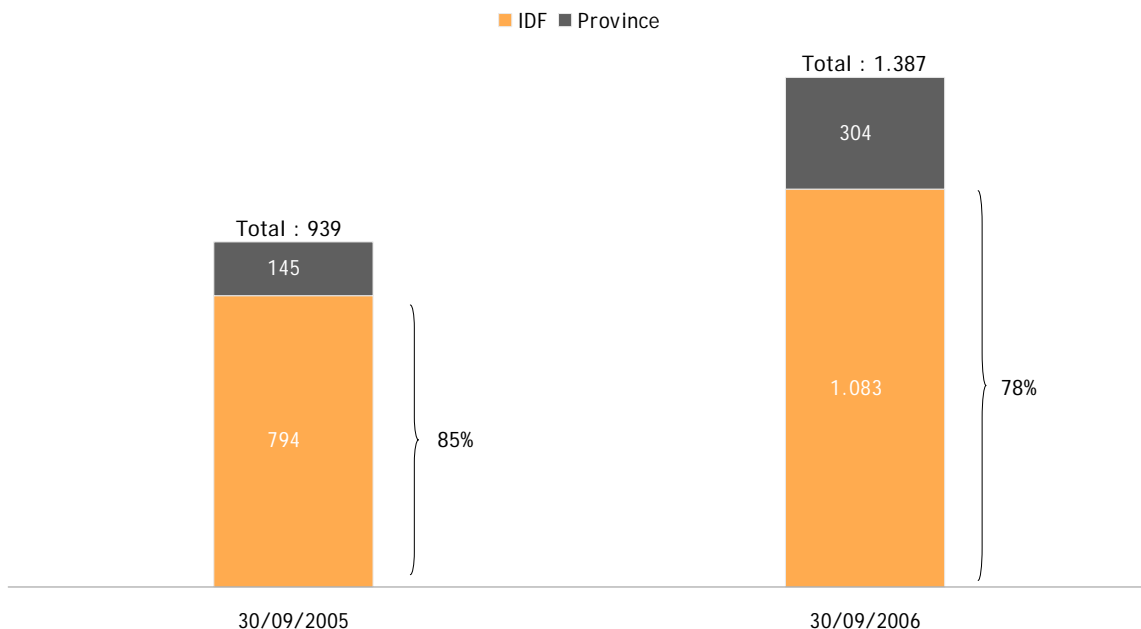
Ces abonnés couvrent l'ensemble du territoire bien que principalement situés en Ile-de-France. La répartition géographique des clients abonnés d'Adenclassifieds présentée ci-dessous illustre le développement depuis 2004 de l'activité en régions. En effet, 87 % des clients abonnés étaient situés en Ile-de-France en 2004, cette proportion est de 78 % au 30 septembre 2006.

Répartition géographique des clients abonnés au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005



Source : Adenclassifieds.

Répartition géographique des clients abonnés au 30 septembre 2005 et au 30 septembre 2006



Source : Adenclassifieds.

Parmi les 34.841 points de vente immobiliers (agences immobilières, administrateurs de biens, notaires) recensés en France par Wanadoo Data en septembre 2006, 3.500 (représentant 1.387 clients abonnés) étaient clients d'Adenclassifieds.

Les sites immobiliers d'Adenclassifieds travaillent avec les principaux réseaux immobiliers qui représentent (pour les vingt premiers du marché) 6.500 agences réseaux sur un total de 34.841 professionnels de l'immobilier (source : Wanadoo Data, septembre 2006). La Société a signé un certain nombre de partenariats avec ces réseaux.

Sur l'ensemble des 15 principaux réseaux immobiliers nationaux clients énumérés ci-dessous, Adenclassifieds bénéficie d'un taux de pénétration moyen de 18 % au 30 septembre 2006 :

Enseigne		
Orpi	Coopérative	1.300
Century 21	Franchise	850
Laforêt Immobilier	Franchise	715
Guy Hoquet	Franchise	500
Arthur l'Optimist	Licence de marque	460
Era Immobilier	Franchise	400
Eric-Mey Dvpt	Franchise et réseau d'agents	350
L'Adresse	Réseau coopératif	300
Foncia	Groupe	277
Gestrim	Groupe	200
Avis Immobilier	Franchise	171
Bourse de l'immobilier	Réseau succursaliste	162
TO2i	Franchise	45
Coldwell Banker	Franchise	37
Agences réunies	Réseau d'indépendants	35
Negonotaire	Notaires	26

Source : Adenclassifieds au 30 septembre 2006.

Clients professionnels immobilier neuf

explorimmoneuf.com propose une offre nationale exhaustive à travers son couplage exclusif avec le leader de la presse immobilier neuf : Indicateur Bertrand (Groupe Figaro). Au 30 septembre 2006, plus de 1.200 programmes et 30.000 logements neufs dans toute la France sont publiés sur le site par environ 80 promoteurs immobiliers.

L'Indicateur Bertrand commercialise, pour le compte d'Adenclassifieds, l'ensemble des produits petites annonces et publicité commerciale Internet sur les sites explorimmo.com et explorimmoneuf.com auprès des promoteurs immobiliers. Cette relation fait l'objet d'un contrat de régie incluant un chiffre d'affaires minimum garanti pour Adenclassifieds. La commercialisation de ces produits est assurée par une équipe commerciale Internet dédiée.

Les leaders de la promotion immobilière en France sont tous annonceurs d'explorimmoneuf.com.

Classement des 10 principaux promoteurs français

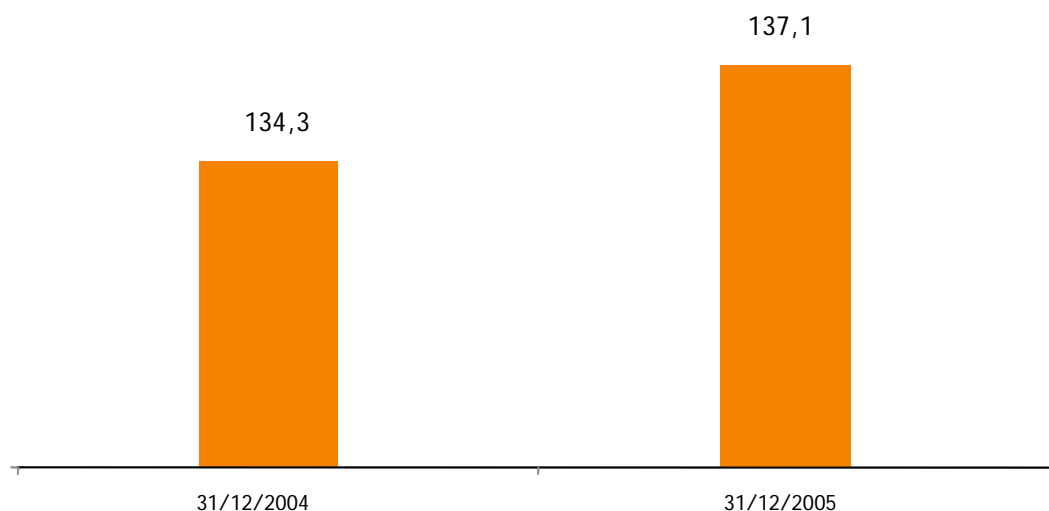
Classement	Promoteur	Volume d'affaires 2005 (Md€)
1	Nexity	2,3
2	Bouygues Immobilier	2,1
3	Meunier	1,3
4	Icade	1,1
5	Kaufman & Broad	1,0
6	Sogeprom	1,0
7	Cogedim	0,9
8	Pierre & Vacances	0,9
9	Vinci Immobilier	0,8
10	Eiffage Immobilier	0,8

Source : La lettre du patrimoine immobilier (juin 2006).

6.5.3.3.2. Evolution de la facturation moyenne par client abonné

La Société présente ci-dessous l'évolution de la facturation moyenne mensuelle par client abonné sur les périodes étudiées.

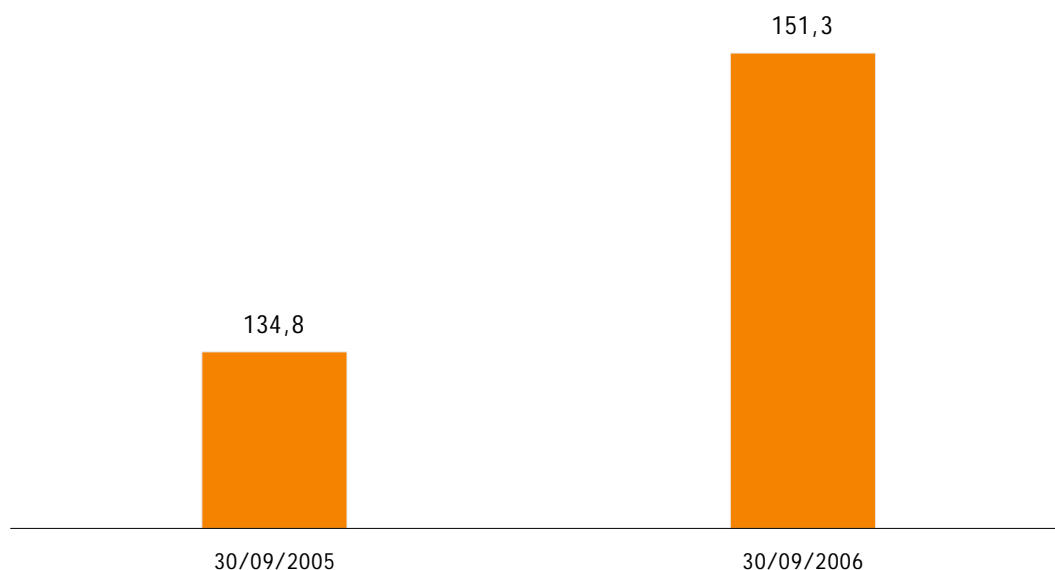
Facturation moyenne mensuelle par client abonné au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005 (12 mois)



Montant en euros

Source : Adenclassifieds.

**Facturation moyenne mensuelle par client abonné
au 30 septembre 2005 et au 30 septembre 2006 (9 mois)**



Montants en euros

Source : Adenclassifieds.

6.5.3.3. Clients particuliers

La clientèle du site explorimmo.com se compose également de particuliers souhaitant vendre ou louer (y compris location de vacances) leurs biens immobiliers (4.127 clients en 2005). Les clients particuliers des sites immobiliers d'Adenclassifieds représentent 7 % du chiffre d'affaires au 30 septembre 2006.

Au 30 septembre 2006, les clients particuliers ont déposé en moyenne 340 nouvelles annonces par mois (sur les neuf premiers mois de l'année) sur explorimmo.com.

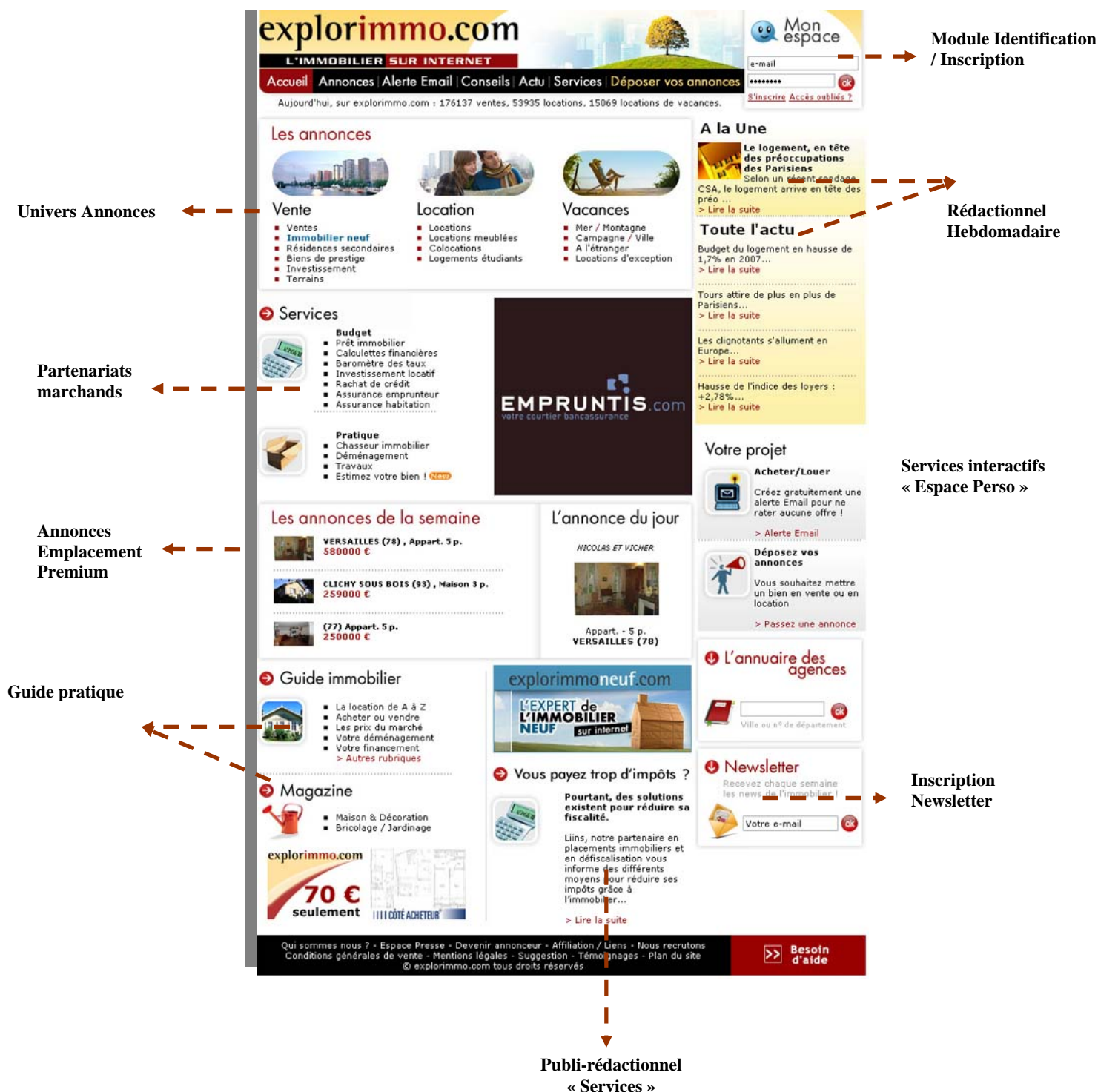
6.5.3.4. Présentation des sites immobiliers d'Adenclassifieds

www.explorimmo.com

Lancé en octobre 2000, explorimmo.com propose, près de 200.000 annonces (à la date d'enregistrement du présent document de base) couvrant toutes les thématiques de l'immobilier d'habitation (ancien, neuf, ventes, location) issues à la fois des professionnels du marché et des particuliers.

Outre des annonces de vente, de location et de vacances, les internautes trouvent sur le site de l'information marché hebdomadaire (prix au m² par ville, actualité immobilière et juridique, etc.), des conseils et fiches pratiques, ainsi que des services touchant de près l'univers de l'immobilier : solutions de financement, assurance, déménagement, etc.

Les offres d'explorimmo.com sont décrites au paragraphe « 6.5.3.2 - L'offre immobilière d'Adenclassifieds ».



Les internautes trouvent sur le site des informations spécifiques au marché de l'immobilier neuf ainsi que des services de financement et de défiscalisation.

www.explorimmoneuf.com

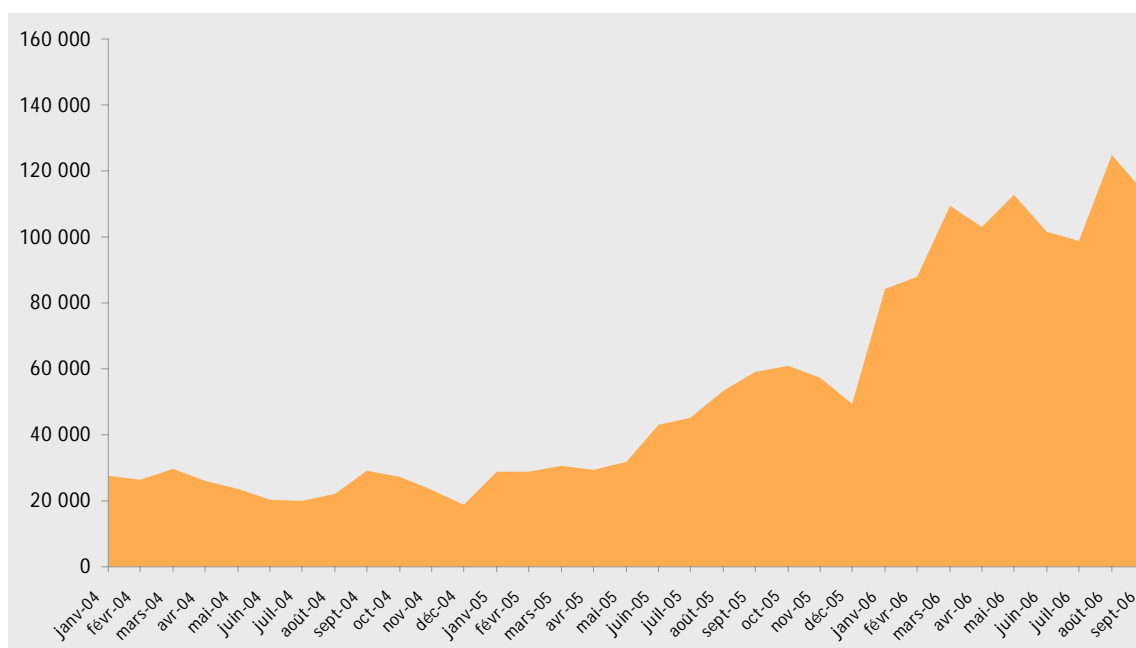
explorimmoneuf.com a été lancé en février 2003 par Explorimmo, afin d'accroître la position d'Adenclassifieds sur le marché de l'immobilier neuf. Les annonces sont également accessibles sur explorimmo.com et sur les sites partenaires.

La Société estime être leader sur l'immobilier neuf en proposant le volume d'annonces le plus élevé (plus de 1.200 programmes et 30.000 logements neufs au 30 septembre 2006) et en bénéficiant de la plus forte audience. Au 30 septembre 2006, explorimmoneuf.com enregistre environ 115.000 visiteurs uniques, 142.000 visites et 1,13 millions de pages vues (source : Xiti).

Page d'accueil d'explorimmoneuf.com



Evolution du nombre de visiteurs uniques sur explorimmoneuf.com



Source : Xiti, septembre 2006.

6.5.4. Partenariats et accords

Adenclassifieds a noué de nombreux partenariats et accords avec des groupes de presse ou des acteurs Internet et mobiles de premier plan. Ces partenariats permettent à Adenclassifieds d'alimenter sa base d'annonces référencées, de proposer son offre sur des supports complémentaires et d'augmenter la visibilité et la notoriété des marques d'Adenclassifieds.

6.5.4.1. *Partenariats presse*

Adenclassifieds publie sur les différents sites Internet qu'il exploite les annonces Emploi, Formation ou Immobilier d'un nombre important de supports de presse partenaires, leur assurant ainsi une diffusion plus large à travers Internet. L'audience des sites d'Adenclassifieds constitue en effet pour les partenaires un argument commercial important pour valoriser leur offre auprès des annonceurs.

Ces partenariats permettent en échange à Adenclassifieds de bénéficier d'une communication régulière dans de nombreux titres de presse et d'accroître la visibilité et la notoriété de ses sites. A titre d'exemple, Cadremploi a bénéficié en 2005 de plus de 250 parutions publicitaires dans vingt publications.

Adenclassifieds enrichit également le contenu de ses sites (cibles différentes en fonction du support presse) et segmente sa politique de communication en fonction de l'audience du partenaire et de sa zone de diffusion (nationale ou régionale). Adenclassifieds souhaite à terme mettre en place une utilisation croisée de ces partenariats pour optimiser la stratégie publicitaire des différentes marques d'Adenclassifieds.

La Société estime que ces annonces représentent moins de 5 % des annonces publiées mensuellement sur les sites Emploi d'Adenclassifieds et moins de 18 % sur les sites immobiliers en septembre 2006.

A la date d'enregistrement du présent document de base, les partenariats presse se présentent ainsi pour les différentes activités de la Société :

Presse quotidienne nationale

- Emploi : Le Figaro, Libération, Le Monde
- Formation : Le Monde, Libération, Le Parisien
- Immobilier : Le Figaro, Libération

Magazines

- Emploi : L'Express
- Formation : Alternatives économiques
- Immobilier : L'Express, Mieux vivre votre argent, Côté Maison (Côté Sud, Côté Est, Côté Ouest)

Presse spécialisée ou professionnelle

- Emploi : CB News, L'Etudiant
- Immobilier : Indicateur Bertrand, Propriétés de France (Le Figaro), Résidences Secondaires, Belles Maisons à Louer, Bertrand Vacances

Presse quotidienne régionale

- Emploi : La Voix du Nord, Le Progrès, Le Dauphiné Libéré, Le Journal de Saône et Loire, Le Bien Public, La Provence-Nice Matin, etc.
- Formation : néant
- Immobilier : Le Progrès, L'Alsace, La Voix du Nord, Le Dauphiné Libéré

Presse gratuite

- Emploi : 20 minutes, Metro
- Formation : 20 minutes

6.5.4.2. Partenaires Internet

Adenclassifieds gère la gestion des rubriques Emploi, Formation ou Immobilier de certains acteurs Internet et met ainsi à leur disposition sa maîtrise technologique et ses contenus.

En contrepartie, Adenclassifieds offre à ses clients une audience plus large et diversifiée. Grâce à ses partenariats Internet avec les principaux portails et fournisseurs d'accès, les annonces publiées par la Société sont accessibles par environ 75 % de l'audience de l'Internet en France (source : Adenclassifieds). Par ailleurs, l'audience générée par ces partenaires permet d'accroître la visibilité des annonces diffusées sur les sites d'Adenclassifieds.

A la date d'enregistrement du présent document de base, les accords Internet se présentent ainsi pour les différentes activités de la Société.

Emploi

A la date d'enregistrement du présent document de base, Adenclassifieds gère les rubriques Emploi de certains fournisseurs d'accès à Internet (Wanadoo/Orange, Alice ADSL, Free) et de certains sites Internet de supports presse (Le Nouvel Observateur, Le Monde/Talents/Télérama, Le Figaro, L'Express, Libération, 20 minutes, Metro, L'Etudiant) ou encore de chaînes télévisées (France 5, France 3, TF1.fr), tant au niveau national que régional (WebCity, Wanadoo Ville, CityVox, France 3 Régions). Afin de cibler son audience, Adenclassifieds a également noué des partenariats avec des sites spécialisés.

Formation

A la date d'enregistrement du présent document de base, Adenclassifieds gère les rubriques formation de certains fournisseurs d'accès Internet (Wanadoo/Orange, Alice, Free) et de certains sites portails (Yahoo!, France 5), de sites Emploi (Keljob, Cadremploi, Jobtel,) et de sites de presse (Libération, 20 Minutes, Le Monde/Talents, Nouvel Obs, etc.). Plus de 80 sites spécialisés utilisent ainsi le moteur de Kelformation. Ces partenariats permettent de drainer une audience diversifiée permettant d'apporter du rendement supplémentaire aux offres de formation diffusées sur le moteur Kelformation.

Immobilier

explorimmo.com et explorimmoneuf.com animent les sites Internet de certains supports presse (LeFigaro.fr, Libération.fr, L'Express.fr, L'Expansion.com, Votreargent.fr, l'Etudiant.fr, L'Alsace.fr, Côté Maison.fr).

6.5.4.3. Partenariats mobiles

Les offres Emploi et Immobilier de Cadremploi et Explorimmo sont reprises sur l'Internet mobile depuis 2003 (14 millions d'utilisateurs fin 2005, source ARCEP) sur le service i-mode de Bouygues Telecom. Ce service permet aux utilisateurs de bénéficier de fonctionnalités développées par l'opérateur comme les alertes i-mode (envoi des annonces sur le mobile) par exemple.

6.5.4.4. Partenariats avec les actionnaires de SICCER

Dans le cadre de son activité Emploi, Adenclassifieds a par ailleurs conclu des contrats de partenariat avec la plupart des cabinets de recrutement actionnaires de SICCER, actionnaire historique de Cadremploi qui détient, à la date d'enregistrement du présent document de base, 2,22 % du capital et des droits de vote d'Adenclassifieds. Chacun de ces cabinets de recrutement s'est ainsi engagé à transmettre en exclusivité à Adenclassifieds, en vue de leur diffusion sur le site cadremploi.fr, toutes les offres d'emploi relatives aux missions qui lui sont confiées et, sous réserve de certaines exceptions, à ne pas adresser d'annonces à des sites Internet de diffusion d'offres d'emploi autres que ceux exploités par Adenclassifieds. En contrepartie de ce double engagement d'exclusivité et d'exhaustivité, chacun de ces cabinets de recrutement bénéficie d'une gratuité des offres qu'il diffuse sur le site cadremploi.fr.

6.5.4.5. Accords internationaux

Dans le cadre d'une approche internationale du métier de recruteur, Adenclassifieds a noué des partenariats avec d'autres sites de classifieds en Europe et en Amérique du Nord, notamment European Recruitment Alliance, présentés sous le titre « Réseaux internationaux de diffusion d'annonces » du paragraphe « 6.5.1.2.1.1 - Diffusion d'annonces »).

6.5.5. Politique commerciale et marketing

La politique commerciale et marketing d'Adenclassifieds repose sur une organisation visant à fidéliser et gagner de nouveaux clients ainsi que sur une stratégie de communication permettant de promouvoir son image auprès de ses clients (volume d'annonces) et les internautes (audience).

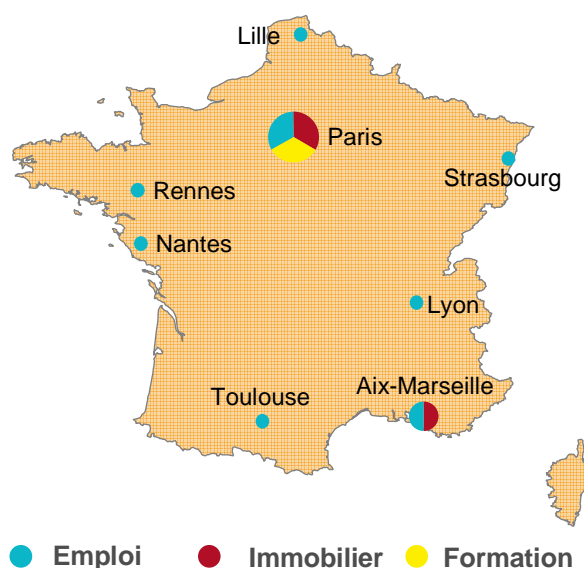
6.5.5.1. Organisation commerciale

Avec des effectifs dédiés de 144 commerciaux au 30 septembre 2006, Adenclassifieds estime disposer d'une structure commerciale adaptée pour assurer le succès d'une stratégie commerciale active (fidélisation des clients existants et rythme élevé d'acquisition de nouveaux clients). La Société entend faire croître ses équipes, notamment sur les activités Formation et Immobilier, afin d'assurer et de favoriser un développement dynamique.

Les équipes commerciales de la Société partagent un savoir-faire et des outils communs leur permettant d'intervenir et de se déployer sur chacune de ses activités :

- un « process management » mis en œuvre au niveau de chaque collaborateur, permettant d'obtenir des reportings réguliers et précis auprès des équipes commerciales ;
- une compétence « vente en business to business » reconnue par le marché ; et
- un plan de rémunération fixe et variable évoluant chaque année en fonction d'objectifs, applicables à tous les niveaux hiérarchiques de l'organisation commerciale.

Implantation régionale d'Adenclassifieds



L'organisation commerciale d'Adenclassifieds repose sur deux piliers majeurs :

- la fidélisation du portefeuille clients existant ;
- l'acquisition de nouveaux clients.

L'accent mis sur l'un ou l'autre de ces piliers dépend du stade de développement de chaque marché et de la position concurrentielle de la Société sur les marchés de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier.

Sur l'activité Emploi, Adenclassifieds dispose d'une offre globale de produits et services à valeur ajoutée susceptible de répondre à l'ensemble des besoins des recruteurs. La Société estime ainsi disposer d'une offre commerciale large et adaptée pour développer et fidéliser son portefeuille clients. L'optimisation de la force commerciale autour de la fidélisation des clients constitue un des enjeux majeurs de la Société dans le développement de son chiffre d'affaires. Un interlocuteur unique porte ainsi l'ensemble de l'offre Emploi de la Société auprès de ses clients et dispose du soutien d'experts spécialisés par type de produits et services, et du service « relation clients » dédié à l'assistance avant et après-vente.

Parallèlement, la Société compte poursuivre sa dynamique d'acquisition de nouveaux clients Emploi notamment en étendant sa présence en régions et en développant sa plateforme de télévente. La prospection de nouveaux clients est assurée par différentes équipes commerciales, portant chacune une marque Emploi d'Adenclassifieds.

Sur les activités Immobilier et Formation, l'effort commercial porte principalement sur l'acquisition de nouveaux clients.

Adenclassifieds bénéficie de fondamentaux solides sur le marché de l'immobilier (expertise, audience et notoriété) lui permettant d'accroître sa part de marché auprès des professionnels du secteur grâce à une prospection active (terrain et télévente) tout en fidélisant son portefeuille de clients existants.

Sur le marché émergent des annonces de formation sur Internet, l'acquisition de nouveaux clients est au cœur de l'organisation commerciale afin de permettre à la Société de renforcer sa position de leader et de premier entrant.

6.5.5.2. Politique marketing

Organisation du marketing d'Adenclassifieds

S'appuyant sur un management par la marque, la direction marketing se compose de pôles distincts (Sites média Emploi, Métamoteur Emploi, Formation, Immobilier) en charge des aspects BtoB et BtoC des différents sites.

Ces pôles s'appuient sur des fonctions support transversales en charge de fonctions communes d'Adenclassifieds regroupant d'une part la communication, les partenariats presse ou Internet et l'éditorial et d'autre part la gestion des produits et services à destination des clients (base de données de CV, logiciels de gestion, e-commerce). Cette organisation permet de suivre le portefeuille de marques d'Adenclassifieds tout en apportant à chaque site les moyens adaptés à son développement (développement de la notoriété, phases de lancement, gestion de la maturité, etc.).

Gestion des marques

En positionnant chaque marque sur un segment précis, et en renforçant ce positionnement par l'utilisation d'une communication différenciée, chaque site devient plus efficace dans son rôle de carrefour entre l'offre et la demande. Cette politique se traduit par un faible taux de duplication entre les sites d'Adenclassifieds : ainsi au 30 septembre 2006, le trafic mensuel cumulé représentait 5,6 millions de visiteurs uniques dont 5 millions déduplicués.

Gestion du trafic

Enfin, le marketing s'appuie sur une gestion diversifiée des sources de trafic afin d'en optimiser les budgets et d'éviter toute dépendance trop forte à l'égard d'une source particulière. Cette stratégie est illustrée par la répartition de l'origine du trafic des différents sites de la Société au 30 septembre 2006 :

	Emploi	Formation	Immobilier
Accès direct	38 %	29 %	29 %
Partenaires et affluents	14 %	28 %	20 %
Moteurs	30 %	43 %	46 %
Emails	18 %	0 %	5 %
Total	100 %	100 %	100 %

Source : Adenclassifieds.

Dans ce contexte et afin de développer sa notoriété auprès de ses clients et utilisateurs, actuels ou potentiels et également de développer son audience, Adenclassifieds utilise différents supports :

- plans de communication (Télévision, Presse, Radio, Internet, Salons Spécialisés, Affichage, Événementiel) ;
- achat de trafic, référencement naturel, achat de mots clés, campagnes de liens sponsorisés ;
- partenariats avec différents supports ;
- marketing direct : newsletters destinés à ses clients, à des prospects ou à des particuliers, « emailings », études de marché.

Réactivité et capacité à lancer rapidement de nouveaux sites

La diversité des sites d'Adenclassifieds permet plus facilement de lancer de nouveaux sites en apportant le contenu et l'audience nécessaires au démarrage et ainsi amorcer plus facilement le cercle vertueux. Enfin, la stratégie de référencement croisée assure à chaque site de la Société un bon référencement naturel sur les moteurs de recherche.

6.5.6. Systèmes d'information

Adenclassifieds s'est appuyé sur l'expertise développée dans chacune des sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo pour organiser la direction des systèmes d'information comme une direction commune pour tous ses métiers (Emploi, Formation, Immobilier). Cette direction se compose d'un pôle de développement (développement, maintenances et évolutions des applications), d'un pôle technique (exploitation, recherche et développement, relation clients) et d'un pôle Internet (« *webmastering* », « *web agency* » et « *traffic management* »).

Adenclassifieds dispose aujourd'hui d'une expertise sur de nombreuses applications innovantes développées soit en mode propriétaire (collecte des offres pour les métamoteur) soit en utilisant les meilleurs standards du marché (Java J2ee, Oracle, SQL, etc.). Les applications sont développées et maintenues par des équipes informatiques dédiées qui assurent, en liaison avec les équipes marketing, l'adéquation optimale des applications avec les besoins des clients.

Le point commun des sites Internet d'Adenclassifieds est d'être soit des sites à fortes audiences soit des applications à destination des professionnels (utilisable en mode ASP).

Adenclassifieds traite de gros volumes d'information : collecte des offres pour les métamoteur, actualisation des offres, traitement des processus d'inscription et de dépôt de CV, création et envoi d'alertes mail, etc.

Adenclassifieds met en œuvre une architecture des systèmes d'informations adaptées à chaque type de site (site média, métamoteur ou plateforme logicielle). Pour des raisons de performance et de disponibilité, ces sites sont hébergés par plusieurs prestataires externes de réputation internationale (Colt Télécom, Prosodie, Completel).

La sécurité de la plateforme est renforcée par la systématisation du recours à la redondance matérielle et logicielle des applications. Les équipes informatiques d'Adenclassifieds s'appuient régulièrement sur des experts extérieurs à travers notamment des plans de reprise d'activité et plans de continuité des services (simulation d'interruption du service en raison de panne matérielle, de défaillance des systèmes d'information ou de piratage).

Adenclassifieds a récemment homogénéisé certaines plateformes transversales (outils d'administration de contenu, trafic et « *advertising management* », comptabilité, paie) et assure, si nécessaire, les liaisons avec les sites Internet correspondants.

Adenclassifieds a également engagé la convergence des technologies de certains de ses sites afin de proposer aux internautes un service intégrant les dernières innovations.

Les sites de la Société font également l'objet d'améliorations permanentes, d'optimisation de leurs architectures techniques (déploiement sur tous les sites des techniques orientées vers le web 2.0, optimisation des temps de réponse) ou encore de standardisation de certaines méthodes de publication (unification des méthodes de publication, développement de la web agency interne, optimisation du référencement).

6.6. REGLEMENTATION

La Société n'est soumise à aucune autorisation préalable d'exploitation. Toutefois, elle est soumise aux dispositions législatives et réglementaires applicables à Internet.

6.6.1. Traitement des données à caractère personnel et protection des personnes physiques

La Société est amenée à collecter et à traiter par l'intermédiaire de ses sites Internet des données à caractère personnel concernant les individus qui mettent leurs annonces en ligne sur les différents sites d'Adenclassifieds. Aux termes de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « informatique et libertés », telle que modifiée par les lois n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et n° 2006-64 du 23 janvier 2006, les traitements de ces données ont fait l'objet de déclarations auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Les principales autres dispositions de la loi « informatique et liberté » sont les suivantes :

- L'article 7 de la loi « informatique et liberté » consacre le principe selon lequel tout traitement de données à caractère personnel doit avoir reçu le consentement de la personne concernée, sous réserve de certaines exceptions limitativement énumérées telles que le respect d'une obligation légale, l'accomplissement d'une mission de service public, l'exécution d'un contrat auquel la personne intéressée est partie ou la réalisation de l'intérêt légitime du responsable du traitement. En outre, même dans les cas précités, la loi interdit en tout état de cause de collecter ou de traiter sans le consentement exprès de la personne intéressée certaines données dites sensibles, notamment toute information à caractère racial ou ethnique, ou relative aux opinions politiques, philosophiques ou religieuses des personnes.

- L'article 32 de la loi « informatique et liberté » impose aux responsables de traitements de données d'informer la personne auprès de laquelle sont recueillies des données à caractère personnel (i) de l'identité du responsable du traitement, (ii) de la finalité poursuivie par le traitement, (iii) du caractère obligatoire ou facultatif des réponses, (iv) des conséquences éventuelles à son égard d'un défaut de réponse, (v) des destinataires ou catégories de destinataires des données, (vi) de l'existence d'un droit d'accès et de rectification et du droit de s'opposer à ce que ces informations soient transférées à des tiers ainsi que (vii), le cas échéant, des transferts de données envisagés vers un État non-membre de la Communauté européenne.

Il est précisé que les entreprises ont jusqu'au 6 août 2007 pour se conformer à cette nouvelle exigence pour les traitements mis en œuvre antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 2004-801.

L'obligation d'information s'applique également aux *cookies*. L'article 32-11 de la loi « informatique et liberté » prévoit en effet que *« toute personne utilisatrice des réseaux de communication électroniques doit être informée de manière claire et complète (...) de la finalité de toute action tendant à accéder, par voie de transmission électronique, à des informations stockées dans son terminal de connexion, ou à inscrire, par la même voie, des informations dans son équipement terminal de connexion [et] des moyens dont elle dispose pour s'y opposer »*.

- La loi « informatique et liberté » prévoit en outre des possibilités de contrôle a posteriori dont pourront faire l'objet les traitements de données personnelles. A cet égard, les pouvoirs de contrôle, d'investigation, d'injonction et de sanction dont dispose la CNIL sont substantiellement renforcés par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Par ailleurs, le non-respect des dispositions de la loi « informatique et liberté » fait l'objet de sanctions pénales lourdes. Les infractions sont prévues et réprimées par les articles 226-16 à 226-24 du Code pénal. Les peines encourues peuvent aller jusqu'à 300.000 euros d'amende et 5 ans d'emprisonnement.

S'agissant des messages commerciaux non sollicités (*spams*), l'article L. 33-4-1 du Code des postes et télécommunications, institué par l'article 22 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, interdit la prospection directe au moyen d'un courrier électronique utilisant, sous quelque forme que ce soit, les coordonnées d'une personne physique qui n'a pas exprimé son consentement préalable à recevoir des prospections directes par ce moyen. La loi pour la confiance dans l'économie numérique précitée a ainsi modifié le régime juridique de la prospection commerciale par courrier électronique en adoptant le principe selon lequel la prospection commerciale par courriel doit avoir été autorisée au préalable par le destinataire (principe dit de l'« opt-in »).

6.6.2. La responsabilité des acteurs de l'Internet

La loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique encadre la responsabilité des acteurs de l'Internet. Les principales dispositions de ladite loi ayant trait au régime de responsabilité des fournisseurs d'accès et des hébergeurs sont les suivantes :

- Les éditeurs de services de communication en ligne ont l'obligation de s'identifier directement ou indirectement. Ainsi, aux termes de l'article 6. III de la loi n° 2004-575, les personnes morales et personnes physiques éditant un site Internet à titre professionnel doivent indiquer sur leur site Internet leurs coordonnées exactes et le nom du directeur ou co-directeur de la publication ainsi que le nom et l'adresse de leur hébergeur. Les hébergeurs et les fournisseurs d'accès doivent à ce titre fournir aux éditeurs de services en ligne les moyens techniques de satisfaire à leurs obligations d'identification.

- Les fournisseurs d'accès et les hébergeurs sont tenus de détenir et de conserver les données permettant l'identification de la personne ayant contribué à la création du contenu des services dont ils sont prestataires afin de les communiquer aux autorités judiciaires.
- Aux termes de l'article 6. I de la loi n° 2004-575, les hébergeurs ne peuvent voir leur responsabilité civile engagée du fait des activités ou des informations stockées à la demande d'un destinataire de ces services que s'ils avaient effectivement connaissance de leur caractère illicite ou de faits et circonstances faisant apparaître ce caractère ou si, dès le moment où ils en ont eu connaissance, ils n'ont pas agi promptement pour retirer ces données ou en rendre l'accès impossible. En outre, ces mêmes hébergeurs ne pourront voir leur responsabilité pénale engagée que s'ils avaient effectivement connaissance de l'activité ou de l'information illicites ou si, dès le moment où ils en ont eu connaissance, ils n'ont pas agi promptement pour retirer ces informations ou en rendre l'accès impossible. Ce régime spécial de responsabilité ne s'applique pas lorsque le destinataire du service agit sous l'autorité ou le contrôle de l'hébergeur.

Certaines des activités et informations des sites Internet de la Société pourraient relever de l'édition de contenu et non de l'hébergement. Dans ce cas, la responsabilité éditoriale de la Société pourrait être engagée pour les contenus éventuellement illégaux des annonces mises en ligne sur ses sites Internet et, plus généralement, du contenu éditorial des sites de la Société.

6.6.3. Les obligations résultant de la qualité d'éditeur de contenu

Les dispositions auxquelles les contenus de services en ligne sont actuellement soumis s'inscrivent dans la logique de la distinction entre correspondance privée, dont le secret est protégé, et la communication au public par voie électronique, dont la liberté est garantie. Ce cadre juridique s'appuie sur le principe fondamental de liberté de communication, liberté garantie aux termes de la Constitution, de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, telles que modifiées. Il vise également à respecter de grands principes du droit français, tels que le respect de la vie privée, la protection des mineurs, la prévention des contenus illicites, la protection de l'image et des droits des personnes ou encore le respect de la dignité humaine.

La Société, en tant qu'éditeur de contenu, est soumise aux dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et endosse ainsi la responsabilité éditoriale de ses sites. Elle répond à ce titre à des éventuelles infractions de presse (notamment diffamation et discrimination) qui pourraient être commises sur ses sites. Il lui revient donc de se conformer à l'ensemble des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 et notamment de procéder à la nomination d'un directeur de publication.

La loi du 29 juillet 1881 a créé un régime dérogatoire au droit commun de responsabilité en « cascade » pour les délits commis par voie de presse dans lequel le directeur de publication désigné est responsable, à titre principal. A défaut de nomination de directeur de publication, l'auteur est responsable.

6.6.4. Protection juridique des bases de données

Aux termes de l'article L. 341-1 du Code de la propriété intellectuelle, le producteur d'une base de données, entendu comme la personne qui prend l'initiative et supporte le risque des investissements relatifs à l'élaboration de la base de données en question, bénéficie d'une protection du contenu de la base « *lorsque la constitution, la vérification ou la présentation de celui-ci atteste d'un investissement financier, matériel ou humain substantiel* ». Cette protection constitue un droit « *sui generis* » et s'exerce sans préjudice de celle découlant du droit d'auteur ou d'un autre droit sur la base de données concernée ou un de ses éléments constitutifs aux termes notamment de l'article L. 112-3 du Code de la propriété intellectuelle.

Le producteur de bases de données dispose ainsi du droit d'interdire toute extraction substantielle du contenu de sa base de données ainsi que toute réutilisation de ce contenu. L'article L. 342-2 du Code de la propriété intellectuelle dispose en outre que « *le producteur peut également interdire l'extraction ou la réutilisation répétée et systématique de parties qualitativement ou quantitativement non substantielles du contenu de la base lorsque ces opérations excèdent manifestement les conditions d'utilisation normale de la base de données* ».

6.6.5. Noms de domaine

Les noms de domaine sont attribués aux adresses numériques des serveurs connectés à Internet et constituent les adresses Internet. Ils permettent notamment une meilleure identification des sites Internet et une mémorisation plus facile des adresses de ces sites. Les noms de domaine constituent des atouts marketing majeurs pour les sociétés exerçant la totalité ou une partie de leurs activités sur Internet. La Société a déposé un certain nombre de noms de domaine en France (voir paragraphe « 11.2.3 - Noms de domaine »).

Les noms de domaine de premier niveau peuvent être génériques (*generic top level domain names* ou « gTLDs »), tels que « .com » pour les sociétés commerciales, « .net » pour les sociétés fournissant des services liés à Internet, « .org » pour les organismes d'intérêt public ou « .edu » pour les établissements d'enseignement, ou correspondre à une zone géographique déterminée (*country code top level domain names* ou « ccTLDs »), tels que « .fr » pour la France, « .de » pour l'Allemagne ou « .es » pour l'Espagne. Les noms de domaine de second niveau correspondent quant à eux à des sous-catégories, par exemple les « .asso.fr » pour les associations. L'enregistrement de noms de domaine dans les domaines « .com », « .net » et « .org » est assuré par un certain nombre d'organismes accrédités par l'*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers* (« ICANN »), une organisation internationale à but non lucratif. Différents registres sont responsables de la gestion des extensions, tels Verisign pour les extensions « .com » et « .net ». L'enregistrement des noms de domaine géographiques est supervisé dans chaque État par une autorité nationale désignée, qui tient un registre central et accrédite des sociétés privées en qualité de bureaux d'enregistrement. En règle générale, les noms de domaine sont attribués sur la base de la règle du « premier arrivé, premier servi » et la plupart des bureaux d'enregistrement, qu'il s'agisse des noms de domaine génériques ou géographiques, considèrent qu'il revient au déposant de s'assurer qu'aucun droit antérieur ne sera violé par l'enregistrement du nom de domaine concerné.

Chaque autorité nationale ayant la possibilité, dans une certaine mesure, de définir sa propre politique d'attribution des noms de domaine, les exigences relatives à l'enregistrement de noms de domaine géographiques peuvent différer de celles relatives à l'enregistrement de noms de domaine génériques et peuvent également varier d'un pays à l'autre. Les bureaux d'enregistrement peuvent notamment se révéler plus ou moins stricts quant à l'enregistrement d'un nom de domaine particulier qui pourrait porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou autres détenus par des tiers.

L'Association française pour le nommage Internet en coopération (« AFNIC ») est chargée en France de l'enregistrement des noms de domaine pour l'extension « .fr ». Un certain nombre de sous-domaines ont été créés dans l'extension « .fr » et plusieurs prestataires de services Internet ont été accrédités par l'AFNIC, pour le traitement des demandes d'enregistrement de noms de domaine.

Les règles d'attribution des noms de domaine figurent dans la charte de nommage de l'AFNIC, étant précisé que l'attribution d'un nom de domaine dans chaque sous-domaine en « .fr » est régie par des règles spécifiques. Cette charte est évolutive et les règles d'attribution peuvent être régulièrement modifiées. Les règles d'attribution actuellement en vigueur sont les suivantes :

- les personnes morales dont le siège social ou l'adresse d'un établissement est situé en France et qui sont identifiables sur les bases de données électroniques des Greffes des tribunaux de commerce, de l'INPI, de l'INSEE et de REFASSO pour les associations ainsi que les institutions et services de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements, toutes

personnes physiques ou morales titulaires d'une marque déposée auprès de l'INPI ou titulaire d'une marque communautaire ou internationale enregistrée visant expressément le territoire français, identifiables au travers de la base de données électroniques ICIMARQUES (INPI) et, enfin, toute personne majeure disposant d'une adresse en France peuvent enregistrer les noms de domaine de leur choix en « .fr », sous réserve de respecter les contraintes syntaxiques et de ne pas demander l'enregistrement d'un nom figurant dans la liste des termes dits « fondamentaux » ;

- les déposants de noms de domaine doivent s'assurer que le terme utilisé :
 - ne porte pas atteinte aux droits des tiers, en particulier à des droits de propriété intellectuelle, aux règles de la concurrence et du comportement loyal en matière commerciale, et au droit au nom, au prénom ou au pseudonyme d'une personne ;
 - ne soit pas contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public et notamment ne comporte aucun terme incriminé au titre de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ou susceptible de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs ;
 - ne corresponde pas au nom d'une collectivité territoriale, tel que publié par l'INSEE, à l'exception des détenteurs d'une marque correspondant à ce même nom et enregistrée avant 1985 ;
- aucune demande d'enregistrement ou de tout autre acte d'administration au sein d'un domaine de second niveau ne sera admise si le demandeur ou le titulaire ne justifie pas de son appartenance à cette catégorie conformément aux termes de la charte de nommage de l'AFNIC.

Bien que les tribunaux français aient désormais admis que l'utilisation d'un terme sur un site Internet ou en tant que nom de domaine puisse contrevenir à des droits sur une marque, l'issue d'un litige potentiel dans ce domaine demeure incertaine. Cette incertitude est notamment due au fait que la portée des droits sur une marque est limitée, territorialement ou en raison des types de produits et services couverts par l'enregistrement de la marque, tandis que l'utilisation d'un terme sur Internet peut entraîner un risque de confusion ou favoriser des actes de concurrence déloyale bien au-delà de ces limites.

6.6.6. Ventes de biens et fournitures des prestations de services à distance

L'ordonnance n° 2001-741 du 23 août 2001, qui a transposé en droit français la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance, assure une protection accrue des consommateurs pour tout contrat de vente ou de prestations de services dont la conclusion a eu lieu par une technique de communication à distance (y compris par téléphone et Internet). En vertu de cette ordonnance, codifiée aux articles L. 121-16 et suivants du Code de la consommation, le vendeur doit respecter les obligations suivantes :

- fournir au consommateur les informations notamment en relation avec les caractéristiques essentielles du service ou du bien, le prix, les limitations éventuelles de responsabilité et les conditions particulières de la vente ;
- mentionner dans l'offre de contrat les indications relatives au vendeur, les frais de livraison, les modalités de paiement, de livraison et d'exécution, l'existence d'un droit de rétractation, la durée de validité de l'offre et le prix de celle-ci, le coût de l'utilisation de la technique de communication à distance utilisée lorsqu'il n'est pas calculé par référence au tarif de base, et, le cas échéant, la durée minimale du contrat proposé.

Le consommateur doit recevoir confirmation de ces informations par écrit ou sur un autre support durable mis à sa disposition en temps utile au plus tard au moment de la « livraison ».

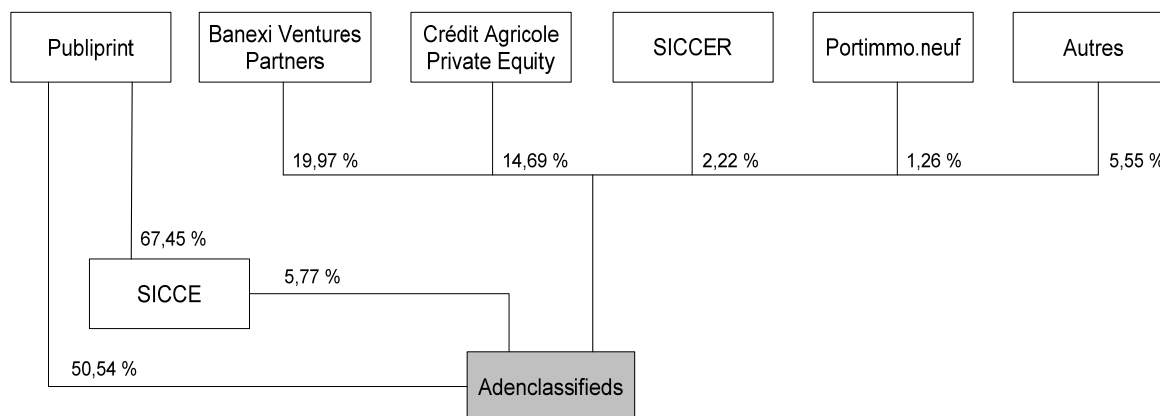
En ce qui concerne le droit de rétractation, le consommateur dispose d'un délai de sept jours francs, ou trois mois si les informations mentionnées ci-dessus n'ont pas été fournies, pour exercer son droit de rétractation sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités. Le délai court à compter de la réception pour les biens ou de l'acceptation de l'offre pour les prestations de services. Lorsque le droit de rétractation est exercé, le remboursement doit être effectué au plus tard dans les trente jours suivants la date à laquelle ce droit a été exercé.

Le vendeur est responsable de plein droit à l'égard du consommateur de la bonne exécution des obligations résultant du contrat conclu à distance. Dans certains cas, la violation des dispositions régissant la vente à distance est passible d'une amende de 1.500 euros étant entendu qu'au plan civil, les contrats passés en violation de ces dispositions sont nuls de plein droit.

7. ORGANIGRAMME

7.1. PRESENTATION GENERALE DE LA SOCIETE

Le schéma ci-après représente l'actionnariat de la Société à la date d'enregistrement du présent document de base :



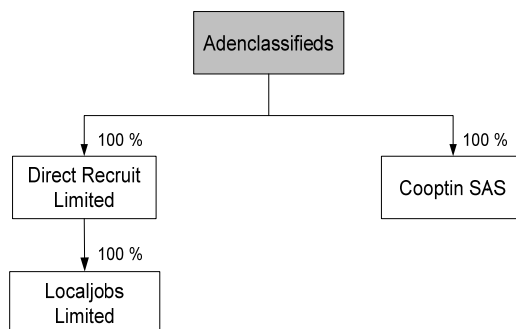
Il est renvoyé au paragraphe « 5.1.5.1 - Historique de la constitution d'Adenclassifieds » pour une présentation des actionnariats de Keljob, Cadremploi et Explorimmo préalablement à la mise en œuvre de la fusion.

La répartition du capital et des droits de vote de la Société, après exercice des bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, figure à la section « 18.1. - Répartition du capital et des droits de vote de la Société ».

Les actionnaires de la Société ne facturent aucun *management fee* à cette dernière. La Société a toutefois conclu des contrats avec certains actionnaires ou des sociétés affiliées à ses actionnaires, dont les principales modalités sont décrites au chapitre « 19 - Opérations avec des apparentés ». La Société ne facture en outre aucun *management fee* à ses filiales directes et indirectes.

7.2. PRESENTATION DES FILIALES DE LA SOCIETE

Le schéma ci-après représente l'organigramme des filiales de la Société à la date d'enregistrement du présent document de base. A la date d'enregistrement du présent document de base, ni la Société ni aucune de ses filiales n'est cotée en bourse :



La Société est propriétaire ou dispose valablement de droits d'utilisation de droits de propriété intellectuelle et industrielle, notamment de nombreuses marques, logos et noms de domaine dont l'ensemble de ceux utilisés dans le cadre de ses activités commerciales. Lesdits droits d'utilisation ne visent pas les marques nécessaires au fonctionnement de la Société, dont il est précisé qu'elles sont toutes détenues par la Société elle-même.

A cet égard, les dirigeants de la Société ne détiennent aucun actif immobilier, marque, brevet, société d'approvisionnement ou de distribution utilisé dans le cadre de l'activité de la Société.

Les filiales de la Société ne portent aucun actif économique stratégique pour l'activité de la Société.

7.2.1. Direct Recruit Limited

La société Direct Recruit Limited est une société de droit anglais au capital social de 100 livres sterling réparti en 100 actions d'une livre sterling chacune. Son siège social est situé Suite 29, Basepoint Business Centre, Rivermead Drive, Swindon, Wiltshire, SN5 7EX, Grande-Bretagne. Elle est immatriculée auprès du Registre britannique des sociétés sous le numéro 3687074.

La société Direct Recruit Limited exploite le site Internet 1job.co.uk, métamoteur britannique de sites d'offres d'emploi présenté sous le titre « www.1job.co.uk » du paragraphe « 6.5.1.4 - Présentation des sites de l'activité Emploi d'Adenclassifieds ».

Le prix de base versé par la Société dans le cadre de l'acquisition de la société Direct Recruit Limited est égal à 491 milliers de livres sterling. La Société pourrait être amenée, en fonction de l'atteinte de certains objectifs, à verser un complément de prix sous forme, d'une part, d'un versement en numéraire d'un montant maximum de 265 milliers de livres sterling et, d'autre part, de bons de souscription d'actions nouvelles de la Société d'un nombre maximum de 25.200.

Les derniers états financiers disponibles de Direct Recruit Limited sont ceux arrêtés au 30 septembre 2005. A cette date, Direct Recruit Limited avait réalisé un chiffre d'affaires de 71,1 milliers de livres sterling, un résultat net de 14 milliers de livres sterling pour un total de bilan égal à 27,4 milliers de livres sterling. Les données financières et comptables relatives à Direct Recruit Limited n'ont pas été auditées et n'ont fait l'objet ni d'une revue ni d'un audit par les commissaires aux comptes de la Société. A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société considère que sa participation dans Direct Recruit Limited n'est pas susceptible d'avoir une incidence significative sur l'appréciation du patrimoine, de la situation financière ou des résultats de la Société tels que présentés dans le présent document de base.

La société LocalJobs Limited est une société de droit anglais au capital émis et libéré d'une livre sterling consistant en une action d'une livre sterling. Son siège social est situé 29 Basepoint, Rivermead Drive, Westlea, Swindon, Wiltshire, SN57EX, Grande-Bretagne. Elle est immatriculée au Registre britannique des sociétés sous le numéro 4596025.

La société LocalJobs Limited avait été créée par Direct Recruit Limited dans le cadre d'une activité de diversification, laquelle diversification n'est finalement pas intervenue. Elle a notamment pour objet social la publicité et le conseil en management dans le domaine de l'informatique.

La Société envisage de procéder à la dissolution de la société LocalJobs Limited.

7.2.2. Cooptin SAS

La société Cooptin SAS est une société par actions simplifiée de droit français au capital social de 37.000 euros réparti en 7.400 actions de 5 euros chacune. Son siège social est situé 38 rue du Sentier, 75002 Paris. Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 479 951 410.

La société Coptin SAS exploite le site Internet cooptin.com qui propose la mise en place d'un système organisé de gestion informatisée des systèmes de recrutement par cooptation. Il est renvoyé au paragraphe « 6.5.1.2.2.3 - Services de cooptation sur Internet » pour une présentation détaillée des fonctionnalités du site Internet cooptin.com.

Le prix de base versé par la Société dans le cadre de l'acquisition de la société Coptin SAS est égal à 470 milliers d'euros.

Les dernières informations dont dispose la Société pour la société Coptin SAS correspondent aux états financiers arrêtés au 31 décembre 2005, date à laquelle cette société était constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée. A cette date, la société Coptin SAS avait réalisé un chiffre d'affaires de 6 milliers d'euros, un résultat net négatif de 38,6 milliers d'euros pour un total de bilan égal à 254,3milliers d'euros. Les données financières et comptables relatives à la société Coptin SAS n'ont pas été auditées et n'ont fait l'objet ni d'une revue ni d'un audit par les commissaires aux comptes de la Société. A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société considère que sa participation dans la société Coptin SAS n'est pas susceptible d'avoir une incidence significative sur l'appréciation du patrimoine, de la situation financière ou des résultats de la Société tels que présentés dans le présent document de base.

8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES EXISTANTES OU PLANIFIEES ET CHARGES MAJEURES PESANT DESSUS

A la suite de la fusion entre Keljob, Cadremploi et Explorimmo (voir le paragraphe « 5.1.5.1 - Historique de la constitution d'Adenclassifieds »), la Société a regroupé l'intégralité de son activité dans les locaux à usage de bureaux situés au 1-3 rue La Fayette, 75009 Paris, dont elle est locataire aux termes d'un bail conclu pour une durée de neuf ans à compter du 31 octobre 2006, comprenant une durée ferme de six ans. Ces locaux sont d'une superficie totale de 4.909,60 m².

Les locaux au sein desquels la Société exerçait son activité préalablement à la prise de possession des locaux mentionnés au paragraphe précédent sont situés aux 3^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} niveaux d'un immeuble sis au 38 rue du Sentier et au 7/7 bis boulevard Poissonnière à Paris dans le 2^{ème} arrondissement. La résiliation du bail portant sur les locaux situés au 3^{ème} niveau est en cours de négociation. Le bail portant sur les locaux situés aux 6^{ème} et 7^{ème} niveaux a été résilié à compter du 1^{er} décembre 2006.

Préalablement à leur absorption par Keljob, Cadremploi et Explorimmo exerçaient leurs activités dans des locaux situés au 32 rue Notre Dame des Victoires à Paris dans le 2^{ème} arrondissement. Ces locaux sont sous-loués à Cadremploi et à Explorimmo par Publiprint au titre de deux contrats de sous-location qui viendront à échéance le 30 juin 2007. Ces locaux sont d'une superficie totale de 1.119,28 m².

La Société occupe par ailleurs des locaux à Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Rennes, Strasbourg et Toulouse dans le cadre de contrats de bail ou de contrats de prestation de services, tels que des contrats d'hébergement en centre d'affaires, pour des coûts non significatifs.

Les mandataires sociaux de la Société ne détiennent aucun bien immobilier loué à cette dernière ou à ses filiales.

A l'exception de serveurs dont l'hébergement est confié à des prestataires externes spécialisés, la Société n'est propriétaire d'aucune immobilisation corporelle importante et n'envisage pas l'acquisition dans un avenir proche d'une telle immobilisation.

8.2. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION, FAITE PAR LA SOCIETE, DE SES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Néant.

9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Le présent chapitre présente une comparaison des comptes de résultat pro forma d'Adenclassifieds sur une période de neuf mois arrêtée au 30 septembre 2006 avec comparatif au 30 septembre 2005 et sur une période de douze mois arrêtée au 31 décembre 2005 avec comparatif au 31 décembre 2004.

Les comptes sociaux historiques de Keljob, Cadremploi et Explorimmo, à partir desquels les informations financières pro forma ont été élaborées, sont établis selon les principes comptables français, tels que décrits dans les notes annexes aux comptes sociaux desdites sociétés pour les exercices clos le 31 décembre 2005, le 30 septembre 2005 et le 31 décembre 2004.

Les informations financières pro forma sont présentées en milliers d'euros.

La liste des états financiers présentés dans le présent chapitre est la suivante :

- un jeu d'informations financières pro forma présentant, au 31 décembre 2005, l'agrégation des comptes sociaux des sociétés fusionnées correspondant à une période de douze mois pour chacune des activités. Ces informations financières prennent en compte un comparable au 31 décembre 2004 de douze mois intégrant les trois activités ; et
- un jeu d'informations financières pro forma présentant, au 30 septembre 2006, l'agrégation des comptes sociaux des sociétés fusionnées correspondant à une période de neuf mois pour chacune des activités. Ces informations financières prennent en compte un comparable au 30 septembre 2005 de neuf mois intégrant les trois activités.

Le dernier exercice d'Adenclassifieds pour lequel des comptes ont été établis s'étant clôturé au 30 septembre 2005, les comptes intermédiaires arrêtés au 30 septembre 2006 (tels que présentés au paragraphe « 20.1.1 - Comptes intermédiaires de la Société au 30 septembre 2006 »), contrairement aux informations financières pro forma établies à cette même date, incluent l'activité de Keljob (pré-fusion) du 1^{er} octobre 2005 au 31 décembre 2005 intervenu. A ce titre, les comptes intermédiaires ne constituent pas une base de comparaison homogène et ne sont donc pas examinés dans le présent chapitre.

Par ailleurs, la Société n'entend pas commenter, ni pour les infirmer ni pour les confirmer, les informations financières qui ont pu être publiées dans certains médias pendant la période précédant l'enregistrement du présent document de base. A cet égard, il est précisé que lesdites informations financières émanent de sources extérieures à la Société et inconnues d'elle.

9.1. PRESENTATION GENERALE

9.1.1. Périmètre et hypothèses

Le 29 août 2006, les actionnaires de Cadremploi et la plupart des actionnaires d'Explorimmo ont apporté à la Société 100 % et 98,90 % du capital et des droits de vote de Cadremploi et d'Explorimmo, respectivement. En contrepartie de ces apports, les anciens actionnaires de Cadremploi et d'Explorimmo ont été rémunérés en actions Keljob suite à une augmentation de capital réalisée par cette dernière (voir le paragraphe « 5.1.5.1.1 - Apport à Keljob d'actions de Cadremploi et d'Explorimmo »).

Le 30 septembre 2006, les sociétés Cadremploi et Explorimmo ont fusionné avec la Société avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006.

Dans les comptes au 30 septembre 2006, s'agissant d'une opération entre entités sous contrôle commun et en application du règlement CRC 2004-01 du 4 mai 2004, les actifs apportés et les passifs pris en charge sont évalués sur la base de leurs valeurs comptables telles qu'elles résultent des comptes des sociétés Cadremploi et Explorimmo arrêtés au 31 décembre 2005.

Les informations financières pro forma commentées ci-dessous ont pour objectif de présenter l'activité d'Adenclassifieds aux 31 décembre 2004 et 31 décembre 2005, ainsi qu'aux 30 septembre 2005 et 30 septembre 2006 (périodes de neuf mois d'activité), en tenant compte de ce nouveau périmètre. Pour ce faire, ces informations financières pro forma ont été établies sur la base des hypothèses et conventions décrites ci-après.

Elles sont destinées à refléter, à titre indicatif, la situation financière, le patrimoine et le résultat des opérations de l'ensemble ainsi constitué, comme si les opérations décrites ci-dessus avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2004, soit au premier jour de la période financière la plus ancienne présentée. Ces informations financières pro forma peuvent toutefois ne pas être représentatives des résultats opérationnels et de la situation financière des entités fusionnées qui auraient pu résulter d'une réalisation de ces opérations aux dates respectivement prises en compte pour leur établissement. De même, elles ne constituent pas non plus une indication des résultats opérationnels ou de la situation financière futurs des entités fusionnées. Par conséquent, les résultats et la situation financière de la Société pourraient différer significativement de ceux présentés dans les informations financières pro forma incluses dans le présent document de base.

Conformément à la réglementation applicable, la Société a choisi de ne pas publier de comptes consolidés et donc de ne présenter que des comptes sociaux afin de décrire au mieux ses activités principales sur les différentes périodes présentées. La Société bénéficie en effet des deux motifs d'exceptions autorisés par l'article L. 233-17 du Code de commerce, à savoir : (i) la Société est sous le contrôle de la société Publiprint, elle-même détenue et consolidée dans les comptes de la société Groupe Industriel Marcel Dassault (voir la section « 18.1 - Répartition du capital et des droits de vote de la Société ») et (ii) l'ensemble constitué par la Société et ses deux participations n'a pas dépassé pendant deux exercices successifs deux des trois critères mentionnés à l'article L. 123-16 du Code de commerce (total du bilan : 15 millions d'euros ; montant net du chiffre d'affaires : 30 millions d'euros et nombre moyen de salariés permanents : 250).

9.1.1.1. Hypothèses retenues pour l'élaboration des informations financières pro forma

Les informations financières pro forma ont été établies sur la base d'une agrégation, pour les quatre périodes présentées, des données comptables pluriannuelles établies selon les règles et méthodes comptables françaises.

Ces informations financières pro forma prennent en compte, d'une part, l'élargissement du périmètre de la Société du fait de la fusion décrite ci-dessus et, d'autre part, un alignement des dates d'arrêté comptable des différentes entités préexistant avant la fusion, dans la mesure où ces sociétés avaient des dates de clôture différentes. Pour ces informations financières pro forma, l'exercice comptable a été repositionné sur l'année calendaire, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les implications dans la construction des informations financières pro forma sont présentées au chapitre « 20 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société » et particulièrement aux paragraphes « 20.2.3. - Informations financières pro forma relatives à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005 » et « 20.2.1. - Informations financières pro forma relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006 ».

9.1.1.2. Harmonisation des méthodes comptables retenues dans le cadre de l'établissement des informations financières pro forma

Les états financiers intermédiaires individuels d'Adenclassifieds (Ex-Keljob), de Cadremploi et d'Explorimmo, à partir desquels les informations financières pro forma ont été élaborées, sont établis selon les méthodes et principes comptables français, tels que décrits dans les notes annexes aux comptes desdites sociétés pour les exercices clos le 31 décembre 2005 et le 30 septembre 2006.

Toutefois, l'examen des principes et méthodes comptables de ces entités a donné lieu à l'harmonisation des méthodes sur les points suivants :

- Les frais de développement sont capitalisés dès lors qu'ils répondent aux critères énoncés en note 2.5 de l'annexe aux informations financières pro forma établies au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006.
- Les engagements de retraite ont été évalués par un actuair externe d'une manière uniforme sur la base de la méthode des unités de crédits projetés telle que décrite en note 2.13 de l'annexe aux informations financières pro forma établies au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006.
- Comme mentionné en note 2.18 de l'annexe aux informations financières pro forma établies au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006, Adenclassifieds (ex-Keljob) a annulé les flux relatifs aux opérations d'échange marchandises qui étaient comptabilisés dans les comptes historiques de Cadremploi et d'Explorimmo. Cette élimination est sans impact sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004, les flux d'achat et de vente étant comptabilisés à cette date pour des montants équivalents dans les comptes sociaux de ces deux sociétés.

Par ailleurs, l'ensemble des transactions intra-groupe, réalisées à compter du 1^{er} janvier 2004 et pour l'ensemble des périodes présentées, entre Adenclassifieds (ex-Keljob), Explorimmo et Cadremploi a été éliminé dans ces informations financières pro forma.

Les impacts de l'harmonisation des méthodes comptables décrites ci-dessus sont inclus dans les capitaux propres tels que présentés dans les tableaux de variation des capitaux propres.

9.1.2. Présentation générale des activités d'Adenclassifieds

La Société est un des leaders de la publication d'annonces classées sur Internet, présent sur les secteurs de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier. Adenclassifieds a construit un modèle économique autour de deux piliers :

- la publication d'annonces et les produits de mise en avant ; et
- la fourniture de services et produits à valeur ajoutée.

La Société a réalisé un chiffre d'affaires pro forma neuf mois de 23,9 millions d'euros et un EBITDA⁸ pro forma neuf mois de 4,8 millions d'euros au 30 septembre 2006. La Société a réalisé un chiffre d'affaires pro forma douze mois de 21,1 millions d'euros et un EBITDA pro forma douze mois de 2,3 millions d'euros au 31 décembre 2005.

9.1.3. Constitution des produits d'exploitation

9.1.3.1. Chiffre d'affaires

Constitution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la Société est constitué par les revenus liés au référencement, à la publication d'annonces, à la publicité et aux diverses prestations de service à valeur ajoutée fournies aux clients sur les trois secteurs d'activité que constituent l'Emploi, la Formation et l'Immobilier.

⁸ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

Pour chacun de ces trois secteurs d'activité, la Société fournit à ses clients deux grands types de prestations : la publication d'annonces et de produits de mise en avant et la fourniture de services à valeur ajoutée.

Publication d'annonces et de produits de mise en avant

Ces prestations regroupent la publication à destination des internautes d'annonces et d'informations relatives à l'Emploi, la Formation ou l'Immobilier et recourent :

- le référencement d'annonces au travers des métamoteurs (liens renvoyant vers le site de l'annonceur) pour une période donnée ;
- la diffusion sur les sites médias de la Société d'annonces individualisées pour une période donnée ;
- la vente d'abonnements ou de « packs » permettant aux annonceurs de déposer sur les différents sites Internet de la Société un nombre prédéfini d'annonces pendant une période déterminée ;
- des espaces publicitaires (bannières, *skycrapers*) et des produits de mise en avant (logos, offre podium) pour une période définie.

Services à valeur ajoutée

Adenclassifieds propose également à ses clients des prestations de service à valeur ajoutée en complément de la publication d'annonces :

- la fourniture d'accès à des bases de données (CVThèque, Candidathèque) pendant une période définie contractuellement ;
- la mise à disposition de logiciels en mode ASP (CV mail, Cooptin) ;
- la fourniture de services de conception et de développement de sites Internet (Adenweb).

Pour une information plus détaillée sur les tarifs, se référer aux paragraphes 6.7.1.2.1.2. et 6.7.3.2.1.2. « Produits de mise en avant ».

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Pour l'ensemble de ces prestations, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée contractuelle pendant laquelle la prestation est réalisée. Les prestations en question couvrent des périodes pouvant dépasser un an. Cette politique de reconnaissance des revenus différée dans le temps, donne lieu à la comptabilisation de produits constatés d'avance au bilan de la Société.

La reconnaissance linéaire du revenu, en dépit d'une hausse de l'activité commerciale sur le dernier trimestre sur l'activité Emploi, se traduit par une faible saisonnalité du chiffre d'affaires de la Société. En effet, le montant important des prises de commandes sur le quatrième trimestre ne donne pas lieu à une croissance équivalente du chiffre d'affaires compte tenu de la reconnaissance linéaire de ce dernier.

Les rabais, remises, ristournes et escomptes consentis aux clients sont comptabilisés simultanément à la reconnaissance des revenus. Ils sont classés en réduction du chiffre d'affaires.

La Société a noué des partenariats avec des groupes de presse lui permettant de bénéficier de la mise à disposition d'espaces publicitaires en échange de la reprise sur les sites Internet d'Adenclassifieds d'annonces publiées par ces médias sur leurs supports classiques. Les montants facturés par la Société

au titre de ces échanges de marchandises ne sont pas intégrés dans le chiffre d'affaires de la Société. De ce fait, aucune transaction d'échange n'apparaît dans les informations financières pro forma.

9.1.3.2. Production immobilisée

La production immobilisée correspond exclusivement aux frais de développement informatique activés au cours de l'exercice. Les coûts internes de développement et les temps passés par chacun des membres de l'équipe de développement sont suivis, valorisés au coût réel et affectés à chaque projet.

9.1.4. Principaux postes de charges d'exploitation

La Société estime que son modèle économique bénéficie d'un effet de levier opérationnel compte tenu de la maîtrise des coûts de structure et du contrôle de l'évolution des coûts variables dans un contexte de forte croissance.

9.1.4.1. Charges de personnel

Les charges de personnel constituent le premier poste de charges pour la Société. La force commerciale représente une part significative de ces charges en raison de la commercialisation directe de ses produits et services auprès d'une clientèle professionnelle (activité de type « B to B »). Cette caractéristique nécessite un accompagnement commercial sur le terrain avec un maillage national sur les différents secteurs d'activité. Les effectifs consacrés à l'activité commerciale représentent 56,2 % des effectifs totaux de la Société au 30 septembre 2006. Le mode de rémunération de la force de vente est en grande partie lié à l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs et comporte donc une composante variable significative liée à l'évolution des prises de commandes (par opposition au chiffre d'affaires). Compte tenu de la saisonnalité des prises de commandes, une grande partie des rémunérations variables concerne le quatrième trimestre. Du fait de la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires, ces rémunérations ont un impact significatif sur l'évolution du résultat d'exploitation lors du dernier trimestre. En effet, le montant important des prises de commande sur cette période ne donne pas lieu à une croissance équivalente du chiffre d'affaires compte tenu de la reconnaissance linéaire de ce dernier. Pour autant les rémunérations variables des commerciaux correspondant à ces prises de commandes sont comptabilisées en charges de personnel.

Les frais de personnel comportent également une composante liée aux fonctions support (systèmes d'information, marketing, administration, direction) non directement liée à l'évolution du chiffre d'affaires.

9.1.4.2. Achats et charges externes

Le principal poste des achats et charges externes correspond aux dépenses de publicité et de communication. Elles sont constituées d'achat d'espaces publicitaires ainsi que d'achat de trafic visant à asseoir la forte notoriété des marques. Elles visent également à promouvoir la fréquentation des sites de la Société par les internautes en complément du référencement naturel bénéficiant du volume important d'annonces proposées et de la pertinence des sites au regard des critères de recherches utilisés.

Ce poste regroupe entre autres les achats de prestations informatiques et de technologies en rapport avec l'offre de la Société et les loyers.

9.1.5. Flux de trésorerie

La Société opère selon un modèle économique générateur de flux de trésorerie opérationnels excédentaires.

Comme spécifié au paragraphe « 9.1.3.1 - Chiffre d'affaires », le chiffre d'affaires réalisé par la Société est reconnu linéairement sur la durée contractuelle pendant laquelle la prestation est réalisée

(allant de quelques jours à plus d'un an). Cette politique de reconnaissance des revenus différée dans le temps donne lieu à la comptabilisation de produits constatés d'avance au bilan de la Société.

La Société procède au recouvrement auprès de ses clients à partir de la date de facturation en application des conditions générales de vente lesquelles peuvent varier selon la nature des prestations fournies.

L'encaissement relatif aux facturations intervient à un rythme sensiblement plus court que le rythme d'étalement et de constatation du chiffre d'affaires. C'est pourquoi la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie opérationnels significatifs n'est pas reflétée dans la profitabilité opérationnelle retranscrite dans le compte de résultat.

9.2. COMPARAISON DES RESULTATS PRO FORMA

S'agissant de commentaires sur des informations financières pro forma, toutes les références qui sont faites dans la présente section 9.2 sont par nature des informations pro forma. Le terme « pro forma » qualifiant ces informations n'a pas été repris dans le texte afin d'en faciliter la lecture.

9.2.1. Comparaison des résultats douze mois au 31 décembre 2005

milliers d'euros	31 décembre 2005	31 décembre 2004	Var (milliers d'euros)	Var n-1 (%)
Chiffre d'affaires	21.084	13.696	+7.388	+53,9 %
Production immobilisée	152	275	-123	
Reprises de provisions et transferts de charges	116	66	+50	
Autres produits	4	2	+2	
Produits d'exploitation	21.355	14.039	+7.316	+52,1 %
Achats et charges externes	7.774	6.183	+1.591	+25,7 %
Impôts et taxes	429	227	+202	+89,0 %
Charges de personnel	10.747	7.467	+3.280	+43,9 %
Autres charges d'exploitation	44	41	+3	+7,3 %
Dotations aux amortissements et provisions	1.185	803	+382	+47,6 %
Charges d'exploitation	20.179	14.721	+5.458	+37,1 %
Résultat d'exploitation	1.176	-682	+1.858	n.s
Marge d'exploitation (en % du CA)	5,6 %	-5,0 %		
+ Dotations aux amortissements et provisions	1.185	803	+382	+47,6 %
- reprises de provisions	-110	-44	-66	+150 %
EBITDA⁹	2.251	77	+2.174	n.s
Marge d'EBITDA (en % du CA)	10,7 %	0,6 %		
Résultat financier	143	-	+143	
Résultat courant	1.319	-682	+2.001	
Résultat exceptionnel	-122	-112	-10	
Participation des salariés	150	-	+150	
Impôts sur les résultats	484	9	+475	
Résultat net	563	-803	+1.366	
Résultat net de base par action (en euros)	0,12	-0,27		
Résultat net dilué par action (en euros)	0,12	-0,27		

⁹ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

9.2.1.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la Société s'est élevé à 21.084 milliers d'euros au 31 décembre 2005 contre 13.696 milliers d'euros au 31 décembre 2004, soit une hausse de 53,9 % sur la période.

En milliers d'euros	31/12/2005	%	31/12/2004	%	Var (milliers d'euros)	Var n-1 (%)
Emploi	18.320	86,9 %	12.200	89,1 %	+6.120	+50,2 %
Formation	791	3,7 %	288	2,1 %	+503	+174,7 %
Immobilier	1.973	9,41 %	1.208	8,8 %	+765	+63,3 %
Total	21.084	100 %	13.696	100 %	+7.388	+53,9 %

La croissance de la Société est soutenue par le dynamisme des trois activités qui enregistrent chacune des taux de croissance du chiffre d'affaires de plus de 50 % sur la période.

La forte progression du chiffre d'affaires combine un taux de croissance élevé du secteur représentant la part la plus importante du chiffre d'affaires (l'Emploi) et des activités sur lesquelles la Société dispose d'un fort potentiel de développement (la Formation et l'Immobilier). La croissance du chiffre d'affaires s'est ainsi élevée à respectivement 50,2 % pour l'Emploi, 174,7 % pour la Formation, 63,3 % pour l'Immobilier pour une progression d'ensemble de 53,9 %.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires réalisé par type de prestations se présente comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2005					31 décembre 2004					Var n-1
	Emp.	Form.	Immo.	Total	%	Emp.	Form.	Immo.	Total	%	
Petites annonces	15.813	791	1.564	18.168	86,2 %	10.668	288	943	11.899	86,9 %	52,7 %
Services et produits	2.507	-	409	2.916	13,8 %	1.532	-	265	1.797	13,1 %	62,3 %
Total	18.320	791	1.973	21.084	100,0 %	12.200	288	1.208	13.696	100,0 %	53,9 %

Emploi

Le chiffre d'affaires de l'activité Emploi a augmenté de 50,2 % entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005, passant de 12.220 milliers d'euros à 18.320 milliers d'euros pendant cette période.

Cette croissance s'explique principalement par la stratégie d'acquisition de clients dont le nombre a cru de 41,7 % en passant de 5.313 en 2004 à 7.528 en 2005 (clients non dédoublés entre Cadreemploi et Keljob) rendue possible notamment par le développement de sa force commerciale (passant de 58 commerciaux Emploi au 31 décembre 2004 à 98 au 31 décembre 2005, soit une progression de 69 %). Pendant cette période, l'accent a été particulièrement mis sur la prospection de nouveaux clients au travers du développement de la plateforme de télévente et des bureaux commerciaux en régions.

La croissance du chiffre d'affaires s'est tout d'abord matérialisée par une croissance de 48,2 % des produits d'annonces et de mise en avant. L'offre de produits s'est enrichie avec la commercialisation de nouveaux sites spécialisés et le développement de nouveaux produits de communication portés par la demande croissante des clients pour renforcer leur notoriété sur Internet (nouveaux formats publicitaires).

D'autre part, les services à valeur ajoutée ont enregistré une forte croissance de 63,6 % principalement liée au développement de la commercialisation de base de données de CV et de logiciels (montée en puissance de CVmail lancé en 2004).

Formation

L'activité Formation d'Adenclassifieds repose sur l'acquisition de A3Formation, société créée fin 2003 et dont le site a3formation.com a été lancé commercialement début 2004. Sur la base de la technologie métamoteur de A3Formation, la Société a renommé le site a3formation.com en kelformation.com début 2005. Adenclassifieds a développé cette activité en s'appuyant sur l'expertise et la notoriété de Keljob et sur une équipe commerciale dédiée de quatre personnes. L'activité Formation de la Société a ainsi connu une croissance de son chiffre d'affaires de plus de 174 % au cours de l'exercice 2005.

Immobilier

Le chiffre d'affaires de l'activité Immobilier a augmenté de 63,3 % entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005, passant de 1.208 milliers d'euros à 1.973 milliers d'euros sur la période.

Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation du nombre de clients abonnés, en hausse de 48,5 % sur la période (passant de 686 à 1.019), avec une force commerciale constante (huit commerciaux). Sur cette période, la facturation moyenne mensuelle des clients professionnels de l'immobilier abonnés est passée de 134,3 euros à 137,1 euros par mois en raison de l'adoption par la Société d'une politique commerciale principalement orientée vers la vente d'abonnements annuels avec un objectif de fidélisation et dans un contexte de conquête de parts de marché.

Cette politique commerciale dynamique s'est traduite par l'élargissement de l'offre (produits de visibilité, boutons agence, alerte mandats) et une stratégie de conquête de parts de marché. Par ailleurs, la croissance a été soutenue par l'amélioration de la performance des sites immobiliers d'Adenclassifieds (accroissement de l'audience, de la notoriété et des contacts).

9.2.1.2. Charges de personnel

Les charges de personnel se sont élevées à 7.467 milliers d'euros au 31 décembre 2004 contre 10.747 milliers d'euros au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 43,9 % sur la période, traduisant l'augmentation de ses effectifs (193 personnes au 31 décembre 2005 contre 127 au 31 décembre 2004, soit une augmentation de 52 %). Les charges de personnel évoluent cependant moins vite que la hausse du chiffre d'affaires sur la période puisqu'elles représentaient 54,5 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2004 contre 51,0 % au 31 décembre 2005. Cette évolution souligne la capacité de la Société à maîtriser l'évolution de ses charges de personnel dans un contexte de forte croissance de son activité.

La Société a en particulier renforcé ses effectifs commerciaux afin d'augmenter le nombre de ses clients ainsi que ses parts de marché. Ces effectifs sont ainsi passés de 71 personnes au 31 décembre 2004 à 112 personnes au 31 décembre 2005, soit une hausse de 57,7 % sur la période.

9.2.1.3. Achats et charges externes

Le total des achats et charges externes s'élève à 7.774 milliers d'euros en 2005, en progression de 25,7 % par rapport à 2004. Cette progression est, à l'image des charges de personnel, inférieure à celle du chiffre d'affaires puisque ce poste représentait 45,1 % du chiffre d'affaires en 2004 pour 36,9 % du chiffre d'affaires en 2005.

Les coûts de communication et de publicité sur la période 2005 se sont élevés à 2.435 milliers d'euros, représentant 11,5 % du chiffre d'affaires. En 2004 ces coûts s'établissaient à 1.227 milliers d'euros soit 9,0 % du chiffre d'affaires. Cette variation traduit l'intensification de la politique de communication de la Société sur la période.

Hors coûts de communication, le poste autres charges externes augmente donc de 383 milliers d'euros, soit une hausse 7,7 % au regard d'une progression du chiffre d'affaires de 53,9 %.

9.2.1.4. Dotation aux amortissements et provisions

Le poste dotation aux amortissements et provisions s'établit à 1.185 milliers d'euros en 2005 contre 803 milliers d'euros en 2004. Cette augmentation de 382 milliers d'euros correspond, à hauteur de 42 milliers d'euros, au poste de provisions pour risques et charges, à hauteur de 130 milliers d'euros, à l'augmentation du poste de dotation aux amortissements et, à hauteur de 210 milliers d'euros, à l'augmentation des dépréciations sur comptes clients et autres actifs circulants.

9.2.1.5. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation 2005 s'établit à 1.176 milliers d'euros contre une perte d'exploitation 2004 de -682 milliers d'euros.

9.2.1.6. EBITDA¹⁰

L'EBITDA 2005 s'établit à 2.251 milliers d'euros contre 77 milliers d'euros en 2004. Les charges d'exploitation avant dotations aux amortissements et provisions augmentent de 36,5 % pour une croissance du chiffre d'affaires de 53,9 %. La marge d'EBITDA est ainsi passée de 0,6 % en 2004 à 10,7 % en 2005, illustrant ainsi le déploiement du levier opérationnel du modèle économique de la Société.

9.2.1.7. Résultat financier

Le résultat financier de la Société est positif et s'élève à 143 milliers d'euros en 2005. Il résulte des produits de placement liés à la situation de trésorerie positive de la Société sur l'exercice 2005. Pour 2004, le résultat financier est à l'équilibre.

9.2.1.8. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel sur les deux exercices s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Résultat net sur cessions	-	2
Dotations aux provisions nettes des reprises	-	-104
Pénalités	-	-11
Frais de déménagement	-95	-
Divers	-27	1
Résultat exceptionnel	-122	-112

Les frais de déménagement correspondent aux changements de locaux de Cadremploi et Explorimmo mi-2005.

¹⁰ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

9.2.1.9. Résultat net

Le résultat net 2005 s'établit à 563 milliers d'euros après prise en compte d'une charge d'impôt sur les sociétés de 484 milliers d'euros et d'une charge de participation des salariés de 150 milliers d'euros. Il se compare à un résultat net négatif 2004 de 803 milliers d'euros.

9.2.2. Comparaison des résultats neuf mois au 30 septembre 2006

En milliers d'euros	30 septembre 2006	30 septembre 2005	Var (milliers d'euros)	Var n-1 (%)
Chiffre d'affaires	23.861	15.518	+8.343	+53,8 %
Production immobilisée	663	88	+575	
Reprises de provisions et transferts de charges	163	30	+133	
Autres produits	100	1	+99	
Produits d'exploitation	24.787	15.637	+9.150	+58,5 %
Achats et charges externes	8.496	4.971	+3.525	+70,9 %
Impôts et taxes	450	286	+164	+57,3 %
Charges de personnel	10.674	6.778	+3.896	+57,5 %
Autres charges d'exploitation	165	41	+124	n.a
Dotations aux amortissements et provisions	1.071	1.011	+60	+5,9 %
Charges d'exploitation	20.856	13.087	+7.769	+59,4 %
Résultat d'exploitation	3.931	2.550	+1.381	+54,2 %
Marge d'exploitation (en % du CA)	16,5 %	16,4 %		
+ Dotations aux amortissements et provisions	1.071	1.011	+60	+5,9 %
- reprises de provisions	-158	-24	-134	n.a
EBITDA¹¹	4.844	3.537	+1.307	+37,0 %
Marge d'EBITDA (en % du CA)	20,3 %	22,8 %		
Résultat financier	347	73	+274	n.a
Résultat courant	4.278	2.623	+1.655	+63,1 %
Résultat exceptionnel	-2.114	-125	-1.989	n.a
Participation des salariés	0	161	-161	n.a
Impôts sur les résultats	-63	620	-683	n.a
Résultat net	2.227	1.717	+510	+29,7 %
Résultat net de base par action (en euros)	0,48	0,38		
Résultat net dilué par action (en euros)	0,46	0,38		

9.2.2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la Société sur la période de neuf mois courant du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006 s'est élevé à 23.861 milliers d'euros en progression de 53,8 % par rapport à la période comparative.

Le secteur de l'Emploi, représentait 85,6 % du chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois de l'année 2006 contre 87,4 % sur la période correspondante en 2005. Il convient par ailleurs de noter une

¹¹ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

progression très sensible des deux activités Immobilier et Formation. La progression de chacun des secteurs d'activité se détaille comme suit :

En milliers d'euros	30 septembre 2006		30 septembre 2005		Var (milliers d'euros)	Var n-1 (%)
		%		%		
Emploi	20.430	85,6 %	13.568	87,4 %	+6,862	+50,6 %
Formation	1.074	4,5 %	577	3,7 %	+497	+86,1 %
Immobilier	2.357	9,9 %	1.373	8,9 %	+984	+71,7 %
Total	23.861	100,0 %	15.518	100,0 %	+8.343	+53,8 %

La progression globale du chiffre d'affaires de 53,8 % combine donc d'une part un taux de croissance élevé supérieur à 50 % sur le secteur de l'Emploi dont le poids reste le plus important et, d'autre part un taux de croissance enregistré sur les activités à très fort développement, à savoir la Formation et l'Immobilier (en hausse respectivement de 86,1 % et 71,7 %).

L'analyse du chiffre d'affaires réalisé par type de prestations se présente comme suit :

En milliers d'euros	30 septembre 2006					30 septembre 2005					Var n-1
	Emp.	Form.	Immo.	Total	%	Emp.	Form.	Immo.	Total	%	
Petites annonces	18.553	1.074	1.897	21.524	90,2 %	12.531	577	1.116	14.224	91,7 %	51,3 %
Services et produits	1.877	-	460	2.337	9,8 %	1.037	-	257	1.294	8,3 %	80,6 %
Total	20.430	1.074	2.357	23.861	100,0 %	13.568	577	1.373	15.518	100,0 %	53,8 %

La publication d'annonces et les produits de mise en avant, principal produit d'Adenclassifieds, enregistrent une progression au 30 septembre 2006 de 51,3 % (dont 48,1 % pour l'Emploi, 70,0 % pour l'Immobilier et 86,1 % pour la Formation). Les produits et services à valeur ajoutée enregistrent quant à eux une progression de 80,6 % au 30 septembre 2006 passant de 8,3 % à 9,8 % du chiffre d'affaires total.

Emploi

Le chiffre d'affaires de l'activité Emploi a augmenté de 50,6 % entre le 30 septembre 2005 et le 30 septembre 2006, passant de 13.568 milliers d'euros à 20.430 milliers d'euros sur la période.

La croissance de ce chiffre d'affaires s'explique par les effets combinés du développement de la commercialisation des produits de communication, l'augmentation du nombre de clients dans un contexte porteur du marché de l'emploi en France, par la montée en puissance des sites spécialisés ayant fait l'objet d'acquisitions (Webcible, PublicRH), de nouveaux services à valeur ajoutée (Cooptin) et des nouveaux sites lancés par la Société (Cmonjob).

Par ailleurs, au-delà de l'accent mis sur la prospection de nouveaux clients, une attention particulière a été portée sur la fidélisation du portefeuille clients existant. Le nombre de clients a cru de 33,0 % en passant de 5.976 au 30 septembre 2005 à 7.951 au 30 septembre 2006 (clients non dédoublés entre Cadremploi et Keljob). Dans le même temps, la Société a poursuivi sa politique de recrutement, ses effectifs dédiés passant de 93 au 30 septembre 2005 à 121 au 30 septembre 2006, soit une progression de 30,1 % sur la période.

La croissance du chiffre d'affaires du segment petites annonces et produits de mise en avant s'élève à 48,1 % sur la période tandis que le chiffre d'affaires des services à valeur ajoutée progresse de 81,0 %.

Adenclassifieds accompagne ainsi la stratégie de recrutement de ses clients en leur proposant une offre de services à valeur ajoutée sur Internet en complément de la publication d'offres d'emploi.

Formation

Le chiffre d'affaires de l'activité Formation s'est inscrit en hausse de plus de 86 % entre le 30 septembre 2005 et le 30 septembre 2006, passant de 577 milliers d'euros à 1.074 milliers d'euros. Cette forte croissance est notamment liée à la mise en place d'une organisation commerciale similaire à celle développée initialement dans le secteur de l'Emploi. Le nombre de clients a cru de 49,3 % en passant de 203 au 30 septembre 2005 à 303 au 30 septembre 2006. Au 30 septembre 2006, l'activité Formation bénéficiait de 11 commerciaux dédiés. Par ailleurs, la forte progression des audiences des sites formation de la Société a renforcé l'attractivité de l'offre formation auprès de ses clients dans un contexte de marché en forte croissance. Enfin, outre l'offre de référencement d'annonces de sessions de formation sur son site métamoteur, la Société a diversifié ses sources de revenus en commercialisant des espaces publicitaires sur ses sites afin de renforcer la notoriété de ses clients.

Immobilier

Le chiffre d'affaires de l'activité Immobilier a augmenté de 71,7 % entre le 30 septembre 2005 et le 30 septembre 2006, passant de 1.373 milliers d'euros à 2.357 milliers d'euros sur la période.

Cette croissance s'explique notamment par une augmentation du nombre de clients professionnels de l'immobilier abonnés, en hausse de 47,7 % sur la période (passant de 939 à 1.387), liée à la croissance des effectifs commerciaux et la mise en place d'une équipe de télévente en charge du développement du portefeuille clients en régions. Au 30 septembre 2006, l'activité Immobilier bénéficiait de douze commerciaux dédiés. Par ailleurs, la facturation moyenne mensuelle des clients professionnels de l'immobilier abonnés sur la période a augmenté de 10,4 % passant de 137,1 euros à 151,3 euros à fin septembre 2006. Cette croissance du panier s'explique notamment par une augmentation de la consommation moyenne de publication d'annonces.

De plus, la Société a développé une large gamme de produits de publicité commerciale afin de répondre aux besoins de visibilité des professionnels de l'immobilier (publicité produits ou institutionnelle ciblée, notamment par types de transaction ou par zones géographiques).

Par ailleurs, la croissance du chiffre d'affaires a été portée par la forte augmentation des revenus générés par les services à valeur ajoutée (+79,0 % sur la période), dont principalement le développement des partenariats commerciaux (crédits immobiliers, défiscalisation, assurance, déménagement, etc.).

9.2.2.2. Charges de personnel

Les charges de personnel sur les neuf premiers mois de l'année 2006 se sont élevées à 10.674 milliers d'euros contre 6.778 au 30 septembre 2005, soit une augmentation de 57,5 % sur la période, traduisant l'augmentation de ses effectifs (256 personnes au 30 septembre 2006 contre 163 au 30 septembre 2005, soit une augmentation de 57,1 %). Le ratio charges de personnel sur chiffre d'affaires a légèrement augmenté (43,7 % du chiffre d'affaires au 30 septembre 2005 contre 44,7 % au 30 septembre 2006) et démontre la capacité de la Société à gérer la montée en puissance de sa force commerciale dans un contexte de forte croissance.

Le ratio charges de personnel sur chiffre d'affaires est significativement différent sur douze mois (51,0 % au 31 décembre 2005) et sur les neuf premiers mois de l'année 2005 (43,7 %). Cet écart est lié au plan de rémunération variable de la force commerciale qui est impacté de manière significative par le niveau élevé de prises de commandes généralement observé sur le quatrième trimestre.

La Société a continué à renforcer ses équipes commerciales, celles-ci comptant 144 salariés au 30 septembre 2006.

9.2.2.3. Achats et charges externes

Le total des achats et charges externes s'élève à 8.496 milliers d'euros au 30 septembre 2006, en progression de 70,9 % par rapport à la période équivalente de 2005. Cette progression ressort à un niveau supérieur à celui enregistré pour le chiffre d'affaires sur la période (+53,8 %) du fait de l'augmentation des charges de communication et de promotion engagée à partir de 2006 ainsi que de charges d'exploitation non récurrentes liées à la réorganisation juridique et opérationnelle de la Société entamée dès l'été 2006.

Les charges de communication et de publicité sur les neuf premiers mois de 2006 se sont élevées à 3.451 milliers d'euros représentant 14,5 % du chiffre d'affaires. Sur la période équivalente de neuf mois de 2005 ces charges s'établissaient à 1.331 milliers d'euros soit 8,6 % du chiffre d'affaires traduisant l'effort de communication de la Société sur la période. L'augmentation des coûts de communication et de publicité entre 2005 et 2006 explique donc à concurrence de 2.120 milliers d'euros l'augmentation totale du poste des autres charges externes. Par ailleurs, les opérations de réorganisation juridique et opérationnelle ont généré des honoraires additionnels par rapport à la même période de 2005 à concurrence d'environ 750 milliers d'euros.

Hors charges de communication et publicité et honoraires additionnels, les autres charges externes augmentent de 13,2 % sur les neuf premiers mois de 2006 par rapport à 2005. Le solde de l'augmentation des autres charges externes correspond à diverses prestations notamment pour des développements informatiques sous traités.

9.2.2.4. Dotation aux amortissements et provisions

Le poste dotation aux amortissements et provisions s'établit à 1.071 milliers d'euros sur les neuf premiers mois de 2006 et s'affiche à un niveau stable par rapport à la période équivalente de 2005 où il s'était élevé à 1.011 milliers d'euros.

9.2.2.5. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation sur les neuf premiers mois de 2006 s'établit à 3.931 milliers d'euros, se comparant à un résultat d'exploitation sur les neuf premiers mois de 2005 de 2.550 milliers d'euros en progression de 54,2 %.

9.2.2.6. EBITDA¹²

L'EBITDA sur les neuf premiers mois de l'année 2006 s'établit à 4.844 milliers d'euros contre 3.537 milliers d'euros sur la même période 2005. Les charges d'exploitation avant dotations aux amortissements et provisions augmentent de 63,8 % pour une croissance du chiffre d'affaires de 53,8 %. La marge d'EBITDA s'est élevée à 20,3 % au 30 septembre 2006 contre 22,8 % au 30 septembre 2005 compte tenu de l'effort de commercialisation entrepris par la Société sur la période (augmentation de la force commerciale, campagnes publicitaires).

Il existe un écart significatif entre la marge d'EBITDA sur douze mois (10,7 % au 31 décembre 2005) et sur les neuf premiers mois de l'année 2005 (22,8 %). Cet écart est principalement lié au plan de

¹² L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

rémunération variable de la force commerciale qui est impacté de manière significative par le niveau élevé de prise de commandes généralement observé sur le quatrième trimestre.

9.2.2.7. Résultat financier

Le résultat financier de la Société est positif et s'élève à 347 milliers d'euros au 30 septembre 2006. Il résulte des produits de placement liés à la situation de trésorerie positive de la Société sur les neuf premiers mois de 2006. Pour la période équivalente de 2005, le résultat financier était légèrement positif à 73 milliers d'euros.

9.2.2.8. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel sur les deux exercices s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net sur cessions	-3	-
Dotations aux provisions nettes des reprises	11	-11
Provisions pour doubles loyers	-563	-
Frais de déménagement	-	-114
Frais liés à la fusion	-1.550	-
Divers	-9	-
Résultat exceptionnel	-2.114	-125

La provision pour doubles loyers correspond à la comptabilisation des loyers futurs des anciens locaux occupés avant le rapprochement de l'ensemble des équipes sur le site de la rue Lafayette en novembre 2006, sur les durées de bail restant à courir.

Les frais liés à la fusion sont relatifs à des coûts non récurrents liés à la réorganisation juridique et comptable supportés par la Société en vue de la fusion réalisée en date du 30 septembre 2006.

9.2.2.9. Résultat net

Le résultat net sur les neuf premiers mois de 2006 s'établit à 2.227 milliers d'euros après prise en compte d'un produit d'impôt sur les sociétés de 63 milliers d'euros lié à l'activation des frais de développement. Il se compare à un bénéfice net de 1.717 milliers d'euros sur la période équivalente de 2005.

9.2.3. **Effet du passage aux normes IFRS**

9.2.3.1. Liminaire

N'ayant pas l'obligation d'établir des comptes consolidés, Adenclassifieds, dans le cadre du présent document de base, publie des informations financières pro forma établies selon les principes et méthodes comptables français. La Société produira toutefois, à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2007, des comptes consolidés en normes IFRS, conformément à la réglementation applicable.

Néanmoins, conformément aux recommandations de l'Autorité des marchés financiers, la Société a conduit un projet d'identification des divergences entre les principes comptables français qu'elle applique tels que décrits au chapitre « 20 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société » au sein des informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006 et les normes IFRS.

Les éléments décrits ci-après ne comprennent pas les différences de présentation qui peuvent exister entre les informations financières pro forma établies selon les principes comptables français et celles qui auraient été présentées selon les normes IFRS.

Sont ainsi successivement présentés :

- les modalités de première adoption qu'Adenclassifieds aurait adoptées au 1^{er} janvier 2004 si elle avait dû appliquer les normes IFRS ;
- les impacts sur les capitaux propres pro forma au 1^{er} janvier 2004, au 31 décembre 2004, au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006.

9.2.3.2. Modalités de première application des normes IFRS

Cadre réglementaire

Les normes internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*) et leurs interprétations SIC (*Standing Interpretations Committee*) et IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

L'ensemble des normes IFRS susmentionnées est appliqué à compter du 1^{er} janvier 2004 (y compris les normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers). L'étude des divergences potentielles entre les principes comptables français et les normes IFRS a été conduite en application de la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Principe général

Conformément à la norme IFRS 1, la Société a appliqué rétrospectivement, à compter du 1^{er} janvier 2004, et pour l'ensemble des informations financières pro forma présentées dans le présent document de base, les normes IFRS en vigueur au 30 septembre 2006.

Les principes comptables français appliqués par la Société sont décrits en note 2 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006. L'incidence des divergences identifiées entre ces principes et les normes IFRS, à la date théorique de transition, soit le 1^{er} janvier 2004, est comptabilisée directement en contrepartie des capitaux propres.

Options de première adoption retenues et analyses conduites par Adenclassifieds

IFRS 3 – Regroupements d'entreprises

En application de la norme IFRS 1, la Société a choisi d'utiliser l'exemption relative au non retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition. Les opérations de fusions réalisées en 2004 et 2005 par Adenclassifieds n'entrent pas directement dans le champ d'application de la norme IFRS 3 puisque réalisées entre entités sous contrôle commun. Elles n'ont donc pas donné lieu à retraitement.

IAS 38 – Immobilisations incorporelles

Dans le cadre de l'établissement des informations financières pro forma au 31 décembre 2005, Adenclassifieds a activé pour la première fois des frais de développement. L'impact de cette première comptabilisation présentée en Note 1.2.3 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 a été comptabilisé dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004. Les critères d'activation utilisés sont identiques à ceux énoncés par la norme IAS 38 et par l'interprétation SIC 32 relative aux coûts de développement de site Internet.

La Société n'a décelé aucune divergence entre les principes comptables français retenus par la Société et la norme IAS 38.

IAS 16 – Immobilisations corporelles

Conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, la Société a choisi de ne pas réévaluer à leur juste valeur les immobilisations corporelles dans le bilan d'ouverture, mais d'appliquer la méthode du coût historique amorti. Aucune divergence n'a été décelée entre les principes comptables français retenus par la Société et la norme IAS 16.

IAS 17 – Contrats de location

La Société n'est pas engagée, pour des montants significatifs, dans des contrats de location remplissant les critères énoncés par la norme IAS 17 pour être classés en tant que location financière. Aucune divergence n'a donc été relevée entre les principes comptables français retenus par la Société et la norme IAS 17.

IAS 18 – Revenu

Les critères de reconnaissance du chiffre d'affaires tels que décrits en Note 2.1.16 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006 sont conformes à ceux énoncés par la norme IAS 18. Le traitement et l'analyse retenus par la Société quant aux opérations d'échanges de publicité présentés en Note 2.1.18 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006 sont conformes à ceux énoncés par l'interprétation SIC 31 relative aux opérations d'échange publicitaire. Aucune divergence n'a donc été relevée entre les principes comptables français retenus par la Société et la norme IAS 18.

IAS 36 – Pertes de valeur des actifs

Au 1^{er} janvier 2004, au 31 décembre 2004 et 2005 et au 30 septembre 2006, la Société a procédé à une revue de la valeur de ses actifs (en particulier des fonds de commerce) selon la méthodologie prescrite par la norme IAS 36. Cette revue conduit à ne constater aucune dépréciation complémentaire, une procédure similaire étant déjà appliquée par la Société selon les principes comptables français. Aucune divergence n'a donc été relevée entre les principes comptables français retenus par la Société et la norme IAS 36.

IAS 19 – Avantages au personnel

Dans le cadre de l'établissement des informations financières pro forma au 31 décembre 2005, Adenclassifieds a comptabilisé pour la première fois les indemnités de départs à la retraite. L'impact de cette première comptabilisation présentée en Note 1.2.3 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 a été comptabilisé dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004. La méthodologie d'évaluation retenue dans les informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006 telle que décrite en Note 2.1.13 de l'annexe à ces dernières est conforme à celle préconisée par la norme IAS 19. De ce fait, aucune divergence n'a donc été relevée entre les principes comptables français retenus par la Société et la norme IAS 19.

IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions

Antérieurement au 1^{er} janvier 2004, Adenclassifieds a attribué des bons de créateur d'entreprise (BCE) et des bons de souscription d'actions (BSA). Au cours des périodes suivantes d'autres BCE et BSA ont été émis ainsi que des actions gratuites. Ces instruments de capitaux propres émis par la Société sont décrits en Note 29 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006.

Conformément aux principes comptables français, l'engagement de la Société lié à l'émission de ces instruments ne donne lieu à aucune comptabilisation. Selon la norme IFRS 2, la Société doit comptabiliser une charge représentative de l'avantage accordé aux bénéficiaires de l'octroi de ces instruments. L'évaluation de la charge a été réalisée par un expert indépendant selon le modèle de « Black and Scholes ».

Conformément au choix laissé par la norme IFRS 2, pour les plans réglés en actions, la Société a choisi de n'appliquer cette norme qu'aux plans émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005.

Il convient cependant de noter que l'application de la norme IFRS 2 n'a pas d'impact sur les capitaux propres aux différentes périodes présentées, la charge devant être comptabilisée (sans effet sur les flux de trésorerie) ayant pour contrepartie un poste de réserves. Sur la période courant du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006, cette charge s'élève à 1,6 million d'euros.

IAS 12 – Impôts différés

Selon la norme IAS 12, les différences fiscales temporelles doivent donner lieu à la constatation d'actifs et de passifs d'impôts différés. Selon les règles comptables françaises, ces divergences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs ne donnent lieu à aucune comptabilisation d'impôts différés dans les comptes sociaux.

Pour Adenclassifieds, cette divergence concerne essentiellement les impôts différés actifs reconnus selon IAS 12 sur les déficits fiscaux reportables. Sur la période courant du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006, cette divergence vient réduire le résultat pro forma de 0,9 million d'euros.

Les autres normes IFRS sont soit non applicables à la Société, soit ne présentent aucune divergence avec les principes comptables français appliqués par Adenclassifieds tels que décrits en Note 2 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et au 30 septembre 2006.

9.2.3.3. Effets du passage aux normes IFRS sur les capitaux propres pro forma au 1^{er} janvier 2004, aux 31 décembre 2004 et 2005 et au 30 septembre 2006

(en milliers d'euros)

Capitaux propres pro forma au 1^{er} janvier 2004 – principes comptables français :	18.462
- Impôts différés (IAS 12)	4.866
Capitaux propres pro forma au 1^{er} janvier 2004 – normes IFRS :	23.328
Capitaux propres pro forma au 31 décembre 2004 – principes comptables français :	22.573
- Impôts différés (IAS 12)	5.193
Capitaux propres pro forma au 31 décembre 2004 – normes IFRS :	27.766
Capitaux propres pro forma au 31 décembre 2005 – principes comptables français :	24.112
- Impôts différés (IAS 12)	5.120
Capitaux propres pro forma au 31 décembre 2005 – normes IFRS :	29.232
Capitaux propres pro forma au 30 septembre 2006 – principes comptables français :	28.404
- Impôts différés (IAS 12)	4.265
Capitaux propres pro forma au 30 septembre 2006 – normes IFRS :	32.669

Les impôts différés déterminés au 1^{er} janvier 2004 et au 31 décembre 2004 ont été calculés sur la base d'un taux d'imposition de 35,43 % appliqué d'une part au stock de déficits fiscaux reportables pro forma au 1^{er} janvier 2004 et au 31 décembre 2004 tels que mentionnés en Note 8.2 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et d'autre part aux différences temporelles existantes à ces dates.

Les impôts différés déterminés au 31 décembre 2005 ont été calculés sur la base d'un taux d'imposition de 34,93 % appliqué d'une part au stock de déficits fiscaux reportables pro forma au 31 décembre 2005 tels que mentionnés en Note 8.2 de l'annexe aux informations financières pro forma au 31 décembre 2005 et d'autre part aux différences temporelles.

Les impôts différés déterminés au 30 septembre 2006 ont été calculés sur la base d'un taux d'imposition de 33,83 % appliqué d'une part au stock de déficits fiscaux reportables pro forma au 30 septembre 2006 tels que mentionnés en Note 8.2 de l'annexe aux informations financières pro forma au 30 septembre 2006 et d'autre part aux différences temporelles.

10. TRESORERIE ET CAPITAUX

Le présent chapitre présente une comparaison des tableaux de flux de trésorerie pro forma d'Adenclassifieds sur une période de neuf mois arrêtée au 30 septembre 2006 avec comparatif au 30 septembre 2005 et sur une période de douze mois arrêtée au 31 décembre 2005 avec comparatif au 31 décembre 2004.

S'agissant de commentaires sur des informations financières pro forma, toutes les références qui sont faites dans le présent chapitre sont par nature des informations pro forma. Le terme « pro forma » qualifiant ces informations n'a pas été repris dans le texte afin d'en faciliter la lecture.

10.1. PRESENTATION GENERALE

La Société opère selon un modèle économique générateur de flux de trésorerie opérationnels excédentaires.

Le chiffre d'affaires réalisé par la Société est reconnu linéairement sur la durée contractuelle pendant laquelle la prestation est réalisée. Les prestations en question couvrent des périodes allant de quelques jours à plus d'un an. Cette politique de reconnaissance des revenus différée dans le temps donne lieu à la comptabilisation de produits constatés d'avance au bilan de la Société.

La Société procède au recouvrement auprès de ses clients à partir de la date de facturation en application des conditions générales de vente lesquelles peuvent varier selon la nature des prestations fournies. L'encaissement relatif aux facturations intervient à un rythme sensiblement plus court que le rythme d'étalement et de constatation du chiffre d'affaires qui correspond quant à lui à la durée des prestations fournies. Ce traitement génère ainsi un flux additionnel de trésorerie positif structurel, qui est appréhendé dans le flux net de trésorerie généré par l'activité. Le besoin en fonds de roulement, en partie constitué des produits constatés d'avance, est négatif et contribue de manière significative à la génération de flux de trésorerie de l'activité.

La Société dispose d'une trésorerie nette excédentaire. Elle n'a pas recours à l'emprunt. Il n'existe pas de restriction portant sur l'utilisation de ses capitaux par la Société. La gestion quotidienne de la trésorerie de la Société est traitée actuellement dans le cadre d'un contrat de gestion de trésorerie conclu avec Figaro Holding (voir la section « 19.4 – Convention de gestion centralisée de trésorerie avec notamment Figaro Holding »). La Société conservera cette modalité de gestion de ses excédents de trésorerie et de financement, en veillant à ce qu'elle lui procure une rémunération compétitive de ses placements par rapport au marché tout en lui garantissant la disponibilité des ressources financières nécessaire à la réalisation de son développement.

Le recouvrement des créances fait l'objet d'un contrat de recouvrement conclu par la Société avec Publiprint de façon à optimiser la gestion de son recouvrement et à réduire le délai moyen d'encaissement de ses créances (voir la section « 19.3 - Contrat de prestations de services de recouvrement avec Publiprint »).

10.2. COMPARAISON DES TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE SUR DOUZE MOIS AU 31 DECEMBRE 2005 ET AU 31 DECEMBRE 2004

Les tableaux de flux de trésorerie sur les périodes considérées se résument ainsi :

En milliers d'euros	31 décembre 2005	31 décembre 2004	Var (milliers d'euros)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	4.050	777	+3.273
Flux nets liés aux opérations d'investissement	-2.126	-982	-1.144
Flux nets liés aux opérations de financement	718	2.526	-1.808
Variation de trésorerie nette	2.642	2.321	+321

Sur l'année 2005, la Société a dégagé une trésorerie nette positive de 2.642 milliers d'euros contre 2.321 milliers d'euros en 2004.

Cette augmentation de la trésorerie résulte principalement des excédents de trésorerie générés par l'activité de 4.050 milliers d'euros (qui représentent 19,2 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2005) qui ont permis à la Société d'autofinancer la totalité des investissements nets réalisés sur l'année qui se sont élevés à 2.126 milliers d'euros. Ces investissements nets correspondent à hauteur de 954 milliers d'euros aux décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles liées à l'activité de la Société, et à hauteur de 1.183 milliers d'euros de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières. Ces derniers sont principalement liés à des opérations de croissance externe réalisées dans le but d'élargir la gamme des services proposés à la clientèle (sites spécialisés, activité formation).

Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement affichent un solde positif de 718 milliers d'euros. Ce solde résulte d'une part d'opérations d'apport en capital pour 1.006 milliers d'euros compensées par une distribution de dividendes effectuée à concurrence de 130 milliers d'euros dans le cadre de l'intégration de Webcible et d'autre part d'une variation des comptes courants avec Publiprint pour -158 milliers d'euros.

Pour l'année 2004 les investissements réalisés pour 982 milliers d'euros correspondent à hauteur de 525 milliers d'euros aux décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et à hauteur de 469 milliers d'euros aux décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières liées à l'activité formation. Ces investissements ont été partiellement financés par la trésorerie nette générée par l'activité à hauteur de 777 milliers d'euros. Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement affichent sur l'année 2004 un solde positif de 2.526 milliers d'euros. Ce solde résulte d'une part d'opérations d'apport en capital pour 2.173 milliers d'euros, d'une augmentation des comptes courants de 431 milliers d'euros minoré de dividendes versés pour 78 milliers d'euros.

10.3. COMPARAISON DES TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE SUR NEUF MOIS AU 30 SEPTEMBRE 2006 ET AU 30 SEPTEMBRE 2005

Les tableaux de flux de trésorerie sur les périodes considérées se résument ainsi :

En milliers d'euros	30 septembre 2006	30 septembre 2005	Var (milliers d'euros)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	6.184	4.364	1.820
Flux nets liés aux opérations d'investissement	-1.714	-1.902	188
Flux nets liés aux opérations de financement	2.475	651	1.824
Variation de trésorerie nette	6.945	3.113	3.832

Sur les neuf premiers mois de l'année 2006 la Société a dégagé une trésorerie nette positive de 6.945 milliers d'euros contre 3.113 milliers d'euros sur la période équivalente de 2005.

Cette augmentation de la trésorerie résulte principalement des excédents de trésorerie générés par l'activité de 6.184 milliers d'euros (qui représentent 25,9 % du chiffre d'affaires sur la période) qui ont largement excédé les besoins de financement liés aux investissements réalisés sur la période qui se sont élevés à 1.714 milliers d'euros. Ces investissements nets se décomposent en 926 milliers d'euros de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles liées à l'activité de la Société, et en 793 milliers d'euros de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières. Ces investissements financiers sont principalement liés à des opérations de croissance externe réalisées dans le but d'élargir la gamme des services à valeur ajoutée proposés à la clientèle.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement affichent un solde positif de 2.475 milliers d'euros. Ce solde résulte d'une part d'opérations d'apport en capital pour 2.064 milliers d'euros et d'autre part d'une variation des comptes courants d'actionnaires pour 411 milliers d'euros.

En comparaison, sur les neuf premiers mois de l'année 2005, les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'étaient élevés à 4.364 milliers d'euros alors que les besoins de financement des investissements s'étaient élevés à 1.902 milliers d'euros dont 1.175 milliers d'euros pour les investissements financiers. Les flux liés aux opérations de financement de 651 milliers d'euros comportaient à hauteur de 870 milliers d'euros des apports en capital et prime d'émission.

10.4. MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS FUTURS

La Société dispose d'une capacité d'autofinancement lui permettant de financer les investissements propres à son activité courante.

11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

11.1. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Adenclassifieds a développé en interne des technologies innovantes et performantes dans ses domaines d'activité que sont l'Emploi, la Formation et l'Immobilier.

La Société a mis en place une direction des systèmes d'information commune à tous ses domaines d'activité. Cette direction est chargée d'optimiser les technologies complémentaires issues de Keljob, Cadremploi et Explorimmo ainsi que de poursuivre le développement de solutions innovantes applicables à l'ensemble du marché des annonces classées sur Internet et déclinables sur tous les domaines d'activité de la Société. Cette direction se compose d'un pôle Développement en charge de l'évolution et du développement des applications et de leur maintenance, d'un pôle Technique en charge de l'exploitation, de la recherche et développement ainsi que des relations avec les clients et d'un pôle Internet en charge du « *web mastering* », de la « *web agency* » et de la gestion de trafic. Ce département regroupe 64 personnes.

La Société optimise par ailleurs l'hébergement des serveurs et équipements de télécommunications, tout en renforçant la sécurité par un recours systématique à la redondance matérielle et logicielle des applications.

Afin de proposer un service intégrant les dernières évolutions technologiques, Adenclassifieds met en œuvre des améliorations de ses sites, optimise ses architectures techniques (déploiement sur tous ses sites des techniques orientées vers le web 2.0 et optimisation des temps de réponse) ou encore procède à la standardisation de certaines méthodes de publication.

11.1.1. Développement de métamoteurs (keljob.com / kelformation.com)

Keljob a été le premier acteur du marché français des annonces classées dans le domaine de l'Emploi à développer un métamoteur (keljob.com) permettant de collecter, d'analyser et d'indexer automatiquement dans ses bases de données les informations hétérogènes disponibles sur les sites Internet de ses clients. A partir de ces informations, le site keljob.com peut ensuite proposer aux internautes une interface unique avec des liens les dirigeant directement vers les pages pertinentes des sites Internet indexés. Ce métamoteur a obtenu de label Anvar en 2000.

Cette technologie permet aux internautes de disposer d'une information plus complète sur l'annonceur, d'accéder à l'ensemble de ses offres (Emploi, Formation) et de postuler directement à une offre sur le site de l'annonceur. Elle permet pour leur part aux clients de générer de l'audience sur leurs sites Internet, de communiquer à travers ces sites sur leurs marques, produits et métiers et de collecter des informations concernant les internautes directement sur leurs sites.

11.1.2. Développement de fonctions de recherche spécifiques

Tous les sites de la Société disposant d'un ou de plusieurs moteurs de recherche, la Société a développé de nombreuses compétences autour des fonctions de recherche permettant l'accès aux offres diffusées sur ses sites. Ces technologies ont été principalement développées en interne à partir de technologies libres de droits (*open source*) de type Lucene et adaptées à chaque problématique métier. La Société a ainsi élaboré des technologies facilitant la recherche, le filtrage, le tri et l'indexation des informations contenues dans ses bases de données. Par ailleurs, la Société optimise en permanence le temps d'accès à ces informations. Enfin, de manière symétrique, ces technologies sont également utilisées pour permettre aux clients de la Société d'accéder aux informations contenues dans les bases de CV de candidats collectées par la Société.

11.1.3. Gestion des flux

La Société a également développé en interne des technologies permettant d'optimiser la gestion des importants flux d'informations échangées entre la Société et ses clients dans le cadre de l'actualisation permanente de ses sites (voir la section « 6.5 - Description des activités d'Adenclassifieds »). Par exemple, la Société permet notamment aux annonceurs de ses sites média de transmettre à la Société le contenu de leurs annonces sous forme de fichiers informatiques, que la Société intègre dans ses bases de données. Afin d'accélérer et d'améliorer le traitement des informations ainsi transmises par ses clients, la Société a développé des passerelles spécifiques permettant la transmission entièrement automatisée des informations. Adenclassifieds utilise également ces technologies pour les nombreux flux à destination des internautes (alertes email et *newsletters*).

11.1.4. Gestion du contenu des sites Internet de la Société

Afin de gérer au mieux l'exploitation de ses sites Internet, la Société a développé des systèmes (*content management systems*) propres à partir de technologies libres de droits (*open source*). Ces systèmes permettent d'insérer et de modifier facilement le contenu des sites sans que leur architecture générale ne puisse être altérée.

11.2. PROPRIETE INTELLECTUELLE

11.2.1. Brevets

La Société est titulaire d'un contrat de sous-licence portant sur un brevet, dont le dépôt est en cours, visant à protéger un procédé qui permet de construire de façon incrémentale un arbre de propagation d'une offre d'emploi (voir le paragraphe « 6.5.1.2.2.3 - Services de cooptation sur Internet »).

Le contrat de sous-licence a été conclu avec la société Cooptin SAS, cette dernière ayant elle-même conclu un contrat de licence avec les inventeurs du procédé. Lesdits inventeurs ont consenti à la Société un droit exclusif d'acquisition du brevet pour une période expirant le 30 juin 2009.

11.2.2. Marques

La Société est titulaire d'un portefeuille de marques françaises qu'elle utilise dans le cadre de ses activités. Elle est en particulier titulaire des marques Kelcoach, Kelformation, Kelsearch, Kelimmobilier, Kelauto, Kelcar, Keljob, PublicRH, CVmel, CVmail, MailDRH, Cooptin, Formatel, Webcible, Explorimmo, Explorimmoneuf, Aden, Adenclassifieds, Aden Web, Annoncecadre, Cadreemploi, Candidathèque, Cmesannonces, Cmonalerte, CmonCV, Cmonjob, Direct Annonce, Emploiescadres, Infocadre, Jobcadre, Jobscadre, Job Connection, Le Site Emploi des Cadres, Offrecadre.

La marque Keljob a été déposée à l'INPI ainsi qu'à l'OHMI. Elle fait donc l'objet d'une protection sur le territoire français mais également au niveau européen.

11.2.3. Noms de domaine

La Société mène une politique active d'enregistrement, d'acquisition et de gestion de noms de domaine dans le cadre de l'exploitation et du développement de l'ensemble de ses activités.

La Société détient à la date d'enregistrement du présent document de base environ deux cent noms de domaine dont keljob.fr, keljob.com, keljob.net, formatel.com, formatel.net, formatel.org, webtrophees.com, publicrh.fr, public-rh.fr, cadreemploi.fr, cadreemploi.com, cadreemploi.info, explorimmo.fr, explorimmo.com, explorimmo.net, explorimmoneuf.com, cmonjob.fr, cmaregion.fr, kelformation.com.

11.2.4. Logiciels, bases de données et droits d’auteurs

Adenclassifieds est titulaire de droits de propriété intellectuelle sur les bases de données utilisées dans le cadre de ses activités.

La Société possède par ailleurs les logiciels administratifs et d’exploitation nécessaires à la conduite de ses activités. Certains logiciels administratifs sont constitués de licences pour Sage, Windows et Oracle.

12. INFORMATION SUR LES TENDANCES

Au cours des années à venir, la Société entend poursuivre une croissance rapide de son chiffre d'affaires tout en augmentant sa profitabilité de manière significative.

La stratégie de la Société est fondée sur le renforcement de sa position de leader ou d'acteur de référence en matière de diffusion de petites annonces sur Internet sur les marchés de l'Emploi, de la Formation et de l'Immobilier. La Société estime être en mesure d'augmenter ses revenus de manière significative au cours des années à venir grâce à la croissance de sa base clients, au déploiement de son offre commerciale combinant offre d'annonces et services/produits à valeur ajoutée, et à la diversification de son offre commerciale. La Société se donne ainsi comme objectif de multiplier son chiffre d'affaires par près de 2,5 fois à horizon 2009, étant entendu que le chiffre d'affaires de référence correspond au chiffre d'affaires pro forma de la période de douze mois au 31 décembre 2006.

Par ailleurs, l'activité de diffusion d'annonces sur Internet est une activité constituée en grande partie de coûts fixes et dont les besoins d'investissement sont relativement limités. Toute progression du chiffre d'affaires au-delà du point permettant de couvrir les coûts fixes se traduit par une forte profitabilité marginale. La Société estime ainsi être en mesure d'augmenter sa profitabilité opérationnelle à court et moyen terme compte tenu de la croissance rapide de son chiffre d'affaires, de la mutualisation des coûts et de son savoir-faire sur l'ensemble de ses activités et de sa capacité à maîtriser ses coûts. Dans cette perspective, la Société s'est fixé comme objectif une marge d'EBITDA¹³ de l'ordre de 25 % à horizon 2009.

Les objectifs présentés ci-dessus ne constituent pas des données prévisionnelles mais de simples objectifs résultant des orientations stratégiques et du plan d'actions de la Société. La Société ne fait par conséquent aucune prévision de bénéfice. Ces objectifs sont fondés sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, la survenance de certains risques décrits au chapitre « 4 - Facteurs de risque » pourrait avoir un impact sur les activités de la Société et sa capacité à réaliser ses objectifs. Par ailleurs, la réalisation de ces objectifs suppose le succès de la stratégie présentée à la section « 6.3 - Stratégie de la Société ».

La Société ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie sur la réalisation des objectifs figurant au présent chapitre.

¹³ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

13. ESTIMATIONS

13.1. ESTIMATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PRO FORMA, DU RESULTAT D'EXPLOITATION PRO FORMA ET DE L'EBITDA PRO FORMA DE LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2006

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société n'a pas encore procédé à l'arrêté de ses comptes sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Pour les besoins du présent document de base, elle a toutefois construit une estimation du chiffre d'affaires pro forma, du résultat d'exploitation et de l'EBITDA¹⁴ pro forma au 31 décembre 2006.

Ces estimations sont établies selon les principes et méthodes comptables français utilisés pour l'élaboration des informations financières figurant dans le présent document de base et sont présentées sur une période pro forma, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006. Elles reflètent ainsi l'ensemble des activités de la Société sur douze mois.

Les principes et méthodes comptables et les hypothèses de construction des informations financières pro forma sont décrits dans les annexes aux informations financières pro forma présentées dans la section « 20.2 - Informations financières pro forma » du présent document de base.

Ces estimations sont construites sur la base des informations financières pro forma établies au 30 septembre 2006 et figurant au paragraphe « 20.2.1 - Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006 », des données de gestion au 30 novembre 2006 et d'une estimation des flux d'exploitation sur le mois de décembre 2006.

Il est précisé que les estimations ainsi obtenues ne résultent, ni d'un processus exhaustif d'arrêté de comptes, ni d'un programme complet de révision comptable annuel. En particulier, ces données financières estimées pro forma n'ont pas fait l'objet d'un arrêté par le directoire de la Société, n'ont pas été soumises à son comité d'audit et n'ont donc pas fait l'objet d'un processus officiel d'approbation, même partiel.

Ainsi, au cours de la période courant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006, la Société estime avoir généré un chiffre d'affaires pro forma de l'ordre de 33,3 millions d'euros, un résultat d'exploitation pro forma de l'ordre de 2,3 millions d'euros et un EBITDA pro forma de l'ordre de 3,3 millions d'euros.

Le taux de marge d'exploitation pro forma défini comme le rapport entre le résultat d'exploitation pro forma et le chiffre d'affaires pro forma devrait être de l'ordre de 7,0 % au cours de la période courant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006. Le taux de marge d'EBITDA pro forma défini comme le rapport entre l'EBITDA pro forma et le chiffre d'affaires pro forma devrait être de l'ordre de 9,8 % au cours de la période courant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006.

Les éléments ci-dessus sont déterminés selon les modalités de calcul présentées ci-dessous :

Chiffre d'affaires estimé pro forma

Le chiffre d'affaires estimé pro forma présenté ci-dessus correspond au chiffre d'affaires pro forma au 30 septembre 2006 tel que figurant au paragraphe « 20.2.1 - Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006 » auquel a été ajouté le chiffre

¹⁴ L'EBITDA se définit comme le Résultat d'Exploitation Avant Dotations et Reprises d'Amortissements et de Provisions (« EBITDA ») – L'EBITDA exclut les dépréciations, amortissements, et provisions. La notion d'EBITDA n'est pas un principe comptable généralement accepté et ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat d'exploitation, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente par des sociétés différentes ayant une activité similaire ou différente. Ainsi, l'EBITDA reporté par la Société peut ne pas être comparable à un EBITDA utilisé par d'autres sociétés.

d'affaires estimé du dernier trimestre 2006. Pour ce faire, la Société a valorisé les prestations qu'elle a effectuées au cours de ces trois derniers mois et a estimé le chiffre d'affaires correspondant en appliquant le principe de reconnaissance linéaire sur la durée contractuelle pendant laquelle la prestation sera effectuée retenu dans le cadre de l'élaboration des informations financières pro forma présentées en section « 20.2 - Informations financières pro forma ». Le montant ainsi obtenu est ensuite réduit du montant budgété des rabais, remises et ristournes restant à accorder. Par ailleurs, l'application du principe de reconnaissance linéaire du chiffre d'affaires sur la durée contractuelle pendant laquelle les prestations sont effectuées conduit la Société à comptabiliser des produits constatés d'avance au passif de son bilan. L'estimation des produits constatés d'avance pro forma au 31 décembre 2006 est de l'ordre de 12,6 millions d'euros.

Résultat d'exploitation estimé pro forma

Le résultat d'exploitation estimé pro forma présenté ci-dessus correspond à la différence entre le chiffre d'affaires estimé pro forma construit par la Société selon les modalités présentées ci-dessus et une estimation de ses charges d'exploitation pro forma au 31 décembre 2006.

Ces dernières correspondent à l'agrégation des charges d'exploitation pro forma au 30 septembre 2006 telles qu'elles figurent au paragraphe « 20.2.1 - Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006 » auxquelles ont été ajoutées les charges d'exploitation pro forma des mois d'octobre et novembre 2006 issues des données de gestion et d'une estimation des charges d'exploitation pro forma pour le mois de décembre 2006.

EBITDA estimé pro forma

L'EBITDA estimé pro forma correspond au résultat d'exploitation estimé pro forma déterminé selon les modalités énoncées ci-dessus augmenté des dotations aux amortissements et provisions estimées pro forma et réduit des reprises de provisions estimées pro forma.

Les dotations aux amortissements et provisions estimées pro forma correspondent à l'agrégation des dotations aux amortissements et provisions au 30 septembre 2006 telles qu'elles figurent en section « 20.2.1 - Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006 » auxquelles ont été ajoutées les dotations aux amortissements et provisions issues des données de gestion pour les mois d'octobre et novembre 2006 et une estimation pro forma des dotations aux amortissements et provisions du mois de décembre 2006.

De la même manière, les reprises de provisions estimées pro forma correspondent à l'agrégation des reprises de provisions au 30 septembre 2006 telles qu'elles figurent au paragraphe « 20.2.1 - Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006 » auxquelles ont été ajoutées les reprises de provisions issues des données de gestion pour les mois d'octobre et novembre 2006 ainsi qu'une estimation pro forma des reprises de provisions du mois de décembre 2006.

13.2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ESTIMATIONS DE RESULTAT PRO FORMA POUR L'ANNEE CIVILE 2006

A l'attention du Président Du Directoire

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du Règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les estimations de résultat pro forma pour l'année civile 2006 de la société Adenclassifieds (ex-Keljob) incluses dans le paragraphe 13 de son document de base.

Ces estimations ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux prévisions et estimations de résultat.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.2 du Règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces estimations.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Ces travaux ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des estimations ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations financières historiques de la société Adenclassifieds (ex-Keljob). Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les estimations sont adéquatement établies sur la base indiquée.

Nous rappelons que, s'agissant d'estimations susceptibles d'être révisées à la lumière notamment des éléments découverts ou survenus postérieurement à l'émission du présent rapport, les réalisations pourraient différer parfois de manière significative des estimations présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la confirmation effective de ces estimations.

A notre avis :

- les estimations ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- la base comptable utilisée aux fins de ces estimations est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société Adenclassifieds (ex-Keljob) pour l'établissement de ses comptes historiques.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'offre au public en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels le prospectus, comprenant le document de base et une note d'opération, visé par l'AMF serait notifié et ne peut pas être utilisée dans un autre contexte.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 24 janvier 2007

Les Commissaires aux Comptes

François Guyot & Associés

Deloitte & Associés

François-Gérard GUYOT

Jean-Luc BERREBI

14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

14.1. COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société est constituée sous la forme d'une société anonyme à directoire et conseil de surveillance régie par les dispositions du Code de commerce ainsi que les statuts de la Société.

14.1.1. Composition du directoire

La direction de la Société est confiée à un directoire placé sous le contrôle d'un conseil de surveillance. Les statuts de la Société stipulent que le directoire est composé d'un maximum de sept membres qui peuvent être choisis en dehors des actionnaires. Les membres du directoire sont obligatoirement des personnes physiques.

A la date d'enregistrement du présent document de base, le directoire de la Société est composé de cinq membres.

Les membres du directoire sont nommés par le conseil de surveillance de la Société. Leur révocation peut être prononcée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société ou par le conseil de surveillance lui-même.

Chaque membre du directoire est nommé pour une durée de deux années, expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat. Les membres du directoire sont toujours rééligibles.

A la date d'enregistrement du présent document de base, les membres du directoire de la Société sont les suivants :

Nom	Age	Mandat	Date de première nomination	Date de fin du mandat actuel
Cyril Janin.....	43 ans	Président du directoire	5 juin 2000	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Thibaut Gemignani.....	34 ans	Directeur général et membre du directoire	29 août 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Eric Magne.....	43 ans	Membre du directoire	12 novembre 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Carlos Goncalves	41 ans	Membre du directoire	19 mai 2004	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Olivier Fécherolle.....	37 ans	Membre du directoire	30 avril 2002	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Cyril Janin

Après quinze années passées en agences de communication spécialisées dans le secteur des ressources humaines (Publicis, Havas et DDB où il a créé et dirigé la filiale DDB & des Hommes), Cyril Janin a acquis une expérience de près de dix ans dans le secteur des annonces classées sur Internet. En 1997, il

lance un des premiers logiciels sous mode ASP destiné aux directeurs de ressources humaines. Co-fondateur de Keljob (aujourd'hui Adenclassifieds) au mois de mai 2000, Cyril Janin occupe actuellement la fonction de président du directoire d'Adenclassifieds.

Thibaut Gemignani

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Rennes, Thibaut Gemignani occupe la fonction de directeur général d'Adenclassifieds et est membre du directoire. Après avoir exercé des fonctions commerciales et de management de 1996 à 1998 au sein de Publiprint, il prend la direction de Cadremploi en décembre 1998, afin d'assurer le passage du Minitel à Internet de Cadremploi et de modifier son modèle économique (passage du BtoC au BtoB). Pionnier du marché de l'emploi sur Internet, Thibaut Gemignani devient administrateur de Cadremploi en 2000, puis directeur général en 2002.

Eric Magne

Son parcours professionnel lui a permis de pratiquer différents aspects de la fonction financière dans des secteurs d'activité divers (audit, automobile, luxe, média, loisirs). Eric Magne a notamment participé, en qualité de directeur financier, au développement du groupe Parc Astérix/Grévin & Compagnie en France et en Europe, après avoir participé à son introduction en bourse.

Carlos Goncalves

Carlos Goncalves bénéficie d'une large expérience de la distribution commerciale, tant directe qu'indirecte, des secteurs d'activité aussi différents que les SSII, Constructeurs Bureautiques et Informatiques, et enfin les annonces classées sur Internet. Arrivé en 2002 chez Keljob afin d'assurer la phase de commercialisation, il a adapté les techniques et organisations de vente BtoB aux secteurs de l'Emploi et de la Formation avant d'être nommé responsable des commerciaux « carrières » et membre du directoire de Keljob au mois de mai 2004.

Olivier Fécherolle

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Reims et titulaire d'un Master ressources humaines de l'Institut d'administration des entreprises de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, Olivier Fécherolle a travaillé pendant sept ans au sein des départements des ressources humaines de différentes sociétés (Renault, Bosch). Il rejoint Keljob en août 2000 pour assurer son développement opérationnel et est nommé directeur général au mois d'avril 2002. Spécialiste des problématiques d'Emploi et de Formation sur Internet, Olivier Fécherolle exerce depuis le mois de septembre 2006 les fonctions de directeur délégué Marketing Carrières & IT et est membre du directoire d'Adenclassifieds.

Le tableau ci-après présente l'ensemble des sociétés au sein desquelles les membres du directoire de la Société sont, à la date d'enregistrement du présent document de base, ou ont été, au cours des cinq dernières années, membres d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou associé commandité :

Nom	Mandat	Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société	Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années en dehors de la Société et non exercés à la date d'enregistrement du présent document de base
Cyril Janin	Président du directoire	-	-
Thibaut Gemignani...	Directeur général et membre du directoire	-	Directeur général de Cadremploi Administrateur de Cadremploi
Eric Magne	Membre du directoire	-	Représentant permanent de Grévin & Compagnie au sein du conseil d'administration de : <ul style="list-style-type: none"> • Musée Grévin SA • La Société de Mise en valeur du Patrimoine • Safari Africain de Port Saint Père
Carlos Goncalves	Membre du directoire	-	-
Olivier Fécherolle.....	Membre du directoire	-	-

14.1.2. Composition du conseil de surveillance

Aux termes du Code de commerce et des statuts de la Société, le conseil de surveillance de la Société est composé de trois membres au moins et dix-huit membres au plus, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion.

A la date d'enregistrement du présent document de base, le conseil de surveillance de la Société est composé de dix membres.

Les membres du conseil de surveillance sont nommés, parmi les personnes physiques ou morales actionnaires de la Société, par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Les personnes morales nommées au conseil de surveillance sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du conseil de surveillance en son nom propre. Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Aucun membre du conseil de surveillance ne peut être membre du directoire. Si un membre du conseil de surveillance est nommé au directoire, son mandat de membre du conseil de surveillance prend fin dès son entrée en fonction.

Chaque membre du conseil de surveillance doit être propriétaire d'une action de la Société au moins pendant toute la durée de son mandat. Si au jour de sa nomination, un membre du conseil de surveillance n'est pas propriétaire d'une action de la Société au moins ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.

Les membres du conseil de surveillance sont nommés pour une durée de deux années, expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Ils sont rééligibles.

Le conseil de surveillance peut, entre la tenue de deux assemblées générales, procéder à des nominations de membres à titre provisoire en cas de vacance par décès ou par démission d'un ou de plusieurs sièges.

Des règles particulières sont prévues en cas de sous effectif du conseil de surveillance. Si le nombre de membres du conseil de surveillance est inférieur à trois, le directoire est tenu de convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de procéder aux nominations nécessaires pour compléter l'effectif du conseil de surveillance.

Les nominations à titre provisoire sont soumises à ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société. La durée du mandat d'un membre du conseil de surveillance nommé en remplacement d'un autre membre est celle restant à courir pour le mandat de son prédécesseur.

A la date d'enregistrement du présent document de base, les membres du conseil de surveillance sont les suivants :

Nom	Age	Mandat	Date de première nomination	Date de fin du mandat actuel
Pierre Conte.....	46 ans	Président du conseil de surveillance	29 août 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Laurent Sorbier*.....	39 ans	Vice-président du conseil de surveillance	30 mars 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Pierre-Germain Pichon*	54 ans	Membre du conseil de surveillance	29 mai 2000	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Benoît Habert	41 ans	Membre du conseil de surveillance	29 août 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Olivier Costa de Beauregard	46 ans	Membre du conseil de surveillance	29 août 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Sofia Bengana	41 ans	Membre du conseil de surveillance	29 août 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Francis Morel	58 ans	Membre du conseil de surveillance	29 août 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Crédit Agricole Private Equity, représentée par Antoine Colboc	53 ans	Membre du conseil de surveillance	20 novembre 2002	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Banexi Ventures Partners, représentée par Michel Dahan ⁽¹⁾	57 ans	Membre du conseil de surveillance	29 janvier 2001	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007
Siccer, représentée par François Sanchez.....	65 ans	Membre du conseil de surveillance	29 août 2006	Assemblée générale appelée en 2008 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007

* Membre qualifié d'indépendant au sens du règlement intérieur du conseil de surveillance. Les critères d'indépendance des membres du conseil de surveillance sont détaillés au paragraphe « 16.5.4 - Membres indépendants du conseil de surveillance ».

⁽¹⁾ Banexi Ventures Partners a exprimé son intention de démissionner de son mandat de membre du conseil de surveillance de la Société à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé.

Pierre Conte

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Pierre Conte a consacré toute sa carrière au développement des rapports commerciaux entre les médias et les entreprises. Il a débuté sa carrière au sein des principaux groupes de contenu (Groupe Expansion, Canal+, Emap, RTL) et a complété son expérience au sein du leader mondial des groupes de communication (Omnicom). Depuis 1998, il a occupé successivement les fonctions de direction des sociétés IP France et OMD France. Il a lancé et dirigé les filiales Internet de ces sociétés : IP Interactive, RTL Net, OMD Digital, ZEFIR Web. Aujourd'hui, Pierre Conte occupe la fonction de président de la société Publiprint, régie du groupe Figaro. Il dirige la division Nouveaux Médias du groupe Figaro. Jusqu'à la constitution d'Adenclassifieds, Pierre Conte a occupé les fonctions de président des sociétés Cadremploi et Explorimmo. Depuis le 29 août 2006, Pierre Conte est président du conseil de surveillance d'Adenclassifieds.

Laurent Sorbier

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Laurent Sorbier est nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes au mois de mai 2005. Après avoir occupé les fonctions de vice-président de la société Spray France, portail et fournisseur d'accès à Internet de 1999 à 2000, il prend la direction générale de la société eAuctionRoom, entreprise spécialisée dans la retransmission de ventes aux enchères sur Internet de 2000 à 2002. En juin 2002, Laurent Sorbier est nommé conseiller technique chargé de « la société de l'information et des télécommunications » auprès du cabinet du Premier Ministre. De 1995 à 1999, il occupe successivement les fonctions de chargé de mission pour « les technologies de l'information » au cabinet du Ministre délégué à la Poste, aux Télécommunications et à l'Espace puis de chargé de mission pour « les technologies et la société de l'information » au Commissariat général du plan. Laurent Sorbier a débuté sa carrière en 1989 en qualité de professeur assistant de littérature française à l'université King's College - University of London avant d'occuper successivement les fonctions de chargé de mission auprès du directeur administratif et financier de l'Opéra de Paris puis de chargé de mission pour le livre aux services culturels de l'Ambassade de France à New York.

Pierre-Germain Pichon

Pierre-Germain Pichon a débuté sa carrière en qualité de directeur financier adjoint de la société Tubauto - groupe Usinor/Vallourec. Pendant près de dix ans, il occupe successivement les fonctions de contrôleur de gestion au sein de la Société Française de Factoring puis de secrétaire général de la société Dial Services - groupe SAFAA. Pierre-Germain Pichon rejoint en 1987 le groupe Publicis en qualité de secrétaire général de la société Publicis Etoile puis de directeur général de la société Publicis Services. En 1996, il exerce les fonctions de directeur général de la société Affiche Européenne et est nommé en 1999 président du directoire de la société Euraltech, société cotée au second marché d'Euronext Paris S.A. Depuis 2003, Pierre-Germain Pichon a rejoint la société PGP Conseil et exerce les fonctions de conseil auprès de dirigeants, en particulier, dans la gestion et la stratégie de développement. Pierre-Germain Pichon est actuellement membre du conseil de surveillance d'Adenclassifieds.

Benoît Habert

Diplômé d'un MBA de l'INSEAD et d'un magistère de juriste d'affaires de l'université de Paris II, Benoît Habert exerce les fonctions de directeur général adjoint au sein du Groupe Dassault, en charge de la stratégie et du développement. Depuis 1995, il est président directeur général de Dassault Développement. Avant de rejoindre le Groupe Dassault, Benoît Habert a travaillé au sein de la banque Indosuez où il a successivement intégré l'équipe de gestion des risques puis celle des émissions d'actions. Benoît Habert est par ailleurs membre du comité fondateur de Croissance Plus, association regroupant les entreprises en forte croissance.

Olivier Costa de Beauregard

Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Nationale d'Administration, Olivier Costa de Beauregard est Inspecteur des Finances Honoraire. Conseiller technique du cabinet du Premier Ministre de 1993 à 1995, il a ensuite exercé des fonctions de direction dans les Groupes AXA puis HSBC France, avant de rejoindre le Groupe Industriel Marcel Dassault, dont il est le directeur général délégué depuis décembre 2005.

Sofia Bengana

Diplômée d'un DEA en droit des affaires et de l'économie et du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, Sofia Bengana a débuté sa carrière en tant qu'avocate puis a rejoint la société IP France et a occupé successivement les fonctions de directeur juridique et de directeur Radio. En 2000, Sofia Bengana est nommée directeur général adjoint de la société IP France - RTL Group. Elle exerce en

2000 les fonctions de directeur délégué au développement de la société OMD - groupe Omnicom, agence médias leader. C'est au mois de mars 2005 que Sofia Bengana rejoint la société Publiprint - groupe Figaro au sein de laquelle elle occupe la fonction de directeur général.

Francis Morel

Diplômé d'un MBA de l'INSEAD et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Francis Morel occupe, depuis 2005, les fonctions de président du Syndicat de la presse parisienne ainsi que, depuis 2004, les fonctions de directeur général de la société Le Figaro SA. Depuis 2002, il occupe également les fonctions de président des Editions 83. C'est en 1974 que Francis Morel débute sa carrière en qualité de directeur du marketing de la société France Soir. Dès 1977, il rejoint le secteur de l'édition (l'Atelier du livre et de la presse - groupe Hachette, les éditions du Hénin, les Editions mondiales) occupant, pendant près de vingt ans, des fonctions de direction générale. En 1996, il est nommé président directeur général de la société TF1 International. En 1997, Francis Morel rejoint en qualité de président la société Média Mag devenue en 2002 Axel Springer France. De 2001 à 2003, il occupe successivement les fonctions de président directeur général puis d'administrateur de la société Axel Springer France.

Antoine Colboc, représentant permanent de Crédit Agricole Private Equity

Diplômé de l'Ecole Centrale de Paris, Antoine Colboc occupe actuellement les fonctions de responsable du pôle Capital Risque du Crédit Agricole Private Equity et est membre du conseil de surveillance d'Adenclassifieds. Il débute sa carrière en 1976 en qualité d'ingénieur de production au sein de la Régie Nationale des Usines Renault, puis occupe successivement les fonctions d'ingénieur commercial spécialisé, d'ingénieur commercial consultant et de consultant en marketing pour la société IBM France. En 1984, il rejoint la société ECS (Europe Computer Systems), filiale à 100 % de la Société Générale et leader européen de la location d'ordinateurs pour le marché des grandes entreprises et des PME-PMI puis occupe les fonctions de directeur commercial de ECS France, de directeur général de ECS UK à Londres puis de ECS Japon à Tokyo. En 1995, il rejoint Russell Reynolds Associates Inc, l'un des leaders des cabinets internationaux de recrutement spécialisé dans le recrutement par approche directe de cadres dirigeants. Antoine Colboc co-fonde en 2000 la société Netcre@tion, société de gestion d'investissement pour le compte de tiers, spécialisée dans l'amorçage de sociétés de technologie, et occupe, depuis sa création, les fonctions de directeur général. En 2001, Antoine Colboc rejoint le Crédit Lyonnais Private Equity en qualité de directeur associé.

Michel Dahan, représentant permanent de Banexi Ventures Partners

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Administration Economique (ENSAE), Michel Dahan exerce depuis le mois de septembre 1998 les fonctions de président du directoire de la société Banexi Ventures Partners et est membre du conseil de surveillance d'Adenclassifieds. C'est en 1995 qu'il rejoint la société Banexi Ventures (groupe BNP) en qualité de directeur général des structures de capital risque. Il est également membre depuis le mois d'avril 2001 du conseil stratégique Technologies de l'information auprès du Premier Ministre. Michel Dahan débute sa carrière dans l'administration d'État au sein du Ministère de l'Industrie, puis du Ministère de l'Équipement, et enfin de la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique. En 1981, il est nommé conseiller pour la technologie auprès du cabinet du Ministre de l'Industrie, puis chargé de mission pour le Premier Ministre à propos de la création de la quatrième chaîne (Canal Plus). En 1983, il occupe successivement les fonctions de responsable de la division « entreprise » de la société Steria, société de service en informatique, puis directeur général de la Société SAARI, leader de logiciels comptables. Membre du conseil d'administration de la Chambre syndicale de l'Informatique - Syntec, puis président des commissions « Relations publiques » et « Éditeurs » de 1988 à 1995, il rejoint la société Finoxa, structure de conseil et d'ingénierie de haut de bilan dans l'informatique.

Banexi Ventures Partners a exprimé son intention de démissionner de son mandat de membre du conseil de surveillance de la Société à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé.

François Sanchez, représentant permanent de Siccer

Après avoir occupé les fonctions de directeur général et de directeur associé (groupe EGOR, conseil en recrutement), François Sanchez a créé en 1990 la société François Sanchez Consultants devenue depuis le groupe François Sanchez Consultants, qui regroupe les sociétés FSC-Panel (conseil en recrutement de cadres), Monceau Carrières (mobilité professionnelle/out-placement), FSA Services-Aval (management de transition) et FSC Région Sud (conseil en formation et entité régional). Il occupe les fonctions de président directeur général de la société SICCER, Société d'Investissement des Cabinets de Conseils En Recrutement, société partenaire historique et associée de Cadremploi.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble des sociétés au sein desquelles les membres du conseil de surveillance de la Société sont, à la date d'enregistrement du présent document de base, ou ont été, au cours des cinq dernières années, membres d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou associé commandité :

Nom	Mandat	Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société	Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années en dehors de la Société et non exercés à la date d'enregistrement du présent document de base
Pierre Conte.....	Président du conseil de surveillance	Président directeur général : <ul style="list-style-type: none"> • Publiprint • Socprint • TLR Régies Associées • Sport 24 Gérant : <ul style="list-style-type: none"> • Zefir Web SNC Co-gérant : <ul style="list-style-type: none"> • Interquot Membre du directoire : <ul style="list-style-type: none"> • Société de gestion du Figaro Membre du comité de direction : <ul style="list-style-type: none"> • TLR Régies Associées 	Président du conseil d'administration : <ul style="list-style-type: none"> • Cadremploi • Explorimmo Administrateur : <ul style="list-style-type: none"> • Publiprint Gérant : <ul style="list-style-type: none"> • Socprint
Laurent Sorbier....	Vice-président du conseil de surveillance	Membre du conseil d'administration : <ul style="list-style-type: none"> • association Art 30 	-
Pierre-Germain Pichon	Membre du conseil de surveillance	-	Président du conseil de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> • Keljob

		Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société		Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années en dehors de la Société et non exercés à la date d'enregistrement du présent document de base
Nom	Mandat	Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société		
Benoît Habert	Membre du conseil de surveillance	Président directeur général : <ul style="list-style-type: none"> • Dassault Développement Directeur Général Adjoint Stratégie & Développement : <ul style="list-style-type: none"> • Groupe Industriel Marcel Dassault Gérant : <ul style="list-style-type: none"> • Habert Dassault Finance Administrateur : <ul style="list-style-type: none"> • Groupe Industriel Marcel Dassault • Dassault Développement • Socpresse SA • SA du Figaro • Sport24 • Transgène • KTO TV • LSF Network (USA) • Dupuis (Belgique) • TM4 (Canada) Représentant permanent du Groupe Industriel Marcel Dassault au conseil d'administration : <ul style="list-style-type: none"> • Biomérieux Censeur : <ul style="list-style-type: none"> • Relaxnews. 		Administrateur : <ul style="list-style-type: none"> • Chapitre.com • Unimédecine
Olivier Costa de Beauregard	Membre du conseil de surveillance	Président directeur général : <ul style="list-style-type: none"> • Dassault Multimedia • Soc Invest 6 Directeur général délégué : <ul style="list-style-type: none"> • Groupe Industriel Marcel Dassault Président du directoire : <ul style="list-style-type: none"> • Immobilière Dassault Administrateur : <ul style="list-style-type: none"> • Socpresse • SA du Figaro Gérant : <ul style="list-style-type: none"> • SCPI Administrateur délégué : <ul style="list-style-type: none"> • Dassault Belgique Aviation Membre du conseil de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> • Journal des Finances • Groupe Industriel Marcel Dassault Représentant permanent du Groupe Industriel Marcel Dassault au conseil : <ul style="list-style-type: none"> • Artcurial • Dassault Développement 		Président directeur général : <ul style="list-style-type: none"> • Netvalor SA Administrateur : <ul style="list-style-type: none"> • Banque Accord • Loxxia Membre du conseil de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> • Banque Dupuy • Parseval
Sofia Bengana	Membre du conseil de surveillance	Membre du comité de direction : <ul style="list-style-type: none"> • TLR régies Associées 		Administrateur : <ul style="list-style-type: none"> • Cadreemploi • Explorimmo
Francis Morel	Membre du conseil de surveillance	Directeur général : <ul style="list-style-type: none"> • Société du Figaro Président du directoire : <ul style="list-style-type: none"> • Journal des Finances Président : <ul style="list-style-type: none"> • SPQN 		Président : <ul style="list-style-type: none"> • SPMI • Axel Springer France

			Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années en dehors de la Société et non exercés à la date d'enregistrement du présent document de base
Nom	Mandat	Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société	
Crédit Agricole Private Equity, représentée par Antoine Colboc ...	Membre du conseil de surveillance	Président du conseil d'administration : • Crédit Lyonnais Venture Capital Vice président du conseil de surveillance : • Arialcom Membre du conseil de surveillance : • Reportive • Winwise • IdealX Représentant permanent : • Crédit Agricole Private Equity	Membre du conseil de surveillance : • Solsoft • Netcelo • Cybersphère • Si Automation • Soamai
Banexi Ventures Partners, représentée par Michel Dahan ⁽¹⁾ ...	Membre du conseil de surveillance	Président : • Banexi Ventures Conseil Président du conseil de surveillance : • Quotatis Président du directoire : • BVP Membre du conseil de surveillance : • Banexi Capital Partenaires	Membre du conseil de surveillance : • Exonhit • Inpact • Opsitech • Avertec • Incam Solutions • Jipelec • Kelkoo • LMD • Syntem Administrateur : • Ubitrade • Masa • Teemphonics Censeur : • Humirel • WSI
Siccer, représentée par François Sanchez	Membre du conseil de surveillance	Président directeur général : • Siccer • Groupe FSC	Administrateur : • Cadremploi Président directeur général : • François Sanchez Consultants • Monceau Carrière Gérant : • FSC • François Sanchez Consultant Région Sud.

⁽¹⁾ Banexi Ventures Partners a exprimé son intention de démissionner de son mandat de membre du conseil de surveillance de la Société à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé.

14.1.3. Autre dirigeant de la Société

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Gestion de Paris, Stéphane Scarella occupe actuellement la fonction de Directeur Délégué Immobilier d'Adenclassifieds.

Après avoir exercé des fonctions commerciales de 1998 à 2000 au sein de la société Publiprint, il participe à la création et prend la direction d'Explorimmo fin 2000. Il participe également au lancement d'Explorimmoneuf en 2003. Spécialiste de l'immobilier sur Internet, Stéphane Scarella devient administrateur d'Explorimmo en 2001 puis directeur général en 2002.

14.2. DIRECTION DE LA SOCIETE

La Société est représentée à l'égard des tiers par le président du directoire de la Société. Les statuts de la Société stipulent que le conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du directoire qui portent alors le titre de directeur général.

Par une décision en date du 29 août 2006, le conseil de surveillance de la Société a désigné Cyril Janin aux fonctions de président du directoire de la Société et Thibaut Gemignani aux fonctions de directeur général de la Société.

14.3. DECLARATIONS CONCERNANT LES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET LA DIRECTION GENERALE

A la connaissance de la Société, il n'existe, à la date d'enregistrement du présent document de base, aucun lien familial entre les membres du directoire et les membres du conseil de surveillance de la Société.

A la connaissance de la Société, aucun membre du directoire ou du conseil de surveillance de la Société n'a fait l'objet au cours des cinq dernières années :

- d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés) ;
- d'une faillite, d'une mise sous séquestre ou d'une liquidation ;
- d'une condamnation pour fraude.

A la connaissance de la Société, aucun membre du directoire ou du conseil de surveillance de la Société n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

14.4. CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DE LA DIRECTION GENERALE

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société n'a connaissance d'aucun conflit d'intérêts potentiel ou actuel entre les devoirs, à l'égard de la Société, des membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

15. REMUNERATION ET AVANTAGES

15.1. REMUNERATION ET AVANTAGES EN NATURE DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le tableau ci-après présente les rémunérations et avantages de toute nature versés à chacun des membres du directoire de la Société par la Société et les sociétés qu'elle contrôle au cours des deux derniers exercices sociaux de la Société :

Nom*	Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006 (15 mois)			Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2005 (9 mois)		
	Rémunération fixe (en euros)**	Rémunération variable (en euros)**	Avantages en nature (en euros)**	Rémunération fixe (en euros)**	Rémunération variable (en euros)**	Avantages en nature (en euros)**
Cyril Janin	144.072	66.300	-	79.242	65.000	-
Thibaut Gemignani	182.500	40.000	612	97.500	15.000	364
Eric Magne***	19.048	-	-	-	-	-
Carlos Goncalves	122.172	62.938	8.646	73.304	85.316	-
Olivier Fécherolle	122.172	63.387	6.750	73.304	65.000	-

* Il est précisé que les membres du directoire bénéficient d'un contrat de travail avec la Société et perçoivent à ce titre une rémunération distincte de la rémunération qu'ils peuvent percevoir par ailleurs au titre de leur mandat social. Le tableau ci-dessus inclut les rémunérations perçues au titre de leur mandat de membre du directoire de la Société et celles perçues au titre de leur contrat de travail.

** Lesdites rémunérations constituent des rémunérations brutes, avant impôt.

*** Eric Magne a été nommé membre du directoire de la Société le 12 novembre 2006.

Ces mêmes rémunérations et avantages de toute nature versés à chacun des membres du directoire de la Société par la Société et les sociétés qu'elle contrôle sont repris dans le tableau ci-après par année civile aux fins de permettre une comparaison des rémunérations versées sur des périodes équivalentes de douze mois :

Nom*	Au cours de l'année civile 2006 (12 mois)			Au cours de l'année civile 2005 (12 mois)		
	Rémunération fixe (en euros)**	Rémunération variable (en euros)**	Avantages en nature (en euros)**	Rémunération fixe (en euros)**	Rémunération variable (en euros)**	Avantages en nature (en euros)**
Cyril Janin	117.659	66.300	-	105.655	65.000	-
Thibaut Gemignani	150.000	40.000	490	130.000	15.000	486
Eric Magne***	19.048	-	-	-	-	-
Carlos Goncalves	97.738	62.938	4.285	97.738	85.316	4.361
Olivier Fécherolle	97.738	62.387	3.535	97.738	65.000	3.215

* Il est précisé que les membres du directoire bénéficient d'un contrat de travail avec la Société et perçoivent à ce titre une rémunération distincte de la rémunération qu'ils peuvent percevoir par ailleurs au titre de leur mandat social. Le tableau ci-dessus inclut les rémunérations perçues au titre de leur mandat de membre du directoire de la Société et celles perçues au titre de leur contrat de travail.

** Lesdites rémunérations constituent des rémunérations brutes, avant impôt.

*** Eric Magne a été nommé membre du directoire de la Société le 12 novembre 2006.

Les rémunérations variables versées à Cyril Janin, Thibaut Gemignani, Carlos Goncalves et Olivier Fécherolle au mois de janvier 2006 ont été calculées sur des critères quantitatifs d'atteinte d'objectifs (notamment de chiffre d'affaires) au titre de l'année 2005.

A l'exception de Pierre-Germain Pichon qui a reçu 14.500 euros à titre de jeton de présence, aucun membre du conseil de surveillance de la Société n'a perçu aucune rémunération et aucun avantage de

toute nature au cours de l'exercice ouvert le 1^{er} octobre 2005 par la Société et les sociétés qu'elle contrôle.

Aucune prime d'arrivée ou de départ n'a été versée ou ne sera due par la Société et par les sociétés qu'elle contrôle aux membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société au titre de leur mandat social. De même, aucune rémunération conditionnelle ou différée n'a été versée, au cours de l'exercice ouvert le 1^{er} octobre 2005, par la Société et par les sociétés qu'elle contrôle aux membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société au titre de leur mandat social ou n'est due auxdits membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société.

La Société n'a mis en place aucun régime de retraite complémentaire au bénéfice des membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société.

15.2. SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DU VERSEMENT DE PENSIONS, DE RETRAITES OU D'AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Aucune provision n'a été constituée à ce titre.

15.3. PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA SOCIETE DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

15.3.1. Actions détenues par les membres du directoire et du conseil de surveillance

La participation des membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société au capital de la Société à la date d'enregistrement du présent document de base est détaillée à la section « 18.1 - Répartition du capital et des droits de vote de la Société ».

15.3.2. Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise attribués aux membres du directoire de la Société

En application des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce et de l'article 163 bis du Code général des impôts, la Société a procédé à quatre plans d'émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « BSPCE ») attribués aux membres du directoire de la Société.

Plan 2006

Dans le cadre d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 30 mars 2006, le directoire a, par une décision en date du 31 mars 2006, émis un total de 4.150 BSPCE dont 2.240 ont été attribués à certains membres du directoire de la façon suivante : 560 BSPCE à Cyril Janin, 560 BSPCE à Fabrice Robert¹⁵, 560 BSPCE à Carlos Goncalves et 560 BSPCE à Olivier Fécherolle. Chaque BSPCE donne droit à son titulaire de souscrire à dix actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 16 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 15 euros.

Plan 2005

Dans le cadre d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 15 juin 2005, le directoire a, par une décision en date du 20 juin 2005, émis un total de 720 BSPCE dont 300 ont été attribués à certains membres du directoire de la façon suivante : 100 BSPCE à Cyril Janin et 200 BSPCE à Olivier Fécherolle.

¹⁵ Il est précisé que Fabrice Robert n'est plus membre du directoire de la Société depuis le 31 octobre 2006.

Chaque BSPCE donne droit à son titulaire de souscrire à dix actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 5,40 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 4,40 euros.

Plan 2004

Dans le cadre d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 24 juin 2004, le directoire a procédé, par deux décisions, à l'émission de 20.000 BSPCE dont 18.600 ont été attribués à certains membres du directoire.

Par décision en date du 15 septembre 2004, le directoire a émis un total de 14.000 BSPCE attribués à certains membres du directoire de la façon suivante : 3.750 BSPCE à Cyril Janin, 4.000 BSPCE à Fabrice Robert, 2.500 BSPCE à Carlos Goncalves et 3.750 BSPCE à Olivier Fécherolle. Chaque BSPCE donne droit à son titulaire de souscrire au même nombre d'actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 54 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 53 euros.

Par décision en date du 20 juin 2005, le directoire a émis un total de 4.600 BSPCE attribués à certains membres du directoire de la façon suivante : 1.900 BSPCE à Fabrice Robert, 1.900 BSPCE à Carlos Goncalves et 800 BSPCE à Olivier Fécherolle. Chaque BSPCE donne droit à son titulaire de souscrire au même nombre d'actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 54 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 53 euros.

En application de l'article 174-10 du décret du 23 mars 1967, à la suite d'une augmentation de capital par incorporation de réserves intervenue le 15 décembre 2004, le prix d'exercice des BSPCE au titre du plan 2004 tel qu'il était fixé avant la réalisation de ladite augmentation de capital a été ajusté. A la date d'enregistrement du présent document de base, chaque BSPCE confère désormais le droit à son titulaire de souscrire dix actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 5,40 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 4,40 euros.

Plan 2003

Dans le cadre d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 3 avril 2003, le directoire a, par une décision en date du 22 avril 2003, émis un total de 2.500 BSPCE tous attribués à Carlos Goncalves. Chaque BSPCE lui donne droit de souscrire au même nombre d'actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 54 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 53 euros.

En application de l'article 174-10 du décret du 23 mars 1967, à la suite d'une augmentation de capital par incorporation de réserves intervenue le 15 décembre 2004, le prix d'exercice des BSPCE au titre du plan 2003 tel qu'il était fixé avant la réalisation de ladite augmentation de capital a été ajusté. A la date d'enregistrement du présent document de base, chaque BSPCE confère désormais le droit à son titulaire de souscrire dix actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 5,40 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 4,40 euros.

Le tableau ci-après indique le nombre et les principales caractéristiques des BSPCE attribués à chacun des membres actuels du directoire de la Société :

Bénéficiaires	Plan	Date d'attribution	Nombre de BSPCE attribués	Nombre de BSPCE encore exerçables	Nombre d'actions auxquelles les BSPCE encore exerçables donnent droit	Prix unitaire d'exercice (en euros)	Période d'exercice
Cyril Janin							
	2006.....	31 mars 2006	560	560	5.600	16	du 31 mars 2006 au 29 mars 2011 ¹⁶
	2005.....	20 juin 2005	100	100	1.000	5,40	du 20 juin 2005 au 14 juin 2010 ¹⁷
	2004.....	15 sept. 2004	3.750	3.750	37.500	5,40	du 15 sept. 2004 au 23 juin 2009 ¹⁸
Sous total.....	-	-	4.410	4.410	44.100	-	-
Carlos Goncalves							
	2006.....	31 mars 2006	560	560	5.600	16	du 31 mars 2006 au 29 mars 2011
	2004.....	20 juin 2005	1.900	1.900	19.000	5,40	du 20 juin 2005 au 23 juin 2009
	2004.....	15 sept. 2004	2.500	2.500	25.000	5,40	du 15 sept. 2004 au 23 juin 2009
	2003.....	22 avril 2003	2.500	560	5.600	5,40	du 22 avril 2003 au 2 avril 2008 ¹⁹
Sous total.....	-	-	7.460	5.520	55.200	-	-
Olivier Fécherolle							
	2006.....	31 mars 2006	560	560	5.600	16	du 31 mars 2006 au 29 mars 2011
	2005.....	20 juin 2005	200	200	2.000	5,40	du 20 juin 2005 au 14 juin 2010
	2004.....	20 juin 2005	800	800	8.000	5,40	du 20 juin 2005 au 23 juin 2009
	2004.....	15 sept. 2004	3.750	3.750	37.500	5,40	du 15 sept. 2004 au 23 juin 2009
Sous total.....	-	-	5.310	5.310	53.100	-	-
Total	-	-	17.180	15.240	152.400	-	-

15.3.3. Bons de souscription d'actions attribués aux membres du conseil de surveillance de la Société

Dans le cadre de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 30 mars 2006, le directoire a émis des bons de souscriptions d'actions (les « BSA ») et a déterminé la liste des

¹⁶ L'exercice des BSPCE s'effectue à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil, étant précisé que les bons exerçables au cours d'un trimestre civil mais non effectivement exercés resteront exerçables au cours des trimestres civils ultérieurs, et au plus tard, dans les cinq ans qui suivent leur émission, soit au plus tard le 29 mars 2011.

¹⁷ L'exercice des BSPCE s'effectue à compter de la date d'attribution des bons par le directoire, à hauteur de 50 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil, étant précisé que les bons exerçables au cours d'un trimestre civil mais non effectivement exercés resteront exerçables au cours des trimestres civils ultérieurs, et au plus tard, dans les cinq ans qui suivent leur émission, soit au plus tard le 14 juin 2010.

¹⁸ L'exercice des BSPCE s'effectue à compter de la date d'attribution des bons par le directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil, étant précisé que les bons exerçables au cours d'un trimestre civil mais non effectivement exercés resteront exerçables au cours des trimestres civils ultérieurs, et au plus tard, dans les cinq ans qui suivent leur émission, soit au plus tard le 23 juin 2009.

¹⁹ L'exercice des BSPCE s'effectue à compter de la date d'attribution des bons par le directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil, étant précisé que les bons exerçables au cours d'un trimestre civil mais non effectivement exercés resteront exerçables au cours des trimestres civils ultérieurs, et au plus tard, dans les cinq ans qui suivent leur émission, soit au plus tard le 2 avril 2008.

bénéficiaires. Par décision du même jour, le directoire a émis 1.704 BSA au profit de Laurent Sorbier. Chaque BSA lui donne droit de souscrire à une action nouvelle de la Société pour un prix d'exercice égal à 16 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 15 euros.

Le tableau ci-après présente le nombre et les principales caractéristiques des BSA attribués à Laurent Sorbier, membre du conseil de surveillance de la Société :

Bénéficiaire	Plan	Date d'attribution	Nombre de BSA attribués	Nombre de BSA encore exerçables	Nombre d'actions auxquelles les BSA encore exerçables donnent droit	Prix unitaire d'exercice (en euros)	Période d'exercice
Laurent Sorbier	2006	30 mars 2006	1.704	1.703	1.703	16	du 30 mars 2006 au 29 mars 2011 ²⁰

15.3.4. Attributions gratuites d'actions au bénéfice de certains membres du directoire de la Société

Dans le cadre d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 30 septembre 2006, le directoire a, par décision en date du 2 octobre 2006, attribué gratuitement un total de 65.366 actions dont 31.221 actions au bénéfice de Thibaut Gemignani, membre du directoire de la Société.

Ladite assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société a également décidé que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires serait définitive, sous réserve de remplir le ou les critères fixés, le cas échéant, par le directoire, au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans, la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires étant fixée à deux ans.

Le tableau ci-après indique le nombre et les principales caractéristiques des actions attribuées gratuitement à Thibaut Gemignani :

Bénéficiaire	Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Date d'acquisition	Période de conservation
Thibaut Gemignani	2 octobre 2006	31.221	2 octobre 2008	du 2 octobre 2008 au 2 octobre 2010

Ledit directoire a par ailleurs décidé d'attribuer gratuitement 3.661 actions à Pierre Conte et 3.661 actions au bénéfice de Sofia Bengana sous condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé.

²⁰

L'exercice des BSA s'effectue à compter de leur date d'attribution par le directoire de la Société, soit le 30 mars 2006, à hauteur de 12,5 % des BSA attribués à Laurent Sorbier par trimestre civil, étant précisé que les BSA exerçables au cours d'un trimestre civil mais non effectivement exercés resteront exerçables par Laurent Sorbier au cours des trimestres civils ultérieurs et au plus tard, dans les cinq ans qui suivent leur émission, soit au plus tard le 29 mars 2011.

16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. DIRECTION DE LA SOCIETE

La direction de la Société est actuellement confiée à un directoire placé sous le contrôle d'un conseil de surveillance.

16.1.1. Fonctionnement du directoire

16.1.1.1. Attributions du directoire

Le directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux assemblées générales d'actionnaires.

Le directoire convoque toutes assemblées générales des actionnaires, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

Une fois par trimestre au moins, le directoire présente un rapport au conseil de surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés.

16.1.1.2. Présidence du directoire - Direction Générale

Le conseil de surveillance confère à l'un des membres du directoire la qualité de président pour la durée d'une année renouvelable. Le président du directoire est rééligible.

Le président du directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Le conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du directoire, qui portent alors le titre de directeur général ; ce pouvoir est donné pour la même durée que celle de membre du directoire.

La présidence et la direction générale peuvent être retirées à ceux qui en sont investis par le conseil de surveillance.

Vis-à-vis des tiers, tous les actes engageant la Société sont valablement accomplis par le président du directoire ou tout membre ayant reçu du conseil de surveillance le titre de directeur général.

16.1.1.3. Délibérations du directoire

Le directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son président ou de la moitié au moins de ses membres, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les statuts de la Société prévoient que les membres du directoire peuvent tenir leur réunion par des moyens de visioconférence, de télécommunication ou tout autre moyen reconnu par la législation en vigueur. Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du directoire qui participent aux réunions par les moyens susvisés répondant aux exigences suivantes :

- garantir une identification et une participation effective des membres du directoire ;
- assurer une retransmission en continu des délibérations.

L'ordre du jour peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Si le directoire comprend deux membres, les décisions sont prises à l'unanimité. S'il comprend plus de deux membres, les décisions doivent être prises à la majorité des membres composant le directoire, le vote par représentation étant interdit et la voix du président n'est pas prépondérante en cas de partage.

16.1.1.4. Rémunération des membres du directoire

Le conseil de surveillance fixe le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire après avoir recueilli, au préalable, les observations du comité des rémunérations. Pour une présentation détaillée des attributions et des règles d'organisation et de fonctionnement du comité des rémunérations, il est renvoyé au paragraphe « 16.3.1 - Comité des rémunérations ».

16.1.2. Fonctionnement du conseil de surveillance

16.1.2.1. Attributions du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il nomme les membres du directoire et fixe leur rémunération ; il nomme et peut révoquer le président du directoire et le directeur général et fixe leurs rémunérations ; plus généralement, il peut révoquer les membres du directoire.

Il autorise les conventions réglementées.

Il présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle ses observations sur le rapport du directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Il décide le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le conseil de surveillance peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que le conseil de surveillance ou son président soumettent pour avis à leur examen ; il fixe leur composition, leurs attributions et, le cas échéant, la rémunération de leurs membres.

16.1.2.2. Délibérations du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Il est convoqué par le président, le vice-président ou par au moins deux membres du conseil de surveillance.

Toutefois, le président du conseil de surveillance doit convoquer ce dernier à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours, lorsqu'un membre au moins du directoire ou le tiers au moins des membres du conseil de surveillance lui présentent une demande motivée en ce sens.

Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance. Hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le président du conseil de surveillance et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Les réunions se tiennent en tout lieu fixé dans la convocation.

La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil de surveillance est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. La voix du président du conseil de surveillance est prépondérante en cas de partage.

Le conseil de surveillance établit un règlement intérieur qui prévoit que les membres du conseil de surveillance peuvent tenir leur réunion par des moyens de visioconférence, de télécommunication ou tout autre moyen reconnu par la législation en vigueur. Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du conseil de surveillance qui participent aux réunions par les moyens susvisés répondant aux exigences suivantes :

- garantir une identification et une participation effective des membres du conseil de surveillance ;
- assurer une retransmission en continu des délibérations.

Le recours à ces procédés est exclu pour les réunions du conseil de surveillance dont l'objet est la vérification et le contrôle des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés.

16.1.2.3. Bureau du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance élit parmi ses membres personnes physiques un président et un vice-président qui sont chargés de convoquer le conseil de surveillance et d'en diriger les débats. Ils exercent leurs fonctions pendant toute la durée de leur mandat de membre du conseil de surveillance.

16.1.2.4. Rémunération des membres du conseil de surveillance

L'assemblée générale des actionnaires peut allouer aux membres du conseil de surveillance, en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence, dont le montant est porté aux charges d'exploitation.

Le conseil de surveillance répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées.

La rémunération du président et du vice-président est déterminée par le conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance peut allouer des rémunérations exceptionnelles à ses membres au titre de missions ou mandats qui leur sont confiés. Ces rémunérations exceptionnelles sont soumises à autorisation préalable du conseil de surveillance conformément à la loi.

16.2. CONTRATS ENTRE LES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

A la date d'enregistrement du présent document de base, il n'existe pas de contrat de service liant les membres du directoire ou du conseil de surveillance à la Société ou à l'une de ses filiales.

16.3. COMITE DES REMUNERATIONS ET COMITE D'AUDIT

A la date d'enregistrement du présent document de base, le conseil de surveillance a décidé, par décision en date du 19 septembre 2006, de la création d'un comité des rémunérations. Le pacte d'actionnaires conclu le 29 août 2006 entre certains actionnaires de la Société (voir la section « 18.4 - Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle ») prévoit par ailleurs la constitution d'un comité d'audit.

Les comités assistent le conseil de surveillance dans ses travaux et concourent à la préparation de ses décisions. Les comités exercent leurs missions sous la responsabilité du conseil de surveillance sans que leurs attributions ne puissent avoir pour objet de déléguer aux comités les pouvoirs qui sont attribués au conseil de surveillance par la loi ou les statuts, ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du président du conseil de surveillance.

16.3.1. Comité des rémunérations

16.3.1.1. Attributions du comité des rémunérations

Le comité des rémunérations a vocation à assister le conseil de surveillance dans la détermination de la politique de rémunération des membres du directoire.

Dans ce cadre, le comité des rémunérations est consulté par le conseil de surveillance sur toutes propositions relatives :

- au montant de la rémunération fixe et, le cas échéant, de la rémunération variable attribuée à chaque membre du directoire ;
- aux engagements financiers pris en faveur des membres du directoire à l'occasion de la cessation ou du changement de leurs fonctions au sein de la Société ;
- au montant et aux modalités de rémunération des membres du directoire qui bénéficient d'un contrat de travail avec la Société ou ses filiales ;
- aux régimes de retraite et de prévoyance, aux avantages en nature et droits pécuniaires divers des membres du directoire ;
- à la politique générale d'attribution aux membres du directoire d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions de la Société.

16.3.1.2. Composition du comité des rémunérations

Le comité des rémunérations est composé de trois membres, choisis par le conseil de surveillance en raison de leur compétence, dont un membre indépendant au sens du paragraphe « 16.5.4 - Membres indépendants du conseil de surveillance ». Tous les membres du comité des rémunérations sont choisis parmi les membres du conseil de surveillance.

A date d'enregistrement du présent document de base, les membres du comité des rémunérations sont les suivants :

- Pierre-Germain Pichon, président ;
- Sofia Bengana ; et
- Antoine Colboc.

16.3.1.3. Fonctionnement du comité des rémunérations

Le comité des rémunérations devra se réunir chaque fois que nécessaire et, en tout état de cause, préalablement à la réunion du conseil de surveillance sur un ordre du jour qui relève des attributions du comité telles qu'indiquées ci-avant au paragraphe « 16.3.1.1 - Attributions du comité des rémunérations ».

Dans le cadre des ses attributions, et plus particulièrement, à l'occasion de la détermination du montant de la rémunération fixe et, le cas échéant, de la rémunération variable attribuée à chaque

membre du directoire, le comité des rémunérations tient compte de la rémunération des dix salariés les mieux rémunérés de la Société et de ses filiales.

16.3.2. Comité d'audit

16.3.2.1. Attributions du comité d'audit

Le comité d'audit assiste le conseil de surveillance dans les domaines concernant la politique comptable, le reporting et le contrôle interne et externe, la communication financière ainsi que la gestion des risques qu'encourt la Société.

En matière de politique comptable et de contrôle interne, le comité d'audit a pour missions de :

- procéder, au minimum cinq jours calendaires avant l'examen des comptes sociaux annuels et le cas échéant, des comptes consolidés, par le conseil de surveillance, à la revue de tous les états financiers, semestriels et annuels, sociaux et, le cas échéant, consolidés, y compris leurs annexes et, le cas échéant, le rapport de gestion présenté par le directoire à l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et présenter au conseil de surveillance ses observations ;
- s'assurer de la pertinence du choix des méthodes et des procédures comptables décidées par la Société et de vérifier leur juste application ;
- contrôler le traitement comptable de toute opération significative réalisée par la Société ;
- s'assurer que les procédures internes de collecte et de contrôle des données permettent de garantir la qualité et la fiabilité des comptes sociaux annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés de la Société.

En matière de contrôle externe, le comité d'audit a pour mission de :

- soumettre au conseil de surveillance des recommandations concernant les commissaires aux comptes en vue de leur nomination ou de leur renouvellement par l'assemblée générale des actionnaires, analyser et émettre un avis sur la définition, l'étendue et le calendrier de leur mission et leurs honoraires ;
- s'assurer de l'indépendance des commissaires aux comptes.

En matière d'analyse et de prévention des risques, le comité d'audit a pour mission de :

- analyser tout litige, y compris fiscal, de nature à avoir un impact significatif sur les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés de la Société ou sur sa situation financière ;
- examiner l'exposition aux risques financiers significatifs de la Société ;
- revoir les conclusions des rapports d'audit interne ;
- vérifier l'application satisfaisante des contrôles internes et des procédures de compte rendu d'informations.

En matière de communication financière, le comité d'audit a pour mission de procéder à la revue des projets de communication financière de la Société sur les comptes sociaux semestriels et annuels ainsi que sur le chiffre d'affaires trimestriel.

16.3.2.2. Composition du comité d'audit

Le comité d'audit sera composé lors de sa constitution de trois membres choisis par le conseil de surveillance en raison de leur compétence en matière comptable et financière, dont un membre indépendant au sens du paragraphe « 16.5.4 - Membres indépendants du conseil de surveillance ». Tous les membres du comité d'audit seront choisis parmi les membres du conseil de surveillance.

16.3.2.3. Fonctionnement du comité d'audit

Le comité d'audit se réunit avant chaque réunion du conseil de surveillance dont l'ordre du jour comporte l'arrêté ou l'examen (i) des comptes sociaux semestriels ou annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés, (ii) du chiffre d'affaires trimestriel et (iii) le bilan de la gestion financière ou de la présentation des comptes prévisionnels de l'exercice à venir. Les commissaires aux comptes peuvent également demander au président du conseil de surveillance la tenue d'une réunion du comité d'audit s'ils le jugent nécessaire.

Le directoire doit communiquer au comité d'audit tout document de quelque nature que ce soit destiné à éclairer l'opinion de ses membres, notamment tous les rapports d'audit interne et externe, les conclusions ou avis des commissaires aux comptes ou de tout consultant extérieur.

16.3.3. Règles communes aux comités

16.3.3.1. Composition des comités

Le conseil de surveillance peut décider la révocation d'un ou plusieurs membre(s) des comités. Un membre des comités est réputé démissionnaire d'office de ses fonctions en cas de cessation, pour quelque cause que ce soit, de son mandat de membre du conseil de surveillance. Le président d'un comité peut proposer au conseil de surveillance la révocation de tout membre du comité en question qui manquerait à son obligation d'assiduité dès lors que le membre est porté absent à trois réunions successives dudit comité.

Le comité désigne un de ses membres pour en assurer la présidence. Un membre du comité ne peut se faire représenter. La durée des fonctions des membres du comité est de douze mois. Les fonctions des membres du comité peuvent être renouvelées.

16.3.3.2. Fonctionnement des comités

16.3.3.2.1. Délibérations des comités

Les comités se réunissent chaque fois que nécessaire et, en tout état de cause, préalablement à toutes les réunions du conseil de surveillance sur un ordre du jour qui relève de leurs attributions telles qu'indiquées aux paragraphes « 16.3.1.1 - Attributions du comité des rémunérations » et « 16.3.2.1 - Attributions du comité d'audit ». Les comités se réunissent sur convocation de leur président ou du président du conseil de surveillance qui fixe l'ordre du jour de la réunion.

Les comités ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres, dont le président, sont présents. Ils délibèrent à la majorité simple ; en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Seront réputés présents les membres assistant aux réunions des comités par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, ou par tout autre moyen reconnu par la législation en vigueur, dans les mêmes conditions que celles énoncées à l'article 1.1.3.a) du Règlement Intérieur. En cas de conflit d'intérêts, les personnes concernées ne participent pas aux délibérations correspondantes.

Sur décision de leur président, les comités peuvent faire appel, en tant que de besoin, à des experts ou consultants extérieurs ou à toute autre personne, y compris des membres du directoire et, plus

généralement, à tout salarié de la Société qui occupe des fonctions de direction, susceptibles d'éclairer leur opinion. Ils peuvent se faire communiquer tout document interne et toute information nécessaire à leur bon fonctionnement et mener toute investigation utile à l'exercice de leur mission.

Les membres des comités, ainsi que les personnes extérieures qui seraient invitées à une réunion des comités, sont tenus, envers tout tiers au conseil de surveillance, à une obligation de confidentialité à l'égard de toutes les informations communiquées aux comités ou auxquelles ils auront accès à l'occasion de leurs travaux.

Les travaux des comités font l'objet d'un compte-rendu élaboré par le secrétaire désigné au début de chaque séance par le président de chaque comité. Le président présente en séance du conseil de surveillance la synthèse des travaux de son comité et les recommandations qu'il formule à l'attention du conseil de surveillance.

16.3.3.2.2. Rémunération des membres des comités

Les membres des comités, en tant que membres du conseil de surveillance, ne perçoivent aucune rémunération particulière au titre de leur participation aux réunions des comités, étant précisé que les membres indépendants du conseil de surveillance peuvent toutefois percevoir une rémunération exceptionnelle au titre des missions qui leur seraient confiées pour les besoins des travaux qu'ils effectuent dans le cadre de leur participation à un comité.

16.4. CONTROLE INTERNE

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société ne faisant pas appel public à l'épargne, le président du conseil de surveillance de la Société n'est pas tenu d'établir le rapport relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société conformément à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Keljob avait mis en place un dispositif de contrôle interne préalablement à la fusion entre les sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo. Un rapport du président du conseil de surveillance relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la société Keljob, et un rapport des commissaires aux comptes y afférent, avaient ainsi été établis au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 conformément aux dispositions légales alors en vigueur. Ce dispositif de contrôle interne a été maintenu en ce qui concerne la société Keljob pour l'exercice ultérieur, c'est-à-dire pour l'exercice clos le 30 septembre 2005, bien qu'aucun rapport n'ait été établi par la société Keljob et ses commissaires aux comptes en l'absence d'obligation légale en ce sens.

Dans le cadre de la fusion entre les sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo telle que décrite au paragraphe « 5.1.5.1 - Historique de la constitution d'Adenclassifieds », le conseil de surveillance a été entièrement renouvelé et les procédures de contrôle interne ont été intégralement revues. Les procédures spécifiques suivantes de contrôle interne ont ainsi été mises en place au sein de la Société :

Objectifs en matière de procédures de contrôle interne

Les procédures de contrôle interne mises en place au sein de la Société ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des salariés s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ; et

- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce, en raison des limites inhérentes à toute procédure.

Organisation générale des procédures de contrôle interne

Conseil de surveillance

Dans le cadre du contrôle permanent de la gestion de la Société et des attributions qui lui sont conférées par la loi et par les statuts, le conseil de surveillance examine régulièrement les orientations stratégiques de la Société. Les membres du conseil de surveillance reçoivent régulièrement de la Société divers documents comptables, dont notamment les états financiers mensuels analytiques, une situation semestrielle établie suivant les mêmes méthodes que les comptes annuels, ou encore une copie du budget annuel. Plus généralement, le conseil de surveillance doit être tenu informé par le directoire de tout événement important concernant la marche de la Société et, en particulier, de la situation financière, de la situation de la trésorerie ainsi que des engagements de la Société.

Entre le 30 septembre 2006 et la date d'enregistrement du présent document de base, le conseil de surveillance s'est réuni cinq fois.

Comités des rémunérations et comité d'audit

Le conseil de surveillance a décidé, par décision en date du 19 septembre 2006, de la création d'un comité des rémunérations, lequel s'est réuni trois fois depuis cette date.

Le pacte d'actionnaires conclu le 29 août 2006 par certains actionnaires de la Société dans le cadre de la fusion entre les sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo prévoit par ailleurs la constitution d'un comité d'audit. Le comité d'audit assiste le conseil de surveillance dans les domaines concernant la politique comptable, le reporting et le contrôle interne et externe, la communication financière ainsi que la gestion des risques qu'encourt la Société.

Gestion des risques

La Société identifie les principaux risques liés à son activité et à son organisation afin de mettre en place des moyens de contrôle adaptés, comme indiqué au chapitre « 4 - Facteurs de risques ». Les procédures de contrôle interne sont organisées autour des processus opérationnels de la Société. La Société a par exemple mis en place une cellule Partenariats chargée d'anticiper les renouvellements des partenariats majeurs et d'identifier d'autres partenariats répondant à sa stratégie, ou encore travaille régulièrement avec un certain nombre de prestataires de services en matière de sauvegarde technique (back-up) des fichiers et informations.

Élaboration et traitement de l'information comptable et financier

La Société a mis en place divers processus afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de ses informations financières et de gestion. Ces processus se déclinent, au sein de la direction financière et de la direction générale, à différents niveaux de hiérarchie, en fonction de seuils de matérialité et de délégations pré-définis, ce qui permet de multiplier les contrôles. Ils participent ainsi au rôle de prévention et d'alerte nécessaire pour faire face aux risques éventuellement identifiés, les évaluer et les circonscrire au mieux. Les documents comptables principaux et notamment les données

financières mensuelles analytiques, les situations semestrielles et annuelles et les budgets, sont transmis aux membres du conseil de surveillance, une fois contrôlés par le directoire. La Société s'assure également que cette information soit conforme aux règles comptables et de marché en vigueur.

Le président du conseil de surveillance rendra compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des nouvelles procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, au cours de l'exercice 2007.

Le président du conseil de surveillance établira le rapport dans les conditions présentées au paragraphe « 16.5.3 - Rapport relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société ».

16.5. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La Société a engagé une réflexion d'ensemble relative aux pratiques de gouvernement d'entreprise, notamment dans la perspective de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A. La Société entend ainsi suivre les recommandations de l'Association française des entreprises privées et du Mouvement des entreprises de France en date du 20 octobre 2003 (les « Recommandations MEDEF-AFEP ») et le Code de déontologie de l'Institut Français des Administrateurs en date du 25 mars 2004 (le « Code de déontologie »), pour autant que les principes qu'ils posent soient compatibles avec l'organisation, la taille et les moyens de la Société.

Afin de mettre en œuvre les principes de gouvernement d'entreprise que la Société appliquera, le conseil de surveillance a adopté, à l'unanimité, par décision en date du 4 décembre 2006, un règlement intérieur qui entrera en vigueur en cas d'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A.

Les principales stipulations de ce règlement intérieur sont résumées ci-après et intéressent, (i) le droit d'information et de communication du conseil de surveillance, (ii) l'organisation des relations entre le conseil de surveillance et le directoire, (iii) le rapport relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société, (iv) les membres indépendants, (v) les censeurs et (vi) la charte des membres du conseil de surveillance, à l'exception des conditions et des modalités d'organisation et de fonctionnement du conseil de surveillance indiquées aux paragraphes « 16.1.2 - Fonctionnement du conseil de surveillance » et « 16.3 - Comité des rémunérations et comité d'audit ».

16.5.1. Droit d'information et de communication du conseil de surveillance

Une fois par trimestre au moins, le directoire est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur la marche de la Société.

Dans le délai de trois mois à compter de la clôture de chaque exercice, le directoire doit arrêter les comptes sociaux annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de la Société et les communiquer au conseil de surveillance, pour lui permettre d'exercer son contrôle. Le cas échéant, et dans le même délai, le directoire doit soumettre au conseil de surveillance les comptes consolidés.

Le directoire est tenu de communiquer dans un délai suffisant au conseil de surveillance le rapport de gestion qu'il présentera à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

En complément des droits qui leur sont attribués par la loi et les statuts de la Société tels qu'indiqués ci-avant, les membres du conseil de surveillance recevront de la Société, les informations suivantes :

- au plus tard le trentième jour après la fin de chaque mois calendaire, les états financiers mensuels analytiques comprenant notamment la facturation réalisée par la Société au cours du mois calendaire précédent, l'état de la trésorerie de la Société au dernier jour du mois calendaire précédent, les investissements réalisés par la Société au cours du mois ;
- au plus tard le trentième jour après la fin de chaque semestre, une situation semestrielle établie suivant les mêmes méthodes que les comptes sociaux annuels et les comptes consolidés ;
- une copie du budget annuel de la Société ainsi que du rapport des opérations projetées pour l'année à venir ;
- toute déclaration de franchissement de seuils légaux ou statutaires dans les cinq jours calendaires suivant la réception de la déclaration ;
- la copie intégrale des organes sociaux des filiales de la Société dans les cinq jours calendaires de la date de réunion ayant fait l'objet du procès-verbal ainsi que la copie de tout rapport du commissaire aux comptes y afférent.

Plus généralement, le conseil de surveillance doit être tenu informé par le directoire de tout événement important concernant la marche de la Société et, en particulier, de la situation financière, de la situation de la trésorerie ainsi que des engagements de la Société.

16.5.2. Relations entre le conseil de surveillance et le directoire

Certaines décisions relatives à la Société ne peuvent être adoptées et certains actes ou engagements relatifs à la Société ne peuvent être conclus par le directoire sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du conseil de surveillance selon les règles de majorité et de quorum légales et statutaires. Il s'agit des décisions, actes ou engagements suivants :

- les cautions, avals et garanties supérieurs à 300.000 euros ;
- les cessions d'immeubles par nature supérieures à 1.000.000 euros, les cessions totales ou partielles de participations supérieures à 300.000 euros et les constitutions de sûretés sous quelque forme que ce soit accordées en vue de garantir les engagements pris par la Société elle-même supérieures à 100.000 euros ;
- les conventions conclues entre la Société et l'un de ses actionnaires détenant une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, l'un des membres du directoire ou l'un des membres du conseil de surveillance ainsi que les conventions dans lesquelles l'un des actionnaires susvisés, l'un des membres du directoire ou l'un des membres du conseil de surveillance de la Société est indirectement intéressé ou traite par personne interposée, à l'exception toutefois de toutes conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales qui doivent simplement être portées à la connaissance du conseil de surveillance.

Sans préjudice des attributions qui lui sont expressément dévolues par la loi et les statuts telles qu'indiquées ci-avant, les décisions suivantes relatives à la Société devront être préalablement soumises à l'approbation du conseil de surveillance selon les règles de majorité et de quorum légales et statutaires :

- adoption du budget annuel de la Société ;
- toute dépense d'investissement supérieure à 300.000 euros non prévue par le budget annuel de la Société tel qu'adopté ;

- toute décision relative à l'acquisition de participations nouvelles ;
- toute décision relative à la cession de droits de propriété intellectuelle ou industrielle dont bénéficie la Société ou l'une de ses filiales ou la concession de licences y afférent ainsi que toutes opérations similaires ;
- toute décision d'exercice d'une nouvelle activité ou d'un changement significatif de l'activité ou de la cessation d'activité ne figurant pas dans le budget annuel de la Société tel qu'adopté ;
- la nomination ou la révocation des mandataires sociaux des filiales de la Société.

16.5.3. Rapport relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société

Le président du conseil de surveillance est tenu de rendre compte, conformément à la loi, dans un rapport destiné à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société.

Le rapport doit rendre compte de l'ensemble des procédures mises en place par la Société afin de prévenir et de maîtriser les risques résultant de ses activités.

Le rapport doit contenir :

- une présentation générale du contrôle, faisant état des personnes ou des structures chargées de celui-ci (telles que notamment les comités), des supports de ces procédures (tels que notamment le règlement intérieur), de l'organisation dans laquelle s'inscrit l'élaboration de l'information financière et comptable destinée aux actionnaires ;
- une présentation des procédures de contrôle elles-mêmes ; le rapport doit mentionner leur domaine d'application et l'étendue des risques qu'elles couvrent eu égard à la taille, à l'organisation et aux activités de la Société ; la présentation doit également prévoir une appréciation du président du conseil de surveillance sur l'adéquation et l'efficacité des procédures de contrôle mises en œuvre ;
- une présentation des diligences ayant permis l'élaboration du rapport. Il peut s'agir notamment des entretiens entre le directoire et le conseil de surveillance, de tout avis ou recommandation des commissaires aux comptes ou de tout avis ou recommandation des comités.

Le président du conseil de surveillance doit porter le rapport à la connaissance du public.

Un exemplaire du rapport est tenu gratuitement au siège social de la Société, une copie devant être adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande. Le rapport fait également l'objet d'une double diffusion électronique sur le site de l'Autorité des marchés financiers et sur le site Internet de la Société si elle dispose d'un tel site.

16.5.4. Membres indépendants du conseil de surveillance

Au titre des bonnes pratiques en matière de gouvernement d'entreprise, le règlement intérieur prévoit que le conseil de surveillance comprend en son sein un ou plusieurs membres indépendants élus ou cooptés en tant que tels.

Les critères d'indépendance tels que retenus par le règlement intérieur s'inspirent de ceux proposés par les Recommandations du MEDEF/AFEP et du Code de déontologie en les adaptant toutefois à la taille, à l'organisation et aux moyens de la Société.

Est réputé indépendant, le membre du conseil de surveillance qui n'entretient, directement ou indirectement, aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société ou sa direction, qui puisse compromettre sa liberté de jugement.

En particulier, peuvent être prises en compte pour qualifier un membre d'indépendant les caractéristiques suivantes, sans pour autant que celles-ci constituent individuellement ou collectivement une cause automatique d'exclusion :

- ne pas être salarié ou mandataire social de la Société, ni salarié ou mandataire social d'un des actionnaires détenant plus de 10 % du capital de la Société ;
- ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat social ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat social ;
- ne pas être lié directement ou indirectement à un client, fournisseur ou prestataire de services de la Société ou de l'un de ses actionnaires ou pour lequel la Société ou l'un de ses actionnaires représentent une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social de la Société ou de l'un de ses actionnaires ;
- ne pas avoir été auditeur de la Société au cours des cinq dernières années.

Il revient au conseil de surveillance d'examiner la qualification de membre indépendant. Chaque année, le conseil de surveillance doit examiner la situation de chacun de ses membres au regard des critères d'indépendance ainsi définis. Le conseil de surveillance porte les conclusions de cet examen à la connaissance des actionnaires dans son rapport annuel.

A la date d'enregistrement du présent document de base, les membres indépendants sont les personnes suivantes :

- Laurent Sorbier ; et
- Pierre-Germain Pichon.

16.5.5. Censeurs

Le règlement intérieur du conseil de surveillance prévoit que l'assemblée générale ordinaire peut nommer un ou plusieurs censeurs sur proposition du conseil de surveillance. Le conseil de surveillance peut également en nommer directement, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Le nombre de censeurs ne peut excéder cinq. Ils sont choisis librement à raison de leur personnalité, de leur compétence et de leur expérience.

Les censeurs ont pour mission d'émettre tout avis ou recommandation auprès du conseil de surveillance. Les censeurs étudient toutes questions que le conseil de surveillance ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Les censeurs assistent aux séances du conseil de surveillance et prennent part aux délibérations avec voix consultative seulement, sans que toutefois leur absence puisse affecter la validité des délibérations. Ils reçoivent les mêmes documents et informations que les membres du conseil de surveillance pour mener à bien leur mission.

Ils sont convoqués aux séances du conseil de surveillance dans les mêmes conditions que les membres du conseil de surveillance.

Les censeurs sont nommés pour une durée de deux années prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit censeur. Ils sont indéfiniment rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

En cas de décès, de démission ou de cessation de fonctions pour tout autre motif d'un censeur, le conseil de surveillance peut procéder à tout moment à la nomination de son successeur. Cette nomination est soumise à ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le conseil de surveillance peut rémunérer les censeurs par prélèvement sur le montant des jetons de présence alloués par l'assemblée générale aux membres du conseil de surveillance.

16.5.6. Charte des membres du conseil de surveillance

Aux termes du règlement intérieur, la charte des membres du conseil de surveillance (la « Charte ») détermine un cadre déontologique en fixant les devoirs et obligations auxquels sont tenus tous les membres du conseil de surveillance (les « Membres ») en ce compris les personnes physiques qui sont les représentants permanents des personnes morales. La Charte s'applique également aux censeurs.

La Charte prévoit en particulier que :

- chaque Membre, avant d'accepter ses fonctions, doit prendre connaissance des obligations générales ou particulières attachées à sa fonction, et notamment de la loi, des statuts de la Société, du règlement intérieur ainsi que de tout complément que le conseil de surveillance estime nécessaire de lui communiquer ;
- chaque Membre doit agir en toutes circonstances dans l'intérêt social de la Société ;
- chaque Membre doit posséder au moins une action de la Société. A défaut de détenir cette action lors de son entrée en fonction ou si, au cours de son mandat, il cessait d'en être propriétaire, le Membre dispose de trois mois pour se mettre en conformité avec cette obligation ;
- chaque Membre doit faire part au conseil de surveillance de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel au titre de ses fonctions et s'abstenir de participer au débat et au vote de la délibération correspondante. De façon plus générale, chaque Membre agit en totale indépendance et hors de toute pression. Au-delà, il a un devoir d'expression sur toute question soumise au conseil de surveillance sur laquelle il a un avis motivé ;
- chaque Membre doit informer le président du conseil de surveillance de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société pendant les cinq derniers exercices et lui indiquer toute modification qui surviendrait ;
- chaque Membre doit informer le président du conseil de surveillance s'il a été condamné au cours des cinq dernières années au titre de l'une des infractions visées à l'article 14.1 du règlement européen d'application de la directive dite « prospectus » (Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004), s'agissant notamment d'une condamnation l'empêchant d'agir en tant que membre d'un organe d'administration ou de direction ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur ;
- chaque Membre doit informer le président du conseil de surveillance de l'existence de tout lien familial l'unissant à un membre du conseil de surveillance, à un membre des comités, à un censeur ou au directeur général de la Société ;

- chaque Membre doit consacrer à ses fonctions le temps et l'attention nécessaires. Il a un devoir de diligence, qui comprend les obligations suivantes :
 - chaque Membre doit être assidu et s'efforcer de participer à toutes les réunions du conseil de surveillance et, le cas échéant, des comités auxquels il appartient. Dans le cas où un Membre serait absent à plus de trois séances consécutives du conseil de surveillance, le président du conseil de surveillance en informerait le conseil de surveillance, qui pourrait demander la démission dudit membre ou décider de proposer sa révocation ou, le cas échéant, le remplacement de son représentant permanent, à l'instance qui l'a désigné. De même, le président de chaque comité informera le conseil de surveillance en cas d'absence d'un membre d'un comité à trois réunions successives et pourra proposer la révocation du membre du comité concerné ;
 - chaque Membre a l'obligation de s'informer. A cet effet, il réclame dans les délais appropriés, au président du conseil de surveillance, les informations indispensables à une intervention utile sur les sujets à l'ordre du jour du conseil de surveillance, dans la mesure où celles-ci ne lui auraient pas été communiquées par le président du conseil de surveillance ;
 - chaque Membre doit assister dans toute la mesure du possible aux assemblées générales des actionnaires de la Société.
- chaque Membre se considère comme astreint à un véritable secret professionnel qui dépasse la simple obligation de discrétion prévue par la loi et comprend la confidentialité relative aux informations non publiques acquises dans le cadre de ses fonctions.

La charte des membres du conseil de surveillance rappelle également, en tant que de besoin, la réglementation boursière applicable en matière de délit d'initié, de manquement d'initié et de manipulation de cours.

17. SALARIES

17.1. RESSOURCES HUMAINES

17.1.1. Effectifs

Au 30 septembre 2006, la Société employait 256 salariés dont plus de 90 % en contrat à durée indéterminée. A cette même date, la répartition hommes / femmes sur l'effectif total de la Société était de 51 pour 49.

Le nombre de cadres employés par la Société représentait plus de 80 % de l'effectif total de la Société à cette même date.

17.1.1.1. Répartition des effectifs par activité

Le tableau ci-après indique la répartition des effectifs de la Société par activité au 30 septembre 2006 :

Activités	Nombre de salariés
Commercial	144
Direction générale	1
Marketing	20
Informatique et relations clients	70
Ressources humaines	6
Finance et Business Development	15
TOTAL	256

17.1.1.2. Répartition géographique des effectifs

Au 30 septembre 2006, la répartition géographique des effectifs de la Société était la suivante : 229 salariés de la Société étaient employés en Ile-de-France et 27 en régions.

17.1.2. Politique de ressources humaines de la Société

17.1.2.1. La politique d'emploi

La priorité pour la Société demeure la mobilité, qu'elle soit verticale ou horizontale. Les souhaits de mobilité des salariés de la Société sont identifiés au cours d'entretiens annuels individualisés.

Témoignage de la politique de recrutement d'Adenclassifieds, le recours à l'intérim reste purement exceptionnel et temporaire.

17.1.2.2. L'égalité professionnelle

La Société est particulièrement attentive au respect de l'égalité de traitement entre ses salariés tant en ce qui concerne le recrutement que l'embauche, l'évolution professionnelle, les sanctions disciplinaires, la formation ou la promotion.

A cet égard, il est précisé que les sociétés Keljob et Cadremploi ont ratifié la Charte de la diversité impulsée par le Ministère délégué à la Promotion de l'égalité des chances. Suite à la fusion de Keljob,

Cadremploi et Explorimmo telle que décrite au paragraphe « 5.1.5.1 - Historique de la constitution d'Adenclassifieds », la Charte ne produit plus d'effets.

A la date d'enregistrement du présent document de base, Adenclassifieds n'a pas ratifié la Charte. La Société entend toutefois conduire des négociations avec les instances représentatives du personnel pour discuter d'une prochaine ratification de ladite charte.

17.1.2.3. L'organisation du temps de travail

La durée du temps de travail des salariés d'Adenclassifieds est en conformité avec les exigences législatives et réglementaires. La durée hebdomadaire du temps de travail est fixée à 35 heures.

Il est rappelé toutefois que dans le cadre de la fusion des sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo, telle que décrite au paragraphe « 5.1.5.1 - Historique de la constitution d'Adenclassifieds », l'accord d'entreprise relatif à l'organisation du temps de travail conclu au sein de Cadremploi a été mis en cause de plein droit par l'effet et à compter de la fusion, conformément à la loi.

La fusion a nécessité l'ouverture de négociations avec les instances représentatives du personnel en vue de la conclusion d'accords de substitution et d'harmonisation des statuts collectifs existant antérieurement à la fusion et applicables à chacune des sociétés Keljob, Cadremploi et Explorimmo.

A la date d'enregistrement du présent document de base, les consultations des instances représentatives du personnel relatives à la nouvelle organisation du temps de travail commune à tous les salariés sont en cours de négociation.

Toutefois, il est rappelé que les accords et dispositions mis en cause continuent de produire leurs effets au bénéfice des salariés concernés, tant qu'un accord de substitution n'a pas été négocié ou conclu, pendant une période provisoire d'un maximum de quinze mois à compter de la mise en cause, au cours de laquelle lesdits salariés bénéficient de l'ensemble des avantages qui découlent de l'accord mis en cause et ce, conjointement avec les avantages plus favorables découlant des accords collectifs en vigueur au sein de la Société.

17.1.2.4. La politique de rémunération

La politique de rémunération de la Société intéresse l'ensemble des fonctions et vise à valoriser la performance des salariés.

Des révisions salariales annuelles sont réalisées au début de chaque année. Elles font l'objet d'entretiens individualisés entre les salariés et leur manager ainsi qu'auprès des services des ressources humaines de la Société.

17.1.2.5. Les relations collectives

Antérieurement à la fusion entre Keljob, Cadremploi et Explorimmo, la représentation du personnel de Keljob et de Cadremploi était assurée par deux délégations uniques du personnel. Il est précisé qu'il n'y avait par d'organe représentatif du personnel au sein d'Explorimmo.

Suite à la fusion des sociétés, la représentation des salariés d'Adenclassifieds est assurée par une délégation unique du personnel dite élargie qui résulte d'un accord d'entreprise conclu par les comités d'entreprise de Keljob et de Cadremploi.

La délégation unique du personnel élargie d'Adenclassifieds est composée de l'ensemble des représentants du personnel élus de Keljob et de Cadremploi, soit onze salariés élus pour une durée déterminée expirant le 30 septembre 2007.

Les membres de la délégation unique du personnel exercent ensemble et pour l'ensemble du personnel de la Société leurs mandats et attributions respectifs de délégués du personnel et de membres du comité d'entreprise. A cet égard, la Société veille à ce que les droits et libertés des représentants du personnel soient strictement respectés et que ces derniers bénéficient des mêmes perspectives d'évolution et de formation que les autres salariés.

Les réunions de cette délégation élargie se tiennent mensuellement.

Aux termes de l'accord ainsi conclu avec la délégation du personnel, les élus de la délégation unique du personnel de la Société ont décidé de mettre fin à leurs mandats de façon anticipée, la Société étant chargée d'organiser avant la fin du mois de septembre 2007 les élections distinctes d'un comité d'entreprise et des délégués du personnel, le seuil des 200 salariés, en-deçà duquel peut être mise en place une délégation unique du personnel, étant dépassé du fait de la fusion.

Il n'existe pas, à la date d'enregistrement du présent document de base, de syndicat reconnu ou représenté dans la Société.

17.2. ACCORD DE PARTICIPATION, BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEUR D'ENTREPRISE ET ACTIONS ATTRIBUEES GRATUITEMENT AUX SALARIES

Il est rappelé que les membres du directoire de la Société sont par ailleurs salariés de la Société. Il est ainsi renvoyé à la section « 15.3 - Participation au capital de la Société des membres du directoire et du conseil de surveillance » pour une présentation des caractéristiques des BSPCE qui leur ont été attribués ainsi que des caractéristiques des attributions gratuites d'actions à leur profit.

17.2.1. Accord de participation

Un accord de participation a été conclu par Cadremploi le 23 mars 2006.

Dans le cadre de la fusion de Keljob, Cadremploi et Explorimmo telle que décrite au paragraphe « 5.1.5.1 - Historique de la constitution d'Adenclassifieds », le sort de cet accord de participation est régi par les dispositions de l'article L. 442-17 du Code du travail en conséquence desquelles une négociation est ouverte à ce sujet avec les instances représentatives du personnel.

Toutefois, il est rappelé que les salariés qui bénéficiaient de l'accord de participation bénéficient en tout état de cause de la gestion de leurs droits à participation déjà affectés.

A la date d'enregistrement du présent document de base, aucun accord de participation s'appliquant à l'ensemble des salariés d'Adenclassifieds n'a été conclu, les instances représentatives du personnel étant en cours de consultation. La Société précise toutefois qu'elle entend conclure un nouvel accord de participation sur la base de celui conclu par Cadremploi.

17.2.2. Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise

La Société a souhaité faire bénéficier certains de ses salariés de BSPCE. A cet égard et en application des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce et de l'article 163 bis du Code général des impôts, la Société a procédé à trois plans d'émissions de BSPCE au profit de certains de ses salariés dont les principales caractéristiques sont détaillées ci-après.

Plan 2006

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 30 mars 2006 a autorisé le directoire à émettre des BSPCE et à déterminer la liste des bénéficiaires. Dans le cadre de cette délibération, ladite assemblée générale a décidé de :

- émettre un total de 4.150 BSPCE répartis de la façon suivante : 2.240 BSPCE au profit de certains membres du directoire et 1.910 BSPCE au profit de certains salariés. Chaque BSPCE confère le droit à son titulaire de souscrire dix actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 16 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 15 euros ;
- autoriser le directoire, pour permettre aux titulaires de bons d'exercer leur droit de souscription, à augmenter le capital social de la Société, en une ou plusieurs fois, d'un montant total de 41.500 euros ;
- renoncer expressément, au profit des futurs titulaires des 4.150 BSPCE, au droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises lors de l'exercice de ces bons.

Par décision en date du 31 mars 2006, le directoire a décidé d'attribuer les 1.910 BSPCE au profit de dix sept salariés de la Société.

Plan 2005

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 15 juin 2005 a autorisé le directoire à émettre des BSPCE et à déterminer la liste des bénéficiaires. Dans le cadre de cette délibération, ladite assemblée générale a décidé de :

- émettre un total de 720 BSPCE. Chaque BSPCE confère le droit à son titulaire de souscrire dix actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 5,40 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 4,40 euros ;
- autoriser le directoire, pour permettre aux titulaires de BSPCE d'exercer leur droit de souscription, à augmenter le capital social de la Société, en une ou plusieurs fois, d'un montant total de 7.200 euros ;
- renoncer expressément, au profit des futurs titulaires des 720 BSPCE, au droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises lors de l'exercice de ces bons.

Par décision en date du 20 juin 2005, le directoire a décidé d'attribuer les 720 BSPCE au profit de certains membres du directoire et de certains salariés de la Société, à raison de 300 BSPCE au profit de certains membres du directoire et de 420 BSPCE au profit de six salariés de la Société.

Plan 2004

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 24 juin 2004 a autorisé le directoire à émettre des BSPCE et à déterminer la liste des bénéficiaires. Dans le cadre de cette délibération, ladite assemblée générale a décidé de :

- émettre un total de 20.000 BSPCE à répartir entre les membres du directoire et du conseil de surveillance et certains salariés de la Société. Chaque BSPCE confère le droit à son titulaire de souscrire une action nouvelle de la Société à un prix d'exercice égal à 54 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 53 euros ;

- autoriser le directoire, pour permettre aux titulaires de BSPCE d'exercer leur droit de souscription, à augmenter le capital social de la Société, en une ou plusieurs fois, d'un montant total de 20.000 euros ;
- renoncer expressément, au profit des futurs titulaires des 20.000 BSPCE, au droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises lors de l'exercice de ces bons.

En application de l'article 174-10 du décret du 23 mars 1967, à la suite d'une augmentation de capital par incorporation de réserves intervenue le 15 décembre 2004, le prix d'exercice des BSPCE au titre du plan 2004 tel qu'il était fixé avant la réalisation de l'augmentation de capital a été ajusté. A la date d'enregistrement du présent document de base, chaque BSPCE confère désormais le droit à son titulaire de souscrire dix actions nouvelles de la Société à un prix d'exercice égal à 5,40 euros, soit la valeur nominale de l'action (1 euro) augmentée d'une prime d'émission de 4,40 euros.

Par décision en date du 31 janvier 2005, le directoire a décidé d'attribuer 1.400 BSPCE au profit de deux salariés de la Société.

Le tableau ci-après indique le nombre et les principales caractéristiques des BSPCE attribués aux dix salariés de la Société pour lesquels le nombre de BSPCE attribués au titre de chacun des plans est le plus élevé :

Plan	Date d'assemblée	Date du directoire	Nombre de BSPCE attribués	Nombre de BSPCE encore exerçables	Nombre d'actions auxquelles les BSPCE encore exerçables donnent droit	Prix unitaire d'exercice (en euros)	Période d'exercice
2006	30 mars 2006	31 mars 2006	1.910	1.300	13.000	16	du 31 mars 2006 au 29 mars 2011
2005	15 juin 2005	20 juin 2005	420	380	3.800	5,40	du 20 juin 2005 au 14 juin 2010
2004	24 juin 2004	31 janvier 2005	1.400	400	4.000	5,40	du 31 janv.2005 au 23 juin 2009

Il est renvoyé au paragraphe « 15.3.2. - Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise attribués aux membres du directoire de la Société » pour une présentation des caractéristiques des BSPCE attribués aux membres du directoire de la Société.

17.2.3. Attributions gratuites d'actions

En application de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 30 septembre 2006 a autorisé le directoire à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions de la Société et lui a délégué tous pouvoirs pour déterminer la liste des bénéficiaires. Par une décision en date du 2 octobre 2006, le directoire de la Société a attribué gratuitement 26.823 actions au profit de certains salariés de la Société.

Ladite assemblée générale extraordinaire des actionnaires a également décidé que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires serait définitive, sous réserve de remplir le ou les critères fixés, le cas échéant, par le directoire, au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans, la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires étant fixée à deux ans.

Le tableau ci-après indique le nombre et les principales caractéristiques des actions attribuées gratuitement aux dix salariés de la Société dont le nombre d'actions ainsi attribuées gratuitement est le plus élevé :

Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Période d'acquisition	Période de conservation
2 octobre 2006	23.162	2 octobre 2008	du 2 octobre 2008 au 2 octobre 2010

18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1. REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE DE LA SOCIETE

Le tableau ci-après présente la répartition du capital social et des droits de vote de la Société à la date d'enregistrement du présent document de base :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital social et des droits de vote
Publiprint	2.475.418	50,54 %
Banexi Ventures Partners ⁽¹⁾	977.943	19,97 %
Crédit Agricole Private Equity ⁽²⁾	719.344	14,69 %
SICCE ⁽³⁾	282.706	5,77 %
SICCER ⁽⁴⁾	108.733	2,22 %
Portimmo.neuf	61.880	1,26 %
Membres du directoire	-	-
Cyril Janin	51.850	1,06 %
Olivier Fécherolle	3.186	0,06 %
Membres du conseil de surveillance ⁽⁵⁾	7	NS
Salariés	442	0,01 %
Autres ⁽⁶⁾	216.465	4,42 %
TOTAL	4.897.974	100 %

⁽¹⁾ A savoir, Banexi Ventures Partners (membre du conseil de surveillance de la Société) et Banexi Ventures 3.

⁽²⁾ A savoir, Crédit Agricole Private Equity (membre du conseil de surveillance de la Société), Crédit Lyonnais Venture 1 FCPR et Crédit Lyonnais Innovation 2 FCPI.

⁽³⁾ Publiprint contrôle la SICCE au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

⁽⁴⁾ Membre du conseil de surveillance de la Société.

⁽⁵⁾ A l'exception de Banexi Ventures Partners, de Crédit Agricole Private Equity et de SICCER.

⁽⁶⁾ Soit un total de 22 actionnaires personnes physiques ou morales.

Les tableaux ci-après présentent la répartition du capital et des droits de vote de Keljob, Cadremploi et Explorimmo préalablement à la mise en œuvre du rapprochement de ces sociétés décrit au paragraphe « 5.1.5.1 - Historique de la constitution d'Adenclassifieds » :

Actionnariat de Keljob

	30 septembre 2004		30 septembre 2005		29 août 2006*	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
Banexi Ventures Partners	69.614	44,80 %	870.680	50,02 %	977.943	50,48 %
Crédit Lyonnais Private Equity	37.222	23,95 %	644.900	37,05 %	711.597	36,73 %
Fondateurs	26.199	16,86 %	163.350	9,39 %	172.648	8,91 %
Autres	22.355	14,39 %	61.561	3,54 %	75.174	3,88 %
TOTAL	155.390	100,00 %	1.740.491	100,00 %	1.937.362	100,00 %

* Préalablement aux apports par les actionnaires de Cadremploi de 240.000 actions Cadremploi à Keljob et par les actionnaires d'Explorimmo de 23.182 actions Explorimmo à Keljob. Voir le paragraphe « 5.1.5.1.1- Apport à Keljob d'actions de Cadremploi et d'Explorimmo ».

Actionnariat de Cadremploi

	30 septembre 2004		30 septembre 2005		29 août 2006*	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
Publiprint	130.387	54,33 %	130.386	54,33 %	160.792	67,00 %
SICCE	31.200	13,00 %	31.200	13,00 %	31.200	13,00 %
SICCER	42.398	17,67 %	42.398	17,67 %	12.000	5,00 %
Le Monde Publicité**	36.000	15,00 %	36.000	15,00 %	36.000	15,00 %
Autres	15	NS	16	NS	8	NS
TOTAL	240.000	100,00 %	240.000	100,00 %	240.000	100,00 %

* Préalablement à l'apport par les actionnaires de Cadremploi de 240.000 actions Cadremploi à Keljob. Voir le paragraphe « 5.1.5.1.1- Apport à Keljob d'actions de Cadremploi et d'Explorimmo ».

** Il est précisé que Le Monde Publicité, qui a apporté le 29 août 2006 sa participation dans Cadremploi à Keljob en rémunération d'actions de la Société, a cédé à Publiprint le 30 novembre 2006 l'intégralité de sa participation dans la Société. A la date d'enregistrement du présent document de base, Le Monde Publicité ne détient ainsi aucune action de la Société.

Actionnariat d'Explorimmo

	30 septembre 2004		30 septembre 2005		29 août 2006*	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
Publiprint	320.121	83,98 %	20.154	85,99 %	20.161	86,02 %
Portimmo.neuf	38.118	10,00 %	2.397	10,23 %	2.397	10,23 %
Le Monde Publicité**	7.623	2,00 %	256	1,09 %	257	1,10 %
Pierre et Vacances Tourisme France	3.812	1,00 %	128	0,55 %	128	0,55 %
Autres	11.525	3,02 %	503	2,15 %	495	2,11 %
TOTAL	381.199	100 %	23.438	100 %	23.438	100 %

* Préalablement à l'apport par les actionnaires d'Explorimmo de 23.182 actions Explorimmo à Keljob. Voir le paragraphe « 5.1.5.1.1- Apport à Keljob d'actions de Cadremploi et d'Explorimmo ».

** Il est précisé que Le Monde Publicité, qui a apporté le 29 août 2006 sa participation dans Explorimmo à Keljob en rémunération d'actions de la Société, a cédé à Publiprint le 30 novembre 2006 l'intégralité de sa participation dans la Société. A la date d'enregistrement du présent document de base, Le Monde Publicité ne détient ainsi aucune action de la Société.

Publiprint

Publiprint est la régie publicitaire du Groupe Figaro détenue à 100 % par le Groupe Industriel Marcel Dassault. Publiprint est la deuxième régie presse en France. Elle intervient sur les marchés de la publicité commerciale, de la publicité financière et des annonces classées à Paris, en régions et à l'international. Outre les activités d'annonces classées on line, Publiprint, via sa filiale spécialisée Zefir Web, est un des acteurs commerciaux majeurs du marché national de la publicité en ligne.

SICCER

SICCER est la Société d'Investissement des Cabinets Conseils En Recrutement, créée au début des années 1990 pour regrouper les cabinets de recrutement fondateurs de Cadremploi et toujours actionnaires de la Société.

SICCE

SICCE est la Société d'Investissement des Conseils en Communication pour l'Emploi, créée en 1998 pour regrouper les agences de communication spécialisées en ressources humaines, actionnaires de Cadremploi puis d'Adenclassifieds.

Il n'existe aucun lien, capitalistique ou autre, ni entre Publiprint et SICCER ni entre SICCE et SICCER.

Le tableau ci-après indique la répartition du capital social et des droits de vote de la Société sur une base entièrement diluée, c'est-à-dire hypothèse faite de l'exercice de l'intégralité des BSPCE et des BSA et de l'émission des actions attribuées gratuitement par la Société :

Actionnaires	Nombre d'actions détenues à la date d'enregistrement du présent document de base	Pourcentage du capital social et des droits de vote à la date d'enregistrement du présent document de base	Nombre d'actions sur une base entièrement diluée	Pourcentage du capital social et des droits de vote sur une base entièrement diluée
Publiprint	2.475.418	50,54 %	2.475.418	48,12 %
Banexi Ventures Partners ⁽¹⁾	977.943	19,97 %	977.943	19,01 %
Crédit Agricole Private Equity ⁽²⁾	719.344	14,69 %	719.344	13,98 %
SICCE ⁽³⁾	282.706	5,77 %	282.706	5,50 %
SICCER ⁽⁴⁾	108.733	2,22 %	108.733	2,11 %
Portimmo.neuf	61.880	1,26 %	61.880	1,20 %
Membres du directoire				
Cyril Janin	51.850	1,06 %	95.950	1,87 %
Thibaut Gemignani	-	-	31.221	0,61 %
Olivier Fécherolle	3.186	0,06 %	56.286	1,09 %
Carlos Goncalves	-	-	55.200	1,07 %
Membres du conseil de surveillance ⁽⁵⁾	4	NS	4	NS
Pierre Conte ⁽⁶⁾	1	NS	3.662	0,07 %
Sofia Bengana ⁽⁶⁾	1	NS	3.662	0,07 %
Laurent Sorbier	1	NS	1.704	0,03 %
Salariés	442	0,01 %	50.504	0,98 %
Autres ⁽⁷⁾	216.465	4,42 %	220.126	4,28 %
TOTAL	4.897.974	100,00 %	5.144.343	100,00 %

⁽¹⁾ A savoir, Banexi Ventures Partners (membre du conseil de surveillance de la Société) et Banexi Ventures 3.

⁽²⁾ A savoir, Crédit Agricole Private Equity (membre du conseil de surveillance de la Société), Crédit Lyonnais Venture 1 FCPR et Crédit Lyonnais Innovation 2 FCPI.

⁽³⁾ Publiprint contrôle la SICCE au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

⁽⁴⁾ Membre du conseil de surveillance de la Société.

⁽⁵⁾ A l'exception de Banexi Ventures Partners, de Crédit Agricole Private Equity et de SICCER.

⁽⁶⁾ Les actions attribuées par le directoire de la Société à Pierre Conte et à Sofia Bengana l'ont été, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, sous condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé.

⁽⁷⁾ Soit un total de 23 actionnaires personnes physiques ou morales, en ce compris une personne physique à qui le directoire de la Société a attribué gratuitement 3.661 actions de la Société sous condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé.

Pour une présentation desdits BSPCE et BSA et des actions attribuées gratuitement, il est renvoyé à la section « 15.3 - Participation au capital de la Société des membres du directoire et du conseil de surveillance » et aux paragraphes « 17.2.2 - Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise » et « 17.2.3 - Attributions gratuites d'actions ».

Dans le cadre de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A., la Société n'envisage ni l'émission d'actions de préférence ni l'attribution d'un droit de vote double.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

18.2. DROIT DE VOTE DES ACTIONNAIRES

A la date d'enregistrement du présent document de base, à chaque action de la Société est attaché un droit de vote. En conséquence, chaque actionnaire de la Société détient un nombre de droit de vote égal au nombre d'actions qu'il détient.

18.3. CONTROLE DE LA SOCIETE

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société est contrôlée par Publiprint au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Comme indiqué à la section « 16.5. - Gouvernement d'entreprise », il est rappelé que la Société entend suivre les recommandations de l'Association française des entreprises privées et du Mouvement des entreprises de France en date du 20 octobre 2003 ainsi que le Code de déontologie de l'Institut Français des Administrateurs en date du 25 mars 2004, pour autant que les principes qu'ils posent soient compatibles avec l'organisation, la taille et les moyens de la Société. Le conseil de surveillance de la Société a ainsi adopté, à l'unanimité, un règlement intérieur qui entrera en vigueur en cas d'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A. afin de mettre en œuvre les principes de gouvernement d'entreprise que la Société appliquera.

La Société s'est en outre assurée que le contrôle de la Société exercé par Publiprint ne sera pas exercé de manière abusive, au travers notamment de la forme à directoire et conseil de surveillance de la Société et de son règlement intérieur, s'agissant en particulier des stipulations relatives à l'organisation des relations entre le conseil de surveillance et le directoire, à la présence de membres indépendants au sein du conseil de surveillance et aux modalités d'organisation et de fonctionnement du comité des rémunérations et du comité d'audit constitué en son sein.

18.4. ACCORDS SUSCEPTIBLES D'ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE

Un pacte d'actionnaires conclu le 29 août 2006 entre certains actionnaires de la Société est en vigueur à la date d'enregistrement du présent document de base. Ledit pacte stipule qu'il sera résilié de plein droit en cas d'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A.

En cas d'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A., les actionnaires de la Société signataires du pacte susvisé ont indiqué ne pas avoir l'intention de conclure un nouveau pacte d'actionnaires et, plus généralement, ils n'entendent pas agir de concert à l'égard de la Société.

18.5. ENGAGEMENT DE CONSERVATION

A la date d'enregistrement du présent document de base, aucun engagement de conservation n'a été arrêté dans le cadre de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A. Il est toutefois précisé que tout engagement de conservation, qu'il soit de nature réglementaire ou contractuelle, fera l'objet d'une description exhaustive dans la note d'opération qui sera établie dans ce cadre.

19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

19.1. CONTRATS D'ÉCHANGE DE MARCHANDISES

Les montants facturés par la Société au titre des contrats d'échange de marchandises dont les principales modalités sont décrites ci-après ne donnent pas lieu, conformément au Règlement n° 2003-01 du Comité de la Réglementation Comptable, à une reconnaissance en termes de chiffre d'affaires de la Société dans la mesure où la valeur vénale des prestations fournies et de celles reçues dans le cadre desdits échanges ne peut être évaluée de façon fiable. Voir notamment la note 2.18 de l'annexe aux comptes intermédiaires de la Société au 30 septembre 2006.

19.1.1. Contrat d'échange de marchandises avec la Société du Figaro

Adenclassifieds a conclu le 6 décembre 2006 un contrat d'échange de marchandises avec la Société du Figaro, en présence de Publiprint. Aux termes de ce contrat, Adenclassifieds s'est engagée à fournir à la Société du Figaro, dans le cadre des offres de couplage proposées par Publiprint pour la publication des petites annonces publiées dans Le Figaro, notamment les prestations suivantes :

- reprise des offres d'emploi publiées dans Le Figaro sur les sites cadremploi.fr (s'agissant des offres destinées aux cadres et assimilés) et cmonjob.fr (s'agissant des offres destinées aux non cadres) ;
- utilisation de recherches associées de CV dans La Candidathèque de cadremploi.fr dans le cadre de la commercialisation des offres *sourcing* par Publiprint ;
- référencement sur le site keljob.com des offres d'emploi publiées dans Le Figaro et reprises sur le site lefigaro.fr ;
- référencement sur le site kelformation.com des offres de formation publiées dans Le Figaro et reprises sur le site lefigaro.fr ;
- reprise des annonces immobilières publiées dans Le Figaro sur le site explorimmo.com ;
- animation exclusive des rubriques Emploi, Formation et Immobilier des sites lefigaro.fr et lefigaroetudiant.fr.

En contrepartie desdites prestations, la Société du Figaro met à la disposition d'Adenclassifieds des crédits d'espaces publicitaires en vue de la publication, dans Le Figaro et dans ses suppléments, de publicités relatives à Adenclassifieds et à ses sites. Le contrat d'échange de marchandises ne prévoit ainsi aucun versement en numéraire entre Adenclassifieds et la Société du Figaro dans la mesure où il organise un échange entre les parties de prestations pour un montant total pour l'année 2007 estimé à 2.040.000 euros hors taxes, lequel montant fera l'objet d'une révision annuelle.

Le contrat d'échange de marchandises a été conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2007, renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois.

Il est précisé que ce contrat d'échange de marchandises se substitue à de précédents contrats d'échange de marchandises conclus, en présence de Publiprint, par la Société du Figaro avec, respectivement, Cadremploi et Explorimmo. Le montant des prestations fournies par Cadremploi était égal à 722 milliers d'euros hors taxes sur l'année 2005 et à 570 milliers d'euros hors taxes sur les neuf premiers mois de l'année 2006. Le montant des prestations fournies par Explorimmo était égal à 466 milliers d'euros hors taxes sur l'année 2005 et à 468 milliers d'euros hors taxes sur les neuf premiers mois de l'année 2006.

19.1.2. Contrat d'échange de marchandises avec Publiprint

Aux termes d'un contrat d'échange de marchandises conclu le 6 décembre 2006 avec Publiprint, Adenclassifieds s'est engagée à reprendre sur le site explorimmo.com les annonces immobilières diffusées dans les publications éditées par Publiprint suivantes : L'Indicateur Bertrand, Bertrand Vacances, Propriétés de France, Résidences Secondaires et Belles Maisons à Louer.

En échange de la reprise sur le site explorimmo.com desdites annonces, Publiprint s'est engagée à mettre à la disposition d'Adenclassifieds des crédits d'espaces publicitaires en vue de la publication dans lesdites publications de publicités relatives à explorimmo.com pour un montant estimé de 55.000 euros hors taxes.

Le contrat d'échange de marchandises a été conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2007, renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois.

Il est précisé que ce contrat d'échange de marchandises se substitue à un précédent contrat d'échange de marchandises conclu par Explorimmo avec Publiprint le 6 septembre 2000. Le montant des prestations fournies par Explorimmo était égal à 69 milliers d'euros hors taxes sur l'année 2005 et à 32 milliers d'euros hors taxes sur les neuf premiers mois de l'année 2006.

19.2. CONTRATS DE REGIE PUBLICITAIRE

19.2.1. Contrats de régie publicitaire avec Zefir Web

Cadremploi et Explorimmo ont chacune conclu le 26 avril 2006 un contrat de régie publicitaire avec Zefir Web (filiale à 100 % de Publiprint) aux termes duquel Cadremploi et Explorimmo ont donné mandat à Zefir Web de régisseur exclusif pour (i) la vente de publicités commerciales à paraître sur les sites cadremploi.fr, explorimmo.com et explorimmoneuf.com, à l'exception des petites annonces publiées sur lesdits sites et de la publicité commerciale et institutionnelle de certains annonceurs, et (ii) la location aux annonceurs d'adresses de courrier électronique déposées sur lesdits sites.

Ce mandat exclusif ne couvre toutefois pas les opérations d'échange publicitaire (et notamment les conventions visées à la section « 19.1 - Contrats d'échange de marchandises ») et les campagnes d'auto-promotion menées par Cadremploi et Explorimmo.

En rémunération de son mandat, Zefir Web perçoit une commission de régie égale à 22 % du montant total des sommes hors taxes facturées à chaque annonceur au titre de tout achat d'espace, diminué de toute réduction tarifaire accordée. Au cours des neuf premiers mois de l'année 2006, Zefir Web a ainsi perçu de la Société une commission de régie égale à 76.603 euros, hors taxes.

Lesdits contrats de régie publicitaire ont été conclus pour des durées d'un an à compter du 1^{er} janvier 2006, renouvelables par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois.

19.2.2. Contrat de régie publicitaire avec Publiprint

Aux termes d'un contrat de régie publicitaire en date du 6 décembre 2006, Adenclassifieds a donné mandat à Publiprint de régisseur exclusif pour (i) la vente de publicités, en ce compris les petites annonces sur Internet, à paraître sur le site explorimmoneuf.com et (ii) la location aux annonceurs d'adresses de courrier électronique déposées sur ledit site. Ce mandat exclusif ne couvre toutefois pas les opérations d'échange publicitaire (et notamment les conventions visées à la section « 19.1 - Contrats d'échange de marchandises ») et les campagnes d'auto-promotion menées par Adenclassifieds.

En rémunération de son mandat, Publiprint perçoit une commission de régie égale à 30 % du montant total des sommes hors taxes facturées à chaque annonceur au titre de tout achat d'espace, diminué de toute réduction tarifaire accordée.

Publiprint s'est par ailleurs contractuellement engagée sur un chiffre d'affaires garanti (hors taxes et hors commission de régie) au titre de la vente de publicités et de la location d'adresses de courrier électronique égal à 1.100.000 euros pour l'année 2007 et à 1.500.000 euros pour l'année 2008. Publiprint pourrait ainsi être amenée à verser à Adenclassifieds la différence entre, d'une part, le chiffre d'affaires hors taxes et hors commission de régie réalisé au titre de la vente de publicités et de la location d'adresses de courrier électronique au cours des années 2007 et 2008 et, d'autre part, 1.100.000 euros (s'agissant de l'année 2007) et 1.500.000 euros (s'agissant de l'année 2008).

Ledit contrat de régie publicitaire a été conclu pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2007, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de quatre mois.

19.3. CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DE RECOUVREMENT AVEC PUBLIPRINT

Aux termes d'un contrat en date du 6 décembre 2006, Adenclassifieds a confié à Publiprint la mission d'assurer le recouvrement des créances clients de la Société à compter du 1^{er} janvier 2007. Le contrat prévoit une rémunération forfaitaire mensuelle égale à 21.417 euros hors taxes versée par la Société à Publiprint, laquelle rémunération sera révisée, le cas échéant, le 30 juin 2007 pour tenir compte des besoins d'Adenclassifieds et/ou de l'évolution des coûts de structure engagés par Publiprint pour les besoins des missions de recouvrement qui lui sont confiées par Adenclassifieds.

Le contrat de prestations de services de recouvrement a été conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2007, renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de six mois.

Il est précisé que Publiprint fournissait précédemment des prestations de services de recouvrement au bénéfice de la société Cadreemploi avant sa fusion avec Keljob le 30 septembre 2006 et de la Société depuis cette date. Le montant facturé par Publiprint à ce titre au cours des neuf premiers mois de l'année 2006 était égal à 29 milliers d'euros hors taxes.

19.4. CONVENTION DE GESTION CENTRALISEE DE TRESORERIE AVEC NOTAMMENT FIGARO HOLDING

Dans le cadre de l'article L. 511-7 du Code monétaire et financier, Adenclassifieds a conclu le 23 octobre 2006 une convention de gestion centralisée de trésorerie avec Figaro Holding, en qualité de société centralisatrice, et la Société du Figaro, la Société de Gestion du Figaro, Publiprint, Promoporte, Promolouvre, AGPI, Sport 24 et Zefir Web.

Adenclassifieds a ainsi donné mandat à Figaro Holding de gérer sa trésorerie au mieux de l'intérêt commun de l'ensemble des parties à ladite convention de gestion centralisée de trésorerie et, dans ce cadre, de recevoir, sous forme d'avances, les excédents de trésorerie de la Société ou, selon le cas, de mettre à disposition, sous forme d'avances, les fonds nécessaires aux fins de couvrir les besoins de trésorerie de la Société. Lesdites avances sont productives d'intérêts calculés suivant le taux moyen mensuel de l'EURIBOR 12 mois (tel que publié par la Fédération Bancaire Européenne) augmenté d'une marge de 0,20 %.

La convention de gestion centralisée de trésorerie est conclue pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} octobre 2006 et peut être résiliée à tout moment par Adenclassifieds et par Figaro Holding. Elle serait résiliée de plein droit à l'égard d'Adenclassifieds dans l'hypothèse où cette dernière ne satisferait plus aux conditions de l'article L. 511-7 du Code monétaire et financier.

Il est précisé que Figaro Holding assurait précédemment la gestion de la trésorerie des sociétés Cadremploi et d'Explorimmo avant leur fusion avec Keljob le 30 septembre 2006 et de la Société depuis cette date. Au 30 septembre 2006, Adenclassifieds avait mis à la disposition de Figaro Holding et de Publiprint, sous forme d'avances, la somme de 13.358 milliers d'euros dans le cadre de la convention de gestion centralisée de trésorerie alors en vigueur.

Voir la section « 4.7. - Risques liés à l'actionnaire de contrôle ».

19.5. CONVENTION AVEC ORC

Adenclassifieds entretient des relations contractuelles avec la société ORC, agence de communication en ressources humaines filiale de Publiprint, aux termes desquelles Adenclassifieds publie sur ses sites les offres d'emploi des clients de la société ORC (laquelle intervient en qualité d'intermédiaire). Cette prestation d'Adenclassifieds donne lieu au versement par cette dernière d'une commission fixée en pourcentage des ventes réalisées par Adenclassifieds et apportées par ORC et, le cas échéant, d'une commission complémentaire dont le montant est fonction de l'atteinte de certains objectifs commerciaux annuels.

19.6. RAPPORTS SPECIAUX DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

19.6.1. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 décembre 2003

Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons un rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé. Il vous appartient, selon l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Contrat de travail avec des Membres du Directoire

Membre du Directoire concerné : Olivier FECHEROLLE

Poursuite de son contrat de travail ;

Attribution par le Conseil de Surveillance, dans sa séance du 18 décembre 2003, d'une prime de 10.000 euros.

Pour 2004, le conseil a décidé de porter le salaire mensuel à 7.000 euros.

Monsieur FECHEROLLE bénéficie en outre, de l'usage d'un véhicule de fonction.

Membre du Directoire concerné : Cyril JANIN

Poursuite de son contrat de travail ;

Attribution par le Conseil de Surveillance, dans sa séance du 18 décembre 2003, d'une prime de 25.500 euros.

Pour 2004, le conseil a décidé de porter le salaire mensuel à 8.500 euros.

Paris, le 9 juin 2004

Le Commissaire aux comptes

FRANÇOIS GUYOT ET ASSOCIES

François-Gérard GUYOT

19.6.2. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 décembre 2004

Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons un rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé. Il vous appartient, selon l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Attribution de BCE aux Membres du Directoire

Attribution par le Conseil de Surveillance du 15 septembre 2004, selon autorisation de l'Assemblée Générale du 24 juin 2004, de 3.750 BCE à Cyril JANIN, 3.750 BCE à Olivier FECHEROLLE, 4.000 BCE à Fabrice ROBERT et 2.500 BCE à Carlos GONCALVES.

Paris, le 31 mai 2005

Le Commissaire aux comptes

FRANÇOIS GUYOT ET ASSOCIES

François-Gérard GUYOT

19.6.3. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 30 septembre 2005

Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons un rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé. Il vous appartient, selon l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Attribution de BCE aux Membres du Directoire

Attribution par le Conseil de Surveillance du 15 juin 2005, selon autorisation de l'Assemblée Générale du 24 juin 2004, de 800 BCE à Olivier FECHEROLLE, 1.900 BCE à Fabrice ROBERT et 1.900 BCE à Carlos GONCALVES.

Attribution de BCE aux Membres du Directoire

Attribution par le Conseil de Surveillance du 15 juin 2005, selon autorisation de l'Assemblée Générale du 15 juin 2005, de 200 BCE à Olivier FECHEROLLE et 100 BCE à Cyril JANIN.

Paris, le 14 mars 2006

Le Commissaire aux comptes

FRANÇOIS GUYOT ET ASSOCIES

François-Gérard GUYOT

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE

20.1. INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES

20.1.1. Comptes intermédiaires de la Société au 30 septembre 2006

20.1.1.1. Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	30 septembre 2006 (12 mois)	30 septembre 2005 (9 mois)
Chiffre d'affaires	3.1	26.313	6.459
Production immobilisée	3.2	699	-
Reprises de provisions et transferts de charges	3.3	181	26
Autres produits		100	-
Produits d'exploitation		27.293	6.485
Achats et charges externes		9.377	2.437
Impôts et taxes		494	140
Charges de personnel	4.2	13.283	3.717
Autres charges d'exploitation		168	40
Dotations aux amortissements et provisions	5	1.117	194
Charges d'exploitation		24.439	6.528
Résultat d'exploitation		2.854	-43
Résultat financier	6	347	6
Résultat courant		3.201	-37
Résultat exceptionnel	7	-2.145	-16
Participation des salariés		-	-
Impôts sur les résultats	8	-	-141
Résultat net		1.056	88
Résultat net de base par action (en euros)	9.1	0,51	0,05
Résultat net dilué par action (en euros)	9.2	0,44	0,02

20.1.1.2. Bilan

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	30 septembre 2006			30 septembre 2005
		Brut	Amortis. provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	10	24.359	2.763	21.596	1.428
Immobilisations corporelles	11	1.888	1.064	824	231
Immobilisations financières	12	932	-	932	1.120
Actif immobilisé.....		27.179	3.827	23.352	2.779
Avances et acomptes		36	-	36	44
Clients & comptes rattachés	13	10.019	534	9.485	3.424
Autres créances	14	2.309	34	2.275	700
Comptes-courants actifs	15	13.358	-	13.358	-
Valeurs mobilières de placement.....	16.2	104	-	104	101
Disponibilités		1.870	-	1.870	1.271
Actif circulant		27.696	568	27.128	5.540
Charges constatées d'avance	17	532	-	532	192
Total de l'actif.....		55.407	4.395	51.012	8.511

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Capital	19	4.751	1.794
Primes		28.872	6.781
Report à Nouveau.....		-6.275	-6.583
Résultat de la période		1.056	88
Capitaux propres.....		28.404	2.080
Provisions pour risques et charges.....	20	668	-
Comptes-courants passifs.....	21	250	-
Concours bancaires		179	3
Fournisseurs & comptes rattachés	22	3.997	1.306
Dettes fiscales et sociales	23	5.904	1.822
Dettes sur immobilisations		74	-
Autres dettes.....	24	1.515	147
Produits constatés d'avance.....	25	10.021	3.153
Dettes		21.940	6.431
Total du passif		51.012	8.511

20.1.1.3. Tableau des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note N°	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Flux de trésorerie liés à l'activité.....			
Résultat net		1.056	88
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	30.1	1.544	73
- Plus et moins values de cessions nettes d'impôts		13	-
- Autres variations	30.2	-689	-
Marge brute d'autofinancement		1.924	161
Variation du BFR liée à l'activité	30.3	3.727	311
- variation de l'actif circulant		-2.715	1.268
- variation des dettes d'exploitation.....		6.442	-957
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		5.651	472
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations	30.4	-1.030	-387
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	30.5	6.707	-1.094
Cessions d'immobilisations		5	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements.....		5.682	-1.481
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital et de prime d'émission Adenclassifieds (Ex Keljob), hors rémunération des apports Cadremploi et Explorimmo		2.201	870
Variation des comptes courants.....	30.6	250	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		2.451	870
VARIATION DE TRESORERIE NETTE		13.784	-139
Trésorerie nette d'ouverture	16.1	1.369	1.508
Trésorerie nette de clôture.....	16.1	15.153	1.369
Variation de trésorerie nette		13.784	-139

20.1.1.4. Tableau de variation des capitaux propres

Au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2004	1.739	5.966	-5.343	-1.240	1.122
<u>Mouvements au 30 septembre 2005 :</u>					
Augmentation de capital.....	55	815	-	-	870
Affectation du résultat.....	-	-	- 1.240	1.240	-
Résultat de la période	-	-	-	88	88
Au 30 septembre 2005	1.794	6.781	-6.583	88	2.080

Au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Au 30 septembre 2005.....	1.794	6.781	-6.583	88	2.080
<u>Effet des changements de méthode.....</u>					
Frais de développement.....	-	-	53	-	53
Frais d'acquisition de titres.....	-	-	29	-	29
Engagements de retraite Adenclassifieds (Ex Keljob).....	-	-	-18	-	-18
Situation nette après effet des changements de méthode au 1^{er} octobre 2005	1.794	6.781	-6.519	88	2.144
<u>Effets des Apports Fusions.....</u>					
Apport fusion Cadremploi.....	2.175	14.755	-	-	16.930
Apport Fusion Explorimmo.....	605	5.312	-	-	5.917
<u>Impact d'harmonisation des méthodes comptable à la date de la fusion</u>					
- Frais de développement.....	-	-	183	-	183
- Engagements de retraite.....	-	-	-27	-	-27
Situation nette après effet des changements de méthode et des Apports Fusions.....	4.574	26.848	-6.363	88	25.147
<u>Mouvements en 2005 – 2006 :.....</u>					
Augmentation de capital du 23 novembre 2005.....	9	128	-	-	137
Augmentation de capital du 6 avril 2006.....	29	434	-	-	463
Augmentation de capital du 14 septembre 2006.....	139	1.462	-	-	1.601
Augmentations de capital de la période.....	177	2.024	-	-	2.201
Affectation du résultat.....	-	-	88	-88	-
Résultat de la période.....	-	-	-	1.056	1.056
Au 30 septembre 2006.....	4.751	28.872	-6.275	1.056	28.404

20.1.1.5. Annexe aux comptes intermédiaires

1. Introduction aux Comptes intermédiaires

1.1. Description de l'opération de regroupement des entités Cadremploi, Explorimmo et Adenclassifieds (Ex Keljob)

Le 29 août 2006, la totalité des actionnaires de la société Cadremploi et la majorité de ceux de la société Explorimmo (98 %) ont apporté les actions qu'ils détenaient à la société Adenclassifieds (Ex Keljob). En contrepartie de ces apports, les anciens actionnaires des sociétés Explorimmo et Cadremploi ont été rémunérés en actions Adenclassifieds (Ex Keljob) suite à une augmentation de capital réalisée par cette dernière.

Le 30 septembre 2006, les sociétés Cadremploi et Explorimmo ont fusionné avec la société Adenclassifieds (Ex Keljob) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006.

Dans les comptes 2006, s'agissant d'une opération entre entités sous contrôle commun et en application du règlement CRC 2004-01 du 4 mai 2004, les actifs apportés et les passifs pris en charge sont évalués sur la base de leurs valeurs comptables telles qu'elles résultent des comptes des sociétés Cadremploi et Explorimmo arrêtés au 31 décembre 2005.

A l'issue des opérations de fusion, soit au 30 septembre 2006, la société Adenclassifieds (Ex Keljob) sera consolidée au sein du Groupe Industriel Marcel Dassault (GIMD).

Les comptes au 30 septembre 2005 intègrent l'activité de la société Adenclassifieds (Ex Keljob) sur neuf mois.

Les comptes intermédiaires au 30 septembre 2006 intègrent l'activité de la société Adenclassifieds (Ex Keljob) sur 12 mois ainsi que celle des sociétés Cadremploi et Explorimmo sur neuf mois, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006.

1.2. Faits majeurs de la période

La société Webcible a été absorbée par le société Adenclassifieds (Ex Keljob) avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 2005. Le mali de fusion dégagé lors de cette opération a été affecté, à l'actif du bilan de la société absorbante, dans la rubrique « fonds de commerce », à hauteur de 932 K€.

Au 30 septembre 2006, la fusion des sociétés Cadremploi et Explorimmo avec Adenclassifieds (Ex Keljob) s'est traduite par la constatation d'un mali de fusion affecté, à l'actif du bilan de la société absorbante, dans la rubrique « fonds de commerce », à hauteur de respectivement 12.368 K€ et 5.747 K€.

Les frais liés à la fusion du type honoraires de conseils juridiques, financiers et comptables s'élèvent à 1.550 K€ et sont comptabilisés en charge exceptionnelle. Par ailleurs, les frais induits par le rapprochement du type coûts de déménagement, loyers des locaux non occupés ont fait l'objet d'un chiffrage précis et sont comptabilisés en provision pour charges exceptionnelles.

La société Adenclassifieds (Ex Keljob) a acquis 100 % des actions de la société Direct Recrut (GB) en juillet 2006.

1.3. Changements de méthode comptables

Dans le cadre de l'établissement des comptes intermédiaires d'Adenclassifieds (Ex Keljob), afin d'une part d'harmoniser les principes comptables appliqués par les trois sociétés fusionnées et, d'autre part, d'améliorer la qualité et la comparabilité de l'information financière présentée, la société a décidé de pratiquer les changements de méthodes comptables suivants :

- Les frais de développement, qui étaient comptabilisés en charges lorsqu'ils étaient encourus chez Adenclassifieds (Ex Keljob), sont désormais capitalisés dès lors qu'ils répondent aux critères énoncés en Note 2.5. L'impact au 30 septembre 2005 de ce changement de méthode a entraîné la comptabilisation d'immobilisations incorporelles pour 53 K€ (en contrepartie des capitaux propres), au titre de la société Adenclassifieds (Ex Keljob).

Par ailleurs, compte tenu de la fusion de la société Cadremploi par Adenclassifieds (Ex Keljob), avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006, une immobilisation incorporelle de 183 K€ a été comptabilisée au titre de l'harmonisation des méthodes comptables à la date d'effet comptable de l'opération de fusion.

- Les engagements de retraite, qui figuraient en engagements hors bilan, ont été évalués par un actuaire externe d'une manière uniforme sur la base de la méthode des unités de crédits projetés telle que décrite en Note 2.13. L'impact au 30 septembre 2005 de ce changement de méthode a entraîné la comptabilisation d'une provision pour avantage au personnel pour 18 K€ (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la société Adenclassifieds (Ex Keljob). Par ailleurs, compte tenu de la fusion des sociétés Cadremploi et Explorimmo par Adenclassifieds (Ex Keljob), avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006, une provision complémentaire de 27 K€ a été comptabilisée au titre de l'harmonisation des méthodes comptables à la date d'effet comptable de l'opération de fusion.

- Les frais d'acquisitions de titres, qui étaient comptabilisés en charges chez Adenclassifieds (Ex Keljob), sont désormais incorporés dans le coût d'entrée des immobilisations financières. L'impact au 30 septembre 2005 de ce changement de méthode a entraîné la comptabilisation d'un actif complémentaire de 29 K€, en contrepartie des capitaux propres.

1.4. Effets des changements de méthode et des fusions sur les capitaux propres

1.4.1 Effets des changements de méthode sur les capitaux propres au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Au 30 septembre 2005	1.794	6.781	-6.583	88	2.080
<u>Effet des changements de méthode</u>					
- Frais de Développement Adenclassifieds (Ex Keljob)	-	-	53	-	53
- Frais d'acquisition de titres	-	-	29	-	29
- Engagements de retraite Adenclassifieds (Ex Keljob)	-	-	-18	-	-18
Situation nette après effet des changements de méthode au 30 septembre 2005	1.794	6.781	-6.519	88	2.144

1.4.2. Effets des opérations d'apports et de fusions sur les capitaux propres au 1^{er} octobre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Situation nette après effet des changements de méthode	1.794	6.781	-6.519	88	2.144
<u>Effet des Apports Fusions</u>					
Apport fusion Cadremploi	2.175	14.755	-	-	16.930
Apport fusion Explorimmo	605	5.312	-	-	5.917
<u>Impacts d'harmonisation des méthodes comptables à la date de fusion</u>					
- Frais de développement	-	-	183	-	183
- Engagements de retraite	-	-	-27	-	- 27
Situation nette après effet des changements de méthode et des apports Fusions.....	4.574	26.848	-6.363	88	25.147

2. Principes et méthodes comptables

2.1. Contexte général

Les comptes intermédiaires ont donc été établis conformément aux règles françaises suivant les prescriptions du règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au plan comptable général 1999. Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre, à l'exception des points évoqués ci-avant
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes intermédiaires.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les comptes intermédiaires sont présentés en milliers d'euros.

Les comptes intermédiaires ont été arrêtés par le directoire en date du 9 janvier 2007.

2.2. Recours à des estimations

Pour établir ces comptes intermédiaires la direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction de la société portent notamment sur l'évaluation des engagements envers les salariés, les immobilisations incorporelles et les provisions.

2.3. Ecart de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au poste « Ecart de conversion ». Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

2.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par la société. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur (voir Note 2.7).

L'amortissement des logiciels informatiques est pratiqué sur une durée de 1 à 3 ans selon le mode linéaire.

Fonds commerciaux

Les fonds de commerce acquis ou reçus par voie de fusion ont une durée d'utilité indéfinie et ne font l'objet d'aucun amortissement, mais sont soumis à des tests annuels de perte de valeur (voir Note 2.7).

Le mali de fusion ou de confusion représente l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société absorbante ou confondante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée ou confondue, et la valeur nette comptable de cette dernière.

Le traitement comptable du mali de fusion et de confusion résulte du Règlement CRC 2004-01 pour des opérations placées sous contrôle commun.

Le mali technique résultant d'une opération de fusion ou de transmission universelle de patrimoine, relatif à des opérations impliquant des entreprises sous contrôle commun, est inscrit à l'actif en immobilisations incorporelles. Les malis de fusion et de confusion dégagés lors des opérations décrites en Note 1.2 ont été affectés au poste « fonds de commerce ».

2.5. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à l'option offerte par le Plan Comptable Général, les frais de développement sont comptabilisés à l'actif dès lors que les critères suivants sont simultanément remplis :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- La disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Dès lors que l'ensemble de ces conditions n'est pas rempli, les frais de développement sont comptabilisés en charges.

Lorsque les frais de développement sont portés à l'actif, ces derniers sont amortis sur la durée d'utilité des projets. Cette dernière est comprise entre 1 et 5 ans.

2.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs. Aucune valeur résiduelle n'est prise en compte dans la base amortissable des immobilisations corporelles à leur date d'acquisition, la société prévoyant de les utiliser sur leur durée de vie. Cependant, la valeur résiduelle et la durée d'utilité des immobilisations corporelles sont revues annuellement par la société et les modifications éventuelles sont prises en compte dans le calcul de la base amortissable des immobilisations corporelles.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| - Installations et agencements | 2 à 10 ans |
| - Matériel de transport | 2 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 2 à 5 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

2.7. Dépréciation d'actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par le directoire.

En cas d'indice de perte de valeur sur les fonds de commerce, ceux-ci n'étant pas dissociables de l'entreprise, leur valeur nette comptable est comparée aux flux de trésorerie futurs non actualisés attendus des activités de l'entreprise.

2.8. Coûts d'emprunt

Les éventuels coûts d'emprunt supportés par la société dans le cadre du financement d'immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisés en charges l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.9. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements versés aux bailleurs pour la location de locaux ainsi que de Valeurs Mobilières de Placement Nanties ou dont la maturité est supérieure à trois mois. Ces dernières ont été reclassées au bilan au 30 septembre 2005 du poste « Valeurs Mobilières de Placement » au poste « Immobilisations financières », pour un montant de 32 K€.

Lorsque la valeur recouvrable à la clôture de ces immobilisations financières est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

2.10. Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

2.11. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires.

2.12. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent les SICAV et dépôts à terme, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (d'une durée inférieure à 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

2.13. Engagements envers les salariés

Les salariés de la société peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite postérieurement à leur départ. Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an par des actuaires externes, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement les hypothèses suivantes :

- un taux d'actualisation,
- un taux d'inflation,
- un taux d'augmentation de salaires et
- un taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles ne sont reconnus que lorsqu'ils excèdent 10 % de la valeur la plus haute de l'engagement ou de la valeur du fonds. La fraction excédant 10 % est alors étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, la société comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont exigibles, la société n'étant pas engagée au-delà des cotisations versées.

2.14. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

2.15. Dettes

Les dettes sont évaluées pour leur montant nominal.

2.16. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement de la prestation.

La société fournit à ses clients plusieurs types de prestations :

- Du référencement, Adenclassifieds (Ex Keljob) mettant à la disposition de ses clients, à partir de ses propres sites et pour une période donnée, des liens renvoyant vers le site de l'annonceur ;
- La fourniture d'accès à des bases de données ou logiciel (CVThèque, CVMail) pendant une période définie contractuellement ;
- La diffusion sur Internet d'annonces individualisées pour une période donnée ;
- La vente d'abonnement ou de « pack » permettant aux annonceurs de déposer sur les différents sites Internet de la société un nombre prédéfini d'annonces pendant une période déterminée ;
- Des espaces publicitaires sous forme de bannières pour une période définie.

Pour l'ensemble de ces prestations, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée contractuelle pendant laquelle la prestation est réalisée.

Les rabais, remises, ristournes et escomptes consentis aux clients sont comptabilisés simultanément à la reconnaissance des ventes. Ils sont classés en réduction du chiffre d'affaires.

2.17. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, ou de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que les cessions d'immobilisations, les litiges portés devant les tribunaux, etc...

2.18. Echanges de publicité

Les échanges de publicité dans le cadre d'activité Internet doivent être évalués, conformément au Règlement CRC N°2003-01 à la valeur vénale de celui des deux lots dont l'estimation est la plus fiable.

La valeur vénale d'un lot s'obtient par référence à des ventes « normales ». Les ventes normales sont définies comme des ventes équivalentes réalisées par la même entreprise payées en espèces ou contre remise d'autres actifs, monétaires ou non.

Ainsi, les ventes doivent :

- être de même nature et avoir un contenu comparable,

- intervenir fréquemment,
- ne pas faire intervenir la même contrepartie.

Lorsque la valeur vénale est estimée de façon fiable, l'entreprise ajuste la valeur comptable de l'échange de façon à faire apparaître celle-ci pour la valeur vénale la plus sûre.

Lorsque la valeur vénale ne peut pas être estimée de façon fiable, les achats et chiffres d'affaires correspondant sont annulés sauf si un actif est remis en échange.

La société Adenclassifieds (Ex Keljob) estime que la valeur vénale des prestations fournies et de celles reçues dans le cadre des opérations d'échanges qu'elle a contractées avec des tiers ne peut être évaluée de façon fiable. De ce fait aucune transaction d'échanges n'est incluse dans les comptes de la société.

2.19. Impôt sur les sociétés

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt.

Impôt exigible

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les positions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date de clôture des comptes intermédiaires.

Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

La période close au 30 septembre 2005 est la première au cours de laquelle un tel crédit d'impôt est sollicité.

2.20. Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées, le cas échéant, des détentions par la société de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

3. Produits d'exploitation

3.1. Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Emploi.....	22.667	5.882
Formation.....	1.288	577
Immobilier.....	2.358	-
Total	26.313	6.459

Les données chiffrées sectorielles présentées ci-dessus se décomposent comme suit :

Au 30 septembre 2005 :

<i>En milliers d'euros</i>	Emploi	Immobilier	Formation
Petites annonces	4.982	-	577
Autres services et produits	900	-	-
Total	5.882	-	577

Au 30 septembre 2006 :

<i>En milliers d'euros</i>	Emploi	Immobilier	Formation
Petites annonces	20.420	1.898	1.288
Autres services et produits	2.247	460	-
Total	22.667	2.358	1.288

L'ensemble du chiffre d'affaires est réalisé en France.

3.2. Production immobilisée

Il s'agit exclusivement des frais de développement activés au cours de l'exercice.

3.3. Reprises de provisions et transferts de charges

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Reprises de provisions sur créances clients	176	21
Transferts de charges.....	5	5
Total	181	26

4. Personnel

4.1. Effectifs

L'effectif de la société au 30 septembre 2006 s'élève à 256 salariés, contre 87 salariés au 30 septembre 2005.

La répartition des effectifs entre les populations cadres et non cadres se présente comme suit :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Cadres	209	65
Non cadres.....	47	22
Total	256	87

4.2. Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Salaires et traitements.....	9.056	2.564
Charges sociales et fiscales	4.227	1.153
Total	13.283	3.717

Au 30 septembre 2006, le taux moyen de charges sociales et fiscales atteint 46,7 % de la masse salariale brute (45 % au 30 septembre 2005).

4.3. Rémunérations allouées aux membres du directoire

La rémunération des membres du directoire de la société, incluse dans les charges de personnel mentionnées ci-dessus, se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Fixe	562	323
Variable	30	-
Total	592	323

4.4. Droits individuels à la formation

La loi 2004-391 du 4 juin 2004 reconnaît aux salariés un nouveau droit individuel à la formation (DIF).

Ce droit, d'une durée de 20 heures par an (calculée au prorata temporis en cas de travail à temps partiel), est ouvert à tout salarié sous contrat à durée indéterminée disposant d'une ancienneté d'au moins un an dans l'entreprise. Les intéressés peuvent cumuler ce droit d'une année sur l'autre dans la limite de 6 ans pour les salariés travaillant à temps plein, et de 120 heures, quel que soit le nombre d'années pour ceux à temps partiel. A défaut de son utilisation en tout ou partie, le DIF reste plafonné à 120 heures.

Le volume des heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis ainsi que les heures n'ayant pas donné lieu à demande de formation se présentent comme suit :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Droits acquis en heures.....	6.027	1.781
Heures n'ayant pas donné lieu à demande.....	6.027	1.781

4.5. Avantages au personnel

4.5.1.1. Hypothèses retenues

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Taux d'actualisation	4,60 %	4,00 %
Taux d'augmentation des salaires.....	3,00 %	3,00 %
Taux de charges sociales	45,00 %	45,00 %
Taux de rotation	4,50 %	4,50 %

4.5.1.2. Variation de l'engagement net et réconciliation de la provision

En milliers d'euros

30 septembre 2006

Engagement à l'ouverture de la période⁽¹⁾	-30
Valeur actualisée de l'engagement de retraite des sociétés Cadremploi et Explorimmo au 1 ^{er} janvier 2006 au titre de l'harmonisation des méthodes comptables	-50
Charge d'intérêts	-3
Coûts des services rendus.....	-25
Gains/(pertes) actuariels	12
Engagement à la clôture de la période.....	-96
(Pertes)/gains actuariels non reconnus	11
Coût des services passés non reconnus.....	11
Provision à la clôture de la période.....	-74

⁽¹⁾ Correspond à la valeur actualisée de l'engagement de retraite d'Adenclassifieds (Ex Keljob) au 30 septembre 2005. L'impact au 1^{er} octobre 2005 de la première comptabilisation des engagements de retraite a été comptabilisé dans les capitaux propres de la société.

4.5.1.3. Evolution de la provision au cours des périodes présentées

En milliers d'euros

30 septembre 2006

Provision à l'ouverture de la période.....	-
Engagement de retraite Adenclassifieds au 1 ^{er} octobre 2005 (impact à l'ouverture de la première comptabilisation des engagements de retraite).....	-18
Engagements de retraite des sociétés Cadremploi et Explorimmo au 1 ^{er} janvier 2006 au titre de l'harmonisation des méthodes comptables	-27
Charge de retraite de la période.....	-29
dont coût des services rendus.....	-25
dont charges d'intérêt	-4
dont amortissements des gains/(pertes) actuariels ⁽¹⁾	-
dont amortissements des services passés ⁽¹⁾	-
Provision à la clôture de la période.....	-74

⁽¹⁾ Montants non présentés car non significatifs.

5. Amortissements, provisions et pertes de valeur

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Immobilisations incorporelles	456	15
Immobilisations corporelles	435	58
Total immobilisations [A]	891	73
Engagements envers les salariés	29	-
Provisions pour dépréciation des immobilisations	41	-
Total provision [B]	70	-
Total des dotations nettes hors actifs courants [C = A+B]	961	73
Clients et autres actifs circulants	156	121
Total actifs [D]	156	121
Total Exploitation [E = C+D]	1.117	194
Provisions pour risques et charges [F]	594	-
Total Exceptionnel [H = F]	594	-

6. Résultat Financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Revenu des VMP	29	6
Intérêts des comptes courants	318	-
Résultat financier	347	6

7. Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Dotations aux provisions nettes des reprises	-20	-
Provision pour doubles loyers	-563	-
Frais liés à la fusion	-1.550	-
Divers	-12	-16
Résultat exceptionnel	-2.145	-16

8. Impôts sur les résultats

8.1. Charge d'impôt

8.1.1. Taux effectif d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net.....	1.056	88
Impôts sur le résultat	-	-141
Résultat net avant impôt.....	1.056	-53
Taux effectif d'imposition.....	-	-

8.1.2. Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au résultat net avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 34,93 % en 2005 et 33,83 % en 2006, s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net avant impôt.....	1.056	-53
Taux d'imposition de la société.....	33,83 %	34,93 %
Charge d'impôt théorique	357	-
Augmentation/réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Crédits d'impôt et avoirs fiscaux	-	-141
- Utilisation de déficits reportables antérieurs	-374	-
- Autres différences permanentes	17	-
Charge réelle d'impôt	-	-141

8.1.3. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

Au 30 septembre 2005 :

<i>En milliers d'euros</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt (net)
Résultat courant.....	-37	-	-37
Résultat exceptionnel (et participation).....	-16	-	-16
Crédit d'impôt	-	141	141
Résultat comptable	-53	141	88

Au 30 septembre 2006 :

<i>En milliers d'euros</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt (net)
Résultat courant.....	3.201	-	3.201
Résultat exceptionnel (et participation).....	-2.145	-	-2.145
Crédit d'impôt	-	-	-
Résultat comptable	1.056	-	1.056

8.2. Déficits fiscaux reportables

Le montant des déficits fiscaux reportables de la société Adenclassifieds (Ex Keljob) se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Déficits reportables à l'ouverture de la période.....	6.772	6.725
Déficits nés au cours de la période	-	47
Déficits consommés au cours de la période.....	-1.105	-
Déficits transférés.....	6.781	-
Déficits reportables à la clôture de la période.....	12.448	6.772

8.3. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Accroissements	-	-
Allègements		
- ORGANIC	-26	-
- Participation des salariés	-	-
Total des accroissements / (allègements) futurs (base)	-26	-

9. Résultats par action

9.1. Résultat net de base par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de la période.

		30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net de base (<i>en milliers d'euros</i>).....	(a)	1.056	88
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:	(b)	2.065.721	1.739.439
- nombre d'actions à l'ouverture		1.794.511	1.739.090
- nombre d'actions à la clôture		4.751.715	1.794.511
Résultat net de base par action (en euros)	(a) / (b)	0,51	0,05

9.2. Résultat net dilué par action

Le résultat net dilué par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation et du nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

		30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net de base (<i>en milliers d'euros</i>).....	(a)	1.056	88
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:.....	(b)	2.065.721	1.739.439
Nombre d'actions potentiellement dilutives	(c)	456.215	328.893
Nombre d'actions prise en compte dans le calcul du résultat net dilué par action	(d) = (b)+(c)	2.521.936	2.068.332
Résultat net dilué par action (en euros)	(a) / (d)	0,42	0,04

10. Immobilisations incorporelles nettes

10.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2005	Mouvements de la période			30 septembre 2005
		Augmentation	Apports A3 Formation	Diminution	
Fonds commerciaux	82	66	1.043	-	1.191
Concession, brevet et droit	20	195	15	-	230
Logiciels.....	170	-	2	-	172
En cours.....	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Immobilisations brutes.....	272	261	1.060	-	1.593
Logiciels.....	137	15	13	-	165
Cumul des amortissements	137	15	13	-	165
Immobilisations nettes	135	246	1.047	-	1.428

Les principales évolutions de la période concernant :

- Fonds de commerce issu de la confusion de patrimoine de A3 Formation pour 1.043 K€ ;
- Acquisition du fonds de commerce Formatel pour 66 K€ ;
- Acquisitions de divers noms de domaine, dont 180 K€ dans le cadre de la reprise des actifs de la société Formatel.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours de la période.

10.2. Evolution du poste du 30 septembre 2005 au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2005	Mouvements de la période							30 septembre 2006
		Augmentation	Impact Changements et harmonisation de méthodes	Impact Fusion Webcible	Impact Fusion Cadremploi	Impact Fusion Explorimmo	Diminution	Autres Mouvements	
Frais de Développement	-	698	807	-	-	-	-	-	1.505
Fonds commerciaux.....	1.191	100	29	932	12.368	5.747	-	-	20.367
Concession, brevet et droit	230	106	-	-	-	11	-	-	347
Logiciels.....	172	88	-	-	411	1.385	55	-	2.001
En cours	-	98	-	-	41	-	-	-	139
Immobilisations brutes.....	1.593	1.090	836	932	12.820	7.143	55	-	24.359
Frais de Développement	-	272	571	-	-	-	-	-11	832
Logiciels.....	165	184	-	-	354	1.231	55	11	1.890
Cumul des amortissements ...	165	456	571	-	354	1.231	55	-	2.722
Dépréciation des immobilisations en cours	-	41	-	-	-	-	-	-	41
Immobilisations nettes.....	1.428	593	265	932	12.466	5.912	-	-	21.596

Les principales évolutions de la période concernant :

- Acquisition par Adenclassifieds (Ex Keljob) du fonds de commerce Public RH pour 40 K€ ;
- Acquisitions par Adenclassifieds (Ex Keljob) des droits du film publicitaire Byzance pour 100 K€.

Les immobilisations incorporelles en cours comprennent les développements de la version 5 du site explorimmo.com et explorimmoneuf.com dont le lancement est prévu en janvier 2007 (98 K€).

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours de la période.

11. Immobilisations corporelles nettes

11.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2005	Mouvements de la période			30 septembre 2005
		Augmentation	Apports A3 Formation	Diminution	
Installation et agencement	114	37	-	-	151
Matériel de transport	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique	182	89	9	-	280
Mobilier.....	-	-	-	-	-
En cours.....	-	-	-	-	-
Immobilisations brutes.....	296	126	9	-	431
Installations & agencements.....	25	12	-	-	37
Matériel de transport	-	-	-	-	-
Matériel de bureau, informatique ..	113	46	4	-	163
Mobilier.....	-	-	-	-	-
Cumul des amortissements	138	58	4	-	200
Immobilisations nettes	158	68	5	-	231

11.2. Evolution du poste du 30 septembre 2005 au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2005	Mouvements de la période					30 septembre 2006
		Augmentation	Impact Fusion Webcible	Impact Fusion Cadremploi	Impact Fusion Explorimmo	Diminution	
Installation et agencement.....	151	267	-	30	16	-	464
Matériel de transport	-	26	-	-	2	-	28
Matériel de bureau et informatique	280	190	6	494	184	29	1.125
Mobilier.....	-	34	-	-	42	3	73
En cours.....	-	195	-	-	3	-	198
Immobilisations brutes.....	431	712	6	524	247	32	1.888
Installations & agencements	37	255	-	3	1	-	296
Matériel de transport	-	1	-	-	1	-	2
Matériel de bureau, informatique	163	166	6	274	137	5	741
Mobilier.....	-	13	-	-	15	3	25
Cumul des amortissements	200	435	6	277	154	8	1.064
Immobilisations nettes.....	231	277	-	247	93	24	824

Le poste « immobilisations en cours » correspond aux travaux en cours de réalisation au sein des locaux devant abriter les activités de la société Adenclassifieds (Ex Keljob).

12. Immobilisations financières

12.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2005	Acquisitions	Cessions	T.U.P A3 Formation	30 septembre 2005
Titres de participation.....	460	1.001	-	- 460	1.001
Dépôts et cautionnement	49	38	-	-	87
SICAV Nanties.....	-	32	-	-	32
Total	509	1.071	-	- 460	1.120

Les SICAV nanties figurant au bilan au 30 septembre 2005, n'étant pas mobilisables ou cessibles à très court terme ont été reclassées en immobilisations financières.

12.2. Evolution du poste du 30 septembre 2005 au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2005	Acquisitions	Fusion Cadremploi	Fusion Explorimmo	Fusion Webcible	30 septembre 2006
Titres Direct Recrut.....	-	757	-	-	-	757
Titres Webcible	1.001	-	-	-	- 1.001	-
Titres Cadremploi.....	-	16.930	-16.930	-	-	-
Titres Explorimmo	-	5.910	-	- 5.910	-	-
Dépôt et cautionnement.....	87	41	7	8	-	143
SICAV Nanties.....	32	-	-	-	-	32
Total	1.120	23.638	-16.923	- 5.902	-1.001	932

13. Clients et comptes rattachés

Toutes les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

14. Autres créances

Les autres créances ont une échéance inférieure à un an et comprennent les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Impôt sur les bénéfices.....	855	436
T.V.A.	1.179	212
Autres créances d'exploitation	275	52
Provision pour dépréciation.....	-34	-
Total autres créances	2.275	700

15. Comptes courants actifs

Les comptes courants actifs se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Compte courant Le Figaro.....	12.642	-
Compte courant Publiprint	716	-
Total comptes courants actifs.....	13.358	-

16. Trésorerie

16.1. Eléments constitutifs de la trésorerie nette

Au 30 septembre 2005 et au 30 septembre 2006, la trésorerie dont dispose la société comprend les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Disponibilités	1.870	1.271
Valeurs mobilières de placement.....	104	101
Compte courant Le Figaro et Publiprint ⁽¹⁾ (Note 15).....	13.358	-
Trésorerie active.....	15.332	1.372
Concours bancaires	179	3
Trésorerie passive.....	179	3
Trésorerie Nette.....	15.153	1.369

⁽¹⁾ Du fait de la convention de trésorerie conclue entre Cadremploi, Explorimmo avec leurs actionnaires, Le Figaro et Publiprint (pour cette dernière uniquement à compter du 1^{er} janvier 2006), l'exigibilité de ce compte courant peut être requise à tout moment, sur simple demande des intéressés. Du fait de son caractère hautement liquide, le Figaro et Publiprint se comportant comme un établissement centralisateur de la trésorerie de ses filiales, ce compte courant actif est classé au sein de la trésorerie nette

16.2. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent des fonds investis dans des organismes collectifs de placement sans risque (SICAV de trésorerie ou supports analogues pour l'essentiel) et sont présentées à leur coût d'acquisition.

La variation pluriannuelle des valeurs mobilières de placement se présente comme suit :

16.2.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2005	Acquisitions	Cessions	30 septembre 2005
SICAV	1.127	567	1.694	-
Compte à terme	101	-	-	101
Total	1.228	567	1.694	101

16.2.2. Evolution du poste du 30 septembre 2005 au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2005	Acquisitions	Cessions	30 septembre 2006
SICAV	-	227	224	3
Compte à terme	101	-	-	101
Total	101	227	224	104

17. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance relèvent toutes de l'exploitation.

18. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Créances clients et comptes rattachés.....	97	-
Autres créances	28	14
Total des produits à recevoir.....	125	14

19. Capital

Au 30 septembre 2006 le capital social est fixé à 4.751.715 euros divisés en 4.751.715 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Au 30 septembre 2005 le capital social est fixé à 1.794.511 euros divisés en 1.794.511 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

20. Provisions pour risques et charges

20.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

Néant.

20.2. Evolution du poste du 30 septembre 2005 au 30 septembre 2006

En milliers d'euros	30 septembre 2005	Évolution au cours de la période					30 septembre 2006
		Dotation	Impact changement et harmonisation de méthodes	Impact Fusions	Reprises		
					Utilisation	Non utilisation	
Locaux non occupés.....	-	563	-	-	-	-	563
Avantages au personnel	-	29	45	-	-	-	74
Risques juridiques	-	31	-	11	11	-	31
Total Provisions pour risques et charges	-	623	45	11	11	-	668
- dont exploitation		29	-	-	-	-	
- dont exceptionnel		594	-	11	11	-	

Au 30 septembre 2006, les provisions pour risques et charges comprennent, pour l'essentiel, les provisions pour loyers des locaux d'Adenclassifieds (Ex Keljob) non occupés du fait du regroupement des effectifs dans le cadre de la fusion (voir Note 7).

21. Comptes courants passifs

Les comptes courants passifs se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
CC Associés Adenclassifieds (ex Keljob)	250	-
CC Portimmo Neuf.....	-	-
Total	250	-

22. Fournisseurs et comptes rattachés

Toutes les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an.

23. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont à échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
T.V.A. à payer	2.387	775
Autres dettes fiscales	160	40
Rémunération du personnel.....	1.594	375
Charges sociales	1.668	632
Autres dettes sociales	95	-
Total des dettes fiscales et sociales	5.904	1.822

24. Autres dettes

Les autres dettes sont à échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Avoirs à établir.....	1.499	-
Autres dettes d'exploitation.....	16	147
Total des autres dettes.....	1.515	147

25. Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés lorsque les prestations sont facturées et non encore totalement réalisées.

Aux 30 septembre 2005 et 2006, il s'agit pour l'essentiel de prestations continues relatives à des contrats qui produiront leurs effets sur la période subséquente.

Les produits constatés d'avance relèvent tous de l'exploitation.

26. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes du bilan se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.450	485
Dettes fiscales et sociales	2.474	575
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	74	-
Autres dettes.....	1.499	-
Total des charges à payer	5.497	1.060

27. Engagements et passifs éventuels

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Engagements donnés		
- cautions, avals,	-	-
- crédit bail, location.....	83	-
Total des engagements donnés	83	-
Engagements reçus		
- cautions, avals,	-	-
- crédit bail, location.....	-	-
Total des engagements reçus	-	-

Par ailleurs, le protocole d'acquisition de Direct Recruit prévoit qu'Adenclassifieds pourra être amenée à verser, dans le cadre de l'atteinte de certains objectifs, un complément de prix sous forme d'une part de trésorerie pour un montant maximum de 265 m£ et d'autre part de bons de souscription d'actions d'un nombre maximum de 25.200.

28. Informations relatives aux parties liées

Il convient d'entendre par « parties liées », les actionnaires d'Adenclassifieds (Ex Keljob).

28.1. Au 30 septembre 2005

Néant.

28.2 Au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Créances clients et comptes rattachés.....	973	-
Comptes courants d'associés débiteurs	13.358	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106	-
Produits financiers.....	332	-

29. Suivi des instruments financiers sur capital

Caractéristiques des instruments financiers émis au 30 septembre 2006 :

Nature		BSA	ABSA	
Date d'émission		30/04/2002	26/09/2005	
Prix de souscription		0,01 €		
Quantité		15	125.000	
Parité		1 pour 1	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €	
Échéance		5 ans à compter de la date d'attribution	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	
Commentaires		Aucun bon exercé	Tous les bons ont été exercés	

Nature	BCE	BCE	BCE	BCE
Date d'émission	30/04/2002	03/04/2003	24/06/2004	15/06/2005
Prix de souscription				
Quantité	17.624	2.500	20.000	720
Parité	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €	1 pour 1 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 53 €	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €
Échéance	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 50 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil
Commentaires	7.973 bons sont devenus caducs et les 9.651 bons restant n'ont pas été exercés	Tous les bons ont été attribués	Tous les bons ont été attribués	Tous les bons ont été attribués. Au 23 novembre 2005, 40 bons ont été exercés

Nature	BCE	BCE
Date d'émission	« D » 30/03/2006	« S » 30/03/2006
Prix de souscription		
Quantité	2.240	1.910
Parité	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 15 €	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 15 €
Échéance	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 50 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil. Les BCE deviennent exerçables en totalité en cas de survenance de fusion par voie d'absorption de la société émettrice, et en cas de cession conférant à un tiers la majorité du capital ou des droits de vote de la société	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 50 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil.
Commentaires	Tous les bons ont été attribués.	Tous les bons ont été attribués.

30.Eléments relatifs aux tableaux de flux de trésorerie

30.1. Amortissements et provisions

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
- immobilisations incorporelles	456	15
- immobilisations corporelles	435	58
- provisions pour risques et charges	623	-
- provisions pour dépréciation des immobilisations	41	-
- reprises de provisions	-11	-
Total	1.544	73

30.2. Autres variations

Les autres variations comprennent pour l'essentiel les frais de développement activés pour leur montant net d'impôt.

30.3. Variation du besoin en fonds de roulement

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Variation de l'actif circulant	-2.715	1.268
Variation des créances clients	-2.079	1.172
- à l'ouverture de la période	3.424	4.241
- effet des opérations d'apports / fusions ⁽¹⁾	3.982	355
- à la clôture de la période	9.485	3.424
Variation des autres actifs circulant ⁽²⁾	-636	96
- à l'ouverture de la période	935	967
- effet des opérations d'apports / fusions ⁽¹⁾	1.272	64
- à la clôture de la période	2.843	935
Variation du passif d'exploitation	6.442	-957
Variation des dettes fournisseurs	1.119	161
- à l'ouverture de la période	1.306	943
- effet des opérations d'apports / fusions ⁽¹⁾	1.572	202
- à la clôture de la période	3.997	1.306
Variation des autres passifs d'exploitation ⁽³⁾	5.323	- 1.118
- à l'ouverture de la période	5.122	5.451
- effet des opérations d'apports / fusions ⁽¹⁾	6.995	789
- à la clôture de la période	17.440	5.122
Total	3.727	311

⁽¹⁾ Les opérations d'apports fusions correspondent :

- pour l'exercice clos au 30 septembre 2005, à la transmission universelle du patrimoine de la société A3 Formation,
- pour la période 1^{er} octobre 2005 – 30 septembre 2006, à la fusion absorption de la société Webcible et aux apports fusions des sociétés Cadremploi et Explorimmo.

⁽²⁾ Comprend les avances et acomptes, les autres créances et les charges constatées d'avance.

⁽³⁾ Comprend les dettes fiscales et sociales, les autres dettes et les produits constatés d'avance.

30.4. Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles (Note 10) ⁽¹⁾	-392	-261
- Acquisitions d'immobilisations corporelles (Note 10).....	-712	-126
- Dettes sur immobilisations	74	-
Total	-1.030	-387

⁽¹⁾ Hors frais de développement activés au cours de la période.

30.5. Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Trésorerie versée pour l'acquisition des titres Webcible nette de la trésorerie acquise	175	-1.001
- prix d'acquisition.....	-	-1.001
- trésorerie de l'entreprise transférée suite aux apports/fusions	175	-
Trésorerie versée pour l'acquisition des titres A3 Formation nette de la trésorerie acquise⁽¹⁾	-	-23
- complément de prix.....	-	-104
- trésorerie de l'entreprise transférée suite aux apports/fusions	-	81
Trésorerie versée pour l'acquisition des titres Cadremploi nette de la trésorerie acquise	7.203	-
- prix d'acquisition ⁽²⁾	-	-
- trésorerie de l'entreprise transférée suite aux apports/fusions	7.203	-
Trésorerie versée pour l'acquisition des titres Explorimmo nette de la trésorerie acquise	127	-
- prix d'acquisition ⁽²⁾	-	-
- trésorerie de l'entreprise transférée suite aux apports/fusions	127	-
Trésorerie versée pour l'acquisition des titres Direct Recruit.....	-757	-
SICAV Nanties	-	-32
Dépôts et cautionnements	-41	-38
Total	6.707	-1.094

⁽¹⁾ Société absorbée par Adenclassifieds (Ex Keljob) en 2005.

⁽²⁾ Les acquisitions des sociétés Cadremploi et Explorimmo par Adenclassifieds (Ex Keljob) se sont effectuées via des augmentations de capital par apport en nature de titres.

30.6. Variation des comptes courants

La décomposition du poste se présente comme suit :

	30 septembre 2006
Variation des comptes courants débiteurs ⁽¹⁾	-
- à l'ouverture de la période.....	-
- à la clôture de la période	-
Variation des comptes courants créditeurs ⁽¹⁾	250
- à l'ouverture de la période.....	-
- à la clôture de la période	250
Total	250

⁽¹⁾ Hors compte courant Le Figaro. L'exigibilité de ce compte courant pouvant être requise à tout moment, compte tenu des conventions de trésorerie liant la société Cadremploi avec son actionnaire, la société Adenclassifieds (Ex Keljob) l'a classé en trésorerie nette (voir Note 16.1)

31. Echanges de publicités

Adenclassifieds (Ex Keljob) a mis en ligne, via les activités apportées par Cadremploi et Explorimmo, environ 263.000 annonces au 30 septembre 2006 dans le cadre de ses contrats d'échange.

32. Événements postérieurs à la clôture de la période

Adenclassifieds a acquis le 20 octobre 2006, 100 % des titres composant le capital de la société Cooptin SAS, pour un montant de 470 K€. Cette dernière, dont le siège social est situé à Paris, exploite le site Internet cooptin.com. Ce site propose la mise en place d'un système organisé de gestion informatisée des systèmes de recrutement par cooptation.

Par ailleurs, dans le cadre courant de son activité, des départs de personnel postérieurs au 30 septembre 2006 ont pu donner lieu à transactions ou litiges en cours.

Aucun autre événement majeur postérieur au 30 septembre 2006 n'est à signaler.

33. Tableau des filiales et des participations

(En milliers d'unités monétaires)	Siège	Capital détenu	V.N.C. des titres	Données sociales			Capitaux propres détenus (euros)
		(% de contrôle)	(euros)		(devises)		
			30 septembre 2006	Devises	Capitaux propres	dont résultat de l'exercice	
Direct Recruit	CHIPPENHAM (GB)	100 %	757	GBP	48	48	70
Total	-	-	757	-	48	48	70

34. Tableaux de flux de trésorerie historiques

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note N°	31 décembre 2004	31 décembre 2003
Flux de trésorerie liés à l'activité.....			
Résultat net		-1.241	-955
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions.....	34.1	82	-121
- Plus et moins values de cessions nettes d'impôts		-	-
- Autres variations.....		-	-
Marge brute d'autofinancement		-1.159	-1.076
Variation du BFR liée à l'activité	34.2	317	602
- variation de l'actif circulant.....		-2.471	-1.116
- variation des dettes d'exploitation.....		2.788	1.718
Flux nets de trésorerie générés par l'activité.....		-842	-474
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations	34.3	-252	-93
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières.....	34.4	-466	-2
Cessions d'immobilisations		-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements.....		-718	-95
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital et de prime d'émission Adenclassifieds (Ex Keljob).....		2.000	-
Variation des comptes courants.....		-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		2.000	-
VARIATION DE TRESORERIE NETTE		441	-569
Trésorerie nette d'ouverture.....		1.066	1.634
Trésorerie nette de clôture.....		1.517	1.066
Variation de trésorerie nette		441	-568

34.1. Amortissements et provisions

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2004	31 décembre 2003
Immobilisations incorporelles.....	24	17
Immobilisations corporelles	58	40
Reprises de provisions	-	-178
Total.....	82	-121

34.2. Variation du besoin en fonds de roulement

	31 décembre 2004	31 décembre 2003
Variation de l'actif circulant	-2.471	-1.116
Variation des créances clients	-1.973	-1.002
- à l'ouverture de la période	2.268	1.266
- à la clôture de la période	4.241	2.268
Variation des autres actifs circulant ⁽²⁾	-498	-114
- à l'ouverture de la période	469	355
- à la clôture de la période	967	469
Variation du passif d'exploitation.....	2.788	1.718
Variation des dettes fournisseurs.....	323	224
- à l'ouverture de la période	620	396
- à la clôture de la période	943	620
Variation des autres passifs d'exploitation.....	2.465	1.494
- à l'ouverture de la période	2.986	1.492
- à la clôture de la période	5.451	2.986
Total	317	602

34.3. Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2004	31 décembre 2003
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles.....	-147	-13
- Acquisitions d'immobilisations corporelles.....	-105	-80
Total	-252	-93

34.4. Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2004	31 décembre 2003
Trésorerie versée pour l'acquisition des titres A3 Formation.....	-460	-
Dépôts et cautionnements.....	-6	-2
Total	-466	-2

20.1.2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires au 30 septembre 2006

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de commissaires aux comptes de la société Adenclassifieds (ex-Keljob), nous avons effectué un audit des comptes intermédiaires couvrant la période du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner,

par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté de ces comptes intermédiaires et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 de l'annexe qui expose les changements de méthode comptable liés à l'activation des frais de développement, l'activation des frais d'acquisition de titres et la comptabilisation des engagements de retraite.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 9 janvier 2007

Les Commissaires aux Comptes

FRANCOIS GUYOT & ASSOCIES

François-Gérard GUYOT

Deloitte & Associés

Jean-Luc BERREBI

20.1.3. Comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2005

Actif

	du 01/01/2005 au 30/09/2005 (9 mois)				Exercice précédent 31/12/2004 (12 mois)	
	Brut	Amort. & prov.	Net	%	Net	%
Actif immobilisé						
Frais d'établissement	2.504	863	1.641	0,02		
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires.....	398.800	164.009	234.791	2,76	52.531	0,69
Fonds commercial	1.191.380		1.191.380	14,00	82.000	1,08
Autres immobilisations corporelles	431.497	200.588	230.909	2,71	157.118	2,07
Autres participations.....	1.001.081		1.001.081	11,76	459.950	6,07
Autres immobilisations financières.....	87.638		87.638	1,03	49.315	0,65
TOTAL (I).....	3.112.900	365.460	2.747.440	32,26	800.914	10,57
Actif circulant						
Avances & acomptes versés sur commandes.....	44.033		44.033	0,52	53.102	0,70
Clients et comptes rattachés.....	3.609.494	185.085	3.424.409	40,23	4.323.676	57,04
Autres créances						
- Personnel.....	7.863		7.863	0,09	3.910	0,05
- Etat, impôts sur les bénéfices	436.814		436.814	5,13	291.887	3,85
- Etat, taxes sur le chiffre d'affaires.....	211.723		211.723	2,49	93.224	1,23
- Autres.....	43.450		43.450	0,51	404.321	5,33
Valeurs mobilières de placement.....	132.990		132.990	1,56	1.228.637	16,21
Disponibilités.....	1.271.186		1.271.186	14,93	259.441	3,42
Charges constatées d'avance	191.627		191.627	2,25	121.119	1,60
TOTAL (II)	5.949.180	185.085	5.764.095	67,72	6.779.317	89,43
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)...						
Primes de remboursement des obligations (IV)...						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	9.062.079	550.544	8.511.535	100,00	7.580.231	100,00

Passif

	Exercice clos le 30/09/2005 (09 mois)		Exercice précédent 31/12/2004 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 1.794.511)	1.794.511	21,08	1.739.090	22,94
Prix d'émission, de fusion, d'apport.....	6.781.654	79,68	5.966.564	78,71
Report à nouveau.....	-6.583.661	-77,34	-5.343.047	-70,48
Résultat de l'exercice.....	87.973	1,03	-1.240.615	16,36
TOTAL (I)	2.080.477	24,44	1.121.993	14,80
TOTAL (II).....				
Provisions pour risques et charges				
TOTAL (III)				
Emprunts et dettes				
- Découverts, concours bancaires	2.500	0,03		
Emprunts et dettes financières diverses.....				
- Associés	208	0,00		
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours....	750	0,01		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.305.321	15,34	1.006.904	13,28
Dettes fiscales et sociales				
- Personnel	375.260	4,41	769.925	10,16
- Organismes sociaux	631.273	7,42	654.354	8,63
- Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	774.650	9,10	775.428	10,23
- Autres impôts, taxes et assimilés	40.568	0,48	20.401	0,27
Autres dettes.....	147.118	1,73	7.443	0,10
Produits constatés d'avance.....	3.153.411	37,05	3.223.783	42,53
TOTAL (IV).....	6.431.059	75,56	6.458.239	85,20
TOTAL PASSIF (I à V).....	8.511.535	100,00	7.580.231	100,00

Compte de résultat

	du 01/01/2005 au 30/09/2005 (9 mois)		Exercice précédent 31/12/2004 (12 mois)		Variation absolue (09 / 12)	%		
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Production vendue services.	6.459.617		6.459.617	100,00	5.433.787	100,00	1.025.830	18,88
Chiffres d'Affaires Nets .	6.459.617		6.459.617	100,00	5.433.787	100,00	1.025.830	18,88
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges.....			24.925	0,39	60.641	1,12	-35.716	58,89
Autres produits			179	0,00	0	0,00	179	N/S
Total des produits d'exploitation.....			6.484.721	100,39	5.494.428	101,12	990.293	18,02
Autres achats et charges externes			2.436.988	37,73	2.494.349	45,90	-57.361	-2,29
Impôts, taxes et versements assimilés.....			139.577	2,16	98.908	1,82	40.669	41,12
Salaires et traitements.....			2.564.535	39,70	2.712.529	49,92	-147.994	-5,45
Charges sociales			1.152.933	17,85	1.251.962	23,04	-99.029	7,90
Dotations aux amortissements sur immobilisations			73.139	1,13	83.194	1,53	-10.055	-12,08
Dotations aux provisions sur actif circulant.....			120.345	1,86	45.372	0,83	74.973	165,24
Autres charges			39.873	0,62	38.276	0,70	1.597	4,17
Total des charges d'exploitation.....			6.527.390	101,05	6.724.589	123,76	-197.199	2,92
RESULTAT D'EXPLOITATION.....			-42.668	0,65	-1.230.161	22,63	1.187.493	96,53
Autres intérêts et produits assimilés			1.262	0,02	1.916	0,04	-654	-34,12
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			6.956	0,11	7.030	0,13	-74	-1,04
Total des produits financiers			8.218	0,13	8.946	0,16	-728	-8,13
Intérêts et charges assimilées.....			2.500	0,04	372	0,01	2.128	572,04
Total des charges financières			2.500	0,04	372	0,01	2.128	572,04
RESULTAT FINANCIER			5.718	0,09	8.574	0,16	-2.856	-33,30
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS.....			-36.951	-0,56	-1.221.587	-22,47	1.184.636	96,98
Produits exceptionnels sur opérations de gestion.....			12.051	0,19			12.051	N/S
Total des produits exceptionnels			12.051	0,19			12.051	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion.....			28.303	0,44	40.019	0,74	-11.716	-29,27
Total des charges exceptionnelles			28.303	0,44	40.019	0,74	-11.716	-29,27
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-16.253	-0,24	-40.019	-0,73	23.766	59,39
Impôts sur les bénéfices.....			-141.176	2,18	-20.991	-0,28	-120.185	572,54
Total des produits.....			6.504.989	100,70	5.503.374	101,28	1.001.615	18,20
Total des charges			6.417.016	99,34	6.743.989	124,11	-326.973	-4,84
RESULTAT NET			87.973	1,36	-1.240.615	-22,82	1.328.588	107,09
			<i>Bénéfice</i>		<i>Perte</i>			

Annexes des comptes de la société Keljob au 30 septembre 2005

L'exercice clos le 30 septembre 2005 présente un bilan dont le total est de 8.511.535,24 € et un compte de résultat net comptable de 87.973,16 €.

L'exercice a une durée de neuf mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de douze mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004.

Au cours de cet exercice, la société Keljob a fait l'acquisition des actifs de la société Formatel et des actions de la société Webcible.

L'exercice comptable est également marqué par intégration dans les comptes de la transmission universelle du patrimoine de la société A3 Formation.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques.....	1 an
Installations et agencements.....	8 ans linéaire
Matériel de bureau et informatique.....	3 ans dégressif
Mobilier.....	5 ans linéaire

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 1999 homologué par arrêté du 22 juin 1999
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Les comptes ont été établis en connaissance de cause des nouvelles méthodes de comptabilisation et d'amortissement adoptées deux règlements n° 2002-10 relatif aux amortissements et aux dépréciations des actifs et n° 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Immobilisations brutes :

Actif immobilisé	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche et développement..		2.504		2.504
Autres immobilisations incorporelles.....	271.851	1.318.329		1.590.180
Installations, agencements, aménagements	114.389	37.507		151.895
Matériel de bureau, informatique, mobilier	181.360	98.242		279.602
TOTAL.....	567.600	1.456.582	-	2.024.181
Autres participations	459.950	1.001.081	459.950	1.001.081
Prêts et autres immobilisations financières.....	49.315	38.323		87.638
TOTAL.....	509.265	1.039.404	459.950	1.088.719
TOTAL GENERAL	1.076.865	2.495.986	459.950	3.112.900

L'augmentation du poste « autres immobilisations incorporelles » est liée à :

- l'acquisition par Keljob du fonds de commerce, de la marque et des noms de domaine de la société Formatel d'une part,
- l'inscription en fonds de commerce de la A3Formation dans le cadre d'une opération de transmission universelle du patrimoine, d'autre part.

Formatel :

Selon l'accord entre les parties signé le 30 juin 2005.

Au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2005, la société Keljob a fait l'acquisition de l'activité de la marque « Formatel ». La cession d'activité porte sur le transfert en pleine propriété de l'ensemble des biens, droits et éléments relatifs à l'activité.

La vente porte sur les éléments du fonds de commerce attachés à l'activité :

- l'activité de référencement de formations professionnelles sur Internet
- le droit d'utilisation de la marque « Formatel »
- le droit d'utilisation du nom de domaine « Formatel »

- les noms de domaine « solution-formation.com » et « formatelpro.com »
- la clientèle attachée à l'activité
- les contrats de prestations de services existant avec Svi Gestion et Armines
- le système informatique

Le prix d'acquisition est composé des éléments suivants :

- Fonds de commerce : 50.000 euros
- Frais attachés à l'acquisition du fonds de commerce : 16.600 euros
- Droit d'utilisation de la marque : 20.000 euros
- Droit d'utilisation des noms de domaine : 160.000 euros

Soit un total de 246.600 euros, frais inclus.

Les frais juridiques liés à l'acquisition du fonds de commerce ont été activés.

A3Formation :

La société Keljob, associé unique de la société A3Formation, a procédé à la transmission universelle du patrimoine de ladite société en date du 30 juin 2005. Cette opération s'est soldée dans les comptes par la constatation d'un actif de 1.042.780 euros.

Cet actif est composé des éléments suivants :

- Constatation proprement dite de la TUP 137.011 euros
- Constatation d'un earn out final 104.482 euros
- Mali de fusion 801.287 euros

Soit un total de 1.042.780 euros.

Autres participations : titres Webcible

Les titres de participations figurant à l'actif du bilan au 30 septembre 2005, correspondant à l'acquisition des parts de la société Webcible.

En effet, la société Keljob a fait l'acquisition au cours de l'exercice des titres de la société Webcible. Le coût d'acquisition des titres a été fixé à 1.001.080,54 euros sur la base d'une valorisation de la société établie au 30 juin 2005.

Les coûts d'acquisition de la société Webcible ont été constatés en charge.

Dépôt et cautionnement

L'augmentation des dépôts et cautionnements versés est liée à la signature d'un nouveau bail commercial au 4^{ème} étage du bâtiment dans lequel est déjà hébergée la société Keljob.

Amortissements :

Amortissements	A l'ouverture	Augmentations	Diminutions	A la clôture
Frais d'établissement, recherche		863		863
Autres immobilisations incorporelles	137.321	26.688		164.009
TOTAL.....	137.321	27.551	-	164.872
Installations générales, agencements divers	25.090	11.808		36.898
Matériel de bureau, informatique, mobilier	113.540	50.150		163.690
TOTAL.....	138.630	61.958	-	200.588
TOTAL GENERAL	275.951	89.509	-	365.460

Détail des immobilisations financières

Immobilisations financières	A l'ouverture	Augmentations	Diminutions	A la clôture
Dépôts et cautionnements.....	49.315	38.323		87.638
TOTAL.....	49.315	38.323		87.638

Postes	A la clôture	Ech - 1 an	Ech + 1 an
Dépôts et cautionnements.....	87.638		87.638
Prêts.....	-		-
Totaux	87.638	-	87.638

La diminution constatée sur le poste « titre de participation » au cours de l'exercice 2005, est liée à l'opération de transmission universelle de patrimoine avec la société A3Formation. Les titres que possédait Keljob au 31 décembre 2004 ont été annulés au moment de la constatation de la valorisation du fonds de commerce.

Détail des filiales et participations

Société Webcible

Société à responsabilité limitée

Capital : 7.622 euros

Pourcentage de détention : 100 %

Valeur unitaire des parts sociales : 15,24 euros

Nombre de parts : 500

Total des capitaux propres au 31 décembre 2004 : 168.681,00 euros

Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Autres immobilisations financières	87.638		87.638
Clients douteux ou litigieux	221.332	221.332	
Autres créances clients	3.388.162	3.388.162	
Personnel et comptes rattachés	7.863	7.863	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	436.814	436.814	
- T.V.A.	211.723	211.723	
Débiteurs divers	43.450	43.450	
Charges constatées d'avance	191.627	191.627	
TOTAL GENERAL	4.588.609	4.500.970	87.638

Charges constatées d'avance

Assurance	11.810,98
Autres taxes	164,75
Commissions sur ventes	1.598,57
Documentation	11.340,57
Frais bancaire	84,10
Frais communication	450,12
Hébergement	3.500,00
Honoraires	41.372,96
Honoraires techniques	835,00
Location du parking	1.738,30
Location immobilière	84.309,52
Location mobilière	7.057,79
Maintenance	227,68
Médecine du travail	1.504,70
Redevance	8.461,54
Taxe foncière	368,87
Taxe sur les bureaux	3.101,74
Ticket restaurant	13.699,55
	191.626,74

Détails des valeurs mobilières de placement

POSTES	A l'ouverture	Augmentations	Diminutions	A la clôture
SICAV	1.127.636,70	567.236,10	1.694.872,80	
Compte à terme	101.000,00			101.000,00
SICAV nanties		31.990,00		31.990,00
Totaux	1.228.636,70	599.226,10	1.694.872,80	132.990,00

Les 31.990 euros de SICAV ont été nanties en garantie de paiement des nouveaux locaux pris en location à compter de juin 2006.

Etat des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plu	Plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :			
- à 1 an maximum.....	2.500	2.500	
- plus d'un an.....			
Fournisseurs et comptes rattachés	1.305.321	1.305.321	
Personnel et comptes rattachés.....	375.260	375.260	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	631.273	631.273	
Etat et autres collectivités publiques :			
- T.V.A.	774.650	774.650	
- Autres impôts et taxes.....	40.568	40.568	
Groupe et associés.....	208	208	
Autres dettes.....	147.118	147.118	
Produits constatés d'avance.....	3.153.411	3.153.411	
TOTAL GENERAL	6.430.308	6.430.308	

Etats des factures non parvenues

Fournisseur	H.T.	TVA	T.T.C.
Matières non consommables	532	46	578
Fournitures administratives	3.111	593	3.704
Sous-traitance.....	1.748	343	2.091
Assurance	28.815	-	28.815
Documentation	19.120	1.967	21.087
Commissions	178.929	35.061	213.990
Honoraires.....	10.346	1.784	12.129
Dépenses de marketing.....	122.093	20.170	142.263
Frais de transport.....	156	31	187
Frais de voyages et déplacements.....	11.805	784	12.589
Frais télécommunication	2.903	544	3.447
Frais bancaires.....	446	87	534
Logiciel	4.011		4.011
Médecine du travail.....	35	-	35
Echange marchandises	39.218		39.218
Frais de greffe	148	-	148
TOTAL.....	423.416	61.409	484.825

Charges à payer

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.....	2.500
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	484.825
Dettes fiscales et sociales	575.323
TOTAL.....	1.062.649

Capitaux propres

POSTES	Valeur au 31/12/2004	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 30/09/2005
Capital	1.739.090	55.421		1.794.511
Réserve légale	-			
Autres réserves	-			
Report à nouveau.....	5.343.047	1.240.615		6.583.661
Résultat net N-1.....	1.240.615		1.240.615	
Résultat net de l'exercice		87.973		87.973
Subventions.....				
Primes d'émission	5.966.564	815.090		6.781.654
TOTAL.....	1.121.992	282.131	1.240.615	2.080.477

La société a procédé au cours de l'exercice à une augmentation de capital de 55.421 euros en valeur nominale.

Cette augmentation s'est faite en deux temps sur l'exercice écoulé :

Souscription de 1.000 actions au cours du mois de juin.

Souscription de 54.421 actions (souscription partielle de l'augmentation de capital décidée par AGE du 26 septembre 2005).

Les actions ainsi souscrites ont une valeur nominale unitaire de 1 euro et sont assorties d'une prime d'émission unitaire de 15 euros.

Composition du capital au 30/09/2005 :

Le capital social est composé de 1.794.511 actions d'une valeur nominale de 1 euro, soit un capital de 1.794.511 euros.

Détails des provisions

POSTES	Valeur au 31/12/2004	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 30/09/2005
Provisions pour dépréciation	85.605	120.345	20.866	185.085
TOTAL.....	85.605	120.345	20.866	185.085

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Prestations de services.....	6.459.617
TOTAL	6.459.617

Répartition par marché géographique	Montant
France.....	6.459.617
Etranger.....	
TOTAL.....	6.459.617

Effectif moyen

POSTES	30/09/2005
Cadres	65,00
Non cadres.....	22,00
TOTAL.....	87,00

Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Ce montant n'est pas indiqué car conduirait à divulguer une information confidentielle. Cette dernière est mentionnée dans le rapport de gestion.

Informations complémentaires

La société Keljob avait procédé à l'émission de bons autonomes de souscription d'actions sur l'exercice clos au 31/12/2002.

BSA Administratifs :

- Date d'émission : 30 avril 2002.
- Nombre : 15.
- Prix de souscription : 0,01 euro.
- Modalités de souscription : En tout ou partie, à tout moment pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la date de leur attribution.

Aucun bon de souscription antidilutif n'a été exercé au cours de l'exercice 2005.

Lors de l'exercice clos au 31/12/2002, la société Keljob avait procédé à l'émission de Bons de créateurs d'entreprise.

- Date d'émission : 30 avril 2002.
- Nombre : 17.624.
- Modalités de souscription : la détention d'un bon de créateur d'entreprise permet de souscrire à 1 actions de catégorie A d'une valeur nominale unitaire de un (1) euro augmentée d'une prime d'émission de quinze euros (15 euros).

- Exercice : Exercice possible à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil.

Seuls restent à ce jour 9.651 bons exerçables avant le 30/04/2007.

La société Keljob a procédé à l'émission de bons de créateurs d'entreprise sur l'exercice clos au 31/12/2003.

Date d'émission : 3 avril 2003.

Nombre : 2.500.

Modalités de souscription : la détention d'un bon de créateur d'entreprise permet de souscrire à 1 action de catégorie A d'une valeur nominale unitaire de un (1) euro augmentée d'une prime d'émission de cinquante trois euros (53 euros).

Exercice : Exercice possible à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil. Date limite d'exercice : 02/04/2008.

La société Keljob a procédé à l'émission de bons de créateurs d'entreprise sur l'exercice clos au 31/12/2004.

Date d'émission : 24/06/2004.

Nombre : 20.000.

Modalités de souscription : la détention d'un bon de créateur d'entreprise permet de souscrire à 1 action de catégorie A d'une valeur nominale unitaire de un (1) euro augmentée d'une prime d'émission de cinquante trois euros (53 euros).

Exercice : Exercice possible à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil. Date limite d'exercice : 23/06/2009.

Au 30 septembre 2005, les 20.000 bons ont effectivement été attribués : date limite d'exercice 23/06/2009.

Les personnes concernées par cette attribution sont au 14/09/2004 :

- Monsieur GONCALVES pour 2.500 BCE.
- Monsieur ROBERT pour 4.000 BCE.
- Monsieur JANIN pour 3.750 BCE.
- Monsieur FECHEROLLE pour 3.750 BCE.

Soit 14.000 BCE.

Selon la décision du 31/01/2005 :

- Monsieur CANARD pour 400 BCE.

- Monsieur CALMEL pour 1.000 BCE.

Soit un total de 1.400 BCE.

Selon la décision du 15/06/2005 :

- Monsieur GONCALVES pour 1.900 BCE.
- Monsieur ROBERT pour 1.900 BCE.
- Monsieur FECHEROLLE pour 800 BCE.

Soit un total de 4.600 BCE.

20.1.4. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2005

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

- le contrôle des comptes annuels de la société KELJOB, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de la sécurité financière du 1^{er} août 2003, les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 14 mars 2006

Le Commissaire aux Comptes

FRANÇOIS GUYOT ET ASSOCIÉS

François-Gérard GUYOT

20.1.5. Comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004

Actif

			Exercice N clos le 31.12.2004	Exercice N-1 clos le 31.12.2003
	Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (I)				
Actif immobilisé.....				
Immobilisations incorporelles.....				
Frais d'établissement*				
Frais de recherche et développement*				
Concession, brevets et droits similaires.....	189.851	137.321	52.531	11.953
Fonds commercial (1).....	82.000		82.000	
Autres immobilisations incorporelles.....				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions.....				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles.....	295.749	138.630	157.118	110.444
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence.....				
Autres participations	459.950		459.950	
Créances rattachées à des participations.....				
Autres titres immobilisés.....				
Prêts.....				
Autres immobilisations financières*	49.315		49.315	43.304
TOTAL (II).....	1.076.865	275.951	800.914	165.701
Actif circulant				
Stocks*.....				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens.....				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis.....				
Marchandises.....				
Avances et acomptes versés sur commandes	53.102		53.102	30.249
Créances				
Clients et comptes rattachés (3)*	4.327.196	85.605	4.241.591	2.268.156
Autres créances (3).....	793.342		793.342	352.552
Capital souscrit et appelé, non versé				

			Exercice N clos le 31.12.2004	Exercice N-1 clos le 31.12.2003
	Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4
Divers.....				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : ...)	1.228.637		1.228.637	728.994
Disponibilités	277.911		277.911	336.923
Comptes de régularisation.....				
Charges constatées d'avance (3)*	121.119		121.119	86.760
TOTAL (III)	6.801.307	85.605	6.715.702	3.803.634
Charges à répartir sur plusieurs exercices* (IV).....				
Primes de remboursement des obligations (V).....				
Ecarts de conversion actif* (VI).....				
TOTAL GENERAL (1 à VI)	7.878.173	361.556	7.516.616	3.969.335

(1) Dont droit au bail

(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes

(3) Part à plus d'un an

* Clause de réserve de propriété

Passif

	Exercice N	Exercice N-1
Capitaux propres.....		
Capital social ou individuel (1)* (dont versé : 1.739.090).....	1.739.090	136.871
Primes d'émission, de fusion, d'apport	5.966.564	5.568.731
Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale (3).....		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours)		
Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants*)		
Report à nouveau.....	(5.343.047)	(4.387.831)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte).....	(1.240.615)	(955.216)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées*		
TOTAL (I).....	1.121.992	362.555
Autres fonds propres.....		
Produit des émissions de titres participatifs.....		
Avances conditionnées		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges.....		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges.....		
TOTAL (III)		
Dettes (4)		

	Exercice N	Exercice N-1
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		
Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	943.289	620.048
Dettes fiscales et sociales	2.220.109	1.005.535
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7.443	18.096
Compte régul.		
Produits constatés d'avance (4)	3.223.783	1.963.101
TOTAL (IV).....	6.394.624	3.606.780
Ecart de conversion passif* (V)		
TOTAL GENERAL (I à V)	7.516.616	3.969.335
(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital :		
(2) dont : Réserve spéciale de réévaluation (1959)		
(2) dont : Ecart de réévaluation libre		
(2) dont : Réserve de réévaluation (1976).....		
(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme*		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	6.394.624	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.		

Compte de résultat

	Exercice N			Exercice (N-1)
	France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total	
Produits d'exploitation				
Vente de marchandises*				
Production - biens*				
vendue - services*	5.433.787		5.433.787	2.706.872
Chiffres d'affaires nets*	5.433.787		5.433.787	2.706.872
Production stockée*				
Production immobilisée*				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)			60.641	227.288
Autres produits (1) (11)				3
Total des produits d'exploitation (2) (1)			5.494.428	2.934.163
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				
Variations de stocks (marchandises)*				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				
Autres achats et charges externes (3) (6bis)*			2.494.349	1.468.312
Impôts, taxes et versements assimilés*			98.908	60.479
Salaires et traitements*			2.712.529	1.509.161
Charges sociales (10)			1.251.962	708.311
Dotations d'exploitation				
Sur immobilisations (aux amortissements)*			83.194	57.475
Sur immobilisations (aux provisions)*				
Sur actif circulant : dotations aux provisions*			45.372	50.691
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges (12)			38.276	2.822
Total des charges d'exploitation (4) (II)			6.724.589	3.857.251
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			(1.230.161)	(923.088)
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			1.916	1.996
Reprise sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				3
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement			7.030	19.805
Total des produits financiers (V)			8.946	21.805
Charges financières				

Dotations financières aux amortissements et provisions*		
Intérêts et charges assimilés (6).....	372	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeur mobilières de placement.....		
Total des charges financières (VI).....	372	
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	8.574	21.805
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	(1.221.587)	(901.283)
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital*		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (7) (VII)		
Charges exceptionnelles.....		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6bis)	40.019	151.500
Charges exceptionnelles sur opérations en capital*		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (7) (VIII).....	40.019	151.500
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII).....	(40.019)	(151.500)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX).....		
Impôts sur les bénéfices* (X).....	(20.991)	(97.567)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	5.503.374	2.955.967
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	6.743.989	3.911.183
5 - BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) .	(1.240.615)	(955.216)
<hr/>		
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
(2) Dont produits de locations immobilières		
(2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		
(3) Dont crédit-bail mobilier*		19.384
(3) Dont crédit-bail immobilier		
(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées		
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées		
(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêts général (art. 213 bis du C.G.I.)		
(9) Dont transferts de charges	16.699	3.398
(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13).....		
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits).....		
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges).....		
(11) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives / obligatoires		
<hr/>		
Exercice N		
(7) Détail des produits et charges exceptionnels	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Charges exceptionnelles / acquisition titres.....	28.986	
Charges exceptionnelles / Pénalités.....	11.033	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

(RENVOIS : voir tableau n°2053)

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

Annexe des comptes au 31 décembre 2004

Faits marquants

L'exercice social clos au 31 décembre 2004 a une durée de douze mois.

Le résultat net comptable est une perte de -1.240.614,88 euros pour l'exercice écoulé.

Au cours de l'exercice, la société a fait l'acquisition des parts de la société A3 Formation.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables généralement admises :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- prudence.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et font l'objet d'une provision, le cas échéant.

Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement comptable et fiscal sur une période de douze mois, calculé au prorata temporis de la date d'acquisition.

Les frais d'établissement font l'objet d'un amortissement linéaire sur une période de cinq années.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements économiques sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les durées rappelées dans les informations relatives à l'actif du bilan.

Immobilisations financières

Ces valeurs sont comptabilisées à leur coût historique, et font l'objet d'une provision pour dépréciation, le cas échéant.

Clients et comptes rattachés

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances douteuses est comptabilisée le cas échéant.

Compléments d'informations relatifs au bilan

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes : 1.076.865,38

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	124.978,90	146.872,33	-	271.851,23
Immobilisations corporelles	190.890,32	104.858,24	-	295.748,56
Immobilisations financières	43.304,46	465.961,13	-	509.265,59
Total	359.173,68	717.691,70	-	1.076.865,38

Ces immobilisations ne font pas l'objet d'une clause de réserve de propriété.

Amortissements et provisions d'actif : 275.951,16

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	113.026,01	24.294,67	-	137.320,68
Immobilisations corporelles	80.446,33	58.184,15	-	138.630,48
Immobilisations financières	-	-	-	-
Total	193.472,34	82.478,82	-	275.951,16

Détail des immobilisations corporelles et incorporelles et amortissements en fin de période

Actif immobilisé	Montant	Amortissement	Valeur nette	Durée
Fonds commercial	82.000,00	-	82.000,00	
Droit au bail	-	-	-	
Concession, brevet et droit	189.851,23	-137.320,68	52.530,55	1 an linéaire
Frais de constitution	-	-	-	
Frais de 1 ^{er} établissement	-	-	-	
Frais d'augmentation de capital.....	-	-	-	
Installation et agencement	114.388,56	-25.090,05	89.298,51	8 ans linéaire
Matériel de transport	-	-	-	
Matériel de bureaux et info	162.031,12	-104.971,39	57.059,73	3 ans dégressif
Mobilier.....	19.328,88	-8.569,04	10.759,84	5 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles				
Total	567.599,79	-275.951,16	291.648,63	

Détail des immobilisations financières

Postes	Valeur au 31/12/2003	Acquisition de l'exercice	Cession de l'exercice	Valeur au 31/12/2004
Participations.....	-	459.950,40		459.950,40
Dépôts et cautionnements.....	43.304,46	6.010,73	-	49.315,19
Prêts.....				
Totaux	43.304,46	465.961,13	-	509.265,59

Postes	Valeur au 31/12/2004	Ech - 1 an	Ech + 1 an
Dépôts et cautionnements.....	49.315,19		49.315,19
Participations.....	459.950,40		459.950,40
Prêts.....	-		-
Totaux	509.265,59	-	509.265,59

Les titres de participations figurant à l'actif du bilan au 31 décembre 2004, correspondent à l'acquisition des parts de la société A3 Formation.

Détail des filiales et participations

Société A3 FORMATION
Société par actions simplifiée
Capital : 170.000 euros
Pourcentage de détention : 100 %
Valeur unitaire des parts sociales : 8 euros
Nombre de parts : 21.224
Total des capitaux propres au 31/12/2004 : -331.336,58 euros

Etat des créances

Etat des créances	Montant	A un an	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	49.315,19		49.315,19
Clients douteux.....	102.354,36	102.354,36	
Autres créances clients	4.224.841,37	4.224.841,37	
Personnel et comptes rattachés.....	3.909,79	3.909,79	
Sécurité sociale et organismes sociaux.....	-	-	
Impôt sur les bénéfices.....	291.887,34	291.887,34	
Comptes de TVA.....	93.224,12	93.224,12	
Groupe et associés.....	-	-	
Autres impôts et taxes assimilées	-	-	
Débiteurs divers	404.321,12	404.321,12	
Charges constatées d'avance	121.118,97	121.118,97	
Total	5.290.972,26	5.241.657,07	49.315,19

Charges constatées d'avance

Gaz électricité	46,10
Locations immobilières	44.025,77
Locations mobilières	75,84
Charges locatives	2.934,64
Charges d'entretiens	238,16
Assurances	20.887,16
Documentations	10.413,10
Commissions sur ventes	18.886,32
Charges de marketing	12.802,53
Téléphone	90,73
Autres taxes	116,50
Médecine du travail	64,00
Tickets restaurant	10.538,12

	121.118,96

Postes	Valeur au 31/12/2003	Acquisition de l'exercice	Cession de l'exercice	Valeur au 31/12/2004
Valeurs mobilières.....	728.993,56	2.326.617,39	1.826.974,25	1.228.636,70
Totaux	728.993,56	2.326.617,39	1.826.974,25	1.228.636,70

Complément d'informations relatifs au passif du bilan

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant	A un an	A plus d'un an
Emprunt dettes fin diverses	-	-	
Emprunt / étab de crédit	-	-	
Fournisseurs et comptes rattachés	943.289,38	943.289,38	
Personnels et comptes rattachés	769.924,60	769.924,60	
Sécurité sociale et organismes sociaux.....	654.354,12	654.354,12	
Comptes de TVA.....	775.428,48	775.428,48	
Impôt sur les bénéfices	-	-	
Autres impôts et taxes	20.401,44	20.401,44	
Dettes sur immobilisations	-	-	
Groupe et associés.....	-		-
Autres dettes.....	7.443,00	7.443,00	
Produits constatés d'avance.....	3.223.782,90	3.223.782,90	
Total	6.394.623,92	6.394.623,92	-

La méthode de calcul des produits constatés d'avance adoptée en 2002 a été conservée pour les comptes 2004.

Evaluation des produits constatés d'avance : 3.223.782,90 euros.

Factures non parvenues

N° compte	H.T.	TVA	T.T.C.
Fournitures non stockables	1.306,49	108,68	1.415,17
Fournitures administratives	2.300,00	450,80	2.750,80
Locations mobilières	900,00		900,00
Assurance	40.610,16	2.940,00	43.550,16
Documentation	6.328,53	14,98	6.343,51
Commissionnement	121.926,21	23.894,12	145.820,33
Honoraires	14.500,00	2.842,00	17.342,00
Frais d'actes	350,00		350,00
Dépenses de marketing	51.171,97	8.200,62	59.372,59
Frais de transport	92,28	18,09	110,37
Frais de voyage	24.337,40		24.337,40
Frais de réception	8.551,46	551,15	9.102,61
Frais postaux	1.111,89	217,92	1.329,75
Frais de téléphone	1.789,11	350,67	2.139,78
Frais bancaire	2.750,00	539,00	3.289,00
Droits d'enregistrement	181,31		181,31
Médecine du travail	76,42	14,97	91,39
Echange marchandises	38.149,69	7.048,50	45.198,30
Logiciel	4.011,46		4.011,46
Totaux	320.444,32	47.191,51	367.635,93

Capitaux propres

Postes	Valeur au 31/12/2003	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 31/12/2004
Capital	136.871,00	1.602.219,00		1.739.090,00
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-
Report à nouveau	-4.387.830,62	-	-955.215,89	-5.343.046,51
Résultat net de l'exercice	-955.215,89	955.215,89	-1.240.614,88	-1.240.614,88
Subventions	-	-	-	-
Primes d'émission	5.568.731,00	1.963.014,00	1.565.181,00	5.966.563,82
Total	362.555,49	4.520.448,89	-630.649,77	1.121.992,43

Le capital de la société est composé de : 1.739.090 parts
d'une valeur nominale de 1,00

soit un capital total de -----
1.739.090

Chiffre d'affaires

Postes	France	Export
Prestations de service	5.153.175,59	
Vente de marchandises	-	
Vente de produits finis	-	
Vente de travaux	-	
Autres produits	280.611,39	
Remises accordées.....		
Total	5.433.786,98	-

Effectif moyen

Postes	31/12/2004
Cadres	55,00
Non cadres.....	15,00
Total	70,00

Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Ce montant n'est pas indiqué car conduirait à divulguer une information confidentielle. Cette dernière est mentionnée dans le rapport de gestion.

Engagements hors bilan

Engagements de baux commerciaux

Désignation	Caractéristiques
<u>Siège social</u> 38 rue du Sentier 75002 Paris	Durée du bail : du 01/08/2001 au 31/07/2010 Dépôt de garantie : 39.716,78 euros Loyers annuels : 158.867,12 euros Date de résiliation : Période triennale Préavis : 6 mois
<u>Nantes</u> 5 boulevard Vincent Gâche BP 36204 44262 Nantes cedex 2	Durée du bail : du 16/08/2004 au 16/08/2005 Dépôt de garantie : 1.450,00 euros Loyers annuels : 8.700,00 euros HT Date de résiliation : annuelle Préavis : 2 mois
<u>Toulouse</u> Immeuble Thales 17 avenue Didier Daurat BP 10051 31702 Blagnac cedex	Durée du bail : 1,5 mois du 11/10/2004 au 30/11/2004 renouvelable tous les mois Dépôt de garantie : 823,14 euros Loyers annuels : 9.877,68 euros HT Date de résiliation : Période mensuelle Préavis : 15 jours

Engagements reçus

Valeurs mobilières de placements :

La banque San Paolo, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 350.000.000 euros s'est portée caution pour la société Keljob à hauteur de 100.921 euros envers son bailleur.

En contrepartie de l'engagement reçu de la banque San Paolo, la société Keljob a fait l'acquisition de Sicav nanties pour un montant équivalent.

Evènements postérieurs

Aucun évènement postérieur significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

Informations complémentaires

La société Keljob avait procédé à l'émission de bons autonomes de souscription d'actions sur l'exercice clos au 31 décembre 2002

BSA Antidilutifs :

- Date d'émission : 30 avril 2002
- Nombre : 15
- Prix de souscription : 0,01 euro
- Modalités de souscription : en tout ou partie, à tout moment pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la date de leur attribution

Aucun bon de souscription antidilutifs n'a été exercé au cours de l'exercice 2004.

Lors de l'exercice clos au 31 décembre 2000, la société Keljob avait procédé à la création de Bons de créateur d'entreprise émis à 122 euros. Les modalités de souscription ont été modifiées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002 pour porter leur valeur à 53 euros.

- Date d'émission : mai 2000
- Nombre : 1.040
- Modalités de souscription : la détention d'un bon de créateur d'entreprise permet de souscrire à une action de catégorie A d'une valeur nominale unitaire de un (1) euro augmentée d'une prime d'émission de cinquante-trois (53) euros.

Seuls restent à ce jour, 820 bons exerçables avant le 29 mai 2005.

Lors de l'exercice clos au 31 décembre 2002, la société Keljob avait procédé à l'émission de Bons de créateurs d'entreprise.

- Date d'émission : 30 avril 2002
- Nombre : 17.624
- Exercice : exercice possible à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil. Date limite d'exercice : le 2 avril 2008.

Seuls restent à ce jour, 9.651 bons exerçables avant le 30 avril 2007.

La société Keljob a procédé à l'émission de bons de créateurs d'entreprise sur l'exercice clos au 31 décembre 2003

- Date d'émission : 3 avril 2003
- Nombre : 2.500
- Modalités de souscription : la détention d'un bon créateur d'entreprise permet de souscrire à une action de catégorie A d'une valeur nominale unitaire de un (1) euro augmentée d'une prime d'émission de cinquante-trois (53) euros.
- Exercice : exercice possible à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 10 %, des bons attribués au titulaire par trimestre civil. Date limite d'exercice : le 2 avril 2008.

La société Keljob a procédé à l'émission de bons de créateurs d'entreprise sur l'exercice clos au 31 décembre 2004

- Date d'émission : 24 juin 2004
 - Nombre : 20.000
 - Modalités de souscription : la détention d'un bon créateur d'entreprise permet de souscrire à une action de catégorie A d'une valeur nominale unitaire de un (1) euro augmentée d'une prime d'émission de cinquante-trois (53) euros.
 - Exercice : exercice possible à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 10 %, des bons attribués au titulaire par trimestre civil. Date limite d'exercice : le 23 juin 2009.
- Au cours de l'exercice, 14.000 bons ont été attribués, les 6.000 bons restants devant être attribués avant le 23 juin 2005.

Résultats des 5 derniers exercices

Art. : 133 et 148 du décret sur les sociétés commerciales

Nature des Indications / Périodes	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001	30/04/2000
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	20 mois	mois
I - Situation financière en fin d'exercice .					
a) Capital social.....	1.739.090,00	136.871,00	136.871,00	65.654,00	
b) Nombre d'actions émises	1.739.090,00	136.871,00	136.871,00	65.654,00	
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes.....	5.433.787	2.706.872	1.463.683	2.452.234	
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	-1.176.981	-1.168.507	-1.227.065	-2.916.434	
c) Impôt sur les bénéfices.....	-20.991	-97.567	-169.579		
d) Bénéfice après impôt mais avant amortissements et provisions.....	-1.155.990	-1.070.940	-1.057.486	-2.916.434	
e) Bénéfice après impôts, amortissement et provisions	-1.240.615	-955.216	-1.159.762	-3.228.068	
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés.....					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action.....					
a) Bénéfice après impôt mais avant amortissements.....	-0,66	-7,82	-7,73	-44,42	
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	-0,71	-6,98	-8,47	-49,17	
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel					
a) Nombre de salariés.....	70	38	28	29	
b) Montant de la masse salariale	2.712.529	1.509.161	1.175.878	1.481.909	
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	1.251.962	708.311	514.834	674.826	

20.1.6. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos el 31 décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société KELJOB, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de la sécurité financière du 1^{er} août 2003, les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 31 mai 2005

Le Commissaire aux Comptes

FRANÇOIS GUYOT ET ASSOCIÉS

François-Gérard GUYOT

20.1.7. Comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003

Actif

	du 01/01/2005 au 30/09/2005 (9 mois)				Exercice précédent 31/12/2004 (12 mois)	
	Brut	Amort. & prov.	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	124.979	113.026	11.953	0,30	15.755	0,47
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	190.890	80.446	110.444	2,76	71.059	2,10
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	43.304		43.304	1,00	41.279	1,77
TOTAL (I)	359.174	193.472	165.701	4,17	128.094	3,78
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	30.249		30.249	0,75	13.380	0,40
Clients et comptes rattachés	2.352.330	84.174	2.268.156	57,14	1.266.323	37,41
Autres créances						
- Fournisseurs débiteurs						
- Personnel	3.260		3.260	0,08	1.912	0,00
- Organismes sociaux	5.975		5.975	0,19		
- Etat, impôts sur les bénéfices	267.146		267.146	0,73	169.579	5,01
- Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	76.170		76.170	1,82	47.185	1,38
- Autres					47.070	1,39
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	728.994		728.994	18,37	1.440.890	42,57
Disponibilités	336.923		336.923		193.464	5,72
Charges constatées d'avance	86.760		86.760	2,18	76.728	2,27
TOTAL (II)	3.887.808	84.174	3.803.634	95,83	3.256.531	86,22
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	4.246.982	277.647	3.969.335	100,00	3.384.625	100,00

Passif

	Exercice précédent 31/12/2002 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2002 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 136.871,00)	136.871	3,45	136.871	4,04
Primes d’émission, du fusion, d’apport	5.568.731	140,29	5.568.731	104,53
Écarts de réévaluation.....				
Réserve légale.....				
Réserves statutaires ou contractuelles.....				
Réserves réglementées.....				
Autres réserves				
Report à nouveau.....	-4.387.831	-110,53	-3.228.068	-95,36
Résultat de l'exercice	-955.216	-24,05	-1.159.762	-31,20
Subventions d’investissement.....				
Provisions réglementées				
TOTAL (I).....	362.555	9,13	1.317.771	38,93
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnelles				
TOTAL (II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques.....			178.365	5,27
Provisions pour charges.....				
TOTAL (III).....			178.365	5,27
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles.....				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- Emprunts				
- Découverts, concours bancaires.....				
Emprunts et dettes financières diverses				
- Divers				
- Associés.....				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours.....			233	0,01
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	620.048	15,62	395.668	11,69
Dettes fiscales et sociales				
- Personnel	244.194	0,15	157.204	4,04
- Organismes sociaux.....	264.606	5,67	166.414	4,92
- Etat, impôts sur les bénéfices.....				
- Etat, taxes sur le chiffre d’affaires	443.016	11,16	243.450	7,19
- Etat, obligations cautionnées				
- Autres impôts, taxes et assimilés	53.719	1,39	41.714	1,23
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes.....	18.096	0,46	371	0,01
Produits constatés d’avance	1.963.101	48,40	883.435	30,10
TOTAL (IV)	3.606.780	90,87	1.888.489	66,80
Écart de conversion passif.....				
TOTAL PASSIF (I à IV)	3.969.335	100,00	3.384.825	100,00

Compte de résultat

			Exercice clos le 31/12/2003 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2002 (12 mois)		Variation absolue (12/12)		%
	France	Exportati on	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises.....									
Production vendue biens.....									
Production vendue services	2.706.872		2.706.872	100,00	1.463.683	100,00	1.243.189	84,84	
Chiffres d’Affaires Nets	2.706.872		2.706.872	100,00	1.463.683	100,00	1.243.189	84,94	
Production stockée.....									
Production immobilisée									
Subventions d’exploitation									
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges.....			227.288	8,40	54.437	3,72	172.851	317,52	
Autres produits			3	0,00	4,00	0,00	-1	-24,99	
Total des produits d’exploitation			2.934.163	100,40	1.518.124	103,72	1.416.039	93,26	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)									
Variation de stock (marchandises).....									
Achats de matières premières et autres approvisionnements ..									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			1.468.312	54,24	992.163	87,79	476.149	47,99	
Impôts, taxes et versements assimilés.....			60.479	2,23	34.417	2,36	26.062	75,72	
Salaires et traitements.....			1.509.161	55,75	1.175.878	80,34	333.283	28,34	
Charges sociales			708.311	28,17	514.834	35,17	193.477	37,58	
Dotations aux amortissements sur immobilisations.....			57.475	2,12	35.745	2,44	21.730	60,79	
Dotations aux provisions sur immobilisations.....									
Dotations aux provisions sur actif circulant.....			50.691	1,87	66.531	4,66	-15.840	-73,80	
Dotations aux provisions pour risques et charges.....									
Autres charges			2.822	0,10	6.358	0,43	-3.536	55,60	
Total des charges exceptionnelles			3.857.251	142,50	2.825.925	183,07	1.031.326	35,59	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL.....			-923.088	-34,00	-1.307.801	-88,34	384.713	-29,41	
Bénéfice attribué ou perte transférée									
Perte supportée ou bénéfice transféré									
Produits financiers de participations.....									
Produits des autres valeurs mobilières et créances									
Autres intérêts et produits assimilés			1.996	0,07	-4.619	0,31	6.615	143,25	
Reprises sur provisions et transferts de charges.....									
Différences positives de charges.....			3	0,00			3	N/S	
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement.....			19.805	0,73	30.837	2,11	-11.032	35,77	
Total des produits financiers			21.805	0,81	26.218	1,70	-4.413	18,97	
Dotations financières aux amortissements et provisions.....									
Intérêts et charges assimilées.....					8.344	0,57	-8.344	-89,99	
Différences négatives de change.....									
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements....									
Total des charges financières					8.344	0,67	-8.344	-99,96	
RÉSULTAT FINANCIER			21.805	0,01	17.874	1,22	3.931	21,95	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS.....			-901.283	-33,29	-1.289.927	-88,17	388.644	38,12	

Compte de résultat (suite)

	Exercice clos le 31/12/2003 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2002 (12 mois)		Variation absolue (12/12) %	
	Total	%	Total	%	Variation	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion.....						
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges.....						
Total des produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion.....	151.500	5,60	24.562	1,08	126.938	916,81
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			14.851	1,01	-14.851	-89,99
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions .						
Total des charges exceptionnelles	151.500	5,60	39.414	2,69	112.086	204,38
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-151.500	-5,58	-39.414	-2,68	-112.086	264,38
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices.....	-97.567	-3,58	-169.579	-11,68	72.012	42,40
Total des Produits	2.955.967	108,20	1.544.342	105,51	1.411.625	21,41
Total des charges	3.911.183	144,49	2.704.104	104,75	1.207.079	44,54
RÉSULTAT NET	-955.216	-35,20	-1.159.762	-79,23	204.546	-17,63
	Perte		Perte			
Dont Crédit-bail mobilier	19.384	0,72	29.076	1,88	-9.692	-33,32
Dont Crédit-bail immobilier						

Annexe des comptes au 31/12/2003 - KELJOB

Faits marquants

L'exercice social clos au 31/12/2003 a une durée de 12 mois.

Le résultat net comptable est une perte de -955.215,89 euros pour l'exercice écoulé.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables généralement admises :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'une exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- prudence.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et font l'objet d'une provision, le cas échéant.

Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement comptable et fiscal sur une période de douze mois, calculé au prorata temporis de la date d'acquisition.

Les frais d'établissement font l'objet d'un amortissement linéaire sur une période de cinq années.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements économiques sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les durées rappelées dans les informations relatives à l'actif du bilan.

Immobilisations financières

Ces valeurs sont comptabilisées à leur coût historique, et font l'objet d'une provision pour dépréciation, le cas échéant.

Clients et comptes rattachés

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances douteuses est comptabilisée le cas échéant.

Compléments d'informations relatifs au bilan

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes

359.173,68

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	111.776,13	13.202,77	-	124.978,90
Immobilisations corporelles	111.036,37	79.853,95	-	190.890,32
Immobilisations financières	41.279,39	2.025,07	-	43.304,46
TOTAL.....	264.091,89	95.081,79	-	359.173,68

Ces immobilisations ne font pas l'objet d'une clause de réserve de propriété.

Amortissements et provisions d'actif

193.472,34

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	96.020,78	17.005,23	-	113.026,01
Immobilisations corporelles	39.976,89	40.469,44	-	80.446,33
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL.....	135.997,67	57.474,67	-	193.472,34

Détails des immobilisations corporelles et incorporelles et amortissements en fin de période

Actif immobilisé	Montant	Amortissement	Valeur nette	Durée
Fonds commercial	-	-	-	-
Droit au bail	-	-	-	-
Concession, brevet et droit	124.978,90	113.026,01	11.952,89	1 an linéaire
Frais de constitution	-	-	-	-
Frais de 1 ^{er} établissement	-	-	-	-
Frais d'augmentation de capital.....	-	-	-	-
Installation et agencement	52.733,60	13.959,33	38.774,27	8 ans linéaire
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel de bureaux et info	127.241,12	60.701,35	66.539,77	3 ans dégressifs
Mobilier.....	10.915,60	5.785,65	5.129,95	5 ans linéaire
Autres immo corporelles	-	-	-	-
TOTAL.....	351.869,22	193.472,34	122.396,88	-

Détails des immobilisations financières

POSTES	Valeur au 31/12/2002	Acquisition de l'exercice	Cession de l'exercice	Valeur au 31/12/2003
Participations.....	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements.....	41.279,39	2.025,07	-	43.304,46
Prêts.....	-	-	-	-
TOTAUX.....	41.279,39	2.025,07	-	43.304,46

POSTES	Valeur au 31/12/2002	Ech - 1 an	Ech + 1 an
Dépôts et cautionnements.....	43.304,46	-	43.304,46
Participations.....	-	-	-
Prêts.....	-	-	-
TOTAUX.....	43.304,46		43.304,46

Etat des créances

Etat des créances	Montant	A un an	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	43.304,46	-	43.304,46
Clients douteux.....	100.672,38	100.672,38	-
Autres créances clients	2.251.657,89	2.251.657,89	-
Personnel et comptes rattachés.....	3.259,79	3.259,79	-
Sécurité sociale et orga sociaux.....	5.975,40	5.975,40	-
Impôt sur les bénéfices	267.146,34	267.146,34	-
Comptes de TVA.....	76.170,22	76.170,22	-
Groupe et associés.....	-	-	-
Autres impôts et taxes assimilées	-	-	-
Débiteurs divers	-	-	-
Charges constatées d'avance	86.759,73	86.759,73	-
TOTAL.....	2.834.946,21	2.791.641,75	43.304,46

Charges à répartir

POSTES	Valeur au 31/12/2002	Augmentation de l'exercice	DAP de l'exercice	Valeur au 31/12/2003
Charges à répartir	-	-	-	-
TOTAUX.....	-	-	-	-

POSTES	Valeur au 31/12/2002	Acquisition de l'exercice	Cession de l'exercice	Valeur au 31/12/2003
Valeurs mobilières.....	1.440.889,94	-	711.896,38	728.993,56
TOTAUX.....	1.440.889,94	-	711.896,38	728.993,56

Charges constatées d'avance

86.759,73

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à une exercice ultérieur.

Produits constatés d'avance

La méthode de calcul des produits constatés d'avance adoptée en 2002 a été conservée pour les comptes 2003.

Évaluation des produits constatés d'avance : 1.963.100,53 euros.

Compléments d'information relatifs au passif du bilan

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant	A un an	A plus d'un an
Emprunt dettes fin diverses	-	-	-
Emprunt / étab de crédit	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	620.047,67	620.047,67	-
Personnels et comptes rattachés	244.194,37	244.194,37	-
Sécurité sociale et orga sociaux.....	264.605,60	264.605,60	-
Comptes de TVA.....	443.015,64	443.015,64	-
Impôt sur les Bénéfices	-	-	-
Autres impôts et taxes	53.719,38	53.719,38	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-
Groupe et associés.....	-	-	-
Autres dettes.....	18.096,46	18.096,46	-
Produits constatés d'avance.....	1.963.100,53	1.963.100,53	-
TOTAL.....	3.606.779,65	3.606.779,65	-

Capitaux propres

POSTES	Valeur au 31/12/2002	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 31/12/2003
Capital	136.871,00	-	-	136.871,00
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-
Report à nouveau.....	3.228.068,44	-	1.159.762,18	4.387.830,62
Résultat net de l'exercice	1.159.762,18	1.159.762,18	955.215,89	955.215,89
Subventions.....	-	-	-	-
Prime d'émission.....	5.568.731,00	-	-	5.568.731,00
TOTAL.....	1.317.771,38	1.159.762,18	2.114.978,07	362.555,49

Le capital de la société est composé de :

136.871 parts
1,00

Soit un capital total de :

136.871

Provisions pour risques et charges

POSTES	Valeur au 31/12/2002	Acquisition de l'exercice	Cession de l'exercice	Valeur au 31/12/2003
Provisions pour risques et.....	178.365,35	-	178.365,35	-
TOTAL.....	178.365,35	-	178.365,35	-

Chiffre d'affaires

POSTES	France	Export
Prestations de services.....	2.706.849,91	-
Vente de marchandises.....	-	-
Vente de produits finis	-	-
Ventes de travaux	-	-
Produits des activités annexes	21,84	-
Remises accordées.....	-	-
TOTAL.....	2.706.871,75	-

Effectif moyen

POSTES	31/12/2003
Cadres	36,00
Non cadres.....	2,00
TOTAL.....	38,00

Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Ce montant n'est pas indiqué car conduirait à divulguer une information confidentielle. Cette dernière est mentionnée dans le rapport de gestion.

Engagements hors bilan

Engagements de baux commerciaux

DÉSIGNATION	CARACTERISTIQUES	
Siège social	Durée du bail.....	01/08/01 au 31/07/2010
38 rue du Sentier	Dépôt de garantie	39.716,78 euros
75002 PARIS	Loyers annuels	158.867,12 euros
	Date de résiliation	Période triennale
	Préavis.....	6 mois

Engagements donnés

Nature	Loyers payés en N	Cumulés au 31/12/N	Loyers à 1 an	Loyers 1 à 5 ans	Loyers à + 5 ans	Total
Matériel informatique	19.384	77.149	9.692	-	-	86.841
TOTAL.....	19.384	77.149	9.692	-	-	86.841

Engagements reçus

Valeurs mobilières de placement :

La banque SAN PAOLO, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 350.000.000 euros s'est portée caution pour la société KELJOB à hauteur de 100.921 euros envers son bailleur.

Évènements postérieurs

Aucun évènement postérieur significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

Informations complémentaires

La société Keljob avait procédé à l'émission de bons autonomes de souscription d'actions sur l'exercice clos au 31/12/2002

BSA Antidilutifs :

Date d'émission : 30 avril 2002.

Nombre : 15.

Prix de souscription : 0,01 euro

Modalités de souscription : en tout ou partie, à tout moment pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la date de leur attribution

Aucun bon de souscription antidilutif n'a été exercé au cours de l'exercice 2003.

BSA Supplémentaires :

Date d'émission : 30 avril 2002.

Nombre : 37.038.

Prix de souscription : 0,01 euro

Modalités de souscription : exercice en tout ou partie à tout moment pendant une durée de trois (3) ans à compter de la date de leur attribution, durée à l'issue de laquelle ils deviendront caducs. Ils confèrent à leur titulaire le droit de souscrire une action de catégorie A d'une valeur de un (1) euro augmentée d'une prime d'émission de cinquante trois (53) euros.

Montant maximum de l'investissement supplémentaire : 2.000.052 euros.

Aucun bons de souscription d'actions n'a été exercé au cours de l'exercice 2003. La valorisation des bons de souscription d'actions figurant au bilan est de 11.058,14 euros.

Lors de l'exercice clos au 31/12/2002, la société Keljob avait procédé à la conversion de Bons de créateurs d'entreprise émis préalablement à 122 euros pour porter leur valeur à 53 euros

Date d'émission : 30 avril 2002.

Nombre : 1.040.

Modalités de souscription : la détention d'un bon de créateur d'entreprise permet de souscrire à une action de catégorie A d'une valeur nominale unitaire de un (1) euro augmentée d'une prime d'émission de cinquante trois (53) euros.

Lors de l'exercice clos au 31/12/2002, la société Keljob avait procédé à la conversion de Bons de créateurs d'entreprise

Date d'émission : 30 avril 2002.

Nombre : 17.624.

Exercice : exercice possible à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil. Date limite d'exercice, le 2 avril 2008.

Nombre : 10.051 BCE ont été attribués, le solde n'ayant pas été exercé avant le 30/10/02. Date limite d'exercice 30/04/2007.

La société Keljob a procédé à l'émission de bons de créateurs d'entreprise sur l'exercice clos au 31/12/2003

Date d'émission : 3 avril 2003.

Nombre : 2.500.

Modalités de souscription : la détention d'un bon de créateur d'entreprise permet de souscrire à une action de catégorie A d'une valeur nominale unitaire de un (1) euro augmentée d'une prime de cinquante trois (53) euros.

Exercice : exercice possible à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués au titulaire par trimestre civil. Date limite d'exercice, le 2 avril 2008.

20.1.8. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société KELJOB, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de la sécurité financière du 1^{er} août 2003, et applicables pour la première fois à cet exercice, les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur représentations d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifique prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 9 juin 2004

Le Commissaire aux comptes

FRANCOIS GUYOT ET ASSOCIES

François-Gérard GUYOT

20.2. INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA

20.2.1. Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006

20.2.1.1. Compte de résultat pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Chiffre d'affaires	3.1	23.861	15.518
Production immobilisée.....	3.2	663	88
Reprises de provisions et transferts de charges	3.3	163	30
Autres produits		100	1
Produits d'exploitation		24.787	15.637
Achats et charges externes		8.496	4.971
Impôts et taxes.....		450	286
Charges de personnel	4.2	10.674	6.778
Autres charges d'exploitation.....		165	41
Dotations aux amortissements et provisions.....	5	1.071	1.011
Charges d'exploitation		20.856	13.087
Résultat d'exploitation		3.931	2.550
Résultat financier	6	347	73
Résultat courant		4.278	2.623
Résultat exceptionnel	7	-2.114	-125
Participation des salariés		-	161
Impôts sur les résultats	8	-63	620
Résultat net		2.227	1.717
Résultat net de base par action (en euros)	9.1	0,48	0,38
Résultat net dilué par action (en euros)	9.2	0,46	0,38

20.2.1.2. Bilan pro forma

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	30 septembre 2006		30 septembre 2005	
		Brut	Amortis. provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	10	24.359	2.763	21.596	21.079
Immobilisations corporelles	11	1.888	1.064	824	555
Immobilisations financières	12	932	-	932	131
Actif immobilisé.....		27.179	3.827	23.352	21.765
Avances et acomptes		36	-	36	44
Clients & comptes rattachés	13	10.019	534	9.485	7.348
Autres créances	14	2.309	34	2.275	1.009
Comptes-courants actifs	15	13.358	-	13.358	7.190
Valeurs mobilières de placement.....	16.2	104	-	104	225
Disponibilités		1.870	-	1.870	1.706
Actif circulant		27.696	568	27.128	17.522
Charges constatées d'avance	17	532	-	532	258
Total de l'actif.....		55.407	4.395	51.012	39.545

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Capital	19	4.751	4.574
Primes		28.872	26.849
Report à Nouveau.....		-7.446	-6.215
Impact Fusion.....		-	-1.795
Résultat de l'exercice		2.227	1.717
Capitaux propres.....		28.404	25.130
Provisions pour risques et charges.....	20	668	54
Comptes-courants passifs	21	250	5
Concours bancaires		179	348
Fournisseurs & comptes rattachés	22	3.997	3.329
Dettes fiscales et sociales	23	5.904	4.120
Dettes sur immobilisations		74	75
Autres dettes.....	24	1.515	797
Produits constatés d'avance.....	25	10.021	5.687
Dettes		21.940	14.361
Total du passif		51.012	39.545

20.2.1.3. Tableau des flux de trésorerie pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note N°	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Flux de trésorerie liés à l'activité.....			
Résultat net.....		2.227	1.717
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	30.1	1.467	455
- Plus et moins values de cessions nettes d'impôts.....		3	-6
- Autres variations	30.2	-668	-77
Marge brute d'autofinancement		3.029	2.089
Variation du BFR liée à l'activité.....	30.3	3.155	2.275
- variation de l'actif circulant		830	1.694
- variation des dettes d'exploitation		2.325	581
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		6.184	4.364
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations	30.4	-926	-736
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	30.5	-793	-1.175
Cessions d'immobilisations.....		5	9
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements.....		-1.714	-1.902
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement.....			
Augmentation de capital et de prime d'émission Adenclassifieds (Ex Keljob)		2.064	870
Dividendes versés par Webcible		-	-130
Variation des comptes courants.....	30.6	411	-89
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		2.475	651
VARIATION DE TRESORERIE NETTE.....		6.945	3.113
Trésorerie nette d'ouverture	16.1	8.208	5.566
Trésorerie nette de clôture	16.1	15.153	8.679
Variation de trésorerie nette.....		6.945	3.113

20.2.1.4. Tableau de variation des capitaux propres

Au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Effet des hypothèses pro forma	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2004.....	4.519	26.034	-5.034	-5.057	-803	19.659
<u>Effet des hypothèses pro forma</u>						
Apport fusion Cadremploi.....	-	-	-	1.504	-	1.504
Apport fusion Explorimmo	-	-	-	2.438	-	2.438
TUP A3 Formation.....	-	-	-	-651	-	-651
Fusion Webcible.....	-	-	-	-29	-	-29
Résultat individuel 2004 des sociétés apparentées à Adenclassifieds (Ex Keljob)	-	-	-348	-	-	-348
Situation nette après effet des hypothèses pro forma au 31 Décembre 2004	4.519	26.034	-5.382	-1.795	-803	22.573
<u>Mouvements au 30 septembre 2005:</u>						
Augmentation de capital.....	55	815	-	-	-	870
Affectation du résultat.....	-	-	-803	-	803	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	1.717	1.717
Autres	-	-	-30	-	-	-30
Situation au 30 septembre 2005.....	4.574	26.849	-6.215	-1.795	1.717	25.130

Au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Effet des hypothèses pro forma	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2005.....	4.583	26.976	-6.215	-1.795	563	24.112
<u>Effet des hypothèses pro forma</u>						
Apport fusion Cadremploi.....	-	-	-	1.859	-	1.859
Apport fusion Explorimmo	-	-	-	-64	-	-64
Résultat individuel 2005 des sociétés apparentées à Adenclassifieds (Ex Keljob).....	-	-	-1.827	-	-	-1.827
Situation nette après effet des hypothèses pro forma au 31 Décembre 2005	4.583	26.976	-8.042	-	563	24.080
<u>Mouvements au 30 septembre 2006:</u>						
Augmentation de capital.....	168	1.896	-	-	-	2.064
Affectation du résultat.....	-	-	563	-	-563	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	2.227	2.227
Autres	-	-	33	-	-	33
Situation au 30 septembre 2006....	4.751	28.872	-7.446	-	2.227	28.404

20.2.1.5. Annexe aux informations financières pro forma

1. Introduction aux informations financières pro forma

1.1. Description de l'opération de regroupement des entités Cadremploi, Explorimmo et Adenclassifieds (Ex Keljob)

L'ensemble des actionnaires de la société Cadremploi et la plupart des actionnaires de la société Explorimmo ont apporté les titres de ces sociétés à la société Adenclassifieds (Ex Keljob) le 29 août 2006. En contrepartie de ces apports, ils ont été rémunérés en actions Adenclassifieds (Ex Keljob) suite à une augmentation de capital réalisée par cette dernière.

Le 30 septembre 2006, les sociétés Cadremploi et Explorimmo ont fusionné avec la société Adenclassifieds (Ex Keljob) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006.

Dans les comptes 2006, s'agissant d'une opération entre entités sous contrôle commun et en application du règlement CRC 2004-01 du 4 mai 2004, les actifs apportés et les passifs pris en charge sont évalués sur la base de leurs valeurs comptables telles qu'elles résultent des comptes des sociétés Cadremploi et Explorimmo arrêtés au 31 décembre 2005.

A l'issue des opérations de fusion, soit au 30 septembre 2006, la société Adenclassifieds (Ex Keljob) sera consolidée au sein du Groupe Industriel Marcel Dassault (GIMD).

1.2. Objectifs de ces informations financières pro forma, hypothèses et conventions retenues pour leur établissement

1.2.1. Objectifs

Comme exposé ci-dessus, le périmètre des activités de la société Adenclassifieds (Ex Keljob) a été considérablement élargi suite à l'apport des titres des sociétés Explorimmo et Cadremploi à cette dernière et leur fusion en date du 30 septembre 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006. Ces informations financières pro forma ont pour objectif de présenter l'activité de la société Adenclassifieds (Ex Keljob) au 30 septembre 2005 et 2006 (périodes de neuf mois d'activité) en tenant compte de ce nouveau périmètre d'activité. Pour ce faire, ces informations financières pro forma ont été établies sur la base des hypothèses et conventions décrites ci-après.

Elles sont destinées à refléter, à titre indicatif, la situation financière, le patrimoine et le résultat des opérations de l'ensemble ainsi constitué, comme si les opérations décrites infra avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2005, soit au premier jour de la période financière la plus ancienne présentée. Ces informations financières pro forma ne peuvent être représentatives des résultats et de la situation financière des activités des sociétés qui auraient pu résulter d'une réalisation de ces opérations aux dates respectivement prises en compte pour leur établissement.

Hypothèses retenues pour l'élaboration des informations financières pro forma

Les informations financières pro forma ont été établies sur la base d'une agrégation, pour les deux périodes présentées, des données comptables pluriannuelles établies selon les règles et méthodes comptables françaises des sociétés suivantes :

- Adenclassifieds (Ex Keljob)
- Cadremploi
- Explorimmo
- Webcible

- A3 Formation

Les implications dans la construction des informations financières pro forma sont les suivantes :

- Pour l'exercice 2005, la société Adenclassifieds (Ex Keljob) a arrêté son exercice social au 30 septembre 2005 (soit neuf mois d'activité du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005). Pour les besoins des informations financières pro forma, Cadremploi et Explorimmo ont procédé à un arrêté complémentaire de leurs comptes sociaux au 30 septembre 2005 afin de présenter une activité sur neuf mois (1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005).
- La fusion des entités Cadremploi et Explorimmo effectivement réalisée en date du 30 septembre 2006 a été anticipée au 1^{er} janvier 2005 dans le cadre de ces informations financières pro forma de manière à présenter deux périodes comptables intégrant l'activité sur neuf mois de ces deux sociétés. Ainsi, ces informations financières pro forma intègrent, pour les deux périodes présentées, les actifs et passifs des sociétés Explorimmo et Cadremploi pour leur valeur comptable historique. Les malis de fusion générés par cette opération ont été déterminés sur la base des comptes sociaux de ces deux entités au 31 décembre 2005, date d'effet comptable de la fusion (1^{er} janvier 2006). Ils sont, pour les besoins de ces informations financières pro forma, comptabilisés en immobilisations incorporelles au 1^{er} janvier 2005. Le montant de ces malis de fusion et leur détermination sont présentés au § 1.3.
- La société Adenclassifieds (Ex Keljob) a acquis le 30 septembre 2005, 100 % des titres de la société Webcible. Cette dernière a fusionné en date du 1^{er} octobre 2005 avec Adenclassifieds (Ex Keljob). Pour les besoins des informations financières pro forma cette fusion a été anticipée au 1^{er} janvier 2005 de manière à présenter deux périodes comptables intégrant l'activité sur neuf mois de cette société. Ainsi, ces informations financières pro forma intègrent, pour les deux périodes présentées, les actifs et passifs de la société Webcible pour leur valeur comptable historique. Le mali de fusion généré par cette opération a été déterminé sur la base de la situation comptable de l'entité Webcible au 30 septembre 2005, date d'effet comptable de la fusion (1^{er} octobre 2005). Ce mali, pour les besoins de ces informations financières pro forma, est comptabilisé en immobilisations incorporelles au 1^{er} janvier 2005. Le montant de ce mali de fusion et sa détermination sont présentés au § 1.3.
- La société Adenclassifieds (Ex Keljob) a acquis le 15 juillet 2004, 100 % des titres de la société A3 Formation. Cette dernière a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) en date du 30 juin 2005 à Adenclassifieds (Ex Keljob). Pour les besoins des informations financières pro forma cette TUP a été anticipée au 1^{er} janvier 2005 de manière à présenter deux périodes comptables intégrant l'activité sur neuf mois de cette société. Ainsi, ces informations financières pro forma intègrent, pour les deux périodes présentées, les actifs et passifs de la société A3 Formation pour leur valeur comptable historique. Le mali de confusion généré par cette opération a été déterminé sur la base de la situation comptable de l'entité A3 Formation au 30 juin 2005, date d'effet comptable de la Transmission Universelle de Patrimoine. Ce mali, pour les besoins de ces informations financières pro forma, est comptabilisé en immobilisations incorporelles au 1^{er} janvier 2005. Le montant de ce mali de confusion et sa détermination sont présentés au § 1.3.

Les malis de fusion et de confusion dégagés lors des opérations décrites ci-dessus ont été affectés au poste « fonds de commerce ».

1.2.3. Harmonisation des méthodes comptables retenues dans le cadre de l'établissement des informations financières pro forma

Les états financiers intermédiaires individuels des sociétés Adenclassifieds (Ex Keljob), Cadremploi, Explorimmo, Webcible et A3 Formation, à partir desquels les informations financières pro forma ont

été élaborées, sont établis selon les méthodes et principes comptables français, tels que décrits dans les notes annexes aux comptes des dites sociétés pour les exercices clos le 31 décembre 2005.

Dans le cadre de l'établissement de ces informations financières pro forma les principes suivants ont été retenus tels que présentés en Note 2 :

- Les frais de développement sont capitalisés dès lors qu'ils répondent aux critères énoncés en Note 2.5. L'impact au 1^{er} janvier 2005 de cette homogénéisation de traitement comptable a entraîné la comptabilisation d'immobilisations incorporelles pour 408 K€ (en contrepartie des capitaux propres).
- Les engagements de retraite ont été évalués par un actuair externe d'une manière uniforme sur la base de la méthode des unités de crédits projetés telle que décrite en Note 2.13. L'impact au 1^{er} janvier 2005 de cette homogénéisation de traitement comptable a entraîné la comptabilisation d'une provision pour avantage au personnel pour 28 K€ (en contrepartie des capitaux propres).
- Comme mentionné en Note 2.18, la société Adenclassifieds (Ex Keljob), considérant que la valeur vénale des opérations d'échanges antérieurement contractées par les sociétés Explorimmo et Cadremploi ne pouvait être déterminée de façon fiable, a annulé les flux relatifs à ces opérations qui étaient comptabilisés dans les comptes historiques de ces deux sociétés. Cette élimination est sans impact sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2005 les flux d'achat et de vente étant comptabilisés à cette date pour des montants équivalents dans les comptes sociaux de ces deux entités.

Par ailleurs, l'ensemble des transactions intra-groupe, réalisées à compter du 1^{er} janvier 2005 et pour les deux périodes présentées, entre Adenclassifieds (Ex Keljob), Explorimmo, Cadremploi, Webcible et A3 Formation a été éliminé dans ces informations financières pro forma.

Les impacts de l'harmonisation des méthodes comptables décrits ci-dessus sont inclus dans les capitaux propres au 31 décembre 2004 tels que présentés dans le tableau de variation des capitaux propres.

1.3. Effets des hypothèses pro forma sur les capitaux propres

1.3.1. Impacts sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2005 des hypothèses pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Impact des fusions : effet des hypothèses pro forma (1)	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2005.....	4.519	26.034	-5.034	-5.057	-803	19.659
<u>Effet des hypothèses pro forma</u>						
Apport Fusion Cadremploi.....	-	-	-	1.504	-	1.504
Apport Fusion Explorimmo.....	-	-	-	2.438	-	2.438
TUP A3 Formation.....	-	-	-	-651	-	-651
Fusion Webcible.....	-	-	-	-29	-	-29
Résultat individuel 2004 des sociétés apparentées à Adenclassifieds (Ex Keljob) (2).....	-	-	-348	-	-	-348
Situation nette après effet des hypothèses pro forma au 1^{er} janvier 2005.....	4.519	26.034	-5.382	-1.795	-803	22.573

(1) Impact des fusions : effet des hypothèses pro forma

Au 30 septembre 2005, l'impact des effets des hypothèses pro forma sur les capitaux propres d'Adenclassifieds (Ex Keljob), doit faire l'objet d'un ajustement compte tenu des résultats des exercices clos au 31 décembre 2004 des sociétés Cadremploi, Explorimmo, Webcible et A3 Formation.

Au 30 septembre 2005, l'impact des hypothèses pro forma relatives aux opérations de fusion d'un montant de -1.795 K€ correspond à l'élimination des résultats accumulés des sociétés Cadremploi (-1.859 K€) et Explorimmo (64 K€) entre le 1^{er} janvier 2005 et la date d'effet juridique des opérations de fusion, soit le 1^{er} janvier 2006. Il convient donc d'ajuster les capitaux propres pro forma d'Adenclassifieds (Ex Keljob) de la variation de la situation nette des entités Cadremploi et Explorimmo entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2005.

<i>En milliers d'euros</i>	Cadremploi	Explorimmo
Situation nette au 1 ^{er} janvier 2005 (1)	2.703	234
Situation nette au 1 ^{er} janvier 2004 (2)	1.199	-2.204
Impact des fusions : effets des hypothèses pro forma au 1^{er} janvier 2005 (1)-(2)	1.504	2.438

Les impacts des hypothèses pro forma relatives aux opérations de fusion des sociétés A3 Formation et Webcible sont repris au 1^{er} janvier 2005 dans la mesure où les opérations de fusions et de transmission universelle de patrimoine ont été effectivement réalisées au cours de l'année 2005.

(2) Résultat individuels 2004

Les résultats individuels 2004, compris dans le report à nouveau au 1^{er} janvier 2005 suite à l'affectation du résultat doivent faire l'objet d'un retraitement. En effet, il convient de minorer le report à nouveau à du concurrence des dits résultats, compris dans la situation nette comptable servant de base au calcul du mali de fusion. Les 348 K€ correspondent donc à la somme des résultats 2004 individuels des sociétés Cadremploi, Explorimmo, A3 Formation et Webcible.

1.3.2. Impacts sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2006 des hypothèses pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Impact des fusions : effet des hypothèses pro forma (1)	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2006	4.583	26.976	-6.215	-1.795	563	24.112
<u>Effet des hypothèses pro forma</u>						
Apport fusion Cadremploi	-	-	-	1.859	-	1.859
Apport fusion Explorimmo	-	-	-	-64	-	-64
Résultat individuel 2005 des sociétés apparentées à Adenclassifieds (Ex Keljob) (2)	-	-	-1.827	-	-	-1.827
Situation nette après effet des hypothèses pro forma au 1^{er} janvier 2006	4.583	26.976	-8.042	-	563	24.080

(1) Impact des fusions : effets des hypothèses pro forma

Les opérations de fusion de Cadremploi et d'Explorimmo étant juridiquement réalisées au 30 septembre 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006, les hypothèses pro forma n'ont plus d'effet à cette date.

(2) Résultat individuels 2005

Les résultats individuels 2005, compris dans le report à nouveau au 1^{er} janvier 2006 suite à l'affectation du résultat doivent faire l'objet d'un retraitement. En effet, il convient de minorer le report à nouveau à concurrence des dits résultats, compris dans la situation nette comptable servant de base au calcul du mali de fusion. Les 1.827 K€ correspondent donc à la somme des résultats 2005 individuels des sociétés Cadremploi, Explorimmo et Webcible.

2. Principes et méthodes comptables

2.1. Contexte général

Les comptes sociaux historiques des Sociétés, à partir desquels les informations financières Pro forma ont été élaborées, sont établis selon les principes comptables français, tels que décrits dans les notes annexes aux comptes intermédiaires des Sociétés pour les périodes closes aux 30 septembre 2005 et 2006.

Ces informations financières pro forma ont donc été établies conformément aux règles françaises suivant les prescriptions du règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au plan comptable général 1999. Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les informations financières pro forma sont présentées en milliers d'euros. Elles ont été arrêtées par le Directoire en date du 9 janvier 2007.

2.2. Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières la direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction de la société portent notamment sur l'évaluation des engagements envers les salariés, les immobilisations incorporelles et les provisions.

2.3. Ecart de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au poste « Ecart de conversion ». Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

2.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par la société. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur (voir Note 2.7).

L'amortissement des logiciels informatiques est pratiqué sur une durée de 1 à 3 ans selon le mode linéaire.

Fonds commerciaux

Les fonds de commerce acquis ou reçu par voie de fusion ont une durée d'utilité indéfinie et ne font l'objet d'aucun amortissement, mais sont soumis à des tests annuels de perte de valeur (voir Note 2.7).

Le mali de fusion ou de confusion représente l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société absorbante ou confondante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée ou confondue, et la valeur nette comptable de cette dernière.

Le traitement comptable du mali de fusion et de confusion résulte du règlement CRC 2004-01 pour des opérations placées sous contrôle commun.

Le mali technique résultant d'une opération de fusion ou de transmission universelle de patrimoine, relatif à des opérations impliquant des entreprises sous contrôle commun, est inscrit à l'actif en immobilisations incorporelles. Les malis de fusion et de confusion dégagés lors des opérations décrites en Note 1.2 ont été affectés au poste « fonds de commerce ».

2.5. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à l'option offerte par le Plan Comptable Général, les frais de développement sont comptabilisés à l'actif dès lors que les critères suivants sont simultanément remplis :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;

- La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- La disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Dès lors que l'ensemble de ces conditions n'est pas rempli, les frais de développement sont comptabilisés en charges.

Lorsque les frais de développement sont portés à l'actif, ces derniers sont amortis sur la durée d'utilité des projets. Cette dernière est comprise entre 1 et 5 ans.

2.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs. Aucune valeur résiduelle n'est prise en compte dans la base amortissable des immobilisations corporelles à leur date d'acquisition, la société prévoyant de les utiliser sur leur durée de vie. Cependant, la valeur résiduelle et la durée d'utilité des immobilisations corporelles sont revues annuellement par la société et les modifications éventuelles sont prises en compte dans le calcul de la base amortissable des immobilisations corporelles.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| - Installations et agencements | 2 à 10 ans |
| - Matériel de transport | 2 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 2 à 5 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

2.7. Dépréciation d'actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces deniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par le Directoire.

En cas d'indice de perte de valeur sur les fonds de commerce, ceux-ci n'étant pas dissociables de l'entreprise, leur valeur nette comptable est comparée aux flux de trésorerie futurs non actualisés attendus des activités de l'entreprise.

2.8. Coûts d'emprunt

Les éventuels coûts d'emprunt supportés par la société dans le cadre du financement d'immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisés en charges l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.9. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements versés aux bailleurs pour la location de locaux ainsi que de Valeurs Mobilières de Placement Nanties ou dont la maturité est supérieure à trois mois.

Lorsque la valeur recouvrable à la clôture de ces immobilisations financières est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

2.10. Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

2.11. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires.

2.12. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent les SICAV et dépôts à terme, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (d'une durée inférieure à 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

2.13. Engagements envers les salariés

Les salariés de la société peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite postérieurement à leur départ. Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an par des actuaires externes, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement les hypothèses suivantes :

- un taux d'actualisation,
- un taux d'inflation,
- un taux d'augmentation de salaires et
- un taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles ne sont reconnus que lorsqu'ils excèdent 10 % de la valeur la plus haute de l'engagement ou de la valeur du fonds. La fraction excédant 10 % est alors étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, la société comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont exigibles, la société n'étant pas engagée au-delà des cotisations versées.

2.14. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

2.15. Dettes

Les dettes sont évaluées pour leur montant nominal.

2.16. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement de la prestation.

La société fournit à ses clients plusieurs types de prestations :

- Du référencement, Adenclassifieds (Ex Keljob) mettant à la disposition de ses clients, à partir de ses propres sites et pour une période donnée, des liens renvoyant vers le site de l'annonceur ;

- La fourniture d'accès à des bases de données ou logiciel (CVThèque, CVMail) pendant une période définie contractuellement ;
- La diffusion sur Internet d'annonces individualisées pour une période donnée ;
- La vente d'abonnement ou de « pack » permettant aux annonceurs de déposer sur les différents sites Internet de la société un nombre prédéfini d'annonces pendant une période déterminée ;
- Des espaces publicitaires sous forme de bannières pour une période définie.

Pour l'ensemble de ces prestations, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée contractuelle pendant laquelle la prestation est réalisée.

Les rabais, remises, ristournes et escomptes consentis aux clients sont comptabilisés simultanément à la reconnaissance des ventes. Ils sont classés en réduction du chiffre d'affaires.

2.17. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, ou de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considéré comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que les cessions d'immobilisations, les litiges portés devant les tribunaux, etc...

2.18. Echanges de publicité

Les échanges de publicité dans le cadre d'activité Internet doivent être évalués, conformément au Règlement CRC N°2003-01 à la valeur vénale de celui des deux lots dont l'estimation est la plus fiable.

La valeur vénale d'un lot s'obtient par référence à des ventes « normales ». Les ventes normales sont définies comme des ventes équivalentes réalisées par la même entreprise payées en espèces ou contre remise d'autres actifs, monétaires ou non.

Ainsi, les ventes doivent :

- être de même nature et avoir un contenu comparable,
- intervenir fréquemment,
- ne pas faire intervenir la même contrepartie.

Lorsque la valeur vénale est estimée de façon fiable, l'entreprise ajuste la valeur comptable de l'échange de façon à faire apparaître celle-ci pour la valeur vénale la plus sûre.

Lorsque la valeur vénale ne peut pas être estimée de façon fiable, les achats et chiffres d'affaires correspondant sont annulés sauf si un actif est remis en échange.

La société Adenclassifieds (Ex Keljob) estime que la valeur vénale des prestations fournies et de celles reçues dans le cadre des opérations d'échanges qu'elle a contracté avec des tiers ne peut être évaluée de façon fiable. De ce fait aucune transaction d'échange n'est incluse dans les informations pro forma de la société.

2.19. Impôt sur les sociétés

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt.

Impôt exigible

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les positions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date d'établissement des informations financières pro forma.

Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

La période courant du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005 est la première au cours de laquelle un tel crédit d'impôt est sollicité.

2.20. Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées, le cas échéant, des détentions par la société de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

3. Produits d'exploitation

3.1. Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Emploi.....	20.430	13.568
Formation.....	1.074	577
Immobilier.....	2.357	1.373
Total	23.861	15.518

Les données chiffrées sectorielles présentées ci-dessus se décomposent comme suit :

Au 30 septembre 2005 :

<i>En milliers d'euros</i>	Emploi	Immobilier	Formation
Petites annonces	12.531	1.116	577
Autres services et produits	1.037	257	-
Total	13.568	1.373	577

Au 30 septembre 2006 :

<i>En milliers d'euros</i>	Emploi	Immobilier	Formation
Petites annonces	18.553	1.897	1.074
Autres services et produits	1.877	460	-
Total	20.430	2.357	1.074

L'ensemble du chiffre d'affaires est réalisé en France.

3.2. Production immobilisée

Il s'agit exclusivement des frais de développement activés au cours de la période.

3.3. Reprises de provisions et transferts de charges

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Reprises de provisions sur créances clients	158	24
Transferts de charges	5	6
Total	163	30

4. Personnel**4.1. Effectifs**

L'effectif pro forma de la Société au 30 septembre 2006 s'élève à 256 salariés (163 au 30 septembre 2005).

La répartition des effectifs entre les populations cadres et non cadres se présente comme suit :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Cadres	209	122
Non cadres	47	41
Total	256	163

4.2. Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Salaires et traitements.....	7.304	4.679
Charges sociales et fiscales	3.370	2.099
Total	10.674	6.778

Au 30 septembre 2006, le taux moyen de charges sociales et fiscales atteint 46,1 % de la masse salariale brute (44,9 % au 30 septembre 2005).

4.3. Rémunérations allouées aux membres du Directoire

La rémunération des membres du Directoire de la société, incluse dans les charges de personnel mentionnées ci-dessus, se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Fixe	462	421
Variable.....	30	15
Total	492	436

4.4. Droits individuels à la formation

La loi 2004-391 du 4 juin 2004 reconnaît aux salariés un nouveau droit individuel à la formation (DIF). Ce droit, d'une durée de 20 heures par an (calculée prorata temporis en cas de travail à temps partiel), est ouvert à tout salarié sous contrat à durée indéterminée disposant d'une ancienneté d'au moins un an dans l'entreprise. Les intéressés peuvent cumuler ce droit d'une année sur l'autre dans la limite de 6 ans pour les salariés travaillant à temps plein et de 120 heures, quel que soit le nombre d'années, pour ceux à temps partiel. A défaut de son utilisation en tout ou partie, le DIF reste plafonné à 120 heures.

Le volume des heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis ainsi que les heures n'ayant pas donné lieu à demande de formation se présentent comme suit :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Droits acquis en heures.....	6.027	2.728
Heures n'ayant pas donné lieu à demande.....	6.027	2.728

4.5. Avantages au personnel

4.5.1. Hypothèses retenues

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 30 septembre 2005 et au 30 septembre 2006 sont les suivantes :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Taux d'actualisation	4,60 %	4,00 %
Taux d'augmentation des salaires.....	3,00 %	3,00 %
Taux de charges sociales	45,00 %	45,00 %
Taux de rotation	4,50 %	4,53 %

4.5.2. Variation de l'engagement net et réconciliation de la provision

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Engagement à l'ouverture de la période.....	-87	-46
Charge d'intérêts	-2	-1
Coûts des services rendus.....	-22	-13
Gains/(pertes) actuariels	15	-8
Engagement à la clôture de la période.....	-96	-68
Pertes/(gains) actuariels non reconnus	11	14
Coût des services passés non reconnus.....	11	11
Provision à la clôture de la période.....	-74	-43

4.5.3. Evolution de la provision au cours des périodes présentées

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Provision à l'ouverture de la période.....	-48	-28
Charge de retraite de la période.....	-26	-15
dont coût des services rendus.....	-22	-13
dont charges d'intérêt	-4	-2
dont amortissement des gains/(pertes) actuarielles ⁽¹⁾	-	-
dont amortissement des services passés ⁽¹⁾	-	-
Provision à la clôture de la période.....	-74	-43

⁽¹⁾ Montants non présentés car non significatifs

5. Amortissements, provisions et pertes de valeur

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Immobilisations incorporelles	435	379
Immobilisations corporelles	413	151
Total immobilisations [A].....	848	530
Engagements envers les salariés.....	26	15
Provisions pour dépréciations des immobilisations.....	41	
Total provision [B].....	67	15
Total des dotations nettes hors actifs courants [C = A+B].....	915	545
Clients et autres actifs circulants	156	466
Total actifs [D]	156	466
Total Exploitation [E = C+D].....	1.071	1.011
Autres provisions	563	11
Total Exceptionnel.....	563	11

6. Résultat Financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Revenu des VMP.....	29	7
Intérêts des comptes courants.....	318	66
Résultat financier	347	73

7. Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net sur cessions.....	-3	-
Dotations aux provisions nettes des reprises	11	-11
Provision pour doubles loyers	-563	-
Frais de déménagement	-	-114
Frais liés à la fusion.....	-1.550	-
Divers.....	-9	-
Résultat exceptionnel	-2.114	-125

8. Impôts sur les résultats

8.1. Charge d'impôt

8.1.1. Taux effectif d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net.....	2.227	1.717
Impôts sur le résultat	-63	620
Résultat net avant impôt.....	2.164	2.337
Taux effectif d'imposition.....	-	26,5 %

8.1.2. Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au résultat net avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 34,93 % en 2005 et 33,83 % en 2006, s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net avant impôt.....	2.164	2.337
Taux d'imposition de la société.....	33,83 %	34,93 %
Charge d'impôt théorique	732	816
Augmentation/réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Crédits d'impôt et avoirs fiscaux	-	-141
- Non reconnaissance d'effet fiscal sur certains déficits créés au cours de l'exercice	-	19
- Utilisation de déficits reportables antérieurs	-722	-185
- Neutralisation de l'incidence fiscale liée à l'activation des frais de R&D au titre de l'exercice 2005 ⁽¹⁾	-63	-
- Autres différences permanentes	-10	111
Charge réelle d'impôt	-63	620

⁽¹⁾ L'activation des frais de R&D, dans les informations financières pro forma 2005, a entraîné une majoration du résultat fiscal pro forma par rapport au résultat fiscal réel de la société Cadremploi. Au 30 septembre 2006, les opérations de fusions se sont traduites sur le plan fiscal notamment, par un transfert des déficits fiscaux des sociétés absorbées à la société absorbante. Dans ce contexte, la charge d'impôt supplémentaire évaluée au 31 décembre 2005 au titre de l'activation des frais de R&D ne sera pas due et a été reprise en résultat au 30 septembre 2006.

8.1.3. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

Au 30 septembre 2005 :

<i>En milliers d'euros</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt (net)
Résultat courant.....	2.623	-761	1.862
Résultat exceptionnel (et participation).....	-286	-	-286
Crédit d'impôt	-	141	141
Résultat comptable	2.337	-620	1.717

Au 30 septembre 2006 :

<i>En milliers d'euros</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt (net)
Résultat courant.....	4.278	63	4.341
Résultat exceptionnel (et participation).....	-2.114	-	-2.114
Crédit d'impôt.....	-	-	-
Résultat comptable.....	2.164	63	2.227

8.2. Déficits fiscaux reportables

Le montant des déficits fiscaux pro forma (il s'agit des déficits individuels des sociétés Adenclassifieds (Ex Keljob), Cadremploi et Explorimmo) se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Déficits reportable à l'ouverture de la période.....	14.584	14.434
Déficits nés au cours de la période.....	-	54
Déficits consommés au cours de la période.....	-2.136	-529
Déficits perdus au cours de la période ⁽¹⁾	-	-514
Déficits reportables à la clôture de la période.....	12.448	13.445

⁽¹⁾ Déficit fiscal d'A3 Formation perdu suite à la transmission universelle du patrimoine de cette dernière à la société Adenclassifieds (Ex Keljob) en 2005.

8.3. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Accroissements	-	-
Allègements		
- ORGANIC.....	-26	-31
- Participation des salariés.....	-	-161
Total des accroissements / (allègements) futurs (base)	- 26	- 192

9. Résultats par action

9.1. Résultat net de base par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de la période.

		30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net de base (<i>en milliers d'euros</i>).....	(a)	2.227	1.717
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:	(b)	4.609.756	4.519.358
- nombre d'actions à l'ouverture.....		4.582.651	4.518.845
- nombre d'actions à la clôture.....		4.751.715	4.574.266
Résultat net de base par action	(a) / (b)	0,48	0,38

9.2. Résultat net dilué par action

Le résultat net dilué par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation et du nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

		30 septembre 2006	30 septembre 2005
Résultat net de base (<i>en milliers d'euros</i>).....	(a)	2.227	1.717
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période :	(b)	4.609.756	4.519.358
Nombre d'actions potentiellement dilutives	(c)	193.005	39.370
Nombre d'actions prise en compte dans le calcul du résultat net dilué par action	(d) = (b)+(c)	4.802.761	4.558.728
Résultat net dilué par action.....	(a) / (d)	0,46	0,38

10. Immobilisations incorporelles nettes

10.1 Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2005	Mouvements de la période			30 septembre 2005
		Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	
Frais de Développement.....	691	88	-	-	779
Fonds commerciaux	20.202	66	-	-	20.268
Concession, brevet et droit	26	210	-	-	236
Logiciels.....	1.810	143	-	-	1.953
En cours.....	-	40	-	-	40
Autres.....	10	-	10	-	-
Immobilisations brutes.....	22.739	547	10	-	23.276
Frais de Développement.....	283	214	-	-	497
Logiciels.....	1.535	165	-	-	1.700
Cumul des amortissements	1.818	379	-	-	2.197
Immobilisations nettes	20.921	168	10	-	21.079

Les principales évolutions de la période concernant :

- Acquisition par Adenclassifieds (Ex Keljob) du fonds de commerce Formatel pour 66 K€ ;
- Acquisitions par Adenclassifieds (Ex Keljob) de divers nom de domaines, dont 180 K€ dans le cadre de la reprise des actifs de la société Formatel.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours de la période.

10.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006

Les principales évolutions de la période concernent :

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2006	Mouvements de la période			30 septembre 2006
		Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	
Frais de Développement.....	842	663	-	-	1.505
Fonds commerciaux	20.268	100	-	-1	20.367
Concession, brevet et droit	299	47	-	1	347
Logiciels.....	1.966	84	55	6	2.001
En cours.....	41	98	-	-	139
Immobilisations brutes.....	23.416	992	55	6	24.359
Frais de Développement.....	567	265	-	-	832
Logiciels.....	1.769	170	55	6	1.890
Cumul des amortissements	2.336	435	55	6	2.722
Dépréciation des immobilisations en cours.....	-	41	-	-	41
Immobilisations nettes	21.080	516	-	-	21.596

La principale évolution de la période concerne l'acquisition par Adenclassifieds (Ex Keljob) du fonds de commerce Public RH pour 40 K€.

Les immobilisations incorporelles en cours comprennent les développements de la version 5 du site explorimmo.com et explorimmoneuf.com dont le lancement est prévu en janvier 2007 (98 K€).

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours de la période.

11. Immobilisations corporelles nettes

11.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2005	Mouvements de la période			30 septembre 2005
		Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	
Installation et agencement	316	89	202	-	203
Matériel de transport	27	2	27	-	2
Matériel de bureau et informatique .	891	232	204	-	919
Mobilier.....	47	18	-	-	65
En cours.....	-	11	-	-	11
Immobilisations brutes.....	1.281	352	433	-	1.200
Installations & agencements.....	87	26	69	-	44
Matériel de transport	21	5	21	-	5
Matériel de bureau, informatique	661	120	200	-	581
Mobilier.....	15	-	-	-	15
Cumul des amortissements	784	151	290	-	645
Pertes de valeur	101	-	101	-	-
- installations et agencements	101	-	101	-	-
Immobilisations nettes	396	201	42	-	555

11.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2006	Mouvements de la période			30 septembre 2006
		Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	
Installation et agencement	214	250	-	-	464
Matériel de transport	2	26	-	-	28
Matériel de bureau et informatique	965	189	29	-	1.125
Mobilier.....	65	11	3	-	73
En cours.....	-	195	-	3	198
Autres.....	3	-	-	-3	-
Immobilisations brutes.....	1.249	671	32	-	1.888
Installations & agencements.....	46	250	-	-	296
Matériel de transport	1	1	-	-	2
Matériel de bureau, informatique ..	597	149	5	-	741
Mobilier.....	15	13	3	-	25
Cumul des amortissements	659	413	8	-	1.064
Immobilisations nettes	590	258	24	-	824

Le poste immobilisations en cours correspond aux travaux en cours de réalisation au sein des locaux devant abriter les activités des sociétés Adenclassifieds (Ex Keljob), Cadremploi et Explorimmo.

12. Immobilisations financières

12.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2005	Acquisitions	Cessions	30 septembre 2005
Dépôt et cautionnement.....	61	38	-	99
SICAV Nantes.....	-	32	-	32
Total	61	70	-	131

12.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2006	Acquisitions	Cessions	30 septembre 2006
Titres Direct Recrut.....	-	757	-	757
Dépôt et cautionnement.....	107	36	-	143
SICAV Nantes.....	32	-	-	32
Total	139	793	-	932

13. Clients et comptes rattachés

Toutes les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

14. Autres créances

Les autres créances ont une échéance inférieure à un an et comprennent les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Etat impôt sur les sociétés	855	-
T.V.A.	1.179	881
Autres créances d'exploitation	275	128
Provision pour dépréciation.....	-34	-
Total autres créances	2.275	1.009

15. Comptes courants actifs

Les comptes courants actifs se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Compte courant Le Figaro.....	12.642	7.096
Compte courant Publiprint	716	94
Total comptes courants actifs	13.358	7.190

16. Trésorerie

16.1. Eléments constitutifs de la trésorerie nette

Au 30 septembre 2005 et au 30 septembre 2006, la trésorerie dont dispose la société comprend les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Disponibilités	1.870	1.706
Valeurs mobilières de placement.....	104	225
Compte courant Le Figaro et Publiprint ⁽¹⁾ (Note 15).....	13.358	7.096
Trésorerie active.....	15.332	9.027
Concours bancaires	179	348
Trésorerie passive.....	179	348
Trésorerie Nette.....	15.153	8.679

⁽¹⁾ Du fait de la convention de trésorerie conclue entre Cadremploi, Explorimmo (pour cette dernière uniquement à compter du 1^{er} janvier 2006) avec leurs actionnaires, Le Figaro et Publiprint, l'exigibilité de ce compte courant peut être requise à tout moment, sur simple demande des intéressés. Du fait de son caractère hautement liquide, le Figaro et Publiprint se comportant comme un établissement centralisateur de la trésorerie de ses filiales, ce compte courant actif est classé au sein de la trésorerie nette

16.2. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent des fonds investis dans des organismes collectifs de placement sans risque (SICAV de trésorerie ou supports analogues pour l'essentiel) et sont présentées à leur coût d'acquisition.

La variation pluriannuelle des valeurs mobilières de placement se présente comme suit :

16.2.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2005	Acquisitions	Cessions	30 septembre 2005
SICAV.....	1.272	567	1.715	124
Compte à terme.....	101	-	-	101
Total	1.373	567	1.715	225

16.2.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2006	Acquisitions	Cessions	30 septembre 2006
Compte à terme.....	124	103	224	3
SICAV nanties.....	101	-	-	101
Total	225	103	224	104

17. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance relèvent toutes de l'exploitation.

18. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Créances clients et comptes rattachés.....	97	918
Autres créances.....	28	42
Total des produits à recevoir.....	125	960

19. Capital

Au 30 septembre 2006 le capital social est fixé à 4.751.715 euros divisés en 4.751.715 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Au 30 septembre 2005 le capital social est fixé à 4.574.266 euros divisés en 4.574.266 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

20. Provisions pour risques et charges

20.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2005	Évolution au cours de la période			30 septembre 2005
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Risques juridiques	-	11	-	-	11
Avantages au personnel.....	28	15	-	-	43
Total Provisions pour risques et charges....	28	26	-	-	54
- dont exploitation		15	-	-	
- dont exceptionnel		11	-	-	

Au 30 septembre 2005, les provisions pour risques et charges comprennent, pour l'essentiel, des litiges prud'homaux ainsi que la provision pour avantages au personnel (voir Note 4.3).

20.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2006	Évolution au cours de la période			30 septembre 2006
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Risques juridiques	42	-	11	-	31
Locaux non occupés	-	563	-	-	563
Avantages au personnel.....	48	26	-	-	74
Total Provisions pour risques et charges....	90	589	11	-	668
- dont exploitation		26	-	-	
- dont exceptionnel.....		563	11	-	

Au 30 septembre 2006, les provisions pour risques et charges comprennent, pour l'essentiel, les provisions pour loyers des locaux d'Adenclassifieds (Ex Keljob), de Cadremplei et d'Explorimmo non occupés du fait du regroupement des effectifs dans le cadre de la fusion (voir Note 7).

21. Comptes courants passifs

Les comptes courants passifs se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	30 septembre 2006	30 septembre 2005
CC Associés Adenclassifieds (Ex Keljob)	250	-
CC Portimmo Neuf	-	5
Total	250	5

22. Fournisseurs et comptes rattachés

Toutes les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an.

23. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont à échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30 septembre 2006	30 septembre 2005
T.V.A. à payer	2.387	1.944
Impôt sur les sociétés	-	239
Autres dettes fiscales	160	105
Rémunération du personnel	1.594	790
Charges sociales	1.668	985
Autres dettes sociales	95	57
Total des dettes fiscales et sociales	5.904	4.120

24. Autres dettes

Les autres dettes sont à échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Avoirs à établir.....	1.499	603
Autres dettes d'exploitation.....	16	194
Total des autres dettes.....	1.515	797

25. Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés lorsque les prestations sont facturées et non encore totalement réalisées.

Au 30 septembre 2005 et 2006, il s'agit pour l'essentiel de prestations continues relatives à des contrats qui produiront leurs effets sur la période subséquente.

Les produits constatés d'avance relèvent tous de l'exploitation.

26. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes du bilan se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.450	1.520
Dettes fiscales et sociales	2.474	1.043
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	74	15
Autres dettes	1.499	605
Total des charges à payer	5.497	3.183

27. Engagements et passifs éventuels

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Engagements donnés.....		
- cautions, avals,.....	-	-
- crédit bail, location.....	83	50
Total des engagements donnés	83	50
Engagements reçus.....		
- cautions, avals,.....	-	-
- crédit bail, location.....	-	-
Total des engagements reçus	-	-

Par ailleurs, le protocole d'acquisition de Direct Recruit prévoit qu'Adenclassifieds pourra être amenée à verser, dans le cadre de l'atteinte de certains objectifs, un complément de prix sous forme d'une part de trésorerie pour un montant maximum de 265 m£ et d'autre part de bons de souscription d'actions d'un nombre maximum de 25.200.

28. Informations relatives aux parties liées

Il convient d'entendre par « parties liées », les actionnaires des entreprises dont les états financiers sont agrégés dans le cadre de la présentation des informations financières pro forma.

28.1. Au 30 septembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Créances clients et comptes rattachés	186	-
Comptes courants d'associés débiteurs	7.189	-
Comptes courants d'associés créditeurs	5	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28	-
Dettes sur immobilisations	14	-
Autres dettes	5	-

28.2. Au 30 septembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Créances clients et comptes rattachés.....	973	-
Comptes courants d'associés débiteurs	13.358	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106	-
Produits financiers.....	332	-

29. Suivi des instruments financiers sur capital

Caractéristique des instruments financiers émis au 30 septembre 2006.

Nature	BSA	ABSA	BSA
Date d'émission	30/04/2002	26/09/2005	30/03/2006
Prix de souscription	0,01 €		0,01 €
Quantité	15	125.000	1.704
Parité	1 pour 1	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4, 4 €	1 pour 1 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 15 €
Échéance	5 ans à compter de la date d'attribution	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 12,5 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil
Commentaires	Aucun bon exercé	Tous les bons ont été exercés	Un bon exercé

Nature	BCE	BCE	BCE	BCE
Date d'émission	30/04/2002	03/04/2003	24/06/2004	15/06/2005
Prix de souscription				
Quantité	17.624	2.500	20.000	720
Parité	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4, 4 €	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4, 4 €	1 pour 1 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 53 €	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €
Échéance	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 50 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil
Commentaires	7.973 bons sont devenus caducs et les 9.651 bons restants n'ont pas été exercés	Tous les bons ont été attribués	Tous les bons ont été attribués	Tous les bons ont été attribués. Au 23 novembre 2005, 40 bons ont été exercés

Nature	BCE	BCE
Date d'émission	« D » 30/03/2006	« S » 30/03/2006
Prix de souscription		
Quantité	2.240	1.910
Parité	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 15 €	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 15 €
Échéance	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 50 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil. Les BCE deviennent exerçables en totalité en cas de survenance de fusion par voie d'absorption de la société émettrice, et en cas de cession conférant à un tiers la majorité du capital ou des droits de vote de la société	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 50 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil.
Commentaires	Tous les bons ont été attribués.	Tous les bons ont été attribués.

30. Eléments relatifs aux tableaux de flux de trésorerie

30.1. Amortissements et provisions

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
- immobilisations incorporelles	435	379
- immobilisations corporelles	413	151
- provisions risques et charges.....	589	26
- provisions pour dépréciation des immobilisations	41	-
- reprise de provision.....	-11	-101
Total	1.467	455

30.2. Autres variations

Les autres variations comprennent pour l'essentiel les frais de développement activés pour leur montant net d'impôt.

30.3. Variation du besoin en fonds de roulement

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Variation de l'actif circulant	830	1.694
Variation des créances clients	1.922	840
- à l'ouverture de la période	11.407	8.188
- à la clôture de la période	9.485	7.348
Variation des autres actifs circulant ⁽¹⁾	-1.092	854
- à l'ouverture de la période	1.751	2.165
- à la clôture de la période	2.843	1.311
Variation du passif d'exploitation	2.325	581
Variation des dettes fournisseurs.....	1.522	454
- à l'ouverture de la période	2.475	2.875
- à la clôture de la période	3.997	3.329
Variation des autres passifs d'exploitation ⁽²⁾	803	127
- à l'ouverture de la période	16.637	10.477
- à la clôture de la période	17.440	10.604
Total	3.155	2.275

⁽¹⁾ Comprend les avances et acomptes, les autres créances et les charges constatées d'avance.

⁽²⁾ Comprend les dettes fiscales et sociales, les autres dettes et les produits constatés d'avance.

30.4. Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles (Note 10) ⁽¹⁾	-329	-459
- Acquisitions d'immobilisations corporelles (Note 10).....	-671	-352
- Dette sur immobilisations	74	75
Total	-926	-736

⁽¹⁾ Hors frais de développements activés au cours de la période

30.5. Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2006	30 septembre 2005
- Trésorerie versée pour l'acquisition des titres Webcible ⁽¹⁾	-	-1.001
- Trésorerie versée pour l'acquisition des titres A3 Formation ⁽¹⁾	-	-104
- Dépôts et cautionnements	-36	-38
- Trésorerie versée pour l'acquisition des titres Direct Recrut	-757	-
- Sicav nanties	-	-32
Total	-793	-1.175

⁽¹⁾ Sociétés absorbées par Adenclassifieds (Ex Keljob) en 2005

30.6. Variation des comptes courants

La décomposition du poste se présente ainsi qu'il suit :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Variation des comptes courants actifs⁽¹⁾	161	-93
- à l'ouverture de la période	161	3
- à la clôture de la période	-	96
Variation des comptes courants créditeurs	250	-3.148
- à l'ouverture de la période	-	3.152
- à la clôture de la période	250	4
Compte courant incorporé au capital social⁽¹⁾	-	3.152
Total	411	-89

⁽¹⁾ Hors compte courant Le Figaro. L'exigibilité des comptes courants pouvant être requise à tout moment, compte tenu des conventions de trésorerie liant les sociétés Cadremploi et Explorimmo avec son actionnaire, la société Adenclassifieds (Ex Keljob) l'a classé en trésorerie nette (voir Note 16.1)

⁽²⁾ Compte courant intégré au capital de Explorimmo.

31. Echanges de publicités

Adenclassifieds (Ex Keljob) a mis en ligne, via les activités apportées par Cadremploi et Explorimmo, environ 263.000 annonces au 30 septembre 2006, contre environ 201.000 annonces au 30 septembre 2005, dans le cadre de ses contrats d'échange.

32. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Adenclassifieds a acquis le 20 octobre 2006, 100 % des titres composant le capital de la société Cooptin SAS, pour un montant de 470 K€. Cette dernière, dont le siège social est situé à Paris, exploite le site Internet cooptin.com. Ce site propose la mise en place d'un système organisé de gestion informatisée des systèmes de recrutement par cooptation.

Par ailleurs, dans le cadre courant de son activité, des départs de personnel postérieurs au 30 septembre 2006 ont pu donner lieu à transactions ou litiges en cours.

Aucun autre événement majeur postérieur au 30 septembre 2006 n'est à signaler.

33. Tableau des filiales et des participations

(En milliers d'unités monétaires)	Siège	Capital détenu	V.N.C. des titres	Données sociales			Capitaux propres détenus (euros)
		(% de contrôle)	(euros)		(devises)		
			30 septembre 2006	Devises	Capitaux propres	dont résultat de l'exercice	
Direct Recruit	CHIPPENHAM (GB)	100 %	757	GBP	48	48	70
Total	-	-	757	-	48	48	70

20.2.2. Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du Règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les informations financières pro forma de la société Adenclassifieds (ex-Keljob), incluses dans la partie 20.2.1 de son document de base.

Ces informations financières pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer les opérations suivantes :

- L'effet que la fusion des sociétés Cadremploi et Explorimmo dans la société Adenclassifieds (ex-Keljob), au 30 septembre 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006, aurait pu avoir sur le bilan et le compte de résultat non audité de la société Adenclassifieds (ex-Keljob) pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006 si l'opération avait pris effet au 1^{er} janvier 2004.
- L'effet que la fusion de la société Webcible dans la société Adenclassifieds (ex-Keljob), au 1^{er} octobre 2005, aurait pu avoir sur le bilan et le compte de résultat non audité de la société Keljob pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006 si l'opération avait pris effet au 1^{er} janvier 2004.
- L'effet que la transmission universelle de patrimoine de la société A3 Formation dans la société Adenclassifieds (ex-Keljob), au 30 juin 2005, aurait pu avoir sur le bilan et le compte de résultat non audité de la société Adenclassifieds (ex-Keljob) pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006 si l'opération avait pris effet au 1^{er} janvier 2004.

Elles incluent une information comparative relative à la même période de l'année 2005. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'opération ou l'évènement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée.

Ces informations financières pro forma ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du Règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux informations financières pro forma.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe II, point 7, du règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement des informations financières pro forma.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Ces travaux, qui ne comportent pas d'examen des informations financières sous jacentes à l'établissement des informations financières pro forma, ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces informations financières pro forma ont été établies concordent avec les documents sources, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la Direction de la société Adenclassifieds (ex-Keljob) pour collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires.

A notre avis :

- Les informations financières pro forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- Cette base est conforme aux méthodes comptables de la société.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'offre au public en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels le prospectus comprenant le présent document de base d'introduction visé par l'AMF serait notifié et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 9 janvier 2007

Les Commissaires aux Comptes

FRANCOIS GUYOT & ASSOCIES

François-Gérard GUYOT

Deloitte & Associés

Jean-Luc BERREBI

20.2.3. Informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005

20.2.3.1. Compte de résultat Pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
Chiffre d'affaires	3.1	21.084	13.696
Production immobilisée.....	3.2	152	275
Reprises de provisions et transferts de charges	3.3	116	66
Autres produits		4	2
Produits d'exploitation		21.355	14.039
Achats et charges externes		7.774	6.183
Impôts et taxes.....		429	227
Charges de personnel	4.2	10.747	7.467
Autres charges d'exploitation.....		44	41
Dotations aux amortissements et provisions.....	5	1.185	803
Charges d'exploitation.....		20.179	14.721
Résultat d'exploitation.....		1.176	-682
Résultat financier	6	143	-
Résultat courant		1.319	-682
Résultat exceptionnel	7	-122	-112
Participation des salariés		150	-
Impôts sur les résultats	8	484	9
Résultat net		563	-803
Résultat net de base par action (en euros)	9.1	0,12	-0,27
Résultat net dilué par action (en euros)	9.2	0,12	-0,27

20.2.3.2. Bilan Pro forma

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	31 Décembre 2005			31 Décembre 2004
		Brut	Amortis. provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	10	23.416	2.336	21.080	20.921
Immobilisations corporelles	11	1.249	659	590	396
Immobilisations financières	12	139	-	139	61
Actif immobilisé.....		24.804	2.995	21.809	21.378
Avances et acomptes		24	-	24	67
Clients & comptes rattachés	13	11.974	567	11.407	8.188
Autres créances	14	1.523	8	1.515	1.939
Comptes-courants actifs	15	7.481	-	7.481	3.693
Valeurs mobilières de placement.....	16.2	225	-	225	1.373
Disponibilités		1.063	-	1.063	503
Actif circulant		22.290	575	21.715	15.763
Charges constatées d'avance	17	212	-	212	159
Total de l'actif.....		47.306	3.570	43.736	37.300

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
Capital	19	4.583	4.519
Primes		26.976	26.034
Report à Nouveau.....		-6.215	-5.034
Impact Fusion.....		-1.795	-5.057
Résultat de l'exercice		563	-803
Capitaux propres.....		24.112	19.659
Provisions pour risques et charges.....	20	90	28
Emprunts obligataires.....		-	3
Comptes-courants passifs	21	-	3.152
Concours bancaires		400	-
Fournisseurs & comptes rattachés	22	2.475	2.875
Dettes fiscales et sociales	23	6.220	4.189
Dettes sur immobilisations		22	1.106
Autres dettes.....	24	1.527	1.253
Dettes.....		10.644	12.578
Produits constatés d'avance.....	25	8.890	5.035
Total du passif		43.736	37.300

20.2.3.3. Tableau des flux de trésorerie pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note N°	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
Flux de trésorerie liés à l'activité.....			
Résultat net.....		563	-803
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	30.1	679	710
- Plus et moins values de cessions nettes d'impôts.....		125	-
- Autres variations	30.2	-208	-315
Marge brute d'autofinancement		1.159	-408
Variation du BFR liée à l'activité.....	30.3	2.891	1.185
- variation de l'actif circulant		-2.805	-3.383
- variation des dettes d'exploitation		5.696	4.568
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		4.050	777
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations	30.4	-954	-525
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	30.5	-1.183	-469
Cessions d'immobilisations.....		11	12
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements.....		-2.126	-982
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement.....			
Augmentation de capital et de prime d'émission Adenclassifieds (Ex Keljob)		1.006	2.000
Augmentation de capital A3 Formation		-	173
Dividendes versés par Webcible		-130	-78
Variation des comptes courants.....	30.6	-158	431
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		718	2.526
VARIATION DE TRESORERIE NETTE.....		2.642	2.321
Trésorerie nette d'ouverture	16.1	5.566	3.245
Trésorerie nette de clôture.....	16.1	8.208	5.566
Variation de trésorerie nette.....		2.642	2.321

20.2.3.4. Tableau de variation des capitaux propres pro forma

Au 31 Décembre 2004

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Impact des fusions : effet des hypothèses pro forma (Note 1.3.1)	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2004	137	5.569	-4.388	-	-955	363
<u>Effet des hypothèses pro forma</u>						
Fusion Cadremploi	2.175	14.755	-	-3.363	-	13.567
Fusion Explorimmo	605	5.312	-	-2.374	-	3.543
TUP A3 Formation	-	-	-	651	-	651
Fusion Webcible	-	-	-	29	-	29
<u>Harmonisation des méthodes comptables</u>						
Engagements de retraite (Note 1.2.3)	-	-	-19	-	-	-19
Frais de Développement (Note 1.2.3)	-	-	328	-	-	328
Situation nette après effet des hypothèses pro forma au 1^{er} janvier 2004	2.917	25.636	-4.079	-5.057	-955	18.462
<u>Mouvements en 2004:</u>						
Augmentation de capital	1.602	398	-	-	-	2.000
Affectation du résultat	-	-	-955	-	955	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-803	-803
Situation au 31 Décembre 2004	4.519	26.034	-5.034	-5.057	-803	19.659

Au 31 Décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Impact des fusion : effet des hypothèses pro forma (Note 1.3.1)	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2004.....	4.519	26.034	-5.034	-5.057	-803	19.659
<u>Effet des hypothèses pro forma</u>						
Fusion Cadremploi.....	-	-	-	1.504	-	1.504
Fusion Explorimmo.....	-	-	-	2.438	-	2.438
TUP A3 Formation.....	-	-	-	-651	-	-651
Fusion Webcible.....	-	-	-	-29	-	-29
Résultat individuel 2004 des sociétés apparentées à Adenclassifieds (Ex Keljob).....	-	-	-348	-	-	-348
Situation nette après effet des hypothèses pro forma au 31 Décembre 2004	4.519	26.034	-5.382	-1.795	-803	22.573
<u>Mouvements en 2005:</u>						
Augmentation de capital.....	64	942	-	-	-	1.006
Affectation du résultat.....	-	-	-803	-	803	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	563	563
Autres	-	-	-30	-	-	-30
Situation au 31 décembre 2005.....	4.583	26.976	-6.215	-1.795	563	24.112

20.2.3.5. Annexe aux informations financières pro forma

1. Introduction aux informations financières pro forma

1.1. Description de l'opération de regroupement des entités Cadremploi, Explorimmo et Adenclassifieds (Ex Keljob)

L'ensemble des actionnaires de la société Cadremploi et la plupart des actionnaires de la société Explorimmo ont apporté les titres de ces sociétés à la société Adenclassifieds (Ex Keljob) le 29 août 2006. En contrepartie de ces apports, ils ont été rémunérés en actions Adenclassifieds (Ex Keljob) suite à une augmentation de capital réalisée par cette dernière.

Le 30 septembre 2006, les sociétés Cadremploi et Explorimmo ont fusionné avec la société Adenclassifieds (Ex Keljob) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006.

Dans les comptes 2006, s'agissant d'une opération entre entités sous contrôle commun et en application du règlement CRC 2004-01 du 4 mai 2004, les actifs apportés et les passifs pris en charge sont évalués sur la base de leurs valeurs comptables telles qu'elles résultent des comptes des sociétés Cadremploi et Explorimmo arrêtés au 31 décembre 2005.

A l'issue des opérations de fusion, soit au 30 septembre 2006, la société Adenclassifieds (Ex Keljob) sera consolidée au sein du Groupe Industriel Marcel Dassault (GIMD).

1.2. Objectifs de ces informations financières pro forma, hypothèses et conventions retenues pour leur établissement

1.2.1. Objectifs

Comme exposé ci-dessus, le périmètre des activités de la société Adenclassifieds (Ex Keljob) a été considérablement élargi suite à l'apport des titres des sociétés Explorimmo et Cadremploi à cette dernière et leur fusion en date du 30 septembre 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006. Ces informations financières pro forma ont pour objectif de présenter l'activité de la société Adenclassifieds (Ex Keljob) au cours des exercices 2004 et 2005 (périodes de douze mois d'activité) en tenant compte de ce nouveau périmètre d'activité. Pour ce faire, ces informations financières pro forma ont été établies sur la base des hypothèses et conventions décrites ci-après.

Elles sont destinées à refléter, à titre indicatif, la situation financière, le patrimoine et le résultat des opérations de l'ensemble ainsi constitué, comme si les opérations décrites infra avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2004, soit au premier jour de la période financière la plus ancienne présentée. Ces informations financières pro forma ne peuvent être représentatives des résultats et de la situation financière des activités des sociétés qui auraient pu résulter d'une réalisation de ces opérations aux dates respectivement prises en compte pour leur établissement.

1.2.2. Hypothèses retenues pour l'élaboration des informations financières pro forma

Les informations financières pro forma ont été établies sur la base d'une agrégation, pour les deux périodes présentées, des données comptables pluriannuelles établies selon les règles et méthodes comptables françaises des sociétés suivantes :

- Adenclassifieds (Ex Keljob)
- Cadremploi
- Explorimmo
- Webcible
- A3 Formation

Les implications dans la construction des informations financières pro forma sont les suivantes :

- Pour l'exercice 2005, la société Adenclassifieds (Ex Keljob) a arrêté son exercice social au 30 septembre 2005 (soit neuf mois d'activité du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005). Pour les besoins des informations financières pro forma, Adenclassifieds (Ex Keljob) a procédé à un arrêté complémentaire de ses comptes sociaux au 31 décembre 2005 afin de présenter une activité sur douze mois (1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005). L'exercice 2004 avait quant à lui une durée de douze mois (1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004).

Les comptes sociaux des différentes entités agrégés dans le cadre de ces informations financières pro forma ont, sur les deux périodes présentées, une durée de douze mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004 et 2005.

- La fusion des entités Cadremploi et Explorimmo effectivement réalisée en date du 30 septembre 2006 a été anticipée au 1^{er} janvier 2004 dans le cadre de ces informations financières pro forma de manière à présenter deux périodes comptables intégrant l'activité sur douze mois de ces deux sociétés. Ainsi, ces informations financières pro forma intègrent, pour les deux périodes présentées, les actifs et passifs des sociétés Explorimmo et Cadremploi pour leur valeur comptable historique. Les malis de fusion générés par cette opération ont été déterminés sur la base des comptes sociaux de ces deux entités au 31 décembre 2005, date d'effet comptable de la

fusion (1^{er} janvier 2006). Ils sont, pour les besoins de ces informations financières pro forma, comptabilisés en immobilisations incorporelles au 1^{er} janvier 2004. Le montant de ces malis de fusion, leur détermination et l'impact sur les capitaux propres sont présentés au § 1.3.

- La société Adenclassifieds (Ex Keljob) a acquis le 30 septembre 2005, 100 % des titres de la société Webcible. Cette dernière a fusionné en date du 1^{er} octobre 2005 avec Adenclassifieds (Ex Keljob). Pour les besoins des comptes pro forma cette fusion a été anticipée au 1^{er} janvier 2004 de manière à présenter deux périodes comptables intégrant l'activité sur douze mois de cette société. Ainsi, ces informations financières pro forma intègrent, pour les deux périodes présentées, les actifs et passifs de la société Webcible pour leur valeur comptable historique. Le mali de fusion généré par cette opération a été déterminé sur la base de la situation comptable de l'entité Webcible au 30 septembre 2005, date d'effet comptable de la fusion (1^{er} octobre 2005). Ce mali, pour les besoins de ces informations financières pro forma, est comptabilisé en immobilisations incorporelles au 1^{er} janvier 2004. Le montant de ce mali de fusion, sa détermination et son impact sur les capitaux propres sont présentés au § 1.3.
- La société Adenclassifieds (Ex Keljob) a acquis le 15 juillet 2004, 100 % des titres de la société A3 Formation. Cette dernière a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) en date du 30 juin 2005 à Adenclassifieds (Ex Keljob). Pour les besoins des informations financières pro forma cette TUP a été anticipée au 1^{er} janvier 2004 de manière à présenter deux périodes comptables intégrant l'activité sur 12 mois de cette société. Ainsi, ces informations financières pro forma intègrent, pour les deux périodes présentées, les actifs et passifs de la société A3 Formation pour leur valeur comptable historique. Le mali de confusion généré par cette opération a été déterminé sur la base de la situation comptable de l'entité A3 Formation au 30 juin 2005, date d'effet comptable de la Transmission Universelle de Patrimoine. Ce mali, pour les besoins de ces informations financières pro forma, est comptabilisé en immobilisations incorporelles au 1^{er} janvier 2004. Le montant de ce mali de confusion, sa détermination et son impact sur les capitaux propres sont présentés au § 1.3.

Les malis de fusion et de confusion dégagés lors des opérations décrites ci-dessus ont été affectés au poste « fonds de commerce ».

1.2.3. Harmonisation des méthodes comptables retenues dans le cadre de l'établissement des informations financières pro forma

Les états financiers individuels des sociétés Adenclassifieds (Ex Keljob), Cadreemploi, Explorimmo, Webcible et A3 Formation, à partir desquels les informations financières pro forma ont été élaborées, sont établis selon les méthodes et principes comptables français, tels que décrits dans les notes annexes aux comptes des dites sociétés pour les exercices clos le 31 décembre 2004 et 31 décembre 2005.

Dans le cadre de l'établissement de ces informations financières pro forma les principes suivants ont été retenus tels que présentés en Note 2 :

- Les frais de développement sont capitalisés dès lors qu'ils répondent aux critères énoncés en Note 2.5. L'impact au 1^{er} janvier 2004 de cette homogénéisation de traitement comptable a entraîné la comptabilisation d'immobilisations incorporelles pour 328 K€ (en contrepartie des capitaux propres).
- Les engagements de retraite ont été évalués par un actuair externe d'une manière uniforme sur la base de la méthode des unités de crédits projetés telle que décrite en Note 2.13. L'impact au 1^{er} janvier 2004 de cette homogénéisation de traitement comptable a entraîné la comptabilisation d'une provision pour avantage au personnel pour 19 K€ (en contrepartie des capitaux propres).
- Comme mentionné en Note 2.18, la société Adenclassifieds (Ex Keljob), considérant que la valeur vénale des opérations d'échanges antérieurement contractées par les sociétés

Explorimmo et Cadremploi ne pouvait être déterminée de façon fiable, a annulé les flux relatifs à ces opérations qui étaient comptabilisés dans les comptes historiques de ces deux sociétés. Cette élimination est sans impact sur les capitaux propres des 2 périodes présentées, les flux d'achat et de vente étant comptabilisés au 1^{er} janvier 2004, au 31 décembre 2004 et 2005 pour des montants équivalents dans les comptes sociaux de ces deux entités.

Par ailleurs, l'ensemble des transactions intra-groupe, réalisées à compter du 1^{er} janvier 2004 et pour les deux périodes présentées, entre Adenclassifieds (Ex Keljob), Explorimmo, Cadremploi, Webcible et A3 Formation a été éliminé dans ces informations financières pro forma.

1.3. Effets des hypothèses pro forma sur les capitaux propres

1.3.1. Impacts sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004 des hypothèses pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Impact des fusions : effet des hypothèses pro forma (1)	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2004.....	137	5.569	-4.388	-	-955	363
<u>Effet des hypothèses pro forma</u>						
Fusion Cadremploi	2.175	14.755	-	-3.363	-	13.567
-Augmentation de capital par apport en nature de 100 % des titres Cadremploi à Adenclassifieds (Ex Keljob) pour 16.929 K€. (Augmentation de capital de 2.175 K€)						
Fusion Explorimmo.....	605	5.312	-	-2.374	-	3.543
-Augmentation de capital par apport en nature de 98,9 % des titres Explorimmo à Adenclassifieds (Ex Keljob) pour 5.910 K€. (Augmentation de capital de 599 K€)						
-Augmentation de capital dans le cadre de la fusion absorption de la société Explorimmo par la société Adenclassifieds (Ex Keljob). Création de 6.636 actions nouvelles de 1 euro pour rémunérer les autres actionnaires de la société Explorimmo						
TUP A3 Formation.....	-	-	-	651	-	651
Fusion Webcible.....	-	-	-	29	-	29
<u>Harmonisation des méthodes comptables</u>						
Engagements de retraite	-	-	-19	-	-	-19
- impact au 1 ^{er} janvier 2004 de la première comptabilisation des engagements de retraite						
Frais de Développement.....	-	-	328	-	-	328
- impact au 1 ^{er} janvier 2004 de la première comptabilisation des frais de développement						
Situation nette après effet des hypothèses pro forma au 1^{er} janvier 2004.....	2.917	25.636	-4.079	-5.057	-955	18.462

(1) Impact des fusions : effets des hypothèses pro forma

Ces écarts correspondent à la différence entre le mali de fusion et le montant des capitaux propres, hors résultats, après élimination des titres, des sociétés Cadremploi, Explorimmo, A3 Formation et Webcible au 1^{er} janvier 2004.

<i>En milliers d'euros</i>	Cadremploi	Explorimmo	A3 Formation	Webcible
Mali de fusion / confusion (1)	12.368	5.747	1.043	932
Titres de participation (2)	16.929	5.917	564	1.001
Situation nette (3)	1.199	-2.204	172	98
- capital	3.660	3.812	170	8
- réserves	-2.461	-6.016	2	90
Impact des fusions : effet des hypothèses pro forma (1) - (2) + (3)	-3.363	-2.374	651	29

L'impact global des fusions pour un montant de -5.057 K€ correspond donc à l'élimination :

- des résultats accumulés des ces quatre sociétés entre le 1^{er} janvier 2004 et la date d'effet juridique des opérations de fusion (soit le 1^{er} janvier 2006 pour Cadremploi et Explorimmo, le 30 juin 2005 pour A3 Formation et le 30 septembre 2005 pour Webcible), et
- des dividendes versés par Webcible en 2005, préalablement à son acquisition par Adenclassifieds (Ex Keljob).

1.3.2. Impacts sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2005 des hypothèses pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Impact des fusions : effet des hypothèses pro forma (1)	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2005	4.519	26.034	-5.034	-5.057	-803	19.659
Effet des hypothèses pro forma						
Fusion Cadremploi	-	-	-	1.504	-	1.504
Fusion Explorimmo	-	-	-	2.438	-	2.438
TUP A3 Formation	-	-	-	-651	-	-651
Fusion Webcible	-	-	-	-29	-	-29
Résultat individuel 2004 des sociétés apparentées à Adenclassifieds (Ex Keljob) (2)	-	-	-348	-	-	-348
Situation nette après effet des hypothèses pro forma au 1^{er} janvier 2005	4.519	26.034	-5.382	-1.795	-803	22.573

(1) Impact des fusions : effet des hypothèses pro forma

Au 31 décembre 2005, l'impact des effets des hypothèses pro forma sur les capitaux propres d'Adenclassifieds (Ex Keljob), doit faire l'objet d'un ajustement compte tenu des résultats des exercices clos au 31 décembre 2004 des sociétés Cadremploi, Explorimmo, Webcible et A3 Formation.

Au 31 décembre 2005, l'impact des hypothèses pro forma relatives aux opérations de fusion d'un montant de -1.795 K€ correspond à l'élimination des résultats accumulés des sociétés Cadremploi (-1.859 K€) et Explorimmo (64 K€) entre le 1^{er} janvier 2005 et la date d'effet juridique des opérations de fusion, soit le 1^{er} janvier 2006. Il convient donc d'ajuster les capitaux propres pro forma d'Adenclassifieds (Ex Keljob) de la variation de la situation nette des entités Cadremploi et Explorimmo entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2005.

En milliers d'euros

	Cadremploi	Explorimmo
Situation nette au 1 ^{er} janvier 2005 (1)	2.703	234
Situation nette au 1 ^{er} janvier 2004 (2)	1.199	-2.204
Impact des fusions : effets des hypothèses pro forma au 1^{er} janvier 2005 (1)-(2)	1.504	2.438

Les impacts des hypothèses pro forma relatives aux opérations de fusion des sociétés A3 Formation et Webcible sont repris au 1^{er} janvier 2005 dans la mesure où les opérations de fusions et de transmission universelle de patrimoine ont été effectivement réalisées au cours de l'année 2005.

(2) Résultat individuels 2004

Les résultats individuels 2004, compris dans le report à nouveau au 1^{er} janvier 2005 suite à l'affectation du résultat doivent faire l'objet d'un retraitement. En effet, il convient de minorer le report à nouveau à du concurrence des dits résultats, compris dans la situation nette comptable servant de base au calcul du mali de fusion. Les 348 K€ correspondent donc à la somme des résultats 2004 individuels des sociétés Cadremploi, Explorimmo, A3 Formation et Webcible.

2. Principes et méthodes comptables

2.1. Contexte général

Les comptes sociaux historiques des Sociétés, à partir desquels les informations financières Pro forma ont été élaborées, sont établis selon les principes comptables français, tels que décrits dans les notes annexes aux comptes sociaux des Sociétés pour les exercices clos le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2004.

Ces informations financières pro forma ont donc été établies conformément aux règles françaises suivant les prescriptions du règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au plan comptable général 1999. Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les informations financière pro forma sont présentées en milliers d'euros. Elles ont été arrêtées par le Directoire en date du 9 janvier 2007.

2.2. Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières la direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction de la société portent notamment sur l'évaluation des engagements envers les salariés, les immobilisations incorporelles et les provisions.

2.3. Ecart de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au poste « Ecart de conversion ». Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

2.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par la société. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur (voir Note 2.7).

L'amortissement des logiciels informatiques est pratiqué sur une durée de 1 à 3 ans selon le mode linéaire.

Fonds commerciaux

Les fonds de commerce acquis ou reçu par voie de fusion ont une durée d'utilité indéfinie et ne font l'objet d'aucun amortissement, mais sont soumis à des tests annuels de perte de valeur (voir Note 2.7).

Le mali de fusion ou de confusion représente l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société absorbante ou confondante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée ou confondue, et la valeur nette comptable de cette dernière.

Le traitement comptable du mali de fusion et de confusion résulte du règlement CRC 2004-01 pour des opérations placées sous contrôle commun.

Le mali technique résultant d'une opération de fusion ou de transmission universelle de patrimoine, relatif à des opérations impliquant des entreprises sous contrôle commun, est inscrit à l'actif en immobilisations incorporelles. Les malis de fusion et de confusion dégagés lors des opérations décrites en Note 1.2 ont été affectés au poste « fonds de commerce ».

2.5. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à l'option offerte par le Plan Comptable Général, les frais de développement sont comptabilisés à l'actif dès lors que les critères suivants sont simultanément remplis :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;

- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- La disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Dès lors que l'ensemble de ces conditions n'est pas rempli, les frais de développement sont comptabilisés en charges.

Lorsque les frais de développement sont portés à l'actif, ces derniers sont amortis sur la durée d'utilité des projets. Cette dernière est comprise entre 1 et 5 ans.

2.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs. Aucune valeur résiduelle n'est prise en compte dans la base amortissable des immobilisations corporelles à leur date d'acquisition, la société prévoyant de les utiliser sur leur durée de vie. Cependant, la valeur résiduelle et la durée d'utilité des immobilisations corporelles sont revues annuellement par la société et les modifications éventuelles sont prises en compte dans le calcul de la base amortissable des immobilisations corporelles.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| - Installations et agencements | 2 à 10 ans |
| - Matériel de transport | 2 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 2 à 5 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

2.7. Dépréciation d'actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces deniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par le Directoire.

En cas d'indice de perte de valeur sur les fonds de commerce, ceux-ci n'étant pas dissociables de l'entreprise, leur valeur nette comptable est comparée aux flux de trésorerie futurs non actualisés attendus des activités de l'entreprise.

2.8. Coûts d'emprunt

Les éventuels coûts d'emprunt supportés par la société dans le cadre du financement d'immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisés en charges l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.9. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements versés aux bailleurs pour la location de locaux ainsi que de Valeurs Mobilières de Placement Nanties ou dont la maturité est supérieure à trois mois.

Lorsque leur valeur recouvrable à la clôture de ces immobilisations financières est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

2.10. Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

2.11. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires.

2.12. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent les SICAV et dépôts à terme, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (d'une durée inférieure à 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

2.13. Engagements envers les salariés

Les salariés de la société peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite postérieurement à leur départ. Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an par des actuaires externes, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement les hypothèses suivantes :

- un taux d'actualisation,
- un taux d'inflation,
- un taux d'augmentation de salaires et
- un taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles ne sont reconnus que lorsqu'ils excèdent 10 % de la valeur la plus haute de l'engagement ou de la valeur du fonds. La fraction excédant 10 % est alors étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, la société comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont exigibles, la société n'étant pas engagée au-delà des cotisations versées.

2.14. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

2.15. Dettes

Les dettes sont évaluées pour leur montant nominal.

2.16. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement de la prestation.

La société fournit à ses clients plusieurs types de prestations :

- Du référencement, Adenclassifieds (Ex Keljob) mettant à la disposition de ses clients, à partir de ses propres sites et pour une période donnée, des liens renvoyant vers le site de l'annonceur ;

- La fourniture d'accès à des bases de données ou logiciel (CVThèque, CVMail) pendant une période définie contractuellement ;
- La diffusion sur Internet d'annonces individualisées pour une période donnée ;
- La vente d'abonnement ou de « pack » permettant aux annonceurs de déposer sur les différents sites Internet de la société un nombre prédéfini d'annonces pendant une période déterminée ;
- Des espaces publicitaires sous forme de bannières pour une période définie.

Pour l'ensemble de ces prestations, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée contractuelle pendant laquelle la prestation est réalisée.

Les rabais, remises, ristournes et escomptes consentis aux clients sont comptabilisés simultanément à la reconnaissance des ventes. Ils sont classés en réduction du chiffre d'affaires.

2.17. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, ou de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considéré comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que les cessions d'immobilisations, les litiges portés devant les tribunaux, etc...

2.18. Echanges de publicité

Les échanges de publicité dans le cadre d'activité Internet doivent être évalués, conformément au Règlement CRC N°2003-01 à la valeur vénale de celui des deux lots dont l'estimation est la plus fiable.

La valeur vénale d'un lot s'obtient par référence à des ventes « normales ». Les ventes normales sont définies comme des ventes équivalentes réalisées par la même entreprise payées en espèces ou contre remise d'autres actifs, monétaires ou non.

Ainsi, les ventes doivent :

- être de même nature et avoir un contenu comparable,
- intervenir fréquemment,
- ne pas faire intervenir la même contrepartie.

Lorsque la valeur vénale est estimée de façon fiable, l'entreprise ajuste la valeur comptable de l'échange de façon à faire apparaître celle-ci pour la valeur vénale la plus sûre.

Lorsque la valeur vénale ne peut pas être estimée de façon fiable, les achats et chiffres d'affaires correspondant sont annulés sauf si un actif est remis en échange.

La société Adenclassifieds (Ex Keljob) estime que la valeur vénale des prestations fournies et de celles reçues dans le cadre des opérations d'échanges qu'elle a contracté avec des tiers ne peut être évaluée de façon fiable. De ce fait aucune transaction d'échange n'est incluse dans les informations financières pro forma de la société.

2.19. Impôt sur les sociétés

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt.

Impôt exigible

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les positions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date d'établissement des informations financières pro forma.

Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

La période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005 est la première au cours de laquelle un tel crédit d'impôt est sollicité.

2.20. Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées, le cas échéant, des détentions par la société de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

3. Produits d'exploitation

3.1. Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Emploi.....	18.320	12.200
Formation.....	791	288
Immobilier.....	1.973	1.208
Total	21.084	13.696

Les données chiffrées sectorielles présentées ci-dessus se décomposent comme suit :

Au 31 décembre 2005 :

<i>En milliers d'euros</i>	Emploi	Immobilier	Formation
Petites annonces	15.813	1.564	791
Autres services et produits	2.507	409	-
Total	18.320	1.973	791

Au 31 décembre 2004 :

<i>En milliers d'euros</i>	Emploi	Immobilier	Formation
Petites annonces	10.668	943	288
Autres services et produits	1.532	265	-
Total	12.200	1.208	288

L'ensemble du chiffre d'affaires est réalisé en France.

3.2. Production immobilisée

Il s'agit exclusivement des frais de développement activés au cours de la période.

3.3. Reprises de provisions et transferts de charges

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Reprises de provisions sur créances clients	110	44
Transferts de charges	6	22
Total	116	66

4. Personnel

4.1. Effectifs

L'effectif pro forma de la société à fin 2005 s'élève à 193 salariés (127 à fin 2004).

La répartition des effectifs entre les populations cadres et non cadres se présente comme suit :

	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Cadres	152	97
Non cadres	41	30
Total	193	127

4.2. Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Salaires et traitements	7.387	5.154
Charges sociales et fiscales	3.360	2.313
Total	10.747	7.467

En 2005, le taux moyen de charges sociales et fiscales atteint 45,5 % de la masse salariale brute (45,4 % en 2004).

4.3. Rémunérations allouées aux membres du Directoire

La rémunération des membres du Directoire de la société, incluse dans les charges de personnel mentionnées ci-dessus, se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Fixe	550	470
Variable.....	273	259
Total	823	729

4.4. Droits individuels à la formation

La loi 2004-391 du 4 juin 2004 reconnaît aux salariés un nouveau droit individuel à la formation (DIF).

Ce droit, d'une durée de 20 heures par an (calculée prorata temporis en cas de travail à temps partiel), est ouvert à tout salarié sous contrat à durée indéterminée disposant d'une ancienneté d'au moins un an dans l'entreprise. Les intéressés peuvent cumuler ce droit d'une année sur l'autre dans la limite de 6 ans pour les salariés travaillant à temps plein et de 120 heures, quel que soit le nombre d'années, pour ceux à temps partiel. A défaut de son utilisation en tout ou partie, le DIF reste plafonné à 120 heures.

Le volume des heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis ainsi que les heures n'ayant pas donné lieu à demande de formation se présentent comme suit :

	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Droits acquis en heures.....	2.995	1.416
Heures n'ayant pas donné lieu à demande.....	2.995	1.416

4.5. Avantages au personnel

4.5.1. Hypothèses retenues

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005 sont les suivantes :

	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Taux d'actualisation	4,00 %	4,50 %
Taux d'augmentation des salaires.....	3,00 %	3,00 %
Taux de charges sociales	45,00 %	45,00 %
Taux de rotation	4,50 %	4,53 %

4.5.2. Variation de l'engagement net et réconciliation de la provision

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Engagement à l'ouverture de la période.....	-46	-19
Charge d'intérêts	-2	-1
Coûts des services rendus.....	-18	-7
Gains/(pertes) actuariels.....	-21	-7
Modification de régime ⁽¹⁾	-	-12
Engagement à la clôture de la période.....	-87	-46
Pertes/(gains) actuariels non reconnus	28	7
Coût des services passés non reconnus.....	11	11
Provision à la clôture de la période.....	-48	-28

⁽¹⁾ En juillet 2004 les droits de la convention collective (Syntec) ont été modifiés de manière significative, puisque non seulement les droits ont été augmentés à partir de 6 ans d'ancienneté mais la limite de 4 mois a également été supprimée.

4.5.3. Evolution de la provision au cours des périodes présentées

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Provision à l'ouverture de la période.....	-28	-19
Charge de retraite de la période.....	-20	-9
dont coût des services rendus.....	-18	-8
dont charges d'intérêt	-2	-1
dont amortissement des gains / (pertes) actuarielles ⁽¹⁾	-	-
dont amortissement des services passés ¹	-	-
Provision à la clôture de la période.....	-48	-28

⁽¹⁾ Montants non présentés car non significatifs.

5. Amortissements, provisions et pertes de valeur

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Immobilisations incorporelles	518	378
Immobilisations corporelles	212	222
Total immobilisations [A].....	730	600
Engagements envers les salariés.....	20	9
Provisions pour risques et charges.....	31	-
Total provision [B].....	51	9
Total des dotations nettes hors actifs courants [C = A+B].....	781	609
Clients et autres actifs circulants	404	194
Total actifs [D].....	404	194
Total Exploitation [E = C+D].....	1.185	803
Provisions pour dépréciation des immobilisations [F].....	-	101
Autres provisions [G]	15	-
Total Exceptionnel [H = F+G].....	15	101

6. Résultat Financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Revenu des VMP.....	7	7
Intérêts des comptes courants.....	138	-12
Divers.....	-2	5
Résultat financier	143	-

7. Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Résultat net sur cessions.....	-	2
Dotations aux provisions nettes des reprises	-	-104
Pénalités	-	-11
Frais de déménagement.....	-95	-
Divers.....	-27	1
Résultat exceptionnel	-122	-112

8. Impôts sur les résultats

8.1. Charge d'impôt

8.1.1. Taux effectif d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Résultat net.....	563	-803
Impôts sur le résultat	484	9
Résultat net avant impôt.....	1.047	-794
Taux effectif d'imposition.....	46 %	-

8.1.2. Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au résultat net avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 34,93 % en 2005 et 35,43 % en 2004, s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Résultat net avant impôt.....	1.047	-794
Taux d'imposition de la société.....	34,93 %	35,43 %
Charge d'impôt théorique	363	-281
Augmentation/réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Crédits d'impôt et avoirs fiscaux	-141	-
- Déficits fiscaux nés au cours de l'exercice et non imputés	413	852
- Utilisation de déficits reportables antérieurs	-181	-601
- Autres différences permanentes	-38	39
Charge réelle d'impôt	484	9

8.1.3. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

Au 31 décembre 2004 :

<i>En milliers d'euros</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt (net)
Résultat courant.....	-682	-9	-691
Résultat exceptionnel (et participation).....	-112	-	-112
Crédit d'impôt	-	-	-
Résultat comptable	-794	-9	-803

Au 31 décembre 2005 :

<i>En milliers d'euros</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt (net)
Résultat courant.....	1.319	666	653
Résultat exceptionnel (et participation).....	-272	-41	-231
Crédit d'impôt	-	-141	141
Résultat comptable	1.047	484	563

8.2. Déficits fiscaux reportables

Le montant des déficits fiscaux pro forma (il s'agit des déficits individuels des sociétés Adenclassifieds (Ex Keljob), Cadremploi et Explorimmo) se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Déficits reportable à l'ouverture de la période	14.434	13.724
Déficits nés au cours de la période	1.184	2.408
Déficits consommés au cours de la période.....	-520	-1.698
Déficits perdus au cours de la période ⁽¹⁾	-514	-
Déficits reportables à la clôture de la période.....	14.584	14.434

⁽¹⁾ Déficit fiscal d'A3 Formation perdu suite à la transmission universelle du patrimoine de cette dernière à la société Adenclassifieds (Ex Keljob) en 2005.

8.3. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Accroissements	-	-
Allègements.....		
- ORGANIC	-28	-15
- Participation des salariés	-150	-
Total des accroissements / (allègements) futurs (base)	-178	-15

9. Résultats par action

9.1. Résultat net de base par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de la période.

		31 décembre 2005	31 décembre 2004
Résultat net de base (<i>en milliers d'euros</i>).....	(a)	563	-803
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:.....	(b)	4.525.918	2.986.860
- nombre d'actions à l'ouverture		4.518.845	2.916.626
- nombre d'actions à la clôture		4.582.651	4.518.845
Résultat net de base par action (en euro)	(a) / (b)	0,12	-0,27

9.2. Résultat net dilué par action

Le résultat net dilué par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation et du nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

		31 décembre 2005	31 décembre 2004
Résultat net de base (<i>en milliers d'euros</i>).....	(a)	563	-803
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:.....	(b)	4.525.918	2.986.860
Nombre d'actions potentiellement dilutives	(c)	79.574	59.092
Nombre d'actions prise en compte dans le calcul du résultat net dilué par action	(d) = (b)+(c)	4.605.492	3.045.952
Résultat net dilué par action (en euro)	(a) / (d)	0,12	-0,27

10. Immobilisations incorporelles nettes

10.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2004	Mouvements de la période			31 Décembre 2004
		Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	
Frais de Développement.....	416	275	-	-	691
Fonds commerciaux	20.119	83	-	-	20.202
Concession, brevet et droit	26	-	-	-	26
Logiciels.....	1.586	224	-	-	1.810
En cours.....	-	-	-	-	-
Autres.....	-	10	-	-	10
Immobilisations brutes.....	22.147	592	-	-	22.739
Frais de Développement.....	91	192	-	-	283
Concession, brevet et droit	-	-	-	-	-
Logiciels.....	1.349	186	-	-	1.535
Cumul des amortissements	1.440	378	-	-	1.818
Immobilisations nettes	20.707	214	-	-	20.921

Frais de développements

Les frais de développement activés concernent exclusivement les frais directs engagés par la société dans le cadre du développement informatique des sites Internet qu'elle exploite.

Fonds commerciaux

Les malis de fusion et de confusion dégagés sur les sociétés Cadremploi, Explorimmo, A3 Formation et Webcible ont été affectés aux fonds de commerce. Au 1^{er} janvier 2004 le poste se compose essentiellement des éléments suivants :

Fonds de commerce Cadremploi :	12.367 K€
Fonds de commerce Explorimmo :	5.747 K€
Fonds de commerce A3 Formation :	1.043 K€
Fonds de commerce Webcible :	933 K€

Par ailleurs, la société a acquis au cours de l'exercice le fonds de commerce « Mail DRH » auprès de l'agence Someone pour un montant de 83 K€.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours de la période.

Logiciels

Les logiciels inscrits à l'actif du bilan de la société concernent pour l'essentiel des logiciels administratifs et d'exploitation liés aux sites Internet.

10.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2005	Mouvements de la période			31 décembre 2005
		Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	
Frais de Développement.....	691	151	-	-	842
Fonds commerciaux	20.202	66	-	-	20.268
Concession, brevet et droit	26	273	-	-	299
Logiciels.....	1.810	156	-	-	1.966
En cours.....	-	41	-	-	41
Autres	10	-	10	-	-
Immobilisations brutes.....	22.739	687	10	-	23.416
Frais de Développement.....	283	284	-	-	567
Logiciels.....	1.535	234	-	-	1.769
Cumul des amortissements	1.818	518	-	-	2.336
Immobilisations nettes	20.921	169	10	-	21.080

Les principales évolutions de la période concernant :

- Acquisition par Adenclassifieds (Ex Keljob) du fonds de commerce Formatel pour 66 K€
- Acquisitions par Adenclassifieds (Ex Keljob) de divers nom de domaines, dont 180 K€ dans le cadre de la reprise des actifs de la société Formatel et le solde, pour l'essentiel, du nom de domaine Brunel à hauteur de 55 K€.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours de la période.

11. Immobilisations corporelles nettes

11.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2004	Mouvements de la période			31 décembre 2004
		Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	
Installation et agencement	241	75	-	-	316
Matériel de transport	27	-	-	-	27
Matériel de bureau et informatique .	908	128	145	-	891
Mobilier.....	43	4	-	-	47
Immobilisations brutes.....	1.219	207	145	-	1.281
Installations & agencements.....	54	33	-	-	87
Matériel de transport	15	6	-	-	21
Matériel de bureau, informatique	613	181	133	-	661
Mobilier.....	13	2	-	-	15
Cumul des amortissements	695	222	133	-	784
Pertes de valeur	-	101	-	-	101
- installations et agencements	-	101	-	-	101
Immobilisations nettes	524	-116	12	-	396

11.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2005	Mouvements de la période			31 décembre 2005
		Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	
Installation et agencement	316	100	202	-	214
Matériel de transport	27	2	27	-	2
Matériel de bureau et informatique	891	316	242	-	965
Mobilier.....	47	18	-	-	65
Autres	-	3	-	-	3
Immobilisations brutes.....	1.281	439	471	-	1.249
Installations & agencements.....	87	28	69	-	46
Matériel de transport	21	1	21	-	1
Matériel de bureau, informatique ..	661	183	247	-	597
Mobilier.....	15	-	-	-	15
Cumul des amortissements	784	212	337	-	659
Pertes de valeur	101	-	101	-	-
- installations et agencements	101	-	101	-	-
Immobilisations nettes	396	227	33	-	590

12. Immobilisations financières

12.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2004	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2004
Dépôt et cautionnement.....	53	8	-	61
Total	53	8	-	61

12.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2005	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2005
Dépôt et cautionnement.....	61	46	-	107
SICAV nanties	-	32	-	32
Total	61	78	-	139

13. Clients et comptes rattachés

Toutes les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

14. Autres créances

Les autres créances ont une échéance inférieure à un an et comprennent les éléments suivants :

En milliers d'euros	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Impôt sur les sociétés		342
T.V.A.	1.085	1.023
Autres créances d'exploitation	430	549
Provision pour dépréciation.....		-8
Total autres créances (valeur nette).....	1.515	1.906

15. Comptes courants actifs

Les comptes courants actifs se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Compte courant Le Figaro.....	7.320	3.690
Compte courant Publiprint	155	-
Autres	6	3
Total comptes courants actifs	7.481	3.693

16. Trésorerie nette

16.1. Eléments constitutifs de la trésorerie nette

Au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005, la trésorerie nette dont dispose la société comprend les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Disponibilités	1.063	503
Valeurs mobilières de placement.....	225	1.373
Compte courant Le Figaro ⁽¹⁾ (Note 15)	7.320	3.690
Trésorerie active.....	8.608	5.566
Concours bancaires	400	-
Trésorerie passive.....	400	-
Trésorerie Nette.....	8.208	5.566

⁽¹⁾ Du fait de la convention de trésorerie conclue entre Cadremploi avec son actionnaire, Le Figaro, l'exigibilité de ce compte courant peut être requise à tout moment, sur simple demande des intéressés. Du fait de son caractère hautement liquide, le Figaro se comportant comme un établissement centralisateur de la trésorerie de ses filiales, ce compte courant actif est classé au sein de la trésorerie nette

16.2. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent des fonds investis dans des organismes collectifs de placement sans risque (SICAV de trésorerie ou supports analogues pour l'essentiel) et sont présentées à leur coût d'acquisition.

La variation pluriannuelle des valeurs mobilières de placement se présente comme suit :

16.2.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2004	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2004
SICAV	766	2.333	1.827	1.272
Compte à terme	101	303	303	101
Total	867	2.636	2.130	1.373

16.2.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2005	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2005
SICAV.....	1.272	567	1.715	124
Compte à terme.....	101	-	-	101
Total	1.373	567	1.715	225

17. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance relèvent toutes de l'exploitation.

18. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Créances clients et comptes rattachés.....	492	849
Autres créances	256	88
Total des produits à recevoir	748	937

19. Capital

Au 31 décembre 2005 le capital social est fixé à 4.582.651 euros divisés en 4.582.651 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Au 31 décembre 2004 le capital social était fixé à 4.518.845 euros divisés en 4.518.845 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

20. Provisions pour risques et charges

20.1. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2004	Évolution au cours de la période			31 décembre 2004
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Avantages au personnel.....	19	9	-	-	28
Total Provisions pour risques et charges	19	9	-	-	28
- dont exploitation		9	-	-	
- dont exceptionnel		-	-	-	

20.2. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2005	Évolution au cours de la période			31 décembre 2005
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Risques juridiques	-	42	-	-	42
Avantages au personnel.....	28	20	-	-	48
Total Provisions pour risques et charges....	28	62	-	-	90
- dont exploitation		50	-	-	
- dont exceptionnel.....		12	-	-	

Au 31 décembre 2005, les provisions pour risques et charges comprennent, pour l'essentiel, des litiges prud'homaux ainsi que la provision pour avantages au personnel (voir Note 4.5).

21. Comptes-courants passifs

Les comptes-courants passifs se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
CC Publiprint	-	2.820
CC Portimmo Neuf.....	-	332
Total	-	3.152

22. Fournisseurs et comptes rattachés

Toutes les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an.

23. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont à échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
T.V.A. à payer.....	2.774	2.024
Impôt sur les sociétés	41	-
Autres dettes fiscales.....	101	86
Rémunération du personnel.....	1.653	1.022
Charges sociales	1.591	997
Autres dettes sociales	60	60
Total des dettes fiscales et sociales	6.220	4.189

24. Autres dettes

Les autres dettes sont à échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Avoirs à établir.....	1.311	760
Autres dettes d'exploitation.....	216	493
Total des autres dettes.....	1.527	1.253

25. Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés lorsque les prestations sont facturées et non encore totalement réalisées.

A la clôture des comptes aux 31 décembre 2005 et 2004, il s'agit pour l'essentiel de prestations continues relatives à des contrats qui produiront leurs effets sur la période subséquente.

Les produits constatés d'avance relèvent tous de l'exploitation.

26. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes du bilan se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.381	1.335
Dettes fiscales et sociales	2.467	1.604
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3	8
Autres dettes.....	1.311	760
Total des charges à payer	5.162	3.707

27. Engagements et passifs éventuels

<i>En milliers d'euros</i>	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
Engagements donnés		
- cautions, avals,...	-	-
- crédit bail, location	49	55
Total des engagements donnés	49	55
Engagements reçus		
- cautions, avals,...	-	-
- crédit bail, location	-	-
Total des engagements reçus	-	-

28. Informations relatives aux parties liées

Il convient d'entendre par « parties liées », les actionnaires des entreprises dont les états financiers sont agrégés dans le cadre de la présentation des informations financières pro forma.

28.1. Au 31 décembre 2004

<i>En milliers d'euros</i>	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Créances clients et comptes rattachés.....	88	-
Comptes courants d'associés débiteurs	3.693	-
Comptes courants d'associés créditeurs	2.820	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51	-
Autres produits financiers	50	-
Charges financières	61	-

28.2. Au 31 décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Créances clients et comptes rattachés.....	82	-
Comptes courants d'associés débiteurs	7.481	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	186	-
Dettes sur immobilisations	15	-
Charges financières	51	-

29. Suivi des instruments financiers sur capital

Caractéristique des instruments financiers émis au 31 décembre 2005

Nature	BSA	ABSA
Date d'émission	30/04/2002	26/09/2005
Prix de souscription	0,01 €	
Quantité	15	125.000
Parité	1 pour 1	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €
Échéance	5 ans à compter de la date d'attribution	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil
Commentaires	Aucun bon exercé	Tous les bons ont été exercés

Nature	BCE	BCE	BCE	BCE
Date d'émission	30/04/2002	03/04/2003	24/06/2004	15/06/2005
Prix de souscription				
Quantité	17.624	2.500	20.000	720
Parité	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €	1 pour 1 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 53 €	1 pour 10 d'une valeur nominale de 1 € + prime d'émission de 4,4 €
Échéance	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 10 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil	5 ans. Exercice possible à compter de la date du directoire, à hauteur de 50 % des bons attribués par titulaire par trimestre civil
Commentaires	7.973 bons sont devenus caducs et les 9.651 bons restant n'ont pas été exercés	Tous les bons ont été attribués	Tous les bons ont été attribués	Tous les bons ont été attribués. Au 23 novembre 2005, 40 bons ont été exercés

30. Eléments relatifs aux tableaux de flux de trésorerie

30.1. Amortissements et provisions

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
- immobilisations incorporelles	518	378
- immobilisations corporelles	212	222
- provisions pour risques et charges	50	9
- dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations.....	-	101
- reprise de provisions pour dépréciation des immobilisations.....	-101	-
Total	679	710

30.2. Autres variations

Les autres variations comprennent pour l'essentiel les frais de développement activés pour leur montant net d'impôt.

30.3. Variation du besoin en fonds de roulement

<i>En milliers d'euros</i>	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
Variation de l'actif circulant	-2.805	-3.383
Variation des créances clients	-3.219	-2.698
- solde ouverture.....	8.188	5.490
- solde clôture.....	11.407	8.188
Variation des autres actifs circulant ⁽¹⁾	414	-685
- solde ouverture.....	2.165	1.480
- solde clôture.....	1.751	2.165
Variation du passif d'exploitation	5.696	4.568
Variation des dettes fournisseurs.....	-400	-450
- solde ouverture.....	2.875	3.325
- solde clôture.....	2.475	2.875
Variation des autres passifs d'exploitation ⁽²⁾	6.160	5.018
- solde ouverture.....	10.477	5.459
- solde clôture.....	16.637	10.477
Retraitements.....		
- dette d'impôt sur les retraitements 2005.....	-64	-
Total	2.891	1.185

⁽¹⁾ Comprend les avances et acomptes, les autres créances et les charges constatées d'avance.

⁽²⁾ Comprend les dettes fiscales et sociales, les autres dettes et les produits constatés d'avance.

30.4. Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles (Note 10) ⁽¹⁾	-537	-318
- Acquisitions d'immobilisations corporelles (Note 10).....	-439	-207
- Dette sur immobilisations.....	22	-
Total	-954	-525

⁽¹⁾ Hors frais de développements activés au cours de la période

30.5. Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
- Trésorerie versée pour l'acquisition des titres Webcible ⁽¹⁾	-1.001	-
- Trésorerie versée pour l'acquisition des titres A3 Formation ⁽¹⁾	-104	-461
- Dépôts et cautionnements.....	-46	-8
- SICAV nanties.....	-32	-
Total	-1.183	-469

⁽¹⁾ Sociétés absorbées par Adenclassifieds (Ex Keljob) en 2005

30.6. Variation des comptes courants

La décomposition du poste se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 Décembre 2005	31 Décembre 2004
Variation des comptes courants Actif⁽¹⁾	-158	-3
- solde ouverture	3	-
- solde clôture.....	161	3
Variation des comptes courants Passif	-3.152	434
- solde ouverture	3.152	2.718
- solde clôture.....	-	3.152
- Compte courant intégré au capital social ⁽²⁾	3.152	-
Total	-158	431

⁽¹⁾ Hors compte courant Le Figaro. L'exigibilité des comptes courants pouvant être requise à tout moment, compte tenu des conventions de trésorerie liant la société Cadremploi avec son actionnaire, la société Adenclassifieds (Ex Keljob) l'a classé en trésorerie nette (voir Note 16.1)

⁽²⁾ Compte courant intégré au capital de Explorimmo.

31. Echanges de publicités

Adenclassifieds (Ex Keljob) a mis en ligne environ 295.000 annonces en 2005, contre environ 261.000 annonces en 2004, dans le cadre de ses contrats d'échange.

32. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Tel que mentionné précédemment, le 29 août 2006, l'ensemble des actionnaires de la société Cadremploi et la plupart des actionnaires de la société Explorimmo ont apporté les titres de ces sociétés à la société Adenclassifieds (Ex Keljob). En contrepartie de ces apports, ils ont été rémunérés en actions Adenclassifieds (Ex Keljob) suite à une augmentation de capital réalisée par cette dernière. Le 30 septembre 2006, les sociétés Cadremploi et Explorimmo ont fusionné avec la société Adenclassifieds (Ex Keljob) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006.

Le 10 juillet 2006, Adenclassifieds a acquis 100 % des titres de la société anglaise Direct Recruit Ltd pour un montant de 757 K€. Cette dernière exploite le site Internet www.ljob.co.uk, métamoteur britannique de sites d'offres d'emploi. Direct Recruit Ltd détient 100 % du capital de la société britannique LocalJobs Ltd qui n'a pas d'activité opérationnelle à la date d'arrêt de ces informations financières pro forma.

Adenclassifieds a acquis le 20 octobre 2006, 100 % des titres composant le capital de la société Coptin SAS, pour un montant de 470 K€. Cette dernière, dont le siège social est situé à Paris, exploite le site Internet Coptin.com. Ce site propose la mise en place d'un système organisé de gestion informatisée des systèmes de recrutement par cooptation.

Par ailleurs, dans le cadre courant de son activité, des départs de personnel postérieurs au 30 septembre 2006 ont pu donner lieu à transactions ou litiges en cours.

Aucun autre événement majeur postérieur au 31 décembre 2005 n'est à signaler.

20.2.4. Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières pro forma de la Société relatives à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du Règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les informations financières pro forma de la société Adenclassifieds (ex-Keljob), inclus dans la partie 20.2.3 de son document de base.

Ces informations financières pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer les opérations suivantes :

- L'effet que la fusion des sociétés Cadremploi et Explorimmo dans la société Adenclassifieds (ex-Keljob), au 30 septembre 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006, aurait pu avoir sur le bilan et le compte de résultat non audité de la société Adenclassifieds (ex-Keljob) pour la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005 si l'opération avait pris effet au 1^{er} janvier 2004.
- L'effet que la fusion de la société Webcible dans la société Adenclassifieds (ex-Keljob), au 1^{er} octobre 2005, aurait pu avoir sur le bilan et le compte de résultat non audité de la société Adenclassifieds (ex-Keljob) pour la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005 si l'opération avait pris effet au 1^{er} janvier 2004.
- L'effet que la transmission universelle de patrimoine de la société A3 Formation dans la société Adenclassifieds (ex-Keljob), au 30 juin 2005, aurait pu avoir sur le bilan et le compte de résultat non audité de la société Adenclassifieds (ex-Keljob) pour la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005 si l'opération avait pris effet au 1^{er} janvier 2004.

Elles incluent une information comparative relative à la même période de l'année 2004. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si les opérations ou les événements étaient survenus à une date antérieure à celle de leur survenance réelle ou envisagée.

Ces informations financières pro forma ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du Règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux informations pro forma.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe II, point 7, du règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement des informations financières pro forma.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Ces travaux, qui ne comportent pas d'examen des informations financières sous jacentes à l'établissement des informations financières pro forma, ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces informations financières pro forma ont été établies concordent avec les documents sources, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la Direction de la société Adenclassifieds (ex-Keljob) pour collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires.

A notre avis :

- Les informations financières pro forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- Cette base est conforme aux méthodes comptables de la société.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'offre au public en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels le prospectus comprenant le présent document de base d'introduction visé par l'AMF serait notifié et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 9 janvier 2007

Les Commissaires aux Comptes

François Guyot & Associés

Deloitte & Associés

François-Gérard GUYOT

Jean-Luc BERREBI

20.3. TABLEAU DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

en milliers d'euros	Au titre de l'exercice 2005 (9 mois)		Au titre de l'exercice 2004 (12 mois)	
	Deloitte et Associés ¹	François Guyot et Associés	Deloitte et Associés ¹	François Guyot et Associés
Audit	N/A			
Révision des comptes, certification, examen des comptes annuels et consolidés.....	N/A	16	N/A	14
Missions accessoires	N/A	0	N/A	0
Sous-total	N/A	16	N/A	14
Autres prestations....				
Juridique, fiscal, social.....	N/A	0	N/A	0
Sous-total	N/A	0	N/A	0
TOTAL.....	N/A	16	N/A	14

1 Il est rappelé que Deloitte & Associés a été nommé commissaire aux comptes titulaire de la Société le 28 juin 2006.

20.4. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

La politique de distribution de dividendes fait l'objet d'un examen lors de chaque exercice social, prenant en compte le résultat de la Société, sa situation financière et ses besoins de financement. Compte tenu de ses projets de développement, la Société n'entend pas distribuer de dividendes dans les douze prochains mois.

20.5. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Sous réserve de ce qui est mentionné au présent paragraphe et à la section « 4.8 - Risques juridiques », il n'existe pas, à la connaissance de la Société, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir, ou ayant eu au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

20.5.1. Litige commercial opposant la Société à la société Régionjob

La société Régionjob exerce une activité similaire à celle de la Société.

En vertu d'un accord transactionnel conclu le 26 octobre 2005, la Société a transféré à la société Régionjob la titularité de noms de domaine faisant usage des mêmes mots que les noms de domaine d'ores et déjà exploités par cette dernière. En dépit de cet accord pourtant, la Société avait, le

20 octobre 2005, enregistré d'autres noms de domaine faisant toujours usage des mêmes mots mais articulés cette fois différemment.

C'est dans ce contexte que, par acte extra-judiciaire en date du 12 décembre 2005, la société Régionjob a engagé une action en justice pour concurrence déloyale devant le Tribunal de commerce de Rennes aux fins de voir la Société condamnée au paiement de la somme de 1.000.000 euros, outre le transfert de la titularité des noms de domaine litigieux.

Par jugement en date du 15 juin 2006, le Tribunal a condamné la Société au paiement de la somme de 12.000 euros en raison de l'exécution de mauvaise foi de la transaction conclue le 26 octobre 2005, et au transfert de la titularité des noms de domaine litigieux, outre 3.000 euros au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile. A la date d'enregistrement du présent document de base, cette décision n'a pas été signifiée, et n'a pas non plus fait l'objet d'un appel.

Si la Société considère que, dans la mesure où les noms de domaine litigieux sont descriptifs et non distinctifs, ils ne sauraient être protégés au titre d'une action pour concurrence déloyale, ce que considéra également le Tribunal de commerce de Rennes ; il ne peut être préjugé de la position future de la Cour d'appel qui pourrait être chargée de rejurer cette affaire.

La Société considère cependant qu'une éventuelle condamnation à ce titre ne saurait à elle seule avoir un effet significatif sur sa situation financière ou sa rentabilité, sous réserve toutefois que l'appréciation de la Cour d'appel soit conforme à la jurisprudence aujourd'hui en vigueur en matière de nom de domaine.

20.5.2. Litiges prud'homaux opposant la Société à d'anciens salariés

Un salarié a engagé une action devant le Conseil des prud'hommes de Paris afin de voir constater que la rupture de son contrat de travail est intervenue aux torts de son employeur. Le demandeur réclame, en conséquence, le paiement d'une indemnité d'un montant global d'environ 150.000 euros. Une audience de conciliation intervenant dans le cadre de l'instance en cours doit se tenir début 2007. La Société estime, au regard des éléments en sa possession, que ce litige ne constitue pas un risque significatif.

Un salarié, licencié par la Société postérieurement au 30 septembre 2006, a engagé une action devant le Conseil des prud'hommes de Paris afin d'obtenir, en raison de ce licenciement, le paiement d'environ 50.000 euros. Une audience de conciliation dans le cadre de l'instance en cours doit se tenir en avril 2007. Il ne peut être exclu que la responsabilité de la Société soit engagée pour un montant estimé à un maximum de deux tiers du préjudice invoqué.

20.6. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE

Il n'y a pas eu, à la connaissance de la Société, de changement significatif de la situation financière ou commerciale de la Société depuis le 30 septembre 2006.

21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1. CAPITAL SOCIAL

21.1.1. Capital social

A la date d'enregistrement du présent document de base, le capital social de la Société s'élève à 4.897.974 euros, divisé en 4.897.974 actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

21.1.2. Titre non représentatif de capital

La Société n'a émis, à la date d'enregistrement du présent document de base, aucun titre non représentatif de capital.

21.1.3. Acquisition par la Société de ses propres actions

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société ne détient aucune de ses actions et aucune action de la Société n'est détenue par un tiers pour le compte de la Société.

21.1.4. Capital potentiel

Pour une présentation des BSPCE et des BSA attribués par la Société et des actions attribuées gratuitement, il est renvoyé à la section « 15.3 - Participation au capital de la Société des membres du directoire et du conseil de surveillance » et aux paragraphes « 15.3.2 - Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise attribués aux membres du directoire de la Société » et « 17.2.3 - Attributions gratuites d'actions ». Un tableau indiquant la répartition du capital social et des droits de vote de la Société sur une base entièrement diluée, c'est-à-dire hypothèse faite de l'exercice de l'intégralité desdits BSPCE et des BSA et de l'émission des actions attribuées gratuitement par la Société, figure à la section « 18.1 - Répartition du capital et des droits de vote de la Société ».

En prenant en compte un nombre d'actions à la date d'enregistrement du présent document de base égal à 4.897.974 et un nombre d'actions sur une base entièrement diluée égal à 5.144.343, la dilution maximale du capital potentiel à ce jour est d'environ 4,79 %.

21.1.5. Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital

Néant.

21.1.6. Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Néant.

21.1.7. Modifications du capital social

Le tableau ci-après indique l'évolution du capital social de la Société depuis 2004 :

Date	Opération	Nombre d'actions émises	Valeur nominale des actions (en €)	Montant nominal de la variation du capital (en €)	Prime d'émission, d'apport ou de fusion (en €)	Montant cumulé du capital social (en €)	Nombre cumulé d'actions
15 décembre 2004 ..	Augmentation de capital par exercice de BSA	37.038	1	37.038	1.963.014	173.909	173.909
15 décembre 2004 ..	Augmentation de capital par incorporation de réserves	1.565.181	1	1.565.181	-	1.739.090	1.739.090
27 juin 2005	Augmentation de capital par exercice de BSPCE	1.000	1	1.000	4.400	1.740.090	1.740.090
23 novembre 2005 ..	Augmentation de capital en numéraire	62.406	1	62.406	936.090	1.802.496	1.802.496
23 novembre 2005 ..	Augmentation de capital par exercice de BSPCE	400	1	400	1.760	1.802.896	1.802.896
6 avril 2006	Augmentation de capital par exercice de BSA	28.992	1	28.992	434.880	1.831.888	1.831.888
29 août 2006	Augmentation de capital en rémunération d'apports en nature	2.773.119	1	2.773.119	20.067.506,41	4.605.007	4.605.007
14 septembre 2006 .	Augmentation de capital par exercice de BSA	80.202	1	80.202	1.203.030	4.685.209	4.685.209
14 septembre 2006 .	Augmentation de capital par exercice de BSPCE	59.870	1	59.870	263.428	4.745.079	4.745.079
30 septembre 2006 .	Augmentation de capital en rémunération d'apports en nature	6.636	1	6.636	-	4.751.715	4.751.715
24 novembre 2006 ..	Augmentation de capital par exercice de BSPCE	78.960	1	78.960			

21.2. ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

Les principales stipulations statutaires présentées ci-après tiennent compte des modifications qui ont été apportées aux statuts de la Société par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 29 décembre 2006 en vue de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A. Les statuts de la Société ainsi modifiés entreront en vigueur lors de ladite admission aux négociations.

21.2.1. Objet social

Conformément à l'article 3 des statuts, la Société a pour objet :

- la prestation de services de communication et d'informations en matière d'emploi, de recrutement de personnel, de formation, d'immobilier, et plus généralement d'annonces classées au travers d'Internet ainsi que la mise au point et la commercialisation d'outils informatiques s'y rapportant ;
- toutes opérations se rapportant à la publicité sous toutes ses formes ;
- la participation de la Société, par tous moyens, dans toutes opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement ;
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

21.2.2. Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action de la Société donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre droit au vote et à la représentation aux assemblées générales des actionnaires de la Société, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales des actionnaires la Société.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire de la Société ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales des actionnaires de la Société.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de détenir plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en cas d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autres opérations sociales, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement, de l'achat ou de la vente des actions ou des droits d'attribution nécessaires, à moins que l'assemblée générale des actionnaires de la Société n'ait décidé

que les droits formant rompus ne sont ni négociables, ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus.

Les actions étant indivisibles à l'égard de la Société, celle-ci ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action. Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule personne.

21.2.3. Modification des droits des actionnaires

Toute modification des droits des actionnaires est soumise aux prescriptions légales, les statuts ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

21.2.4. Forme des actions et identification des actionnaires

Les actions de la Société entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En vue de l'identification des détenteurs de titres au porteur, la Société peut demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, les renseignements visés à l'article L. 228-2 du Code de commerce, à savoir le nom et l'année de naissance ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination et l'année de constitution, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées générales d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

La Société, au vu de la liste transmise par le dépositaire central, a la faculté de demander dans les mêmes conditions, soit par l'entremise de ce dépositaire central, soit directement aux personnes figurant sur cette liste et dont la Société estime qu'elles pourraient être inscrites pour compte de tiers, les mêmes informations que celles décrites au paragraphe précédent concernant les propriétaires des titres. Ces personnes sont tenues, si elles ont la qualité d'intermédiaire, de révéler l'identité des propriétaires de ces titres. L'information est fournie directement à l'intermédiaire financier habilité teneur de compte, à charge pour ce dernier de la communiquer, selon le cas, à la Société ou au dépositaire central.

S'il s'agit de titres de forme nominative donnant immédiatement ou à terme accès au capital de la Société, l'intermédiaire inscrit est tenu de révéler, dans les délais réglementaires, l'identité des propriétaires de ces titres ainsi que la quantité des titres détenus par chacun d'eux, sur simple demande de la Société ou de son mandataire, laquelle peut être présentée à tout moment.

Aussi longtemps que la Société estime que certains détenteurs de titres dont l'identité lui a été communiquée le sont pour le compte de tiers, propriétaires de ces titres, elle est en droit de demander à ces détenteurs de révéler l'identité des propriétaires de ces titres dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. A l'issue de cette demande, la Société pourra demander à toute personne morale propriétaire de ses actions et possédant des participations dépassant 2,5 % du capital ou des droits de vote, de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital ou des droits de vote de la personne morale propriétaire des actions de la Société.

En cas de violation des obligations décrites aux paragraphes ci-dessus, les actions ou les titres donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société et pour lesquels ces obligations n'ont pas été respectées seront privés des droits de vote pour toute assemblée générale d'actionnaires, qui se

tiendrait jusqu'à la date de régularisation de l'identification, et le paiement du dividende correspondant sera différé jusqu'à cette date.

En outre, au cas où une personne inscrite méconnaîtrait sciemment les obligations décrites aux paragraphes ci-dessus, le tribunal dans le ressort duquel la Société a son siège social pourra, sur demande de la Société ou d'un ou plusieurs de ses actionnaires détenant au moins 5 % du capital, prononcer la privation totale ou partielle, pour une durée totale ne pouvant excéder cinq ans, des droits de vote attachés aux actions ayant fait l'objet d'une demande d'information de la Société et, éventuellement et pour la même période, du droit au paiement du dividende correspondant.

21.2.5. Assemblées générales

21.2.5.1. Convocation

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

21.2.5.2. Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées générales est arrêté par l'organe qui a fait la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, ou le comité d'entreprise, ont la faculté de requérir, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'inscription à l'ordre du jour du projet de résolutions.

L'assemblée générale ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du conseil de surveillance et procéder à leur remplacement. Elle peut révoquer un ou plusieurs membres du directoire sur proposition du conseil de surveillance.

21.2.5.3. Accès aux assemblées - Pouvoirs

Tout actionnaire peut participer aux assemblées générales personnellement ou par mandataire, ou y exercer le vote par correspondance.

Toutefois, pour avoir le droit de participer aux assemblées générales, personnellement ou par mandataire, les actionnaires titulaires d'actions nominatives doivent, cinq jours calendaires au moins la date de réunion de l'assemblée générale, justifier d'une inscription à leur nom dans les comptes de la Société, et les actionnaires titulaires d'actions au porteur doivent avoir fait procéder au dépôt, dans les mêmes délais, au siège social, ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation, d'une attestation délivrée par l'intermédiaire habilité chargé de la tenue du compte et constatant l'indisponibilité des actions jusqu'à la date de cette assemblée générale. Le directoire peut supprimer ou réduire ce délai de cinq jours calendaires par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Le directoire peut organiser, dans les conditions légales applicables, la participation et le vote des actionnaires aux assemblées générales par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Les actionnaires participant aux assemblées générales par visioconférence ou par ces autres moyens sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Tout actionnaire peut voter à distance, sous réserve que le formulaire de vote soit parvenu à la Société moins de trois jours avant la date de l'assemblée générale. Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée générale au plus tard à 15 heures, heure de Paris. Lors de la réunion de l'assemblée générale, la présence personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

21.2.6. Clauses susceptibles d’avoir une incidence sur le contrôle de la Société

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositif permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

21.2.7. Stipulations particulières régissant les modifications du capital social

Les statuts de la Société stipulent que le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, conformément aux dispositions législatives et réglementaire en vigueur.

22. CONTRATS IMPORTANTS

La Société n'a conclu aucun contrat important (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) au cours des deux années précédant la date d'enregistrement du présent document de base.

**23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET
DECLARATIONS D'INTERETS**

Néant.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais auprès de la Société ainsi que sur le site Internet de la Société (<http://www.adenclassifieds.com>) et sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

L'ensemble des documents juridiques et financiers relatifs à la Société et devant être mis à la disposition des actionnaires conformément à la réglementation en vigueur peuvent être consultés au siège social de la Société.

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

La Société ne détient pas d'autre participation que sa participation dans les sociétés Direct Recruit Limited et Cooptin SAS. Pour une présentation de ces sociétés, il est renvoyé à la section « 7.2 - Présentation des filiales de la Société ».

adenclassifieds

1-3 rue La Fayette - 75009 Paris
www.adenclassifieds.com

NewCap.

